



# LE POING ET LA ROSE

7 bis, place du Palais-Bourbon, 75007 Paris - Organe du Parti Socialiste - Mensuel - N° 78 - Janvier 1979 - 2 F

**METZ**

**6-7-8**

**AVRIL**

**1979**

**CONTRIBUTIONS  
AU DÉBAT**

**CONGRÈS  
DU PARTI  
SOCIALISTE**

# Sommaire

Toutes les contributions déposées, jusqu'au lundi 8 janvier inclus, sont reproduites dans le présent numéro ; elles constituent autant de textes destinés à « lancer le débat », comme le prévoit le règlement intérieur.

Etant donné le nombre et la longueur de ces contributions, l'équipe du « Poing et la Rose » a dû organiser leur publication autour de dispositions pratiques particulières pour que ce numéro parvienne à temps à chaque militant.

Nous avons notamment fait appel à l'imprimerie d'un quotidien, dont nous remercions les équipes pour l'effort qu'elles ont fourni.

Les textes vous sont présentés ci-après, sous les rubriques et dans l'ordre suivants :

	Pages
● Préambule de François MITTERRAND .....	3

## Textes déposés par les membres du comité directeur

(par ordre alphabétique du premier signataire)

Contribution du courant II pour le débat du Congrès de Metz ..	4
Franchir une nouvelle étape .....	16
Pour la construction du socialisme autogestionnaire .....	21
Contribution pour le renforcement de l'initiative du parti en faveur du service public de l'Éducation nationale et de ses personnels .....	23
Revenir à la ligne d'Épinay .....	24
Contribution pour un débat sur les vrais enjeux .....	26
Union pour l'autogestion .....	28
Unité, clarification, avenir du socialisme autogestionnaire .....	32
Développer les structures régionales .....	40
Unité, clarté, synthèse .....	40
Contribution pour l'unité des socialistes dans la clarté et la fraternité .....	46
Nouvelle croissance et démocratie socialiste .....	48
Propositions pour le Congrès national de Metz : Et maintenant que faire ? rester socialiste .....	50
Maintenir pour conquérir .....	51
Faux problèmes et vrais débats .....	52
Unité, clarté .....	53
Pour une France socialiste .....	55

## Contributions portant sur des problèmes distincts de ceux de politique générale

(C.D.)

<b>TOM-DOM :</b>	
Texte déposé par A. Vivien .....	60
<b>ENTREPRISE :</b>	
● Texte déposé par la fédération du Nord .....	58
● Texte déposé par Jean-Paul Bachy .....	63
<b>IMMIGRES :</b>	
Texte déposé par Jean Le Garrec et Bernard Derosier ..	65
<b>ACTION FEMININE :</b>	
● Texte déposé par Yvette Roudy .....	59
● Texte déposé par Françoise Gaspard .....	60
<b>M.J.S.</b> .....	66
Pour une action socialiste dans la jeunesse .....	66

## Textes présentés par des responsables de fédération

	Pages
Clarifier pour unir, signé par des responsables de l'Ardèche, de la Loire et du Rhône .....	68
Pour gagner, le socialisme a besoin d'unité, signé par les responsables des fédérations de la région, Alpes, Provence, Côte-d'Azur .....	70
Le débat politique et l'unité du P.S. sont l'affaire de tous les socialistes, signé par le secrétariat fédéral de la Corrèze ..	72
Fidélité à la ligne d'Épinay, fidélité au socialisme, signé par des responsables de la Côte-d'Or .....	73
Pour le parti socialiste de 1979, plus que jamais, unité et rénovation, signé par des responsables des fédérations de l'Ardèche et de la Drôme .....	74
Quel socialisme en 1979, signé par des responsables fédéraux de Haute-Corse .....	75
Les peuples minoritaires de France et comités régionaux de coordination, signé par les fédérations unanimes du Finistère et du Morbihan .....	76
Contribution, signée par des responsables fédéraux du Maine-et-Loire .....	77
Contribution des responsables du S.F. de Seine-et-Marne .....	77
Pour répondre à la crise : un parti socialiste de masse pour le socialisme autogestionnaire, signé par des responsables du Val-d'Oise .....	78
Rupture et autogestion : pouvoir changer le pouvoir, signé par deux responsables fédéraux des Yvelines .....	80
Pour un débat et des choix clairs, signé par des responsables fédéraux des Yvelines .....	81
Texte d'orientation politique, signé par des responsables des Bouches-du-Rhône .....	83
Pour un puissant parti socialiste unitaire, contribution pour rechercher les conditions d'un véritable socialisme autogestionnaire, signé par des responsables du Val-d'Oise ..	89

## Textes déposés par des responsables de sections et des militants à titre individuel

Lutter pour imposer le contrôle des travailleurs dès 1979 .....	85
Contribution, déposée par Edith Lhuillier, section d'Issy-les-Moulineaux (92) .....	86
Contribution de la section d'Osny (95) .....	87
Pour le développement de la ligne d'Épinay dans un projet de société en forme de nouvelle déclaration des droits de l'homme, déposé par Pierre Bercis, section de Parthenay (79)	88
Contribution, déposée par M. Rey et A. Sageaud Eaubonne (95)	91
Contribution de dix militants de la 14 <sup>e</sup> section Montparnasse de Paris .....	92

**N.B. :** Le comité directeur de synthèse se tiendra le dimanche 11 février 1979. Une note complète précisant les dispositions proposées par la Commission Nationale de préparation du congrès, et entérinées par le bureau exécutif du 17 janvier, sera adressée dès le 18 à tous les premiers secrétaires fédéraux.

MARIE-JO PONTILLON.

Chers camarades,

Les textes qui vous sont soumis dans ce numéro du « Poing et la Rose » ont pour objet de préparer les décisions de notre prochain congrès. Ils émanent de fédérations, de sections ou de camarades s'exprimant en leur nom personnel. Dans notre parti, le seul qui soit vraiment démocratique en France, chacun de nous peut, en effet, proposer ses vues à l'ensemble des militants et prendre part au grand débat qui détermine tous les deux ans la politique des socialistes. Certes, il ne s'agit encore que de contributions à la réflexion collective ou de projets de motions qui ne trouveront que plus tard leur forme définitive, c'est-à-dire après le 11 février, date du comité directeur national chargé par nos statuts de rechercher les synthèses possibles autour des choix fondamentaux. Vous en mesurerez cependant l'importance en lisant avec soin, loin des querelles confuses et des procès d'intention, les documents ci-joints.

Sans doute en les recevant aurez-vous envie de vous écrire, comme moi : « Enfin ! » Trop de polémiques, entretenues complaisamment par les moyens d'information dont dispose le pouvoir, ont jeté le trouble, l'inquiétude parmi les militants. Trop de responsables se sont prêtés à des controverses publiques dont nos adversaires ont été seuls à tirer profit. Il était temps, grand temps, que vous soyez juges à l'intérieur de notre parti des questions dont on essayait, du dehors, de dicter les réponses. Désireux de ne rien ajouter à cet état de choses, j'ai le plus souvent préféré me taire, sinon pour rappeler lors de notre comité directeur du 8 juillet et de notre convention nationale du 25 novembre les principes de notre action. Et j'ai obstinément refusé de mêler ma voix au concert discordant offert à l'opinion par quelques-uns des nôtres. Bref, j'ai fait comme vous, militants, j'ai travaillé.

Quoi qu'il en soit, chers camarades, je reste résolument confiant dans les destinées du parti. Au lendemain des élections générales de mars 1978, on prédisait de tous côtés son déclin. Mais quatre élections législatives partielles gagnées haut la main (49,2 % au premier tour pour Claude Wilquin dans le Pas-de-Calais, 38 % pour Yvon Tondon à Nancy, 33 % pour Edwige Avice à Paris, André Cellard, candidat commun, élu triomphalement dans le Gers, chiffres inégalés), un progrès quasi constant de notre électorat dans les compétitions locales nous ont apporté la réponse des Français. Nos résultats comparés à ceux du P.C., en dépit des attaques injustes, inacceptables de ses dirigeants, nous ont apporté la réponse des travailleurs. La solidité et la cohésion de nos sections, une fois dépassée la déception de mars, nous ont apporté la réponse du parti. Comment ne pas souligner le contraste entre cette montée continuelle de notre audience dans le pays et la remise en cause incessante par certains des nôtres de notre action et de nos choix ?

Mais aussi, chers camarades, quelle coalition d'intérêts contre nous ! Quelle offensive de chaque jour ! Comme si la seule affaire du grand capital, du gouvernement, des radios et télévisions, d'un côté, de la direction communiste de l'autre était avant tout de détruire le parti socialiste ! Nous pourrions trouver dans cet assaut sur tous les fronts un motif de satisfaction. On nous attaque parce qu'on nous redoute, nous les socialistes, redevenus, au prix d'un effort acharné, la première force politique de France. Ne devrions-nous pas y trouver plus encore la volonté de resserrer nos rangs et de nous rassembler pour porter plus haut les espoirs mis en nous, pour restituer à notre combat les vertus d'amitié et de fraternité qui sont notre meilleure part ? C'est à cela que je vous convie.

D'ici à avril, aussi occupés que nous soyons, et légitimement, par la préparation du congrès de Metz, nul d'entre nous ne doit oublier que le parti continue. Au poste que vous m'avez confié, j'assumerai la permanence de l'action, j'exprimerai vos volontés. Je demande aux responsables, à tous les niveaux, de se considérer comme mobilisés pour les luttes qui, plus que jamais, sollicitent les travailleurs. Nous n'avons droit ni au repos ni à l'absence : le chômage, la hausse des prix, des loyers, la crise du logement, la destruction des équilibres naturels, la pénurie de la recherche, les discriminations de race, d'âge et de sexe, la police des salaires, la répression patronale, que sais-je encore, n'attendent pas. Et nous devons dès maintenant faire bloc autour de nos candidats aux élections cantonales. Quant aux militants, je leur demande de ne pas se laisser détourner par les querelles subalternes, si elles parviennent jusqu'à eux, et de m'aider par leur engagement et leur persévérance à rendre sa force entière au puissant mouvement, le socialisme en marche, qui balaira devant lui les obstacles.

Mais, chers camarades, le parti attend d'abord de vous la clarté. Soyez-en assurés. Nous ne pouvons pas mener deux stratégies politiques à la fois. Il faut choisir. A vous de dire si ce que l'on appelle la ligne d'Epinay demeure notre loi, non pas tant pour ce qu'elle a représenté dans l'histoire de ces dernières années que pour son actualité et son aptitude à répondre aux exigences de l'avenir : le parti socialiste, chef de file des forces populaires.

Quelque opinion que vous ayez ou que j'aie moi-même des textes ici présentés, ils reflètent la diversité de notre parti — dans son unité, je l'espère — et méritent à ce titre attention et respect. J'y ajouterai bientôt mes propositions en déposant une motion qui engagera et mes propres choix et ma fonction.

Croyez, chers camarades, en mes sentiments très cordiaux.

François MITTERRAND,  
premier secrétaire du parti socialiste.

# TEXTES DÉPOSÉS PAR LES MEMBRES DU COMITÉ DIRECTEUR

## Adresse du courant n° 2 aux militants socialistes

Militants du parti d'Épinay, qui l'avez fondé et qui l'avez rejoint, et qui ne cessez de combattre pour la victoire de la gauche, les militants du courant n° 2 se tournent vers vous pour vous dire : non, la bataille perdue le 19 mars 1978 n'oblige pas les socialistes à renoncer à leurs convictions, à leurs principes, à leurs espoirs.

C'est la droite qui a intérêt à rendre la rupture de l'union de la gauche irréversible et à vous persuader qu'elle l'est !

Mais notre responsabilité à nous tous, militants socialistes, est de faire front aux attaques lancées contre le parti d'Épinay, sa ligne et sa mission, et de reprendre l'offensive.

Ne vous abandonnez pas au chant des sirènes qui prétendent qu'avec un peu plus de « crédibilité économique » ou un peu plus de distances prises avec le P.C.F. notre parti eût été victorieux en mars dernier, et qu'il pourrait facilement l'être demain !

Pour le parti socialiste, le choix est plus que jamais entre deux lignes : ou bien, d'un côté, la rupture avec le capitalisme, ou bien, de l'autre, sous prétexte de réformes limitées et progressives, la modernisation de celui-ci.

Ces deux lignes renvoient à deux stratégies : d'un côté, l'union de la gauche, de l'autre, tôt ou tard, et qu'on le veuille ou non, la résurrection d'une nouvelle « troisième force ».

Mais pour nous, pour tous ceux qui croient que le devoir — le seul devoir — d'un parti socialiste est de réaliser le socialisme, la stratégie de rupture avec le capitalisme n'est pas périmée. La crise du capitalisme, pour l'essentiel, est devant nous et non pas derrière nous !

L'union de la gauche peut et doit se reconstruire sur des bases nouvelles, car il dépend du P.S. et de la clarification politique qui doit s'opérer en son sein, il dépend des masses, des travailleurs, et de leurs luttes, de mettre demain le P.C.F. au pied du mur pour le ramener à l'union.

L'approche du congrès du parti socialiste nous impose une priorité : clarifier le débat au sein du P.S.

Les divisions apparues au sein de la majorité de Nantes ne nous surprennent pas. Chacun se souvient des réserves que notre courant avait émises, avant le précédent congrès, vis-à-vis d'une ligne politique dont le flou dissimulait de profondes divergences. Le langage rigoureux d'aujourd'hui chez les uns ne peut effacer une pratique qui a abouti hier à l'édulcoration du programme commun. C'est cette pratique qui nourrit d'ailleurs chez les autres un discours de plus en plus ouvertement gestionnaire. Les divergences apparaissent aujourd'hui au grand jour au-delà de la mêlée des ambitions. Pour ne citer que celles dont il a été fait état au cours des deux dernières conventions nationales : les nationalisations, le rôle respectif du Plan et du marché, la fixation du SMIC et l'ampleur de la relance de la consommation populaire, les rapports de la société et de l'État, l'Europe... Et cette liste n'est pas limitative.

Il eût mieux valu pour le P.S. et pour la gauche tout entière que ces problèmes aient été réglés en juin 1977. Mais il n'est pas trop tard. Le rôle des militants n'est pas seulement d'écouter de bonnes questions.

Au-delà, il est temps d'apporter des réponses claires. Le combat, entamé depuis bien longtemps, continue. Rien ne doit nous en faire dévier.

Quel socialiste pourrait accepter que nous mettions notre programme sous le boisseau pour servir de roue de secours à Giscard ? La rigueur économique ne consiste pas à renoncer à l'idée de rupture avec le capitalisme mais à en préciser les conditions et à en réunir les moyens, elle ne doit pas aboutir à nous abandonner au discours officiel sur la « contrainte extérieure », mais à lui opposer la rigueur de notre projet socialiste.

Notre tâche consiste à inscrire la revendication de l'autogestion dans le mouvement même de la lutte des classes.

Enfin, il nous revient d'être le moteur de l'union à reconstruire. Nous n'y parviendrons qu'à travers la construction, certes entamée mais loin d'être achevée, d'un vrai et grand parti du socialisme autogestionnaire décidé à jouer pleinement son rôle historique : la rupture, et, au-delà, la transition au socialisme. Tel est aujourd'hui l'enjeu essentiel. C'est lui qui doit nous rassembler.

Il s'agit de construire, sur une ligne claire, une organisation démocratique, ancrée dans les masses, présente dans les luttes et capable de leur donner toute leur dimension de rupture avec la société capitaliste actuelle.

C'est dans cet esprit que nous vous soumettons la contribution ci-jointe.

Ce texte est le fruit d'une réflexion collective engagée au sein de notre courant depuis le 2 avril dernier. Il a donné lieu à des centaines de débats dans tout le pays.

Nous vous proposons de le prendre comme base de départ pour l'élaboration de la motion que nous soumettrons à tous les militants, en vue du prochain congrès. Ceux qui s'adressent à vous aujourd'hui, vous le savez, n'ont jamais varié, jamais cédé, jamais transigé sur l'essentiel de leurs convictions.

Aidez-nous à redresser le parti, puis à relancer l'union, pour ouvrir la voie au socialisme et à l'autogestion.

A Metz, comme il y a sept ans au congrès d'Épinay, notre seule préoccupation sera de créer, pour les travailleurs et pour notre peuple, les conditions de la victoire.

### Bureau exécutif

J.-P. Chevènement (90), D. Motchane (75), G. Sarre (75), P. Guidoni (11), M. Charzat (75), E. Avice (75), M. Coffineau (95), A. Garnier (42).

### Comité directeur

Paule Duport (38), J. Fournier (92), J.-L. Dieux (83), G. Mingotaud (75), J.-M. Alexandre (65), J. Besse (14), A. Cacheux (59), H. Mignon (31), C. Truchot (67), J.-C. Blanc (26), P. Carassus (77), A. Cublier (75), M. Jaurrey (95), J.-P. Leroy (59), Nicole Questiaux (92), Régis Barailla (11), J. Nottiez (44), G. Antonin (75), B. Ribar (60), B. Wemaere (68), G. Charzat (75), J.-L. Chartier (94), A. Chepy (51), M. Suchot (24), P. Guerrin (06), D. Bedos (34), M. Seelig (57), R. Riquier (93).

### Parlementaires

J.-P. Chevènement (député de Belfort), R. Forni (député de Belfort), P. Guidoni (député de l'Aude), E. Avice (député de Paris), E. Vaccant (député du Puy-de-Dôme), F. Autain (député de Loire-Atlantique), Bernard Parmentier (sénateur de Paris), Pierre Noë (sénateur de l'Essonne), Maurice Janetti (sénateur du Var).

01 Ain. — Gilberte Pérotin, Christiane Evieux.

02 Aisne. — B. Bonnechère (C.E.F.), G. Borgne (C.E.F.), A. Champi, R. Chereau, J. Desalange (B.F.), R. Défossez, G. Deudon, A. Gorsky (C.E.F.), R. Horb, G. Huneau (C.E.F.), H. Malherbes (B.F.), D. Moithie (C.E.F.), J.-M. Panirelli, G. Seror, M. Vignal (B.F.), J. Wattiez (B.F.), R. Guéhenneux (maire, Vic/Aisne).

03 Allier. — Hubert Roy.

04 Alpes-de-Haute-Provence. — Charly Khalifa, Claude Cadenel.

05 Hautes-Alpes. — Joël Gemo, Sanjuan, Graglia.

06 Alpes-Maritimes. — Paul Guerrin (C.D.), René Giorsetti, Ferret, Foucaut, Antoine Léonetti.

07 Ardèche. — René Gaspin (secrétaire fédéral), André Rauscher (C.E.F.), Daniel Baudouin (C.E.F.), Raymond Gaspin, Jean-Paul Carteron, Roland Rieu, Mireille Rauscher, Andrée Gaspin, Jean-Claude Miquel, Alexandre Le Corre.

08 Ardennes. — J.-C. Faynot, Zielman.

09 Ariège. — Jean-Louis Vigneau, Michel Dechanterac, Antoine Garcia, Dreyfus, Santouil.

10 Aube. — Yvan Calvet (secrétaire fédéral), Georges Fougeroux (secrétaire fédéral), Raymond Durand, Daniel Simard, Huguette Le Gos, Claude Lemmère, Jacqueline Durand, Marie-Madeleine Calvet.

11 Aude. — Régis Barailla (C.D.), Jean Puech, Cherain, Frécheng, Fabre, Domerc, Nicole Pla, Nicole Barailla, J.-P. Piboulot, D. Casty.

12 Aveyron. — André Macary, Pierre Bloy, Serge Apolit, Serge Calmels, André Delon.

13 Bouches-du-Rhône. — Marcel Benoît, Patrick Derollet, Yves Blanc, Elise Bourlet, Michel Buscairet, Didier Chaussat, Sarah Chèze, Gilles Esposito, Pierre Gagliano, Marcel Guindon, Etienne Hugues, Bernard Januel, Jacques Jougougnoux, Marie-Christine Liénard, Henri Pignoly, Bernard Pont, Michel Provensal, René Schmidt, Françoise Schneider, Marie-Arlette Torretti-Carlotti, Alain Bartoli.

14 Calvados. — François Geindre, Jean Besse (C.D.), Serge Lézement (secrétaire fédéral), Didier Naveau (secrétaire fédéral), Michèle Mexandeau, Bernard Dutour, J.-C. Fissoun, Christiane Nicole, Pierrette Jafre.

15 Cantal. — Marc Lagarde.

16 Charente. — Jean-Michel Gadrot, Michel Mesnard, Roman.

17 Charente-Maritime. — Franc Loubeau (secrétaire fédéral), Barraut.

18 Cher. — Yves Lecoin, Claude Joly.

19 Corrèze. — Paul Gaben, François Janaud.

21 Côte-d'Or. — Roland Carraz (maire de Chenove), Roland Ponsaa, Ciotat.  
22 Côtes-du-Nord. — Vonick Morel.  
24 Dordogne. — Michel Suchot (C.D.), Claude Germinal, Didier Deleuzay, Jean-Pierre Baillarge, Husch.  
25 Doubs. — Jacques Janvrin, Schmidt, Devillers, Roland.  
27 Eure. — Michel Le Creff, Guy Mauge, Didier Mayieux.  
28 Eure-et-Loir. — Renaut, André Ayella.  
29 Finistère. — Abalain Roger, Dechavannes Chantal, Dollé Arnaud (secrétaire fédéral), Gouriou Hervé (conseiller municipal à Saint-Yvi), Jaffres Germaine, Kerjean Michel (secrétaire fédéral), Ménesguen Yves (conseiller municipal à Brest), Nicolas Louis (conseiller municipal à Scaër - C.E.F.), Pélenec François (secrétaire fédéral), Roudaut Mimi (secr. du comité de la ville de Brest).  
30 Gard. — Raymond Gressin (B.F.), Guy Plantier, Abrieu, Bassi, Boyac, Yvette Courtade, Detrie, Fabre, Martin, Riou, Sadorges, Irma Volle.  
31 Haute-Garonne. — Pierre Boyer, Pierre Cohen (secrétaire fédéral), Marcel Dupagny (secrétaire fédéral), Philippe Genthon (secrétaire fédéral), Henri-Louis Gomez (secrétaire fédéral), Jean-Claude Lefèvre, Hélène Mignon (C.D.), François Pradel.  
33 Gironde. — Jean Thivet, Alain Sautereau (conseiller général), Claude Jouve (maire de Léognan), Kléber Haye (adjoint au maire de Villenave-d'Oron), Jan Saclier, Alain Garineau, François Joly.  
34 Hérault. — Daniel Bedos (C.D.), Louis Calmels (C.E.F.), Pierre Chevallet (C.E.F.), Daniel Jasserand, Daniel Bégard, Jean-Marie Bonnemayre, Ménard, Schmidt-Tourle, Gelis.  
35 Ille-et-Villaine. — André Crespy, Jérôme Bertholom, Jean-Michel Boucheron (maire adjoint à Rennes), Annick Boisgontier, Mutin, Jean-Paul Baudoux, Daubray.  
36 Indre. — Dominique Marty.  
37 Indre-et-Loire. — Raphaël Jornet, Paul Carlat, Marcelle Remeyrand, Richard Mérino, Jacques Audigou, Jacques Moreau, Madeleine Perret, André Tocquet, Bruno Courtat, André Guicharnaud.  
38 Isère. — Paule Dupont (C.D.), Odile Sicart (C.E.F.), Jean-François Delahais (maire de Saint-Egrève), Jean-Paul Giraud (B.F.), Calaque, Alzieu, Riondet, Balluet.  
39 Jura. — Lévesque, Guilbert.  
40 Landes. — Guy Gaujacq (B.F.), Louis Nières (C.E.F., maire de Garosse), Jacques Senlecque (C.E.F.), Daniel Poueymidou (C.E.F.), Josette Caule (C.E.F.), Jacques Le Marrec (C.E.F.), Robert Cabe (C.E.F.), René Sorraing (C.E.F.), Francis Lartigau, Pierre Cabe (C.E.F.), Michel Bernard (C.E.F.), Michel Closel, Michel Balie, Jean-Pierre Cazanave-Pin.  
41 Loir-et-Cher. — François Morfelette (conseiller général de Blois), Hervé Gilardin, Tiébaud.  
42 Loire. — Jacques Yon, J.-M. Goubier (S.F.), Gérard Sion (S.F.), Martine Souviquet (S.F.), J.-P. Thorat (S.F.), R. Mérat (1<sup>er</sup> féd.), Joël Le Quatre (S.F.), A. Garnier (B.E.), J.-J. Benetière (C.E.F.), G. Chabanon (C.E.F.), E. Chovet (S.F.), André Pichon (C.E.F.).  
44 Loire-Atlantique. — Jean Natiez (membre du C.D. et de la C.E.F.), François Autain (député, C.E.F.), Jeannette Lebeaud (C.E.F.), Louise Lebéche (C.E.F.), Thierry Leroy (C.E.F.), Didier Legoff (C.E.F.), Michel Lopez (C.E.F.), Marie-Annick Morin (C.E.F.), Christian Nicolas (C.E.F.), Jean-Marie Pousseur (C.E.F.), Jean-Claude Vallomé (C.E.F.), Alexandre Bordier (C.E.F.), Olivier Richard (C.E.F.).  
45 Loiret. — Jean-Pierre Delpont, Maurice Combes (C.E.F.), Marcel Pilandon (B.F.), Pierre Ciosi (B.F.), Klein.  
46 Lot. — Pichounel Jean-Pierre, Faure Michel.  
47 Lot-et-Garonne. — Cyrille Freitas, Guy Peyrou.  
49 Maine-et-Loire. — Jean-Pierre Vinel, Daniel Sale, Manceau, B. Aligaud, Brisset, Demasière.  
50 Manche. — Annie Lecostey (C.E.F.), André Josset (C.E.F.), Prételle.  
51 Marne. — Annette Chepy (1<sup>er</sup> sec. féd., C.D.), Marie-Ange Rahola, Bianchi, Lecornu, Thomas, Denis, Drilhon, Médioni, G. Colin.  
52 Haute-Marne. — Bruyant.

53 Mayenne. — Michel Sorin.  
54 Meurthe-et-Moselle. — Wilfrid Roux-Marchand (secrétaire fédéral), Job Durupt (B.F., président des élus socialistes de Meurthe-et-Moselle).  
56 Morbihan. — Le Guern Louis (maire de Lanvenégen), Quère Daniel, Toureaux Guy, Viol Alain (C.E.F.), Lelliot (secrétaire fédéral), Hazevis Jean (C.E.F.), Robic Daniel, Lallinec Michel, Badovel P. (secrétaire fédéral).  
57 Moselle. — Michel Seelig, Jean-Jacques Brust, Dominique Gros, Paul Blatt, Paul Spanngel, Francis Saloinari, Yves Jambel, Hubert Schéquerne, Jean-Jacques Schaal, Lucien Chevalier, Albert Descamps, Robert Lagal.  
58 Nièvre. — Eugène Boule, André Dethier.  
59 Nord. — Alain Cacheux; Jean-Pierre Leroy (C.D.), Jean-Louis Fremeaux (C.E.F.), Jean-Charles-Henri Ternois, Christian Bataille (C.E.F.), maire de Rieux-en-Cambrais, Francis Lefebvre, Le Floic, Robert Petite (C.E.F.), Burette, Jouanin, Hornex, Renard, Muracole, Berveglieri, Aechon, Chodlick.  
60 Oise. — Bosco Ribar (C.D.), Serge Bernard Luneau (s.c. fad.) Sylvie Boudoulec, François Ferrier (B.F.), Daniel Fournier (C.E.F.), Gérard Raux, Gérard Bras (maire adjoint à Mouy), Alain Baduffle (B.F.), Yves Lediascorn (C.E.F.), Françoise Fournier, Gérard Jacot, Michel Lamare, A. Vantonne.  
61 Orne. — Lecocq.  
62 Pas-de-Calais. — Jean-Marie Alexandre (C.D.), Yvan Ducron, Yvon Lejeune, Jacques Poirier (C.E.F.), Pierre Depersin, Christian Lefebvre.  
63 Puy-de-Dôme. — Charlotte Rustan (C.N.C.), Lucien Chaudagne (B.F.), Pierre-Joël Bonte (premier adjoint à Riom), Gilbert Petitmalot (B.F.), Mathieu Tristani (maire adjoint à Riom), Migne, Alexandre, Mathieu, Vacant.  
64 Pyrénées-Atlantiques. — Anne Laborde (C.N.E.), Jacques Albesa, André Latxague, Christian Ceresuela.  
65 Hautes-Pyrénées. — Yvonne Lepreux, Georges Mandret, Michel Mauries, Denise Gerbet, Pierre Peyrusseig.  
66 Pyrénées-Orientales. — Paul Jukem (C.E.F.), Jean Caries (sec. féd.), Vincent Caliciuri, Antoine Schmerber.  
67 Bas-Rhin. — Claude Truchot, Daniel Schwartz, Jean-Claude Schwartz, Jean-Jacques Gsell, Roy.  
68 Haut-Rhin. — Bernard Wemaere (C.D.), Jean-Pierre Bauemeler, Charles Wendeling (sec. féd.), Jean-Marie Bockel (sec. féd.), Arnaud Bory, Lypie.  
69 Rhône. — André Fabre (C.E.F.), Eusèbe Zandanel (B.F.), Jean-Paul Venel, Marie-Jo Sublet, maire de Feyzin, Jean-Michel Carret, Joëlle Portier.  
70 Haute-Saône. — R. Bichet (premier fédéral), A. André (sec. féd.), V. Garcia (sec. féd.), G. Genet (C.E.F.), A. Lanquetin (cons. gén.), Victor Magnin, Jean-Pierre Michel, L. Pichaud (sec. féd.), P. Porret (sec. féd.), M. Vigneron (sec. féd.), J.-M. Villatme (C.E.F.).  
71 Saône-et-Loire. — Jean Truc (B.F.), Jean Troubat (B.F.), Antoine Segura (B.F.), Marius Genevois (C.E.F.), Michel Debost (C.E.F.), Jacqueline Brunelli (C.E.F.), Fernand Belda (C.E.F.).  
72 Sarthe. — Hélène Marzoratti, Claude Defrain, Rouzière.  
73 Savoie. — Daniel Ruscher (premier sec. féd.), René Bennet (sec. féd. entreprises), Lafont, M. Blanc.  
74 Haute-Savoie. — Gilbert Antonin (C.D.), Gilbert Goy (B.F.), Suzanne Mas, Micheline Wertheimer.  
76 Seine-Maritime. — Patrice Siard, Françoise Siard, Jacques Domens (B.F.), Serge Reneau (C.E.F.), Christian Dettori, Guérard, Laurent, Saint-Bore, Garcia, Fonteny, Alondon, Chevallier, Roelandt, Alenzeau.  
77 Seine-et-Marne. — Pierre Carassus (C.D.), Louise Dubos, Jacques Goupil (B.F.), Danielle et Viviane Courdavault, Gueling (maire de Coulommiers), Daniel Vachez et Pierre Andrieu, prés. et vire-prés. du S.C.A. de Marne-la-Vallée), Graal, Romandel, Quévrain.  
78 Yvelines. — Pierre Abach, Guy Malandain (C.E.F., cons. gén. et cons. municipal), Michel Pasquier, Leroy, Faire, Bron, Joly, Mougéot.

79 Deux-Sèvres. — André Lechevallier (commis. nat. des conflits), Jean Clochard, Jacques Berland, Anne-Marie Clochard.  
80 Somme. — Jean-Pierre Cossin, Philippe Devillers, Garot.  
81 Tarn. — Castel (maire d'Albi), Daniel Courbou, Michel Biesuz (C.E.F.), Sophie Loup, Bernard Loup.  
82 Tarn-et-Garonne. — Georges Saubestre (commis. nat. des conflits - cons. municipal Caussade), Hélène Begue, André Maurange.  
83 Var. — Jean-Louis Dieu (maire de Le Luc - cons. gal - C.D.), Janetti (sénateur), Alain Jaubert (B.F. - maire adjoint à La Seyne), Chantal Pierret, Jean-Pierre Pradier, Jacqueline Durando, Martinez, Jean-Louis Salrin, Gomez, Durand, Veri, Mikel Echevarria, Jean-Paul Maleplate, Jean-René Etienne.  
84 Vaucluse. — Pierre Abel (B.F.), Marie-France Bernard (B.F.), Josiane Bouillet (C.E.F.), Bernard Cros (commis. féd. des contrôles), Patrick Duprez (cons. municipal d'Orange), Max Ferri (B.F., maire adjoint d'Orange), Jean Gatel (cons. municipal d'Orange), Jean-Claude Gazagne (C.E.F.), Alain Labé (maire adjoint d'Orange), Gérard Leane (B.F.), Françoise Lichère (C.E.F.).  
85 Vendée. — Michel Picot (C.E.F.).  
86 Vienne. — Caborreau, Yves Desport.  
87 Haute-Vienne. — G. Vincent (C.E.F.), R. Coudert (maire de Sauvignat), A. Lacore, G. Allegrand, J.-P. Juillard, J. Chevassus, S. Labadie, A. Kiener, A. Nardou, G. Chapeaublanc, P. Ribierre, G. Leblanc, M. Fondarèche, D. Vedrenne.  
88 Vosges. — Jean-Claude Charrée (Epinal, B.F.), Claude Giet (Mirecourt), Claude Daniel (Le Thillot), Jean-Claude Léné (Remiremont), Yves Cereza (Le Thillot), Jean-Paul Lambert (Gérardmer - C.E.F.), Michel Guiot (Saint-Dié - C.E.F.), Jean Valroff (maire Saint-Etienne - B.F.), Charles Tisserand (Saint-Dié), Jacky Chausserot (Arnould), François Jodin (Saint-Dié), Bernard Daumale (Saint-Dié), Gérard Thiriet (Saint-Dié), Marie-France Klein (Saint-Dié), Marcel Guénichou (Saint-Dié), Marcel Marchal (Saint-Dié), Philippe Herquel (Saint-Dié), Michel Rouillon (La Bresse - cons. municipal), Guy Vaxelaire (maire de La Bresse), Jean-Pierre Aubry (Remiremont).  
89 Yonne. — Rousseau.  
90 Belfort. — Jean-Pierre Chevènement (départ. Belfort), Raymond Forni (départ. Belfort), Denis Maire (prés. du conseil gal, maire de Delle), Emile Gehant (maire de Belfort), Michel Plomb (prem. sec. féd.), Bernard Py (sec. féd.), Jacques Abrant (sec. féd.), Nicole Marchand (sec. féd.), Christian Proust (sec. féd., maire adjoint de Belfort), Grevillot, Dumez, Renaud, Rapenne, Claude, Dreyfus, Gazeau.  
91 Essonne. — Pierre Noé (sénateur, premier secrétaire fédéral), Paul Calandra, Nicole Morichaud (cons. rég., maire adjoint Villebon-sur-Yvette), Jean-Pierre Marchetti (premier secrétaire adjoint), Véronique Wallon (secrétaire fédérale), Henri Vautier (secrétaire fédéral), Liliane Tozzi (secrétaire fédérale), Jean-Pierre Chabanne, Annie Baroso (conseiller municipal), Daniel Baroso (secrétaire fédéral), Jeanine Suc, Michel Suc (conseiller municipal), J.-Claude Ramos, Maurice Bouleïn (maire adjoint de Saintry), Marie-France Bouleïn, Jacky-Marcel Lemenn (secrétaire fédéral), Jacques Aladerise, Jean Chambret, François Bousquet, Hélène Dienat, Myriam Sauvaire, Daniel Tarnowski, François Lamoureux, Albert Galhaut (conseiller général), Marc Lucas (maire de Yerres), P. Loridan (maire de Ulles).  
92 Hauts-de-Seine. — Pierre Anton Mattei, Jean-Marie Lebaron, Roger Tropeanno (maire adjoint à Châtenay-Malabry), Jean Giroud, Olivier, Driat, Bloch, Roche, Varlin, Thery, Damblans, Concq, Drumart, Fert, Grossmann, Joanne.  
93 Seine-Saint-Denis. — Raymond Riquier (C.D.), Daniel Pipard (maire adjoint de Villepinte), Jacques Ducos, Maria Navas, Joseph Dray, Duminy, Perego, Dutriez, Combaut, Bouc, J.-P. Delhomeny, J.-P. Bageot, Marie-Paule Airaud.  
94 Val-de-Marne. — Suzanne et J.-F. Collet, J.-M. Pernot, P.-L. Seguillon, B. Badi-nand, J.-L. Chartier (C.D.), J. Montana, Mathis, Tournier, Albert Courrier, Laurrain.  
95 Val-d'Oise. — Michel Coffineau (B.E.,

maire de Bouffémont), Michel Jaurrey (C.D., maire adjoint de Sarcelles), J.-Y. Autexier (secrétaire fédéral, maire adjoint de Sarcelles), A. Loviconi, Laure Afchain, J.-P. Lecoadic, M.-J. Lafont, J. Bonnet, P. Delpech, D. Bonnefoix, Premisler, Quelenec, Vallée, Espias, Frati, Blazi, Lacrise, Heudeline, Arnal, Quinqueton.

75 Paris. — Georges Mingotaud (premier secrétaire fédéral, C.D.), Bernard Constantin (secrétaire fédéral), Jean-Paul Planchou (secrétaire fédéral), André-Marie Rocque (secrétaire fédéral), Alain Traca (secrétaire fédéral), Nicole Bricq (secrétaire fédéral), Edwige Avice (député), Bernard Parmentier

(sénateur), Georges Sarre (B.E.), Michel Charzat (B.E.), André Llanes (conseiller de Paris), Louis Moulinet (conseiller de Paris), Daniel Benasaya (conseiller de Paris), J.-P. Welterlin (conseiller de Paris), Didier Motchane (B.E.), Gisèle Charzat (C.D.), Anne Cublier (C.D.), Patrick Weil, Dominique Dramart (secrétaire fédéral), Odette Gayou, Hubert Martin, Bertrand Fouque, Jacky Bontemps, Guy Dufour, Francine Collet, Escutia, J.-B. Bouis, Meyret, Missude, Massinon, P. Mignot, Sylvain Hecberg, Sylvie Maupiou.

Etranger. — Bistolfi (Fédération Europe, Belgique).

velles alliances de classes avec les couches salariées « modernes ». Telle est la signification du thème giscardien de la « démocratie française ».

## B. — LA VICTOIRE DE LA DROITE EN FRANCE A LARGEMENT TENU AUX INSUFFISANCES DE LA GAUCHE.

L'échec de la gauche en mars dernier n'était pas inévitable.

De 1974 à 1978, la droite a mené une lutte idéologique à grande échelle pour assimiler une éventuelle victoire du programme commun à l'avènement d'une société « totalitaire ».

La dénonciation hypocrite du totalitarisme (rubrique spéciale où la bourgeoisie confond — aujourd'hui comme hier — différents régimes d'oppression : Hitler et Staline, Pinochet et Brejnev, sans tenir compte des racines et de la signification historiques différentes des fascismes et de ce qu'il est convenu d'appeler « les socialismes existants ») et la récupération idéologique à l'Ouest de la dissidence à l'Est (1) ont été utilisées dans de formidables campagnes de média pour conditionner l'opinion occidentale et la dissuader de chercher une issue politique à la crise du système impérialiste. C'est dans ce contexte qui dépasse largement la France et intéresse au premier chef les pays d'Europe du Sud qu'il faut replacer l'irruption sur la scène des « nouveaux philosophes ».

A cette offensive, la gauche n'a pas su riposter. Au lieu d'approfondir le choix de la stratégie de rupture à travers une pratique démocratique de masse, les deux partis se sont réfugiés dans une interprétation électoraliste et « d'en haut » du programme commun, le réduisant ainsi progressivement à une fonction de talisman.

Le parti communiste, coincé entre sa ligne affirmée (union de la gauche) et la conception néo-stalinienne qu'il se fait de lui-même en tant que parti unique de la classe ouvrière, a conduit de 1971 à 1978 une stratégie titubante.

A partir de 1974, la dynamique socialiste aussi bien que le développement de la crise ont contribué à son raidissement.

Face à la crise d'identité du P.C.F., le P.S. n'a pas su jouer le rôle moteur qui lui revenait.

De Pau à Nantes, l'édulcoration de sa ligne politique (réduction du champ des nationalisations, régulation globale par le marché, atlantisme de la politique étrangère, fonctionnement présidentiel du parti) a surtout donné l'impression que la direction voulait garder « les mains libres » pour la suite. Enfin et surtout, le refus d'un compromis sur le pouvoir avec le P.C.F., en 1977, ne pouvait que renforcer, à l'intérieur de celui-ci, le poids de ceux qui préféreraient rompre l'union de la gauche dès avant les élections, de crainte de servir ensuite de « marche-pied ».

Le télescopage des deux lignes — la ligne « dure » du P.C.F. et de la ligne de Nantes en septembre 1977 — n'a fait qu'exprimer une égale incapacité à relever, à travers le défi du giscardisme, celui de l'impérialisme, et à assumer les exigences de la rupture.

De 1974 à 1978, tout s'est passé comme si la gauche, par « économisme », avait attendu passivement que la crise produise, à travers le chômage et l'inflation, ses effets électoraux et lui donne la victoire.

Ce faisant, elle a laissé le champ libre à l'offensive idéologique de la droite, qui n'hésitait pas, en relayant tous les thèmes de la Trilatérale, à poser le problème politique en termes de « choix de société ».

La présence au sein même de la gauche d'un courant particulièrement sensible à l'idéologie dominante a manifesté son incapacité à conquérir l'hégémonie idéologique dans la société française.

Ce n'est pas seulement pour les besoins de la lutte, à un moment où, après l'échec de la

(1) Il nous appartient de soutenir, sous notre propre drapeau, la dissidence dans la mesure où elle est porteuse d'une revendication de démocratisation.

# Contribution du courant 2 pour le débat du congrès

## PLAN

### I. — Non, la défaite de la gauche n'est pas irréversible

A. — TIRER LA LEÇON DE L'ÉCHEC. C'EST D'ABORD PRENDRE LA MESURE A L'ECHELLE PLANETAIRE DE LA PERIODE ECOULEE DE 1968 A 1978.

B. — LA VICTOIRE DE LA DROITE EN FRANCE A LARGEMENT TENU AUX INSUFFISANCES DE LA GAUCHE.

C. — LA STRATEGIE DE RUPTURE AVEC LE CAPITALISME EST TOUJOURS ACTUELLE.

- 1) La crise du capitalisme n'en est qu'à ses débuts ;
- 2) La perspective des luttes en France ;
- 3) De l'exigence démocratique à la volonté de rupture ;
- 4) L'union reste l'exigence profonde des travailleurs.

### II. — Sortir de la crise c'est sortir du capitalisme en crise

A. — LA CRISE ET LE SCENARIO GISCARDIEN.

B. — NOTRE PROJET : LA RUPTURE NECESSAIRE AVEC LE CAPITALISME EN CRISE.

- 1) Un nouveau dessein pour la France ;
- 2) Un nouveau modèle de développement.

C. — NOTRE STRATEGIE : LA RUPTURE RENDUE POSSIBLE PAR LA CREATION D'UN RAPPORT DE FORCES.

- 1) La conquête et la transformation de l'Etat ;
- 2) Les nationalisations et le plan ;
- 3) Une nouvelle politique économique ;
- 4) Le mouvement autonome des masses ;
- 5) Le front de classes ;
- 6) La recherche de solidarités internationales.

### III. — L'enjeu de la nouvelle période : construire le parti du socialisme autogestionnaire

A. — DEUX OBJECTIFS SIMULTANES DANS L'IMMEDIAT.

- 1) Le fonctionnement démocratique du parti ;
- 2) Une ligne claire.

B. — RELANCER L'UNION DE LA GAUCHE.

C. — ANCRER LE PARTI DANS LES MASSES EN DONNANT UNE NOUVELLE DIMENSION A L'ACTION POLITIQUE.

- 1) La lutte pour le contrôle dans les entreprises ;
- 2) La lutte des femmes ;

- 3) La lutte de la jeunesse ;
- 4) La lutte des travailleurs immigrés ;
- 5) La lutte pour le contrôle du cadre de vie ;
- 6) Les luttes agricoles ;
- 7) Les luttes régionales ;
- 8) Les luttes pour les libertés ;
- 9) La lutte pour une nouvelle culture.

\* \*

### I. — Non, la défaite de la gauche en mars 1978 n'est pas irréversible

Elle ne sonne pas le glas de la stratégie d'Épinay. Il dépend de nous d'en tirer les leçons pour approfondir notre choix d'une stratégie de rupture avec le capitalisme et ramener l'échec des dernières législatives à la dimension d'une bataille perdue qui ne règle pas le sort de la guerre.

A. — TIRER LES LEÇONS DE L'ÉCHEC. C'EST D'ABORD PRENDRE LA MESURE, A L'ECHELLE PLANETAIRE, DE LA PERIODE ECOULEE DE 1968 A 1978.

● Les illusions d'une transformation à bon compte du vieux monde, dans l'Occident impérialiste par le mouvement contestataire, dans le tiers-monde à travers les luttes de libération, dans les pays de l'Est par les progrès de la libéralisation, en Europe du Sud grâce à l'union des forces de gauche, ont été dissipées.

● L'Amérique, à travers la crise, cherche à consolider son emprise sur le monde capitaliste. De sa défaite au Vietnam elle a fait la base de sa politique de coexistence avec Pékin.

Après le sacrifice purificateur du Watergate elle se refait, avec Carter, une virginité morale. Avec les doctrinaires de la Trilatérale, l'impérialisme met en œuvre aujourd'hui une stratégie sophistiquée de contrôle politique et idéologique à l'échelle mondiale, manifestant ainsi sa capacité à s'adapter à des réalités nouvelles pour surmonter ses contradictions et tenter de survivre à la crise qu'il traverse.

● La contestation en Occident a été largement récupérée. Si les forces de gauche n'ont pas su exploiter toutes les virtualités révolutionnaires de mai 1968, au contraire, la bourgeoisie a su en utiliser les faiblesses idéologiques et politiques pour régler ses comptes internes et moderniser son système de pouvoir.

Ainsi, la brutale prise de conscience politique des nouvelles couches salariées en mai 1968, si elle a permis de créer en 1971 le P.S. d'Épinay, n'a pas encore, dix ans plus tard, débouché sur une remise en cause fondamentale du pouvoir de la bourgeoisie, mais seulement sur un aménagement interne fondé sur la prépondérance de sa fraction « multinationale » à la recherche de nou-

gauche, le rêve « néo-travailliste » (1) croit voir s'ouvrir devant lui de nouvelles perspectives, que nous parlons de « gauche américaine », mais bien parce que l'américanisation de la pensée forme un seul et même mouvement avec celle de la société française, de plus en plus soumise à la division internationale du travail capitaliste.

Dans toute société, a dit Marx, l'idéologie dominante est celle de la classe dominante. Quoi de plus naturel, avec l'avènement du giscardisme, que la France connaisse, avec quelques années de retard, toutes les modes nées aux Etats-Unis ?

L'emploi du vocable « gauche américaine » n'est ni provocateur ni insultant. Ceux qui le prennent pour tel montrent à l'évidence qu'ils ont oublié ou qu'ils ignorent ce que peut être le poids et l'emprise de l'idéologie dominante. Comment ne pas en avoir conscience lorsque l'on parcourt de grands quotidiens et de grands hebdomadaires dits de gauche ? Des exemples ? Prendre en main la vie dans sa quotidienneté : très bien, sauf si cela limite notre champ d'action à notre environnement immédiat. Gérer au niveau de sa commune ou des associations, très bien, sauf si cela consiste à faire un « socialisme à visage urbain » coupé d'un projet global de changement de société et de pouvoir. Défendre les droits de l'homme, oui, mais que cela ne serve pas à justifier la diplomatie de M. Carter au Nicaragua et en Iran ! D'autres avant nous ont découvert et mis en œuvre un « socialisme municipal », l'histoire nous a montré que lorsque le pouvoir bourgeois se sent menacé il réagit brutalement. La droite répand l'idée qu'on peut changer la vie sans changer l'Etat. Elle a besoin de voir stopper les revendications au niveau le plus éloigné de ses centres vitaux de pouvoir. C'est pourquoi il nous paraît important de réagir avec vivacité, car la droite ne doit pas trouver dans la gauche un relais, conscient ou non, à son entreprise de remise en ordre de la société capitaliste.

Le phénomène culturel que représente la « gauche américaine » ne se contente pas de contribuer à l'américanisation des mentalités, des mœurs et des structures de la société française, voire de relayer en Europe les campagnes idéologiques qui fleurissent outre-Atlantique. Ce phénomène culturel s'attaque aux fondements mêmes de la pensée socialiste. Ce qu'il avance (l'idéologie des contre-pouvoirs et des « espaces de liberté », l'apologie de l'« expérimentation sociale », le retour à la quotidienneté de la vie privée au détriment de l'engagement militant) est, en définitive, moins important que ce qu'il refuse : la croyance en la possibilité d'une connaissance objective de la société et, par conséquent, en la possibilité de sa transformation politique — à travers les partis, l'union des forces de gauche, la conquête de l'Etat, les nationalisations et la planification démocratique. L'antimarxisme frénétique, l'irrationalisme dit de gauche, la critique de la « politique professionnelle », c'est-à-dire des partis et du militantisme, la haine de l'Etat national considéré comme l'ennemi principal (à la place du capital), l'illusion qu'on peut « changer la vie » sans changer l'Etat, frayent ainsi la voie du capitalisme multinational et préparent la réduction de la France à n'être plus, demain, au mieux, qu'une Belgique, si ce n'est une nouvelle Argentine. Bien entendu, les insuffisances de la gauche dans les luttes « nouvelles » ont ouvert un large espace à la « gauche américaine » qui va dans le sens de l'idéologie dominante, donc du moindre effort, mais, ce qu'il faut bien comprendre, c'est que l'alliance « libéraux-libertaires » (ou si l'on préfère la conjonction de la droite et de la gauche « américaines ») n'est que le volet idéologique d'une entreprise qui vise au plan économique à l'insertion toujours plus accentuée de la France dans le marché mondial et, au plan politique, à l'avènement

d'une nouvelle « troisième force » fondée sur l'alliance privilégiée entre la bourgeoisie multinationale et les « nouvelles couches » salariées.

C'est par rapport à ces éléments que nous devons analyser l'existence au sein de la gauche d'une puissante offensive réformiste, qui veut remettre de plus en plus explicitement en cause la perspective de rupture avec le capitalisme.

Des forces sociales puissantes existent, disponibles pour un projet réformiste. Du côté du bloc au pouvoir, la nécessité s'impose, du fait de l'effritement des classes moyennes traditionnelles, de trouver de nouvelles alliances de classes ; dans ce cadre, les nouvelles couches salariées secrétées par la croissance du capitalisme depuis trente ans pourraient, si nous échouons dans la construction du front de classe, se laisser entraîner dans l'orbite de la bourgeoisie. Du côté des forces populaires, le mouvement de marginalisation de masse et de dépolitisation, qui prend, après la défaite de mars 1978, une force nouvelle, ouvre un espace à une ligne qui abandonnerait toute perspective de changement global de la société.

A court terme, une gestion par la social-démocratie de la crise est certes impossible en France. Mais elle peut fonctionner comme mythe au sein du P.S. La ligne néo-travailliste, qui entend créer un parti socialiste dominant, non pour faire changer le P.C.F. mais pour gouverner sans lui, est l'expression la plus conséquente de cette perspective. Pour s'imposer, cette ligne entend réduire le rôle d'élaboration politique du parti en s'appuyant sur le poids nouveau des médias et en encourageant l'enlèvement militant dans la stratégie de l'expérimentation sociale. L'illusion néo-travailliste, en raison du poids du P.C.F. et de la C.G.T., ne peut déboucher, en France comme au Portugal, que sur l'avènement d'une troisième force.

Il y a trente-cinq ans que la France a été placée, par l'Histoire et par les accords de Yalta, dans le camp américain.

Mais ce n'est qu'aujourd'hui que notre pays entre vraiment, corps et âme, dans l'« américanosphère », c'est-à-dire dans la voie d'une « normalisation » définitive au sein du monde capitaliste.

Pour y résister, le combat d'idées, s'il est nécessaire, n'est pas suffisant. C'est la lutte politique qui sera déterminante.

Le P.S. doit agir pour que l'encouragement à la vie associative, la lutte pour le contrôle sur tous les terrains du changement social, etc., soient partie intégrante de la lutte pour le socialisme, et non pas une stratégie alternative qui, en fait, ne serait que celle de la modernisation du capitalisme. Si la bourgeoisie encourage les comportements qui tendent à la marginalité, levant le couvercle d'une machine qui risque d'exploser, en fait elle impose au plus grand nombre misère, répression, brimades, chômage, austerité, travail déqualifié et répétitif, cadre de vie de béton et d'ennui, toutes structures et valeurs qui n'ont rien de libertaires ni d'écologiques.

### C. — LA STRATEGIE DE RUPTURE AVEC LE CAPITALISME EST TOUJOURS ACTUELLE.

#### 1) La crise du capitalisme n'en est qu'à ses débuts.

Elle est non pas derrière, mais devant nous. La mise en place de la nouvelle division internationale du travail et de nouveaux modes de régulation politique se heurte, et se heurtera encore, dans notre pays, en Europe et dans le monde, à des résistances puissantes.

Si l'impérialisme américain sort globalement renforcé de la période précédente, malgré les difficultés qu'il a dû affronter, les contradictions interimpérialistes subsistent. La crise du système monétaire international les exprime et les avive. Elles donnent sur le long terme à une expérience socialiste en France des possibilités nouvelles de dégager des marges de manœuvres économiques et diplomatiques.

L'Allemagne construit patiemment les bases de son autonomie. Le passage à un nouveau stade des relations entre le Japon et la Chine est un événement majeur. Les contradictions Est-Ouest se sont déplacées de l'Asie du Sud-Est à l'Afrique, désormais le principal terrain d'affrontement, et subsistent dans tout le Moyen et le Proche-Orient.

#### 2) La perspective des luttes en France.

La défaite de la gauche, le prolongement au niveau syndical de la désunion, donnent à la fraction dirigeante du capital une possibilité, en s'appuyant sur un certain découragement, de faire accepter sa stratégie par la recherche d'aménagements ponctuels.

Mais la situation faite aux travailleurs par la crise continue de s'aggraver. La politique de « libéralisme sauvage », menée par Barre depuis les élections, vise essentiellement à « dégraisser » l'appareil productif français afin de permettre, ensuite, aux changements politiques et sociaux souhaités par Giscard de se réaliser dans un nouveau contexte. L'absence de perspective politique crée aujourd'hui dans le développement de la lutte un contexte difficile. Les deux principales organisations syndicales engagées, quoique de manière différente, dans la bataille électorale pour la victoire de la gauche n'ont pas su ou voulu éviter que la division politique se répercute au plan syndical.

La C.G.T. subit actuellement les conséquences de son attitude suiviste vis-à-vis du P.C. Ayant fait du programme commun, depuis sa signature en 1972, le débouché de toutes les luttes, elle paye le prix fort de sa non-réalisation. En choisissant de privilégier abusivement le P.C.F., elle a joué un rôle non négligeable dans la division de la gauche. Comme le P.C.F., elle doit maintenant justifier ses positions.

La C.F.D.T., contrainte par les événements à soutenir la gauche et son programme, a saisi l'occasion de la défaite pour en revenir à des positions plus traditionnelles : luttes syndicales comme moteur essentiel de changement, conception de l'union des forces populaires autour des propositions de la C.F.D.T., luttes contre les prétentions des partis à définir et pratiquer une stratégie globale de transformation, lutte contre les analyses marxistes, réticences devant les nationalisations.

Ces deux organisations de masse ne forment pas cependant des blocs monolithiques. Les socialistes, au sein de la C.G.T., posent des problèmes de fonctionnement et de stratégie qui ont des répercussions certaines. La C.F.D.T., quant à elle, est traversée traditionnellement par différents courants (anarcho-syndicaliste, basiste, gauchiste), comme par les courants proches du P.S. ainsi que du P.S.U.

Globalement, l'unité d'action reste forte à la base et dans de nombreuses branches professionnelles ; les difficultés au niveau confédéral ne permettent pas aujourd'hui la réalisation d'actions de grande envergure.

Mais les conflits de l'automne 1978 montrent que le pouvoir aurait tort de compter sur une démobilisation durable des travailleurs. L'internationalisation du capital se traduit en effet par une dégradation de la situation globale des salariés. Les luttes les plus dures concernent la survie d'entreprises, de branches, de régions entières (Vosges, Lorraine, littoral méditerranéen, Midi languedocien). Des conflits analogues sont appelés à se multiplier avec la restructuration des services publics (P.T.T., S.N.C.F., éducation).

De nombreux conflits ponctuels se développent également sur les salaires, les conditions de travail et l'emploi. La marginalisation de masse, notamment d'une partie du monde du travail, qui oscille en permanence entre chômage, emploi salarié, travail noir, « petit boulot », crée un contexte nouveau. Les diverses mesures d'assistance (mise à la retraite anticipée, indemnisation d'attente) contribuent à faire baisser la pression. Mais de tels phénomènes ne pourraient, sans conséquences, atteindre une certaine étendue.

(1) Nous appelons ainsi l'orientation politique selon laquelle il serait possible de fonder une « social-démocratie à la française » en dehors du P.C.F. et de la C.G.T., c'est-à-dire contre eux.

### 3) De l'exigence démocratique à la volonté de rupture.

La plupart des luttes qui se mènent dans les entreprises et sur les autres terrains manifestent l'aspiration des travailleurs, des citoyens, hommes et femmes, à ne plus être manipulés, à pouvoir peser sur des décisions concernant chaque aspect de la vie de tous les jours (travail, logement, santé, éducation, loisir, vie familiale).

L'exigence démocratique porte en elle la volonté d'une modification autogestionnaire des rapports sociaux, d'une redistribution dans la société, non seulement des revenus, mais des pouvoirs, des tâches et des chances.

Cette exigence se heurte aux structures, aux institutions capitalistes. Elle doit faire face, en outre, dans la période actuelle et à venir, à un durcissement des contraintes juridiques, policières et pénitentiaires, à un renforcement de la répression. La crise favorise la montée d'un autoritarisme rampant qui se présente pour les dirigeants comme une réponse aux mécontentements et aux luttes. L'arsenal répressif se renforce de nouveaux textes attentatoires aux libertés individuelles. L'« idéologie de la sécurité » couvre le démantèlement progressif d'un certain nombre d'acquis de la « démocratie libérale ».

Il dépend de nous que, par une pédagogie appropriée, celle de la lutte pour le contrôle des travailleurs et des citoyens, la dimension politique de l'exigence démocratique soit mieux perçue. L'idée essentielle, à cet égard, est de montrer comment la satisfaction des exigences démocratiques implique la rupture avec le capitalisme.

### 4) L'union reste l'exigence profonde des travailleurs.

Nous devons réagir contre l'idée que mars 1978 serait une défaite « historique ». Entre la période écoulée (1968-1978) et la période qui s'ouvre désormais, les facteurs de continuité l'emportent sur les facteurs de changement ; et d'abord parce que les adversaires sont les mêmes.

Il est normal que la droite cherche à exploiter sa victoire pour creuser encore plus profondément le fossé entre socialistes et communistes, faire abandonner par les premiers la ligne d'Épinay, et repousser les seconds dans leur ghetto stalinien. Pourtant, il n'y a pas en France, à l'heure actuelle, de stratégie alternative ni pour le P.S. ni pour le P.C.F.

Faire obstacle à la remise en cause de la ligne d'Épinay à l'intérieur du parti socialiste implique que nous ne fuyions pas, mais au contraire recherchions le débat d'idées au sein de notre parti. C'est l'ensemble des militants, quel que soit leur courant, qui doivent contribuer à l'approfondissement nécessaire de la ligne d'Épinay.

## II. — Sortir de la crise c'est sortir du capitalisme en crise

### A. — LE SCENARIO GISCARDIEN

Le projet giscardien est celui d'une satellisation douce de la France par rapport au capitalisme multinational dominé mondialement par les États-Unis et, en Europe, par l'Allemagne fédérale. Ce projet exprime les intérêts d'une bourgeoisie qui considère que telle est la condition de la préservation de ses privilèges de classe.

Fondée sur l'acceptation passive de la division internationale du travail capitaliste, une telle politique débouche sur une économie vouée au chômage structurel, où coexisteront à côté de quelques secteurs dynamiques, eux-mêmes dominés par un petit nombre de grands groupes encore compétitifs, de vastes zones de sous-emploi plus ou moins anesthésiées par les techniques de gestion d'une force de travail devenue inutile, car non « rentable » (jeunes chômeurs, travailleurs en préretraite, femmes au foyer, régions « vertes », etc.). Le succès d'une telle stratégie commande la recherche d'un

consensus social élargi. C'est le sens de l'« ouverture » giscardienne vers les forces politiques représentatives de ces nouvelles couches salariées moyennes dans lesquelles le président voit pour demain le centre de gravité de la « démocratie française ».

L'acceptation de la régulation de la société française par le marché mondial, le renoncement national sous l'égide d'un pseudo-mondialisme et de l'Europe du capital, fournissent d'ores et déjà les thèmes de cette convergence. Un compromis historique interviendrait alors entre le capital et certaines élites issues des couches moyennes : au premier, le pouvoir économique et politique ; aux seconds, l'innovation sociale dans la « société civile », où des réserves d'« autonomie » leur seraient concédées.

La réalisation de cet objectif passe par le reniement par le P.S. de la ligne d'Épinay.

La référence à l'Europe sert de prétexte à cet abandon. En effet, dans le rapport de forces actuel, l'intégration européenne sous le signe du libéralisme sert essentiellement d'alibi à la gestion capitaliste de la crise. C'est cette politique que Giscard voudrait faire avaliser par le P.S. à Strasbourg, à défaut de pouvoir le faire dans l'immédiat à Paris.

Cette visée ne réunit pas pour le moment les conditions d'une mise en œuvre durable.

Outre le rôle décisif que peut et doit jouer le P.S. pour faire échec à cette tentative, au moins deux facteurs structurels permanents joueront au cours des prochaines années contre elle.

D'abord, une situation économique et sociale peu favorable à une politique « moderniste » de concessions négociées aux travailleurs. Ensuite, l'existence d'une force politique et syndicale à dominante communiste puissamment enracinée dans le pays, quelles que soient ses actuelles difficultés, face à laquelle un éventuel bloc syndical « responsable » serait rapidement placé dans une situation intenable.

Un parti socialiste choisissant de gérer la crise, sans remettre en question les fondements du système, ne tarderait pas à perdre l'acquis populaire, ouvrier, que son orientation anticapitaliste et unitaire lui a permis de reconquérir depuis 1971. Il serait rapidement conduit à retomber dans les ornières de la période précédente.

Le dilemme n'est pas entre capitalisme sauvage et « gestion douce » de la crise sous l'égide d'une social-démocratie à la française. Il est entre l'impasse d'une nouvelle troisième force et l'invention d'une issue socialiste à la crise.

### B. — NOTRE PROJET : LA RUPTURE NECESSAIRE AVEC LE CAPITALISME EN CRISE

#### 1) Un nouveau dessein pour la France.

Chômage, décomposition sociale, marginalisation de la jeunesse, multiplication des ghettos, fin de l'indépendance nationale, mise en condition de notre peuple par tout un système culturel rêvant de faire de la France une copie des États-Unis, ce destin en peau de chagrin est inscrit dans la logique de la multinationalisation du capital. Si bien intentionnés qu'ils soient, les socialistes, s'ils devaient s'engager dans une voie de type social-démocrate, seraient incapables d'y faire échapper la France.

C'est ce destin que nous refusons. Mais un autre est-il possible ?

Certes, la France n'est pas une superpuissance. Mais elle occupe dans l'histoire et dans l'âme des peuples une place incomparable. Elle s'étend au cœur d'un continent qui reste dans les conflits du monde moderne un enjeu décisif. Enjeu, mais acteur possible aussi, du fait de ses ressources humaines, technologiques et politiques, entre l'Est et l'Ouest, le Nord et le Sud.

La rivalité des deux blocs qui se partagent l'Europe ne durera pas éternellement. L'étreinte que l'impérialisme exerce sur les pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine devra bien un jour se desserrer. Une

France libre dans une Europe indépendante peut ainsi contribuer d'une manière déterminante à résoudre les deux grands dilemmes de notre temps.

Encore faudrait-il que la France puisse être libre d'agir ; bref, qu'elle puisse se donner les moyens d'une politique indépendante. Le peut-elle encore ? Sans méconnaître la puissance des liens de toutes sortes que tisse, jour après jour, autour de notre peuple, une bourgeoisie qui n'entend pas jouer tous les deux ou trois ans son pouvoir aux élections, nous persistons à penser qu'une stratégie de rupture avec le capitalisme reste possible dans les prochaines années. En raison du niveau culturel et technologique atteint depuis des lustres ; également en raison d'un sentiment national toujours vivace en France dès qu'on échappe aux milieux de la grande bourgeoisie. C'est ce que le P.S., en cela simplement fidèle à sa vocation, avait proclamé, dès 1971, à son congrès d'Épinay.

#### 2) Un nouveau modèle de développement.

De quoi s'agit-il, lorsqu'on parle de transition au socialisme ? Il s'agit de déboucher sur une nouvelle organisation sociale où les rapports de pouvoir, le contenu de la production, la répartition des tâches et des rôles, la distribution des revenus et des richesses, les relations internationales, s'établissent sur de nouvelles bases, reposent sur une nouvelle logique, irréductible à la logique actuelle du capitalisme.

a) La première exigence à laquelle il faudra répondre sera d'assurer à chacun le droit au travail, le sentiment d'être à la fois créateur et utile à la communauté, en mettant fin à la marginalisation d'une partie croissante de la population dite « active ».

Une telle politique va de pair avec la réduction du temps moyen de travail, avec une profonde remise en cause du contenu et des conditions actuelles de travail, et enfin avec la reconnaissance par la société de la valeur de toutes les activités non marchandes ;

b) A tous les niveaux, dans la production et hors la production, de nouveaux rapports de pouvoir fondés sur l'autogestion devraient progressivement s'instaurer. Dans la production, cela suppose que l'on aille, à terme, vers la socialisation de l'ensemble des moyens de production et l'exercice du pouvoir par des conseils d'entreprise. Hors la production, cela signifie la décentralisation la plus poussée de l'appareil public et administratif, la reconnaissance la plus large des identités locales et régionales, l'affirmation du droit à la différence — c'est-à-dire son identité — pour tous les groupes et tous les individus ;

c) La production marchande ou non marchande devra être orientée en fonction des besoins sociaux. Cela ne peut se faire qu'à travers un large débat sur l'utilité sociale des biens et des services offerts à la population, qui doit avoir lieu et trouver son débouché dans le cadre d'une planification démocratique. Cela suppose aussi que priorité soit donnée aux consommations et satisfactions non marchandes par la réduction de la durée du travail, le développement des services et des équipements collectifs, la place faite aux relations humaines, à la créativité, à tout ce qui peut favoriser l'invention d'une nouvelle culture ;

d) On devra aboutir à une distribution beaucoup plus égalitaire des revenus et des richesses. Il faudra pour cela s'attaquer aux mécanismes de l'héritage, matériel et culturel, réduire la part du profit, refermer l'éventail de tous les revenus, développer de nouvelles formes de solidarité ;

e) Enfin, une France en marche vers le socialisme devra projeter hors de ses frontières son choix de société en contribuant à créer les bases d'un nouvel ordre économique international, fondé non plus sur le pillage du tiers-monde et la domination des blocs antagonistes, mais sur la libre coopération entre les peuples en vue de leur développement.

Ce modèle de développement se dessine en filigrane dans les luttes actuelles. Dans chacun de ses traits il est aux antipodes de celui que produit l'évolution du système capitaliste.

Une rupture est nécessaire pour passer d'un modèle à un autre. Quelles en sont les conditions ?

### C. — NOTRE STRATEGIE : LA RUPTURE RENDUE POSSIBLE PAR LA CREATION D'UN RAPPORT DE FORCES FAVORABLE

La stratégie de la rupture démocratique est fondée sur la création, d'emblée, d'un rapport de forces significatif, permettant d'amorcer la transition au socialisme, processus contradictoire qui s'étendra sur une très longue période.

La rupture implique la conquête du pouvoir d'Etat et, au-delà, des transformations de structures permettant de créer de nouveaux rapports de forces entre les classes. Mais cela n'est pas suffisant : un nouvel équilibre du pouvoir social doit passer par le développement d'un mouvement populaire puissant.

Cette distinction entre, d'une part, le moment de la rupture et son contenu nécessaire et, d'autre part, le processus de transition et ses étapes, est fondamentale pour la réalisation du projet socialiste. Qui ne voit en effet que, sous prétexte de rupture « lente », voire se dissolvant dans une succession de « ruptures » (au pluriel), le parti d'Epinay abandonnerait son signe distinctif pour retomber dans les errements gestionnaires du passé ?

#### 1) La conquête et la transformation de l'Etat.

L'Etat, dans sa totalité, devra être profondément transformé dans la période de transition. Mais, pour pouvoir le transformer, il faut d'abord le conquérir.

La victoire électorale de la gauche permettra la conquête des appareils politiques centraux et des appareils économiques les plus importants. Elle ne suffira pas en ce qui concerne les appareils politiques locaux et l'ensemble des appareils idéologiques : la lutte pour le contrôle de ces domaines prend alors tout son sens.

Afin d'éviter toute déviation vers l'établissement d'un Etat tentaculaire, du type de celui des pays de l'Est, l'Etat devra, dès le début de la période de transition, être délimité dans ses attributions, décentralisé et démocratisé.

a) *Délimité dans ses attributions.* — L'Etat conquis par la gauche aura, outre son rôle classique de gardien de l'indépendance nationale, un rôle de gardien de la légalité socialiste, d'initiateur et de coordinateur de la transformation économique et sociale et, le cas échéant, d'arbitre entre les intérêts divergents des diverses catégories de travailleurs.

Dans les rapports que l'appareil d'Etat entretient avec la « société civile » se pose le problème des réglementations qu'il édicte, de leur degré de minutie et de leur dose de contrainte.

De telles réglementations sont évidemment nécessaires. Mais elles ne doivent pas engendrer la bureaucratie, le contrôle permanent, la paralysie des initiatives. Dans tous les cas où cela est possible, c'est l'instauration de nouveaux rapports de pouvoir qui devra être préférée à la réglementation. Le pouvoir donné à un délégué à la sécurité d'arrêter la fabrication en cas de danger pour les travailleurs, la maîtrise de l'utilisation du sol confiée aux communes, sont plus efficaces que des règlements nationaux compliqués et souvent mal appliqués ;

b) *Décentralisé.* — Des politiques économiques régionales devront être mises en œuvre, librement décidées par des assemblées élues au suffrage universel, qui devront disposer des moyens d'exécution correspondants tels que des banques régionales d'investissement.

Dans certains domaines (éducation, action sociale, santé, urbanisme, logement, loisirs et vie culturelle, etc), un pas décisif pourra être immédiatement franchi vers la décentralisation par l'inversion des principes juridiques actuellement en vigueur, les tâches de l'Etat étant désormais limitées à celles que la loi lui confie expressément et non l'inverse. La décentralisation doit toucher aussi le domaine culturel, la vie culturelle française s'alimentant de la diversité des cultures régionales.

Cette décentralisation doit se traduire concrètement par les prises en charge de services publics par les collectivités locales, des établissements publics, voire des associations ;

c) *Démocratisé.* — Enfin, il va de soi que l'appareil d'Etat devra se démocratiser. Ceci vaut pour toutes ses composantes, et en particulier pour celles qui sont aujourd'hui l'instrument de la répression sociale. Pour que la justice ne soit plus une justice de classe, pour que la police cesse d'être tournée contre les travailleurs, mais aussi pour que l'éducation ne soit plus élitiste, pour que l'utilisation des services de santé soit rendue égalitaire, pour que les initiatives culturelles ne soient pas dirigées d'abord vers ceux qui sont déjà privilégiés, de profondes transformations sont nécessaires.

Elles concernent les règles applicables, le recrutement et la formation des personnels, l'intervention, avec des pouvoirs réels, des usagers à tous les niveaux. Elles ne pourront être menées à bien qu'en liaison étroite avec l'ensemble des organisations, syndicales ou autres, qui animent les luttes en cours dans ces domaines.

#### 2) Les nationalisations et le Plan.

La nationalisation des principaux pôles d'accumulation et le développement et la mise en place d'une planification démocratique dont la logique puisse prévaloir sur celle du marché sont deux conditions indispensables à la mise en œuvre d'une nouvelle logique économique et sociale.

a) *La nationalisation du crédit et des grands groupes capitalistes* est l'instrument nécessaire d'une stratégie autonome de développement. Elle est, en même temps, un point d'appui privilégié pour l'instauration de nouveaux rapports de pouvoir dans la production.

Face à la nouvelle division internationale du travail, seule une stratégie coordonnée de groupes, dans l'océan du marché mondial, peut permettre à notre pays de remonter le courant, de créer de nouveaux emplois, de fabriquer de nouveaux produits, d'échapper à l'assujettissement.

En France, demain, il faudra créer une industrie de la machine-outil, diversifier — vers le haut — la gamme de nos produits, sans pour autant nous abstraire du marché mondial. Seul un puissant secteur public doté dans son action de cette cohérence qui procède d'un plan national, c'est-à-dire en dernier ressort d'une volonté politique à long terme, peut permettre à notre pays d'échapper progressivement à la logique de démantèlement dont le capitalisme multinational est porteur.

Dans le même temps, les nationalisations manifestent l'appropriation de son destin par la classe ouvrière. C'est pourquoi la nationalisation ne doit pas être confondue avec l'étatisation. Ce sera un enjeu important de la période de transition que de savoir mettre en place, pour les entreprises nationalisées, un modèle d'organisation et de fonctionnement qui fasse d'elles le creuset de l'autogestion. C'est là que l'obstacle tenant à la propriété privée des moyens de production ayant disparu, il sera possible d'assurer l'exercice effectif du contrôle des travailleurs au niveau de l'atelier ou du service, comme à celui de l'entreprise dans son ensemble. Il faut aller plus loin dans ce sens que ne le prévoyait le programme commun de la gauche. Cela pourrait se concrétiser, en particulier, soit par l'élection d'un conseil d'entreprise composé uniquement de représentants des travailleurs qui

coexisterait avec un organe de contrôle tripartite, soit par une évolution conduisant rapidement à la présence d'une majorité de travailleurs élus dans le conseil d'administration. Des contrats de plan seraient alors passés avec l'Etat, la région ou la collectivité de rattachement. En tout état de cause, l'intervention accrue des travailleurs devra également se manifester au niveau des conseils d'ateliers et de services, des comités d'établissement et des comités d'hygiène et de sécurité ;

b) *Instrument de réalisation du projet à long terme,* le Plan sera aussi le moyen d'assurer à chaque étape la cohérence d'ensemble qui est un aspect fondamental de la rigueur économique nécessaire au cours de la période de transition. Cela signifie en particulier que ce ne seront plus les mécanismes du marché, mais les orientations du Plan, qui commanderont un certain nombre de choix essentiels concernant le développement économique et social et portant en particulier sur les besoins à satisfaire, les secteurs à développer par priorité, les grands investissements, les axes de commerce extérieur, la durée du travail, la hiérarchie des revenus, la redistribution, les services collectifs et la consommation marchande.

Ces orientations s'imposeront aux entreprises (privées comme publiques), et ce d'autant plus qu'elles tiendront compte des aspirations de la base et qu'en particulier la région deviendra un agent actif de la planification. Cette planification décentralisée sera la seule façon d'élaborer un Plan réaliste et bénéficiant du soutien populaire, nécessaire à sa bonne exécution.

Il ne s'agit donc pas de supprimer l'économie de marché, mais de l'orienter et de l'encadrer à travers le Plan, au lieu et place des intérêts économiques actuellement dominants.

#### 3) Une nouvelle politique économique.

Les résultats à attendre des nationalisations ne seront pas immédiats. Il ne peut par ailleurs être question de faire de celles-ci un préalable aux orientations nouvelles que la gauche entend donner à la politique économique, notamment en ce qui concerne le développement de la consommation populaire, les services collectifs, l'égalisation des revenus, la recherche d'un modèle nouveau de consommation. Les mois qui suivront la rupture seront donc nécessairement marqués par de fortes tensions sur le plan économique (poussées inflationnistes, menace de déséquilibre extérieur). Plus que jamais, alors que les réformes de structure n'auront pas encore produit leurs effets, un gouvernement de gauche devra faire preuve de rigueur en matière économique.

En particulier, une action vigoureuse contre l'inflation et le dérapage monétaire est indispensable pour éviter que l'expérience de gauche ne soit très vite, comme au Portugal, soumise au diktat des bailleurs de fonds internationaux.

Encore faut-il s'entendre, lorsqu'on parle de rigueur. Celle-ci doit conduire non pas à édulcorer le projet, mais, bien plutôt, à prendre les moyens de le réaliser. Elle ne saurait consister dans l'acceptation pure et simple de règles du jeu de l'économie capitaliste, transformées pour la circonstance en lois naturelles ou en nécessités politiques.

Desserrer les « contraintes extérieures » et retrouver une marge de manœuvre par rapport au marché mondial ; assurer la cohérence interne par une redistribution importante des revenus et des richesses ; tels devraient être, dans cette perspective, les deux axes d'une nouvelle politique économique.

#### a) Nouvelle politique économique et division internationale du travail

Dans une hiérarchie impérialiste dominée par les Etats-Unis et ses deux plus grands puissants relais, japonais et allemand, le capitalisme français occupe une position intermédiaire. L'économie française est de plus en plus prise en étau entre les pays producteurs de matières premières et à bas taux de salaires et l'avance technologique,

commerciale et financière des métropoles du capitalisme moderne.

La course poursuite, à la recherche d'une spécialisation optimum illusoire, dans laquelle le gouvernement a engagé notre économie, débouche sur un chômage amplifié, une dépendance accrue, un appareil industriel modelé au gré du marché mondial.

Ce processus d'intégration peut être remis en cause non par le retour à une illusoire autarcie, mais par une politique économique répondant à une autre visée d'avenir que celle induite par le développement du capitalisme multinational.

Il s'agira de renforcer notre appareil productif en jetant les bases, à l'intérieur, d'un nouveau modèle de développement et, sur le plan international, d'un nouvel ordre économique mondial de plus en plus dégagé de l'impérialisme.

La France dispose (encore) d'un tissu industriel relativement complet — même s'il est vieillissant. Il s'agit non d'un fardeau, mais d'un atout décisif. La présence sur le sol national d'activités diversifiées fait jouer les complémentarités internationales, réduit considérablement la sensibilité à la conjoncture internationale et, surtout, peut permettre de limiter les effets de la relance de la consommation populaire sur la balance commerciale.

La modernisation de l'appareil productif et la préservation de son caractère diversifié sont des objectifs prioritaires. Il ne s'agit pas, bien sûr, de se contenter de sauvegarder l'appareil industriel tel que le capitalisme nous l'aura légué ni de poursuivre l'objectif hors de portée et coûteux de tout produire en France ou de renoncer aux restructurations indispensables.

Dans l'allocation du capital, du potentiel de recherche, des aides publiques, il faudra faire des choix : mais ces restructurations ne devront être entreprises que dans le cadre de la planification démocratique, après que leurs conséquences sur l'indépendance nationale, la cohérence du tissu industriel, les équilibres extérieurs, auront été pesées et que leurs effets sur l'emploi et le développement régional auront été corrigés pour répondre à la volonté des travailleurs de « vivre et travailler au pays ».

La valorisation de notre acquis industriel passe, en premier lieu, par la reconquête — ou du moins l'arrêt de mise à l'encan — du marché intérieur (en particulier, biens de consommation, produits agricoles de base — soja). Cette reconquête ne peut se traduire par la mise en place d'une « ligne Maginot » douanière. Il s'agira, au cas par cas, d'apprécier les capacités de l'industrie française de faire face dans de bonnes conditions (prix, quantité, qualité, compétitivité à moyen terme) aux besoins, ainsi que les risques entraînés par des mesures (l'arsenal est d'une extrême diversité, même dans le respect du traité de Rome) favorisant les industries nationales. Dans ce cadre, l'adoption de dispositions administratives (marchés publics...) contingentes ou tarifaires aussi provisoires que possible ne doit pas être exclue pour permettre aux entreprises françaises de profiter en priorité de la reprise de la consommation populaire ou pour éviter qu'une concurrence excessive ne remette en cause l'existence en France de telle ou telle activité dans des conditions que le Plan n'aurait pas organisées.

Dans les domaines vitaux pour l'indépendance nationale ou très déterminants sur le plan technologique (informatique, télécommunications, nucléaire...), la nationalisation des principales industries concernées doit permettre d'enrayer le glissement vers la sous-traitance ou de « remonter la pente » en développant prioritairement l'effort de recherche et d'innovation. Dans ces domaines où les effets de taille pèsent très lourdement, et où les industries américaines occupent une place prépondérante, l'existence d'un puissant secteur public rendra possible, sur une base égalitaire, et en conservant constamment notre pouvoir de négociation, une coopération internationale indispensable, en premier lieu avec nos partenaires européens.

Il s'agira enfin de promouvoir le développement de quelques secteurs industriels correspondant, d'une part, à une forte demande mondiale dans les années à venir, et, d'autre part, à une bonne compétitivité existante ou potentielle des entreprises françaises. La conquête de ces créneaux (matériel de transport, mécanique de précision, électronique de haute technologie, machines-outils, agro-alimentaire — pour lequel la France dispose d'un avantage unique...) doit permettre d'assurer sur une longue période la couverture stable des importations indispensables.

Une telle politique industrielle suppose que d'importants moyens financiers soient dégagés et orientés vers l'investissement productif. Elle ne pourra donc être entreprise qu'avec la participation active des travailleurs, dans le cadre d'une planification démocratique.

Pour l'heure, le P.S. devra élaborer et proposer les axes précis d'un *projet industriel alternatif* qui pourra servir de base à l'élaboration de projets sectoriels auxquels devront être associés de manière déterminante les G.S.E. de branche et plus largement les travailleurs et les populations concernés.

C'est également dans le cadre de la planification qu'une telle politique devra s'articuler avec la mise en place progressive d'un nouveau modèle de développement. Il s'agira, en particulier, de limiter notre dépendance inéluctable vis-à-vis des marchés mondiaux de matières premières et des sources d'énergie.

Le troisième volet d'une stratégie de reconstitution de nos marges de manœuvre, c'est la mise en place d'une coopération internationale remettant en cause, partout où cela est possible, et avec ceux qui le souhaitent (en Europe sur le pourtour méditerranéen, avec les pays de l'Est ou ceux du tiers-monde), les lois du marché mondial.

Il faut dénoncer l'hypocrisie qui consiste à identifier la volonté de remettre en cause la division impérialiste du travail à un réflexe de repliement nationaliste et à un manque de l'internationalisme socialiste.

L'industrialisation nécessaire et souhaitable du tiers-monde n'a rien à voir avec la colonisation des pays à bas salaires par les multinationales.

Une nouvelle politique économique extérieure devra privilégier par des efforts planifiés d'achats, notamment de produits manufacturés, les efforts de développement qui auront pour but de répondre en priorité aux besoins internes des pays concernés.

Il s'agira d'instaurer avec ces pays des relations stables et équilibrées, fondées sur l'avantage mutuel dans différents domaines : coopération industrielle et technique, accords d'échanges de marchandises ou de technologie à long terme (en particulier avec les fournisseurs d'énergie ou de matières premières), mais aussi participation aux efforts de stabilisation des prix internationaux de matières premières, ouverture ordonnée du marché national aux produits manufacturés du tiers-monde, reprise sur de nouvelles bases de l'effort d'aide.

La tâche des socialistes est de prendre appui sur les revendications et les luttes actuelles des travailleurs contre le démantèlement industriel, ou pour le contrôle des multinationales pour en faire ressortir la dimension anti-impérialiste ;

b) Nouvelle politique économique et redistribution des revenus.

Ce serait une illusion de borner le projet socialiste à un simple effort de redistribution des revenus : celle-ci montre toujours ses limites quand l'équilibre du pouvoir n'est pas modifié.

Mais la redistribution des revenus et des richesses, qui est un de nos objectifs, constitue également une condition nécessaire au maintien des équilibres économiques.

Pour financer les dépenses publiques entraînées par la mise en œuvre d'un programme social, avancé, des choix clairs et courageux seront nécessaires. En matière de revenus primaires : forte augmentation du

pouvoir d'achat des bas revenus (jusqu'à deux fois le SMIC, valeur 2 400 francs, mars 1978), maintien en moyenne du pouvoir d'achat des revenus intermédiaires, réduction du pouvoir d'achat des revenus les plus élevés (au-delà de cinq fois le SMIC).

En matière de prélèvements fiscaux et parafiscaux : augmentation de la progressivité de l'impôt sur le revenu et des droits de succession ; déplaçonnement des cotisations de sécurité sociale ; taxation généralisée des gros patrimoines ; nouvelles ventilations des taux de la T.V.A.

#### 4) Le mouvement autonome des masses.

Le pouvoir des travailleurs et des citoyens n'a de sens que porté par un puissant élan collectif, par leur aspiration à maîtriser leur vie, leur capacité à démultiplier des initiatives décentralisées et autonomes.

Mais ce mouvement populaire doit s'articuler avec l'action gouvernementale et c'est tout le rôle du parti socialiste que de parvenir à réaliser cette articulation.

A cette condition seulement, il sera possible d'éviter les pièges de la bureaucratie et du centralisme dans un pays qui comme le nôtre souffre d'une longue tradition d'autoritarisme.

La transition démocratique au socialisme passe par la transformation des valeurs dominantes et la remise en cause des rapports d'autorité et d'obéissance traditionnels. Elle implique l'apprentissage de la responsabilité et l'exercice démocratique du pouvoir.

La lutte idéologique est donc nécessaire pour substituer une conception du monde à une autre. Cette lutte, qui s'inscrit dans le mouvement même de la lutte des classes, est partie intégrante de ce que nous appelons le mouvement autonome des masses.

C'est avant tout sur le lieu de l'exploitation, c'est-à-dire dans l'entreprise et dans la classe qui, par définition, a intérêt au socialisme, celle des travailleurs, que ce mouvement doit prendre son essor. Il lui faut pour cela, au-delà des partis et des syndicats, des institutions où elle puisse s'exprimer : conseils d'ateliers, de bureaux.

L'élan socialiste autogestionnaire ne saurait être cantonné au monde du travail ou même au remodelage des appareils d'Etat. Il lui revient de transformer au-delà des rapports de travail ou de pouvoir, les rapports entre les sexes et les générations, de recomposer la vie quotidienne, d'inventer une nouvelle culture. Une place particulière doit être faite à la lutte des femmes, à la fois contre l'héritage patriarcal et contre la surexploitation capitaliste. Ce mouvement, qui concerne la totalité de la population, fait partie intégrante de la lutte pour le socialisme autogestionnaire. Quant aux conditions de développement du processus autogestionnaire, une chose est sûre : l'organisation et le développement du pouvoir des travailleurs dans les entreprises et des citoyens dans la cité ne se concrétiseront vraiment que s'il y a un accord profond entre les partis de gauche pour y procéder d'abord puis, à chaque étape, pour aller plus avant dans la voie de la transformation sociale.

Sans une gauche sérieuse et unie sur l'essentiel, l'autogestion ne peut se développer. Sans un dialogue riche et vigoureux sur la base d'un projet commun entre le gouvernement et les directions d'entreprises, la recomposition de la société n'est pas possible.

Reste que nous ne devons pas craindre d'aller plus loin sur la voie des propositions pour que les travailleurs se sentent concernés par l'objectif de l'autogestion : conseils d'ateliers et de services, extension du droit à l'information des travailleurs, ou de leur pouvoir d'intervention en matière d'embauche, de licenciements, de sécurité, de formation, de gestion du personnel, d'organisation du travail.

#### 5) Le front de classes.

La stratégie de rupture implique sur le plan interne un RAPPORT DE FORCES qui soit autre chose qu'un simple rapport de forces électoral. C'est tout le problème du

FRONT DE CLASSE dont la cohésion commande le succès de l'avancée vers le socialisme.

De ce point de vue, notre adversaire principal est évidemment la grande bourgeoisie industrielle et financière ayant partie liée avec le processus de multinationalisation du capital, et bien entendu à travers elle l'impérialisme américain.

La stratégie sociale de la bourgeoisie vise à la réalisation d'un accord « moderniste » entre les monopoles et le salariat supérieur au détriment des branches, des couches ou des régions, considérées à tort ou à raison comme retardataires et « non compétitives ».

La stratégie socialiste doit viser à la réalisation du front de classe anticapitaliste, c'est-à-dire à la constitution dans l'affrontement de classes, et sur un projet historique déterminé, d'un nouveau bloc social autour de la classe ouvrière.

a) Le front de classe n'est pas un rassemblement hétéroclite de mécontentement divers. Il n'est pas le produit spontané de la convergence des intérêts matériels et de la situation de classe des couches sociales qui le composeraient. Pour la simple raison que celles-ci se trouvent placées et menacées, d'une manière différente par rapport au capital impérialiste.

Le front de classe ne peut être que le produit d'un affrontement de classes, la manifestation d'un processus historique de la lutte des classes, qui, à chaque moment, peut régresser ou passer à un niveau supérieur.

C'est dire que la constitution du front de classe ne se réalise pas que par la seule lutte électorale, mais par les luttes sur *tous les terrains* de la vie sociale et par l'intégration de l'ensemble des couches sociales concernées par ces luttes : luttes dans l'entreprise, luttes urbaines, foncières sur le cadre de vie, luttes régionales, mouvement étudiant, mouvement des femmes, mouvement de jeunes.

Mais c'est la *classe ouvrière* qui doit être au centre de ce mouvement, par la nature des revendications mises en avant, et des transformations sociales proposées, parce qu'elle seule a intérêt total à la démocratie intégrale, c'est-à-dire au socialisme.

Si la constitution du front de classes est inséparable du mouvement des luttes, elle n'en sort pas spontanément, jour après jour, sans qu'un rapport avec un projet historique, avec une perspective politique précise, soit établi.

La *lutte idéologique* et politique est donc une dimension majeure de la composition du front de classes.

Qu'est-ce que la lutte idéologique ? Rien d'autre que la prise de conscience du sens de l'action militante. Il est donc absurde de prétendre dissocier la lutte idéologique de l'ensemble de la lutte de classe. Par exemple : pour que le parti socialiste devienne le vrai parti des travailleurs, ce qui sera décisif, ce n'est pas son aptitude à s'insérer dans les luttes, mais sa capacité d'y être déjà, en proposant et en discutant avec ceux qui mènent les luttes le sens politique de leur action.

La présence politique réelle du parti implique qu'à l'intérieur des entreprises les travailleurs découvrent dans son action et dans ses propositions une issue globale à leurs exigences. Contester aujourd'hui que la lutte idéologique soit une de nos priorités, c'est la dissocier en fait de l'ensemble de l'action politique et militante, c'est avouer notre incapacité à déterminer une perspective réelle, ou s'y résigner, c'est mettre entre parenthèses, explicitement ou non, la question du pouvoir.

C'est aussi refuser de prendre conscience de la réalité de l'hégémonie idéologique de la droite. C'est refuser de constater que la désunion de la gauche et sa défaite électorale avaient été préparées par une défaite idéologique.

La constitution du front de classe passe donc par le recul de l'influence de l'idéologie dominante sur toutes les couches qui y sont sensibles.

b) C'est en tenant compte de cette double dimension, sociale et idéologique, de la lutte pour la constitution du front de classe que doivent être déterminées les actions à mener en direction des différentes couches sociales qui ont vocation de la composer :

● Couches sociales engendrées par la diversification de la classe ouvrière (O.S., O.P., techniciens, employés) ;

● Nouvelles couches salariées directement visées par la stratégie d'intégration de la fraction impérialiste de la bourgeoisie française ;

● Couches du petit et moyen paysannat et de l'ancienne petite bourgeoisie qui subissent les conséquences de la transformation du mode de production capitaliste.

Il s'agit d'abord de CIMENTER LE BLOC DES TRAVAILLEURS. Un des enjeux de la constitution du front de classe se situe dans l'affirmation de l'hégémonie de la classe ouvrière. Il faut prendre en compte non seulement sa diversité mais aussi ses divisions liées à la crise et aux nouvelles formes de gestion de la forme de travail.

— Division entre ceux qui travaillent et les chômeurs ;

— Marginalisation massive de certaines catégories ;

— Divisions liées aux différences de statuts (temps partiel, hors-statuts, intérimaires, non titulaires...);

— Division selon les classes d'âge ;

— Division entre travailleurs des branches industrielles « bien placées » dans la division internationale du travail et les secteurs en voie de liquidation.

— Division entre secteurs fortement syndiqués (grandes entreprises) et des secteurs des P.M.E.

L'unification de la classe ouvrière dans les luttes et sur des objectifs de transformations politiques et de rupture doit constituer dès aujourd'hui l'axe d'un travail de masse dans les entreprises.

L'intégration des travailleurs des P.M.E. au front de classe pose en particulier, dans la pratique, des problèmes spécifiques qu'il ne faut pas mésestimer. En effet, ces travailleurs sont souvent réticents au changement social (sécurité de l'emploi réduite, dispersion géographique, faiblesse du taux de syndicalisation, faible expérience des luttes collectives, paternalisme du petit patronat).

Pour agréger au front de classe ces couches qui y sont encore en grande partie étrangères, il faut lutter pour y faire pénétrer les syndicats, pour appliquer la législation sociale en vigueur, et pour faire comprendre à ces travailleurs en quoi leurs intérêts sont solidaires de ceux des autres travailleurs. Cette prise de conscience est dès aujourd'hui un élément essentiel pour la mise en œuvre d'une politique adaptée à ce secteur.

Les nouvelles couches salariées posent un problème spécial dans la mesure où elles sont particulièrement concernées par l'entreprise giscardienne et particulièrement sensibles à l'idéologie dominante. Mais ces couches sont aussi concernées par la dégradation des conditions de travail, les menaces sur l'emploi, la concentration du pouvoir. Elles pâtissent des conséquences du mode de production capitaliste sur le cadre de vie et le mode de vie. Elles ne sont au demeurant pas homogènes : une partie non négligeable d'entre elles appartiennent au secteur public et peuvent rejoindre plus facilement le combat de la gauche. Leurs origines de classe sont diversifiées et influencent leur comportement.

Ces couches constituent donc un enjeu décisif dans les conditions actuelles de la lutte des classes et on conçoit l'importance de la lutte idéologique qu'il nous incombe de mener pour les entraîner dans l'orbite du socialisme.

Les jeunes sont un autre enjeu important, dans la mesure où ils sont la cible privilégiée des campagnes idéologiques et des techniques d'amortissement social développées par le capitalisme. Enfin, plus généralement, la désunion de la gauche et l'affaiblissement de l'unité d'action syndicale freinent aujourd'hui

d'hui la prise de conscience politique. Mais, inversement, le développement des luttes peut l'accélérer. En effet, il n'y a pas opposition entre le développement des luttes et la stratégie de rupture démocratique. Au contraire, c'est à travers les luttes que peut se forger, au-delà d'une majorité électorale, une véritable volonté de changement.

Il s'agit en second lieu d'agréer au bloc des travailleurs les classes moyennes traditionnelles, en déclin relatif, mais en nombre encore important (paysannerie, artisans, petits commerçants). Le capitalisme maintient dans une situation de producteurs indépendants la petite et moyenne paysannerie et l'artisanat individuel, car il en retire un profit plus important que par le travail salarié et surtout un gros avantage politique. La valeur du travail paysan devra être reconnue tant au niveau de revenu que de la considération accordés.

Il est essentiel de sécuriser ces couches en leur fournissant un avenir alternatif aussi complètement esquissé que possible (par exemple par l'esquisse d'une politique de santé).

Enfin, il existe dans la bourgeoisie différentes fractions. L'adversaire principal du front de classe est constitué par le capital monopoliste et impérialiste. C'est lui que visent en priorité les nationalisations.

L'objectif est donc de neutraliser les fractions de la bourgeoisie dite nationale (essentiellement les P.M.E. et les secteurs travaillant principalement pour le marché intérieur).

Au-delà de la menace de la nationalisation-sanction telle qu'elle était inscrite dans le programme commun, il faudra trouver les moyens pour permettre de vivre aux quatre-vingt-quinze mille petites et moyennes entreprises industrielles et ainsi les détourner de la tentation de céder aux appels de la droite autoritaire.

D'un côté, il faudra imposer les droits syndicaux et la transparence de la gestion. De l'autre, en échange, les P.M.E. bénéficieront de débouchés accrus, d'un code de la sous-traitance s'imposant au secteur public, et, enfin, d'une aide à la modernisation et à l'innovation.

6) La recherche de solidarités internationales.

Une stratégie française de rupture avec le capitalisme ne peut se passer de solidarités internationales.

S'il n'est pas téméraire de penser qu'aucune des deux super-puissances ne verra d'un bon œil l'arrivée de la gauche au pouvoir à Paris, reste qu'elles ne disposent ni l'une ni l'autre de moyens d'intervention directs et rapides pour l'empêcher. Autre chose sont les relais plus ou moins complaisants dans la société française et les moyens de pression indirecte dont elles peuvent se servir pour la faire échouer. Mais ce serait alors la tâche de notre diplomatie que d'imposer le respect de notre indépendance.

Deux questions décisives se posent : de nouveaux équilibres internationaux peuvent-ils être atteints pacifiquement ? Quel réseau de solidarités devons-nous tisser pour y parvenir ?

La concurrence des deux blocs fondée sur l'équilibre nucléaire est paradoxalement un atout pour toute expérience réellement novatrice en Europe occidentale. Une telle expérience doit s'appuyer à la fois sur une stratégie européenne et sur une stratégie méditerranéenne. La seule recherche de solidarités européennes serait une impasse à cause de l'Allemagne que son passé, sa partition, sa situation précaire au cœur de l'Europe, son équilibre politique conservateur, et enfin ses intérêts économiques répandus dans le monde entier, soudent aux Etats-Unis.

Tant que l'Europe occidentale restera dominée par la puissance économique, financière et politique allemande, il serait suicidaire pour la gauche de s'y enfermer. On comprend la logique giscardienne, qui consiste à arrimer la « démocratie française » encore fragile à la politique allemande structurellement conservatrice quel que soit

le parti au pouvoir à Bonn en multipliant les liens, ceux de l'Assemblée européenne élue au suffrage universel, pour noyer la contestation de gauche, ou ceux du système monétaire européen pour institutionnaliser le plan Barre.

S'il est clair que la droite a tout intérêt à accrocher la France à l'Allemagne fédérale, l'intérêt de la gauche, lui, est inverse : il lui faut renverser en Europe le rapport des forces. Trop de liens ont été tissés entre les deux peuples auxquels la proximité géographique, les souvenirs de l'histoire, la richesse de leurs civilisations commandent de concevoir ensemble leur avenir pour que la gauche s'abandonne à un chauvinisme anti-allemand de mauvais aloi. Aussi bien, une entente fédérale n'est pas chimérique dans le nouveau contexte international. La prolongation de la crise ne peut manquer de faire naître au sein du S.P.D. et dans le mouvement syndical allemand des remises en cause qui élargiront les bases d'un compromis possible.

Pour passer un tel compromis « dynamique » la France dispose d'atouts non négligeables. Sa position géographique et la détention d'une force de dissuasion indépendante en font un partenaire obligé pour la défense. Le rayonnement d'une expérience socialiste dans l'opinion européenne et peut-être même dans une partie de l'opinion allemande lui assureront des sympathies qui rendront difficile une politique de gros bâton plus ou moins déguisée.

Enfin et surtout, la France peut trouver vers le sud des appuis décisifs : si la France ne peut s'enfermer dans une simple stratégie « méditerranéenne », où les concurrences risqueraient de l'emporter sur les complémentarités, elle est naturellement tournée vers les pays de l'Europe du Sud : Espagne, Portugal, Italie, vers le monde arabe, et au-delà vers le tiers-monde. Des accords d'approvisionnement et de coopération industrielle à long terme — avec l'Algérie par exemple — peuvent permettre à la fois de rompre avec l'héritage de l'impérialisme français et de desserrer les contraintes économiques et financières d'une expérience que le monde capitaliste ne cherchera certainement pas à favoriser.

Ce rééquilibrage de nos relations extérieures, inséparable des transformations de structures internes, peut déterminer un nouveau rapport avec l'Allemagne fédérale, à la condition bien entendu que le dialogue s'engage entre les Etats et ne soit pas noyé dans les fausses concertations communautaires, à huit contre un, avec en arrière-plan la pesée des multinationales et des Etats-Unis.

L'idéologie européiste qui tend à présenter *a priori* la construction européenne actuelle comme le cadre et la condition inéluctables de quelque action efficace que ce soit doit être démystifiée. Le meilleur moyen pour y parvenir sera d'avancer des propositions en matière de contrôle des multinationales ou d'harmonisation des législations sociales où l'Europe libérale ne peut accepter nulle concession et où des convergences peuvent par contre être trouvées avec les forces progressistes des autres pays de la Communauté.

Une telle démarche n'est pas exclusive pour autant de la conclusion — selon la règle de l'unanimité — d'accords ou d'arrangements dans certains domaines (actions de promotion industrielle ou technologique dans certains secteurs de pointe : aéronautique, télécommunications, informatique, réforme de la politique agricole).

C'est dans le cadre européen et auprès des travailleurs et de leurs organisations que devrait d'abord être explicitée notre ligne et recherchées les solidarités. Il s'agit :

— De poursuivre les explications nécessaires auprès des forces socialistes européennes, notamment sur notre conception de l'élargissement de l'Europe et de ses préalables ;

— De gagner peu à peu les autres partis socialistes et sociaux-démocrates européens, aujourd'hui forcément imprégnés par l'idéologie

réformiste, à notre projet de rupture avec le capitalisme ;

— D'engager dès aujourd'hui le débat avec ces partis, de même qu'avec le P.C.I. et le P.C.E. afin de trouver des compromis dynamiques allant dans le sens d'une autonomie par rapport aux U.S.A.

— D'encourager la mise en place d'un front syndical commun face aux multinationales.

Notre stratégie européenne doit s'inscrire dans la réalité pour la transformer. Nous devons utiliser les moyens offerts par les institutions européennes tout en mesurant les limites. Présents à Strasbourg, les socialistes ne peuvent y être, comme à Paris, que dans l'opposition.

### III. — L'enjeu de la nouvelle période : construire le parti du socialisme autogestionnaire

Construire le parti est plus que jamais notre ambition. Il n'y a pas de perspective réelle et crédible de rupture sans un parti socialiste implanté dans les masses, fonctionnant démocratiquement, sur la base d'une ligne politique clairement affirmée en vue d'assurer la transition au socialisme.

Notre parti reste trop une machine électorale classique sur laquelle est venue se greffer un présidentialisme reflétant directement les institutions de la V<sup>e</sup> République.

Pour faire du P.S. autre chose qu'une machine à gérer, il faut lui faire subir une véritable mutation : le transformer en un parti de masse où élus, candidats, experts n'auront d'autre rôle que de servir une ligne politique élaborée collectivement.

La difficulté de notre tâche vient de ce que nous avons à résoudre simultanément deux problèmes : rendre le parti aux militants et dans le même temps l'ancre sur une ligne politique claire, en évitant le piège de l'« ouverture » giscardienne et en créant à plus ou moins long terme les conditions d'une relance décisive de l'union de la gauche.

Dans le désarroi qui suit la défaite, face au déferlement de l'idéologie réactionnaire et face à l'idéologie giscardienne, ces deux objectifs ne peuvent être atteints simultanément que si les militants sont capables de faire front. Le congrès de Metz doit permettre à cet égard une véritable clarification politique.

Mais il est bien certain que notre objectif ne sera réellement atteint à plus long terme que si nous parvenons à ancrer le parti dans les masses et d'abord sur les lieux de travail, et que si nous donnons à l'action politique une nouvelle dimension, en faisant en sorte que la rupture avec le capitalisme devienne la conséquence de l'exigence démocratique des masses, sur tous les terrains de lutte.

#### A. — DEUX OBJECTIFS SIMULTANES DANS L'IMMEDIAT

Notre tâche consiste à réaliser deux objectifs : démocratiser le fonctionnement du parti et l'ancre sur une ligne claire.

##### 1) Le fonctionnement démocratique du parti.

Il s'agit là d'une nécessité impérieuse pour attirer et retenir les militants, et surtout parce qu'il est de l'essence même du parti de permettre un dialogue vivant entre les responsables qu'il aura désignés et les masses populaires.

Il appartient aux militants d'imposer la démocratie dans leur parti. Toutes les réformes de statuts ou de règlement intérieur pèseront peu si les féodalités électorales continuent à peser aussi lourd.

L'effort est à mener dans deux directions principales :

● Politiser réellement les débats à l'intérieur du parti en donnant effectivement aux militants les moyens de peser sur les décisions et en les rendant conscients de ce que la ligne du parti et par conséquent ses

succès et ses échecs, sont avant tout de leur responsabilité ;

● Empêcher, par là même, l'autonomisation des élus qui n'auraient plus de comptes politiques à rendre au parti, dès lors que celui-ci s'avérerait incapable d'assurer le rôle qui lui revient : donner l'impulsion politique nécessaire et exercer un contrôle des grandes orientations en respectant bien entendu une nécessaire division des tâches. Dans le même sens, la limitation des cumuls de mandats et d'indemnités et l'élaboration de statuts financiers pour les élus et pour les permanents permettront la plus large diffusion des responsabilités et favoriseront ainsi la vie démocratique des fédérations.

Le niveau de la conscience politique ne peut s'élever qu'à travers les luttes et le débat démocratique à l'intérieur du parti sur la base d'une expérience commune et d'une réflexion collective de tous les militants.

Le fonctionnement démocratique du parti doit être profondément revu : conventions nationales représentatives, bureau exécutif et comité directeur restaurés dans leur pouvoir de décision, secrétariat national rendu plus opératoire et embaillant directement sur les délégués, les experts et les commissions, vie des courants démocratisés, priorité absolue donnée au secteur « entreprises », création d'un secteur « cadre de vie » articulé sur les municipalités socialistes, développement d'un secteur « lutte des femmes », autonomie organisationnelle du M.J.S. structuré en trois branches (jeunes travailleurs, lycéens, étudiants), réorganisation du secteur financier rendu réellement responsable de tous les circuits financiers existants, création d'un grand hebdomadaire, mise au point d'une stratégie des médias en vue d'assurer leur démocratisation effective (radios, télévision, presse nationale et régionale).

Parce que le parti socialiste se définit à partir d'une analyse politique de la réalité qu'il entend transformer, il doit refuser le spontanéisme, former ses militants, lier étroitement la pratique et la théorie, articuler en permanence les luttes et son projet politique. Il doit également effectuer un contrôle collectif de l'action qu'il mène.

Une fois par an, par exemple, le comité directeur doit exiger que chaque fédération dresse un bilan de son fonctionnement et de sa pratique militante. Seul un dialogue vigoureux en son sein et avec les masses constitue la garantie d'une prise de conscience responsable des réalités à vaincre et à transformer.

Loin d'être une facilité, la démocratie implique donc l'effort de réaliser des avancées collectives, seuls gages d'un socialisme autogestionnaire qui ne soit pas récupéré par le capital ou dévoyé par la bureaucratie.

##### Priorité à l'implantation dans les entreprises.

Mais tous ces efforts resteraient vains si la base de classe de notre parti ne devient pas elle-même plus représentative des couches exploitées, femmes et hommes, de notre pays.

Une base ouvrière n'est sans doute pas suffisante pour garantir une position de classe, mais elle en est une des conditions. L'approfondissement de la ligne d'Epinais et l'analyse théorique du capitalisme n'ont de portée politique que lorsqu'ils sont le fait d'un parti solidement implanté dans la classe ouvrière et les couches sociales qui ont le plus intérêt au socialisme.

Plus le parti s'implantera dans les masses laborieuses, plus solide deviendra sa ligne. S'il reste, en revanche, dominé par les couches salariées moyennes (voire supérieures au niveau de la direction), la ligne d'Epinais risque d'être remise en cause en permanence et de servir de paravent à une autre politique que la sienne.

Donner la priorité à l'implantation et à l'intervention politique des socialistes dans le monde du travail, et plus précisément là où l'exploitation est le plus durement et le plus directement ressentie, implique un certain nombre de décisions qui touchent à

l'organisation de l'action militante et à ses moyens.

La plus importante est que le parti assure à ceux de ses militants qui sont directement engagés dans la production la possibilité matérielle de bénéficier d'une formation politique et celle d'exercer effectivement des responsabilités à tous les niveaux. Pour « décoller » vraiment, il faut réserver au moins 25 % du budget d'intervention au secteur « entreprises ».

Les G.S.E. nationaux auront un rôle accru. Ils seront entendus par les instances du parti sur les positions politiques intéressant leurs branches. Ils disposeront d'un budget pour pouvoir régulièrement se réunir et animer le débat dans leurs branches. Un permanent par G.S.E. national tiendra, tous les deux ans au plus, une conférence nationale de sa branche.

Au plan départemental, une politique systématique de structuration dans les entreprises de production, dans les services et les administrations coordonnés par le secrétariat national aux entreprises et par la commission nationale entreprise, dont le rôle devrait être enfin reconnu et les moyens assurés, doit être mise en œuvre.

Une conférence nationale des S.E. et G.S.E. se tiendra au moins une fois tous les deux ans. Les groupes socialistes d'entreprise au niveau national devront voir leur rôle reconnu et développé.

## 2) Une ligne claire.

Notre parti souffre de trop d'ambiguïtés. Il doit échapper définitivement à la pratique du « balancement circonspect ». Une clarification politique s'impose sur des points essentiels : la rupture, les nationalisations, la logique globale dominante de la transition (plan ou marché), le rôle de l'Etat dans cette période, le rôle du parti, l'autogestion comme projet de transformation de la réalité dans le mouvement même de la lutte des classes, la nécessité de lier la lutte idéologique à la lutte politique face au déferlement de l'idéologie réactionnaire, l'indépendance nationale conçue comme capacité de notre peuple à déterminer librement son destin, et l'Europe.

Sous prétexte du poids et des contraintes internationales et du repli du P.C. dans son ghetto stalinien, certains camarades n'hésitent pas à remettre en cause la notion de rupture avec le capitalisme. Ils conservent le mot, mais le détournent de sa signification en parlant de rupture lente, insensible, réversible, etc., et en bornant les réformes qu'ils entendent réaliser d'emblée à la périphérie du système (réforme foncière, éducation).

Cette orientation, dans la mesure où elle se refuse à s'attaquer aux bases mêmes de l'accumulation capitaliste, n'est rien d'autre qu'un réformisme, voué à l'échec dans la période de crise actuelle. A cette orientation correspond le souci de passer des compromis avec la bourgeoisie française « multinationale » qu'on aura épargnée et le refus de mener clairement le combat pour le socialisme, notamment sur le terrain idéologique en direction des couches salariées nouvelles, enjeu décisif de la lutte des classes.

Enfin, un tel projet n'a pas d'autre avenir, en ce qui concerne l'union de la gauche, que de s'imposer purement et simplement au P.C.F., placé devant l'alternative d'avoir à conforter la majorité actuelle au risque de se marginaliser ou d'apporter ses voix à un rassemblement de la gauche non communiste ayant élaboré son propre programme, sous couvert d'affirmer son identité.

Une telle orientation est très dangereuse parce qu'elle prête le flanc — quand elle ne va pas au-devant — à la stratégie du capitalisme actuel. Celui-ci ne souhaite rien tant, en effet, que moderniser son système en étendant ses alliances de classes vers les couches salariées nouvelles, le cas échéant au détriment des branches et des couches sociales considérées comme archaïques et non compétitives, et surtout en creusant de manière irréversible le fossé entre socialistes et communistes.

Il appartient au CERES d'empêcher la remise en cause de la stratégie d'Epinais.

Bien entendu, la lutte contre l'orientation néo-travailliste ne doit pas nous rendre dupes des proclamations « marxistes » ou « révolutionnaires » lorsqu'elles ne s'accompagnent d'aucune pratique. Il faut aussi dénoncer et combattre les faux discours de gauche.

C'est la direction du parti tout entière qui n'a cessé, à partir de 1974, d'édulcorer le programme commun, qui a limité le champ des nationalisations et qui, en matière de désignation des dirigeants des entreprises nationalisées, a défendu des positions anti-autogestionnaires ; c'est une délégation représentative de la direction du parti tout entier qui a élaboré, en juin 1977, une plate-forme commune des partis européens dont le contenu se caractérisait par la collaboration de classes.

La lutte contre la collaboration de classes est aussi la lutte contre le double langage. A cet égard, la critique du rapport d'activité de la direction du parti doit être l'occasion d'une discussion dans tout le parti, où notre courant doit avancer ses positions.

La lutte contre le double langage nécessite de dépasser l'exégèse des textes. Il s'agit de mobiliser la masse des militants pour exiger que la direction du parti prenne des positions claires suivies d'actions, par exemple sur les interdits professionnels en R.F.A., sur l'Europe, sur l'impérialisme français au Tchad et au Zaïre, sur l'impérialisme américain en Iran.

Une ligne claire, cela signifie également REFUSER DE RENTRER DANS LE JEU DE L'« OUVRETTURE GISCARDIENNE » (qu'il s'agisse de la proportionnelle dans les grandes villes ou de l'Europe, par exemple à propos du système monétaire européen, ou de l'extension des pouvoirs de l'Assemblée de Strasbourg).

De même, nous devons être vigilants pour que les préalables mis à l'élargissement de la C.E.E. soient respectés, et pour que le P.S. utilise pleinement son autonomie politique, aussi bien à l'intérieur de l'Internationale socialiste que dans l'union du P.S., de la C.E.E. ou à l'Assemblée de Strasbourg.

La clarification politique au sein du P.S. constitue un préalable. Elle seule, en effet, peut lui permettre de jouer pleinement le rôle moteur qui lui revient dans LA RELANCE DE L'UNION.

## B. — LA RELANCE DE L'UNION DE LA GAUCHE.

Un rôle moteur incombe au parti socialiste. Depuis mars 1978, la crise d'identité du P.C.F. s'est considérablement aggravée. Entre sa stratégie affirmée : l'union de la gauche et son essence proclamée et vécue de seul « parti de la classe ouvrière », dépositaire unique à travers l'héritage du marxisme-léninisme de la conscience de classe révolutionnaire, le parti communiste doit maintenant choisir. Choix douloureux puisqu'il met en cause non seulement son passé historique et son rapport à l'U.R.S.S., mais sa conception du socialisme comme avènement de son propre pouvoir, censé représenter celui de la classe ouvrière.

Mais choix dont il dépend du parti socialiste, et de sa capacité à maintenir contre vents et marées la ligne d'Epinais, qu'il soit, en définitive, le choix de l'union.

Le repli sectaire par lequel le P.C.F. répond aujourd'hui à l'offensive anticommuniste n'est pas tenable longtemps. Outre qu'il fait le jeu de la droite dont il semble justifier les attaques, il interdit toute avancée au P.C.F. pour reconquérir le terrain perdu.

Le mot d'ordre d'union à la base n'a, par exemple, aucune réalité : le parti communiste continue à refuser, en effet, toute action commune dans les entreprises et sur le terrain des luttes.

C'est la raison pour laquelle le P.S. doit impérativement définir une ligne qui oblige le P.C.F. à modifier la sienne. L'existence du parti communiste est, dans la période historique actuelle, une donnée « incontournable » de la situation politique française. C'est-à-dire que l'union de la gauche doit rester la stratégie du parti socialiste. Tirer argument

de la rupture de 1977 pour faire admettre que le « P.S. parle désormais au nom de toute la gauche » et doit suivre une « stratégie d'indépendance et non d'alliance », comme l'écrit le professeur Touraine, c'est se placer sur une ligne politique qui conduit inévitablement, et quoi qu'on veuille, au retour de la troisième force.

Le rêve « néo-travailliste » de la marginalisation du P.C.F. pour construire, sur l'espace ainsi libéré, une « social-démocratie à la française » fait l'impasse sur la profondeur de l'implantation communiste dans notre pays, et sur les contradictions insurmontables qu'un tel projet, dans la crise actuelle, ne manquera pas de rencontrer.

Bien loin de réduire l'influence du P.C.F., une telle orientation « néo-travailliste », qui aboutirait à donner une teinte vaguement sociale au « libéralisme avancé », restituerait à un P.C. revigoré, mais stérile, une place accrue, peut-être, mais dans l'opposition.

C'est pourquoi on peut dire, dans la période historique actuelle, que l'orientation néo-travailliste dans le P.S. et l'orientation néostalinienne dans le P.C.F. sont objectivement solidaires. C'est donc en réduisant l'orientation néo-travailliste dans le P.S., et en approfondissant la ligne d'Epinais que nous redonnerons à l'union de la gauche toutes ses chances.

Cet approfondissement doit se réaliser à trois niveaux :

● AU PLAN IDEOLOGIQUE, le choix de l'autogestion n'implique nullement l'abandon de l'analyse « marxiste » du capitalisme et la notion de la lutte de classes, mais simplement, et sur cette base, LA RECONNAISSANCE DES CONTRADICTIONS DANS LA SOCIETE SOCIALISTE, et par conséquent la volonté de vouloir le résoudre démocratiquement par l'acceptation du pluralisme, la diffusion des responsabilités dans tout le corps social, et le développement du pouvoir des travailleurs dans les entreprises.

● AU PLAN DE LA LIGNE POLITIQUE, celui de l'économie et des nationalisations, comme celui de la politique étrangère et des solidarités extérieures, il s'agit de définir concrètement une stratégie de SORTIE DE CRISE, c'est-à-dire de RUPTURE AVEC LE CAPITALISME EN CRISE. Le P.S. devra associer, autant que possible, le P.C.F. à son projet de société socialiste autogestionnaire et à la définition des étapes de transition, sans exclure, mais au contraire en recherchant, à tous les niveaux, un dialogue sans complaisance. Il convient, dans les prochains mois, de définir des objectifs et des actions qui imposeront une mobilisation unitaire à tous les niveaux. Cette action politique de masse permettra de reconstruire peu à peu les conditions nécessaires à la conclusion d'un accord de gouvernement. Car s'il convient, dans les prochains mois, de définir en commun des objectifs et des actions mobilisant les deux partis, il doit être clair que la conclusion d'UN ACCORD DE GOUVERNEMENT nourri des luttes et des expériences populaires reste, à nos yeux, la condition de l'ouverture d'une transition démocratique au socialisme. La discussion avec le P.C.F., dans le cadre d'un accord de gouvernement, devra privilégier la recherche de solutions permettant de sortir de la crise, en liaison avec les organisations syndicales (avenir des branches industrielles, organisation des entreprises, extension des droits des travailleurs, conseils d'ateliers et de bureaux).

Bien entendu, le contenu de la ligne n'est pas indépendant du choix de la stratégie, et nous devons bien mesurer jusqu'à quel point un changement de ligne à l'intérieur du P.S. ne signifierait pas un changement de stratégie. De même, un accord sur la ligne politique implique-t-il un ACCORD SUR LE POUVOIR, dont il est clair qu'il devra refléter, le moment venu, la volonté des électeurs.

● Enfin, AU PLAN DE L'ACTION, le parti socialiste doit proposer inlassablement l'action commune sur tous les terrains, et notamment dans les entreprises pour placer le P.C.F. devant ses responsabilités. Faute que ses propositions soient acceptées, il lui

revient de développer sa capacité d'action autonome en soutenant et en impulsant les luttes porteuses de rupture avec la logique capitaliste actuelle (vivre et travailler au pays, nouvelle organisation du travail, refus du démantèlement industriel, luttes anti-impérialistes, luttes des femmes, luttes des jeunes).

Pour imposer un rapport de forces nouveau en faveur de l'union, le P.S. devra impulser la construction d'une véritable unité populaire, en recherchant une convergence entre les forces politiques et le mouvement social, de nouveaux rapports avec les syndicats, les associations et les diverses structures de luttes. Le P.S. aura pour tâche d'avancer des mots d'ordre précis et unifiants (trente-cinq heures, réduction de la hiérarchie des salaires, etc.).

Enfin, le moment venu, et si possible avant les échéances politiques décisives, le P.S. devrait provoquer la réunion d'« Etats généraux pour le socialisme » partout, notamment dans les entreprises. C'est ainsi que le P.S. exercera la plus forte pression pour amener le P.C.F. à sortir de son ghetto et revenir à la stratégie unitaire.

Au plan des municipalités, enfin, un bilan doit être fait de la pratique d'union. Celle-ci a impérativement besoin d'être approfondie pour que les conquêtes réalisées par l'union de la gauche dans les villes de plus de 30 000 habitants ne soient pas demain remises en question.

### C. — ANCRER LE PARTI DANS LES MASSES EN DONNANT UNE NOUVELLE DIMENSION A L'ACTION POLITIQUE.

La mondialisation du capitalisme et l'intégration de la société française par le marché mondial menace aujourd'hui, dans tous les secteurs du champ social, les acquis déjà limités de la démocratie bourgeoise. Partout se développent des formes de régulation sociale dont il n'est en rien exagéré de dire qu'elles sont virtuellement totalitaires. Pour le capital, gérer sa crise, c'est gérer le chômage de masse, qui divise les travailleurs et met en marge de la société, par centaines de milliers, des catégories sociales entières. Quels moyens prendre pour que l'exigence démocratique ainsi menacée de toutes parts acquiert la dimension politique qui permettra, demain, de déboucher sur la rupture ? Il s'agit de tirer les conséquences de la nécessité de développer, sur tous les terrains, « la lutte pour le contrôle », forme actuelle de la mise en cause de la division sociale du travail imposée par le capitalisme.

Les « quinze thèses sur l'autogestion », adoptées par le parti en 1975, ont bien précisé la portée de la « lutte pour le contrôle ». A la différence de l'« expérimentation sociale », qui atomise et ne s'insère pas dans une lutte politique globale, la lutte pour le contrôle n'a de sens que par rapport au projet politique de transition au socialisme.

La lutte pour le contrôle est une stratégie unifiante qui vise à une remise en cause fondamentale de la société et de ses finalités. Elle implique, par conséquent, la conquête du pouvoir politique. Les positions de pouvoir conquises par les travailleurs dans l'entreprise et par les citoyens dans la vie sociale constituent un renforcement des positions de classe, fragiles parce que non consolidables sans un renversement global du rapport des forces. Ces conquêtes peuvent cependant être aussi, et en même temps, l'apprentissage d'un nouveau pouvoir, de nouvelles relations de pouvoir.

Il s'agit donc d'une véritable stratégie pédagogique, que seul un parti assuré de sa ligne politique peut mener à bien en explicitant ses orientations à partir du vécu quotidien des travailleurs.

Nous devons épouser le terrain et ne pas donner des mots d'ordre qui ne trouveraient pas l'oreille des travailleurs.

Il appartient au parti de privilégier les luttes dans la production, en constant dialogue avec les travailleurs et en permanente

liaison avec le projet politique de la rupture et de la transition au socialisme. Il s'agit de faire en sorte que, par ce dialogue constamment maintenu, la rupture devienne la conséquence des luttes, exprimant à tous les niveaux la puissance de l'exigence démocratique.

#### 1) Les luttes pour le contrôle dans les entreprises.

Ces luttes se déroulent dans un contexte difficile du fait de la division de la gauche, qui se prolonge au niveau syndical, de la brutalité de l'offensive patronale et de l'hétérogénéité nouvelle du monde du travail.

Les conflits les plus significatifs concernent des luttes de survie, où l'ensemble des travailleurs d'entreprises menacées de disparition se battent, non seulement pour leur emploi, mais plus largement pour le maintien de l'activité économique d'une ville ou d'une région.

Des conflits de même type sont appelés à se multiplier dans le secteur public, avec la liquidation systématique de personnels non statutaires (P.T.T., éducation nationale). Enfin, des conflits ponctuels, mais durs, éclatent dans des secteurs où les travailleurs sont relativement protégés, avec, pour objet, les conditions de travail ou les salaires.

Le rôle du parti consiste à prendre et à faire prendre en compte ces luttes par les organisations représentatives, en élaborant une véritable plate-forme politique qui donne leur sens à ces luttes, fixe les objectifs concrets pour la période actuelle, et mette en avant l'exigence de l'unité.

##### a) Le sens politique des luttes :

Il s'agit de partir des objectifs immédiats pris en compte par les syndicats pour proposer des objectifs politiques unifiants ;

Par exemple, relier une lutte contre les licenciements, ou une fermeture d'usine à la lutte contre la mise en place de la nouvelle division capitaliste du travail.

##### b) Les objectifs concrets dans la période actuelle :

#### ● Priorité aux luttes pour l'emploi et contre les licenciements.

L'emploi n'est pas négociable avec le système. Partout doit être mis en avant le mot d'ordre des trente-cinq heures sans diminution de salaires. Partout il faut s'opposer au démantèlement de l'appareil industriel national, régional et local en avançant des propositions de relance liées à un projet global et alternatif :

— Refus du démantèlement du secteur public ;

— Soutien aux luttes sur le pouvoir d'achat, avec réduction de l'éventail hiérarchique ;

— Revendications ayant pour but d'améliorer le rapport de forces dans l'entreprise : droit à l'information, nouvelle organisation du travail, droits syndicaux et politiques dans l'entreprise, constitution de comités de travailleurs dans l'atelier, le bureau, le service ;

— Lutte contre l'extension du travail hors statuts (interimaires, vacataires). Le mot d'ordre suivant pourrait être proposé : « Pas de travailleurs sans protection ! »

##### c) La recherche de l'unité :

Partout où les luttes se développent, les socialistes devront proposer l'unité d'action politique et syndicale sur la base de la plate-forme politique de luttes mentionnée ci-dessus, de manière à dégager les bases politiques claires d'une union retrouvée.

C'est dans cette perspective que pourraient être réunis les « états généraux pour la démocratie et le socialisme ».

#### 2) La lutte des femmes.

Les luttes des femmes qui se développent depuis une décennie se déploient de plus en plus sur tous les terrains de la lutte sociale. Ces luttes rassemblent des femmes d'origines et de situations sociales différentes : travailleuses salariées, chômeuses, femmes au foyer, jeunes, lycéennes, étudiantes, etc. Les luttes des femmes recèlent un potentiel de changement fondamental, ce qui explique qu'elles soient aussi un

des enjeux les plus décisifs de notre temps. La crise du capitalisme met en relief le lien qui existe entre la logique du profit, la subordination des femmes dans la société, leur surexploitation dans la production et leur relégation dans l'armée de réserve du capital. Les femmes sont, aujourd'hui, les premières frappées par le chômage. Le système essaie de récupérer les femmes en essayant d'en faire le noyau de production et de véhiculation de ses nouveaux modèles culturels. Les socialistes doivent mettre en lumière le lien profond qui existe entre la logique du profit et l'impossibilité ou la très grande difficulté que rencontrent les femmes pour exercer leur droit au travail. Ils doivent montrer comment les exigences concernant le cadre de vie et tous les aspects du mode de vie en général posent le problème de la consommation capitaliste, alibi général de l'acquiescement ou de la résignation à l'ordre établi. Ils doivent montrer aussi comment le problème du viol est lié à une situation intolérable qui fait des femmes des objets sexuels et exprime en dernière analyse une misère sexuelle développée par l'exploitation capitaliste et l'oppression patriarcale. La lutte antipatriarcale des femmes doit être reliée à la lutte anticapitaliste. Dans la perspective du contrôle des travailleuses et des travailleurs salariés, de l'autogestion, le socialisme autogestionnaire inclut le féminisme comme l'un des moteurs principaux de la transformation des rapports sociaux anti-hiérarchiques. Le féminisme n'est ni un catalogue de revendications catégorielles ni une « expérimentation sociale ». Il constitue, avec le contrôle des travailleuses et des travailleurs, une dimension de la transformation anticapitaliste et anti-hiérarchique de la société.

Le projet socialiste doit être conçu comme un projet global de transformation de société, commun aux hommes et aux femmes.

C'est parce que les femmes sont les plus exploitées et les plus aliénées par la société actuelle qu'elles doivent jouer un rôle essentiel dans le surgissement d'un nouveau modèle de société mettant l'accent sur l'égalité face au pouvoir, dans la famille, le travail, l'école, les loisirs.

Le P.S. doit mettre un terme à la perpétuation des rôles hommes femmes jusque dans ses propres rangs pour conquérir à la gauche l'hégémonie idéologique dans la société.

Les mots d'ordre prioritaires, en ce qui concerne les luttes des femmes, pourraient être : le droit à l'emploi, au travail qualifié, à l'égalité du salaire, à la formation.

— Le refus du travail à temps partiel et du salaire d'appoint du « salaire maternel », du rôle de la femme au foyer.

— La dénonciation de l'idée de nature féminine.

— La revendication d'une sexualité épanouie (information sur la contraception, lutte contre le viol, droit à l'avortement libre et remboursé y compris pour les mineurs et les immigrés).

Le développement de ces mots d'ordre implique bien évidemment que le parti socialiste mette à jour les problèmes de société posés par la revendication d'égalité de la femme : organisation actuelle de la famille, besoins en équipements sociaux, etc.

#### 3) La lutte de la jeunesse.

Sa place dans la société, sa non-intégration au système de production, le fait qu'elle soit touchée particulièrement par la crise des institutions, comme la famille ou l'école (crise provoquée par la restructuration du système capitaliste), font de la jeunesse un milieu spécifique et dominé dans tous les domaines de la vie sociale. De cette situation, découle dans la jeunesse une exigence démocratique particulièrement vive.

La jeunesse représente un enjeu important pour la bourgeoisie et pour les socialistes.

Pour la bourgeoisie, parce qu'elle tente de récupérer la contestation par la jeunesse des institutions traditionnelles en l'orien-

tant dans le sens de ses propres objectifs : recherche d'une alliance de classes « moderniste » et lutte idéologique contre « l'archaïsme » de la gauche.

Pour les socialistes, parce que les luttes de la jeunesse sont une mise en question de certains rapports sociaux, et qu'il s'agit de lier ces luttes à une perspective globale de transformation de la société.

Pour cela, la construction d'un puissant mouvement de la jeunesse socialiste, dont les adhérents puissent élire librement leurs responsables, capable de prendre en compte la diversité des aspirations et des luttes de la jeunesse, doit être un de ses objectifs prioritaires.

Il est clair aussi que le M.J.S. ne retrouvera une force véritable que sur une ligne claire et cohérente, capable d'attirer les jeunes au sein d'une organisation démocratique.

#### 4) La lutte des travailleurs immigrés.

Depuis toujours, le capitalisme s'est servi des travailleurs immigrés comme d'une masse de manœuvre malléable, vouée à toutes les contraintes, jouant dans la production un rôle de régulateur en fonction des besoins économiques.

Exploités économiques, voués à la vindicte raciste, ils sont aussi ceux contre qui le capitalisme essaiera de faire se retourner la classe ouvrière, en maintenant et en exploitant les ségrégations ethniques, sociales, culturelles et familiales.

N'étant pas partie prenante du combat électoral, ils sont souvent délaissés dans le combat politique. Le poids important qu'ils prennent dans la production, leur participation de plus en plus grande dans l'action syndicale, et dans les luttes de tous les jours, leur confèrent un rôle de plus en plus important et déterminant.

La lutte pour l'égalité des droits de tous les travailleurs est inséparable des luttes pour les libertés, de la lutte contre l'impérialisme et contre la division internationale du travail. Dans cet esprit, la lutte que le P.S. saura mener avec l'ensemble des travailleurs (Français et immigrés) sera déterminante dans la période actuelle. Il ne suffit pas d'être internationaliste à l'extérieur, il faut aussi savoir l'être à l'intérieur et notamment dans l'action anticapitaliste menée par tous les travailleurs.

#### 5) La lutte pour le contrôle du cadre de vie.

« Avec l'extension des villes, de nombreux problèmes se posent de façon intense : banlieues dortoirs, allongement des temps de transport, pourrissement des centres-villes, aspirations des citoyens à s'occuper de leur cadre de vie. Des solutions ont été proposées par la gauche ; transformation des règles de la propriété foncière, urbanisme nouveau rapprochant domicile et travail, évitant la ségrégation sociale et multipliant les logements sociaux et les équipements publics, tentatives de participation des populations aux décisions (commissions extra-municipales, information et discussion collective à propos de l'établissement du budget municipal ou de l'implantation d'un équipement, comités de quartier). Ces initiatives ont certainement contribué à la victoire de la gauche aux municipales de 1977.

« Mais, quelque fécondes que soient les expériences et les luttes urbaines, tant du point de vue pratique que pédagogique, il faut convenir de leurs limites actuelles, l'Etat capitaliste continuant à assurer sa domination sur la vie municipale. C'est pourquoi la lutte pour le cadre de vie constitue un des volets de la lutte pour le contrôle et doit se relier étroitement à la lutte pour l'emploi, à la lutte pour l'information et à la lutte pour les conditions de travail. »

Le cadre de vie peut être un thème récupérateur pour un pouvoir capitaliste qui souhaite dépasser les « clivages traditionnels » pour retrouver de nouveaux consensus.

Face à ce problème, la tentation à gauche peut être de conférer aux luttes qui s'y mènent un statut trop « secondaire », interdisant d'évaluer correctement leur articulation avec le capitalisme.

Il faut être présent dans ces luttes, à condition d'en faire toujours une analyse de classes pour en montrer le lien avec l'environnement capitaliste. Par exemple, une lutte sur les loyers doit déboucher sur le problème des profits des groupes immobiliers. Qu'elles concernent l'habitat, les équipements collectifs, les transports, l'école, la consommation, la santé ou les loisirs, ces luttes sont souvent porteuses de contradictions avec le système qu'ils nous appartient de mettre en valeur.

L'action des municipalités de gauche et la présence active des militants dans la vie associative sont le support du développement de ces luttes qu'il appartient aux socialistes, élus ou militants d'association, de relier constamment à une lutte plus globale pour un changement de société.

#### 6) Les luttes agricoles.

La politique actuelle entraîne la disparition d'un certain nombre important d'entreprises agricoles et, par contrecoup, l'anémie des régions entières.

De nombreux militants agriculteurs se retrouvent aujourd'hui au parti socialiste. En s'appuyant sur eux, il est possible de donner aux luttes agricoles toute leur portée anticapitaliste.

Une politique de relance passe par l'organisation des marchés par produits, la garantie des revenus dans la limite d'un quantum, une planification démocratique et décentralisée appuyée sur des institutions régionales de crédit et entraînant la transformation sur place de la production agricole, la suppression des montants compensatoires qui privilégient indirectement certaines productions chez nos partenaires européens, etc.

Dans beaucoup de régions, les luttes pour l'emploi (« Vivre, travailler, décider au pays ») sont liées aux luttes des travailleurs de la terre. Le parti socialiste doit saisir cette occasion d'élargir et d'approfondir le front de classes pour le socialisme.

#### 7) Les luttes régionales.

La ligne que nous défendons peut, seule, donner naissance à une forme d'organisation de la société, dans laquelle l'autonomie des régions ne se réduira pas, à une fausse décentralisation, celle-ci, en effet, apparaît trop souvent comme un supplément d'âme qui couvre des projets politiques différents.

À droite, la satellisation de la France dans une Europe dominée par le mark et le dollar implique une dilution de la souveraineté nationale. La décentralisation peut dans ce contexte servir de prétexte pour donner les meilleures chances de réussite aux stratégies des multinationales. Cette stratégie ne peut qu'accentuer le chômage, l'exode, la sous-industrialisation, la spéculation foncière, la militarisation des terres et le démantèlement de l'agriculture.

À gauche, opposer à la tradition jacobine d'hier l'« autogestion régionale » pour demain ne répond pas aux problèmes de l'heure. Lorsqu'on se contente de proposer un édifice institutionnel, juridique, législatif et fiscal de remplacement sans aucune référence à une stratégie globale de rupture, on ne fait que perpétuer les faux clivages et la désunion du mouvement ouvrier. Or, sur le plan des luttes régionales, aujourd'hui, ces divergences n'existent pas. Au contraire, le mot d'ordre « Vivre, travailler, décider au pays » permet de cimenter les contours d'un front de classe dans lequel la gauche peut enraciner son unité. Exiger du pouvoir le droit de « travailler au pays » n'est pas une revendication chauvine, c'est la volonté de s'opposer au gaspillage capitaliste de la terre, des hommes, de notre patrimoine culturel régional. Il s'agit, à travers ce mot d'ordre, de globaliser les luttes pour la défense de l'emploi, de s'opposer à l'exode de la jeunesse, au démantèlement d'une agriculture coopérative et familiale, à la destruction de

l'espace régional. Dans les régions du bassin méditerranéen à dominante agricole, les luttes sont le prolongement sur le terrain des préalables que notre parti a mis à l'élargissement de la C.E.E. à l'Espagne, à la Grèce et au Portugal.

Associer VIVRE au pays et DECIDER au pays est l'occasion de réaffirmer avec force que, le pouvoir capitaliste ne se partageant pas, il n'y a pas de solution partielle au problème régional. « Décider au pays » est un mot d'ordre qui brise cette séparation arbitraire entre le politique, l'économique, le culturel... Cette exigence est porteuse d'identités qui sont faites aussi d'une langue, d'une histoire, d'une unité de mœurs et d'une tradition de lutte. Autant de revendications que le capitalisme rejette à sa périphérie. Autant de terrains de luttes qui, aujourd'hui, doivent être l'occasion de rassembler, d'unifier, de clarifier. C'est de cette épreuve qui sortira le socialisme autogestionnaire.

La reconquête d'identités régionales ne se fera pas par décret, elle sera le produit vivant de deux mouvements qui ne sont contradictoires qu'en apparence : celui intégrant des mesures telles que les nationalisations et la planification, et le mouvement social, dont les luttes régionales et la conquête de leurs droits par les travailleurs doivent être les moteurs.

#### 8) Luttes pour les libertés.

Le capitalisme multinational se méfie de la démocratie. Défendre les libertés traditionnelles, permettre l'émergence de droits nouveaux, assurer la démocratisation de l'information, défendre les droits de l'homme partout où ils sont bafoués (et pas seulement en U.R.S.S.) et sous notre propre drapeau, tels sont les axes principaux d'un combat qui est partie intégrante de la lutte pour le socialisme : la limitation des libertés — que ce soit le système — a toujours ses racines dans la réalité sociale ; de l'accaparement des richesses et du pouvoir par une minorité qui entend maintenir à tout prix ses privilèges.

L'exigence démocratique consiste aujourd'hui à relever par pans entiers l'édifice démocratique libéral sapé par les classes dirigeantes. Les libertés « formelles » restituées à la population seront autant de moyens de contrôle entre ses mains : égalité devant la justice, *habeas corpus*, protection de l'intégrité corporelle (moyennant en particulier une formation des droits de l'homme dispensée aux détenteurs de l'autorité publique). Abolition des statuts discriminatoires (étrangers, soldats, minorités sexuelles). Respect de la séparation des pouvoirs.

Ma' rompre avec le passé, ce sera aussi mettre fin au secret administratif et reconnaître le fait associatif.

Défendre les libertés aujourd'hui, c'est aussi répondre au discours du pouvoir sur la « sécurité ».

Prerant prétexte du sentiment d'insécurité engendré par la crise, le pouvoir se pose en défenseur des personnes et des biens contre la menace des fractions mal stabilisées de la population, du terrorisme international, ou plus simplement de l'union de la gauche.

Pour parvenir à l'existence d'un consensus de la part d'une population, pour restreindre la démocratie et les libertés, la manipulation des faits le dispute à l'offensive menée par les médias sur des thèmes tels que ceux de la drogue, de la violence, du vol ou de la légitime défense. Le résultat en est connu : il consiste à marginaliser ceux qui le sont déjà par la crise (jeunes, chômeurs, femmes, vieux, etc.), avec le concours conscient ou inconscient des fractions réputées stables de la classe ouvrière.

C'est alors que peuvent être prises les mesures nécessaires pour organiser un bon contrôle social, sous le prétexte d'assurer la sécurité : fichage informatique, mise à néant de la réforme pénitentiaire, maintien de la peine de mort, espace juridique européen, etc.

# Franchir une nouvelle étape

Démontrer ce discours n'est pas simple, et si l'on peut aisément, à condition que l'on en ait le courage, dénoncer les effets, il faut beaucoup plus d'effort pour démontrer à la population qu'on la trompe : statistiques officielles truquées, inadéquation de l'appareil répressif d'Etat à enrayer le phénomène délinquant ; la bataille est inégale et les efforts déployés doivent être à la hauteur de l'enjeu.

Enfin, la lutte pour les libertés implique en France la mise en place d'un statut de l'exilé et partout dans le monde une solidarité agissante face aux atteintes portées par l'impérialisme ou par les régimes dits socialistes.

## 9) La lutte pour une nouvelle culture.

La lutte pour une nouvelle culture consiste d'abord à rendre manifeste le caractère de classe de l'ancienne. L'impact niveleur de la culture de masse capitaliste ne s'oppose pas mais renforce, au contraire, le caractère élitiste de la « culture noble » : en faisant consommer aux masses les images et les idées qui meublent leur délassément, il s'agit de leur inculquer l'admiration d'un système de valeurs qu'elles ne comprennent pas, exacte réplique de la hiérarchie sociale.

Les socialistes doivent éviter dans leur pratique deux formes d'obscurantisme. Donner au peuple les moyens de s'exprimer librement, c'est lui permettre de les prendre, parfois de les créer. Cela ne se confond ni avec une redistribution autoritaire de moyens culturels, d'objets proposés à l'admiration, ni avec un vandalisme idéologique qui déracinerait le peuple de sa propre histoire.

A cet égard, les luttes des peuples minoritaires, leur combat sur le front culturel et linguistique, ainsi que celui qu'ils mènent pour la maîtrise des bases économiques de leurs ressources, sont, en fait, un combat pour un autre mode de vie qui met en lumière, à travers la revendication du droit à l'identité, le centralisme et l'uniformisation qu'impose le système en place. Nous devons lier une analyse correcte des luttes qui se développent au niveau des régions, des peuples, des minorités, à une stratégie de rupture adaptée aux réalités locales. Ces luttes, parfois extrêmement ambiguës, recèlent une capacité de rupture dans la mesure où elles expriment le rejet des effets réciproques de la centralisation et de l'exploitation capitalistes.

La lutte pour une nouvelle culture accompagne la lutte politique pour le socialisme, il ne faut, en aucun cas, la prendre pour une politique de la culture dont le capitalisme aujourd'hui commande nécessairement toutes les avenues. Cela ne signifie pas, bien sûr, que des municipalités de gauche, dans le champ limité imparti à leur action, ne peuvent faire mieux et peut-être un peu autrement que des municipalités de droite. Mais cela veut dire qu'elles doivent se garder de l'illusion qu'elles auraient les moyens de développer une autre culture, irrécupérable pour l'ordre établi, en dehors ou par anticipation du mouvement d'ensemble de la lutte des classes.

Le rôle essentiel de la culture devra consister à permettre les communication, les échanges entre les individus. La culture traduit les mouvements de la vie quotidienne et permet que s'élabore une conscience de classe dans la lutte contre l'exploitation. Placer le combat pour la culture sur le seul terrain des arts et des lettres serait entretenir le mythe développé par la bourgeoisie d'une séparation entre le monde du travail, le foyer ménager et celui de la culture.

La culture se trouve au centre de l'action de transformation de la société. La lutte contre la division entre travail manuel et travail intellectuel, travail au foyer et travail actif, doit favoriser une nouvelle culture qui ne peut être que l'expression de la liberté enfin rendue possible pour toutes les femmes et tous les hommes, exprimant ainsi la réconciliation du temps de vivre et du travail créateur, de la vie privée et de la vie politique et sociale.

A. Beneteau (Comité directeur), J.-P. Almaric, G. Balard, M.-F. Barthet, J. Béruit, F. Boulbès, M. Castéran (secrétaire fédérale), L. et M. Dupuis, M. Edelson, A. Fillola, P. Galy, M. Gazeau, P. Guyot, C. Joecker, P. Junyent,

G. Laborie, Y. Labrousse, P. Laporte, M. Loubet, J. Mauvezin, C. et J.-M. Pailler, A. et M. Pintureau, M. Pouget, G. Roynal (conseillère générale), J.-L. Reignoux, J.-L. Robert.

## A problèmes nouveaux, réponses nouvelles

La période préparatoire à un congrès national est toujours importante. Celle qui s'ouvre maintenant pour le congrès de Metz est sans doute décisive car elle concerne l'avenir du socialisme pour de nombreuses années. Un événement grave s'est en effet produit le 19 mars 1978 : la gauche désunie a été battue. Profitant de sa victoire, le gouvernement brûle les étapes pour que le pays s'adapte à une nouvelle distribution internationale des forces du capitalisme, à une nouvelle division du travail sur notre planète. Les travailleurs paient très cher cette marche forcée dont le déroulement aurait pu être bloqué si le parti communiste n'avait choisi délibérément de casser l'union de la gauche. C'est pour cela que, si les mêmes objectifs doivent être inlassablement poursuivis — en particulier l'union des forces populaires traduite par une union politique des forces de gauche — ils ne peuvent plus être atteints par les mêmes chemins que ceux du programme commun de juin 1972.

Au cours des trois prochains mois, un débat démocratique doit permettre aux militants du parti socialiste et aussi à tous ceux qui n'y sont pas, mais qui attendent du socialisme les réponses aux questions qu'ils se posent, de savoir où nous en sommes. Nous ne serions pas à la hauteur de nos responsabilités si nous nous abritons derrière de vagues déclarations de circonstance, ou si encore nous regardions vers le passé.

Dans la foulée d'Epinais, et après la grande campagne de mai 1974, le parti a poursuivi son effort de rassemblement de tous les socialistes en organisant les assises du socialisme. De même, pour inscrire dans ses textes le fruit d'une réflexion venue aussi bien de ses militants que d'autres groupes, il a tenu une convention nationale sur l'autogestion.

Depuis l'échec des législatives, il semble que le parti socialiste soit frappé de paralysie, incapable des initiatives que réclame la situation. Tout se passe comme si l'on voulait remonter dans le temps et s'accrocher à la « ligne d'Epinais » comme à une bouée de sauvetage.

Il ne s'agit pas d'abandonner les grands objectifs d'Epinais, bien au contraire. Epinais ne fut pas un point de départ, un point zéro. Dans la longue recherche d'unité des forces populaires ébranlées par les guerres coloniales et la IV<sup>e</sup> République finissant, Epinais fut une étape, un moment privilégié où fut rappelé et mis en œuvre ce qui aurait dû toujours être la stratégie des forces de gauche. La construction de l'union, la rupture avec le capitalisme, restent aujourd'hui nos objectifs, mais nous ne pouvons répondre dans les mêmes termes qu'en 1971-1972.

● Comment pouvons-nous définir en ce début 1979 les étapes, les mesures qui permettront de combattre le système capitaliste tant dans le domaine économique qu'idéologique ?

● L'union de la gauche, la rupture avec le capitalisme, oui, mais comment ? Par quoi remplacer le programme commun ?

Bien peu de choses ont été dites sur ces questions depuis les élections législatives. C'est une nécessité vitale pour le parti que d'y répondre à son prochain congrès. Le débat doit s'engager le plus largement possible, sans faiblesse ni complaisance.

Nous sommes un bon nombre, en Haute-Garonne, à vouloir participer à ce travail collectif : il n'est pas de bonne méthode d'attendre toujours des autres la marche à suivre. Notre initiative ne s'explique pourtant pas seulement par cela. Depuis le congrès de Nantes et la mise en place des organismes fédéraux, la vie du parti socialiste en Haute-Garonne n'est qu'une suite de conflits internes bloquant toute possibilité d'actions efficaces. Les pesanteurs historiques liées aux « clientèles » de grands féodaux y sont plus déterminantes que toute réflexion politique. Les alliances se font et se défont sans aucun autre but que d'assurer une situation ou de préparer une succession. De cela nous ne voulons plus. Nous ne voulons plus également de ce faux souci unitaire qui tend à présenter tout débat comme facteur de division.

Dans notre fédération, comme dans l'ensemble du parti, des camarades ont choisi depuis plusieurs mois de construire une nouvelle majorité dont nous serions exclus. Par notre contribution, nous entendons proposer aux militantes une autre réflexion ainsi qu'une démarche, fondée sur une pratique militante différente.

## Sommaire

### I. QUEL PARTI SOCIALISTE ?

### II. RUPTURES.

### III. LES MOYENS DE LA TRANSITION.

### IV. UN AUTRE TYPE DE DEVELOPPEMENT.

### V. PROBLEMES REGIONAUX ET INTERNATIONAUX.

## I. — Pour l'union des forces populaires, le front de classe, l'autogestion : quel parti socialiste ?

Seule une stratégie autogestionnaire appuyée sur le front de classe et recherchant l'union des forces populaires permettra de rompre autrement qu'en mots avec l'actuelle société capitaliste. A quelles conditions ?

## L'UNION, AUJOURD'HUI

L'union de la gauche, aujourd'hui, est plus que jamais une nécessité sociale et politique, et le réflexe unitaire des électeurs de gauche le démontre partiellement après partielle. Mais il n'est plus possible d'en parler comme si rien ne s'était passé depuis septembre 1977. Il n'est pas possible d'ignorer la surenchère nationaliste du P.C., qui le pousse actuellement à une « alliance objective » avec le R.P.R. et l'éloigne de l'union de la gauche. Dire cela, constater les faits et chercher lucidement les solutions, ce n'est pas nuire à l'union, au contraire.

De toute manière, on n'en reviendra pas à un accord gouvernemental entre partis qui repose uniquement sur des négociations d'état-major. Les accords souhaitables devront être portés par un mouvement, par une dynamique unitaire de l'ensemble des forces sociales, syndicales et culturelles. Cela exige que le P.S. approfondisse son identité, son projet autogestionnaire, ses propositions économiques et sociales. Cela exige aussi des formes d'action favorisant la convergence de tous ceux qui luttent chaque jour dans leur quartier, dans leur entreprise, pour « changer la vie ».

Seule cette union des forces populaires permettra l'intervention active et consciente des travailleurs, des citoyens, dans le processus de transformation — de rupture démocratique avec le capitalisme. Seule cette intervention populaire peut, si les socialistes s'y engagent pleinement, inciter le P.C. à revenir à l'union.

Cela suppose dès maintenant :

— Un élargissement et un approfondissement du front de classe ;

— Une modification de nos « habitudes militantes ».

### LE FRONT DE CLASSE

Nous en avons souvent une représentation et une pratique figées, archaïques, alors qu'elles devraient être dynamiques : le front de classe n'est pas tout fait, déjà là, commodément à notre disposition. Il est sans cesse à construire et à élargir.

Le front de classe, ce n'est pas le regroupement des ouvriers et des masses populaires sous la conduite éclairée de quelques théoriciens ou bureaucrates qui posséderaient les clefs de l'avenir. Ce n'est pas non plus un simple rassemblement des mécontents que ne viendrait souder aucun projet politique.

Dans le front de classe, nous devons chercher à englober non seulement tous les exploités (de par leur situation économique et sociale), mais tous ceux qui subissent les effets de domination et d'aliénation produits par le capitalisme. Ceux-là, par les préoccupations propres à leur âge, à leur sexe ou à leur fonction, par leur lutte et leur volonté de changement, ont quelque chose à apporter à la construction du socialisme entendu comme œuvre consciente, collective et pluraliste.

Or, dans la pratique, combien de gens dans ce cas laissons-nous en marge de notre action et de notre réflexion !

● Les FEMMES, doublement exploitées, ou plutôt dominées, « aliénées » en tant que femmes, exploitées en tant que travailleuses. Autrefois complètement écartées de la vie politique, elles sont aujourd'hui admises parmi nous — du moins dans les mots, car, dans les faits, la tentation est grande de s'en servir comme caution, voire comme potiches. Or, depuis quelques années, des femmes, hors des partis traditionnels, ont su mener des luttes plus ou moins dispersées, mais concrètes et souvent efficaces, contre les conséquences de notre système capitaliste et patriarcal. Reconnaître à ces femmes leur place dans le front de classe, c'est d'abord respecter leur droit à l'égalité dans la différence, admettre le caractère particulier de leurs problèmes et de leur action, y compris à l'intérieur du parti, et les considérer comme sujets politiques à part entière.

● Les JEUNES : eux aussi subissent souvent durement la double condition due

à l'âge et au travail (ou au chômage !). Le problème n'est pas, comme le croient trop de dirigeants, de les « contrôler », de les « tenir en main », par crainte de leurs tendances naturelles à la « déviation ». Ce qu'il faut, au contraire, c'est leur permettre de s'exprimer : de s'exprimer dans leur langage, à partir de leurs préoccupations propres. Aujourd'hui, le choix est clair : ou bien on « prend des risques », on laisse au M.J.S. le maximum d'autonomie, et il a une chance de « redémarrer ». Ou bien il n'y aura demain pratiquement plus de jeunes socialistes : ils sont déjà si peu...

● Citons encore trois catégories bien différentes, mais que leur situation rend objectivement solidaires du combat socialiste : les petits AGRICULTEURS, de plus en plus victimes du manque de terre et de l'endettement. Peut-on dire que le P.S. prenne vraiment en charge leurs problèmes ? Nous ne le pensons pas, et cela, ni sur le plan national (que ferons-nous du projet d'offices fonciers ?) ni même dans un département agricole comme la Haute-Garonne. — Les CADRES, techniciens et salariés du « tertiaire » : sans doute moins exploités que d'autres (mais si menacés par le chômage...), ils ressentent la contradiction entre leur compétence et leur absence quasi totale de maîtrise sur leur travail et sur ses buts. Leur proposerons-nous, sans privilège, les responsabilités auxquelles ils aspirent ? — Les TRAVAILLEURS IMMIGRÉS : oserons-nous leur parler de front de classe, tant que nous n'aurons pas agi dans les faits pour les tirer de leur ghetto ?

En un mot, élargir le front de classe demande une adaptation de notre langage, non pour juxtaposer les démagogues catégorielles, mais pour aider chacun à s'intégrer à une démarche commune en lui accordant ce qu'il demande légitimement : aux femmes, la pleine reconnaissance ; aux immigrés, la solidarité ; aux cadres et techniciens, la participation ; aux agriculteurs, les moyens de survivre ; aux jeunes, l'autonomie...

### LA FIN DES FANTASSINS

Trop souvent, le militant est vu par les responsables — et se voit lui-même — comme le simple agent de diffusion de « la doctrine » et des « consignes » venues d'en haut : collage d'affiches, distribution de tracts, vente de journaux, résumé bien cette conception commune à la « social-démocratie » et au léninisme. Conception « militaire », où le fantassin sort des tranchées à l'approche de la bataille électorale ou du « grand soir » révolutionnaire.

Cette pratique est à dépasser par une véritable prise en charge de notre action politique : le militantisme d'hommes et de femmes qui ont la conscience et la volonté d'être dès maintenant les acteurs directs de la transformation de leur milieu de travail et de vie.

Union des forces populaires, front de classe, pratique militante autogestionnaire : le parti d'aujourd'hui est-il à la hauteur de ces objectifs ?

### LE PARTI : IDEAL ET REALITE

Il est cruel de comparer ce que nous prétendons être, ce que nous voulons faire, avec nos moyens réels. Esquignons cette comparaison, en formulant pour chaque domaine des propositions qui visent à combler le fossé entre idéal et réalité.

Nous sommes, nous voulons être le « PREMIER PARTI DE FRANCE ». Sept millions d'électeurs ! Mais cent quatre-vingt mille adhérents... et combien de militants actifs ? Notre puissance militante, notre capacité d'organisation et de mobilisation, ne sont pas à la hauteur de nos succès électoraux. Nos campagnes de recrutement ne « passent » visiblement pas.

L'opinion française, même de gauche, a toujours eu une méfiance envers l'« embrièvement » dans les partis. Méfiance accrue depuis l'échec de mars et les déchirements des états-majors. Pour vaincre cette

méfiance, il serait nécessaire de pratiquer l'ouverture sur tous les fronts. Ouverture des réunions aux sympathisants qui répugnent à « prendre la carte » comme un « chèque en blanc ». Ouverture des meetings aux représentants des travailleurs en lutte, etc. L'ouverture, ce pourrait être notre mot d'ordre dans bien des domaines : presse, relations avec les associations, monde ouvrier, socialistes étrangers. L'ouverture passe enfin par une nouvelle organisation de notre travail militant. Nous reviendrons sur tous ces points.

Nous sommes, nous voulons être un PARTI PLURALISTE, A L'ECOUTE des besoins de la population, PRESENT sur tous les fronts de la vie sociale et culturelle.

Avons-nous réfléchi à notre attitude envers la presse, envers ces mass media tour à tour courtisés et vilipendés, selon l'orientation d'un éditorial, la couleur d'un sondage ou l'accent d'une tribune libre ? Un quotidien officiel, réplique socialiste de l'Humanité, est-il le moyen idéal de communication entre socialistes ? Il faudrait au moins réfléchir aux risques de l'opération : financiers (énormes), mais surtout politiques : le message quotidien transmis au militant qui rediffuse à son tour (voir plus haut)... Il faudrait aussi une réflexion de fond sur l'extraordinaire outil de communication, enraciné dans les réalités locales, que peuvent dès aujourd'hui représenter les hebdomadaires socialistes départementaux.

Autre exemple : les rapports avec les associations. Deux conceptions coexistent sur ce point dans notre parti. L'une, clientéliste, se rappelle opportunément leur existence à la veille de chaque élection. L'autre, plus « léniniste », ne rêve que « noyautage ». Des socialistes autogestionnaires devraient simplement être dans ces associations, sans privilèges. Le parti aidera ces groupements, en ouvrant sa presse (locale notamment) à leurs tribunes libres, et en les invitant régulièrement à des forums et colloques décentralisés.

Nous sommes, nous voulons être un PARTI OUVRIER, et nous reprochons fort justement au P.C. sa prétention de représenter à lui seul les travailleurs de la production. Mais quelle est la part, dans le budget national du P.S., et dans beaucoup de budgets fédéraux, consacrée aux groupes et sections d'entreprise ? Combien d'ouvriers dans les instances du parti, au Parlement, dans les conseils généraux et municipaux ?

Pour parvenir à une réelle « crédibilité ouvrière », il faut bien sûr une transformation des mentalités, toujours lente et difficile, il faut « déconditionner » peu à peu une base populaire qui, entre un militant ouvrier et un actuel ou un futur notable, considère spontanément le second comme un leader « naturel ». Il faut aussi donner aux travailleurs de la production des facilités leur permettant d'exercer des responsabilités ; mettre d'urgence à l'ordre du jour le problème des permanents ouvriers dans le parti, avec possibilités de reclassement professionnel ; lutter dans le pays et au Parlement pour un véritable statut des élus locaux, garantissant à ceux-ci plus de temps et de liberté dans l'exercice de leurs charges.

Nous sommes, nous voulons être un PARTI DE MILITANTS, et non pas un parti électoraliste et bureaucratique...

A quand une formation décentralisée, portant plutôt sur les problèmes concrets et actuels que sur de grandes notions abstraites et théoriques ? A la rêverie idéologique, saurons-nous préférer la rigueur, et faire face à la réalité, avec ses contraintes et ses contradictions ? La coupure entre les militants et les « experts », sensible dès aujourd'hui dans l'opposition, risque d'annoncer demain au pouvoir les tiraillements entre le parti et le gouvernement.

Mais la formation a aussi un aspect pratique : on ne se forme qu'en prenant des responsabilités. Il faut aller vers une rotation des tâches à tous les niveaux, donc vers une organisation beaucoup plus collective de notre travail militant. De même

pour des relations avec les élus, trop souvent présentées sous l'aspect d'un « contrôle » tatillon et soupçonneux. Il s'agit plutôt de constituer autour de l'élu des « réseaux » militants qui l'informent, le sollicitent, l'appuient, délibèrent avec lui, et, s'ils le critiquent, ne le font ainsi qu'en connaissance de cause. C'est seulement de cette manière que peut être évitée la double démission d'adhérents passifs et d'élus officiellement « au service de tous », mais solitaires dans la décision et dans l'action.

## Rappel des propositions

- CONSTRUIRE L'UNION DE LA GAUCHE A PARTIR DE L'UNION, SUR LE TERRAIN, DES FORCES POPULAIRES.
- ELARGIR LE FRONT DE CLASSE AUX FEMMES, AUX JEUNES, AUX AGRICULTEURS... PAR UNE PRATIQUE MILITANTE AUTOGESTIONNAIRE.
- OUVRIR AU MAXIMUM LE PARTI SUR L'EXTERIEUR ; POSER SERIEUSEMENT LES PROBLEMES DE LA PRESSE, DES RELATIONS AVEC LES ASSOCIATIONS.
- FACILITER L'ACCESSION DES TRAVAILLEURS AUX RESPONSABILITES : POUR DES PERMANENTS OUVRIERS, POUR UN STATUT DES ELUS LOCAUX.
- POUR UNE FORMATION RIGOREUSE, UNE ROTATION DES RESPONSABILITES, UN TRAVAIL COLLECTIF AVEC LES ELUS.

### NE PAS AVOIR PEUR DES PROBLEMES DE FOND

Il est évident que la plupart des questions essentielles qui se posent à la France d'aujourd'hui n'ont jamais été étudiées par le parti — sinon, au mieux, par des groupes d'experts parisiens. Pourquoi ?

— Parce que nous courons d'élection en élection...

— Parce qu'il s'agirait de problèmes « compliqués », réclamant des « compétences » spéciales.

— Parce qu'il faut réagir immédiatement à l'actualité, sans prendre le temps d'une consultation en profondeur.

Au moins faut-il faire connaître le plus tôt possible aux militants les décisions prises : deux mois après le « sommet » de Montpellier, ils n'ont toujours pas eu connaissance — sauf par la presse extérieure... — du document adopté sur l'Europe : comment pourraient-ils expliquer les positions du parti face au gouvernement, au R.P.R., au P.C., enfin à nos camarades espagnols, grecs et portugais ? (L'Europe est décidément lointaine, puisque les adhérents n'ont pas été jugés assez majeurs pour désigner eux-mêmes les candidats au Parlement européen...)

En vérité, nous prêtons ainsi le flanc à la fausse accusation de « flou artistique » entretenu pour des raisons tactiques. Nous n'y échapperons qu'à plusieurs conditions :

1) Soumettre chaque année au moins un sujet très important (emploi, nucléaire, écologie, santé...) à l'ensemble des militants, en leur fournissant toutes les pièces du dossier et en les éclairant sur les diverses options possibles. En un mot, mettre de temps à autre le parti au travail, en dehors des enjeux tactiques ou électoraux immédiats ;

2) Ne pas limiter ce débat au cercle des « spécialistes », des professionnels :

— l'éducation nationale ne doit plus être la « chose » des enseignants seuls,

— un projet sur la santé doit associer à la réflexion non seulement les médecins, les infirmières ou les pharmaciens, mais aussi les usagers dans leur ensemble.

Au sujet des centres de soins ou des pharmacies mutualistes, il est particulièrement nécessaire de formuler des choix clairs, appuyés sur une large consultation.

3) Les questions de fond sont en général soumises aux adhérents par la direction du parti (quand elles le sont !) uniquement

en fonction d'impératifs tactiques immédiats : c'est la logique du système politique actuel. Pour rompre avec ce système, il faut donner aux militants un droit d'initiative : le parti serait désormais tenu de se saisir d'un problème, non seulement quand le bureau exécutif le décide, mais aussi quand un nombre significatif de militants le demandent.

4) Pourquoi tout le parti, à travers toute la France, marcherait-il d'un même pas ? Nous calquons encore dans nos structures et dans nos méthodes le centralisme justement reproché au régime en place. La décentralisation régionale de l'organisation du P.S. est nécessaire : sur le développement régional ou les cultures minoritaires (occitane, bretonne, etc.), les études et même les décisions — à coordonner ensuite au plan national — devraient être du ressort d'un échelon régional.

5) Enfin, les prises de position les plus avancées n'auraient guère de valeur si nous ne prenions pas les moyens de les présenter à l'électorat et de vérifier si elles rencontrent un certain accord. Le parti ne doit pas être, et nous y avons insisté, une pure machine électorale prête à épouser toutes les variations de l'opinion, selon le baromètre des sondages. Mais il ne doit pas non plus fonctionner comme un groupe d'études à l'abri du réel et du sentiment populaire. Il doit consulter l'ensemble des intéressés avant de prendre une décision définitive et — une fois au gouvernement — de l'appliquer.

Il faut envisager à cette fin l'organisation de référendums (à la manière suisse, c'est-à-dire donnant les garanties de démocratie absentes dans les plébiscites de la V<sup>e</sup> République) : on se souvient du succès recueilli par la proposition socialiste de référendum sur la force de frappe. Ce serait montrer qu'un ou des partis, une fois installés au pouvoir par un veto favorable à leur programme, n'« étouffent » pas la discussion sur tous les sujets pendant une législature entière. Montrer, en un mot, qu'ils ne sont pas propriétaires de leurs électeurs, qu'ils n'ont pas « pour seule idée de garder le pouvoir », mais pour « premier but de le rendre » à la population.

## Propositions

- UN PROBLEME PAR AN SOUMIS A TOUS LES ADHERENTS, ET PAS SEULEMENT AUX « SPECIALISTES ».
- POUR UN DROIT D'INITIATIVE AUX MILITANTS QUI SOUHAITENT UN DEBAT PRECIS.
- POUR UN POUVOIR REGIONAL AU SEIN DU P.S.
- POUR L'ORGANISATION DE REFERENDUMS DEMOCRATIQUES.

## II. — Ruptures : rompre avec quoi ? Comment ?

Aux yeux de certains camarades, gardiens de la « vraie doctrine », tout a été dit par le parti, lorsqu'il s'est engagé solennellement pour la nationalisation des secteurs stratégiques de l'économie, la planification et l'extension des droits des travailleurs. Toute discussion sur l'application concrète de ces grands principes leur paraît inutile ou dangereuse.

### URGENCES

Nous pensons, nous, qu'il est urgent de reprendre et d'approfondir, à l'occasion de notre prochain congrès, le débat sur la rupture avec le capitalisme et la transition vers le socialisme :

● parce que, depuis le congrès d'Epinau, le monde capitaliste auquel appartient la France est passé d'une phase de croissance rapide à une situation de crise prolongée, qui modifie profondément les conditions d'une rupture propre ;

● parce que les débats à l'intérieur de la gauche et lors des discussions menées en vue d'actualiser le programme commun ont

montré des interprétations souvent très différentes des grands principes adoptés en commun en 1972, non sans flottement dans les positions socialistes ;

● parce que la rupture de l'union de la gauche nous impose de présenter des propositions complètes et sérieuses pour relancer le grand débat politique qu'attendent les travailleurs et le pays sur leur avenir.

Il ne suffit pas aujourd'hui de proclamer que l'on est pour la rupture. Il faut dire clairement ce qu'on entend par là, ce qu'elle peut être et ce qu'elle ne saurait être. C'est ainsi qu'à nos yeux :

— La rupture ne se décrète pas : il ne suffit pas qu'elle soit édictée par un gouvernement de gauche pour devenir aussitôt une réalité. L'action de l'Etat se condamnerait soit à l'échec, soit à un autoritarisme croissant si elle ne se développait pas avec l'appui des forces populaires et de leurs luttes ;

— La rupture n'est pas un pari : si elle était engagée en ignorant les contraintes objectives de l'environnement national et international, elle se trouverait au bout de quelques mois menacée par les mêmes impasses qu'ont connues plusieurs expériences étrangères : une accélération de l'inflation intérieure et le déséquilibre des échanges extérieurs. L'exigence de rigueur économique est donc vitale pour la réussite de la rupture : elle seule peut éviter une dislocation rapide du front de classe qui aura porté la gauche au pouvoir.

### LA RUPTURE... AVEC QUOI ?

C'est pourquoi la rupture avec le capitalisme ne peut être conçue comme une opération quasi magique, un « rite exorciste » qui suffirait à conjurer les démons capitalistes. On ne peut la réduire à la nationalisation — absolument nécessaire, mais nullement suffisante — d'un certain nombre de grandes firmes. Le capitalisme a une tout autre ampleur, une tout autre complexité ; le réduire au statut juridique des entreprises à nationaliser, c'est se condamner à laisser intacts des modes d'organisation fondamentaux de la société capitaliste :

● Les structures de pouvoir, qui excluent la grande majorité des intéressés de la prise de décision, que ce soit au niveau de l'entreprise, de la ville, de l'Etat : il faut rompre, partout, avec la concentration du pouvoir aux mains d'un petit groupe de responsables ;

● Les rapports sociaux, qui sont caractérisés par la hiérarchie des fonctions (commandement, compétence, exécution passive) et par la résignation des subordonnés à des attitudes surtout défensives, encore renforcées par la crise économique ;

● Le développement d'un mode de vie et de consommation défini et inculqué par les maîtres de l'appareil productif, privilégiant les biens coûteux, les dépenses traduisant le rang social, les loisirs standardisés au détriment de la vie collective et de l'épanouissement personnel.

### RUPTURES

Pour être réelle, LA rupture doit donc être faite d'un enchaînement de RUPTURES, portant sur tous les mécanismes qui assurent le fonctionnement du capitalisme. Il faut avoir conscience que, même en les lançant simultanément, ces transformations ne peuvent évoluer qu'à des rythmes différents :

● Les unes, celles surtout qui sont du ressort de l'Etat, peuvent être menées rapidement, même si leurs effets demandent plus de temps pour se faire sentir : une chose est de promulguer les nationalisations, une autre de changer réellement l'orientation des entreprises nationalisées ;

● D'autres transformations, par leur nature même, ne peuvent s'opérer qu'au long de plusieurs étapes, en permettant aux forces sociales et idéologiques d'évoluer à leur rythme propre.

C'est pourquoi le schéma, répandu ça et là, de la « rupture en cent jours », est peut-être

rassurant, mais sûrement pas réaliste. L'arrivée de la gauche au pouvoir marquera le début résolu d'un processus qui ne sera mené à bien que si l'action de l'Etat sait se conjuguer aux actions diversifiées des forces populaires, tout en en recherchant à chaque étape l'accord conscient d'une majorité de Français.

## Rapports

- LA RUPTURE DEVRA SE FAIRE DANS DES CONDITIONS NOUVELLES : CRISE ECONOMIQUE, CRISE DE LA GAUCHE. COMMENT APPLIQUERA-T-ON LES GRANDS PRINCIPES ?
- NECESSITE ABSOLUE DE LA RIGUEUR ECONOMIQUE POUR REUSSIR.
- DES RUPTURES DE RYTHME DIFFERENT AVEC LA PROPRIETE CAPITALISTE, LES STRUCTURES DE POUVOIR, LES RAPPORTS SOCIAUX, LE MODE DE VIE ET DE CONSOMMATION.

## III. — Les moyens de la transition

### Les nationalisations

La nécessité des nationalisations ne doit pas être remise en cause : elles sont un instrument indispensable :

— pour conduire une nouvelle politique économique et sociale, permettant de développer l'emploi et la compétitivité de notre économie ;

— pour arracher à des féodalités privées et soumettre à l'intérêt public les centres de domination qui orientent le développement de la production ;

— pour engager une expérience de redistribution des pouvoirs dans l'entreprise servant de banc d'essai à l'autogestion.

Notre parti doit, dans cette perspective, préciser ses positions :

— en tenant pour acquises les nationalisations de neuf groupes industriels prévues au programme commun de 1972 et celle du crédit, il reste à déterminer avec rigueur les critères qui seront appliqués pour les divers types de filiales existant au sein de ces groupes ;

— après les propositions contradictoires sur l'indemnisation des actionnaires des entreprises nationalisées, il est temps d'apporter une réponse à cette question, alors que le pouvoir actuel cherche à étendre l'actionnariat à de nouvelles couches sociales (voir le succès des « 5.000 F Monory »...) ;

— la question fondamentale reste celle de la nature du pouvoir dans les entreprises nationalisées : s'agit-il seulement de remplacer un P.-D.G. de droite par un P.-D.G. de gauche ? Ne s'agit-il pas plutôt de changer concrètement les rapports sociaux de production ?

### LES CONSEILS D'ATELIER

Dans ce sens, les socialistes doivent préciser le rôle qui reviendrait aux conseils d'atelier. Cette proposition, d'origine syndicale, est devenue au début de 1978 le « bien commun » de toute la gauche. Encore faut-il préciser ce qu'on entend par là : nous proposons d'en faire l'instrument privilégié de la socialisation du pouvoir dans l'entreprise.

Pour que la stratégie économique de l'entreprise ne fasse pas seulement l'objet d'un débat technique entre conseil d'administration et « experts », il faut remettre en cause la division du travail entre « spécialistes » et « exécutants », et faire participer les travailleurs aux choix qui les concernent. Ces conseils devront donc être élus par les travailleurs de chaque atelier. Ils négocieront avec l'échelon le plus élevé (conseil d'établissement, conseil d'administration) un contrat leur accordant un certain nombre de pouvoirs de décision sur l'organisation et les conditions du travail, le choix d'équipements nouveaux... Ainsi les travailleurs seront-ils en mesure de remédier eux-mêmes aux conditions dangereuses ou aliénantes de leur travail, et de prendre en main celui-ci. Pour certaines entreprises géantes, l'instauration des conseils supposera évidemment une décentralisation « à l'échelle humaine »,

à négocier au départ entre syndicats et direction.

### UN SOCIALISME PLURALISTE

Quelle que soit l'extension exacte des nationalisations, elles laisseront de côté une partie très importante des entreprises. Bien loin des les étouffer, une expérience socialiste devra redonner vie et prospérité à ce tissu industriel aujourd'hui menacé par le grand capitalisme. D'où plusieurs questions.

Dans les entreprises restées privées, comment assurer l'accroissement des revenus et des pouvoirs réels des travailleurs ?

Il existe en France une série de coopératives de production et de consommation (le « troisième secteur »). Un des objectifs premiers d'un gouvernement de gauche sera de favoriser le libre développement et l'extension de ces expériences ni privées ni étatiques. Dès maintenant, il faut faire un bilan avec les intéressés et rechercher les moyens de cette politique.

Au-delà du cadre de l'entreprise, c'est une floraison d'expériences qui s'est fait jour, ces dernières années, dans les domaines les plus divers : des radios libres aux crèches « sauvages », des énergies nouvelles aux terrains d'aventure, il faudra prendre les mesures légales permettant de débloquer les forces d'innovation sociale, éventuellement de les aider financièrement, et de les consolider sur le plan institutionnel.

### LA PLANIFICATION DEMOCRATIQUE

Le plan : tout le monde à gauche est d'accord sur le mot d'ordre, face à la « déplanification » giscardienne. Mais l'expérience invite à le préciser : quelle bureaucratie ne rêve du plan parfait, « scientifique », qui donne réponse à tout et s'impose à tous ? Si l'on admet qu'un tel plan n'est ni possible ni souhaitable, il faut poser un certain nombre de conditions et de questions pour une planification réellement démocratique.

● **DECENTRALISATION** : chaque unité de base aura son propre plan. L'entreprise pour les travailleurs, la collectivité locale pour le citoyen, devront être des « centres de choix », où les intéressés fixent eux-mêmes les objectifs optima et les meilleures méthodes pour les atteindre.

Question : comment, tout en laissant leur liberté à ces unités de base, maintenir le nécessaire dialogue avec « l'extérieur » (consommateurs, instances politiques...), faute de quoi ces « plans » risquent de traduire un « égoïsme d'entreprise » ?

● **ARTICULATION DES DIVERS NIVEAUX** : le plan global, national, ne sera pas la simple addition des plans de base, de secteurs économiques ou de régions. Plusieurs va-et-vient seront nécessaires entre les divers niveaux, au cours desquels toutes les informations devront circuler librement. L'ajustement régional et national des propositions se fera progressivement.

Questions : comment éviter que de grandes entreprises ou des régions riches n'abusent de leur position de force ? Comment assurer une concertation entre branches productrices et collectivités locales pour insérer les entreprises dans le tissu social de la localité ? Quelle sera l'importance exacte de l'organe central de planification ?

— **UN SYSTEME CONTRACTUEL** : si l'on veut éviter les carcans bureaucratiques, le plan devra traduire ses obligations beaucoup plus par des contrats que par des lois : contrats entre unités de base, contrats entre ces unités et le ministère du Plan.

Questions : quel sera le rôle des organismes bancaires nationaux et régionaux ? Quel degré de liberté financière pour les entreprises ? Comment, tout au long du processus, laisser aux syndicats une totale liberté de critique ?

— **PLAN ET MARCHE** : les expériences menées, en particulier dans les démocraties populaires, montrent que le plan n'est pas capable de réglementer l'ensemble du circuit économique, sous peine de sombrer dans l'autoritarisme bureaucratique et l'inefficacité.

Il faut donc prévoir une articulation entre le Plan, chargé d'orienter une nouvelle logique économique en la fondant sur la discussion démocratique, où le marché, qui gardera un rôle d'indicateur des demandes et des préférences des consommateurs.

Questions : peut-on affirmer que le Plan doit avoir la maîtrise des biens de production, des investissements et des grands services publics ? La fonction du marché serait alors d'ajouter la production des biens de consommation à une demande diversifiée. Comment assurer la coordination des petites et moyennes entreprises avec les objectifs définis par le Plan ? Comment, dans ce cadre, préserver l'ouverture de l'économie française sur les marchés extérieurs ?

### L'EUROPE

La perspective de la rupture avec le capitalisme ne peut plus être enfermée dans les limites de l'Hexagone :

— Pour la plupart, les entreprises françaises qui seront nationalisées sont en fait des multinationales, dont les activités s'étendent à toute la Communauté économique européenne (C.E.E.) et au-delà ;

— Pour les principales branches industrielles d'avenir, qu'on le veuille ou non, l'échelle française est trop réduite ; seule l'échelle européenne peut permettre, par exemple, de développer une industrie aéronautique et spatiale ;

— Face à la domination des multinationales américaines, et au partage du monde entre les deux super-puissances impérialistes, seul un cadre européen respectueux de la liberté d'action de chaque pays peut assurer l'indépendance réelle des nations de notre continent.

C'est pourquoi le parti socialiste français doit développer le dialogue avec les partis européens membres de l'Internationale socialiste, avec la Confédération européenne des syndicats, ainsi qu'avec les partis qui s'affirment eurocommunistes (P.C.I. et P.C.E.) pour renforcer la solidarité des travailleurs (droits sociaux communautaires et luttes communes : trente-cinq heures...) et élaborer des propositions cohérentes sur tous les secteurs économiques d'intérêt commun (politique agricole commune, énergie, aéronautique, informatique, développement équilibré des régions). Des jumelages entre sections et fédérations sont souhaitables (voir ci-dessous).

Plus précisément, militants de la Haute-Garonne, nous affirmons notre volonté de resserrer les liens historiques qui nous unissent aux militants socialistes espagnols, pour préparer en commun les conditions d'une adhésion rapide de l'Espagne démocratique à la C.E.E. Dans la même perspective, et avec le souci du développement agricole et industriel de nos régions, nous souhaitons le rééquilibrage politique et économique de l'Europe vers le sud, grâce à l'adhésion de la Grèce et du Portugal.

## Orientations

— NECESSITE DES NATIONALISATIONS, MAIS AUSSI DE POSITIONS NETTES SUR LES FILIALES ET SUR LE MODE D'INDEMNISATION.

— LES CONSEILS D'ATELIER, INSTRUMENT DE L'AUTOGESTION.

— LA PLANIFICATION DEMOCRATIQUE : DECENTRALISEE, ARTICULEE, CONTRACTUELLE. PRECISER LES RAPPORTS PLAN - MARCHE.

— DEVELOPPER LE SECTEUR COOPERATIF ET MUTUALISTE ; LIBERER L'EXPERIMENTATION SOCIALE.

— LA DIMENSION EUROPEENNE, NECESSAIRE AU DEVELOPPEMENT ET A L'INDEPENDANCE. POUR L'OUVERTURE AU SUD ET LE RESSERREMENT DES LIENS AVEC L'ESPAGNE.

## IV. — Un autre type de développement

Une nouvelle politique économique et sociale doit s'ordonner sur des objectifs à moyen et long terme orientés vers un nouveau type de croissance.

### Un nouveau modèle de consommation

Ce premier objectif suppose de considérer d'abord l'utilité sociale des biens et la satisfaction des besoins réels de la population ; d'arrêter les gaspillages résultant de prélèvements inconsidérés sur les richesses naturelles ; de favoriser la production de biens en privilégiant leur qualité et leur durée ; de réduire la publicité gaspilleuse au profit de l'information de l'usager ; d'élargir les consommations non marchandes et d'accroître la satisfaction des besoins collectifs par une extension du champ des gratuités ou des faibles prix.

### Un autre rythme de croissance

Un autre rythme de croissance est nécessaire, parce que nous refusons le mode de croissance productiviste imposé jusqu'ici par le capitalisme. Un rythme de croissance plus lent doit favoriser un nouveau type de consommation, une redistribution du temps de travail et du temps libre, l'économie des matières premières et des ressources énergétiques ; parce que la situation de la France en matière d'importations est une contrainte telle, pour une assez longue période, qu'un remodelage de l'appareil industriel et le développement de nouvelles sources d'énergie ne peuvent s'accommoder d'une croissance rapide ; parce que la reconquête du marché intérieur français pour un certain nombre de nouveaux produits en provenance de la C.E.E., notamment, comme le développement de nouveaux « crénaux » à l'exportation, nécessitent une nouvelle politique industrielle, en collaboration avec le tiers-monde.

### Une redistribution du temps et des richesses

Une croissance plus lente, moins gaspilleuse, doit assurer une redistribution des richesses à l'intérieur d'un produit national faiblement croissant.

Réduire les inégalités par la progression prioritaire des ressources des plus défavorisés, par le blocage des revenus élevés et par la fiscalité (impôts sur le revenu et sur les fortunes) : objectif essentiel à étudier et à préciser sans attendre des échéances électorales génératrices de promesses démagogiques.

Mais le maintien de gains de productivité élevés, le développement croissant de l'automatisation et de l'informatique, la révolution technologique, nécessitent et permettent aussi une redistribution du travail et du temps libre : le plein emploi dans les prochaines décennies ne peut plus être envisagé dans les mêmes termes que dans la période récente.

Nous devons d'urgence prendre en charge ces problèmes :

— En proposant des réductions importantes du temps de travail dans la semaine et dans la vie : les 35 heures, aujourd'hui objectif commun du mouvement ouvrier européen, méritent d'être plus qu'un slogan, et demandent une réflexion approfondie sur leurs modalités et leurs conséquences ;

— En émettant ces revendications par des propositions d'organisation des temps libres correspondant aux aspirations populaires.

### La solidarité avec le tiers-monde

La perspective d'un autre type de développement ouvrira la voie à un nouvel ordre économique mondial, où puisse s'exercer la nécessaire solidarité du mouvement ouvrier international.

Il est facile, en effet, si l'on reste dans le cadre de l'actuelle « croissance » capitaliste, de considérer les travailleurs des pays industrialisés comme des « exploités », ou du moins les complices objectifs du « pillage du tiers-monde », ou, inversement, d'attribuer la crise à l'afflux dans nos pays des immigrants, à l'importation des produits du tiers-monde ou à la hausse du prix du pétrole.

En fait, c'est le système productiviste (capitaliste à l'Ouest, bureaucratique à l'Est) qui est cause de la crise. C'est lui qui sécrète la division du travail à l'échelle planétaire et produit les divergences d'intérêts entre travailleurs des pays développés et du tiers-monde. Le problème n'est pas de gommer ces divergences, ni d'établir des compromis entre intérêts contradictoires, mais de mettre

sur pied des stratégies convergentes pour dépasser de part et d'autre les situations actuelles.

Le nouveau type de développement sera solidaire. En proposant l'extension des services collectifs, la maîtrise publique des investissements et les moyens de « vivre et travailler au pays », il rencontrera les aspirations des peuples du tiers-monde. En remettant en cause notre société de consommation et de gaspillage, en réduisant les inégalités internes, c'est aussi à l'exploitation et à la domination de ces peuples qu'il s'attaquera. Enfin, il visera à modifier les termes de l'échange extérieur, par une planification contractuelle de ces échanges, la revalorisation des prix des matières premières et les garanties à l'exportation des produits du tiers-monde.

## V. — Problèmes régionaux et internationaux

### Vivre et décider au pays

On l'a déjà vu à propos de la planification démocratique aussi bien que du fonctionnement du parti socialiste : la région doit avoir dans notre projet une place privilégiée. Depuis plusieurs années cette revendication, « Vivre au pays », n'est pas seulement l'expression d'une résistance à des conditions économiques, elle va bien au-delà et marque une volonté collective de s'appuyer sur les forces vives d'une région pour replacer là où il doit être un pouvoir de décision confisqué par une vieille tradition centralisatrice. La revendication régionale est aujourd'hui un des axes de rupture décisifs avec le système capitaliste : elle remet directement en cause dans le pays une certaine répartition des forces productives.

Il n'est pas de notre propos de reprendre toutes les propositions faites par le P.S. à ce sujet. En réaffirmant quelques points précis, nous entendons marquer l'importance d'une question qui semble quelque peu oubliée dans les derniers textes ou déclarations de responsables du P.S. ces derniers mois.

Dans le domaine des institutions et de l'organisation de la société, il faut une articulation entre un secteur public nationalisé et une propriété publique régionale (banque de développement, commercialisation des produits régionaux, transports...). Un large transfert de compétences doit être opéré entre l'Etat et les institutions régionales. L'autonomie de gestion, dans le cadre du Plan, doit être prise en charge par une assemblée régionale élue au suffrage universel et disposant de ressources financières propres.

En ce qui concerne le parti lui-même, les textes adoptés lors du congrès de Pau semblaient indiquer la volonté de développer un mode d'organisation régionale. Sans vouloir imposer de manière bureaucratique et centralisée (!) des structures régionales, il est absolument nécessaire de revenir à l'occasion du congrès de Metz sur les quatre années écoulées pour vérifier le travail accompli et proposer de nouvelles mesures engageant plus avant le P.S. dans cette direction.

### Au-delà des frontières

Mille neuf cent soixante-dix-neuf : une année où les problèmes internationaux vont être de plus en plus aigus : Europe, division de l'Afrique, accords Chine-Japon et Chine-Etats-Unis... sans parler de ce que nous avons toujours tendance à oublier : la moitié du monde (l'autre) meurt de faim.

Or il est évident que les problèmes internationaux sont le parent pauvre du P.S., sauf, peut-être, en période électorale, ce qui explique sans doute que tout aujourd'hui paraisse se réduire à l'Europe. Malgré le travail positif effectué par certaines commissions du parti, on en reste trop à des contacts de type « diplomatique » pris au sommet : le militant se sent sous-informé et tenu à l'écart.

Or nombreux sont les socialistes qui ont déjà une expérience en ce domaine ou se préoccupent de ces questions : immigrants, tiers-monde et développement, Europe. Le P.S. se doit de leur donner la possibilité de se rencontrer, de s'exprimer et s'organiser

collectivement, de faire circuler l'information — vers le sommet, mais aussi par un réseau à la base, ouvert sur les sympathisants. Il ne s'agit pas de soulever des problèmes abstraits, mais de faire étudier des positions concrètes, touchant aux grandes options socialistes et exigeant des choix parfois difficiles : division internationale du travail, nouveau type d'échanges (commerce des armes), démocratie et respect des droits de l'homme, industrialisation et taux de croissance.

Sur toutes ces questions, il appartient au P.S., en liaison avec les groupements intéressés, de provoquer confrontations et discussions. C'est à partir du débat, grâce à une information sans défaillance, que nous pourrions envisager une coopération socialiste, fondée sur la connaissance et le respect des autres nations et des cultures différentes.

De ce point de vue, c'est toute la politique française de coopération qui est à repenser, d'une part en tirant enfin un bilan, d'autre part en analysant la situation dans les divers pays : effets de dépendance, rôle des bourgeoisies, des armées, « conscientisation » des masses le plus souvent rurales.

Une telle analyse permettra de replacer, par exemple, les luttes de l'Amérique latine dans le cadre d'une solidarité internationale, par un soutien aux luttes anti-impérialistes, ou, dans le cas de l'Afrique, de soutenir concrètement et en connaissance de cause les expériences de développement rural menées à des échelles diverses.

Dans la même optique, il serait utile et profitable d'instituer un système de jumelage de sections ou de fédérations avec une section ou des groupes de militants étrangers, qu'ils soient proches (Angleterre, R.F.A., Espagne) ou lointains (Inde, Afrique, Amérique latine...).

Dans tous les cas, il s'agit beaucoup plus de développer la coopération entre les peuples que les relations de gouvernement à gouvernement, qu'il ne faudra pas hésiter à rompre dans le cas de dictatures sanglantes.

Prenons enfin conscience des implications internationales de certains événements « intérieurs » : la lutte des « Larzac » pose à la fois le problème du foncier (la terre aux paysans), fondamental dans le tiers-monde, et celui de la course aux armements.

### PROPOSITIONS

— UN NOUVEAU TYPE DE DEVELOPPEMENT PAR UN AUTRE MODELE DE CONSOMMATION, UN AUTRE RYTHME DE CROISSANCE, UNE REDISTRIBUTION DU TEMPS ET DES RICHESSES, LA SOLIDARITE AVEC LE TIERS-MONDE.

— NE PAS OUBLIER LA REGION !

— LES PROBLEMES INTERNATIONAUX NE DOIVENT PLUS ETRE LE PARENT PAUVRE DU P.S. MULTIPLIER L'INFORMATION, LES GROUPES D'ETUDES, INSTITUER DES JUMELAGES.

### En guise de conclusion...

Tout en n'ayant fait qu'effleurer certaines questions essentielles, nous avons conscience d'avoir été longs. C'est qu'aujourd'hui la situation mondiale et européenne, l'état de l'opinion française, l'apparente paralysie du socialisme, nous contraignent à ouvrir un débat de fond.

Nous sommes arrivés à un carrefour : ou bien nous refermer sur des dogmes vieillissants, des recettes rabâchées, la récitation obstinée de « messes en latin ». Et l'on entend déjà certains dire que l'unité du parti serait à ce prix ! Unanimité qui nous laisserait démunis et impuissants face aux prochains rendez-vous de l'Histoire.

Ou bien l'ouverture du grand débat dans le parti et au sein des forces populaires, la recherche de l'union de la gauche sur des bases neuves, l'attention aux problèmes réels et aux questions nouvelles.

Camarades, du choix que nous allons faire entre ces deux attitudes ne dépend pas un quelconque et dérisoire équilibre de courants internes au P.S. : c'est la survie même de notre parti et l'avenir de la gauche qui sont en jeu.

# Pour la construction du socialisme autogestionnaire

Contribution présentée par Gaston Defferre.

## CHAPITRE I — La première phase sera déterminante

Des camarades de la majorité sortante du parti déclarent, tout en confirmant leur attachement à la ligne d'Épinay, ne pas être d'accord notamment avec François Mitterrand sur les leçons à tirer des élections législatives de mars 1978 et sur l'analyse politique à faire pour l'avenir, compte tenu de l'évolution de la situation économique depuis 1972.

J'espère que les documents qui seront distribués nous permettront de savoir en quoi consistent ces divergences, les propos tenus jusqu'à ce jour ne nous permettant pas de le percevoir.

J'espère aussi, et surtout, que ces divergences ne sont pas importantes et qu'une synthèse sera possible. C'est en tout cas personnellement ce que je souhaite.

Ma propre contribution est doublement modeste, puisque :

1) Elle n'est signée que par moi-même. C'est délibérément que je n'ai pas recherché ou sollicité d'autres signatures.

Étant un de ceux qui ont préparé et contribué à mener à bien le congrès d'Épinay et ce qui a suivi avec François Mitterrand, je lui suis reconnaissant de tout ce qu'il a fait. Je lui reste fidèle. Je ne vois d'ailleurs pas qui pourrait jouer dans le parti le rôle de fédérateur qui a été le sien et qu'il doit continuer à jouer.

Mais je n'appartiens à aucun sous-courant. J'ai donc une liberté d'expression et d'action qui me permet de m'adresser à l'ensemble des camarades du parti pour poser un certain nombre de questions et de problèmes.

J'approuve pleinement la contribution signée par un certain nombre de camarades des fédérations socialistes de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur à l'initiative de la 10<sup>e</sup> section de Marseille. Cette contribution se limite à demander que soit préservée l'unité du parti par une synthèse claire et sincère.

Je considère que je peux et même que je dois aller plus loin en traitant certains problèmes de fond, comme celui des méthodes à employer pour la construction du socialisme autogestionnaire et celui de l'Europe et du tiers-monde.

2) Elle ne porte que sur certains aspects des problèmes qui peuvent se poser au parti.

Les divergences d'analyse ou sur les leçons à tirer de l'échec de mars 1978 concernent-elles le programme du parti pour les deux années à venir, c'est-à-dire pour la période qui se situe entre deux congrès ?

Le programme du parti socialiste pour les deux années à venir ne peut pas être moins audacieux que le programme commun tel que nous avons accepté de l'actualiser. Les camarades qui le proposeraient accrédi-teraient la thèse, que le parti communiste n'a pas réussi à faire prévaloir dans l'opinion, suivant laquelle c'est le parti socialiste qui est responsable de la rupture survenue en septembre 1977 en revenant sur les engagements pris en 1972.

Par contre, nous ne sommes en aucune façon tenus par l'interprétation abusive que les dirigeants communistes ont faite du texte de 1972 et par tous les ajouts qu'ils ont

voulu y apporter avec la volonté déterminée de rompre le contrat qui liait le parti socialiste et le parti communiste.

Les mesures sociales, les réformes de structures, les nationalisations, la décentralisation, toutes les mesures incluses dans les propositions socialistes pour l'actualisation devront être réalisées.

Comment, sans tomber dans l'inflation et sous les coups de l'opposition, tenir les engagements pris vis-à-vis de l'opinion, qui ont eu l'écho favorable que l'on sait jusqu'au jour où les dirigeants communistes ont décidé de faire cadeau de la victoire à la droite ?

Ce n'est pas, comme le proposent certains camarades, en se contentant de faire voter par la nouvelle majorité de gauche la nationalisation des grands groupes industriels et du crédit au cours de la première session et en se donnant du temps pour les autres réformes, notamment la décentralisation, et pour les transformations sociales, les augmentations de salaires et de pensions, la diminution de la durée du travail sans diminution de salaire, l'avancement de l'âge de la retraite, etc.

L'instauration du socialisme autogestionnaire ne sera réalisée ni en quelques semaines ni même en quelques mois, mais la première phase de la construction de cette société sera déterminante.

Si elle est réussie, la voie sera ouverte : le socialisme autogestionnaire prendra corps, entrera dans les mœurs.

Si elle traîne et trébuché, faute de préparation, ou aussi et même surtout par manque de détermination, de courage et de rapidité dans l'action, la rupture avec le capitalisme, et par conséquent la mise en œuvre du socialisme, sera renvoyée *sine die*.

L'expérience a démontré à plusieurs reprises qu'un président de la République, un gouvernement, une majorité parlementaire qui arrive au pouvoir dispose, pour agir et engager suffisamment les choses, d'une période limitée à quelques semaines. Passé cette sorte de délai de grâce, il est trop tard. Les conservateurs effrayés reprennent vite courage et force. Tout ce qui est possible devient impossible.

L'action rapide, immédiate même, a au contraire des conséquences bénéfiques.

1) Elle crée une situation nouvelle sur tous les plans : économique, politique, social, psychologique. Il est alors possible de faire passer dans les faits les réformes votées, de transformer la « société civile ».

2) Elle maintient en le nourrissant, en l'animant, l'élan populaire qui a porté la gauche au pouvoir.

Or c'est l'élan populaire maintenu qui empêchera les forces de droite, de polices parallèles (SAC et autres), les sociétés multinationales de saboter l'action gouvernementale.

La persistance d'un soutien populaire actif est une condition indispensable à la réussite d'un gouvernement de gauche dans un pays à régime démocratique.

Cela n'est possible qu'à condition :

a) que l'action gouvernementale soit assez rapide et assez efficace pour que les masses soient mobilisées ;

b) que le gouvernement anime les mouvements de masse par des contacts directs, réguliers, répétés, avec les organisations syndicales et politiques en leur permettant

de suivre, de contrôler, le calendrier d'exécution des promesses faites et en offrant des perspectives nouvelles.

\*\*\*

Deux exemples peuvent être cités parmi tant d'autres pour démontrer à quel point tout retard peut être fatal et combien, au contraire, l'action rapide est prometteuse de réussite.

Le premier est celui de la fuite des capitaux (déjà largement commencée).

La tactique des grandes entreprises financières consistera à provoquer un sentiment de panique pour que les petits déposants ou les titulaires de carnets de caisse d'épargne, dont les économies représentent de nombreuses années d'efforts, soient emportés dans le tourbillon de l'inflation monétaire.

La panique de ces petits possédants sera provoquée pour que ces électeurs qui ont voté pour la gauche se retournent contre elle.

Le programme commun de gouvernement avait proclamé que la spéculation contre le franc serait un délit. Il faut aller plus loin. Il faut prévoir une période suspecte comme cela existe en matière de faillite.

En cas de faillite, le tribunal, on le sait, peut faire remonter la date du début d'une faillite à une période antérieure au moment où le chef d'entreprise a déposé son bilan tenant compte du fait qu'il a pu, pendant cette période durant laquelle ses affaires allaient déjà fort mal, accomplir des actes irréguliers ou malhonnêtes.

Si nous prenons la précaution d'annoncer à l'avance que nous ferons voter un texte de cette nature, nous pourrions exercer un effet de dissuasion et enrayer notablement la fuite des capitaux.

La chute du franc, l'inflation, ne sont pas dues seulement à des effets mécaniques provenant de l'augmentation du volume de la monnaie mise en circulation. Il peut y avoir volonté de déclencher une panique financière.

Un gouvernement de gauche créera forcément de la monnaie pour réaliser les mesures sociales qu'il a pris l'engagement d'appliquer. Il lui sera possible de franchir cette étape difficile s'il n'a pas en même temps à faire face à la spéculation déclenchée et entretenue par les forces de l'argent.

Le gouvernement pourra alors réaliser la transformation de l'appareil de production par le Plan et par une nouvelle politique industrielle qui permettront à l'économie française de supporter sans dommage les dépenses supplémentaires qui auront été engagées.

Le deuxième exemple est celui de la décentralisation.

Un certain nombre de camarades voudraient créer des structures nouvelles plus aptes, pensent-ils, que les municipalités, les départements et les régions à recevoir les pouvoirs qui leur sont transférés. D'autres camarades envisagent la décentralisation en plusieurs temps. Cela signifierait que la décentralisation serait, en vérité, renvoyée à plus tard.

En effet :

1. Les résistances ne viendront pas de ceux auxquels les pouvoirs sont attribués, mais de ceux auxquels on les enlèvera.

2. La décentralisation effective est indispensable pour que les Français deviennent enfin majeurs et enfin responsables de leurs propres affaires. *Sans décentralisation, il n'y aura pas de socialisme autogestionnaire.*

3. Sans décentralisation véritable, l'élan populaire ne pourra être maintenu ni longtemps ni partout, ce qui est essentiel et même déterminant.

Pour décentraliser, il faut démanteler certaines forteresses, fermer définitivement un certain nombre de directions, de bureaux et de ministères à Paris, sans quoi ils persisteront à s'occuper des affaires qui leur auront été ôtées et transférées en province.

Les ministères-clés sont : le ministère des finances, le ministère de l'intérieur, le ministère de l'équipement — et d'autres ministères qu'il est indispensable d'amputer de certaines de leurs compétences.

Cela devra être fait dans la foulée de la victoire. Sinon, très vite, les fonctionnaires et les ministres eux-mêmes trouveront de bonnes raisons pour attendre, et cela afin de maintenir la centralisation.

Tout commande d'agir vite et en profondeur par une politique de mouvement définie en liaison avec les masses populaires dont l'élan sera entretenu par la cadence rapide des réalisations gouvernementales.

Si nous sommes décidés à nous engager dans la voie de la construction du socialisme autogestionnaire — ce qui n'a jamais été fait — en respectant et en accroissant toutes les libertés individuelles et collectives, il faudra agir vite, avec détermination et courage.

Avec d'autant plus de détermination et de courage que, même en agissant vite, en bénéficiant du soutien de l'élan populaire, la résistance de la droite sera très forte. Il faudra briser des résistances, des réactions, voire des complots, dont les auteurs ne s'embarassent pas de légalité.

Que feront alors les socialistes ? La question doit être posée. Pour les communistes, il existe des modèles étrangers. Même dans les pays où les dirigeants n'étaient pas communistes à l'origine, il est arrivé qu'ils soient amenés à instaurer un système collectiviste. C'est le cas de Fidel Castro.

A Cuba, Fidel Castro, à l'origine socialiste humaniste, après avoir battu par les armes le dictateur Battista, et rendu aux Cubains, en les nationalisant, les grandes exploitations agricoles et l'industrie dont s'étaient emparées les entreprises américaines, a été contraint, pour que son régime ne soit pas renversé et qu'à nouveau Cuba ne soit livrée à la dictature et à la spéculation, en réponse aussi aux attaques venues de l'extérieur, d'étendre le secteur public jusqu'à faire de Cuba un pays communiste. Un communisme certes très différent de celui de l'Europe de l'Est, infiniment plus libéral. Mais ce n'est pas ce que nous voulons. Le socialisme autogestionnaire est tout autre chose.

Au Chili d'Allende, la démocratie a disparu, le fascisme a été imposé par des procédés illégaux, avec l'aide de l'I.T.T., de la C.I.A., mais aussi parce que Allende, lui, a voulu faire face à une situation d'insurrection réactionnaire en respectant scrupuleusement jusqu'au bout la légalité républicaine.

La France n'est ni le Chili ni Cuba. Il ne peut pas être question d'imposer à notre pays un modèle étranger quel qu'il soit.

Que ferons-nous si nos adversaires utilisent des moyens illégaux pour nous chasser du pouvoir et pour s'en emparer ?

Faut-il « mettre la légalité en vacances », comme on le disait autrefois de façon romantique ? Ce n'est ni nécessaire ni souhaitable. Car alors ce serait verser dans l'arbitraire, et l'on sait comment cela finit. Toujours mal. Nous sommes trop attachés à la défense des libertés individuelles et collectives pour l'accepter.

Il faut changer, ou seulement modifier, la législation telle qu'elle existe.

Cela a déjà été fait dans le domaine social. On aurait tendance à l'oublier. Ainsi, quand on est passé du contrat de travail individuel aux conventions collectives, quand les congés payés ont été créés, quand certaines mesures limitatives de la durée du travail et de la liberté patronale ont été appliquées, chacune de ces réformes a suscité de la part de la droite les réactions les plus vives. Ne nous annonçait-on pas les pires catastrophes économiques ? Et pourtant, aujourd'hui, personne ne songe à revenir en arrière.

Certes, les principes économiques du système capitaliste ont été considérés jusqu'à présent comme indiscutables et impératifs. Mais ils ont été édictés par de soi-disant spécialistes dont la science et encore plus l'infaillibilité restent à prouver. Ce qu'ils ont manifesté de plus remarquable semble être leur certitude et leur persévérance dans

l'erreur. La démonstration en a été faite depuis vingt ans de gouvernements réactionnaires.

Une nouvelle majorité se doit de voter une législation nouvelle et de l'appliquer.

Le programme socialiste dit : « Il faut changer la vie. » Comment y parvenir sans changer le cadre légal dans lequel nos vies se déroulent ? Si nous ne le faisons pas, nous courons le danger d'aller à un échec soit électoral, soit gouvernemental.

L'annoncer à l'avance donne aux Français la possibilité de choisir en toute connaissance de cause. Le faire, c'est tenir nos promesses et donner à tous, partisans et adversaires, les garanties légales auxquelles les citoyens d'un Etat démocratique ont droit.

Jusqu'où doivent aller ces changements ? Quel doit être le contenu de la légalité à venir ? Le parti doit le dire. Le parti doit se livrer à une étude approfondie pour définir ce que sera la position du socialisme autogestionnaire, quitte à susciter des critiques, des attaques.

Effrayer ? Etre critiqué ? Cela vaut mieux que de tenter de rassurer, puis d'échouer. Le pouvoir n'a pas d'intérêt en soi, il n'en a que pour transformer la société, lui permettre de progresser. Sinon pourquoi être socialiste ?

## CHAPITRE II. — L'Europe et le tiers-monde

Trente-trois ans après la fin de la guerre, il est hélas de plus en plus évident que les deux super-grands, sans parler du Japon, dominent le monde.

Les pays européens ne sont plus de taille à lutter, séparément, contre les géants que sont les Etats-Unis, l'Union soviétique, et que sera peut-être demain la Chine.

Ils n'ont ni les ressources, ni les matières premières, ni une population suffisante pour assurer leur indépendance.

Etre opposé à la construction européenne c'est, qu'on le veuille ou non, accepter la soumission à l'un des deux blocs.

Nous ne l'acceptons pas.

Nous n'acceptons pas non plus, car ce serait condamner l'Europe à mort, qu'elle soit faite sans que les garanties indispensables soient accordées à chaque nation et, dans chaque nation, aux travailleurs.

La convention de Bagnole et les propositions socialistes pour l'actualisation du programme commun de gouvernement ont précisé nos positions et nos objectifs.

— Pour participer à la construction de la C.E.E., des institutions et des politiques communes, avec la volonté d'agir en vue de la libérer de la domination du grand capital, de démocratiser les institutions, de soutenir les revendications des travailleurs et d'orienter, dans le sens de leur intérêt, les réalisations communautaires ;

— De préserver, au sein du Marché commun, la liberté d'action pour la réalisation du programme politique, économique et social ;

— En tout état de cause, le gouvernement gardera le droit d'invoquer les clauses de sauvegarde prévues par le traité de Rome. Il exercera librement ses droits, du reste non limités par le traité, de définir et d'étendre le secteur public de l'économie sur son territoire. Il se réservera de définir et d'appliquer sa propre politique nationale du crédit et d'utiliser tout autre moyen propre à réaliser la planification démocratique nationale ;

— Il sera responsable devant l'Assemblée nationale, comme dans tout autre domaine, de sa politique de décision que les représentants gouvernementaux français prendront dans les organes de la Communauté ;

— Le gouvernement mettra en place les procédures d'information et de consultation du Parlement. Avant des prises de position importantes, il procédera également à une consultation des organisations sociales

(en particulier syndicales) qualifiées dans le domaine intéressé.

Le débat sur l'harmonisation de la T.V.A. a démontré à quel point cette exigence, qui était prévue par les propositions socialistes pour l'actualisation, était indispensable. Il est par ailleurs bon de citer ces textes qui rappellent les positions du parti à certains camarades, en particulier à celui qui est actuellement responsable de ce secteur. Il aurait bien fait de les relire avant de tenir certains propos.

Par ailleurs, nous n'avons pas assez approfondi la nature des rapports qui devraient exister entre l'Europe et le tiers-monde.

Certains camarades ont commencé à le faire dans les textes qu'ils ont proposés à la majorité du parti. Ils veulent intervenir directement, ou par des pressions extérieures, dans les affaires intérieures des Etats devenus indépendants.

Ignorent-ils, d'une part, que des Etats ex-colonisés ont besoin de passer par une phase d'indépendance absolue qui ne peut être atteinte que par le respect des croyances religieuses ou politiques parfois à l'opposé des nôtres ? D'autre part, que la démocratie occidentale est un luxe que ne peuvent s'offrir que les pays les plus riches ou ceux qui ont déjà accompli une évolution comparable à celle des pays les plus industrialisés.

Ces mêmes camarades oublient de condamner les accords bilatéraux entre la France et les pays du tiers-monde, les pactes d'assistance et les interventions militaires, héritage de l'époque coloniale.

Dans ces mêmes textes, le problème du pétrole est traité comme un des aspects de l'économie capitaliste mondiale, alors que c'est aussi un des aspects des relations entre pays ex-colonisateurs et pays ex-colonisés.

Comment s'étonner de la méfiance qu'éprouvent à notre endroit les gouvernements des pays arabes, longtemps soumis à la colonisation européenne, et de leur légitime exaltation maintenant qu'ils ont leur revanche sur la domination qui leur a longtemps été imposée ?

Les Français se sentiraient-ils aussi humiliés par ce renversement de situation si les pays du Proche-Orient, producteurs de pétrole, n'avaient pas été pendant longtemps colonisés, traités en mineurs ?

N'y a-t-il pas dans ces rapports entre pays d'Europe et du tiers-monde des séquelles à caractère raciste ?

L'expérience a démontré que lorsque les nations du vieux continent veulent mener leur jeu, indépendamment les unes des autres face aux deux super-grands, elles ne pèsent pas d'un poids suffisant pour se faire entendre. Pourquoi en irait-il autrement face à la coalition, qui dure depuis maintenant plusieurs années, des pays producteurs de pétrole ?

L'union de l'Europe a fait sa force. Refuser de nous engager dans l'union européenne consisterait à renoncer à notre indépendance, à un type de civilisation originale qui n'est ni celle des Etats-Unis ni celle de l'Union soviétique.

Le général de Gaulle avait perçu les possibilités immenses d'une vaste politique de coopération avec le tiers-monde. Mais son nationalisme et sa méfiance à l'égard de toute construction européenne réelle l'avaient empêché de concevoir et de mettre en œuvre un dessein de nature assez vaste pour nous libérer de la domination américaine.

Ex-colonisateurs et ex-colonisés sont-ils en mesure de dominer leur ressentiment pour s'associer dans une grande entreprise qui pourrait assurer l'avenir et l'indépendance des uns et des autres ?

Tout y concourt.

Les européens n'ont pas de vocation impérialiste. Ils ne se considèrent pas comme les gendarmes d'un certain type de civilisation. Ils n'ont pas de glacis, de zone d'influence à défendre.

Pour coordonner nos efforts avec les pays du tiers-monde, il faut organiser la solidarité de nos économies sans éprouver le besoin

d'assortir notre entreprise commune de tentatives de domination politico-militaires.

L'Europe peut apporter au « tiers-monde » ses connaissances scientifiques, technologiques, son expérience de puissance industrielle. Elle peut aider les pays en voie de développement à mettre sur pied et à réaliser des plans d'expansion économique qui leur permettraient de mettre en valeur et de transformer sur place leurs matières premières.

Elle peut contribuer efficacement à leur permettre d'échapper définitivement au système colonial qui, on le sait, consiste essentiellement à acheter les matières premières sur le lieu de production, à les exporter, à les traiter en Europe, en laissant aux uns une mission et un rôle de producteurs et, aux autres, celui de manufacturiers, d'industriels, de fabricants, les produits finis étant ensuite exportés dans le monde entier, notamment dans les pays producteurs qui les payent alors fort cher.

Il n'en allait pas autrement pour le pétrole. On comprend que les pays arabes qui voyaient leurs ressources s'épuiser aient décidé de mettre un terme à ce système.

Si le socialisme réussissait à promouvoir une véritable solidarité Europe-tiers-monde, il n'y aurait plus ni exploités ni exploités, et cette association serait profitable à tous.

L'approvisionnement en matières premières et en produits énergétiques des pays d'Europe par les pays en voie de développement pourrait alors se faire sur des bases et dans un esprit différent de ceux actuellement en vigueur.

L'intérêt à long terme, et l'on peut même écrire à court terme, de l'Europe ne réside plus dans une politique mercantile, une exploitation des richesses des pays producteurs de matières premières, politique d'ailleurs de moins en moins acceptée et acceptable. L'intérêt du tiers-monde pourrait ne plus consister, dans le cadre de cette nouvelle politique, à provoquer des crises économiques, ni même à ralentir les progrès des peuples du vieux monde.

Par contre, le refus de mettre en pratique une politique de solidarité entre les peuples d'Europe et du tiers-monde aboutira forcément à contraindre les uns et les autres à accepter les conditions qui leur seront dictées en bloc (ou les uns après les autres), par les Etats-Unis.

Mais pour que ces nouvelles relations entre l'Europe et le tiers-monde aient une chance de s'instaurer, il faut dépasser le cadre trop étroit que délimitent les difficultés actuelles d'approvisionnement en pétrole. La solidarité doit s'étendre à tous les pays du tiers-monde, d'Afrique, d'Asie, du Proche-Orient, d'Extrême-Orient, à Madagascar, à l'Amérique latine.

Il n'existe pas d'autres moyens pour trouver une solution au problème qui se pose et qui demeurera insoluble aussi longtemps qu'on se limitera à le traiter dans un tête-à-tête entre les pays arabes et les pays européens.

On a dit de la guerre du pétrole qu'elle a agi comme un révélateur de la société de consommation dont elle a mis en évidence les dangers et les limites. Sur le plan politique, elle a remis à l'ordre du jour tout à la fois le problème de l'Europe et celui du tiers-monde, ainsi que celui de leurs rapports, mais en les posant en des termes nouveaux.

Une Europe sans ambition impérialiste, point de convergence entre l'Est et l'Ouest, et lien naturel entre le monde industriel et le tiers-monde, quel grand dessein cela pourrait être !

Mais il faut pour cela que la France prenne la tête d'un vaste mouvement économique et social de résistance, on peut presque dire de libération, contre les sociétés multinationales qui dominent, exploitent, et même écrasent de plus en plus l'économie des nations occidentales.

La construction européenne ne sera ni libre ni indépendante, ne sera donc pas au

service des pays qui la composeront tant qu'elle sera dominée par les sociétés multinationales, c'est-à-dire essentiellement par les U.S.A. La solution n'est pas dans un repli nationaliste comme le font le R.P.R. et le P.C.F. Cela ne permet pas de combattre efficacement la colonisation économique américaine. Nous n'en serions au contraire que plus faibles et plus soumis.

Pour résister aux multinationales, il faut un ensemble plus puissant, un cadre plus vaste. C'est en s'engageant dans cette voie, en luttant pour le plein emploi, qu'il sera possible d'édifier une construction européenne équilibrée en elle-même et vis-à-vis des super-grands, indépendante et pacifique, au service des peuples, des producteurs, des travailleurs.

## Pour le renforcement de l'initiative du parti en faveur du service public de l'Education nationale et de ses personnels

**André Delehedde (membre du comité directeur, député du Pas-de-Calais), Louis Mexandeau (député du Calvados, délégué national du P.S.).**

Les problèmes de l'éducation et de la formation des jeunes prennent une importance croissante dans la société française de la fin du vingtième siècle. La droite l'a bien compris. Les interventions répétées du président de la République et des dirigeants du C.N.P.F. se multiplient de manière insistante et doivent inciter les socialistes à redoubler de vigilance. Ses déclarations illustrent à leur façon l'analyse que le parti faisait de l'école dans son programme de 1972 « *Changer la vie* » : « L'école est à la fois l'un des terrains et l'un des enjeux de la lutte des classes. »

D'où les attaques, ouvertes ou dissimulées, que le gouvernement ne cesse de lancer contre le service public d'Education nationale, contre les universités et la recherche, contre les personnels enseignants et non enseignants, et contre le sport à l'école. D'où également, la volonté du patronat d'étendre son emprise sur la formation professionnelle de la jeunesse afin de la conditionner aux prétendues « valeurs de l'entreprise ». D'où, enfin, l'accélération de la politique de séparatisme scolaire, marquée par l'adoption des lois GUERMEUR qui visent à affecter, sans contrôle, ni perspective d'intégration, une part croissante des fonds publics à l'enseignement privé. Ainsi, de la loi HABY aux lois GUERMEUR, de l'extension de l'apprentissage aux décrets contre les assistants et vacataires de l'enseignement supérieur, se confirme la collusion entre le grand patronat et le pouvoir dont le but est d'asservir l'appareil de formation aux objectifs du système capitaliste en crise. Aujourd'hui, ce système cherche à imposer une nouvelle division internationale du travail où la France serait réduite à un rôle de sous-traitant.

On ne peut donc dissocier la politique économique et sociale du gouvernement de sa politique scolaire et universitaire. L'aggravation de la sélection, de la ségrégation, du sort des personnels est devenue une constante que ne parviennent plus à masquer les déclarations officielles sur le collège unique ou la prétendue amélioration de la condition des enseignants. Comme le demandait FRANÇOIS MITTERRAND lors de la discussion du budget de l'Education pour 1979 : « Mais où donc et en quoi est-il unique ce collège, quand tant d'enfants ou d'adolescents y échappent par toutes les filières inavouées,

par la mise en place déterminée de réseaux parallèles échappant au contrôle public ! Où est la dignité des maîtres, quand on connaît leurs conditions de travail et de traitement, et où est la préférence accordée — en paroles — à la formation ? »

Conscient de la gravité des attaques portées contre le service public d'Education nationale, le parti socialiste a appelé à l'action et à l'initiative de ses militants soit seul, soit en liaison avec les autres partis de gauche, les grands syndicats, en particulier ceux de la Fédération de l'Education nationale, ainsi que la Fédération des conseils de parents d'élèves des écoles publiques.

En même temps, le parti élaborait, de façon démocratique et décentralisée, un « Plan socialiste pour l'Education nationale ». Grâce à ce plan, en cours d'enrichissement par le travail des commissions et les contributions des fédérations, notre parti est le seul des grands partis français à disposer dans ce domaine d'un projet cohérent et détaillé. Bien que la rupture de l'union de la gauche par le parti communiste ait empêché sa mise en œuvre, les grandes options de « LIBEREZ L'ECOLE » doivent continuer à guider notre action : lutte contre les inégalités scolaires et sociales ; généralisation de la formation professionnelle ; mise en œuvre d'un vaste système d'éducation continue. (A cet égard, le droit pour tout travailleur de bénéficier de deux années au cours de sa vie active devrait être repris dans notre campagne pour les élections européennes, au même titre que la revendication des trente-cinq heures) ; démocratisation et décentralisation de l'institution scolaire en liaison avec nos perspectives autogestionnaires ; insertion des universités dans la vie nationale et régionale ; création d'un grand service public de l'Education nationale.

Sur ce dernier point, le parti socialiste a pris une position ouverte sur les modalités d'intégration de l'enseignement privé recevant des fonds publics, position qui a été approuvée par les grandes organisations laïques. Le Plan éducatif du parti est sans équivoque sur la fermeté de son engagement laïque : « Récusant tout endoctrinement et toute idée d'école officielle, les socialistes pensent que le pluralisme des idées, des croyances, des cultures, des ethnies, que l'indispensable droit à la différence, trouvent leurs libertés d'exercice et d'épanouissement au sein d'un seul service public et laïque d'éducation. » Il nous semble indispensable que le Congrès réaffirme cette conception dynamique de la laïcité, conforme à la fois

à l'héritage de JAURES et de BLUM, et à la prise en compte par de nombreux chrétiens de l'idéal socialiste.

Le parti socialiste doit développer son audience auprès des enseignants et personnels de l'Education nationale, attachés dans leur grande majorité à l'union de la gauche et

à l'unité syndicale. Il doit s'affirmer à la fois comme défenseur intransigeant du service public et de ses personnels, et en même temps comme la principale force d'innovation pour que se réalisent les conditions d'une Ecole réellement ouverte au peuple et aux travailleurs.

## Revenir à la ligne d'Épinay

Alain Billon, 75019 Paris, C.E.F., secrétaire section ; Philippe Buquet, Pas-de-Calais, Veudin-le-Vieil ; Anne Bolliet, 75009 Paris ; Jacques Cogneau, Yvelines, C.E.F. ; Gérard Debouverie, Nord, bureau fédéral, adjoint au maire de Roubaix ; Marc Deheuningk (Tourcoing, Nord) ; Yves Durrieu, Hauts-de-Seine, comité directeur, secrétaire G.S.E., E.D.F.-G.D.F. ; Georges Festinger, 75010 Paris, délégué fédéral aux immigrés ; J.-C. Gosselin, Nord, maire de Saches-Thufensil ; Hervé Hague, Eure ; J.-C. Henrard, 75013 Paris ; Daniel Hubscher, 75015 Paris ; Georges Inglebert, Nord, Watrelos ; Jacky Laborde, Pyrénées-Atlantiques ; Lacombe, Hauts-de-Seine, C.E.F. ; J.-C. Lagneau, 75004 Paris ; Léandri, 75013 Paris ; J.-P. Lévy, Paris, C.E.F. ; Christian Odoux, Nord, adjoint au maire, Tourcoing ; Philippe Orsini, Paris ; Jacqueline Osselin,

Nord, C.E.F. ; Marc Pagnier, Nord, Coudekerque ; J.-C. Paulhet, Nord, Capelle-la-Grande ; J.-J. Pene, Somme, C.E.F. ; J.-P. Perriot, 75013 Paris ; Robert Petite, Nord, C.E.F. ; Claude Pigement, 75016 Paris ; Marie-Cécile et Jean Potier, 75013 Paris ; Yves Prades, 75003 Paris, secrétaire de section ; J.-M. Regnault, Nord, Mourvaux ; Yasma et François Romon, 75010 Paris ; Léon Rousseau, Yonne, Charny, secrétaire adjoint ; J.-J. Sanvert, Seine-Saint-Denis, bureau fédéral, Montreuil ; Marie-Do Suremain, Paris, secrétaire fédérale ; Jean-Pierre Teissedou, Nord, adjoint au maire, Wasquehal ; Nicolas Thiel, Puy-de-Dôme, C.E.F. ; Roger-C. Vaillant, Nord, adjoint au maire, Grande-Synthe ; Eric Vion, Nord, conseiller général, député suppléant ; Jean Veber, Nord, C.E.F. ; Marc Wolf, Nord, bureau fédéral, maire de Mons-en-Bareuil.

Militants du courant 2, nous entendons par cette contribution prendre toute notre place dans les débats du parti. Fidèles à la ligne d'Épinay — union de la gauche, rupture avec le capitalisme, autogestion, — nous ne saurions cautionner un quelconque glissement réformiste du parti qui, dans les faits, remettrait en cause sa stratégie unitaire. Nous ne nous reconnaissons pas dans les positions souvent trop centralistes, nationalistes et complaisantes envers le P.C. qu'ont prises certains animateurs de notre courant. Nous rejetons les exclusives personnelles et les querelles de clans qui stérilisent la vie de parti. Comme il y a huit ans, nous voulons, sur une ligne claire, servir le rassemblement des socialistes pour servir l'union de la gauche.

Nous espérons encore obtenir du CERES le redressement politique indispensable pour qu'il redevienne un pôle d'attraction largement ouvert. Faute d'y parvenir, nous prendrons nos responsabilités avec tous ceux qui, sans concession sur les principes, mais sans sectarisme, veulent agir pour que le parti revienne à la ligne d'Épinay.

Dans cet esprit, nous appelons à rejoindre notre démarche tous ceux qui refusent d'être manipulés dans les batailles d'appareil et de servir de masse de manœuvre à telle ou telle fraction pour la conquête du pouvoir dans le parti.

### I. — Crise du capitalisme et crise de l'union

#### 1) Une offensive sans précédent contre les travailleurs.

Le capitalisme mondial traverse une crise grave. Mais une fois de plus, si la gauche ne parvient pas à lui opposer un projet crédible pour les travailleurs, il est capable de la surmonter en y trouvant même les bases d'un renforcement de sa domination pour une nouvelle période.

Malade au plus profond de lui-même de l'inflation engendrée par le caractère monopoliste de ses structures, il doit organiser délibérément la récession économique pour essayer de contrôler ce phénomène qui pourrait devenir mortel. Mais, de cette crise même, il tire des forces nouvelles :

- la liquidation des secteurs de production plus ou moins marginaux doit permettre à terme de redresser le taux de profit et facilite la restructuration de l'économie mondiale au bénéfice et sous le contrôle des multinationales ;
- l'organisation massive du chômage peut faire reculer la combativité des travailleurs, favorisant la montée du corporatisme, la dispersion des luttes sociales, l'individualisme et la marginalisation de fractions croissantes de la population (chômeurs, jeunes, etc.). L'objectif avoué de la politique GISCARD-BARRE est d'imposer un partage des revenus qui soit plus favorable au profit. Ainsi,

le retour à des méthodes du « libéralisme sauvage » du dix-neuvième siècle traduit une offensive sans précédent contre le mouvement ouvrier.

Pour réussir cette mutation douloureuse, le capitalisme a évidemment besoin d'être débarrassé de toute menace d'un projet alternatif de rupture. D'où une gigantesque offensive idéologique qui vise à neutraliser tous les risques de déstabilisation. Il s'agit en particulier :

- de conditionner l'ensemble de la population en faisant appel aux vieux réflexes d'ordre et de sécurité ;
- d'intégrer les classes moyennes salariées souvent perméables au discours moderniste (par exemple en acceptant une certaine libéralisation des mœurs) et mondialiste pour éviter qu'elles ne rejoignent le combat des travailleurs les plus exploités ;
- de récupérer toutes les idées qui mettent en cause la logique du système (critique de l'Etat et de la centralisation, aspirations à la responsabilité de la base, exigences écologiques), en leur concédant au besoin quelques petits « espaces de liberté » qui serviront de caution ou de dérivatif, pour éviter absolument qu'elles ne s'intègrent dans une démarche politique de transformation profonde ;
- et, surtout, de gagner le mouvement socialiste aux conceptions social-démocrates, et donc de lui faire renoncer à l'union de la gauche et à tout projet de rupture. On a vu ainsi fleurir, au sein

même de la gauche, des thèses de droite telles que : réhabiliter le marché comme régulateur global de l'économie, accepter passivement la division internationale du travail, gérer la crise considérée comme inéluctable, mettre en avant l'individualisme et l'initiative privée au détriment de la solidarité et de l'effort collectif.

#### 2) La crise de l'union de la gauche.

La dynamique de l'union qui s'était développée à partir de la signature du programme commun s'est brisée sur ses propres insuffisances :

- le fait que l'union soit restée un simple accord d'appareils, purement électoral, non relayé à la base ;
- l'acceptation d'une certaine division des tâches entre P.C. et P.S., chacun étant plus soucieux d'affirmer sa personnalité propre que de servir ensemble les objectifs communs ;
- le refus d'une plate-forme commune de luttes ;
- et surtout, de part et d'autre, une profonde méfiance dans les masses, sur lesquelles on refusait de s'appuyer pour protéger l'union contre les risques toujours présents de déviation, ici autoritaire et là social-démocrate.

Ainsi, à partir de 1974-1975, d'un côté le P.C. s'est replié sur la sauvegarde de son appareil et de son identité, d'autant plus difficile que l'abandon de la référence aux pays de l'Est le prive de tout projet de société ; de l'autre, le P.S. n'a plus eu d'autre ambition que l'affirmation impérialiste de sa domination sur la gauche et la marginalisation de son partenaire (cf. le slogan discuté de « premier parti de France »). Dès lors que le dérapage de l'union mettait en cause à terme sa propre existence et ne lui laissait aucune possibilité de jouer un rôle dans l'expérience de gauche, il était inéluctable que le P.C. choisisse à l'été 1977 une véritable « stratégie de l'échec ». Il était ainsi décidé à stériliser la gauche plutôt que de se prêter à une évolution qui le conduirait à n'être plus qu'une force d'appoint. La défaite de la gauche n'a donc nullement tenu à un manque de crédibilité économique du programme ou à l'absence d'autonomie du P.S., mais bien plutôt au manque de crédibilité politique, dès lors que les deux partis n'apparaissaient plus capables de gouverner durablement ensemble.

L'existence du parti communiste apparaît ainsi dans la période actuelle comme une donnée incontournable de la situation politique française. Toute démarche qui prétendrait évacuer cette réalité, et, prolongeant la ligne de PAU, substituer à une stratégie d'alliance, où le P.S. doit simplement avoir un rôle moteur, une stratégie d'indépendance, où le P.S. prétendrait soumettre totalement son partenaire, ne peut que conduire le mouvement ouvrier à une impasse. Qu'elle se pare des attraits du modernisme ou d'un discours de gauche dogmatique qui a souvent, dans le passé, servi de paravent à l'opportunisme, cette remise en cause de la ligne d'ÉPINAY ne pourrait déboucher à terme que sur une nouvelle troisième force. Elle libérerait un immense espace pour le développement du P.C.

Plus que jamais, face à la crise, il n'y a donc de solution pour le P.S. et le projet socialiste que dans la fidélité à la ligne d'ÉPINAY.

### II. — Rupture avec le capitalisme et transition autogestionnaire

La stratégie de rupture avec le capitalisme passe à la fois par la conquête du pouvoir d'Etat et le développement d'un puissant mouvement populaire : il s'agit ainsi de créer un nouveau rapport de force entre les classes qui doit faire basculer l'équilibre du pouvoir social. Le franchissement de ce seuil initial permet d'ouvrir le processus de transition au socialisme, dont on devine qu'il sera long et cahotique.

### 1) La rupture.

Même si l'insertion plus étroite de l'économie française dans le marché international introduit de nouvelles contraintes, la rupture avec le capitalisme demeure une nécessité pour changer la vie.

La victoire électorale de la gauche permettra d'emblée d'amorcer la transformation des appareils d'Etat et des structures économiques.

Pour éviter les déviations bureaucratiques, il est décisif que l'Etat soit limité dans ses attributions, profondément décentralisé et démocratisé.

Pour éviter l'échec fatal de l'expérience, il faut d'emblée s'en prendre aux fondements du système : la domination des monopoles et du marché. Sans cela, il n'est pas sérieux de prétendre promouvoir une nouvelle logique sociale et satisfaire les revendications.

Mais l'intervention de l'Etat est, à elle seule, totalement insuffisante pour modifier les rapports sociaux ; cela suppose donc que la nationalisation ne se réduise pas à un simple transfert de capital, mais conduise à l'approbation réelle des moyens de production par l'ensemble des travailleurs : depuis les contrats de plan qui permettront de prendre en compte les exigences de la collectivité jusqu'à l'intervention aux niveaux de décision les plus décentralisés (établissement, atelier, etc.) en passant évidemment par le pouvoir effectif du personnel dans la gestion de l'entreprise.

Cela suppose également que la planification encadre et corrige comme régulateur global les mécanismes du marché (en particulier par le crédit, l'encadrement des prix et les commandes publiques). Ces orientations du plan s'imposeront d'autant mieux aux entreprises privées et publiques qu'elles tiendront compte des aspirations populaires grâce à une réelle décentralisation.

Sur la base de ces transformations de structure, l'expérience de gauche aura plus que jamais besoin d'une très grande rigueur économique : lutte contre l'inflation pour éviter les diktats monétaires internationaux, politique énergique de redistribution des revenus pour contrôler les pressions sur la consommation et le commerce extérieur, respect des engagements du programme commun et, au-delà, nécessité de proposer démocratiquement des choix cohérents.

### 2) Conquérir une marge de manœuvre internationale.

Il n'est pas plus sérieux de croire que l'expérience de gauche pourrait se développer en acceptant telles quelles les contraintes internationales et la domination du marché mondial que de prétendre s'en abstraire (sauf à s'enfermer dans une démarche isolationniste qui conduirait à une économie de pénurie).

Il s'agira donc de desserrer l'étau des multinationales en échappant par une politique industrielle volontariste à la spécialisation libérale qu'elles nous imposent actuellement et qui marginalise notre pays. La gauche lui opposera une autre logique internationale, conforme à la fois à nos intérêts nationaux et à notre politique de développement du tiers-monde. Le rôle du plan sera ainsi d'organiser les reconversions nécessaires pour permettre à chacun de vivre et travailler au pays, et en prenant à chaque étape les mesures de sauvegarde pour préserver l'objectif du plein emploi.

Des conversions ne devraient ainsi porter que sur des productions pour lesquelles il n'y a aucun espoir d'obtenir dans l'avenir des prix équivalents à ceux du marché international. Des exceptions demeureront souhaitables pour quelques produits stratégiques sur lesquels il sera nécessaire de faire supporter par la collectivité des sacrifices bien délimités afin de préserver l'indépendance nationale (ainsi certains produits de base comme la sidérurgie ou certaines techniques avancées comme l'électronique).

La stratégie de développement s'appuyant sur le secteur public devra donc porter sur les productions à forte expansion, sur celles qui utilisent un marché intérieur important

et sur celles où la France a un avantage certain (avance technique, qualification de la main-d'œuvre, potentiel agricole, situation géographique, etc.).

Cette politique offensive reposera en outre sur des accords à long terme avec des pays du tiers-monde et de l'Est ; elle tirera parti des contradictions entre pays capitalistes pour établir des rapports de force favorables et passer des compromis commerciaux avantageux.

C'est dans cet esprit que le P.S. doit prendre en compte la dimension européenne de son action, refusant à la fois l'europhisme bélant qui fait le jeu du libéralisme sauvage et la crispation nationaliste. Plus que jamais, il doit s'en tenir à l'attitude fixée par le congrès de Bagnolet : participer à la construction européenne dans toute la mesure où cela ne limite pas la liberté d'action du futur gouvernement de gauche pour l'application de son programme et où cela préserve toutes les chances de la construction de l'Europe des travailleurs.

De façon générale, le socialisme dans un seul pays n'est pas une situation viable longtemps : un pays en marche vers le socialisme doit non seulement conclure à court terme des compromis avec son environnement, mais il doit aussi faire exemple dans des délais relativement courts.

Il faut donc se garder de tout complexe d'encerclement qui transformerait en nationalisme le souci légitime d'indépendance nationale. La tentation peut être grande d'exacerber le sentiment national, ne serait-ce que pour rejeter sur l'étranger la responsabilité des difficultés internes et pour emporter l'adhésion populaire. Mais il s'agirait là d'un enchaînement pervers qui entraînerait l'étatisme, le protectionnisme et le repliement sur soi-même : le nationalisme est contradictoire avec notre ambition autogestionnaire.

### 3) Le front de classe et le mouvement autonome des masses.

La stratégie de rupture implique un rapport de forces qui ne soit pas qu'électoral. C'est tout le problème du front de classe dont la cohésion commande le succès de l'avancée vers le socialisme.

Dans cet esprit, l'adversaire principal est évidemment la grande bourgeoisie industrielle et financière liée aux multinationales (d'où la nécessité de nationaliser les grands groupes d'emblée). Mais, sauf à renoncer à élargir les droits des travailleurs, la bourgeoisie nationale (les P.M.E.) constituera aussi un adversaire dont il faudra neutraliser la tentation de saboter l'expérience de gauche par un rapport de forces fondé sur la dynamique populaire (possibilité de nationalisation-sanction prévue par le programme commun).

Contre le bloc de la bourgeoisie, il faut donc essayer d'agréger autour des revendications des plus exploités tous les travailleurs qui subissent les pesanteurs du système capitaliste, de sa crise et de sa logique destructrice : en particulier, les couches nouvelles salariées et les travailleurs indépendants de la terre, de l'artisanat et du commerce.

La construction du front de classe n'est pas l'addition électorale d'intérêts catégoriels. Elle se réalise dans les luttes et appelle aujourd'hui une contre-offensive idéologique face aux pressions de la bourgeoisie :

— loin d'abandonner les acquis de la pensée marxiste, il faut les approfondir et les adapter à l'évolution récente ;

— loin de renier l'héritage de mai 68, il faut en faire fructifier tous les aspects positifs, en particulier la méfiance vis-à-vis des appareils, la confiance dans le mouvement des masses et le développement d'initiatives militantes et démocratiques nouvelles dans les entreprises comme dans les communes.

La motion d'Epina y a montré que pour éviter l'échec ou les déviations l'expérience de gauche devrait d'emblée poser le problème du pouvoir effectif des travailleurs à la base, en particulier dans les entreprises.

L'élan socialiste autogestionnaire ne saurait pourtant être cantonné au monde du travail.

L'autogestion doit être un objectif assez rapproché pour que les travailleurs se sentent concernés par lui. Dès l'accession au pouvoir, des pratiques autogestionnaires devront être mises en œuvre de façon différente d'une entreprise publique à l'autre, d'une commune, d'un quartier ou d'une région à l'autre, selon le degré de préparation des travailleurs et le développement des luttes.

Dans le secteur demeuré privé devra s'organiser le contrôle ouvrier par la mise en place des conseils d'établissement, d'atelier et de service, l'extension du droit à l'information, l'intervention des salariés en matière non seulement d'embauche et de licenciement, mais aussi de sécurité, de formation, d'organisation du travail. Mais, sauf à être récupérées par le système comme tant d'autres conquêtes ouvrières, ces avancées n'auront de contenu vraiment transformateur que si elles s'inscrivent dans une dynamique continue de la prise de conscience des travailleurs et de la socialisation réaliste, progressive et coordonnée de l'économie.

Ce sont les partis qui contrôleront le gouvernement, et non celui-ci qui les utilisera comme courroie de transmission. Certes, la politique du gouvernement devra être l'application des accords passés entre les partis. Mais ceux-ci doivent rester ouverts à la pression populaire, en s'attachant à tout moment à vérifier l'existence d'un consensus majoritaire, et donc à respecter les règles démocratiques. Dans ce cadre et dans une période où la lutte de classe doit s'intensifier, le parti socialiste doit faire avancer les propositions autogestionnaires de son programme, si le rapport des forces le permet.

Et si de nouvelles formes d'organisation (conseils, comités d'action, comités de grève, etc.) apparaissent, constituant le mouvement autonome des masses, les socialistes doivent y participer activement. Leur rôle n'y sera pas celui du noyautage léniniste, mais de lui fournir à chaque étape les réponses autogestionnaires appropriées et de veiller à son enracinement populaire. Ainsi le protégeront-ils contre les risques de manipulations minoritaires et les aventures anarchistes.

Ce mouvement autonome des masses n'a donc rien de mythique. Les partis, les syndicats, les associations, les manifestations ne rassemblent qu'une faible part de la classe ouvrière, « a fortiori » de la population. Dans une période de radicalisation, il est indispensable que des millions de personnes puissent s'exprimer à travers des formes nouvelles d'intervention et d'organisation.

## III. — Relancer l'union de la gauche, la dynamique des luttes et la construction d'un vrai parti socialiste

Ces trois objectifs sont en effet indissociables, tant il est vrai qu'en dehors du terrain de l'union et des luttes le parti ne peut que dépérir et sombrer dans la collaboration de classes. Inversement, l'union ne peut renaitre et gagner qu'en s'enracinant dans une nouvelle dynamique des luttes et avec un parti socialiste militant et fidèle à son projet de rupture.

### 1) Reconstruire l'union.

Il est vrai que trois lignes sont à l'œuvre dans la gauche française qui ne recourent pas nécessairement d'ailleurs les clivages d'organisations : la démarche social-démocrate, dont l'horizon ne dépasse pas celui d'un compromis durable et un peu plus « social » avec le patronat, la démarche bureaucratique, qui ne connaît d'autre réponse aux contradictions de la lutte de

classe qu'autoritaire et centralisée, et les réponses socialistes, qui se construisent dans la synthèse vivante du mouvement d'en haut (la conquête de l'Etat et des pôles économiques) et du mouvement d'en bas (la dynamique autogestionnaire des masses).

Il est vrai aussi que le projet socialiste ne pourra faire l'économie d'une bataille politique entre ces trois lignes : il faudra, en s'appuyant sur la dynamique populaire, les dépasser par une série de compromis où devra s'affirmer, face aux démarches social-démocrates autoritaires, l'hégémonie des réponses autogestionnaires.

Le nœud politique est donc bien l'union de la gauche, c'est-à-dire, à chaque étape, la construction de ce compromis entre toutes ses composantes. Ainsi, sans ce compromis sur le programme et le pouvoir, c'est-à-dire un véritable accord politique de gouvernement à égalité de droits et de devoirs, on ne résout pas le préalable décisif de la conquête du pouvoir, de la dynamique populaire et des premières transformations de structures. Et, au-delà, on conduit l'expérience de gauche à une impasse (c'est-à-dire son éclatement), tant il est clair que le projet autogestionnaire n'a pas de sens en dehors de la mobilisation unitaire des masses.

Ainsi, la nécessité d'enraciner dès maintenant ce projet autogestionnaire dans les masses ne se confond pas avec on ne sait quelle confrontation des « projets de société » du P.S. et du P.C., qui conduirait la gauche aux impasses du « dialogue idéologique » et n'aurait d'autre résultat que de démobiliser davantage les travailleurs. Il s'agit, dans la façon de mener les luttes ou d'exercer les pouvoirs municipaux, de préparer cette dynamique autogestionnaire et unitaire de la base sans laquelle la victoire de la gauche conduirait inévitablement au retour triomphal de la droite ou au dévoiement bureaucratique.

Puisque actuellement l'obstacle à la relance de l'union est la stratégie du P.C., qui essaie de recouvrer son ancien espace politique d'influence en nous poussant à droite, c'est cet obstacle qu'il faut faire céder. Il faut imposer l'union au P.C. en s'appuyant sur la pression populaire dans ce sens.

Si le P.C.F. est amené à constater que le P.S. résiste efficacement à sa stratégie sectaire de reconquête, et que lui-même est réduit à se marginaliser, il reviendra lui-même dans la voie unitaire. Le P.S. doit lui faciliter cette évolution :

- en refusant d'entrer dans le piège de la polémique qu'il nous tend. Il faut se garder pourtant de l'illusion que des concessions au discours et aux diktats du P.C. le ramèneraient à l'union, alors qu'elles montreraient seulement que le P.S. renonce au rôle moteur qu'il doit avoir pour que la gauche gagne. Ces concessions ne pourraient au contraire qu'encourager le P.C. dans son dogmatisme et son combat antisocialiste ;

- en proposant constamment l'action commune sur tous les terrains, et notamment dans les entreprises. Un rapport de forces unitaire sera recherché par l'élargissement aux syndicats et organisations concernées ;

- en recherchant, dès que possible, la discussion sur un certain nombre de problèmes concrets touchant à l'extension des droits des travailleurs, à l'organisation de leur pouvoir dans les entreprises publiques et à la politique industrielle. Ce dialogue nécessaire devra permettre, en regard de la référence du P.C. à l'autogestion, de le placer devant ses responsabilités. Il concernera autant la base que le sommet et sera ouvert sur les organisations syndicales.

Il s'agit dès maintenant de créer une véritable unité populaire qui invente un autre type de rapports entre les partis, les syndicats et les associations et les masses. Une union solide et dynamique avec le P.C. implique en effet qu'elle ne se limite pas aux appareils.

## 2) Développer et unifier les luttes.

Donner la priorité aux luttes dans l'entreprise, cela veut dire que là où s'affrontent directement les classes sociales doit être mené un combat exemplaire, mais cela ne signifie pas qu'ailleurs les luttes ne soient pas porteuses de transformation. Il n'y a pas en effet par nature des luttes anticapitalistes et d'autres qui seraient récupérées par la bourgeoisie. Il y a dans chacune d'elles des germes de transformation et des germes d'intégration au système. C'est précisément le rôle du parti de les rendre toutes « porteuses de transformation ». Donner une dimension anticapitaliste aux luttes extérieures à l'entreprise (luttes urbaines, luttes écologistes, etc.) est important pour souder le front de classe. Et même s'ils doivent les intégrer à leur projet, les partis doivent reconnaître la spécificité et l'autonomie des luttes qui ne se réduisent pas à l'anticapitalisme (femmes, jeunes). C'est ainsi qu'on reconnaîtra dans les faits l'importance du mouvement populaire.

Les luttes, quelles qu'elles soient, doivent déboucher sur la perspective du contrôle des travailleurs : luttes dans l'entreprise, luttes sur le cadre de vie, luttes sur la culture, etc., sont d'abord les luttes pour le droit à l'information, à la démocratie et d'autres conditions de vie. La perception concrète de la « lutte pour le contrôle » doit être un des principaux objectifs du parti qui n'a pas su, jusqu'aujourd'hui, faire passer clairement ce que ce terme signifiait dans la vie quotidienne.

## 3) Construire un P.S. démocratique et militant.

Construire un vrai P.S. est décisif pour créer sur le terrain un rapport de forces en faveur de l'union. Les questions décisives sont celles de sa base de classe, de sa capacité d'explication de masse, de sa présence dans les luttes et de son fonctionnement démocratique.

Il s'agit donc de transformer le rapport du parti aux masses, qui est resté jusqu'aujourd'hui le plus souvent électoraliste. Il nous faut être beaucoup plus en prise sur la réalité sociale, faire bien mieux qu'aujourd'hui le lien entre le vécu concret des gens et l'explication politique. Cette recherche d'un nouveau mode d'intervention est d'autant

plus importante que le fossé risque de s'élargir entre les partis politiques et les travailleurs. Et l'utilisation d'un langage de masse, qui parle aux couches sociales auxquelles les socialistes doivent prioritairement s'adresser, sans tomber dans la démagogie simpliste souvent pratiquée par le P.C., s'impose si nous voulons changer la base de classe du parti.

La démocratisation du parti est essentielle enfin pour donner à chacun de ses membres, et pas seulement les hommes, les énarques, les cadres supérieurs, les enseignants, la capacité d'intervention politique authentique sans laquelle il sera incapable d'impulser le mouvement populaire. Cela exige :

- la recherche de solutions concrètes qui protègent les responsables contre les tentatives du carriérisme politique (rotation des mandats, élaboration d'un véritable statut matériel et financier des élus et des permanents, limitation du cumul des indemnités), en sorte qu'ils ne soient plus poussés par la logique du pouvoir à enfermer les militants dans le clientélisme ;

- l'extension du secteur entreprise ; le secteur entreprise et les G.S.E. doivent disposer, dans le cadre des orientations du parti, d'une certaine autonomie dans leur domaine. Le secteur entreprise doit permettre aux militants ouvriers de se former et de prendre des responsabilités générales dans le parti. C'est un moyen de valoriser l'action des militants de ce secteur et en même temps de la faire prendre en charge par le parti tout entier ;

- un secteur entreprise qui ne soit pas l'enjeu des différents courants. Il sera malsain, par exemple, que les G.S.E. nationaux deviennent le fief de tel ou tel courant et soient utilisés comme masse de manœuvre ;

- l'organisation d'un vrai débat politique dans le parti, où chaque adhérent puisse intervenir librement, au lieu de l'affrontement de féodalités et de clans figés par la discipline de vote et l'existence de structures parallèles au parti. Il faut ainsi appliquer pleinement les dispositions adoptées au dernier congrès et à la convention sur le règlement intérieur qui, si chacun voulait effectivement jouer le jeu, permettraient de rapprocher enfin le fonctionnement du parti des principes autogestionnaires.

# Contribution pour un débat sur les vrais enjeux

Kléber Gouyer, C. Chesne, B. Soulage, G. Quezel.

## I. — Observations initiales

Le texte qui suit ne vise pas à proposer dès maintenant des réponses aux questions concrètes qui se posent au parti socialiste. Les militants qui l'ont élaboré croient aux vertus du débat. Ils ont donc voulu d'abord essayer d'énumérer les questions réelles qui se posent aujourd'hui pour transformer profondément et durablement notre pays. A partir de ce premier texte, les militants signataires sont désireux de débattre avec tous ceux qui le souhaitent et ils prendront des initiatives pour que ce débat puisse concerner tous les militants de la fédération.

## II. — Les acquis du parti

Le parti socialiste tel qu'il s'est construit à Epinay et s'est développé depuis repré-

sente un acquis important qui sert de base à tout débat :

- le P.S. a rompu avec toute perspective et toute tactique de type troisième force ;

- il a choisi la stratégie d'union de la gauche et d'union des forces populaires pour faire triompher un socialisme autogestionnaire ;

- le P.S. veut articuler la perspective électorale (fondée sur l'acceptation permanente du verdict du suffrage universel) et les luttes sociales ;

- le P.S., porteur du courant autogestionnaire, détermine la crédibilité de l'union par le nouveau rapport de forces qu'il cherche à créer à l'intérieur de la gauche. Pour cela il doit être à la fois fort électoralement et ancré sur la vie quotidienne et les luttes en agissant concrètement pour une transformation socialiste de la société ;

- le P.C. ne constitue pas une garantie de non-déviations de la gauche mais un partenaire déterminant politiquement et socialement, qu'il faut ramener à l'union dans la perspective du socialisme autogestionnaire.

### III. — Le contexte du combat de la gauche et ses nouveaux enjeux

Si tels sont les acquis communs à tous les socialistes, il faut réfléchir après mars 1978 aux conditions d'une victoire pour l'avenir. L'analyse de l'échec de mars implique une responsabilité écrasante pour le P.C., elle ne permet pas, pour autant, de penser qu'il suffit de faire comme avant pour espérer gagner demain et amorcer durablement la transformation sociale.

Il ne s'agit pas de regarder le passé pour juger des erreurs des uns et des autres au sein du P.S. mais de prendre en compte la réalité du monde de 1978 et des années à venir pour chercher les moyens crédibles de le transformer.

Le monde bouge beaucoup plus vite qu'on ne le pense ou au moins qu'on ne le dit. La crise économique n'est qu'un signe de ce mouvement, mais elle en est le plus important. Contrairement à ce qu'affirme le parti communiste cette crise n'est pas la crise finale du capitalisme, pas plus et pas moins que les crises qui l'ont précédée. Mais le capitalisme utilise cette crise pour opérer une formidable mutation. Il s'agit pour lui d'intégrer l'ensemble du monde à sa logique de profit et de domination.

Cela s'articule sur deux moyens essentiels :

— la délocalisation très rapide des industries vers les pays à main-d'œuvre docile et à bon marché en gardant (pour combien de temps ?) dans les pays développés les industries nobles et surtout les centres de pouvoirs économiques (finances, recherche...);

— le déclin des Etats nations qui, après avoir été utiles au dix-neuvième siècle pour créer le capitalisme actuel, sont, dans leur forme actuelle, un obstacle aux projets du capitalisme international. Les firmes multinationales, particulièrement américaines, sont les outils principaux de la mutation en cours.

En France, l'évolution de la société capitaliste vers un libéralisme sauvage a pour conséquence l'accentuation des diversités de situations qu'il s'agisse des statuts, conditions de travail, garantie de l'emploi, des conditions de vie (logement, transport, éducation, culture).

**CES NOUVEAUX ENJEUX IMPOSENT AUX SOCIALISTES TROIS QUESTIONS PRINCIPALES QUI DOIVENT ETRE AU CŒUR DE LEUR REFLEXION :**

● Quel est le cadre le plus adéquat pour résister à cette mutation et à son cortège de licenciements, répression et pauvreté ?

● Quelles sont les possibilités réelles de changements en France si l'on veut éviter qu'une expérience de gauche ne se termine dans un retour brutal de la droite au pouvoir ou une évolution vers l'autoritarisme et la bureaucratie ?

● Comment peut-on instaurer de nouveaux rapports avec les pays qui aspirent légitimement au développement et qui sont aujourd'hui les jouets des firmes multinationales ?

**CES QUESTIONS IMPOSENT UN APPROFONDISSEMENT DES PROJETS ET DE LA STRATEGIE DU PARTI SOCIALISTE DANS PLUSIEURS DIRECTIONS :**

● L'Europe peut devenir une zone de résistance à la pression américaine, mais cela impose une autre Europe qui ne soit pas celle de l'actuel axe franco-allemand : quelles politiques communes doit-on développer (politique sociale, industrielle, monétaire...) ? Dans quelle négociation avec des partenaires qui n'ont pas la même perspective politique que nous ? A quelles conditions réussir le nécessaire élargissement pour instaurer de nouveaux rapports entre le nord et le sud de l'Europe ? Comment développer dans les faits l'Europe des travailleurs pour que la transformation sociale en France ne précède pas trop la transformation ailleurs ?

● Les priorités sociales doivent être révisées à la lumière du dramatique problème de l'emploi. Il faut en particulier réfléchir aux conditions concrètes d'une réelle solidarité qui permettrait d'abaisser sensiblement la durée du travail (politique de déhiérarchisation des revenus, lutte active contre la fraude, tous les privilèges et les situations de rente) et au coût social et économique des nécessaires créations d'emploi.

● La logique capitaliste, actuelle et future, implique un développement toujours croissant de la consommation, du règne de l'argent et des gaspillages, cela à l'échelle de la planète. Comment pouvons-nous agir dès maintenant, et surtout dès le début d'une expérience de gauche, pour aller vers un nouveau développement, une nouvelle croissance ?

● Le défi des multinationales implique que la gauche dépasse un simple « rassemblement des mécontents » ou un simple changement de propriété du capital pour élaborer une stratégie industrielle offensive définissant un autre mode de développement grâce à la maîtrise de l'économie, notamment par des nationalisations, et un changement des rapports sociaux à travers l'attaque de l'organisation du travail en développant le contrôle des travailleurs sur la vie de l'entreprise, y compris nationalisées (conseils d'ateliers) et une réelle décentralisation du pouvoir économique et politique à l'échelon régional et local, créant ainsi les conditions d'une mobilisation sur une perspective politique claire.

**TOUTES CES QUESTIONS NE SONT PAS NOUVELLES. ELLES SONT PARFOIS SOUS-ESTIMEES, MAIS ELLES FIGURENT DEJA AU CENTRE DES DEBATS SOCIALISTES.**

Il reste à les approfondir, à avoir des réponses claires et surtout à faire passer dans l'opinion, par la propagande et la lutte, les propositions socialistes. Cela implique :

— une nouvelle dynamique unitaire qui redonne confiance aux travailleurs ;

— l'élaboration d'un projet socialiste clair qui réponde à ces questions, et soit à la fois rigoureux et audacieux pour que la rupture avec le capitalisme ne soit pas seulement un slogan de congrès ;

— le renforcement du parti socialiste dans sa capacité d'organisation interne et d'intervention dans les luttes.

### Quelques choix à débattre pour le congrès

**COMMENT RECONSTRUIRE L'UNION DE LA GAUCHE ?**

La stratégie d'union de la gauche, officialisée par le programme commun de 1972, a conduit le P.S. à devenir — au moins en terme électoral — la force dominante de la gauche. Le P.C. a donc choisi la rupture, et on peut craindre qu'il ne revienne en arrière que s'il arrive à remonter le courant, ce qui lui paraît possible puisque nous sommes toujours dans l'opposition et qu'il peut ainsi soutenir les revendications de tous, au prix d'une conduite démagogique, nationaliste et poujadiste. D'où quelques questions :

● Faut-il suivre le P.C. sur ce terrain ?

● Faut-il avancer dans notre propre analyse, au risque de s'écarter de plus en plus des positions actuelles du P.C., en s'affirmant et en se décomplexant idéologiquement de plus en plus ?

● Faut-il, au contraire, ne pas aller trop loin dans cette voie, c'est-à-dire accepter en partie la conception P.C. de l'union (P.C. révolutionnaire et représentant l'avant-garde éclairée de la classe ouvrière ; P.S. réformiste et représentant les classes moyennes) ?

● L'union de la gauche se limite-t-elle au P.S.-M.R.G. ou doit-elle s'élargir, et vers qui ? Que peut représenter à cet égard le concept d'union des forces populaires ?

● Sur quelles bases faudra-t-il engager le processus de négociation avec le P.C. (et d'autres) et quel type de compromis faudra-t-il passer (débattre notamment de la place respective des partis dans les structures de pouvoir) ?

**COMMENT ETRE OFFENSIF SANS ATTENDRE LES ECHEANCES ELECTORALES ?**

La conception actuelle du parti en fait d'abord une machine électorale, vivant surtout au rythme des consultations :

● Comment développer un rôle plus large, comment ancrer plus profondément le P.S. dans les masses ?

● Quelle place doit-il prendre dans les luttes sociales, et comment ?

● Même question pour les luttes type cadre de vie (urbanisme, pollution, nucléaire, loisirs...) minorités (mouvements et cultures régionales), pour les émergences de forces nouvelles (femmes) ?

● Quelles propositions concrètes doit-il avancer ?

● En s'appuyant notamment sur les pouvoirs locaux, quelles actions peut-il entreprendre immédiatement ?

**COMMENT TRADUIRE DEMAIN LE PROJET AUTOGESTIONNAIRE EN TERMES CONCRETS ?**

— Etudier l'articulation des divers pouvoirs (entreprises, coopératives, quartiers, communes...), leur articulation avec les pouvoirs centraux, régions et Etat ;

— étudier les nouvelles organisations possibles du travail, des rapports sociaux, les formes de contrôle à l'intérieur des entreprises ;

— définir une nouvelle répartition des revenus en rétrécissant l'éventail hiérarchique pour les salaires, en rendant effective la connaissance des revenus non salariaux et en imposant plus fortement les plus hauts revenus ;

— définir de nouvelles formes d'intervention des citoyens (quartier, cadre de vie, consommation).

**COMMENT ROMPRE AVEC LE CAPITALISME ?**

La question centrale étant de savoir comment rompre avec le capitalisme autrement qu'en discours et en réfléchissant attentivement aux risques de déviation, notamment autoritaires. Pour cela il faut :

— organiser le débat sur les ruptures nécessaires, dans les domaines économique, social, politique, culturel, idéologique ;

— étudier l'articulation entre les ruptures liées à la conquête du pouvoir central et celles résultant de la mobilisation populaire, réfléchir à la nature, au rythme, aux moyens à mettre en œuvre pour avancer dans le processus global de rupture ;

— réfléchir au fonctionnement des entreprises nationalisées, aux modalités de leur orientation par la collectivité et de leur contrôle par les travailleurs afin d'éviter le risque de bureaucratisme. Plutôt que de se battre sur le nombre de nationalisations sur lequel il y a un accord général, les socialistes doivent définir des droits nouveaux des travailleurs significatifs de la volonté autogestionnaire et la manière dont les nationalisations doivent contribuer à une nouvelle politique industrielle ;

— à partir des luttes et des décisions prises par les pouvoirs locaux à direction socialiste, chercher quelles sont les solutions « socialistes » possibles dans les différents domaines et ce qu'elles peuvent apporter concrètement aux gens ;

— analyser sans complaisance les contraintes (économiques, militaires, culturelles), les rapports de force dans le pays et dans l'environnement international. Réfléchir aux alliances possibles, aux aides (ou simplement

aux comportements neutres) que l'on peut espérer chez nos partenaires actuels ou chez de nouveaux interlocuteurs dans le contexte européen. A cet égard, le débat sur le plan et le marché doit sortir de son contenu théorique et des procès d'intention pour définir positivement comment un plan élaboré démocratiquement (là encore il y a du travail à faire pour être « démocratique ») peut permettre de maîtriser le long terme et le moyen terme dans le monde réel de 1979 sans briser l'activité économique ou impliquer le repliement sur l'Hexagone, qui signifierait une baisse du pouvoir d'achat pour tous et un chômage accru (40 % des travailleurs de l'industrie travaillent pour l'exportation) ;

— approfondir la notion de front de classe non pas à partir de schémas théoriques où l'on opposerait la bourgeoisie nationale à la nouvelle petite bourgeoisie, etc., mais en réfléchissant aux conditions concrètes pour que la gauche ne soit pas seulement le rassemblement des mécontents mais le front de classe de tous ceux qui aspirent à un changement durable vers le socialisme. Pour cela il faut notamment rompre avec le double langage (dans le parti un discours maximaliste, à l'extérieur des concessions permanentes pour gagner des voix) et dire la vérité sur ce que nous voulons faire et les moyens (même « impopulaires ») que nous prendrons (voir notamment les problèmes de revenus).

#### COMMENT RENFORCER LE PARTI ?

Sept millions d'électeurs, cent quatre-vingt mille adhérents (un pour quarante), beaucoup de sympathisants. Quel langage tenir, quelles propositions faire pour développer l'adhésion au parti, dans et hors l'entreprise ? Comment rendre l'entrée au P.S. moins difficile (quelles activités développer dans les sections, quels discours tenir dans les réunions...) ? Par quelles actions concrètes aujourd'hui les socialistes peuvent-ils montrer qu'ils sont à la fois rigoureux (ils ne promettent qu'à ce qu'ils peuvent tenir) et audacieux (ils ne veulent pas seulement « passer » au pouvoir pour faire des réformes, même audacieuses, puis le laisser à la droite, mais engager durablement une transition vers le socialisme). De ce point de vue l'expérimentation sociale, notamment dans les municipalités socialistes, n'est pas opposable à la lutte pour le pouvoir d'Etat, elle contribue à éclairer concrètement le projet socialiste en mettant en évidence les contraintes réelles du changement et les blocages mis par le capitalisme à toute transformation profonde.

Comment « gérer » le problème des médias. Tous les courants et les sous-courants utilisent l'extérieur du parti. Personne n'a de leçon à donner. Tous, un jour ou l'autre, sont victimes de la presse et des sondages. Mais personne ne peut faire qu'ils n'existent pas et qu'ils s'intéressent au P.S., premier parti de France, et seul parti affichant publiquement ses débats démocratiques. Il faut donc réfléchir aux conditions d'une meilleure information interne et externe maîtrisée par le parti et à une prise en compte de l'inévitable personnalisation de la politique dans le système institutionnel français que le programme commun acceptait très largement.

Le débat actuel n'est pas de changer un chef et son équipe par un autre chef et son équipe mais de voir comment instaurer un style de direction plus collégial qui permettrait un débat et un fonctionnement plus démocratiques du parti et l'amènerait à des prises de position plus collectives.

#### EVITER LES PROCES QUI EMPECHENT LES DEBATS.

Pour faire avancer le débat, il faut que les socialistes restent sereins et gardent à l'esprit qu'ils sont tous de bonne foi. Il faut notamment arrêter d'utiliser des qualificatifs excessifs et sans contenu réel et ne pas se traiter :

— de gauche américaine (création de rap-

ports de forces de négociation sans poser le problème du pouvoir politique) alors que les socialistes veulent unifier ces deux modalités de la lutte politique ;

— de social-démocrate : où sont en France les bases d'une social-démocratie ? (mouvement syndical puissant pesant sur le parti, mutuelles coopératives) alors qu'au contraire la tradition française est l'indépendance syndicale ;

— de gauche soviétique. La France n'est pas la Russie de 1917. La signature du programme commun, la stratégie d'union de la gauche, implique pour le P.C. une certaine indépendance par rapport à l'U.R.S.S. et du communisme international. C'est la recherche d'une voie française au socialisme. Dans un contexte politique et social différent, l'euro-communisme ou le compromis historique vont dans le même sens. Sauf à s'isoler et à

devenir à terme une minorité, le P.C. devra tenir compte des évolutions de la société ; cela sera d'autant plus rapide que le socialisme autogestionnaire sera présent et actif, sur le terrain, pas seulement sous la forme syndicale et électorale ;

— de nostalgiques de la troisième force. Où sont les alliés possibles ? Il n'existe pas comme en Italie une gauche chrétienne. Les deux tiers des adhérents du P.S. sont venus sur la stratégie d'union de la gauche, ont combattu la troisième force et partiraient du P.S. si celui-ci changeait de stratégie.

A partir des acquis du P.S. et d'une juste appréciation du monde tel qu'il est, les socialistes ont donc des tâches multiples et des réponses précises à apporter, qu'ils en discutent sereinement à partir de la réalité et non d'anathèmes ou de problèmes de personnes qui visent à masquer les vrais enjeux.

## Union pour l'autogestion

Georges Fourné (Aisne), Bruno Fallon (Ardennes), René Le Goas (Aube), Roland Beix (Charente-Maritime), J.-P. Soulier (Cher), Michel Charruau (Côtes-d'Or), Jacques Gauthier (Côtes-du-Nord), Michel Garcin (Doubs), C. Feuillet, Jacques Guyard, Philippe Warnier (Essonne), Michel Captier (Gironde), Francis Chazot (Haute-Loire), Jean-Marie Pélissier (Haute-Marne), Philippe Oge (Hérault), Edmond Hervé, Michel Decroix, J.-P. Michel (Ille-et-Vilaine), Christine Khat (Indre-et-Loire), C. Patrot (Isère), Jean-Marc Ulmer, Maurice Villegas (Loire), R. Girou (Loire-Atlantique), Patrice Luce, Rémy Guenon (Manche), Daniel Groscolas (Meurthe-et-Moselle), Gérard Caudron, Dinah Caudron, Sylviane Destin (Nord), Bertrand Jouanic (Oise), Jérôme Clément, Noëlle Mariller, Jean-Charles Hourcade,

Cécile Goldet, Charles Napoléon, Isabelle Jan, J.-P. Pohl, Colette Kahn, Serge Drocheiner, Michel Beaud, Daniel Lebègue (Paris), J. Nalaise, J.-M. Pichon (Pas-de-Calais), Gérard Gilardin (Puy-de-Dôme), Claude Bebon (Pyrénées-Orientales), Pierre Benattar (Savoie), Gilbert Bottey (Sarthe), Michel Pellerin, Daniel Cherouvrier (Seine-et-Marne), Brigitte Yvert, P. Désœuvre, Marc Dumoutet (Somme), Joseph Komaida (Seine-Saint-Denis), Bernard Teper, Jean-Michel Rosenfeld, Marie-Françoise Gérard, Y. Arkadias (Val-de-Marne), Hugues Portelli, Pierre-Yves Lecharny (Val-d'Oise), Christian Pierret, Serge Beltrame, J.-P. Houvion (Vosges), Calliope Beaud (Yonne), Alain Bergounioux, Geneviève Pinon, Michel Dedet (Yvelines), Philippe Bourguignon, Henri Kaminska (Val-d'Oise), Christian Duperrin (Hauts-de-Seine).

Mars 1978, marque une période nouvelle.

Unie, la gauche avait su, autour du programme commun, rassembler, mobiliser les forces militantes, cristalliser espoirs et projets.

Divisée, elle ne bénéficie plus de la même confiance populaire. Elle doit alors promettre à tous et à chacun, et le programme commun se réduit à un catalogue de promesses électorales.

Défaite, la gauche continue de se déchirer. Au sein même du parti socialiste, le grand travail d'analyse et d'explication n'a pas été fait : les rivalités d'hommes et les jeux d'appareil ont pris le dessus.

Et pourtant.

Face au chômage, à l'agonie de régions entières, à l'inexorable mécanique d'un système qui broie les plus faibles, nous avons à redonner toute sa vie et sa force à notre projet de rupture avec le capitalisme pour avancer vers le socialisme autogestionnaire : nous avons à enrichir et à élargir ce projet en apportant des réponses aux grands problèmes de notre temps : en proposant une nouvelle logique de l'emploi, qui seule pourra faire reculer le chômage ; en définissant un autre mode de vie et de développement, plus économe en travail, en énergie et en matière, et donc moins destructeur ; en mettant en cause toutes les formes de domination, celles qui tiennent au capitalisme, comme celles qui viennent du fond des temps.

« Les luttes, mais aussi les soubresauts de la société actuelle, témoignent de l'ampleur des aspirations au changement. C'est notre responsabilité de leur donner une perspective claire et cohérente. Rassemblé sur cette ligne, notre parti aura à rebâtir l'union de la gauche, seule force politique capable d'engager en France les transformations nécessaires. »

NOTRE AMBITION A METZ EST DE CONTRIBUER A REUNIFIER LE PARTI SUR LA LIGNE SOCIALISTE AUTOGESTIONNAIRE TRACEE A EPINAY : AINSI RETROUVERA-T-IL SA COHERENCE ET SA FORCE POUR LES BATAILLES QUI S'ANNONCENT.

### I. — L'ampleur des aspirations au changement

Face aux ravages du capitalisme en crise...

Le capitalisme est en crise. Cette crise est mondiale, durable, profonde. Comme toute crise capitaliste, elle est à la fois ébranlement du système et mise en place de nouvelles conditions de son développement : les opérations de concentration, de restructura-

tion et d'internationalisation préparent la prochaine phase d'accumulation capitaliste. Mais c'est au prix d'un coût social et humain effrayant : dix-sept millions de chômeurs dans les pays capitalistes développés, surexploitation brutale des paysannes et des classes ouvrières naissantes du tiers-monde.

En France, la droite au pouvoir a choisi, pour sortir de la crise, d'intégrer plus fortement notre économie au capitalisme mondial ; sa politique économique implique une brutale réduction du pouvoir d'achat des

travailleurs, allant jusqu'à la mise en cause d'acquis antérieurs (Sécurité sociale) ; elle entraîne le sacrifice de certains secteurs de l'économie et des régions qui en vivent (Lorraine, Massif Central, Nord, Midi) ; elle pèse sur l'ensemble des travailleurs : suppressions massives d'emplois, dégradation des conditions de travail, extension du travail posté, déqualification et parcellisation du travail, développement du travail intérimaire, partiel ou à domicile... les femmes sont particulièrement concernées par ces nouvelles formes d'emploi précaires ; elles sont aussi, avec les jeunes, les premières victimes du chômage, elles représentent plus de 50 % des inscrits.

Ainsi se créent de nouvelles divisions au sein du monde du travail : entre ceux qui ont des emplois relativement stables et une bonne protection sociale, ceux qui sont soumis à la précarité et à l'arbitraire, ceux qui ne réussissent même pas à entrer dans le monde du travail. Parmi ces derniers, jeunes pour la plupart, certains choisissent de vivre en marge d'une société où ils ne trouvent pas leur place.

La crise et la politique de la droite atteignent aussi les cadres salariés, désormais touchés par le chômage, ainsi que les couches de la petite bourgeoisie traditionnelle (petits commerçants, artisans, agriculteurs), soumises à une pression accrue des grands groupes industriels, commerciaux et financiers.

Pour étouffer le mécontentement, pour diviser, la droite au pouvoir joue habilement de différents thèmes idéologiques : celui de la crise et de l'austérité — mais seulement pour mieux peser sur les plus démunis ; celui de la violence et de l'insécurité — mais d'abord pour opposer les uns aux autres les plus écrasés : car en période de crise, le racisme, la xénophobie, l'« auto-défense », contre les marginaux et les jeunes, donnent une cible à ceux qui devraient lutter contre l'injustice et l'exploitation.

C'est notre rôle, c'est le rôle de toute la gauche de montrer les vraies responsabilités et les vrais enjeux.

#### La gauche désaccordée...

La gauche n'a perdu que de peu les élections de mars 1978. Mais elle aura beaucoup de fils à renouer, pour retrouver la confiance de ceux qui ont eu le sentiment d'être floués et qui lui en veulent de ne pas avoir réussi à surmonter ses désaccords pour battre la droite.

Car la force première de la gauche était son unité. Mais cette unité n'avait pas dépassé le stade d'un accord d'appareils ; elle n'était pas devenue vraiment l'affaire des travailleurs et des forces de transformation sociale : une fois l'accord rompu, le programme commun se vidait de sa dynamique politique et redevenait un programme électoral.

Le parti communiste hésitant à s'engager à fond pour la victoire de la gauche, à cause d'un rapport de forces qui lui était défavorable, il fallait accepter de discuter avec lui la question décisive du pouvoir.

Et face aux attaques du P.C., il appartenait à notre parti, il lui appartenait encore, de présenter le projet d'ensemble sans lequel il ne peut y avoir ni justice sociale, ni sécurité et bonheur de vivre, ni avancée vers le socialisme autogestionnaire.

Car c'était une erreur de concevoir la bataille électorale de mars 1978 comme un autre Front populaire. En 1936, le ciment de la coalition était avant tout l'anti-fascisme, alors qu'en 1972-1978, la gauche, pour la première fois, présentait un projet positif d'ensemble : il fallait donc, pour convaincre, faire des choix de classe clairs. Là, aurait été le seul fondement de notre crédibilité gouvernementale.

#### Les luttes...

Face à la crise et à l'offensive de la droite au pouvoir dans une société dure, injuste et sans perspectives, l'aspiration à vivre, à vivre décemment, à vivre autrement, resurgit de partout.

L'ensemble des travailleurs d'entreprises menacées de disparition se battent pour

maintenir, avec leur emploi, l'activité économique de leur ville et de leur région : sidérurgie du Nord et de l'Est, tanneries du Centre, textiles des Vosges, chantiers navals... : conflits de longue durée où l'ensemble des catégories du personnel se heurte au patronat et au « libéralisme sauvage » du gouvernement. Des conflits du même type éclatent dans le secteur public pour empêcher la liquidation du personnel non statutaire (P.T.T., éducation nationale).

Parallèlement se multiplient des conflits ponctuels mais durs, portant principalement sur les salaires et les conditions de travail et conduisant à des résultats inégaux : positifs chez Kodak et aux Arsenaux, négatifs chez Renault ou dans la fonction publique.

Dans une multitude d'entreprises de petite taille, où prédomine souvent une main-d'œuvre féminine surexploitée par un petit patronat de choc (comme Tati, Wimpy), les conflits prennent la forme de révoltes spontanées, souvent livrées à elles-mêmes, faute de soutien politique et syndical.

Hors de la production, de multiples actions sont prises en charge par des militants, des travailleurs et des hommes et des femmes souvent restés, jusque-là, en dehors des luttes : luttes pour la contraception et l'avortement, contre le viol et les violences, grèves de loyers et de charges excessives, lutte dans les foyers de travailleurs jeunes ou immigrés, actions concernant l'aggravation des conditions de vie commune, pour des espaces verts, des crèches, des moyens de transport, ou le développement d'une véritable vie culturelle, protestations contre les pollutions.

Enfin, face aux grands mouvements (Creys-Malville contre le nucléaire, soutien aux paysans du Larzac, Amoco-Cadiz...) et face aux revendications des minorités nationales et culturelles le parti a ballotté entre la méfiance, l'incompréhension et la récupération électorale.

Les femmes sont présentes au même titre que les hommes dans toutes ces luttes ; en outre, elles mènent des luttes sur les terrains qui les concernent plus particulièrement.

Le parti a su montrer, dans certains textes, la convergence fondamentale entre le combat contre la domination et l'exploitation capitalistes et celui que mène les femmes contre la domination traditionnelle qu'elles subissent : à la fois parce que les femmes comme travailleuses sont les plus durement opprimées et aussi parce que leur lutte déborde le cadre de la société capitaliste et ouvre la perspective d'une mise en cause de toutes les dominations. Mais trop souvent nos analyses, nos pratiques, nos propositions restent timides et étriquées par rapport à cette perspective.

## II. — Une perspective claire et cohérente

En France, dans la période de crise actuelle, une politique de « progrès social » au sein du capitalisme n'a aucune chance.

Pour ouvrir la perspective d'une solution à tous ceux qui sont broyés par la logique capitaliste et la crise ; pour engager les transformations sociales qui répondent aux préoccupations et aux attentes quotidiennes ; pour redonner l'espoir aux jeunes et à tous ceux qui aspirent à une autre société, débarrassée de toutes les formes de domination, capitaliste, technocratique et patriarcale, nous avons à expliquer comment la gauche pourra, dans les années qui viennent, mener la rupture avec le capitalisme.

#### Rompre avec le capitalisme...

Invention d'une nouvelle éthique qui nous aide à nous débarrasser des valeurs encombrantes de l'ancienne société (individualisme, goût de la réussite individuelle, gaspillage), décentralisation des fonctions de l'Etat et démocratisation de ses rouages ; création de nouveaux rapports sociaux dans la production et dans la vie locale et familiale ; mise en cause des multiples coupures qui mutilent et isolent : loisir/travail, vie active/retraite,

école/production, vie civile/armée, jeunesse/vieillesse, ville/campagne. Il y aura tant à faire pour rompre radicalement avec la vieille société capitaliste.

Les tâches les plus urgentes de la gauche et de son gouvernement consisteront à :

- Mettre en place les moyens d'une autre logique économique et sociale (nationalisations, planification) ;

- Renforcer le front de classe face aux deux fractions de la bourgeoisie ;

- Dans ce cadre, répondre aux revendications populaires en assurant les principaux équilibres économiques ;

- Assurer les moyens et inventer la nouvelle manière de « vivre et travailler au pays » ;

- Dégager et consolider la marge de manœuvre nécessaire à l'échelle internationale.

#### Mettre en place les moyens d'une autre logique économique et sociale.

Nationalisation et planification constituent deux moyens stratégiques : ils trouveront leur totale efficacité avec le développement du contrôle par les travailleurs dans les entreprises nationales, le plein usage des nouveaux droits des travailleurs dans le secteur privé, le progrès de la vie démocratique dans les villes, les quartiers et les villages, l'intervention active des consommateurs, des habitants...

Les nationalisations donneront la maîtrise de l'ensemble du secteur bancaire et financier et des secteurs-clés de l'industrie. Compte tenu des positions antérieures déjà prises dans le parti, il est aujourd'hui important d'ajouter à la liste des nationalisations à réaliser, des groupes de secteurs décisifs tels que l'automobile (Peugeot-Citroën, Michelin), le nucléaire (Creusot-Loire) et l'édition-information (Groupe Hachette).

Ces nationalisations doivent être de vraies nationalisations. C'est-à-dire porter à la fois sur les centres financiers des groupes et sur les principales filiales de production. A cette condition elles permettront d'entamer la puissance de certaines familles de l'oligarchie financière et d'engager une nouvelle politique industrielle et de recherche cohérente.

Elles doivent non pas aller dans le sens de l'étatisme et de la bureaucratie, mais s'inscrire dans la perspective autogestionnaire :

- Large autonomie de gestion ;

- Mise en œuvre du contrôle par les travailleurs, ceux-ci devant pouvoir contribuer non seulement à l'organisation de la production et du travail, mais aussi à la définition des grands choix et de l'ensemble de la stratégie de l'entreprise nationalisée ;

- Profonde transformation des rapports sociaux dans l'entreprise : conseils d'ateliers, conseils d'usine, droit d'arrêter des productions dangereuses par le comité (ou le délégué) à l'hygiène et à la sécurité, extension du rôle des comités d'entreprise en matière d'embauche, de licenciement, des décisions d'investissement, d'information sur le fonctionnement et les problèmes de l'entreprise...

La planification doit permettre de préciser le contenu du nouveau modèle de développement, de dégager les voies, les moyens et les étapes pour le mettre en œuvre, et, à chaque étape, de définir un ensemble de choix compatibles en matière d'investissements productifs, d'équipements collectifs, de développement régional. Elle sera l'instrument par lequel la nouvelle logique des choix sociaux s'imposera de plus en plus par rapport à la logique du profit capitaliste (souvent appelée juridiquement « logique du marché »).

Il ne s'agit donc pas de se soumettre à une « régulation globale par le marché », ni de supprimer les marchés. Ceux-ci, ainsi que le jeu des prix seront d'utiles moyens d'adaptation à l'évolution des choix individuels et aux variations de la demande.

La dimension largement décentralisée — régionale et locale — de la planification permettra aux travailleurs et à l'ensemble des citoyens de peser d'une manière déterminante sur les décisions qui les concernent directement : grandes orientations nationales en matière d'énergie, de transport, de répartition des activités et des logements sur le territoire national — ou choix concernant la région où l'on vit et l'entreprise où l'on travaille. Seule une telle planification méritera d'être qualifiée de démocratique.

*Renforcer le front de classe face aux deux fractions de la bourgeoisie.*

Les nationalisations, la réduction des revenus et la taxation des patrimoines des couches privilégiées, le contrôle des travailleurs, la mise en œuvre d'une nouvelle logique économique et sociale se traduisent très rapidement par des droits nouveaux pour les travailleurs et les familles populaires : tout cela ne peut que porter atteinte aux privilèges que détiennent en France aujourd'hui quelques dizaines de milliers de personnes qui forment la bourgeoisie capitaliste ; cela entamera aussi les avantages exorbitants dont jouissent les hauts dirigeants des secteurs privé et public.

Le gouvernement de gauche et le front de classe des travailleurs auront donc à affronter la bourgeoisie française dans ses deux fractions :

1) Face à la grande bourgeoisie internationale, et à sa fraction française, la transition ne peut être qu'une suite de durs conflits. Les nationalisations réduiront sa puissance. Pour les groupes qui n'auront pas été nationalisés, il y aura nécessairement une période de coexistence conflictuelle : celle-ci doit reposer sur un rapport de forces favorable. Le gouvernement veillera au respect des grandes orientations du plan (certaines réalisations pouvant faire l'objet d'accords négociés), à la mise en œuvre d'une politique de développement de la production et de la recherche et à l'application de la nouvelle législation sociale ; les travailleurs et leurs organisations exerceront la pression nécessaire pour obtenir la mise en œuvre de tous les avantages obtenus légalement ou contractuellement :

● L'extension de leurs droits : respect et élargissement du droit syndical, obligation d'informer les travailleurs sur la vie de l'entreprise, contrôle des décisions en matière d'investissement, d'emploi et d'organisation du travail.

● Une profonde transformation de l'organisation du travail : réduction et aménagement des horaires, allègement de la charge de travail, conditions d'hygiène et de sécurité, droit à l'éducation permanente, etc.

2) Face au petit et moyen patronat, la position du gouvernement de gauche doit être sans ambiguïté :

— La position des travailleurs de ces entreprises doit être renforcée par une meilleure implantation syndicale, la création des comités d'entreprise à partir de vingt salariés, la mise en place de délégués à l'hygiène et à la sécurité dans toutes les entreprises.

— Les petites et moyennes entreprises devront appliquer la nouvelle législation sociale, améliorer les conditions de travail, accepter la mise en œuvre des droits nouveaux des travailleurs (en matière d'emploi ou d'organisation du travail ; droit de s'opposer légalement à certaines décisions préjudiciables à l'entreprise ou aux travailleurs...).

— Ces entreprises devront d'autant plus respecter ces obligations qu'elles bénéficieront d'éléments favorables par rapport à la situation actuelle : développement du marché intérieur, facilités de crédit, actions de développement régional, charte de la sous-traitance ; certaines priorités pour l'obtention des marchés de l'Etat et des collectivités locales.

— Si elles ne le font pas, si elles adoptent une attitude négative (fermeture, « grève » de l'investissement), une gamme de mesures

sera disponible pour permettre à l'entreprise de continuer à fonctionner ou de redémarrer sur de nouvelles bases (coopératives, entreprises municipales, entreprises d'économie mixte locales, reprises par un groupe nationalisé), sous le contrôle de ses travailleurs.

Face aux deux fractions de la bourgeoisie, le front de classe regroupera l'ensemble du monde du travail, et d'abord ceux qui sont soumis le plus directement à l'oppression du capitalisme quotidien : travailleurs salariés (à l'exception, bien sûr, des éléments de la classe dirigeante nominalement salariée et des dirigeants de la technocratie d'Etat) ; travailleurs paysans écrasés par les pressions du capital industriel et financier ; mais aussi femmes enfermées dans le quotidien du travail domestique et jeunes des classes populaires chômeurs et marginalisés.

Ce front de classe passera un compromis substantiel avec les couches de la petite bourgeoisie traditionnelle (petit commerce, artisanat, reste de la paysannerie), en voie de prolétarianisation, du fait de la domination des groupes industriels, commerciaux et financiers. Car le projet socialiste ne se développe pas contre elles, mais peut leur rendre une autonomie que le capital leur retire chaque jour davantage.

Un point d'appui particulièrement solide pourra être établi dans le monde paysan : en effet, pour la plupart, et notamment dans les régions déshéritées de l'Ouest, du Centre et des zones de montagne, les paysans sont des travailleurs, soumis à des contraintes dures et nombreuses : le temps hebdomadaire de travail est long ; le labeur des femmes n'est pas pris en compte ; les loisirs sont rares ; les inégalités devant la vie s'aggravent. Certes, le poids de l'idéologie dominante est lourd, mais dans de nombreuses luttes ils se sont retrouvés face aux représentants du capital et aux forces de l'ordre.

*Répondre aux revendications populaires en assurant les principaux équilibres économiques.*

En même temps qu'il met en place les moyens d'une nouvelle logique économique et sociale (nationalisations, planification démocratique, contrôle par les travailleurs), le gouvernement de gauche doit honorer les engagements qu'il a pris, et notamment assurer l'amélioration des conditions de vie et de travail des plus démunis.

Le recul du chômage sera une priorité : il implique une nouvelle répartition de la charge de travail ; dans ce cadre, la mise en œuvre de la semaine des trente-cinq heures et l'abaissement de l'âge de la retraite ne donneront leurs pleins effets que si l'on réduit effectivement la durée maximale du travail et si l'on empêche réellement tous les cumuls (entre retraite et emploi ou entre plusieurs emplois), ce que rendra possible le relèvement des bas salaires et des petites retraites.

Mais on ne peut tout promettre ; car on ne pourra tout faire en même temps. Le volontarisme aveugle, l'irréalisme, la démagogie ne peuvent conduire qu'à de nouvelles défaites. Les travailleurs ne sont plus dupes : il faut parler clair avant la prise du pouvoir, pour que les choix nécessaires soient faits sous leur contrôle et non dans leur dos.

Précisons encore, puisque ce point fait l'objet de débats au sein du parti. Il faut bien savoir ce que l'on entend par rigueur économique. Nous sommes en désaccord avec ceux qui, au nom de la « rigueur économique », en viennent à renoncer à l'essentiel de notre stratégie de rupture avec le capitalisme : car ils seront rapidement conduits à assurer la « bonne gestion du capitalisme ». Mais une fois le projet de rupture et de transition vers le socialisme bien établi nous avons à analyser les contraintes, à proposer des solutions avec toute la rigueur nécessaire : rigueur économique et politique à la fois, puisque les choix économiques nécessaires doivent être cohérents avec les alliances de classes que nous avons définies.

Ainsi le parti socialiste doit dire comment la gauche maîtrisera les équilibres économi-

ques d'ensemble au lendemain de la victoire électorale : pendant la phase où seront mises en œuvre les mesures de la rupture et où sera relevé le pouvoir d'achat populaire. Car c'est une question que beaucoup se posent : si l'on refuse l'engrenage du protectionnisme extérieur et du blocage général des prix, c'est-à-dire la logique de la bureaucratisation de l'économie et de la société française, comment la gauche réussira-t-elle à éviter les deux principaux écueils : l'inflation et le déséquilibre extérieur ?

En premier lieu, il ne faut pas oublier que le relèvement du pouvoir d'achat et du niveau de vie populaire peut se faire à travers des mesures telles que : extension de la gratuité (pour les transports collectifs, par exemple), baisse de certains prix (notamment les loyers), développement des services collectifs ; des capacités de production importantes seront disponibles.

En outre, dans une société très inégalitaire comme la société française, le relèvement des bas salaires implique une redistribution importante des revenus et des fortunes :

● Forte progression du pouvoir d'achat des bas revenus jusqu'à deux fois le SMIC (2.400 F, valeur mars 1978) ;

● Entre deux et cinq fois le SMIC, augmentation moins importante, puis simple maintien du pouvoir d'achat ;

● Réduction du pouvoir d'achat des revenus au-delà de cinq fois le SMIC (par l'augmentation de la progressivité de l'impôt sur le revenu et des droits de succession, et la taxation généralisée des gros patrimoines).

Enfin, l'amélioration de la vie doit être vue aussi à travers la transformation du modèle de développement :

● Extension du temps libre et réapprentissage d'un mode de vie faisant moins de place à l'achat de marchandises ;

● Modèle de consommation réorienté vers les consommations collectives, l'allongement de la durabilité des biens, l'arrêt de tous les gaspillages ;

● Répartition équilibrée des activités dans l'espace national, pour stopper puis inverser le mouvement actuel de concentration en soutenant le renouveau de la vie des régions ;

● Réorientation des systèmes technologiques en fonction de leurs impacts écologiques et sociaux, immédiats et à long terme. Dans ces domaines, des actions doivent être très rapidement engagées : la multiplication des initiatives et des réalisations locales sera là un atout.

Dans ce cadre, les socialistes doivent aussi proposer à la gauche une politique industrielle qui tienne compte des intérêts immédiats et à venir des travailleurs. Il ne faut pas accepter passivement les démantèlements qu'impliquent la logique capitaliste et les groupes multinationaux. Mais on ne peut pas non plus se contenter de sauvegarder l'appareil industriel tel que le capitalisme l'aura légué. Nous aurons à développer les secteurs industriels vitaux, à moderniser l'ensemble de l'appareil de production pour améliorer les conditions de travail et réduire les pollutions, à développer l'équipement de l'agriculture, stratégique en cette fin de siècle.

Or, dans l'utilisation des moyens de financement, des fonds publics, du potentiel de recherche, il faudra faire des choix. Quelles priorités devront guider l'action d'un gouvernement de gauche :

— L'autonomie de la France doit être préservée ou conquise dans les secteurs industriels vitaux du point de vue de l'indépendance nationale : l'acier, l'agriculture et l'agro-alimentaire, les télécommunications, l'électronique et l'informatique... ;

— La diversification des secteurs en difficulté, et la mise en œuvre de nouvelles activités industrielles doivent faire l'objet de négociations préalables avec les travailleurs, les syndicats et les collectivités locales ; elles doivent être décidées et réalisées dans le cadre de la planification démocratique et sous

le contrôle des travailleurs et de leurs organisations ;

— L'emploi des travailleurs, le maintien de leur niveau de vie et de leur qualification professionnelle, la création d'activités permettant de « vivre et travailler au pays » doivent être garantis en toutes circonstances.

*Assurer les moyens et inventer la nouvelle manière de vivre et travailler au pays.*

Pour vivre autrement, il faudra d'abord stopper l'actuel mouvement de concentration et de centralisation, il faudra inventer et mettre en œuvre de nouvelles manières décentralisées et démocratiques de décider et d'impulser.

Décentralisation, régionalisation, élargissement du rôle des collectivités locales, démocratisation sont indispensables ; ce qui implique une autre répartition des ressources publiques. Ainsi un nombre croissant de décisions pourront être prises au niveau des « pays », des villes et des régions, par ceux-là mêmes qui sont les premiers concernés. L'effort de diffusion de l'information, la combinaison des différents moyens de la démocratie représentative et de la démocratie directe permettront d'empêcher que les plus actifs ne finissent en « professionnels de l'action locale ».

Dès maintenant, dans les marges de manœuvre étroites laissées à la gestion de nos communes, il est possible de préparer le terrain :

— Ouvrir la gestion municipale et créer des comités de quartier ;

— Confier les équipements collectifs (offices H.L.M., cantines scolaires, crèches, M.J.C., etc.), aux associations ;

— Créer des ateliers d'urbanisme qui permettent aux citoyens de prendre l'initiative sur l'aménagement de la cité ;

— Développer une stratégie industrielle et artisanale municipale (coopératives ouvrières de production, ateliers municipaux...).

Pour maintenir et développer la vie des régions et des « pays » et notamment des zones rurales, il faudra faire un effort particulier en matière industrielle et artisanale, mais aussi en ce qui concerne les commerces locaux, les services publics et les équipements collectifs ; les choix concernant l'agriculture seront décisifs.

Il faudra oser s'engager dans des voies nouvelles : les agriculteurs aspirent à gérer eux-mêmes leurs affaires, à prendre en main la sécurité de leur destin sans être considérés comme des assistés ou des marginalisés par rapport au progrès industriel.

Cela suppose que les travailleurs agricoles soient libérés de l'obsession de devenir propriétaires de la terre. L'usage de la terre par le travail doit être séparé de la propriété de celle-ci, ainsi pourra être réduit le poids de l'endettement auquel les agriculteurs ont été contraints, malgré eux, de s'enchaîner. La terre est un moyen de production, un outil de travail, qui doit être soustrait aux mouvements spéculatifs.

Les prix des produits agricoles doivent être calculés en fonction des coûts de revient réels (et garantis jusqu'à un certain quantum de production par exploitation pour ne pas avantager les grands exploitants).

La décision en matière agricole doit appartenir aux agriculteurs eux-mêmes, en liaison avec les collectivités locales, les consommateurs et les organes régionaux du plan notamment pour :

- l'affectation des terres (zonage) ;
- la gestion des « offices par produits », que les socialistes proposent de créer pour régulariser les marchés ;
- la gestion de leurs organismes sociaux ;
- le statut juridique et économique des agriculteurs.

*Dégager et consolider la marge de manœuvre nécessaire à l'échelle internationale.*

C'est en France que nous combattons le chômage et l'exploitation capitaliste ; c'est en France que nous pouvons avancer vers le socialisme autogestionnaire. Pour réussir, nous devons mener une politique d'indépendance par rapport aux deux superpuissances, amé-

ricaine et soviétique, et reconquérir une marge de liberté suffisante par rapport au marché mondial et à la division impérialiste du travail.

Mais il ne peut s'agir de le faire sur la base d'un repliement nationaliste. Cette indépendance s'accomplira dans le développement des liens de coopération, d'alliance ou d'amitié, notamment avec les pays ayant le souci d'échapper à la domination des superpuissances et à la logique des blocs.

Deux enjeux sont décisifs :

1) *Celui de l'Europe* : une France avançant vers le socialisme pourra trouver en Europe un premier champ de forces favorables et obtenir, au minimum, la neutralité des gouvernements réticents par rapport à nos choix. Nous privilégierons donc, dans la construction européenne et dans les rapports avec l'Allemagne, tout ce qui préserve ou accroît nos marges de manœuvre et nos capacités d'action internationales (accords industriels et technologiques, éventuellement par la création d'entreprises d'économie mixte européennes, réorganisation du Marché commun agricole, contrôle sur les firmes multinationales, extension à l'échelle européenne des acquis sociaux les plus avancés). S'il faut en pallier les effets dommageables, l'élargissement de la Communauté européenne vers le sud a le mérite de permettre le rééquilibrage politique de l'Europe.

En revanche, nous refuserons, parce qu'elle met en cause notre liberté de choix pour l'avenir, l'intégration politique (décisions à la majorité au conseil des ministres, extension des pouvoirs législatifs de l'Assemblée européenne), militaire et monétaire (du moins dans la forme du « serpent » et du système monétaire européen).

En outre, la solidarité des travailleurs européens se développera dans les luttes politiques et syndicales communes. C'est pourquoi les socialistes français doivent chercher à faire prévaloir auprès du mouvement ouvrier européen, fortement imprégné par l'idéologie réformiste, notre projet de rupture avec le capitalisme et maintenir un dialogue exigeant, inévitablement conflictuel, avec les partis socialistes et sociaux-démocrates d'Europe, ainsi qu'avec toutes les autres forces de la gauche européenne, notamment les partis communistes italien et espagnol. Ils doivent aussi encourager la coordination de l'action des travailleurs face aux multinationales — et préparer et renforcer toutes les solidarités qui vont dans le sens d'une autonomie par rapport aux Etats-Unis.

2) *Celui du tiers-monde* : rompre avec le capitalisme, c'est aussi engager la rupture avec l'impérialisme, qui constitue aujourd'hui la base des relations entre la France et les pays du tiers-monde. Une France socialiste devra faire droit à leurs revendications en matière de transferts de technologie et de moyens d'investissement, de développement négocié des échanges et de maîtrise des marchés de matières premières. Les premiers gestes d'un gouvernement de gauche permettront d'engager là une dynamique nouvelle.

### III. — Rassembler le parti, rebâtir l'union de la gauche autour du projet autogestionnaire

La gauche ne pourra gagner, en France, qu'unie sur un projet socialiste autogestionnaire. A notre parti de retrouver sa cohérence et sa capacité de proposition, d'initiation et d'entraînement, pour que ce projet soit largement compris et repris.

REUNIR LA GAUCHE AUTOUR DU PROJET SOCIALISTE AUTOGESTIONNAIRE.

Chacun le sait : sans gauche unie, pas de rupture avec le capitalisme, pas d'avance vers le socialisme autogestionnaire, pas même de conquêtes sociales importantes et durables. Pour les deux partis, l'union reste trop une référence verbale. Mais, localement,

elle est encore souvent une réalité électorale, municipale, et même militante. Notre problème est donc de donner un contenu nouveau à l'union de la gauche.

Cela n'est pas une utopie. Car la responsabilité réelle du parti communiste dans l'échec de mars, pour l'essentiel, n'a pas tenu à sa nature mais à l'évolution du rapport des forces, à la modification du contexte économique et au fait que, dans ce cadre, la question décisive du pouvoir entre le parti socialiste et le parti communiste est restée sans solution. Malgré l'évolution réelle des deux partis, la construction du compromis nécessaire n'a pu être menée à son terme.

Le parti communiste est aujourd'hui devant un choix historique : entre, d'une part, une impasse stratégique sans remède prévisible et, d'autre part, un rôle nouveau et une possibilité de victoire pour la gauche. Sa détermination dépend en partie de nous, de notre capacité de maintenir et d'approfondir la ligne d'Epiney. Evidemment, le problème du rapport de forces demeure, mais nous pourrions éviter l'impasse si nous mettons au centre de notre démarche l'affirmation du projet socialiste autogestionnaire, la recherche d'un compromis sur le pouvoir avec le parti communiste et une conception et une pratique de l'union réellement populaires.

1. Dès aujourd'hui, nous devons proposer des luttes et des actions unitaires au parti communiste, et plus généralement aux syndicats, aux mouvements du cadre de vie, etc. Evidemment, les résultats seront variables, échecs et succès alterneront. Mais l'action unitaire sera d'abord là où le parti socialiste luttera concrètement au contact des autres forces politiques, syndicales, sociales. Parallèlement, le parti socialiste pourrait prendre l'initiative de proposer la constitution d'un collectif national de coordination des luttes, où toutes les forces anticapitalistes détermineraient en commun les actions qu'imposent la crise actuelle et la politique du gouvernement (sur le chômage, la Sécurité sociale, etc.).

2. Les exigences de l'action montrent l'importance de l'élargissement de l'union de la gauche. Certes, les rapports P.S.-P.C. sont centraux ; mais leur déblocage même et l'unité du mouvement populaire imposent cet élargissement. Partout, dans les entreprises et les communes, il faut reconstituer un tissu unitaire, associant largement partis de gauche, syndicats anticapitalistes, mouvements sociaux.

3. Nous devons préparer et discuter le nécessaire compromis sur le pouvoir avec le parti communiste. Dès après le congrès d'avril à Metz, le parti socialiste doit proposer une plate-forme de gouvernement reprenant les points-clés du programme commun, en précisant les modalités de nationalisations, de la planification et du contrôle des travailleurs, et en prenant mieux en compte les conditions nationales et internationales actuelles, la nécessaire cohérence à court terme et les aspirations nouvelles.

4. Sa force, le parti socialiste la trouvera en approfondissant clairement le projet socialiste autogestionnaire et non en recherchant une autonomie vis-à-vis du parti communiste, simplement en termes électoraux et de pouvoir : car ce projet constitue la seule réponse crédible à la crise du capitalisme et aux impasses du socialisme de type soviétique. Dans la mesure où la dimension unitaire en est constitutive, et qu'il offre à toutes les forces de la gauche un rôle nouveau, nous devons travailler pour que ce projet de socialisme autogestionnaire devienne celui de toute la gauche, non par une stérile confrontation idéologique mais en préparant une dynamique autogestionnaire dans le pays par notre manière d'agir et de lutter dans les entreprises et les communes.

UNIFIER LE PARTI SUR LE PROJET SOCIALISTE AUTOGESTIONNAIRE.

La construction d'un grand parti de masse implanté dans le monde du travail est plus que jamais à l'ordre du jour.

Nous avons beaucoup à faire dans ce sens. Car, en ce qui concerne l'organisation et la démocratie, nous sommes loin d'avoir réalisé les avancées qu'implique notre projet socialiste autogestionnaire : implantation insuffisante dans la classe ouvrière, celle-ci étant quasiment absente des organes dirigeants ; manque d'homogénéité d'une organisation qui a été davantage l'addition de différents groupes dotés de leur propre logique interne ; multiplication de structures parallèles non contrôlées par les militants (« experts », etc.).

Les conséquences de ces défauts apparaissent aujourd'hui : le parti devient le champ clos où s'affrontent sans ménagement, au point de menacer l'unité même du P.S., des ambitions qui peuvent être légitimes, mais aux oppositions desquelles les militants assistent en spectateurs. Cet engrenage de la division doit cesser. Le P.S. n'est pas une machine électorale à laquelle on s'agrippe coûte que coûte, ou que l'on conquiert par presse interposée. Le P.S. est un parti de militants qui demandent à être respectés ; il doit, surtout dans le contexte actuel, réaliser deux priorités.

La première est de privilégier son implantation dans le monde du travail et dans les entreprises. Certes, cette exigence est désormais rituelle dans les motions. Mais l'effort fait jusqu'ici est insuffisant et nous handicape gravement. Il faut aussi faire en sorte qu'un nombre croissant de travailleurs exercent des fonctions de responsabilité, aux différents niveaux, dans le parti.

La seconde est de rapprocher le fonctionnement du parti de ses principes autogestionnaires. L'adoption du règlement intérieur a marqué un progrès. D'autres sont possibles : notamment le non-cumul des fonctions au sein même du parti et, peut-être, la distinction entre la direction du parti et le candidat aux élections présidentielles, la division des tâches favorisant la collégialité. Enfin, les courants doivent désormais adopter un nouveau rôle. Ils sont nécessaires à la vie démocratique car ils ont pour fonction de proposer, à chaque période historique, de grands choix stratégiques à l'ensemble du parti et de stimuler ainsi la réflexion de tous. Sinon, ces choix ne seraient le fait que d'une toute petite poignée de dirigeants. Mais, pour autant, les courants ne doivent être ni des partis dans le parti ni des clientèles fermées. Ils ne doivent pas être structurés de façon centralisée et disciplinée, car ils n'ont pas vocation d'apporter à toutes les questions les réponses qui engageraient tous leurs membres. Le caractère ouvert des courants doit permettre que s'instaurent des débats transversaux dans le parti, par exemple sur des questions telles que le nucléaire. Enfin, dès lors que les courants contribuent à la formation des directions nationale et départementales du parti, ils doivent faire leurs règles essentielles de la démocratie : rotation des responsables, décentralisation, respect des règles du parti.

Tout cela peut faire l'objet d'un large accord. Mais l'unité du parti, souhaitable aujourd'hui plus encore qu'hier, demande que deux dangers soient écartés.

Le premier risque serait de combiner une pratique réformiste, et parfois franchement droitiste, avec le maintien d'un discours politique de gauche, multipliant au besoin les références au marxisme, l'invocation à la « rupture ». Cette pratique du double langage masquerait le refus d'affronter la question décisive : comment faire, ici et maintenant, pour engager la rupture avec le capitalisme et reconstruire l'union de la gauche ? Cela nous conduirait à la sclérose théorique, nous couperait peu à peu des forces sociales réelles, et mènerait à un échec durable.

Le second risque serait de rechercher l'autonomie du parti socialiste en termes de projet et de force électorale, sans voir que la démarche unitaire a seule permis l'unité des socialistes et peut seule éviter l'impasse de la gauche en France. Si le programme commun, tel qu'il a été pris en charge par les deux partis, n'apportait pas les réponses

à tous les problèmes et toutes les aspirations nouvelles, il ne faut pas tirer argument de la « modernité » de certaines questions pour remettre en cause les axes fondamentaux de la stratégie de transition au socialisme. L'importance accordée aux nouvelles formes de militantisme ne doit pas amener à sous-estimer le caractère décisif de la conquête et de la transformation de l'appareil d'Etat.

Une division du parti sur de tels clivages serait suicidaire. A cela s'ajoute le fait que trop de problèmes sont aujourd'hui obscurcis par des rivalités de pouvoir.

C'est pourquoi notre ambition est d'unifier le parti sur la ligne tracée à Epinay, de refuser la cassure du parti en deux blocs et d'œuvrer pour la clarification politique en amenant chacun à se prononcer sur les problèmes et les choix de l'heure.

NOUS APPELONS TOUS LES CAMARADES QUI VEULENT TRAVAILLER EN CE SENS A NOUS REJOINDRE POUR QUE NOUS PREPARIONS ENSEMBLE LA MOTION QUE NOUS PROPOSERONS A L'ENSEMBLE DU PARTI POUR LE CONGRES DE METZ.

# Unité, clarification, avenir du socialisme autogestionnaire

Contribution présentée par : Lionel Jospin, Colette Audry, Jean Auroux (député-maire de Roanne), Guy Bèche (premier secrétaire du Doubs, député), Pierre Bérégovoy, Alain Bombard, Didier Chouat (premier secrétaire des Côtes-du-Nord), Nelly Commergnat (maire de Bonnat, Creusa), Paule Dufour (secteur entreprise, responsable syndicale), Henri Emmanuelli (député des Landes), Laurent Fabius (député de Seine-Maritime), Françoise Farre (premier secrétaire de Seine-Saint-Denis), Michel Fran-

caix (premier secrétaire de l'Oise), Jean Oehler (premier secrétaire du Bas-Rhin, secteur entreprise), Jeanine Parent (secteur entreprise, responsable syndicale), Paul Quiles (député de Paris), Jacques Santrot (député-maire de Poitiers), Claude Wilquin (député-maire de Berck, Pas-de-Calais).

Conformément à l'esprit de ce que doit être une contribution, qui n'est pas une motion soumise au vote, la liste des signataires de ce texte a été volontairement limitée.

## INTRODUCTION. — LES QUESTIONS DES MILITANTS ..... 32

I. QUEL CONTENU POUR L'UNION DE LA GAUCHE ? .....	33
1. Y a-t-il encore une Union ? .....	33
2. Y a-t-il une autre ligne pour le P.S. ? .....	33
3. Comment relancer l'Union ? .....	34
II. QUEL PROGRAMME POUR GOUVERNER ? .....	34
1. L'analyse de la crise .....	34
2. Quelques aspects de notre programme .....	35
3. Quelles positions économiques ? .....	36
4. Quelle rupture avec le capitalisme ? .....	37
III. QUEL PARTI SOCIALISTE ? .....	37
1. Front de classe et parti socialiste .....	37
2. Davantage de femmes aux responsabilités .....	38
3. Des propositions concrètes : la place des travailleurs dans le parti ; l'action dans les entreprises ; l'implantation dans la jeunesse ; une école du socialisme ; le quotidien du P.S. ; la liaison avec syndicats et associations ; les régions ; la communication interne ; la péréquation des moyens financiers ..	38
4. Faire progresser notre unité .....	39
CONCLUSION. — LA DIMENSION INTERNATIONALE DU SOCIALISME .....	39
1. L'Europe, mais une autre Europe .....	39
2. La place de la France dans le monde .....	39
3. Synthèse et clarification .....	40

## INTRODUCTION. — Les questions des militants

Notre congrès national de Metz aura lieu dans quelques semaines. Heureusement. Les petites phrases des uns, les attaques des autres, les déclarations de tel responsable socialiste à la radio ou à la télévision, contredites quelques moments plus tard par tel autre, le tout (qui fait le jeu de la droite) relayé complaisamment par les grands moyens d'information, ce tintamarre fait autour du parti socialiste, et en général contre lui, il est temps que, après un débat démocratique approfondi, tout cela cesse. La préparation du congrès doit permettre de débattre les problèmes de fond, le congrès lui-même de les trancher.

Pour notre part, nous souhaitons que le débat soit le plus large possible et qu'il ait lieu à la base. C'est la raison de cette contribution. Les signataires sont des militants de la génération des trente-quarante ans et quelques responsables nationaux. Certes, notre parti s'est déjà prononcé sur beaucoup de points : sur l'Europe à Bagnolet, les quinze thèses sur l'autogestion, les rapports P.S.-P.C., les droits des femmes, l'éducation, le règlement intérieur, etc. Mais, dans plusieurs domaines, il faut encore préciser nos positions. Et, surtout, si certains — ce qui est leur droit — veulent modifier telle orientation ou remettre en cause tel choix, alors les militants doivent les trancher.

Pour contribuer à ce débat, nous ne sommes pas partis, comme trop souvent, de considérations abstraites et générales compréhensibles seulement par les initiés. Nous sommes partis simplement des questions que se posent les militants dans les sections et les fédérations. Du même coup, notre contribution ne couvre pas tout. Que les camarades la complètent, la critiquent, l'enrichissent !

Qu'est-ce qui nous rassemble avec des dizaines de milliers de camarades ? Le fait que, hommes ou femmes, militant dans des régions différentes, à des niveaux de responsabilité différents, appartenant à des syndicats différents et à des associations différentes, nous sommes venus au parti socialiste parce qu'il fallait créer en France un grand courant socialiste unitaire, autogestionnaire, novateur, capable d'accéder au pouvoir pour y changer la vie du plus grand nombre. Nous voulons rompre avec les divisions, les querelles de chapelles et de sous-courants où se construisent les sectarismes et se détruisent les énergies. Nous ne sommes pas les partisans de tel ou tel. Nous sommes socialistes, un point c'est tout.

Aujourd'hui, huit ans après le congrès constitutif d'Epinau, enrichis par les apports successifs de militants de sensibilités diverses, nous mesurons le chemin parcouru. Ces progrès sont dus à l'effort de chacun. Nous avons vécu l'enthousiasme de la campagne présidentielle en 1974 et les succès des élections cantonales et municipales. Nous avons durement ressenti la stratégie d'échec de la direction communiste et les résultats des législatives de 1978. Nous mesurons le chemin qui reste à parcourir.

Car combien de tâches importantes requièrent l'énergie de tous. Le combat contre la droite et sa politique inacceptable : d'abord et avant tout, mobilisons-nous pour ce combat-là ; l'implantation dans les entreprises, dans la jeunesse, dans le monde agricole ; la prise en compte des aspirations des femmes ; la formation et l'information ; un meilleur fonctionnement des sections et des fédérations ; la lutte pour l'emploi ; la défense des libertés ; la protection et l'extension des droits des travailleurs ; le respect du cadre de vie ; un meilleur lien avec la vie associative ; la défense de l'école publique et de l'Université ; le combat contre les inégalités sociales ; l'action internationale du parti ; voilà ce qui est important et non les jeux parisiens d'appareil ou de personnes.

Précisément, le congrès national doit porter sur l'essentiel. Ne mélangeons donc pas tout, en particulier les discussions préparatoires au congrès, et la compétition présidentielle. Cette élection est prévue pour 1981 : chaque chose en son temps. Définissons d'abord la ligne qui, décidée par tous, s'imposera à tous, y compris à notre candidat.

Cette ligne doit être faite des réponses aux questions des militants et d'abord aux trois principales :

● **QUEL CONTENU POUR L'UNION DE LA GAUCHE ?** Nous fondons notre stratégie sur une alliance avec les communistes. Or, les dirigeants communistes ont torpillé la gauche en 1978. Que signifie désormais concrètement la stratégie d'union ?

● **QUEL PROGRAMME POUR GOUVERNER ?** Beaucoup de choses ont changé depuis 1972. Quelle analyse faisons-nous de la crise ? Les grands choix du programme socialiste permettent-ils de faire face aux enjeux à venir ? Certains, au sein de notre parti, soutiennent que nos objectifs économiques sont trop ambitieux, ou mal ajustés : SMIC à 2 400 F, nationalisations, trente-cinq heures, planification. Qu'en est-il exactement ? Et pourrait-on changer les éléments aussi essentiels de notre programme sans abandonner notre ligne ?

● **QUEL PARTI SOCIALISTE ?** L'organisation du parti, son fonctionnement, les responsabilités qu'y occupent en particulier les femmes, les travailleurs de la production : comment améliorer tout cela ? Comment aider les fédérations, surtout petites et moyennes, à résoudre leurs difficultés pratiques ? Comment approfondir encore nos liaisons avec la vie syndicale et associative ? Comment faire en sorte que notre parti, tout en amplifiant sa capacité interne de débat, devienne plus homogène, parle d'une même voix et que cessent enfin ces querelles de chapelles qui nous nuisent à l'extérieur et désorientent les militants ?

Voilà, comme nous les avons entendues, les principales questions des militants. Partant de là, nous avons mis nos analyses et nos propositions en commun. NOUS SOUHAITONS QU'ELLES SOIENT SOUMISES AUX DISCUSSIONS, AUX OBSERVATIONS, AUX AJOUTS DES FEDERATIONS ET DES SECTIONS. Telles qu'elles sont résumées ici, elles définissent une ligne politique. Cette ligne est fidèle à la déclaration de François Mitterrand approuvée à l'unanimité le 8 juillet dernier et complétée devant la Convention nationale, le 25 novembre. Nous entendons la respecter et l'enrichir pour faire face aux enjeux de la période qui s'ouvre. Nous souhaitons qu'elle soit la ligne de l'unité et de la clarification favorisant les synthèses mais excluant les confusions. C'est, croyons-nous, la ligne de l'avenir.

## I. — Quel contenu pour l'union de la gauche ?

Voilà bien la première question que se posent beaucoup de militants. Le parti socialiste a fondé son renouveau sur la stratégie d'union de la gauche. Rassembler les forces populaires dans un bloc (même diversifié), une conscience, un combat communs, c'était renouer avec l'aspiration profonde des socialistes, qui savent que l'arme des travailleurs est d'abord leur unité.

Dans les conditions de la vie politique française (un P.C. fort électoralement et puissamment implanté dans la classe ouvrière, un P.S. faible, la droite coalisée dans un système électoral donnant prime aux coalitions), l'union des forces populaires et la possibilité de leur victoire passaient par une alliance politique avec le P.C.F.

C'est cette stratégie-là et notre effort propre de renouveau théorique, de présence militante, de capacité de propositions qui ont réouvert des perspectives politiques à tous ceux qui, en France, ont intérêt au changement. C'est ainsi que nous sommes parvenus à la place qui est actuellement la

nôtre : peut-être la première, sans aucun doute la plus exposée. Car notre parti détient les clefs de la vie politique française.

Nous avons subi un échec en mars 1978. Il serait absurde de faire comme si cet échec ne s'était pas produit. La question doit donc être posée. Pourquoi ? Pour les uns, on aurait sans doute pu l'éviter avec quelques nationalisations de plus ; selon les autres, avec quelques francs de moins sur le SMIC ; pas assez de concessions, argumentent ceux-ci ; trop de concessions, prétendent ceux-là. Le débat sur les causes de l'échec de 1978 peut être infini sur ce terrain-là. Nous préférons, pour notre part, aller à l'essentiel : le P.C.F. a choisi délibérément de faire échouer la gauche dès lors qu'il n'était pas le plus fort dans la coalition. Voilà l'essentiel, quelles que soient par ailleurs telle imperfection ou telle critique possible. On ne soulignera jamais assez l'écrasante responsabilité des dirigeants communistes qui ont saboté les perspectives de victoire et trahi l'espérance des travailleurs. Ce résultat a provoqué un choc profond dans l'opinion et d'abord chez les militants. Ils s'en remettent peu à peu, mais ils se posent, nous nous posons des questions : l'union de la gauche

a-t-elle encore un contenu ? Devons-nous changer de stratégie ? Pouvons-nous, au contraire, relancer celle-ci ?

### 1) Y a-t-il encore une union ?

S'interroger sur l'actuel contenu de l'union de la gauche est l'occasion de préciser d'abord que jamais celle-ci n'a eu un caractère idyllique. La commission de réflexion sur les rapports P.S.-P.C., qui a repris son travail dès après les élections, l'a clairement rappelé. Depuis notre congrès de fondation, en 1971, jusqu'à l'élection présidentielle, les critiques formulées par notre partenaire ont été constantes. A partir de 1974, une véritable polémique a été déclenchée et nous-mêmes avons été amenés à répondre, parfois avec vigueur. Voilà des éléments à garder en mémoire.

A l'inverse, croire qu'en 1978, l'union de la gauche a totalement cessé d'exister, c'est ne pas voir toute la réalité. Il reste au moins : les municipalités d'union de la gauche, un programme dont les grands choix nous engagent encore, même s'il est froissé sur le plan du contrat, la règle du désistement réciproque aux élections (bien que parfois bafouée par le P.C.), certaines actions communes, quand elles sont possibles, l'habitude de contacts pris avec les militants communistes, une référence globale à l'union de la gauche, maintenue par les trois partis qui la composent. Et, surtout, il reste une sourde et constante espérance de millions de Français (regardons les élections partielles). Tels sont les éléments constitutifs de l'union, épars, blessés, mais que les circonstances peuvent cristalliser à nouveau.

Certes, l'expression « union de la gauche » a perdu aujourd'hui de sa force à cause du comportement sectaire des dirigeants communistes. Mais la réalité profonde qu'elle traduit, l'union des forces populaires, demeure une nécessité puissamment ressentie. Cette union est la traduction politique du rassemblement des travailleurs en lutte sous l'effet de l'exploitation qu'ils subissent : ce que nous appelons le front de classe. Ni l'exploitation ni la lutte n'ont disparu avec les élections de mars 1978. Au contraire, elles se sont amplifiées avec la crise. La nécessité de l'union est toujours aussi forte. C'est elle qui ancre puissamment à gauche le parti socialiste, retrouvant ainsi la base sociale qui est la sienne. Le front de classe est une réalité toujours plus vivante que le P.S. doit contribuer à renforcer et à rassembler.

En outre, il est important de dire qu'à certains moments politiques — par exemple, quand un des partenaires se dérobe, et c'est le cas du P.C.F. — l'union de la gauche se définit pour un temps moins par une alliance vécue que par les alliances refusées, celles qui seraient nouées avec la droite. Pour les socialistes, l'union de la gauche, c'est aussi cela : le refus de tout compromis avec la droite.

### 2) Y a-t-il une autre ligne pour le P.S. ?

Peut-on attendre, diront certains ? Puisque le P.C. évacue l'union de la gauche à la base (où d'ailleurs il ne la pratique guère) en la privant de toute perspective politique globale, puisqu'il la conjugue au futur en répétant à ses militants qu'il s'agit désormais de la préparer patiemment... pour après-demain, ne faut-il pas que le parti socialiste modifie sa stratégie ? Bref, le parti socialiste doit-il, pour réaliser son ambition, changer de ligne ?

Dans cette perspective, deux choix et, croyons-nous, deux seulement s'offriraient à lui. Le premier consisterait à changer d'alliance. Faute d'arriver au pouvoir avec la gauche, le P.S. rejoindrait le camp de la droite. Que les accusations anticipées de notre partenaire communiste ne nous abusent pas : elles sont en réalité un souhait qu'il n'ose pas formuler. Une telle voie n'est pas jugée scandaleuse par certains communistes en Europe. Le P.C. portugais a tout fait au début pour contraindre le P.S. de son pays. Le P.C. espagnol propose ouvertement cette formule au P.S.O.E. Quant au

P.C. italien, il brûle de l'emprunter pour son propre compte. Comme méthode pour arriver au pouvoir, c'est sans doute la plus rapide. Mais, pour nous, socialistes, elle est tout simplement inacceptable : elle ferait de nous l'otage des forces conservatrices, elle ne permettrait guère d'obtenir des réformes pour les travailleurs (car la classe dirigeante a peu à concéder), elle remettrait en cause les efforts de rénovation que nous avons entrepris au P.S., elle nous ferait tourner le dos au socialisme.

L'autre choix serait celui d'une « voie moyenne », celui de la stratégie dite « autonome » du P.S. Ecartons d'abord un malentendu : l'indépendance du P.S. en tant qu'organisation, l'autonomie de ses choix politiques, ne se discutent pas et n'ont pas disparu dans l'union de la gauche. La stratégie « autonome », c'est autre chose. Elle repose sur l'idée que notre parti ne doit conclure d'alliance ni sur sa droite ni sur sa gauche, mais compter sur ses seules forces et sur l'éventuelle neutralisation de ses adversaires pour parvenir au pouvoir et faire passer durablement ses propositions dans les faits. Compte tenu de la puissance électorale et de l'implantation sociale du P.C.F., avec une droite avoisinant encore la majorité et un P.S. représentant actuellement le quart de l'opinion, une telle stratégie ne débouche sur rien. Elle n'échappe pas aux contraintes qui pèsent sur la stratégie d'union de la gauche (puisque le P.C.F. peut plus aisément bloquer les choses de l'extérieur), elle ne fournit même pas un moyen « technique » d'arriver au pouvoir rapidement (comme la stratégie d'alliance à droite). Elle consiste à rêver la réalité au lieu de l'analyser, à supposer un état de fait qui n'existe pas et selon lequel le P.S. posséderait déjà une influence durablement et fortement dominante. Elle n'a donc aucun sens. A moins qu'elle ne fournisse une stratégie intermédiaire pour nouer ensuite une alliance à droite.

### 3) Comment relancer l'union ?

Mais peut-on alors raisonnablement espérer une relance de l'union des forces populaires ? A court terme, c'est très douteux. La direction du parti communiste, apparemment, n'en veut pas. Son objectif actuel est de déstabiliser le parti socialiste et d'essayer d'ancrer l'idée malaisée à faire passer que notre parti serait responsable de la rupture de 1977-1978. Tant qu'aucun tournant de la situation politique ne l'obligera pas à sortir de son cours actuel, elle tentera vraisemblablement de le maintenir.

Notre devoir est de résister à la pression que l'appareil communiste exerce contre nous, de démontrer ses contradictions sur la démocratie dans ses rangs, sur l'impossibilité de soutenir ensemble la thèse du pluralisme et celle du « parti d'avant-garde », sur les moyens de concilier le centralisme démocratique qu'il pratique et l'autogestion qu'il revendique, sur son analyse du « socialisme » des pays de l'Est, sur son absence de véritables perspectives politiques à présenter aux travailleurs, etc., d'exiger au moins du P.C. qu'il cesse ses agressions contre nous, de continuer à proposer, chaque fois que cela est possible, des actions communes, et d'avancer nos propres propositions politiques.

Cette relance sera-t-elle possible plus tard ? Nous le pensons. Le surgissement d'une crise ouverte dans la majorité parlementaire (sur l'Europe ou à propos des élections présidentielles...), le développement d'un vaste mouvement social, une poussée de la gauche, et particulièrement du P.S., lors des prochaines élections (cantonales, européennes), peuvent être des éléments qui déclenchent une nouvelle situation politique qui, obligeant le P.C. à changer à nouveau de comportement pour ne pas être, cette fois encore plus clairement, à contre-courant des aspirations populaires. Encore faut-il que le P.S. ait maintenu dans l'intervalle — et notamment dans son prochain congrès — ses choix politiques. Sur ce terrain, ne pas dévier d'un pouce, c'est se préparer à sortir de l'immobilisme actuel, c'est créer une

situation nouvelle dans la longue histoire des rapports P.C.-P.S.

Quand se fera cette relance ? On ne peut avancer de date certaine. C'est l'audience croissante du P.S. auprès des Français qui peut créer le principal fait nouveau. Notre parti devra être le moteur de l'union. Le P.C.F. peut avoir intérêt au *statu quo*. Des motifs stratégiques, des raisons intérieures l'y poussent. Ses formes d'organisation (appareil permanent), ses habitudes historiques (c'est une contre-société) en font une institution dont le seul but peut être de se perpétuer. Le P.S., pour sa part, devra prendre des initiatives. Provoquer un nouveau débat sur les grandes orientations que nous proposons au pays, prendre les travailleurs à témoin des termes d'un nouveau contrat proposé à nos partenaires (sans ambiguïté d'interprétation possible cette fois, comme c'était le cas sur les filiales des groupes à nationaliser) et des conditions précises de son respect, mettre le P.C.F. devant une deuxième responsabilité historique tout en offrant nos propres solutions. A nous (notamment lors de notre congrès) de poser au P.C.F. les vraies questions. A nous d'exiger de lui, devant l'ensemble des travailleurs, des réponses et non des attaques injurieuses. Une telle évolution n'est pas affaire de bonne volonté ou de bons sentiments. Elle n'est que le produit, nous le savons, d'un rapport de forces. Tout dépend donc de la stratégie qu'il s'est donnée. Il s'agit d'abord pour le parti socialiste d'être soi-même. Le suivisme n'est pas acceptable un seul instant. Nous devons déterminer notre attitude par nous-mêmes et non en fonction de celle des autres. Nous n'avons pas à opposer l'identité du parti et l'effort unitaire. L'union de la gauche est un pilier de notre identité. Notre parti a grandi parce qu'il s'est identifié à l'union de la gauche et a su en même temps rester lui-même. Nous sommes forts parce qu'unitaires, mais il est vrai que nous avons besoin d'être plus forts encore pour faire triompher nos initiatives d'union.

De quoi s'agit-il en définitive ?

Nous vivons maintenant notre première véritable épreuve historique depuis le congrès d'Epinau. Solidaires dans le succès, nous n'allons pas prendre nos distances quand apparaissent les traverses. A nous de démontrer que nos capacités dans cette phase sont à la hauteur de celles dont nous avons fait preuve dans la première période dynamique de l'union. A nous de tenir le cap. Tout sera fait, à droite comme du côté du P.C.F., pour nous faire changer de ligne, pour nous happer dans la prétendue « ouverture » giscardienne. Le P.S. est aujourd'hui un formidable enjeu. Quels moyens déployés pour le détourner de sa stratégie et des hommes qui l'incarnent ! Tout sera fait pour recréer les conditions du tête-à-tête entre la droite et le P.C.F. Le parti communiste répète que nous vivons à droite parce qu'il a besoin que nous vivions à droite pour regagner du terrain. Il n'a d'espoir que dans notre propre défaillance. Le moindre faux pas le justifierait. A l'inverse, notre fermeté condamne son virage anti-unitaire. Dans cette perspective, les choix de notre programme sont inséparables de la ligne que nous proposons pour conduire la France vers le socialisme.

## II. — Quel programme pour gouverner ?

Le débat interne sur le programme de la gauche n'est pas nouveau. Il a été tranché une première fois par le programme socialiste « Changer la vie » et le programme commun de 1972. De nombreux documents adoptés par le parti sont venus, depuis, compléter le programme socialiste, qui est notre charte. Rouvert lors des travaux d'actualisation, le débat a été, à nouveau, tranché par notre parti en 1977, mais il a repris après les élections.

Par ailleurs, l'ensemble des militants viennent d'être consultés, dans une première phase, sur l'élaboration du projet socialiste. Le bureau exécutif a décidé qu'une syn-

thèse des réponses serait envoyée à tous en janvier. En février aura lieu une journée nationale sur ce thème et l'adoption définitive de notre projet, à l'issue d'un débat approfondi et démocratique, interviendra après le congrès.

Le débat sur le programme ne se réduit nullement aux choix économiques. Il porte au-delà, sur les luttes des femmes, sur l'autogestion, sur le pouvoir régional, le cadre de vie, l'école et l'Université, la technologie, le nucléaire, le fait associatif par exemple. Il ne nous paraît pas possible de se dire en accord sur la ligne si l'on est en désaccord sur le programme, dès lors que ce désaccord serait substantiel. Les choix de programme sont liés aux choix politiques : on ne greffera pas l'union des forces populaires sur la régulation par le marché ou sur le refus des nationalisations. On ne pourrait vider le programme socialiste de certains de ses éléments essentiels sans remettre en cause aussi notre stratégie et les possibilités mêmes d'un accord entre les organisations qui représentent les forces populaires. C'est pourquoi il nous faut vérifier notre accord sur plusieurs points en examinant tour à tour :

1. L'analyse de la crise ;
2. Quelques dimensions de notre programme ;
3. Le débat économique ;
4. La question de la rupture avec le capitalisme.

### 1) L'analyse de la crise

Quelle analyse faisons-nous de la crise ? Quel jugement portons-nous sur la politique de Valéry Giscard d'Estaing ? Voilà la première série de questions auxquelles il faut répondre.

Depuis notre dernier congrès, rien n'est venu invalider nos analyses des transformations du capitalisme, des mutations de la société française et de la crise. Rien n'est venu contredire notre critique fondamentale des politiques définies et conduites par M. Giscard d'Estaing. Ainsi, comme les socialistes l'avaient diagnostiqué bien avant les autres, la crise économique est profonde et durable. Devant la baisse de rentabilité du capital, causée par le gaspillage des investissements et l'anarchie des économies, le capitalisme cherche à créer de nouveaux marchés pour étendre ses débouchés et mettre en place de nouvelles structures de production, là où le coût du travail est faible et où, par conséquent, les profits peuvent croître fortement. Cette mondialisation s'accomplit sous l'emprise des grandes sociétés multinationales. Elles dictent les prix, les conditions d'emploi, les investissements. En présence de telles forces, les Etats nationaux se montrent impuissants, quand ils ne sont pas complaisants. Les pays européens subissent plus que d'autres les fortes secousses de la crise. Les multinationales désinvestissent sur leurs territoires pour gagner les zones à bas salaires ou les paradis fiscaux. La concurrence se fait de plus en plus agressive et déloyale à l'égard des économies européennes.

Au début de son septennat, Valéry Giscard d'Estaing a beaucoup promis aux Français : la lutte contre les inégalités, la réforme de l'entreprise, la promotion de la femme, la décentralisation et, surtout, une sortie rapide de la crise. Aucun de ces objectifs n'a été atteint, ni même sérieusement recherché. La droite française s'accroche à ses privilèges de classe. Elle rappelle ainsi à ceux qui auraient tendance à l'oublier que rien n'a jamais été donné spontanément par les forces dominantes. Tout a été conquis par les luttes du mouvement ouvrier, de ses syndicats, de ses partis.

C'est aujourd'hui l'époque de la purge administrée brutalement et sans perspective d'avenir. Pendant que le président de la République disserte sur la solidarité, la fraternité et l'an 2000, il cautionne les attitudes d'un premier ministre qui donne des leçons de conduite aux Français, distingue entre les chômeurs, laisse périr la vie de nos régions. Le chômage atteint un niveau record. La hausse des prix demeure largement au-dessus

de celle observée chez nos principaux voisins. Le commerce extérieur ne s'améliore qu'en raison de la baisse du dollar et de la faiblesse de notre croissance. Jamais, depuis la guerre, aucun président de la République, aucun gouvernement n'avait fait aussi mal ! Pendant ce temps, les profits augmentent, mais sans entraîner, comme le voudrait la logique libérale, une relance des investissements. Le déficit budgétaire s'accroît, mais sans permettre le développement pourtant indispensable des investissements publics et des services collectifs. La recherche — une des clefs de notre avenir — n'est ni soutenue, ni animée, ni programmée. Aucune planification d'ensemble n'encadre l'action gouvernementale. Les travailleurs de la production demeurent assujettis à une machine économique orientée par d'autres. Le travail insipide ou dangereux est le lot de beaucoup dans leur vie professionnelle, tandis que l'autre espace de temps, le temps de vivre, demeure un univers triste et parcellisé. La création artistique est mutilée. La nature saccagée. Les immenses potentialités de l'éducation, de la culture, du sport sont négligées et constituent un champ interdit à trop de Français.

A un moment où la crise mondiale, le danger nucléaire, les mutations technologiques et les raretés énergétiques rendent plus que jamais nécessaire une action novatrice, planifiée vers plus d'autonomie, la politique giscardienne témoigne d'une tout autre logique : l'impuissance économique ouvre la voie à la dépendance politique.

## 2) Quelques aspects de notre programme.

● *L'autogestion* constitue un des axes essentiels de notre identité socialiste. Il s'agit, conformément aux quinze thèses sur l'autogestion, de transformer la société tout entière et pas seulement le pouvoir d'Etat. L'autogestion doit être non seulement notre perspective, mais notre pratique dans les luttes et dans toutes nos propositions. Car nous voulons, non seulement accéder au pouvoir, mais le rendre aux Français. Serions-nous autogestionnaires si notre objectif n'était pas que les travailleurs puissent influencer pleinement sur l'orientation des entreprises, les conditions de travail, son organisation, la formation ? Ils doivent pouvoir opposer leur droit de veto aux licenciements, stopper une machine en cas de danger. Cela implique une modification importante du code du travail, prévoyant notamment une extension des droits syndicaux et des pouvoirs des comités d'entreprise, la création de conseils d'ateliers et de services. Toutes les réalisations qui se rapprochent de cette perspective doivent recueillir de notre part intérêt et soutien. Ainsi les diverses formes de coopératives, la mutualité, l'ensemble du « tiers secteur » ou de l'« économie sociale » sont pour nous un champ de réflexion et d'action. Pour autant, il ne faudrait pas laisser croire par un discours simplificateur que l'autogestion pourrait naître du seul prolongement de ces expériences. L'autogestion n'est pas une simple extension de la démocratie économique, laissant indemne le fondement du pouvoir, c'est-à-dire la propriété, et gommant les luttes des classes. Le développement de l'autogestion doit s'appuyer sur une transformation profonde des centres de pouvoir dans l'économie, dans la société, et dans l'Etat. Agir autrement reviendrait à morceler les expérimentations dont le développement est nécessaire, à parcelliser les luttes et, en fin de compte, à étouffer les chances de l'autogestion.

● *La décentralisation* au profit des collectivités locales est une autre dimension essentielle de notre socialisme. D'autant plus aujourd'hui que la crise est aussi celle d'un pouvoir étouffant de centralisme et de hiérarchisation. La décentralisation ne se réalisera pas par une simple collection d'expérimentations, pour intéressantes qu'elles soient. Une juxtaposition de luttes, si nécessaires soient-elles, ne débouche pas sur le socialisme. Les municipalités socialistes peuvent et doivent constituer un exemple : pratique

hardie de la démocratie locale, consultation des associations, sauvegarde du service public, protection de l'environnement, action en direction des plus défavorisés, en particulier des immigrés. Mais peuvent-elles durablement lutter contre les licenciements, les fermetures d'entreprises, les carences des équipements collectifs, pratiquer la décentralisation sans qu'un nouveau rapport de forces ait été créé par les travailleurs et leurs partis au niveau du pouvoir central, créant un droit nouveau, des ressources nouvelles, des pouvoirs nouveaux ? Assurément, non.

● *Le programme socialiste* « Changer la vie », les enrichissements qu'il a connus, sont fondés sur un certain nombre d'acquis de l'analyse socialiste. Deux constatations. D'une part, la crise des modèles marxistes-léninistes est évidente (crise politique, économique, idéologique...). Il faut être le P.C.F. pour parler de l'U.R.S.S. comme d'un pays où le socialisme est réalisé, alors que ce marxisme ossifié, étatique et bureaucratique a échoué. Plus que jamais, nous récusons ces modèles comme la notion même de modèle. D'autre part, nos choix fondamentaux se trouvent aujourd'hui renforcés par les données de la crise. Cette crise ne débouche en effet pas sur le vide. Elle peut conduire — et c'est l'enjeu de notre combat — ou bien à l'appauvrissement des plus pauvres (c'est la sortie capitaliste de la crise), ou bien (c'est l'ambition du programme socialiste) à un autre projet de société. L'enjeu du socialisme apparaît aujourd'hui à travers de multiples dimensions de cette crise qui remet en cause profondément tous les aspects de notre société. Il faut que nous propositions une réponse moderne, cohérente, consciente des nouveaux enjeux de la technologie, de la science et de la culture. Nous n'en donnerons ici que quelques exemples choisis dans des sujets particulièrement fondamentaux.

● *L'énergie* est un des moyens de la puissance, mais aussi de l'aliénation. En un temps où les données sur la pénurie pétrolière se transforment, où les risques du nucléaire demeurent sans réelle solution, où les exigences d'économie d'énergie restent majeurs, il nous faut penser une politique globale de l'énergie, cohérente avec notre nouveau modèle de développement qui devra accroître notre autonomie énergétique et nous prémunir au maximum des risques. La diversification des ressources, l'aide massive aux énergies nouvelles, une politique vraiment efficace d'économies d'énergie, la mise en place d'un type de croissance plus économique en énergie, telles sont quelques-unes des orientations que nous devons favoriser.

● *La rose* est notre emblème. Notre mot d'ordre : changer la vie. Nous sommes, depuis le premier jour, le parti de *la qualité de la vie*. Nous devons l'être plus encore : grâce à notre réseau très dense d'élus locaux, nous devons favoriser l'action des citoyens et de leurs groupements pour l'amélioration de leur cadre de vie, pour la défense de l'environnement, pour le sport, pour la culture, etc. Mais l'action pour la qualité de la vie, à moins d'être une renaissance des vieilles utopies, n'a de sens que si elle est un des fronts de lutte contre le système du profit. Car c'est la quête sauvage du profit qui saccage la qualité de la vie. Le pouvoir, naturellement, tente de détourner cette lutte de son axe. Et le qualitatif, lui, est un prétexte à refuser le quantitatif. Nous devons, nous, montrer en toute circonstance que le quantitatif est aussi une condition du qualitatif.

● *L'appareil sanitaire français* est en pleine crise : l'espérance de vie stagne et reste très inégalitaire, l'industrie pharmaceutique est toute-puissante, la sécurité sociale est en quasi-faillite, le personnel hospitalier sous-payé. Il faut repenser entièrement une politique de la santé et faire de la lutte contre les grandes maladies du siècle liées en partie au modèle de développement capitaliste (maladies cardio-vasculaires) une priorité absolue de notre action.

● Le véritable pouvoir dépend des moyens de *communiquer*. La création de radios et même, plus tard, de télévisions locales dans le contexte du service public est un élément essentiel du projet autogestionnaire, de la liberté d'expression, de la culture et de l'éducation. Les libertés fondamentales de 1789 prennent aujourd'hui, avec l'évolution de la technologie, un sens nouveau qu'il appartient aux socialistes de comprendre et de prévoir.

● *La réflexion sur la technologie* est donc au cœur de notre projet parce qu'elle est au cœur de la crise. Il n'y a pas de véritable qualité de vie sans un usage libérateur de l'informatique et de la biologie, porteuses à la fois de dépendance et de liberté. Les socialistes doivent organiser de grands débats sur ces questions dans les deux années qui viennent, afin que ces technologies puissent être réellement mises au service de l'homme.

● Depuis la mise en place des lois d'orientation agricole de 1960 à 1962, le *monde paysan* a évolué. L'exode rural, l'absence de politique de lutte contre la spéculation foncière et d'une politique volontariste d'installation des jeunes agriculteurs, ont frappé durement les travailleurs de l'agriculture, et ont contribué à donner au milieu rural et agricole le visage que nous lui connaissons aujourd'hui. A la veille du dépôt par le gouvernement d'une nouvelle loi d'orientation, la classe dirigeante conserve la même attitude inacceptable, le même langage vis-à-vis de l'agriculture française.

En agriculture, la stratégie de rupture avec le capitalisme passera inévitablement par la défense effective de l'exploitation familiale. Les choix de politique agricole deviennent alors très clairs. D'une part ceux pour qui l'agriculture vise à maintenir le *statu quo* national mais qui condamnent l'agriculteur à produire au moindre coût pour être toujours plus « compétitif ». A l'opposé, il y a notre vision du monde rural qui lie l'indépendance nationale et la production alimentaire, souligne son importance démographique, s'attache à la modernisation de l'agriculture mais surtout à l'amélioration des conditions de vie de la majorité des travailleurs de la terre, exploitants et salariés, aides familiaux comme femmes d'agriculteurs. Nous sommes convaincus que l'intérêt national exige que l'agriculture puisse jouer un rôle capital pour l'équilibre du commerce extérieur grâce à l'augmentation de nos exportations agro-alimentaires. En revanche, nous ne pensons pas que répondra à cette attente le schéma productiviste à outrance développé par le président de la République et qui aboutirait à ne maintenir en France que deux cent mille exploitations agricoles intégrées aux secteurs industriels et commerciaux d'amont et d'aval. C'est dans ce contexte que nos choix de politique agricole prennent toute leur signification. L'agriculture de notre pays ne peut plus se permettre de perdre un seul actif sans qu'il soit immédiatement remplacé par l'installation d'un jeune. L'exploitant doit pouvoir vivre de son travail, ce qui nécessite de pratiquer une politique de prix garantis à la production dans le cadre de quantum tenant compte des coûts de production. Des offices par produits agricoles, décentralisés, seront chargés de veiller à l'application de cette politique dans le cadre de la planification démocratique. Leur gestion en sera confiée majoritairement aux agriculteurs et salariés mais aussi à des représentants des consommateurs et du gouvernement. Ils détermineront les prix des produits garantissant un juste revenu aux exploitants agricoles. Ils assureront la régularité du marché et veilleront au bon fonctionnement des circuits de production et de transformation en accord avec les professionnels concernés. Nous proposons, d'autre part, pour alléger la charge foncière qui repose sur les agriculteurs et pèse dangereusement sur les prix agricoles à la production, de les libérer du foncier par la création d'offices fonciers proches des

SAFER actuelles, mais démocratisées et décentralisées. De telles propositions, qui ne sont en rien contraires au Traité de Rome, auront inévitablement des conséquences sur la politique agricole commune qui doit être réformée.

### 3) Quelles positions économiques ?

Depuis longtemps s'est développé au sein de notre parti un débat plus spécialement économique. Schématiquement, pour les uns (partisans de la « ligne plus »), la puissance des Etats-Unis et de l'Allemagne fédérale, l'aggravation de la crise, imposerait une maîtrise des leviers de commande entièrement nationale : d'où par exemple la proposition, à l'intérieur, d'étendre la liste des nationalisations et, vis-à-vis de l'extérieur, de freiner les échanges avec les pays capitalistes. Les partisans d'une ligne « moins » estiment au contraire que la profondeur de la crise, la nature du capitalisme, l'internationalisation des échanges et le besoin de sécurité des Français imposent de revoir en baisse certains objectifs de changement et d'étaler davantage dans le temps la transformation des structures. Pour notre part, nous pensons que la crise renforce la nécessité et l'urgence d'opérer de profondes réformes de structures prévues par les socialistes. Les options économiques ne peuvent être séparées des choix politiques. Nous refusons toute forme d'économisme. Nous ne ferons face aux principaux problèmes économiques à venir qu'en approfondissant nos choix antérieurs, au lieu de les rejeter.

### ● Les nationalisations

Les nationalisations font partie de ces choix. Elles ne sont pas une référence mythologique. Elles sont une condition de la rupture avec le capitalisme. Elles sont une condition du socialisme. Aujourd'hui, notre économie, notre mode de vie, les principales orientations du pays, sont largement déterminés par des centres de pouvoir et de profit, aux moyens énormes, qui dictent leur loi. Pour rendre aux Français les moyens de leur autonomie, pour engager une nouvelle politique industrielle, pour étendre d'une façon exemplaire les droits des travailleurs, il faut arracher à ces entreprises leur pouvoir incontrôlé, l'appropriation sociale doit donc s'étendre aux banques, aux grandes entreprises en situation de monopole et aux secteurs vitaux pour le développement et l'indépendance du pays.

Débattre des nationalisations ne consiste pas seulement à discuter leur nombre et leur étendue. Il faut examiner très précisément en liaison avec quelle politique industrielle elles doivent être menées à bien, avec quels objectifs d'emploi et de conditions de travail, et comment concrètement elles faciliteront l'extension des droits des travailleurs. Ces aspects ne doivent pas faire oublier pour autant le B A-BA : *si le pouvoir n'est pas seulement la propriété, il est d'abord la propriété* ; on ne nationalisera pas sans s'attaquer à la propriété du capital dans l'entreprise, on n'engagera pas de transformation vers le socialisme sans de réelles nationalisations. Avancer que les critères et les modalités de nationalisation devraient être mieux établis, sans rien proposer de précis, n'a pas grande portée. Les critères contenus dans les propositions socialistes nous paraissent valables. Quant aux modalités, elles peuvent fort bien être diverses et souples dès lors qu'il y a effectivement transfert de la propriété à la collectivité.

Ajoutons que la crise a rendu les nationalisations encore plus nécessaires. Beaucoup d'entreprises utilisent aujourd'hui l'inflation, l'endettement, les licenciements pour financer leurs investissements. Des secteurs à fort potentiel de croissance sont négligés. Des financements massifs sont consentis par la collectivité publique. Dans ce contexte, les nationalisations sont d'autant plus utiles : non pas sanctions, mais outils pour une véritable politique industrielle et vers une nouvelle croissance.

### ● Le plan et le marché.

L'extension du secteur public va de pair avec le développement de la planification et avec le recul du marché. D'ailleurs, en particulier pour ce qui concerne les consommations collectives, le prétendu libre jeu du marché fonctionne en réalité de moins en moins. En outre, il s'agit plutôt d'une confrontation inégale entre l'offre et la demande au détriment des consommateurs et des plus faibles. Là où il subsiste, le marché est souvent un facteur de crise car il néglige le moyen terme et mesure toutes choses en données monétaires. Prétendre lui confier le soin d'orienter notre économie, c'est vouloir ignorer la réalité du capitalisme moderne ou confondre capitalisme modernisé et socialisme. Affirmer que le marché devra garder durablement un certain nombre de ses fonctions actuelles revient au même. Pour les deux années qui viennent la grande majorité des experts nationaux et internationaux annoncent un chômage accru, une croissance faible, une inflation forte, un franc vacillant. Simultanément, on s'attend à un renforcement des profits, à une accélération de la spéculation foncière et immobilière, à la poursuite de la politique d'austérité. Voilà ce que signifie la soumission aux « lois du marché ». Cette purge ne permettra pas pour autant « d'adapter la France à son environnement ». Au contraire, elle conduira à une vassalisation accrue de l'industrie française à l'égard du capitalisme multinational. Les travailleurs risquent de se trouver de plus en plus insérés dans de grandes machines anonymes et contrôlées de l'étranger. Trop de productions françaises devenant de simples sous-conséquences de l'acceptation pure et simple des mécanismes du marché. Elles rendent d'autant moins acceptable, dans ce contexte de crise, une régulation globale assurée par le marché. Le plan, un plan démocratique et décentralisé, appuyé sur des contrats passés avec les branches économiques, les grandes entreprises et les collectivités locales, doit orienter notre économie afin de la faire sortir de la crise, de satisfaire au maximum les besoins des Français, de faire reculer le secteur marchand et de prendre en compte l'avenir par une politique volontariste.

### ● Les enjeux des années qui viennent.

Quels sont les principaux enjeux économiques et sociaux des années qui viennent et comment devons-nous les affronter ? Avec une politique inchangée, la France a toutes les chances d'être prise en étau entre les très grandes puissances industrielles qui la distancent et ceux des pays du tiers-monde qui la rattrapent. La crise renforce les forts et affaiblit les faibles. Sans pétrole, sans beaucoup de matières premières, avec une industrie souvent vieillie, un territoire mal équilibré, des inégalités sociales considérables, des conditions de travail inacceptables, un Etat hypercentralisé et qui voit court, notre pays risque de plus en plus de s'affaiblir malgré les bulletins de victoire gouvernementaux.

a) *Le problème n° 1 sera l'emploi.* — Combien d'emplois, comment créer des emplois, quels emplois ? A politique inchangée, il y aurait en France 2 000 000 de chômeurs en 1982. Cela porte condamnation d'une politique et d'un système. Le gouvernement ne peut assurer la relance nécessaire sans déséquilibre extérieur. Il refuse les réformes de structure, rejette toute remise en cause des privilèges, fait de l'emploi un objectif croupion. Il est d'autant plus incapable de résoudre le problème que les innovations technologiques, telles qu'elles sont réalisées vont accentuer la diminution de l'emploi industriel. Voilà le premier défi lancé à la France, aux socialistes.

Pour y répondre, notre parti a proposé toute une série de changements résumés dans les « quinze mesures pour l'emploi ». Elles devraient utilement être complétées par une élaboration de politiques industrielles plus précises au niveau des branches, des G.S.E., des régions. Le plus décisif de tous

les changements proposés est, sans doute, la réduction de la durée hebdomadaire de travail à trente-cinq heures. Il est significatif que ce soit précisément là que des oppositions se soient manifestées. Venant de la droite et du patronat, ces oppositions n'ont rien de surprenant : elles étaient déjà les mêmes en 1936 avec les quarante heures. Venant de la gauche, elles méritent une réponse plus précise. Ce dont il s'agit, c'est d'un abaissement de la durée du travail à trente-cinq heures par semaine, progressif et négocié. Il interviendra en priorité pour les métiers les plus pénibles. Il se réalisera à salaires maintenus, contrairement à une formule avancée par certains. On ne saurait confondre réduction de la durée du travail et extension forcée du chômage partiel. Pour être économiquement bien supportée, cette mesure devra s'accompagner d'un resserrement de la hiérarchie des salaires, des revenus et d'un impôt sur la fortune ; elle devra le plus largement possible être prise en compte au niveau européen, comme le propose d'ailleurs la puissante Confédération européenne des syndicats. Les sidérurgistes allemands viennent de se mettre en grève précisément pour les 35 heures ! Les 35 heures sont à la fois un outil pour augmenter le temps libre, changer la vie, et un moyen de mieux répartir l'emploi. Il ne paraît dès lors pas acceptable de les refuser pour de prétendues raisons de rigueur économique, ou, ce qui revient au même, de subordonner les 35 heures à tant de conditions qu'elles ne seront pas remplies avant très longtemps, tout en ajoutant pour faire bonne mesure qu'on est partisan des... 30 heures, dans... trente ans. Cela revient non seulement à rejeter les profondes transformations économiques, sociales et culturelles qu'impliquent les 35 heures, mais encore, en tournant le dos à des choix du parti, à tourner aussi le dos à l'emploi et à l'avenir.

b) *La dépendance de la France à l'égard de l'extérieur* est un autre problème majeur. Elle risque encore de s'amplifier dans le futur. Sous l'effet à la fois de données objectives (hausse des prix de l'énergie, mouvement des échanges internationaux) et surtout à cause de la politique giscardienne : stratégie d'exportations à toute force, soumission aux impératifs du marché mondial baptisée redéploiement ou restructuration. De plus en plus le choix de nos productions et de nos technologies risque d'être déterminé par les grandes entreprises multinationales. Outre ses graves conséquences sur l'emploi et sur l'indépendance nationale, cette situation rendrait d'autant plus difficile toute relance sans déséquilibre extérieur et la réalisation d'un projet socialiste original pour la France.

Faut-il alors proposer une France davantage repliée sur elle-même, cherchant les faux confort du protectionnisme dans le domaine économique et du nationalisme dans le domaine politique ? C'est le choix du parti communiste à l'égard duquel nous devons refuser toute complaisance. Cela se traduirait inévitablement par une baisse du niveau de vie des Français, donc par l'échec d'un projet socialiste. Faut-il, à l'inverse, renoncer au socialisme, à la mise en cause des structures capitalistes, à une politique sociale audacieuse sous prétexte des contraintes extérieures ? Faut-il accorder une confiance magique au développement des échanges, à la construction européenne, telle qu'elle a été menée jusqu'ici, accepter le nouveau système monétaire européen qui se met en place, admettre que l'exercice des prérogatives européennes dessaisit automatiquement le Parlement français ? Pas plus.

Nos choix en matière d'indépendance nationale, de relance interne par la consommation populaire, de nationalisations, de transformation de l'Europe, de nouveaux rapports avec le tiers-monde sont parfaitement actuels. Toute conception qui accepte les données extérieures comme une contrainte intangible, qui ne fait pas passer au premier rang la reconquête du marché intérieur par une relance sélective, qui se

plie volontiers aux règles du marché international, qui ne défend pas avec intransigeance les intérêts nationaux, ruine la possibilité de construire en France le socialisme. Il est vrai, en même temps, que nous devons mieux préciser, notamment, comment opérer la sélectivité de notre relance, quels produits nationaux substituer à certaines importations et selon quel calendrier et sous quelles formes se renforcera notre indépendance économique. L'une des tâches principales auxquelles tout le parti, toutes les régions, toutes les commissions d'études et tous les G.S.E. concernés doivent se consacrer est bien celle-ci : définir quel type de productions nationales encourager, quelle coopération économique mettre en place, quelle politique d'économies d'énergie et de matières premières importer avec quelles conséquences sur l'emploi.

c) *Le maintien et l'aggravation des inégalités sociales* seront encore moins supportables en période de difficultés économiques accrues. Le libéralisme musclé, invoqué aujourd'hui par la droite, n'est qu'une nouvelle version d'un vieux discours et de vieilles pratiques couvrant le maintien des inégalités de situation et des privilèges. Avec le pouvoir actuel, les pauvres demeureront les pauvres. Les inégalités de revenus, de fortune, d'éducation, de santé, de logement, resteront ce qu'elles sont ou s'aggraveront. La lutte contre ces inégalités, donc contre l'une des causes principales de l'inflation, passe par toute une série de mesures contenues dans notre programme. Parmi elles, la fixation du niveau du SMIC sans citer aucun chiffre. Estimer excessif de porter le SMIC à 2400 F (valeur avril 1978), c'est méconnaître les conditions de vie de centaines de milliers de travailleurs. Pour les smicards, payés moins de 2000 F par mois, la première conquête de la gauche au pouvoir, c'est bien le SMIC à 2400 F. A quoi serait bon un gouvernement de gauche qui entend se battre contre les inégalités excessives et défendre les intérêts des plus défavorisés s'il n'était pas capable de donner aux smicards ces 2400 F ? Ainsi que l'a proposé le parti, il conviendra, par le resserrement de l'éventail des rémunérations, par l'aide de l'Etat à certaines entreprises, par une réforme fiscale immédiate et de grande ampleur, de rendre économiquement supportable cette mesure indispensable. Il s'agit là d'une proposition qui donne sens au projet de la gauche, permet la relance intérieure et sur laquelle il n'est pas question de transiger. Ajoutons que le débat sur le SMIC comporte une autre leçon d'ordre interne : avant que le parti ne prenne une décision, la discussion est bonne et totalement libre. Lorsqu'il l'a prise, il n'est pas admissible que des militants, et encore moins des responsables, la critiquent publiquement.

d) Faute aujourd'hui de toute politique planifiée, la France des années 80 risque de se trouver à court d'avenir. L'investissement privé stagne ou régresse. La recherche est en chute libre. Notre faiblesse s'accroît en matière de brevets. Les régimes de protection sociale sont menacés. Les évolutions démographiques sont inquiétantes. L'aménagement du territoire n'est qu'un slogan vide. Le saccage du cadre de vie s'accroît. Ces questions majeures ne pourront non plus être résolues sans qu'on applique les grandes orientations socialistes : planifications décentralisées, utilisation du secteur et des contrats publics, rééquilibrage du territoire, réforme du régime foncier, offices agricoles par produits, nouvelle politique du logement, refonte de la fiscalité, nouvelle donne pour l'éducation et la formation.

De même, dans la perspective de nos choix antérieurs et en les approfondissant, il faut faire face aux nouveaux enjeux, répondre aux revendications qui se développent depuis quelques années : les problèmes de la condition féminine et de l'emploi féminin, la pression décentralisatrice, l'aspiration régionaliste. La définition précise d'un nouveau mode de croissance plus économe en énergie, protégeant les équilibres naturels, accen-

tuant les pouvoirs des usagers et des consommateurs, la durabilité des produits, favorisant la réduction des inégalités et simultanément le droit à la différence.

#### 4) *Quelle rupture avec le capitalisme ?*

Tout cela justifie que nous revendiquions le pouvoir pour autre chose qu'un coup de pouce à la répartition des revenus ou des pichenettes au pouvoir dominant du capital. Il ne s'agit pas d'aménager le libéralisme, ou même de créer une économie sociale de marché. Il s'agit de rompre avec le capitalisme. Cette transformation profonde de la société ne se réalisera pas sans nationalisations, sans planification, sans extension des droits des travailleurs, sans lutte pour l'autogestion qui sont à la fois un acquis historique du socialisme et les principes du socialisme des années 80. Elle ne se réalisera pas en plaçant au-dessus de tout un credo économique qui rejeterait à un rang subalterne les aspects culturels, sociaux ou internationaux de notre projet. La rigueur économique est nécessaire au progrès social. Mais la crédibilité et la rigueur nécessaires ne sont pas le retrait par rapport aux conditions du socialisme.

La difficulté de maîtriser les phénomènes économiques pour faire face à la troisième révolution industrielle, loin de faire renoncer la gauche à son objectif de transformation et de rupture, lui impose d'engager vite les réformes les plus décisives pour s'associer immédiatement les leviers de commande et bénéficier au maximum du soutien de l'opinion... La crédibilité économique naît de la rigueur, mais elle naît aussi tout autant de la vigueur du soutien populaire. La question à laquelle nous devons sans cesse nous référer est la suivante : quelles contraintes nationales ou internationales devons-nous remettre en cause pour réaliser notre projet politique ?

Tel se présente le débat sur la stratégie de rupture avec le capitalisme. Il ne sert à rien de multiplier les considérations abstraites sur ce point. Mais il faut préciser plusieurs aspects. Premièrement, il s'agit bel et bien de rompre avec le capitalisme et non de l'aménager. Dans cette tâche nous ne disposons d'aucun modèle. Le régime des pays de l'Est n'a rien à voir avec le socialisme que nous poursuivons. Les social-démocraties scandinaves ne correspondent pas, malgré beaucoup d'aspects positifs, à notre objectif précis.

Deuxièmement, cette rupture n'est évidemment pas instantanée. Elle est graduelle. Elle intervient dans le temps. Mais raison de plus pour l'engager dès l'accession au pouvoir. Rappelons-nous les « mesures immédiates et irréversibles dès l'arrivée au pouvoir » contenues dans le programme socialiste. « Changer la vie ». Quelles mesures prendre dès l'accession au pouvoir ? Au minimum la décentralisation, les nationalisations, de nouveaux pouvoirs aux travailleurs, l'amélioration du pouvoir d'achat populaire, l'impôt sur les grandes fortunes, l'extension des libertés, la réforme de l'information, une nouvelle politique internationale. Si ces changements ne sont pas engagés fortement ou réalisés dans les trois premiers mois, jamais ils ne verront le jour. Nous ne construisons pas le socialisme pour l'an 3000. Nous le voulons pour la France dans laquelle nous et nos enfants vivrons. Troisièmement, ces mesures seront-elles irréversibles ? A nous de les rendre telles par le soutien et le contrôle populaires, même si les résistances sont immenses. Le débat sur la stratégie de rupture, à notre avis, n'oppose donc pas les « mousquetaires des 100 jours » et « les technocrates des 100 mois ». Il oppose en réalité d'une part ceux qui souhaitent une transition vers le socialisme et qui s'en donneront les moyens et, d'autre part... tous les autres.

C'est la première voie que nous avons clairement choisie en adhérant au parti socialiste. Elle a redonné force et audience au socialisme français. Mais ce ne serait pas assez si elle ne répondait pas eux enjeux de l'avenir. Alors, posons carrément les

questions qu'appellent le présent et l'avenir : la revalorisation des bas salaires serait-elle devenue superflue alors que la misère de centaines de milliers de familles et l'inégalité des conditions de vie augmentent avec la crise ? Les nationalisations seraient-elles devenues inutiles alors que l'extension des droits des travailleurs et qu'une politique industrielle prenant appui sur un secteur public élargi sont, plus que jamais, indispensables pour améliorer les conditions de travail et de vie, renforcer notre économie et défendre l'emploi ? L'abaissement résolu de la durée du travail serait-il moins légitime alors que l'évolution technologique va permettre des progrès de productivité massifs qu'il faudra utiliser au bénéfice de l'homme et non à son détriment ? Le plan devra-t-il reculer et le marché se maintenir alors que la soumission à la « loi du marché » national et international signifie dans chaque région licenciements et effondrements ? La décentralisation, la perspective autogestionnaire devraient-elles être réservées au discours idéologique sans qu'on veuille se donner les moyens de les faire passer dans les masses au moment où la confiscation du pouvoir s'accroît ? Notre solidarité active à l'égard du tiers-monde devrait-elle reculer alors que le sous-développement, la misère et la faim menacent d'être le lot de milliards d'hommes en l'an 2000 ? Et la rupture avec le capitalisme devrait-elle être renvoyée à plus tard alors que ce même capitalisme signifie le chômage, conditions de travail inacceptables, hypercentralisation, atteinte aux libertés ? Seuls les choix socialistes permettent d'affronter les problèmes des années 80. Si nous reprenons à notre compte la ligne d'Epinay en la prolongeant, c'est tout simplement parce qu'elle est, à notre avis, la seule à permettre de dominer la crise et de préparer vraiment l'avenir.

### III. — Quel parti socialiste

Pour accéder au pouvoir et y réussir, l'organisation de notre parti doit encore être fortement améliorée. Comment ?

#### 1) *Front de classe et parti socialiste*

Le parti socialiste entend rassembler le front de classe. C'est-à-dire que nous incarnons, que nous défendons l'ensemble des couches sociales victimes de l'exploitation du système capitaliste. L'évolution de la société capitaliste industrielle a conduit, en effet, des groupes sociaux, autrefois différenciés par leurs caractéristiques, à des modes de vie aujourd'hui très comparables (par les revenus, le logement, les loisirs et la culture notamment). Ce sont eux qui constituent le front de classe. Il est d'autant plus important de le réaffirmer que le pouvoir actuel cherche à s'appuyer sur une partie de ceux-ci pourtant victimes de sa politique (cadres moyens, maîtrise, petits agriculteurs, etc.). Nous devons également dans notre programme mieux préciser nos propositions sur certaines couches menacées par le capitalisme : commerçants et artisans notamment. Il ne s'agit nullement de devenir un parti des couches moyennes, rejoignant ainsi la vision giscardienne d'une France de l'an 2000 avec un gigantesque « groupe central ». Si nous entendons rassembler autour du parti socialiste l'ensemble des exploités, ce rassemblement commence par la classe ouvrière que nous devons représenter à part entière. Dans la tradition de Jaurès, de Blum, le parti socialiste entend être pleinement un parti de la classe ouvrière. La lutte des classes demeure une réalité et elle fonde notre stratégie. Nous devons donner priorité aux revendications, aux aspirations des couches les plus défavorisées. C'est un choix de justice sociale, de dimension économique et de portée politique.

*Quel type de parti ?* Alors que les uns insistent sur le parti comme instrument de conquête du pouvoir, à vocation électorale, d'autres soulignent la nécessité de disposer d'une organisation de masse. En réalité, nous

devons être à la fois l'un et l'autre. Ce qui compte, c'est non seulement le nombre, mais la qualité de l'engagement militant. Nous devons progresser en nombre. L'objectif de trois cent mille militants par rapport à nos sept millions d'électeurs est-il hors de notre portée ? Non, à condition que nos sections soient vivantes, c'est-à-dire immergées dans la vie sociale, syndicale et associative. Sans se dissoudre pour autant dans un rassemblement aux contours et aux engagements indéfinis qui, en définitive, risquerait de porter atteinte à l'indépendance syndicale et à celle des associations. A condition aussi de donner aux sections et aux fédérations plus d'initiative, plus de moyens dans leur action politique, sociale et idéologique. A condition, enfin — on sourira peut-être, — que les liens de l'amitié, de la chaleur humaine et, pourquoi pas, de la joie unissent entre eux les militants. Car un parti c'est aussi un vouloir vivre, un vouloir militer ensemble.

### 2) Davantage de femmes aux responsabilités

Pour les deux années à venir, nous formulons plusieurs propositions en ce sens qui pourront être utilement confrontées à celles des fédérations et des sections. Elles sont toutes importantes. Mais aucune ne l'est sans doute autant que notre effort pour faire accéder davantage les femmes aux responsabilités et leur donner, sous tous les aspects, une place accrue. Notre parti a, à cet égard, approfondi sa réflexion et précisé ses propositions. Nous avons davantage pris conscience de l'oppression spécifique des femmes dans notre société. Elle est d'autant plus forte aujourd'hui que le chômage les frappe très durement. Nous avons adopté sur le plan interne des dispositions précises pour accroître le rôle des femmes. Ces dispositions vont dans le bon sens, mais elles sont encore insuffisantes. Les statuts du parti indiquent aujourd'hui une proportion minimum de 15 % de femmes aux diverses responsabilités du parti. Cette proportion ne suffit pas. Il faut une réforme statutaire pour faire passer ce chiffre au-dessus des 20 % qui correspondraient à la proportion actuelle des militantes. Le parti socialiste a été d'autre part le premier à décider qu'il y aurait au moins 30 % de femmes (3 au moins par tranche de 10) en bonne place pour les élections européennes. Ce minimum doit être respecté. L'ambition du parti doit être plus vaste. C'est toute notre pratique qui est à transformer pour nous mobiliser autour des luttes des femmes, contre la pression inverse de la société et pour éviter en même temps le piège de la femme-alibi ou de la femme-gadget. En 1979, par exemple, le parti devra mener bataille vigoureusement lors de l'examen de la loi Veil sur l'interruption de grossesse, afin d'éviter tout retour en arrière et d'accélérer les indispensables réformes. Plus généralement, il nous semble que chaque année, ou tous les deux ans, le parti tout entier, depuis les sections jusqu'au bureau exécutif, devrait dresser un bilan des résultats atteints, et partir de cette sorte d'états généraux pour accomplir de nouveaux progrès. Seule cette prise de conscience générale peut nous permettre d'avancer d'une façon décisive.

### 3) Des propositions concrètes

Nous proposons par ailleurs :

● *La possibilité pour des travailleurs de la production (ouvriers, agriculteurs, etc.) de devenir permanents du parti.*

Au stade où nous en sommes, le parti doit permettre à ces camarades de se consacrer entièrement, sans perte financière, au développement de notre organisation, et il doit ensuite assurer leur reclassement. Le nombre des élus ouvriers, en particulier, doit augmenter et nous devons nous en donner les moyens. La place de ces camarades dans le parti doit être renforcée, notamment au niveau de la direction nationale et des directions fédérales. Ils apporteront une aide puissante au développement de notre implantation dans les entreprises, objectif essentiel

de notre action militante, et un enrichissement au parti par leur expérience et leur identité.

● *Une accentuation de notre action dans les entreprises.* C'est un enjeu décisif. D'où l'importance du combat pour la reconnaissance de la section politique d'entreprise. On ne saurait en aucun cas accepter une répartition des rôles entre les partis de gauche qui ferait du P.S. le premier parti électoral et du P.C. la première organisation politique dans l'entreprise. Notre organisation dans ce secteur a progressé, en particulier dans la dernière période. Des mesures concrètes, positives, ont été prises. Il faut veiller à leur application. Les groupes d'entreprises doivent être effectivement consultés par le comité directeur sur les questions de leur compétence. Leurs représentants doivent prendre place dans les commissions d'études. Les frais de déplacement des militants seront pris en charge par le parti. Les responsables et élus du parti ne doivent pas se rendre dans les entreprises sans un contact préalable avec les G.S.E. et S.E. concernés. Afin que l'action des fédérations soit plus efficace, le nom de l'entreprise figurera sur la carte de chaque militant.

Il faut maintenant aller plus loin. Ceci sera lié en partie au poids nouveau donné aux travailleurs de la production pour les postes des responsabilités du parti. Au plan local, les fédérations doivent s'efforcer de faire une place plus large aux S.E. et aux G.S.E. Il faut également élargir la place des G.S.E. et des groupes nationaux d'entreprises dans toutes les instances du parti et dégager les ressources financières nécessaires. Ils doivent pouvoir entretenir des contacts directs avec les organisations syndicales. Des militants d'entreprises doivent figurer, sur la liste pour les élections européennes, en bonne place. Parallèlement, les propositions du parti doivent mettre l'accent sur les aspects directement utilisables par les militants du secteur entreprise : les propositions pour chaque branche du secteur public ou privé doivent être examinées effectivement par les instances dirigeantes. Elles doivent être le plus précises possible, afin que, dans les entreprises, puisse être mieux différenciée l'action politique de la revendication syndicale. La liaison doit être faite entre le programme général du parti et son application concrète pour la vie des travailleurs d'une branche et d'une région. Enfin, le parti doit, chaque fois que nécessaire, se mobiliser dans l'aide contre la répression des militants.

● *Une implantation accrue auprès des jeunes.* Ce secteur doit devenir prioritaire dans notre organisation. La convention sur les jeunes prévue pour après le congrès devra définir les moyens d'y parvenir. Cela dépend d'abord des ressources qui seront mises à la disposition du M.J.S. Il lui faut des moyens dignes d'une véritable organisation de jeunesse, avec des permanents, un journal, des outils de formation, de propagande, d'information. Est-il admissible que certaines grosses fédérations n'aient pas encore entrepris de créer un M.J.S. ou hésitent parfois à l'aider à se développer ? De plus, les thèmes qui rejoignent particulièrement les préoccupations des jeunes devront être approfondis : droit au travail, actions contre la répression anti-jeunes, service militaire, écologie et cadre de vie, luttes du tiers-monde.

● *La création d'une école du socialisme.* Nos actions de formation se sont beaucoup développées ces dernières années. Elles doivent porter autant sur les thèmes concrets et actuels du socialisme que sur l'histoire et l'acquis du mouvement ouvrier. Il est temps, maintenant, de leur donner un cadre permanent par la constitution d'une véritable école du socialisme et de les relayer davantage au niveau régional, avec prise en charge financière des militants.

Une partie des charges supplémentaires entraînées par ces quatre premières propositions pourraient être payées par les contributions de nos parlementaires européens.

Ceux-ci redistribueraient au parti après déduction de leurs charges spéciales la différence entre l'indemnité (élevée) prévue pour leurs fonctions et l'indemnité d'un parlementaire national.

● *Le lancement d'un quotidien du parti socialiste.* Nous constatons qu'aujourd'hui, dans leur immense majorité, les moyens d'information sont mobilisés contre nous. La concentration de la presse écrite et sa soumission aux forces de l'argent augmentent sans cesse. Les titres disparaissent. La mainmise du président de la République sur les chaînes de télévision et de radio aboutit à une information tronquée ou truquée qui pèse sur la liberté d'expression des journalistes. Nous avons besoin d'un hebdomadaire socialiste ; nous avons prouvé qu'il était possible de faire vivre *l'Unité*. Nous posons donc la question à tous les militants : aujourd'hui, est-il opportun pour le P.S. d'avoir un quotidien de dimension nationale avec peut-être une partie régionale ? Est-il important que les militants puissent lire chaque jour, au-delà de l'information fournie normalement par un journal, une analyse des véritables débats qui se déroulent au sein du parti, des tribunes libres, des comptes rendus des luttes dans les entreprises, dans les quartiers ? Est-il normal que les militants soient informés de la vie du parti surtout par la presse extérieure au parti ? Sommes-nous prêts à fournir les premiers moyens financiers nécessaires ? Si non, alors abandonnons cette idée. Si oui, après une étude précise des conditions concrètes d'un tel projet, à nous tous de le concevoir et de le réaliser.

● *Nous devons travailler en liaison étroite avec les syndicats, les associations, les mouvements sociaux de changement.* Nous devons soutenir leurs luttes, sans opposer, ce qui est absurde, luttes nouvelles et luttes anciennes. L'importance de ces groupements est grande à la fois pour la compréhension des aspirations de nos concitoyens et pour l'élaboration de nouvelles propositions. Un travail remarquable a déjà été fait autour de notre camarade Marie-Thérèse Eyquem, qui avait compris avant tout autre l'importance des mouvements associatifs. A nous tous de prolonger l'œuvre qu'elle a entreprise. Dans le respect nécessaire des indépendances, l'appartenance à une association doit désormais figurer, au même titre que l'engagement syndical, dans les exigences de la vie du militant. De meilleures liaisons doivent être établies entre le monde syndical et le parti, qui n'est pas un « super-syndicat ».

Le parti socialiste est le parti de l'auto-gestion. Cela signifie notamment que nos relations avec les syndicats et les associations (et avec ce qu'on appelle la « société civile ») doivent être des rapports non de manipulation et de contrôle mais de dialogue permanent et de confiance. Ce dialogue doit être fondé sur la reconnaissance de la spécificité de leurs rôles et de leurs modes d'action ainsi que sur le respect scrupuleux de leur autonomie.

L'association est une école de démocratie. Elle prépare les citoyens à prendre des responsabilités dans la cité. Elle contribue à enrichir la vie publique, car elle favorise l'émergence des besoins, diversifie le dialogue entre la population et l'administration, éclaire le choix des élus, sans bien entendu se substituer à eux ou confondre les responsabilités. Elle peut être un instrument de la formation civique, de la prise de conscience et du développement communautaire. Elle peut être aussi un instrument d'action pour prendre en compte telle préoccupation ou telle lutte nouvelle. En ce sens, elle est à la fois un lieu politique et un lieu pédagogique. Pour notre parti, une vie associative authentique doit donc être fortement encouragée. C'est le sens de la proposition de loi que le parti socialiste vient de déposer sur la reconnaissance et le développement de la vie associative, et qu'il nous faut largement populariser.

● *Une meilleure prise en compte des régions au sein de notre parti.* Notre volonté

de décentralisation doit également s'appliquer au fonctionnement de notre parti. La règle de la représentation régionale devra absolument être respectée pour le choix de nos candidats aux élections européennes ainsi que la représentation de nos camarades d'outre-mer. La question très importante des minorités régionales doit être mieux prise en compte. Le rôle des comités régionaux de coordination, prévu par la réforme des statuts du parti en 1974, doit être relancé et leur composition enrichie pour qu'ils soient pleinement représentatifs de la réalité régionale du parti. La conférence nationale des régions doit être réunie au moins une fois par an afin notamment d'enrichir nos propositions par l'analyse des réalités humaines et concrètes de chaque région. Notre capacité de réflexion, de proposition et d'action s'en trouvera renforcée.

● *Une amélioration du système de communication interne doit être réalisée.* Notre parti comprend aujourd'hui 180.000 adhérents qui souhaitent être rapidement et complètement informés, qui aspirent légitimement à voir leurs débats transmis aux échelons fédéraux et nationaux pour y être pris en compte. Il n'est pas acceptable que *le Poing et la Rose* concernant une convention arrive seulement quelques jours avant la convention, quand il n'arrive pas... après. Il faut repenser tout notre système de communication. Des propositions précises devront absolument être faites en ce sens au comité directeur et un budget dégagé en conséquence.

● *Une répartition plus juste des ressources financières du parti.* Personne ne conteste aux fédérations à fort effectif le droit de disposer de moyens supérieurs à ceux des petites fédérations. Mais il n'est pas normal que ces dernières ne puissent agir et se développer, faute de ressources financières et de péréquation parce que précisément... leur taille est trop faible. Il est donc nécessaire d'organiser une aide du parti aux petites et moyennes fédérations, parallèlement à une transparence accrue et à un contrôle démocratique des finances du parti. De même, le statut financier des élus locaux et nationaux qui varie considérablement d'un département à l'autre devra être harmonisé. Nous souhaitons que soit discuté un « statut financier de l'élu socialiste » applicable à tous les élus dans toutes les fédérations du parti.

Ces propositions, avec bien d'autres, sont de nature à améliorer le fonctionnement démocratique et l'efficacité de notre parti. Ajoutons trois autres efforts à mener : d'une part, *simplifier notre langage*, le dépouiller du jargon technique qu'affectent certains, pour mieux nous faire comprendre et pour dialoguer avec tous. D'autre part, faire apparaître aux divers échelons des *responsables nouveaux*, à l'image de la force novatrice que constitue le parti. Enfin, s'attacher à développer sans cesse et à tous les niveaux *l'élaboration collective* des décisions.

#### 4) *Faire progresser notre unité.*

Tout cela ne sera pas suffisant, si dans le même temps une véritable transformation de certains comportements n'est pas opérée. Notre organisation fait aujourd'hui une place excessive aux divergences et aux fractions. Il n'est pas admissible que certains possèdent des financements, des réseaux, des locaux parallèles. Des décisions ont été prises à cet égard au cours de ces dernières années. Il convient de les mettre en œuvre sans délai et à l'égard de tous. Les dirigeants socialistes ne respectent pas toujours assez les disciplines qu'implique la vie d'un grand parti. Bien entendu, le débat interne doit sans cesse être approfondi. Il faut multiplier les consultations. Mais une fois les orientations et décisions tranchées par les militants, chacun se doit de les soutenir. Il n'est pas admissible que les dirigeants du parti donnent à nos adversaires politiques ou même à nos partenaires, la possibilité d'opposer des déclarations divergentes et parfois même contradictoires entre elles.

*Une fois les décisions prises après un large débat, le parti doit parler d'une même voix.*

Les événements récents montrent combien notre unité interne a encore besoin de se développer. Huit ans après le Congrès d'Epinais, notre parti se comporte encore trop souvent comme une confédération, parfois comme une fédération, trop rarement comme un parti pleinement homogène et uni. Des clivages historiques devenus sans objet se perpétuent, des chapelles, qui sont aussi des fiefs, demeurent. Nous l'affirmons donc avec force parce que c'est notre conviction profonde : il faut développer notre unité. En 1971, nous avons choisi l'unité des socialistes. Pourquoi ? Parce que l'unité est indispensable pour bâtir un puissant parti socialiste ; parce que le P.S. doit être puissant pour que l'union des forces populaires l'emporte. L'unité est nécessaire à la fois pour rendre vigoureux au socialisme et pour ouvrir la possibilité de succès à toute la gauche.

Devant nous, dans l'immédiat, s'ouvrent deux échéances électorales : les élections cantonales en mars, l'élection de l'Assemblée européenne en juin. Elles doivent être l'occasion de consolider notre place de premier parti de France.

Au-delà, nous serons confrontés à l'élection présidentielle de 1981 et aux élections législatives qui suivront. Ne gaspillons pas notre temps en vaines discussions. Nous aborderons cette question lorsqu'elle se posera véritablement et selon les procédures prévues par notre règlement intérieur.

## CONCLUSION. — La dimension internationale du socialisme

Un des éléments les plus importants de l'identité de notre parti est son action internationale. En quelques années nous avons forgé ensemble une force politique reconnue internationalement : dans l'Internationale socialiste bien sûr où son originalité commence à être admise, mais aussi dans le tiers-monde, dans les pays de l'Est et dans le monde capitaliste.

Nos campagnes pour les droits de l'homme (à l'Est et à l'Ouest), nos actions de solidarité, les liens multiples noués avec les mouvements progressistes, notre effort d'analyse de la réalité internationale ont fait de notre action internationaliste un élément de notre patrimoine de parti aussi précieux que l'autogestion ou l'Union de la gauche.

#### 1) *L'Europe, mais une autre Europe*

Pour les socialistes français, le monde extérieur c'est d'abord l'Europe. L'élection de l'Assemblée européenne au suffrage des peuples nous donne l'occasion de préciser et de populariser notre activité en faveur de l'Europe.

Une certaine Europe existe dans les faits. Personne ne demande qu'on la supprime. Si elle devait se disloquer, ce serait l'impact des luttes inter-capitalistes ou sous la pression des Etats-Unis. Les travailleurs reconnaissent l'Europe comme une réalité mais ils demandent que celle-ci leur appartienne davantage. Nous ne voulons donc ni d'une mythologie de l'Europe actuelle (qui conduirait à un alignement atlantiste) ni d'un repliement nationaliste. Nous voulons changer l'Europe par le combat politique, par l'action des syndicats et des autres forces sociales pour avancer progressivement vers une Europe socialiste.

C'est pourquoi le devoir du parti socialiste est de construire une Europe des travailleurs, une Europe indépendante. *Faire l'Europe, sans défaire la France.* Accepter les institutions communautaires, sans court-circuiter le Parlement français. Nous devons défendre bec et ongles les intérêts de notre pays, les possibilités de travail et de vie de millions de Français. Le protectionnisme, le national-poujadisme seraient une voie désastreuse. Cela justifie notre accord de

principe sur l'élargissement de la C.E.E., notre solidarité avec les trois jeunes démocraties du Sud et les conditions mises à cet élargissement. Cela justifie notre ambition de donner un contenu concret à l'Europe : celle des trente-cinq heures, du contrôle des multinationales, de la politique énergétique, des droits des travailleurs nationaux et immigrés. Cela justifie nos positions dans les débats parlementaires sur les questions européennes. Cela justifie nos critiques du système monétaire européen (S.M.E.) qui ou bien répètera les illusions du « serpent monétaire » ou bien conduira à aggraver encore les injustices de la politique gouvernementale.

A partir de ces positions, notre parti doit d'ici aux prochaines élections amplifier encore son travail de préparation et sa campagne. Les régions et les municipalités y contribueront puissamment. La réunion tenue à Montpellier en septembre 1978 et le rapport présenté à cette occasion constituent l'exemple même du travail que nous devons accomplir. Le texte adopté alors sur proposition de la commission Europe du parti a su en effet trouver le point exact permettant à la fois de défendre les intérêts des producteurs et d'affirmer nos convictions européennes. Il serait inacceptable de remettre en cause aujourd'hui notre position.

Atteindre nos objectifs européens suppose naturellement d'établir des compromis avec les forces socialistes et certaines forces progressistes de la C.E.E. Le parti socialiste à Epinais a adhéré à la II<sup>e</sup> Internationale. Nos représentants siègent dans le même groupe parlementaire à l'Assemblée européenne. Il existe des solidarités. Ce n'est pas en s'alignant au départ sur les positions de tel autre parti, mais en partant des positions de notre parti, en affirmant son originalité, en défendant ses idées à l'extérieur qu'on se donnera les moyens d'arriver, avec les autres forces socialistes, à des compromis féconds. L'internationalisme n'est pas le repliement sur soi. Il n'est pas non plus l'alignement sur l'extérieur.

Dans la situation de crise qui domine notre pays, la tentation nationaliste existe bel et bien. On ne la contrera pas en projetant des rêves. On ne la justifiera pas non plus en se limitant à attaquer violemment la « gauche américaine ». Nous sommes aussi hostiles aux slogans nationalistes qu'à la dérive atlantique. D'où notre engagement d'appliquer tout le traité de Rome et rien que le traité. D'où les préalables précis, au niveau régional, industriel et agricole, que nous avons mis à l'accord socialiste pour l'élargissement. Le parti socialiste tient une position forte : alors que le P.C.F. se met hors jeu puisqu'il répond non à tout, alors que le R.P.R. est à peu près dans la même position avec cette circonstance aggravante qu'il est coresponsable de l'échec européen actuel, alors que l'U.D.F. ne pèse rien dans la future négociation puisqu'elle dit oui à l'avance à toutes les exigences, le parti socialiste, lui et lui seul, est capable d'influencer favorablement les conditions de la négociation d'élargissement. Si les préalables socialistes sont réunis, nous serons favorables à l'élargissement. Sinon, il est clair que nous ne l'accepterons pas. Faire confiance aux socialistes est donc le seul moyen pour les Français d'affirmer leur conviction européenne tout en préservant les intérêts de la France.

#### 2) *La place de la France dans le monde*

Notre action internationale ne se limite pas à l'Europe. Il nous faut préciser la place de la France dans le monde, aujourd'hui déterminée par des relations de dépendance et de domination qu'il faut transformer. Nous pensons que les rapports inégaux sont la conséquence du mode d'accumulation capitaliste à l'échelle mondiale. Mais le type de société qui existe dans les pays de l'Est, dans la sphère d'influence de l'Union soviétique ou proche du modèle chinois, ne saurait représenter une

alternative acceptable pour construire le socialisme et rompre avec les phénomènes de domination. L'affrontement entre les blocs conduit à une logique que nous n'acceptons pas. Entre eux, à un moment où d'immenses changements se dessinent, notamment en Asie, il faut tenter de nous frayer un autre chemin et de faire entendre notre voix.

La recherche d'un nouvel internationalisme n'est pas seulement une aspiration morale. Elle repose sur l'existence de forces sociales à l'échelle internationale qui aspirent à des solutions proches de celles que nous proposons pour la France. La réduction de la durée du temps de travail, par exemple, est une revendication que l'on retrouve dans le mouvement ouvrier de toute l'Europe. De même, la recherche d'une réponse à la crise mondiale doit nous permettre de préciser nos solidarités internationales. Ainsi faut-il dénoncer l'idée que le « redéploiement » industriel se ferait au bénéfice du tiers-monde. Il s'organise surtout au profit des firmes multinationales. La croissance des pays capitalistes industrialisés s'est appuyée sur l'exploitation des pays en voie de développement et la croissance de ceux-ci suppose des évolutions profondes dans nos pays. Mais Singapour, Hongkong ou Taiwan ne sont pas tout le tiers-monde. D'où l'importance qu'il y a à tracer les lignes de force d'un nouvel ordre économique international, passant par la reconnaissance des Etats du tiers-monde comme partenaires égaux. Les socialistes doivent donc proposer une attitude positive dans les grandes négociations internationales avec les pays en voie de développement, la stabilisation des échanges et du système monétaire international, la recherche de pays avec qui engager une coopération exemplaire à travers des accords de codéveloppement, en même temps que la dénonciation des conditions d'exploitation particulièrement brutales qui expliquent souvent les formes de concurrence anormales.

C'est pourquoi le soutien aux luttes de libération nationale (particulièrement en Afrique australe), les campagnes contre la misère et la faim, le combat pour les libertés, doivent être un des axes prioritaires de notre action internationale. La lutte pour les droits de l'homme repose sur le refus de l'oppression et de l'exploitation, sur l'affirmation du droit à la différence. C'est un combat politique (droits démocratiques), social (droits syndicaux), culturel (droits religieux, droits linguistiques, notamment pour les immigrés). En ce sens, il n'y a pas d'opposition entre la défense des droits de l'homme et la recherche des transformations sociales.

Tels sont quelques-uns des principes qui doivent guider l'action internationale de notre parti au service du socialisme et de la paix. Ils reposent sur la conviction que le socialisme français a des propositions originales à formuler et que ce n'est pas en renonçant à lui-même qu'il pratiquera vraiment l'internationalisme. Nous souhaitons que cette question soit clairement tranchée par le congrès.

### 3°) Synthèse et clarification

Chers camarades, de rudes tâches nous attendent. Notre parti se construit, notre audience s'élargit : renforçons-les encore. Soyons nous-mêmes. Repoussons tout sursis comme toute compromission. Soyons à l'écoute des luttes du pays et des régions. Posons les bonnes questions. Mais ne nous arrêtons pas là. Proposons aussi des réponses. Nous avons vocation à gouverner la France. Veillons à formuler des projets concrets et novateurs.

La ligne politique choisie à Epinay a permis à notre parti de devenir le premier de France. Elle est, à notre sens, la seule qui permette au parti socialiste, attaqué de tous côtés, de progresser encore pour battre la droite et pour s'installer durablement au pouvoir. Elle est la seule qui soit conforme au mouvement historique du socialisme, qui

prenne en compte la réalité moderne de notre pays et son avenir.

Nous avons besoin de chacune et de chacun de vous pour approfondir le débat. Le débat, oui : les querelles, non. N'oublions jamais que nos divisions font d'abord le jeu de la droite. Les procès d'intention et les attaques

de personnes abaissent ceux qui les déclenchent. Dans les mois qui viennent, sachons rester fraternels. Recherchons sans aucun sectarisme à la fois les synthèses et les approfondissements nécessaires. Ensemble, dans la clarté, dans l'unité et dans l'union, travaillons à construire le socialisme.

# Développer les structures régionales

André Laignel (membre du comité directeur, premier secrétaire de la Fédération de l'Indre), André Vianes (membre du comité directeur).

## I. — Rôle des comités régionaux

- Ne pas se substituer aux fédérations, ne pas devenir un échelon supplémentaire se superposant aux fédérations mais...
- Permettre la décentralisation de certaines activités nationales (formation, commissions, etc.).
- Coordonner l'action et la réflexion des fédérations sur les questions régionales.
- Assurer la coordination avec le groupe des élus régionaux.
- Tenir à jour les dossiers régionaux du parti et impulser l'esprit de décentralisation régionale.

## II. — Composition des comités régionaux et fonctionnement

- Deux délégués titulaires et un suppléant par fédération, désignés par les commissions exécutives fédérales.
- Le délégué régional est désigné par les membres du comité régional, les premiers secrétaires fédéraux de la région, ainsi que le président des élus au conseil régional (ou leurs représentants), éventuellement les membres du comité directeur de la région. Le comité directeur entérine cette désignation. Le mandat de délégué régional est incompatible avec tout mandat électif national ou régional.
- Le délégué régional est porte-parole du comité régional, il en coordonne le fonctionnement.
- La trésorerie des comités régionaux est assurée par une contribution des fédérations proportionnelle au nombre de leurs adhérents et fixée chaque année par le comité régional.

● Le président du groupe socialiste au conseil régional assiste aux réunions du comité régional (ou son représentant).

● Le comité régional du parti assiste aux réunions du groupe à l'établissement public régional en y étant représenté par le délégué régional ou son représentant.

● Les comités régionaux assurent le fonctionnement régional de commissions d'études issues des commissions fédérales.

● Les comités régionaux désignent la représentation régionale au sein des groupes et commissions d'études nationales du parti.

● Les comités régionaux adressent un compte rendu d'activité régulier aux membres des bureaux fédéraux et au bureau national.

## III. — Conférence nationale des régions

Dans l'intervalle de deux congrès se réunit une conférence nationale des régions ordinaire. Elle est constituée des membres des comités régionaux, des présidents des groupes socialistes dans les E.P.R. et des présidents socialistes des régions, ainsi que des membres du bureau national. La conférence des régions examine l'état de la réflexion et de l'action régionale du parti. Le bureau national peut réunir des Conventions des régions composées des délégués régionaux, des présidents des groupes socialistes dans les E.P.R., présidents socialistes de conseils régionaux et membres du bureau national.

## IV. — Secrétariat national aux régions

Il est créé un secrétariat national aux régions chargé de coordonner l'action régionale du parti, la réflexion en matière d'aménagement du territoire. Les comités régionaux sont consultés sur toute proposition en ces domaines.

# Unité, clarté, synthèse

## Membres du secrétariat national et du bureau exécutif

Pierre Mauroy, Michel Rocard, Françoise Gaspard, Gilles Martinet, Roger Fajardie, Robert Pontillon, Dominique Taddei, Daniel Percheron, Marie-Josèphe Pontillon, André Acquier, Jean-Pierre Cot.

## Membres du comité directeur

Jacques Badet, Jean-Pierre Barel, Antoine Blanca, François Borella, Martine Buron, Denise Cacheux, Jacques Carat, André Chandernagor,

Robert Chapuis, Bernard Dérosier, José Escanez, Jean-Marie Faivre, Georges Frèche, René Gailard, Jacques-Antoine Gau, Kléber Gouyer, Alain Hautecœur, Michel de la Fourrière, Francis Le Blé, Jean Le Garrec, Guy Lengagne, Louis Le Penec, Jean Maire, Guy Marty, Jacques Mellick, Guy Neveche, Pierre Prouvost, Jean-Claude Routier-Leroy, André Salomon, Henri Schwanner, Yves Tavernier, Raymond Vaillant, Robert Verdier, Alain Vivien, Jean-Pierre Worms, Alain Bénétou, Robert Bernard, Michel Bertrand, Gérard Fuchs, Bernard Montanier, Michel Thauvin, Jean Verlhac, Marc Véron, Henri Villain.

01 Ain. — François Poullat, Christian Roy  
02 Aisne. — Jean-Pierre Balligand.  
03 Allier. — Pichonnet, Roger Southon.  
04 Alpes-de-Hautes-Provence. — Gérard Cire, Cécile Commerson, Madeleine De Frémont, José Escanez (C.D., G.S.E.).  
05 Hautes-Alpes. — Robert De Caumont, Pierre Rozier.  
06 Alpes-Maritimes. — Jacques Arnaud, Jean-Michel Galy, Suzanne Masse, Michèle Mathieu, Jacques Randon, Henri Rossi, Odette Tournier.  
07 Ardèche. — Marius Bouchon (1<sup>er</sup> S.F.), Robert Chapuis (C.D.-D.N.), Claude Laréal (S.F.E.), Eliane Zézabo.  
08 Ardennes. — Augusta Borgnet, Roger Mas (1<sup>er</sup> S.F.), Abel Noreck.  
09 Ariège. — Jean Ibanez, Gilbert Faure (député), Jean Nayrou (sénateur), André Saint-Paul (député).  
10 Aube. — Albert Danilo, Jean-Pierre Gourves, Jacky Leleu.  
11 Aude. — André Melliet.  
12 Aveyron. — Paul Ramadier, Christian Scholtès.  
13 Bouches-du-Rhône. — René Berthet (G.S.E.), André Daudet (G.S.E.), Raymond Gardiol (G.S.E.), Pierre Lehalle, Germaine Pivasset, Sylvette Tardits.  
14 Calvados. — Michel Ambrois (G.S.E. nat. agr.), Jean-Guy Le Carpentier, Jean Moulin, André Paysant.  
16 Charente. — Michel Bisseirix, Jean-Michel Boucheron (député), Jacques Chavaribeyre (S.F.E.), Michèle Rapidel, Simone Sivadier, Claudine Viollier.  
18 Cher. — Maryse Carteret, Pierre Danse (S.F.E.), Roger Fajardie (C.D.), Jean-Pierre Meerschout (G.S.E.).  
19 Corrèze. — Bernard Coutaud, Gérard Denecker (1<sup>er</sup> S.F.), Claude Elophe (S.F.E.), Jean-Michel Rellier.  
20 Haute-Corse. — Vincent Carlotti.  
20 Corse du Sud. — S. Ettori.  
21 Côte-d'Or. — Loïc Batude, Georges Berthéas.  
22 Côte-du-Nord. — Yves Dollo, Pierre Jagoret (député), Charles Josselin, Michèle Lebrun.  
23 Creuse. — André Chandernagor (C.D., député), Pierre Ferrand, Michel Moreigne (sénateur).  
24 Dordogne. — Michel Belin, Christian Boucherie (S.F.E.), Christian Deferge, Gisèle Saint-Laurent.  
25 Doubs. — Boichard, Jean Defrasne, Frachebois, Huot, Joseph Pinard, Robert Schwint (sénateur), Marguerite Vieille-Marchiset.  
26 Drôme. — Jean Besson, André Didier, Rodolphe Pesce (député), Jean-François Robert.  
27 Eure. — Michèle Finbel, André Gondeau, Maurice Maire, Jacques Pomarède.  
28 Eure-et-Loir. — Sylvie Dauphin, Florence Dupont, Serge Fiand (G.S.E. nat. agriculture), François Gaspard (C.D.), Birgitta Hessel, Gérard Machet.  
29 Finistère. — Marie Jacq (député), Francis Le Blé (C.D.), Louis Le Pensec (député, C.D.), Bernard Poignant (1<sup>er</sup> S.F.), Catherine Pottin.  
30 Gard. — Gilbert Baumet, Nicole Bouyala, Paul Flory (1<sup>er</sup> S.F.), Robert Gourdon, Alain Journet, François Moreau, Robert Verdier (C.D.).  
31 Haute-Garonne. — Jean-Pierre Amalric, Julien André, Paul Aynié, Michel Balard (G.S.E. nat. aéronautique), Alain Bénéteau (C.D.), Gérard Houteer (député), Jocelyne James, Michel Loubet (C.N.E.), Ginette Loubet, Maurice Masquère (député), Alain Savary (député).  
33 Gironde. — Pierre Brana (C.N.E., S.F.E.), Michel Cabannes, Daniel Tran, Joëlle Dussaud, Laure Lataste.  
34 Hérault. — Louis Allègre, Michel Bélorgeot, Denise Camilleri, Jeanine Carrière, Georges Frèche (C.D.), Maguy Higounenc, Bernard Montanier (C.D.), Christiane Rech, Jean Roig, Yves Sabbah, Simone Thétard, Robert Tropeano (G.S.E.), Jean-Jacques Vidal.  
35 Ille-et-Vilaine. — Jacques Cottreau (S.F.E., C.N.E.), Jean-Yves Heurtin, Huguette Kervilly, Jean Raux.  
37 Indre-et-Loire. — Jacques Lhomet.  
38 Isère. — Denise Bellot, Hubert Dubedout (député), Jacques-Antoine Gau (C.D., député),

Kléber Gouyer (C.D., G.S.E.), Jean Gueffier, Françoise Laurent, Guy Nevache (C.D.), Yves Pillet, Jean Verlhac (C.D.).  
39 Jura. — Max Bourgeois, Alain Brune.  
40 Landes. — Michèle Cazenave.  
41 Loir-et-Cher. — Yves Denis (1<sup>er</sup> S.F.), Alain Rannou (D.G. entreprises), Claude-Madeleine Renaut.  
42 Loire. — Jacques Badet (C.D.), Alain Houlou, Jean Hugon.  
44 Loire-Atlantique. — Martine Buron (C.D.), Alain Chenard (député), Marie-Madeleine Dieulangard, Camille Durand, Claude Evin (député), Jacques Floch, Alain Gendraud (C.N.E., S.F.E.), Pierre Marchi (G.S.E.), J.-Cl. Routier-Leroy (C.D.).  
45 Loiret. — Mireille Boura, Michel de la Fournière (C.D.), J.-P. Sueur (1<sup>er</sup> S.F.).  
46 Lot. — André Genebrières.  
47 Lot-et-Garonne. — Marcel Garrouste (député), Gérard Gouze, Jean-Claude Micielli.  
49 Maine-et-Loire. — Marcel Jollivet (1<sup>er</sup> S.F.), Jean Monnier, Alain Rochard.  
50 Manche. — Bernard Dupuis, Michel Le Hérisssier, Guy Poirier (1<sup>er</sup> S.F.), Gabriel Soria (G.S.E.).  
52 Haute-Marne. — Jean Carrier, Marcel Marchand, Michelle Marchand, Edgard Pisani (sénateur).  
53 Mayenne. — Antoine Bour, Pierre Ganguère (1<sup>er</sup> S.F.), Brigitte Legendre, Jean-Louis Mourtau, André Pinçon.  
54 Meurthe-et-Moselle. — François Borella (C.D.), Gérard Cureau, Jean-Marie Gassmann (G.S.E. national ANPE), Jean-François Grandbastien, Yvon Tondon (député), Marie-Claude Vayssade.  
55 Meuse. — François Dose.  
56 Morbihan. — Bernard Drevillon, Jo Jegouzo (S.F.E.), Suzette Hervieux, Jean-Yves Le Drian (député), Philippe Meyer, Jo Le Lamer, Geneviève Rouillé.  
57 Moselle. — Roland Marchesin (G.S.E.), Pilla, Henri Schwanner (C.D., C.N.E.).  
59 Nord. — Maurice Amiot-Chanal, Jean-Pierre Balduyck, Umberto Battist, Denise Cacheux (C.D.), Bernard Carton, Albert Denvers (député), Bernard Derosier (C.D., député), Michel Delebarre, Jean-Marie Faivre (C.D.), Alain Faugaret (député), Gabriel Gasselin, Roland Grimaldi (sénateur), André Laurent (député), Jean Le Garrec (C.D., D.N.), Pierre Mauroy (C.D., député, 1<sup>er</sup> S.F.), Michel Paupart, Pierre Prouvost (C.D., député), Raymond Vaillant (C.D.), Pierre Wendels (C.N.E., S.F.E.).  
60 Oise. — Roland Florian (député), Gilles Martinet (C.D.), Robert Sessac.  
61 Orne. — Beauvais, Yves Le Pape.  
62 Pas-de-Calais. — Henriane Botte, Joseph Brabant, Henri Darras (député), Michel Darras (sénateur), Emile Durrieux (sénateur), Dominique Dupilet (député), Alain Fouquet, Claude Galametz (S.F.E.), Jacqueline Grenet, Jacqueline Hemery, Roland Huguet (député), Guy Lengagne (C.D.), Jacques Mellick (C.D., député), J. Napieraj, Daniel Percheron (C.D.), Marie-Claude Ricquier, André Videlaïne (C.N.E., S.F.E.).  
63 Puy-de-Dôme. — Maurice Adevah-Pœuf, Michèle André, Jacques Lavedrine (député), Paul Mallet, Annick Potte, Maurice Pourchon (député), Alain Vannaire (C.N.E., S.F.E.), Bruno Viallet.  
64 Pyrénées-Atlantiques. — Yves Baradat, François-Régis Bastide (D.N.), Marie-Louise Calcat, André Darocha, Raymond Delourme (G.S.F.), Henri Prat, Paule Suchet, Charles Suchet (1<sup>er</sup> S.F.).  
65 Hautes-Pyrénées. — Jean-Michel Baqué, André Guerlin, Alain Payan (1<sup>er</sup> S.F.).  
66 Pyrénées-Orientales. — Paulette Dumont, Pierre Estève, Michel Jomain (1<sup>er</sup> S.F.), Jean Rous.  
67 Bas-Rhin. — Marc Brunschweiler, Christian Gras, Nicole Janf, Jean-Claude Petitdemange (C.N.E.).  
68 Haut-Rhin. — Marcel Claerr, Francis Curie, Marc Walch, Michel Weiss.  
69 Rhône. — Marc Aujardias, Claude Bernardin, André Chazalotte (C.N.E.), Gérard Colomb, Michel David, Renée Dufourt, Simone Feillard, Jean-Paul Gauthier, Louis Gireau, Josette Imbert, Denise Jousot, Armand Jul-

lien, Monique Lamaison, Michel Lamaison, Gérard Lindeperg, Léon Machurat, Gabriel Montchamont.  
71 Saône-et-Loire. — Charles Champeix, Michel Rognard, Jean-Pierre Worms (C.D.).  
72 Sarthe. — Paul Baringou, Roland Becdelièvre, Jean-Claude Boulard, Bernard Jusforgues.  
73 Savoie. — Francis Ampe, Louis Besson (député), Jean-Pierre Cot (C.D., député), Marie-André Crozet, José Jeanneret, Michel Letzgas, Paul Perrier.  
74 Haute-Savoie. — Jean Cambefort, Nicole Pelletier, Geneviève Pruvost, Renée Viguière.  
75 Paris. — André Acquier (C.D.), Thérèse Auriel, Jean-Pierre Barel (C.D.), Henri Baude, Pierre Bernheim, Christian Blanc, Jean-Loup Bouvier, Jacques Bravo, Pierre Cardinal (G.S.E. nat. agriculture), Carmen Carmona, Irène Charamande, Stéphane Coquard, Sylvie Davinroy, Claude Dallet, Michel Fessler, Robert Fossaert, Yvette Fualdes, Gérard Fuchs (C.D.), Elisabeth Gateau, Michèle Gazet, Jean-Luc Gonneau, J.-Michel Grosz, Cl.-Emile Guérin, Henri Guillaume, Jean-François Huchet, Maité Mathieu, Martine Michéland, Daniel Mitrani, Jeanine Mossuz-Lavau, Yves Peccia-Galetto, Françoise Pingaud, Marie-Josèphe Pontillon (C.D.), Jean Rey (D.N.), Pierre Rosanvallon, André Salomon (C.D., D.G.), Alain Sausse, Max Terray, Monique Vignal (D.N.), Henri Villain (C.D., G.S.E.), Fred Zeller.  
76 Seine-Maritime. — Charvet, Marie-Dominique Lepesqueur, Roger Provost, Isabelle Ress, André Valognes (C.N.E.), Brigitte Vimbart, Geneviève Zimmermann.  
77 Seine-et-Marne. — Jean-Jacques Bernard, Gérard Bernheim, Christiane Bonnet, Raoul Mercier, Jacques Robin, André Serdeczny, Alain Vivien (C.D., député).  
78 Yvelines. — Jacques Bellanger, Bernadette Enguerrand, Jacques Ferlus, Martine Frachon, Daniel Frachon (1<sup>er</sup> S.F.), Josette Juliot, Gérard Langlet, Jean Marceau, Guy Marty (C.D.), Thérèse Panagopoulos (G.S.E. nat. chimie), Paul Picard, Michel Rodat (C.D., député), Bernard Schreiner, Odile Vadot, Marc Véron (C.D.), Patrick Viveret, Basile Volokhine (S.F.E.).  
79 Deux-Sèvres. — René Gaillard (C.D., député).  
80 Somme. — Max Arniaud, Serge Deslinières, Jean-Claude Dessein, Jacques Fleury, Michèle Sellier.  
81 Tarn. — Gilles Bardou, André Croste (S.F.E.), Jean-Pierre Gabarrou, Charles Pistre (député).  
82 Tarn-et-Garonne. — René Bourgarel, Michel Dario (S.F.E.), Hubert Gouze (1<sup>er</sup> S.F.).  
83 Var. — Alain Hautecœur (C.D., député), Catherine Lepêtre.  
84 Vaucluse. — Gérard Arnoux, Roger Orlando, Dominique Taddei (C.D., député), Richard Villiard.  
87 Haute-Vienne. — Jean-Jacques Dubouchaud, Bernard Dupin (1<sup>er</sup> S.F.), Robert Laccournet (sénateur), Jacques Taurisson.  
88 Vosges. — Robert Bernard (C.D., 1<sup>er</sup> S.F.).  
89 Yonne. — Michel Bonhenry, Etienne Louis, Harris Puisais.  
91 Essonne. — Patrice Branger, Michel Casteigts, Jacqueline Fischer, José Garcia, Claude Gueneau, Georges Gutman, Claude Jeanlin, Marie-Noëlle Linemann, Marcel Parent, Armand Platonoff, Yves Tavernier (C.D.), Suzanne Trouvat, Jean-François Vallin (G.S.E. nat. S.N.C.F.), Marie-Dom. Villemeur.  
92 Hauts-de-Seine. — Michel Bertrand (1<sup>er</sup> S.F., C.D.), Antoine Blanca (C.D.), Jean-Paul Ciret, Jean-Jacques Dret, Andrée Dufau, Françoise Geoffroy, Jean Lallier, Georges Le Gallo, Jacqueline Leray, Jean-François Merle, Robert Pontillon (C.D., sénateur), Gaston Roche, François Soulage, Michel Thauvin (C.D.), Gilbert Veyret, Jean Vons.  
93 Seine-Saint-Denis. — Roger Beaunex, Gilbert Bonnemaïson, Marcel Chauzy, Claude Lévy, Jean-Jacques Piette, Bernard Sizaïre, Alfred-Marcel Vincent.  
94 Val-de-Marne. — Jacques Carat (C.D., sénateur), Georges Constantin (C.N.E.), Francis Campuzan, Serge Delaporte, Patrice Hernu (1<sup>er</sup> S.F.), Hirigoyen, André Jeanson, Serge Lagauche, Jeanine Le Cleach, Pierre Tabanou, Pierre Zemor.

95 Val-d'Oise. — Suzanne Citron, Jacques Codot, Jean-Pierre Dacheux, Jean-Philippe Dorent, Marie-Dominique Gillot, Marie-France Lecuir, Monique Maigret, Jean Maire (1<sup>er</sup> S.F., C.D., C.N.E.), Hélène Moutet, Alain Richard (député), Didier Vaillant.

Martinique. — Salpêtrier (1<sup>er</sup> S.F.).

La Réunion. — Wilfrid Bertile (1<sup>er</sup> S.F.), Danbreville.

Guyane. — Maurice Egalgi (1<sup>er</sup> S.F.).

**Le congrès de Metz doit permettre au parti socialiste de relancer une dynamique capable de conduire la gauche à la victoire. C'est dans ce sens que nous souhaitons voir se conclure le vaste débat qui va maintenant s'instaurer dans nos sections et nos fédérations.**

Notre contribution à ce débat s'inscrit résolument dans la perspective tracée en 1971 à Epinay. Nous voulons que le succès des forces populaires ouvre la voie à une transformation profonde de la société française. Cette transformation n'est possible que dans l'union de la gauche et par la réalisation d'un ensemble de réformes de structures comportant à la fois d'importantes nationalisations et une forte décentralisation des pouvoirs, notamment au niveau local et régional. Nous faisons nôtres tous les développements qui ont confirmé et enrichi l'orientation définie par le congrès d'Epinay : le programme de Suresnes, la plate-forme européenne de Bagnolet, les propositions de la campagne présidentielle de François Mitterrand en 1974, les textes des Assises du socialisme, les quinze thèses sur l'autogestion, les conventions nationales sur la défense et les droits des femmes.

C'est à partir de ces acquis qu'il nous faut analyser les nouvelles données de la situation nationale et internationale. Cette situation a en effet évolué depuis le 19 mars 1978, c'est-à-dire depuis l'échec électoral de la gauche. Loin de revenir sur la rupture qu'il a délibérément provoquée en septembre 1977, le parti communiste pratique de plus en plus une politique de surenchère et se rapproche des positions nationalistes du R.P.R. Chirac accentue les tendances autoritaires de son parti cependant que Giscard d'Estaing place ses partisans dans tous les postes-clés de l'Etat et cherche à transformer les préfets en simples agents électoraux de l'U.D.F. Parallèlement un nouveau type de colonialisme se met en place dans les départements d'outre-mer avec la complicité des élus locaux de la droite.

Dans l'ensemble des pays capitalistes, la crise s'aggrave. Il devient évident que le système n'est plus en mesure d'assurer un retour au plein emploi. Nous assistons à une extension dramatique du chômage et à un total effondrement de branches fondamentales de notre économie. Des zones entières du pays sont menacées d'asphyxie cependant que les régions rurales continuent de se dévitaliser : les ruraux et les agriculteurs sont de plus en plus victimes des conséquences de la concentration capitaliste. Cette crise n'est pas conjoncturelle mais structurelle. Elle se traduit par une recomposition de l'économie mondiale dont le centre de gravité tend à se déplacer de la zone atlantique à la zone pacifique. Les difficultés provoquées par les approvisionnements en pétrole, l'absence de solutions véritables au problème des rapports Nord-Sud et la stratégie des multinationales américaines font peser une lourde menace sur l'Europe. Dans le même temps, les risques de conflits se multiplient, aggravés par la dissémination des armements nucléaires. Les dangers les plus lourds pèsent sur le monde.

Devant cette évolution une grande partie de la population attend les propositions que le P.S. doit apporter s'il veut reprendre sa marche en avant. Depuis mars 1978, la nécessité du débat est évidente. A la fin du mois d'avril une méthode avait été arrêtée qui prévoyait trois étapes : discussion du règlement intérieur, élaboration du projet socialiste, préparation du congrès. Cette procédure n'a pas été respectée puisque au

## SOCIALISTES RESIDANT HORS DE FRANCE

Bruxelles. — Maurice Guerrin (secrétaire de section). — Arlette Grimbart.

Luxembourg. — Jean Laleure (secrétaire de section).

Sénégal. — Jean-Pierre Biondi (secrétaire de section).

Tunisie. — Raymond Beltran (secrétaire de section).

mois de juin trente camarades, se séparant du reste de la majorité, ont publié un texte qui représentait une première tentative d'appropriation de la ligne d'Epinay. Cela ne nous a pas empêchés de rechercher et d'obtenir un accord sur le règlement intérieur. Mais lorsque est venu le moment d'examiner les problèmes que doit trancher le congrès, les mêmes camarades qui avaient approuvé le texte des trente ont bloqué la discussion en jetant, toujours au nom d'Epinay, la suspicion sur ceux qui cherchaient à dégager des perspectives nouvelles. Nous devons affirmer avec force qu'il ne saurait y avoir les anciens et les nouveaux combattants de la ligne d'Epinay ; une sorte de noblesse qui dicterait sa loi à un tiers état qui ne pourrait que s'incliner. Les acquis des sept dernières années appartiennent au parti tout entier. La ligne d'Epinay a été enrichie par des apports successifs et continus. Ne pas vouloir s'adapter à la nouvelle situation, ce serait tourner le dos à Epinay.

C'est pour sortir de cette impasse que nous avons pris l'initiative de soumettre aux camarades de la majorité du parti quatre textes portant sur les points qu'il nous paraissait nécessaire de clarifier à ce moment du débat. Mais de ce fait ils n'abordent pas des problèmes essentiels qui font l'objet des préoccupations quotidiennes des militants et qui devront être traités dans la motion du congrès (nouvelles dimensions du problème des libertés, luttes et nouveaux droits des femmes, identité régionale et cultures minoritaires, montée de la violence et du racisme, problèmes de l'environnement et de l'énergie, objectifs et fonctionnement du secteur Entreprises, etc.). Mais notre but n'était pas de rédiger une motion. Nous voulions provoquer le débat, un débat qui ne soit pas circonscrit aux cercles dirigeants du parti. Tous les adhérents doivent y participer à travers leurs contributions locales et fédérales, à partir de leur vécu de militant.

Le parti socialiste n'a développé son influence que dans la mesure où il a été le parti du mouvement, un parti capable d'intégrer tout ce que les mutations sociales apportent de positif, de répondre aux interrogations des forces nouvelles que suscite la crise de la société. Aussi est-ce vers une très large majorité favorable à la politique du mouvement que doit conduire notre débat. De cette majorité ne s'excluent que ceux qui ne cessent d'adopter des positions nationalistes et complaisantes à l'égard du parti communiste. Sauf à changer de ligne, il s'agit là d'un critère décisif vers la recherche de la plus large synthèse possible.

Le parti que nous avons forgé ensemble a depuis 1971 triplé ses effectifs et presque doublé son électoral. Le règlement intérieur que nous avons adopté à la quasi-unanimité a donné une solution à un certain nombre de problèmes. D'autres progrès restent à accomplir en ce qui concerne le fonctionnement du parti, la place des jeunes et des travailleurs dans notre organisation, la meilleure définition de notre projet socialiste.

Tout cela nous pouvons, nous devons le faire dans l'unité et la clarté. Tel est le sens de cette contribution qui tend à préparer les bases d'une synthèse reposant non pas sur de simples arrangements de pouvoir mais sur un véritable accord politique entre les différentes sensibilités qui se reconnaissent dans le socialisme autogestionnaire et n'acceptent d'autre perspective que celle de l'union de la gauche.

## Le parti et son organisation

Si le parti socialiste doit avoir pour convaincre une stratégie et un projet, il doit aussi avoir une organisation à la hauteur de son ambition.

Le parti socialiste d'aujourd'hui est le rassemblement des différentes branches du socialisme qui ont commencé leur jonction en 1969, l'ont considérablement amplifiée à Epinay en 1971, pour la poursuivre avec les Assises du socialisme en 1974. Nous devons faire un constat : ceux qui ont participé à un regroupement sont aujourd'hui minoritaires en nombre dans le parti. Le mouvement et la dynamique qu'ils ont créés ont amené des dizaines de milliers de Françaises et de Français à les rejoindre. Aujourd'hui, plus que jamais, le rassemblement doit devenir le parti des socialistes. Des progrès considérables ont été accomplis en ce sens depuis 1971. La dernière Convention nationale sur le règlement intérieur nous a fait franchir un nouveau pas. Nous devons poursuivre dans cette voie, en prolongeant notre réflexion sur le fonctionnement du parti, son organisation et sa dotation en moyens.

L'élection du président de la République au suffrage universel marque profondément la vie politique française. C'est une réalité importante, mais elle risque de nous conduire à construire un *parti de type présidentieliste*. Pour éviter cet écueil, il nous faut introduire plus de *collégialité* à tous les niveaux dans notre organisation.

Le mode d'organisation d'un parti ne saurait être étranger à la société dans laquelle s'inscrit son combat. Mais il doit aussi s'organiser en fonction des objectifs de la société qu'il veut construire.

Le parti socialiste a à répondre à deux nécessités : la lutte contre la droite, qui, aujourd'hui plus que jamais, a investi un appareil d'Etat centralisateur et dominateur, et la prise en charge des luttes nouvelles qui traduisent les aspirations de notre société.

### ● Une nouvelle forme de militantisme

Notre capacité d'entraînement est effectivement liée à notre enracinement social et à notre capacité d'expérimentation sur le terrain.

Le parti socialiste doit être capable de prendre en charge dès aujourd'hui, par l'intervention de ses militants, par l'exemple de ses élus, les combats du quotidien et l'élaboration de nouvelles formes de vie sociale, en liaison avec les syndicats, les associations, les mouvements sociaux qui agissent sur le terrain.

Une telle conception fait du parti le lien entre les instances politiques et la réalité sociale. Elle implique que l'action gouvernementale s'attache à fournir à l'ensemble des travailleurs et des citoyens les possibilités d'être eux-mêmes les artisans de leur propre devenir. C'est à ce prix que pourra être réduite la distance entre le gouvernement et les citoyens qui est la cause de la plupart des échecs historiques du socialisme.

### ● Le rôle des femmes

Le parti socialiste définit son action par rapport à la lutte des classes, mais d'autres thèmes urgents se trouvent proposés à sa réflexion. Ainsi, le problème de la femme dans la société est souvent traité en sujet annexe et subsidiaire. Il ne s'agit pourtant pas là d'une question marginale. Les femmes sont en effet majoritaires dans la société française. Elles sont pourtant absentes ou presque de tous les grands centres de décision. Remplacer le capitalisme par le socialisme ne suffit pas pour fournir la solution. Serions-nous autogestionnaire si nous ne luttons pas dès aujourd'hui pour établir une véritable égalité dans le respect de la spécificité de chacun ? Il est nécessaire de commencer dans notre propre parti.

### ● Le P.S. et la jeunesse

La Convention nationale sur le règlement intérieur a ouvert le débat sur la nature d'une organisation socialiste pour la jeunesse.

Le parti ne peut rester sans une structure qui traduise effectivement les aspirations de la jeunesse.

Nous proposons que ce problème soit traité par une Convention extraordinaire dès le mois d'octobre.

#### Présence dans l'entreprise

Dans la vie quotidienne des Français, les principaux problèmes s'appellent l'emploi et l'inflation. Ce sont des problèmes essentiellement politiques. Il n'est pas possible que le droit d'en débattre existe partout sauf là où se font les licenciements, sauf là où l'inflation se décide : dans l'entreprise. Le travailleur ne peut perdre ses droits de citoyen à part entière quand il en franchit les portes. Le parti ne peut donc être tenu à l'écart de l'entreprise. Nous ne pouvons nous contenter de combattre la politique actuelle partout, sauf là où elle prend racine et où elle exerce ses effets les plus néfastes. Bien plus, *la démocratie doit pénétrer dans l'entreprise* : la reconnaissance légale de la *section politique d'entreprise* est un objectif pour tous ceux qui veulent un changement politique allant dans le sens du socialisme autogestionnaire.

Le développement de sections et des groupes socialistes d'entreprise permet de conduire le débat sur les problèmes politiques, économiques et sociaux là où ils prennent naissance pour une part essentielle : sur les lieux mêmes du travail. Leur existence enrichit d'autant la discussion avec le mouvement syndical. Elle garantit la prise en compte permanente par l'ensemble du parti des revendications et des aspirations des travailleurs.

#### ● La relance d'une politique de formation

Conformément à notre projet sur l'éducation, la formation dans le parti ne doit pas être la face idéologique de la propagande. Elle doit certes porter sur l'histoire du mouvement ouvrier et socialiste, mais partir aussi de la manière dont sont vécues les réalités sociales d'aujourd'hui. Elle doit permettre la libre confrontation des idées. Elle doit également intégrer les travaux et les recherches de tous les secteurs d'activités du parti. C'est pourquoi les responsables de ces secteurs du parti doivent être largement associés aux tâches de formation.

L'activité de formation doit aussi faciliter les contacts entre militants syndicaux, responsables d'associations et militants politiques. Pour être efficace, la formation doit être largement décentralisée. Il est en effet difficile au secteur national d'organiser à lui seul la formation de base du plus grand nombre de militants, même s'il était institué une école centrale de formation. L'échelon régional peut prendre en charge la part essentielle de ces tâches : il est donc urgent de se donner des moyens nécessaires.

Les participants aux stages nationaux deviennent dès lors à leur tour des formateurs dans leur région. L'animation de stages décentralisés leur est confiée.

Une meilleure coordination des secteurs d'études et d'action du parti doit faciliter une élaboration programmatique permanente pour assurer la liaison entre notre projet socialiste et les réalités économiques et sociales, en fonction de leur évolution comme du degré de mobilisation et de prise de conscience au sein des forces populaires.

#### ● Le développement du parti

La recherche et la mise en œuvre de moyens supplémentaires pour les fédérations et les sections conditionnent la nouvelle étape du développement du parti. Une réunion des premiers secrétaires fédéraux permettra de définir la nature exacte de ces moyens nouveaux. Il faudra notamment orienter cette recherche vers une plus large décentralisation, comme vers une harmonisation du système des cotisations et une coopération réelle entre les fédérations (y compris sur le plan financier).

*La transparence du fonctionnement doit être la règle.* Ainsi tout membre du bureau

d'une section ou d'une fédération pourra-t-il avoir communication du fichier de l'instance correspondante. Une délibération du bureau concerné fixera les conditions de l'éventuelle communication d'un fichier aux adhérents qui en feraient la demande.

#### — La démocratisation du fonctionnement du parti :

Il est indispensable que soit renforcée la collégialité dans l'exercice des responsabilités à tous les niveaux du parti (conformément à l'article 39 de nos statuts) et en particulier au niveau du secrétariat national, ce qui implique de préciser le rôle et le statut des *délégués nationaux*.

Désigné comme candidat à l'élection présidentielle de 1974, le premier secrétaire avait délégué ses fonctions. Ce transfert de pouvoir n'ayant cependant joué que sur une phase extrêmement courte, il n'avait pas eu à se traduire par des dispositions statutaires ou réglementaires. Cependant les futures campagnes s'étendront sur une période beaucoup plus longue. Il paraît donc nécessaire de fixer un principe et de décider que, pendant toute la durée de cette campagne, *les responsabilités du candidat à la présidence de la République et celles de premier secrétaire du parti ne pourront être confondues*.

Des dispositions nécessaires devront également être prises pour que, dans le plus grand nombre possible de cas, la convention nationale ou le comité directeur puissent être informés, délibérer et décider.

Il est nécessaire de faire en sorte que les dirigeants du parti à tous les niveaux soient plus représentatifs du monde du travail. Ce résultat ne peut être acquis que par l'augmentation du nombre de nos permanents politiques aussi bien au niveau départemental que national. Encore faut-il que leur statut soit clairement fixé et que soit réglé le problème de leur réinsertion professionnelle.

Le parti doit pouvoir intervenir beaucoup plus réellement au niveau régional tant pour suivre les questions politiques, économiques et sociales d'intérêt régional que pour animer des luttes et coordonner l'action des élus socialistes.

## Crise : rupture avec le capitalisme et transformation sociale

La gauche est souvent en retrait par rapport à l'évolution des réalités économiques. Elle raisonne aujourd'hui trop souvent comme si le capitalisme mondial ne pouvait surmonter sa crise.

Certes, les ébranlements actuels sont profonds. Le rapport des forces entre pays industrialisés et pays en voie de développement va se modifier dans un sens favorable à ces derniers et ceci pour deux raisons : d'une part la pénurie relative d'énergie et de certaines matières premières rendra inéluctables à terme de nouvelles hausses de prix ; d'autre part les sociétés multinationales, cherchant à produire au moindre coût, sont engagées dans un vaste mouvement de redistribution du capital à l'échelle mondiale, elles poursuivent leurs implantations dans les régions du globe où la main-d'œuvre est disponible aux salaires réels les plus faibles. *Un nouvel équilibre est en train de s'établir* entre des régions en déclin et des régions en développement : le centre de gravité de l'économie mondiale n'est-il pas ainsi en train de se déplacer de la zone atlantique à la zone pacifique ?

La crise du capitalisme ne saurait donc être analysée en termes mécanistes et simplistes : elle crée par ses contradictions des éléments de fragilité considérables que les forces socialistes peuvent exploiter. Mais elle est aussi source de réadaptation et de régulation. Le système n'est pas moribond et les socialistes commettraient une grave erreur s'ils imaginaient le contraire. De plus cette crise n'est pas l'apanage des pays capitalistes. Elle n'épargne ni les pays du tiers-monde ni les pays de l'Est.

Cette phase nouvelle dans l'évolution du système capitaliste mondial pèse déjà et continuera de peser lourdement sur notre pays. L'inflation, le chômage, les licenciements, les disparitions d'entreprises en sont aujourd'hui les conséquences. L'incapacité des gouvernements « libéraux » à protéger les échanges commerciaux de l'instabilité du dollar et à s'opposer aux stratégies des firmes multinationales dont les décisions déterminent sans recours l'avenir ou la disparition de régions entières nous expose à des risques aussi graves que la réapparition de protectionnismes de combat et la résurgence de politiques autarciques.

Enfin il est probable que la France et l'Europe ne connaîtront pas un retour rapide à la prospérité et à des taux de croissance très élevés. La France et l'Europe auront à relever un *formidable défi économique*. Cela implique des responsabilités particulières pour le socialisme, seule force politique capable d'apporter des réponses à ces problèmes fondamentaux.

Il faudra donc percevoir clairement les enjeux dont nous aurons à tenir compte à moyen terme afin d'élaborer notre projet de société et définir les choix et les ruptures qu'impliquera sa mise en œuvre. Nous devons ensuite préciser dans un contrat de gouvernement de la gauche les mesures concrètes à prendre à court terme, mesures qui engageront immédiatement ces choix et ces ruptures. Telle est la manière dont nous utiliserons le projet socialiste et l'orientation que nous donnerons à notre réflexion sur la transition.

#### La rupture

De quels moyens disposons-nous en effet pour assurer le passage le plus rapide possible d'une société gouvernée par les lois d'un capitalisme puissant à une société authentiquement socialiste ? Ce débat nécessaire doit être mené avec sérénité. Tout terrorisme idéologique qui chercherait à opposer arbitrairement les soi-disant partisans aux prétendus adversaires de la rupture peut avoir un effet dissolvant sur tout le parti.

L'intérêt du terme de rupture est de manifester clairement notre volonté d'*entreprendre sans délai et de poursuivre obstinément une transformation anticapitaliste de la société*. Encore faut-il ne pas s'arrêter à une conception linéaire et mécanique du changement social qui prétend qu'une société pourrait changer de nature en un moment unique ou sur une période très courte.

La rupture ne peut se réaliser que sur *des enjeux prioritaires*. Or ces enjeux sont précisément ceux sur lesquels le parti se satisfait le plus facilement de simples discours et de déclarations d'intention sans les intégrer suffisamment dans un programme concret d'action gouvernementale. Si la conquête et l'orientation du pouvoir d'Etat constituent des conditions nécessaires du changement, elles n'en sont pas pour autant suffisantes.

Il ne peut exister de rupture instantanée. Lorsqu'on met en parallèle d'une part la situation actuelle, les inégalités, les aliénations, l'extraordinaire centralisation du pouvoir, et d'autre part notre projet socialiste, il faut être conscient que la transformation sociale que nous voulons impliquera une *lutte complexe requérant la mobilisation et le soutien effectif de toutes les forces sociales aspirant au socialisme sur une période très longue*.

Il existe des seuils. Les lois de *nationalisation* des grands groupes industriels et du crédit ou l'élargissement des droits des travailleurs doivent notamment être votées dès la première session parlementaire par la nouvelle majorité de gauche. Mais combien de temps faudra-t-il pour contrôler réellement ces sociétés et changer leur stratégie industrielle ?

Il en est de même de la *décentralisation*, enjeu fondamental. Il faudra du temps pour que les collectivités locales exercent vraiment et efficacement les pouvoirs que la loi-cadre leur aura conférés.

Faire voter des lois ne suffit pas. Il faudra aussi que ces lois s'inscrivent dans les faits, que de nouvelles pratiques sociales s'instaurent, que les comportements nouveaux auxquels elles conduisent soient suffisamment ancrés dans la société pour que le processus engagé devienne irréversible.

Toute transformation profonde se heurtera à des résistances qui ne seront pas seulement celles du capitalisme dépossédé, mais aussi celles des habitudes acquises, des petits privilèges à déraciner, celles, pour tout dire, d'un capitalisme qui depuis près de deux siècles a profondément imprégné toute la vie sociale. L'irréversibilité des transformations opérées, qui sera la marque de la véritable rupture, ne pourra être acquise que par une véritable mutation culturelle.

Au reste, nous ne devons pas oublier notre engagement absolu de respecter les volontés démocratiquement exprimées par le suffrage universel, qui fera des forces populaires, et de tout le peuple français, les juges permanents de notre action, des transformations opérées, de leur portée et de leur rythme, et par-là même de leur durée effective.

#### La transition

Il importe de ne pas réduire notre politique à des recettes miracles qui font d'un certain nombre de nationalisations et de l'établissement d'un plan les clés uniques d'une rupture définitivement acquise, alors qu'il s'agit simplement là de mesures initiales, nécessaires, mais nullement suffisantes.

Le choix des socialistes français est de développer en même temps la démocratie politique et la démocratie économique pour éviter deux écueils. Si nous développons en effet la *démocratie politique* sans une socialisation accrue des moyens de production, nous arriverons à des blocages qui, comme c'est présentement le cas en Suède, favorisent le retour à la direction politique d'un capitalisme resté dominant sur le plan économique.

A l'inverse, si nous réalisons l'*appropriation collective des moyens de production* sous une forme étatisée et centralisée, nous retomberions inévitablement dans le modèle totalitaire et économiquement inefficace de l'Union soviétique.

Ceci nous conduit à évaluer à leur juste valeur les principes économiques qui doivent nous guider sans nous brider.

Il est évident que la réussite d'une politique socialiste suppose une grande rigueur en matière économique. Une société, fût-elle socialiste, ne peut distribuer plus de richesse qu'elle n'en produit : telle est la contrainte principale. En la négligeant, nous relancerions l'inflation, ce qui provoquerait le déséquilibre du commerce extérieur et l'effondrement de la monnaie. Nous récusons donc l'attitude qui consiste à mépriser les contraintes soit au nom du dogme, soit sous le prétexte qu'elles sont survalorisées par la droite.

Mais nous récusons tout aussi nettement l'attitude qui nous conduirait à nous soumettre aux contraintes au point d'édulcorer notre projet. Il doit les prendre en compte comme autant d'obstacles à identifier et à surmonter.

Aucune contrainte, de quelque nature qu'elle soit, ne peut nous faire oublier que nous entendons transformer la société et non pas aménager le système capitaliste.

Pour atteindre ce but il nous faudra, le plus vite possible, renverser le rapport des forces sociales et nous doter des moyens d'intervention puissants et souples qui seront nécessaires. Nous devons, à cet égard rester fidèles à notre triptyque : *socialisation des principaux pôles de domination économique* (sur la base de critères et selon des modalités mieux établies), *planification décentralisée*, *nouveaux droits des travailleurs et des citoyens*. Mais nous devons, sur cette base intangible, préciser, créer, imaginer.

#### Plan et marché

La planification démocratique est pour les socialistes l'instrument privilégié d'une maîtrise collective du développement et de la transformation sociale. Il s'agit d'un processus politique impliquant un débat aux différents échelons de décision qui aboutit à définir un ensemble cohérent d'objectifs et de moyens. Le plan national met en place, notamment, une politique de l'industrie et de la recherche dans la perspective d'une création équilibrée d'emplois, de la conquête d'une autonomie technologique et d'économies substantielles d'énergie et de matières premières ; il programme également des actions vigoureuses en vue de la réduction des inégalités et d'une redistribution des revenus et des patrimoines aux moyens de la fiscalité, des transferts sociaux et des services collectifs ; il infléchit le type de développement des productions et des consommations orientant les investissements et donnant des pouvoirs réels aux représentants des usagers et des consommateurs. Pour son application, le plan s'appuie à la fois sur une *programmation interne au secteur public et nationalisé ainsi que sur des contrats passés avec les entreprises et les régions*.

Une telle planification fait les choix essentiels, fixe les priorités et a un caractère principalement contractuel. Elle s'oppose à la planification bureaucratique et centralisée, qui est inefficace comme en témoigne la planification soviétique, engendre une bureaucratie toute puissante et irresponsable, et sombre dans l'arbitraire du rationnement et de la gestion administrative. Croire que dans une société, où la totalité des moyens de production appartient à l'Etat, et où les mécanismes de marché ont quasiment disparu, une démocratisation politique suffirait à rendre efficace et supportable une planification centralisée est une illusion dangereuse.

Pour empêcher la confusion entre pouvoir politique et pouvoir économique, le marché doit garder certaines de ses fonctions actuelles. L'ajustement à court terme entre l'offre et la demande continuera à se faire par les mécanismes de marché pour tous les produits où il subsiste une pluralité de producteurs. La sanction du marché restera un *indicateur* de performances et de résultats pour la majorité des entreprises quel que soit leur statut juridique. L'organisation des marchés qui est sans cesse menacée par la concentration capitaliste fera elle-même l'objet d'une politique volontariste dans le cadre du plan.

#### Nationalisation et socialisation

Les socialistes ont pour objectif essentiel de transformer profondément l'organisation industrielle actuelle et la forme des rapports sociaux de production qui font peser sur les travailleurs une lourde exploitation. Il ne suffit donc pas de poser le problème de l'appropriation collective des grands moyens de production. Il faut dans le même temps se préoccuper des *pouvoirs des travailleurs*.

La nationalisation de certains secteurs économiques n'est pas un but en soi, mais un moyen. A cet égard, l'efficacité commande de garder ouvert l'éventail des diverses formes juridiques que peut revêtir l'appropriation collective.

La nationalisation est indispensable pour changer le rapport des forces avec les détenteurs du capital.

Elle est nécessaire à la mise en œuvre d'une *nouvelle politique industrielle* et financière grâce au contrôle public de secteurs névralgiques de notre économie, et notamment ceux qui permettront l'amorce d'un autre modèle de développement.

L'expropriation du capital privé n'a cependant de sens que si les travailleurs eux-mêmes reçoivent, dans le cadre du plan, un pouvoir effectif sur la vie de l'entreprise. Dès la première phase d'un gouvernement de gauche, les décisions qui seront prises à cet égard devront marquer *notre perspective autogestionnaire*.

Les nationalisations n'assureront pas à elles seules l'indispensable socialisation de l'appareil productif. Elles la rendront simplement possible.

Les socialistes, en effet, devront simultanément s'attacher à développer le plus intensément possible le *secteur de l'économie sociale*. Régionalisation, départementalisation, municipalisation des entreprises en fonction de leur taille et de leur poids économique, entreprises associatives, coopératives ouvrières de production constituent autant de formules qui permettront d'avancer vers la socialisation des moyens de production, c'est-à-dire vers à la fois plus de démocratie économique et plus de démocratie politique.

#### Le qualitatif et le quantitatif

La volonté d'aborder les problèmes de la transition à partir de situations concrètes, nous permettra d'éviter un autre faux débat entre les tenants supposés du « qualitatif » et ceux du « quantitatif ».

Il est certes indispensable de mesurer les effets « mécaniques » de telle majoration du SMIC ou de telle réduction de la durée du travail (tout en sachant que les modèles économiques que l'on utilise sont souvent discutables). Mais on doit aussi appréhender les réalités politiques et psychologiques, et savoir qu'une grande partie des contraintes dont nous devons tenir compte sont aussi des *contraintes sociales*. C'est ainsi que pour connaître les délais de réalisations des revendications que nous soutenons (l'augmentation du SMIC, l'abaissement de l'âge de la retraite, la semaine de 35 heures, etc.), il ne suffit pas de calculer leurs coûts financiers : il faut encore apprécier les résistances que nous rencontrerons lorsque nous préleverons la nécessaire contrepartie de ces mesures, c'est-à-dire lorsque nous nous emploierons à réduire massivement les inégalités de revenus et de patrimoine.

Toute amélioration du niveau de vie des plus défavorisés peut être annulée par des phénomènes inflationnistes, la réduction de la durée du travail compensée, si l'on n'y prend garde, par une détérioration des conditions de travail et une augmentation des cadences. Il n'y a donc pas de mesure « quantitative » possible en dehors d'un contexte social et politique beaucoup plus vaste.

Il n'y a pas de véritable lutte contre l'inflation, d'amélioration des conditions de travail, d'amélioration durable de la situation de l'emploi *sans contrôle des travailleurs* sur l'activité économique et sur l'organisation du travail de leur entreprise.

De la même manière, il faut décentraliser et notamment *régionaliser* la décision. C'est la condition indispensable pour que soit changée la nature de l'aménagement de notre territoire et que les objectifs en soient adaptés aux besoins réels de la population.

Symétriquement, nous refusons l'idée que la diffusion plus démocratique du pouvoir au sein de la société puisse pallier l'absence de mesure quantitative de redistribution des richesses. Nous affirmons qu'il n'est pas possible de séparer le « qualitatif » du « quantitatif ». Développer le premier sans le second revient à écarter de la décision et du progrès social toute la frange de la population qui aspire le plus au socialisme. Développer le quantitatif sans le qualitatif permettrait au système actuel de récupérer à terme tout ce qu'il aurait dû céder devant le rapport de forces. Instaurer le socialisme autogestionnaire oblige à agir à la fois pour le progrès social, la réduction des inégalités et une autre *répartition du pouvoir*.

#### L'Etat, la société politique, la société civile

Encore un faux débat que celui qui opposerait les tenants de l'expérimentation sociale, pour qui la capacité de transformation sociale serait à rechercher dans le développement multiforme de la « société civile », et ceux qui voient au contraire dans la conquête du pouvoir d'Etat la condition non seulement nécessaire mais suffisante de la transformation sociale.

Là encore il est indispensable de sortir des procès d'intention et de la polémique pour clarifier la réalité des choix auxquels le parti est confronté.

La situation actuelle est caractérisée par un Etat hypertrophié et centralisé, une société politique faible et dépendante de l'Etat et une société civile aux structures très éclatées et marginalisées. Ce modèle d'organisation sociale favorise cette mainmise sur l'ensemble de la société que s'est assurée un pouvoir économique lui-même excessivement concentré et particulièrement bien placé pour coloniser les leviers de commande centraux de l'appareil d'Etat. Inversement, il freine l'expression et la remontée des exigences de transformation sociale.

Dès lors il est clair pour nous qu'on ne pourra engager une transformation durable de la société sans changer profondément son mode d'organisation. Si la prise de pouvoir de l'Etat est évidemment une condition nécessaire pour engager la transformation sociale, c'est une condition insuffisante. Il faut en même temps le transformer et renforcer tant la société politique que la société civile. Il faut transformer radicalement la forme de l'Etat, notamment par la décentralisation, pour approcher la décision des citoyens et rendre l'Etat accessible, perméable au mouvement social qui nous aura porté au pouvoir. Il faut simultanément renforcer considérablement la « société politique ». D'où l'importance du développement du parti et de son ouverture à la société civile, d'où également l'importance du renforcement des assemblées élues.

Dans cette optique, la capacité d'organisation de la société civile, lieu d'apparition des exigences de transformation sociale, doit être renforcée par une nouvelle législation sur le droit syndical, le droit des associations ou le statut des radios locales. Agir simultanément au niveau de l'Etat, de la société politique et de la société civile pour modifier leur mode respectif d'organisation et leurs relations réciproques est donc la condition pour que les changements que nous engagerons soient profonds et durables, car ils seront alors pris en charge par la société tout entière. C'est un des moyens essentiels de la rupture.

## L'union de la gauche

I. — Réaffirmer notre choix de l'union de la gauche.

Le congrès de Metz doit réaffirmer notre attachement à l'union de la gauche. Ce choix stratégique permet seul la mobilisation de l'ensemble des forces anticapitalistes, sur des mesures de transformation sociale, elle confirme l'ancrage à gauche du parti socialiste et lui permet de peser sur l'évolution du parti communiste. Mais cette affirmation de l'union ne se suffit pas à elle-même. Certains ne savent que crier « union ! union ! ». Ils se donnent par cette référence rhétorique bonne conscience à peu de frais. La vérité ressentie profondément par les militants, les travailleurs, l'opinion de gauche, est que l'union est dans l'impasse, qu'il faut trouver le moyen de l'en sortir. On ne fera pas l'union en agissant comme si rien ne s'était passé avant et après mars 1973. En clair, on ne peut pas revenir à la situation de 1972.

Notre parti doit prendre acte de cette évolution. Il doit aussi approfondir sa réflexion sur les formes et le contenu de l'union. A cet égard, un débat est nécessaire. Il doit prendre en compte l'analyse des causes qui ont permis au parti communiste de transformer insensiblement un programme de gouvernement élaboré pour cinq ans en un programme revendicatif d'application immédiate.

L'attitude qui, au sein de notre parti, consisterait à nier les changements intervenus n'est pas la seule critiquable. Trois dangers sont à éviter : 1) On ne peut continuer à parler sans cesse d'une ligne d'union de la gauche sans jamais l'approfondir par le débat

et tout en développant une critique extrêmement vive à l'égard du parti communiste ; 2) Il ne faut pas voir dans l'union de la gauche une simple occasion d'établir un rapport de force électoral en notre faveur ; 3) Enfin, nous ne devons pas, pour nous laver de l'accusation d'avoir opéré un « tournant à droite », céder à la tentation de reprendre à notre compte les surenchères du parti communiste. Les travailleurs qui, dans leur majorité, sentent bien que ce parti leur permet souvent l'impossible ne comprendraient pas que nous abandonnions notre propre discours et notre propre projet.

Personne ne prendrait au sérieux une alliance qui serait fondée sur la base de l'ancien contrat et qui ne définirait pas la nouvelle pratique ni le nouveau contenu de l'union. Il nous incombe donc de préciser les nouvelles bases de l'union de la gauche, comme traduction politique d'une stratégie de rassemblement qui est celle de l'union des forces populaires.

### II. — Définir les nouvelles bases de l'union.

L'union des forces populaires est, pour nous, la démarche qui doit permettre la relance de l'union de la gauche en dépassant une conception par trop statique et statistique du front de classe. Il ne suffit pas en effet d'additionner les intérêts des nouvelles couches salariées, de la classe ouvrière traditionnelle et de la petite bourgeoisie agricole et commerçante pour créer les conditions d'un rassemblement populaire offensif.

Pour surmonter les multiples contradictions qui traversent ce front (paysans - ouvriers - Français - immigrés, hommes, femmes), on ne peut se contenter de rechercher l'union au seul niveau des partis politiques. Cette union doit se réaliser sur le terrain avec toutes les organisations et tous les mouvements sociaux anticapitalistes. Ce combat sur des objectifs communs doit se faire dans le respect des spécificités, de l'indépendance, des moyens d'action et de décision de chacun. Au sein de cette union populaire, l'union de la gauche traduit la nécessité et la possibilité du changement politique.

Pour que cette stratégie aboutisse, le parti socialiste — tout en prenant constamment toutes les initiatives utiles pour réaliser des actions communes, sur le terrain avec le P.C. et l'ensemble des forces de gauche — doit reprendre l'offensive simultanément sur deux plans :

● En ouvrant le débat avec l'ensemble des forces sociales et politiques anticapitalistes, constitutives de l'union de forces populaires, afin de faire apparaître des convergences sur des objectifs d'action et de transformation sociale.

● En engageant le débat avec le parti communiste à tous les niveaux. Notre congrès, qui se tiendra un mois avant celui du parti socialiste, pourrait questionner notre partenaire, l'engager à un débat fondamental, et lui demander de clarifier ses positions sur un certain nombre de points essentiels qui touchent à la nature même de notre projet : l'autogestion, l'analyse de la crise, la stratégie internationale et la nature des régimes de l'Est.

Il ne s'agit pas d'entamer une négociation qui porterait essentiellement sur des thèmes idéologiques, mais d'apporter à l'opinion des garanties sur la mise en œuvre d'un contrat de gouvernement. Ainsi apparaîtra-t-il clairement aux électeurs que la gauche s'engage dans la voie d'un socialisme démocratique, décentralisé et autogestionnaire, et non dans celle de la construction d'un système bureaucratique : la clarification des divergences éventuelles est préférable à l'inquiétude que provoquent certains silences.

Ce débat, qui prendra des formes multiples, doit préparer la recherche avec toutes les forces politiques prêtes à envisager un gouvernement commun de la gauche d'un contrat de gouvernement défini par l'énoncé d'objectifs, de seuils et de rythmes de mise en œuvre des réformes de structure et des grands choix proposés au pays.

## Rompre avec le capitalisme à l'échelle internationale

Notre volonté de rupture avec le capitalisme nous conduit à prendre en compte les immenses problèmes qui surgissent à l'échelle mondiale. Ces problèmes sont en partie liés au mode de production capitaliste qui demeure le mode de production dominant. Mais ils se posent également dans les sociétés industrielles qui connaissent d'autres régimes de propriété. C'est ainsi que l'exacerbation des antagonismes nationaux, aggravée par le surarmement et la prolifération nucléaire, concerne aussi bien les pays communistes que les pays capitalistes (voir l'antagonisme U.R.S.S.-Chine et la guerre entre le Vietnam et le Cambodge). Quant aux choix technologiques, ils pèsent sur les choix politiques aussi bien à l'Est qu'à l'Ouest. Il s'agit de savoir comment les sociétés industrielles organiseront leur production d'énergie et leurs systèmes d'information.

Il serait donc absurde de concevoir la construction d'une société socialiste autogestionnaire dans un cadre purement national. Ce n'est pas seulement l'impossibilité de conduire une politique autarcique qui est ici en cause. C'est aussi la nécessité de donner une réponse socialiste à des questions qui mettent en jeu la survie même de l'espèce humaine.

Les prochaines années risquent d'être marquées par une déstabilisation accélérée qui engendrera de nouveaux risques, mais offrira aussi une marge de manœuvre supplémentaire.

Outre les antagonismes nationaux que nous venons d'évoquer, les enjeux économiques peuvent entraîner également à des conflits ; la pénurie relative d'énergie et de certaines matières premières rendra inéluctables à terme de nouvelles hausses de prix et provoquera des phases de tension qui pourraient être aiguës, y compris entre pays producteurs. L'incapacité de la plupart des Etats nationaux à faire face, d'une part, aux conséquences de l'instabilité du dollar dont joue la puissance américaine et, d'autre part, aux stratégies des firmes multinationales déterminant l'avenir de branches et de régions entières (par leurs politiques de localisation des investissements, de la recherche et des profits) ne peut que renforcer les réactions protectionnistes engendrant elles-mêmes des mesures de rétorsion.

Par ailleurs l'exigence croissante qui se manifeste en faveur de l'exercice des libertés et des droits de l'homme à l'intérieur des Etats totalitaires, exigence relayée par la pression de l'opinion publique internationale, sera un élément déstabilisateur, notamment dans les pays soumis au contrôle étroit de l'U.R.S.S.

Mais cette double déstabilisation (politique et économique) n'est pas sans ouvrir des perspectives nouvelles. La France, en refusant toute ambition impérialiste, pourrait avoir un rôle international de premier plan, notamment vis-à-vis des pays du tiers-monde : ceux-ci n'ont aujourd'hui d'autre choix que de jouer tour à tour, et en même temps, la carte des Etats-Unis, de l'U.R.S.S., voire de la Chine. Le peuple qui sera capable de bâtir le grand projet du socialisme autogestionnaire aura une influence dépassant celle qui résulterait de sa seule puissance.

En outre, une certaine planification des échanges internationaux devient possible. Par exemple : les besoins liés à la croissance d'une Chine s'ouvrant sur l'extérieur sont trop considérables pour être satisfaits par le seul Japon capitaliste. Ils pourraient donner lieu à des programmes de coopération technique et d'échanges à long terme.

Enfin, l'industrialisation du tiers-monde, même si elle nous pose des problèmes difficiles, doit être considérée comme indispensable à son développement. La fermeture systématique de nos frontières à leurs produits condamnerait les peuples de ces pays à demeurer dans la faim et le dénuement et créerait une situation mondiale intolérable et explosive.

Les socialistes français d'aujourd'hui, héritiers de la tradition d'internationalisme du mouvement ouvrier à laquelle s'attache le nom de Jean Jaurès, savent qu'il n'y a pas d'avenir dans l'isolement. Le socialisme ne trouvera sa véritable dimension dans notre pays que s'il s'inscrit dans une perspective internationale. *Une conception trop rigide de notre souveraineté nationale conduirait, paradoxalement, à une perte d'indépendance.* On sait quelles conséquences ont eu les tentatives de repli d'avant-guerre ; on connaît les nationalismes qu'elles ont suscités, le drame auquel elles ont conduit. Usons de l'influence que nous avons et du rayonnement de nos idées, en particulier au sein des partis socialistes de la Communauté. Usons du poids de tous les socialistes d'Europe pour infléchir, comme nous le souhaitons, le nécessaire développement de la construction européenne et de la paix.

#### — Points forts de notre stratégie

Notre stratégie internationale doit prendre en compte trois réalités.

La première est la *division actuelle du continent européen* en deux moitiés, soumises l'une à l'impérialisme américain, l'autre à l'impérialisme soviétique. Nous devons marquer avec une égale vigueur notre volonté de rupture avec le capitalisme de l'Ouest et notre refus absolu du totalitarisme de l'Est.

La deuxième réalité est celle des *interdépendances extérieures de la France* : d'une part, interdépendances commerciales (20 % du P.I.B., 40 % de la production industrielle), économiques (firmes multinationales), technologiques (coopération à des grands programmes : espace, aéronautique, etc.) ; d'autre part, interdépendances juridiques, découlant essentiellement des traités fondant l'actuelle C.E.E. Dans ces conditions, nous devons réaffirmer avec force le refus de l'autocratie, que tous les signataires du programme commun de 1972 avaient fait leur.

Nous devons nous opposer à la vague actuelle de nationalisme et de chauvinisme pour deux raisons :

- d'une part, une expérience de gauche menée en France avec une perspective ou une mentalité isolationnistes ne pourrait conduire qu'à un « socialisme » policier ;

- d'autre part, l'histoire nous apprend que lorsque se produisent des convergences contre nature — comme celle qu'illustre en ce moment le cartel des « non à l'Europe » que forment le P.C. et le R.P.R., l'extrême droite sort toujours gagnante.

La troisième réalité concerne le *tiers-monde*. Les socialistes doivent reconnaître que l'on ne peut sans absurdité demander à la fois une réduction sensible de nos échanges extérieurs ou le recours à un protectionnisme durable, et encourager la hausse du prix des matières premières et les projets d'industrialisation des pays en voie de développement. Nous devons accepter l'idée qu'il ne peut y avoir de nouvel ordre économique mondial sans certaines formes de division internationale du travail. Pour les contrôles de l'évolution un double processus doit alors s'engager : la négociation avec les pays du tiers-monde d'accords de codéveloppements pluriannuels incluant des clauses suspensives liées au respect des droits de l'homme, la mise en œuvre dans notre pays d'une planification démocratique élaborée en étroite liaison avec les représentants des travailleurs et des régions concernées.

Le cadre déterminant dans lequel s'exercera notre stratégie internationale est l'*Europe*, qui constitue notre environnement immédiat.

Or il est évident qu'il n'est pas de construction européenne envisageable sans la participation de la République fédérale d'Allemagne. Un refus de principe, formulé explicitement ou à travers des mots d'ordre facilement ambigus comme ceux du « non à l'Europe allemande » ou du « non à l'Europe germano-américaine », ne peut que renforcer les liens existant entre la R.F.A. et les U.S.A.

Ce choix nous conduit à affirmer que le P.S. doit rechercher le débat avec l'ensemble

des social-démocraties de l'Europe du Nord, qui sont les représentants authentiques du monde du travail de leurs pays. Au-delà des discussions idéologiques, auxquelles on ne voit pas dans l'immédiat d'issue, il nous paraît possible de trouver aujourd'hui des points d'accord si nous abordons les problèmes concrets posés par la crise, en particulier ceux du chômage et de l'évolution industrielle.

Nous devons, par ailleurs, équilibrer cette démarche en développant notre dialogue avec les représentants des forces non seulement socialistes, *mais aussi communistes* d'Europe du Sud. De ce point de vue, la perspective d'adhésion à la C.E.E. de l'Espagne, de la Grèce et du Portugal nous paraît pouvoir être une donnée nouvelle et positive à la condition de négocier et d'obtenir les garanties économiques nécessaires. Nous devons donc donner une réponse favorable au récent appel du P.C.I. proposant un *renforcement des relations entre l'ensemble des forces de la gauche européenne.*

En bref, nous devons cesser de développer une analyse trop souvent figée de la situation sociale et politique en Europe et accepter le débat et le dialogue, car nous savons que « nous n'y perdrons pas notre âme ». La crise et la réorganisation du capitalisme à

laquelle elle conduit font apparaître dans tous les pays de nouvelles contradictions sociales et un renforcement de la lutte des classes.

Les nouvelles revendications et formes de lutte du syndicalisme allemand, le développement au grand jour du syndicalisme espagnol, le renforcement de la Confédération européenne des syndicats, en sont des symptômes manifestes. Nos propositions et nos actions rencontrent aujourd'hui un écho élargi, que nous devons absolument prolonger en développant une stratégie européenne offensive. Celle-ci peut permettre une inflexion, importante pour l'avenir, des orientations libérales et atlantiques de la C.E.E. actuelle.

Enfin, nous devons réaffirmer avec force que la construction d'une Communauté européenne économique, quelle que soit sa nature, ne saurait constituer pour nous un objectif en soi. Etape dans l'histoire, le traité de Rome n'est pas une fin pour les socialistes. Nous devons marquer clairement que l'Europe est pour nous l'espace d'un projet de société alliant pour la première fois la démocratie politique et la démocratie économique, au niveau continental comme au niveau le plus décentralisé : le projet que nous appelons le socialisme autogestionnaire.

## Contribution pour l'unité des socialistes dans la clarté et la fraternité

Louis Mermez (secrétaire national du P.S.).

Dans l'évolution du monde, les Français sont aujourd'hui entre parenthèses, quoi que prétende le discours officiel.

Le pouvoir n'a nullement l'intention de déranger l'ordre international actuel. En aurait-il la possibilité qu'il ne tenterait rien en ce sens.

Le président de la République et son gouvernement ont pris acte, une fois pour toutes, du partage de Yalta et de la division du monde qui en est résultée, il y a plus de trente ans.

Aujourd'hui, l'installation dans la crise et le recul de l'économie française influent profondément sur l'état de notre société et sur les positions extérieures de la France.

L'existence d'un million cinq cent mille chômeurs, le sinistre économique qui frappe des secteurs entiers de l'activité nationale et des régions jusqu'alors réputées pour leur potentiel industriel, comme le nord et l'est de la France, sont le résultat d'une politique qui accepte la division internationale du travail, l'emprise des multinationales, l'alignement du pays sur l'atlantisme et qui, au plan intérieur, refuse l'augmentation du pouvoir d'achat des travailleurs, la réduction des inégalités, conditions de la relance économique. Le manque de dynamisme de l'ensemble industriel français, victime notamment de la politique de déflation, le désintéressement des pouvoirs publics pour notre recherche scientifique à la valeur cependant inestimable, se traduisent par un effacement de notre pays à l'heure où le monde est en train de changer.

Les Etats-Unis connaissent depuis ces dernières années un déclin relatif, tout en demeurant la première puissance et en continuant de dominer la planète, tandis que l'Union soviétique se replie sur son empire et tente d'entraver les évolutions inéluctables de son régime en se refermant sur elle-même.

La Chine amorce à sa manière une politique qui rappelle, à cinquante ans de distance, celle de la nouvelle économie politique de Lénine, en concluant un traité de commerce avec le Japon et en établissant des relations diplomatiques, et bientôt commerciales, avec les Etats-Unis.

Le tiers-monde tente de se dégager à grand-peine du néo-colonialisme, mais son poids se fait davantage sentir désormais à la surface du globe. Les pays d'Afrique, du Proche-Orient et du Moyen-Orient, comme ceux d'Asie, défendent mieux ou plus âprement les cours de leurs matières premières. L'Amérique latine, largement dominée par des régimes dictatoriaux, connaît une explosion démographique, annonciatrice de grands bouleversements.

Vieille nation industrielle, pays de haute culture et de haute technicité, la France ne joue pas le rôle qui devrait lui revenir dans la période actuelle. Ses relations avec le tiers-monde, à commencer par l'Algérie, manquent d'audace. Sa politique européenne qui vise à copier le modèle ouest-allemand est dépourvue d'ampleur et d'esprit d'indépendance.

Précisément, les divisions de la majorité ne peuvent se résumer dans le caractère et les ambitions du seul Jacques Chirac. L'acceptation de la crise économique comme le renoncement national ont des incidences sur l'état de santé de la majorité tout entière.

Il revient au parti socialiste, après avoir surmonté ses problèmes internes, d'offrir au pays une alternative, en présentant un projet de société, un modèle de développement économique et une vision de l'avenir politique des Français et de leur rôle dans le monde.

La victoire des socialistes et de la gauche en France, le jour où elle se produira, aura des répercussions considérables en Europe et au-delà.

La place actuelle du socialisme français dans le monde est importante et originale. Nous ne devons ni sous-estimer ce qui a été réalisé par d'autres socialistes dans d'autres

pays, comme la Grande-Bretagne, le Danemark, la Norvège, la Suède ou la République fédérale allemande, par l'action des partis travaillistes ou sociaux-démocrates de masse, ni laisser diluer les spécificités de notre socialisme dans un ensemble vague. Dieu n'est pas forcément français, mais les socialistes français ont quelque chose à apporter au monde. Ils sont ouverts aux influences de l'extérieur, mais ils prétendent faire avancer de façon originale la cause du socialisme à travers le monde.

#### *La nation française et l'Europe*

Les prochaines élections européennes seront de ce fait une étape très importante de notre devenir.

Les conditions posées par le parti socialiste, à la suite de l'approbation du rapport Sutra, à l'élargissement de la Communauté économique européenne à la Grèce, à l'Espagne et au Portugal, prouvent qu'il ne doit pas y avoir pour nous d'opposition entre la défense de l'espace économique français et la construction de l'Europe. Nous pensons de même que l'élection du Parlement européen au suffrage universel est un événement politique majeur en soi et qu'il contribuera puissamment à faire naître chez les peuples de la Communauté un début de conscience européenne, mais lorsque nous réclamons l'application du traité de Rome, tout le traité, rien que le traité, nous affirmons que l'indépendance de l'Europe fondera l'indépendance réelle de nos pays respectifs, dans le respect de l'histoire, de la culture et de l'entité nationale de chacun d'entre eux. Nous entreprenons une action politique d'envergure qui devra un jour mettre fin à la balkanisation de l'Europe, à son assujettissement à deux blocs antagonistes, mais réalisant entre eux un équilibre fondé sur la division et la domination de notre continent.

Le socialisme a besoin de l'Europe pour s'enraciner et s'étendre. Les socialistes français répondent à une double postulation présente depuis l'origine de leur histoire : le patriotisme et l'internationalisme. La nation et l'Europe ne sont pas antinomiques pour nous, car la nation ne sera vraiment libre que dans une Europe indépendante. Ainsi nous opposons-nous au vieux rêve nationaliste qui nous éloigne des dures réalités de la fin de ce siècle, comme à l'entreprise technocratique qui réduit la Communauté économique européenne au champ clos dans lequel s'affrontent les multinationales et prétend donner à cette jungle des règles communautaires.

#### *Vers le socialisme autogestionnaire (\*)*

Si le parti socialiste, selon nous, doit inscrire son action dans le cadre du développement de la construction européenne, s'il doit viser à infléchir et à radicaliser l'action des autres partis socialistes confrontés comme lui à la crise, il doit surtout avoir l'ambition de proposer un modèle original de développement économique et de société.

De ce point de vue, nous devons réfléchir sur la formule selon laquelle il convient de trouver une troisième voie, intermédiaire entre le modèle communiste et le capitalisme, en évitant toute ambiguïté.

Aussi devons-nous cerner de plus près la réalité historique des systèmes économiques et politiques opposés qui se partagent aujourd'hui le monde.

La révolution d'Octobre comme la Longue Marche ont eu des conséquences capitales sur le devenir d'une partie de l'humanité et ont engendré des types de société fondamentalement différents de ceux qui existent dans l'univers capitaliste. Mais les monstruosité du stalinisme, les horreurs du Goulag, les perversions de plusieurs pays communistes, perversions que nous ne cessons de dénoncer et de combattre, sont établies.

(\*) La première version du chapitre « Vers le socialisme autogestionnaire » ayant donné lieu à des interprétations diverses, celle-ci a été ainsi modifiée.

Si le socialisme autogestionnaire, comme le communisme, ne peut s'édifier que sur les ruines du capitalisme, à l'issue d'un long combat qui passe notamment par la conquête du pouvoir d'Etat, le socialisme démocratique, à la différence, par exemple, du système de type soviétique, entend, lui, se protéger des excès redoutables de la bureaucratie par l'installation de contre-pouvoirs à la base (décentralisation, régionalisation, reconnaissance du pluralisme politique et syndical). Le socialisme autogestionnaire n'est pas la branche cadette du communisme. Non seulement il rejette la déification de celui-ci, mais il en combat toutes les tares. Cependant, il n'invoque jamais les excès communistes pour retarder ou affaiblir son combat contre les forces capitalistes, car là où se situe notre action l'adversaire est bien le capitalisme.

Le socialisme autogestionnaire est l'objectif final du parti socialiste, la seule voie sur laquelle il entend s'engager. Choisir cette voie, c'est récuser pour nous tout autre mode d'organisation économique et politique.

#### *Depuis 1971...*

Beaucoup de choses peuvent désormais dépendre de ce que deviendra et de ce qu'entreprendra le parti socialiste, comme à certaines époques beaucoup a dépendu de la Révolution française, du Printemps des peuples ou de la révolution d'Octobre.

L'espérance socialiste a resurgi du congrès d'Epinay, terme ultime d'une longue quête de l'unité.

La guerre froide et les coalitions parlementaires de troisième force avaient réduit de façon tragique l'influence du socialisme en France. La gestion des guerres coloniales avait fait le reste.

Le congrès d'Epinay a été précédé et préparé par le Mouvement des clubs, par les colloques socialistes des années 1960, par la formation de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste, par la campagne présidentielle de François Mitterrand en 1965. Coup sur coup, le nouveau parti socialiste a élaboré son programme « Changer la vie » à travers lequel on sent frissonner souvent l'esprit de mai 1968, opté pour une stratégie d'union de la gauche, pris une part décisive à l'élaboration du programme commun de gouvernement en 1972. François Mitterrand, candidat d'union de la gauche pour la seconde fois lors de l'élection présidentielle de 1974, a fait franchir un nouveau bond en avant au parti socialiste. Alors, des militants du P.S.U., petit parti protestataire né d'un refus courageux des guerres coloniales, des militants issus du monde syndical ou de la vie associative qui jusqu'alors, pour certains, s'étaient montrés réticents vis-à-vis du programme commun de gouvernement, voire de la stratégie d'union de la gauche, se sont sentis entraînés par l'ampleur du mouvement populaire et ont rejoint le parti socialiste. A partir du moment où le parti né du congrès d'Epinay était en passe de devenir la principale force de gauche, ils considéraient, à juste titre, qu'il n'y avait plus lieu de mener une action qui risquait de rester éternellement marginale. Mais surtout, depuis 1973, le parti socialiste a vu venir à lui de nouveaux adhérents qui n'avaient pas vécu à l'intérieur des organisations cofondatrices désormais fusionnées.

L'affirmation de la personnalité du parti socialiste, la rigueur de ses positions, la stratégie de l'union de la gauche lui valurent de constants progrès dans l'opinion publique et à l'occasion des diverses consultations électorales de 1973, 1974, 1976, 1977.

Les municipales de 1977 se traduisirent par une forte poussée de la gauche et notamment des socialistes.

Malgré la défection communiste en septembre 1977 à l'occasion de l'actualisation du programme commun de gouvernement, le parti socialiste devenait, en mars dernier, le premier parti de France. Dans la bourrasque déclenchée par le parti communiste, ce résultat n'était pas mince.

Mais l'espoir dans la victoire avait été très longtemps si tenace que la déception des militants socialistes et des hommes de gauche fut immense.

Pourtant les militants tinrent bon. Pourquoi fallut-il que certains responsables nationaux, et non des moindres, manquent au devoir élémentaire de solidarité envers l'œuvre accomplie ensemble ? et de chercher à l'« échec du parti socialiste » (alors qu'il s'agissait du torpillage de l'union pour le seul parti communiste) des raisons fallacieuses — l'absence du qualitatif, le chiffrage de nos propositions, le suivisme vis-à-vis du parti communiste, finalement l'« archaïsme », alors que la cause résidait tout entière dans la volte-face communiste, dont le parti socialiste doit tirer toute la leçon, non pour renoncer à l'union de la gauche, mais pour en devenir le détenteur le plus authentique.

Ce manque de solidarité, trait marquant de la vie de notre parti depuis le 19 mars 1978, a profondément désorienté les militants. De même ceux-ci se désespèrent des luttes de clans, des rivalités personnelles, attisées mais non inventées par la grande presse et la radiotélévision, alors que tout indique, sondages, mouvements d'opinion, élections partielles, que la popularité du parti reste extrêmement élevée. Aussi veulent-ils que le congrès de Metz soit un congrès de clarification, afin que le parti poursuive sa marche en avant.

#### *A quoi sert le parti socialiste ?*

Premier parti de France par le nombre de suffrages, premier parti par le nombre de ses élus locaux, fort de deux cent mille adhérents, parti le plus démocratique de France, encore insuffisamment organisé, encore faible par les moyens matériels qu'il a commencé de réunir au plan national comme au niveau départemental, ce parti n'en est pas moins porteur d'un projet fondamental.

Ce parti, héritier de l'ancien, né en 1905, est aussi un nouveau parti dont l'unification et le développement sont loin d'être achevés, un parti dont l'existence comme l'avenir demeurent encore incertains.

Avons-nous assez entendu répéter que mars 1978 était un rendez-vous de l'histoire et que, quoi qu'il se passât, rien ne serait plus après comme avant.

Si l'union de la gauche s'était maintenue après les élections municipales de 1977, elle aurait, à coup sûr, gagné les élections générales et nous serions aujourd'hui engagés dans un processus de construction du socialisme. Le parti socialiste aurait continué et continuerait à progresser dans le cadre de l'union. Sa fidélité à lui-même et aux engagements souscrits l'aurait conduit à dépasser le parti communiste encore plus qu'il ne l'a fait de mars 1977 à décembre 1978 dans un contexte conflictuel et hors du pouvoir. C'est cela que le parti communiste n'a pas voulu. Il dépend aujourd'hui des seuls socialistes que ce dernier soit obligé, par les faits, de revenir à l'union.

La stratégie de l'union est pour le parti socialiste une nécessité vitale. Elle est partie intégrante de son identité, condition essentielle de son développement. Elle résulte de l'acceptation de la rupture avec le capitalisme inscrite dans la charte d'Epinay. Elle repose sur une analyse de portée historique elle aussi : l'impossible relève socialiste est depuis des décennies la conséquence de la scission intervenue au congrès de Tours.

La division des forces populaires en deux camps rivaux et parfois violemment antagonistes a seule permis dans notre pays la perpétuation de la droite au pouvoir. Qui-conque accepte cet état de fait renonce à instaurer en France le socialisme. A la question : « A quoi sert le parti communiste ? », correspond l'interrogation symétrique : « Et le parti socialiste ? ».

Ce schisme funeste doit être dépassé et surmonté dialectiquement. Il appartient au parti socialiste de le faire.

Ce parti ne doit jamais se couper des masses ni jamais pactiser avec l'ordre établi. La stratégie de rupture, c'est tout à la fois une morale et une volonté politique.

Il ne peut y avoir de stratégie prétendument autonome du parti socialiste, car toute stratégie autonome devient stratégie de troisième force, c'est-à-dire abdication face au parti communiste, refus de se battre et de conquérir et ralliement au camp capitaliste.

Mais la stratégie d'union de la gauche, qui est exactement le contraire de la vassalisation vis-à-vis de toute force extérieure au parti socialiste, à commencer par le parti communiste, ne peut réussir que si le parti socialiste considère ses propres objectifs comme la finalité de toute son action. Cela suppose le renforcement continu du parti socialiste.

Le congrès de Metz n'a pour objectif ni de mettre sur orbite un candidat à la présidence de la République ni d'alimenter la chronique journalistique en quête de vedettes et de close-combat.

Le congrès de Metz doit poser le problème du devenir historique du parti socialiste et répondre, au moment où se poursuit l'élaboration du projet socialiste, à quelques questions fondamentales pour notre pays et pour notre société.

François Mitterrand, fondateur et fédérateur du nouveau parti socialiste, a raison de rappeler que, à travers le débat actuel et son orchestration par les *mass media* à laquelle certains responsables nationaux se prêtent, c'est la ligne d'Epinais qui est en cause. Les questions suivantes — la conquête du pouvoir d'Etat, le rôle du parti et de l'Etat dans la construction du socialisme, la pratique de l'autogestion dans l'élaboration et l'épanouissement du socialisme, la construction d'une Europe des travailleurs, indépendante des deux blocs, le rôle de la France dans le monde, c'est-à-dire en Europe et hors d'Europe, les nationalisations, la lutte contre les multinationales, les rapports du plan et du marché, le primat du plan, la semaine de trente-cinq heures, le refus de la crise comme fatalité, sinon comme contrainte dont il convient de se dégager, le refus de l'économisme et de l'idéologie dominante, qui, au nom des idées reçues, a toujours considéré tout forme nouvelle de redistribution du revenu comme dangereuse ou inepte et nié la possibilité de toute réforme de structure, la dénatalité comme élément de la crise de la société, oui ! ces questions sont de vraies questions. La nouveauté ne saurait consister dans la liquidation de sept années d'acquis. La seule vraie nouveauté doit être l'approfondissement et l'enrichissement de la ligne d'Epinais, car la victoire passe par la ténacité et la fidélité.

Les militants socialistes ne sont pas des apprentis serruriers qui s'efforceraient désespérément d'ouvrir une porte avec n'importe quelle clé. Les conquêtes de 1936 ont été précédées par un siècle de luttes du mouvement ouvrier, et Blum avait soixante-quatre ans lorsqu'il a accédé pour la première fois aux responsabilités du gouvernement. Le parti a vocation à intégrer les générations dans la continuité du même combat vers le même but.

Si le parti change, le parti est perdu. Son rôle historique sera terminé pour longtemps, sinon pour toujours. Si le parti persévère, personne ne peut dire quand surviendra la victoire, mais la victoire arrivera. La révolution se nourrit de constance et d'endurance. Il faut avoir conscience que la démarche du parti socialiste est de portée historique, sinon nous n'avons plus qu'à nous demander : à quoi sert le parti socialiste ?

A travers ses erreurs — et de taille, — à travers ses faiblesses parfois considérables, le parti communiste a pour lui d'avoir un grand dessein historique, que nous, socialistes, contestons vigoureusement, mais qui existe. Dans la dure confrontation qui nous oppose à lui, le parti socialiste se doit d'avoir lui aussi le souffle historique et d'acquiescer le sens de la permanence et de la durée.

### La dimension historique

La force du parti socialiste tient au fait qu'il représente les intérêts de classe de millions de Français victimes de la crise. Sa faiblesse pourrait provenir de l'hétérogénéité de son recrutement et de son électoral, du manque de patience de ses adhérents, de ses cadres, de ses dirigeants, de l'insuffisante formation de ses militants. Les mêmes qui croyaient que la pratique loyale de l'union de gauche réglait tous les problèmes ne doivent pas céder au découragement et considérer qu'il n'y a décidément rien à faire avec les communistes. Il y a quelque chose d'essentiel à faire avec eux, c'est de les ramener à l'union.

Pour réussir dans cette entreprise, le parti socialiste doit être lui-même, non pour s'isoler, mais pour s'adresser aux masses, pour prendre les masses à témoin de la nécessaire reconstruction de l'union, pour les faire, le moment venu, acteurs de la reconstruction de l'union de la gauche. Ce n'est plus, comme il y a vingt ans, le parti communiste qui convie les socialistes à l'union. C'est le parti socialiste qui appelle les communistes à refaire l'union. Ce renversement de position est de portée considérable, à condition que le parti socialiste maintienne coûte que coûte la ligne politique qu'il a choisie en 1971.

Oui ! nous referons d'autant mieux, et plus vite l'union que nous serons d'abord nous-mêmes, comme nous le répétons inlassablement depuis des années. Des progrès considérables ont été accomplis. Notre parti est sans conteste le parti le plus démocratique de France. Le fonctionnement et l'organisation se sont améliorés. Mais il faut faire mieux. Organisation et démocratie doivent aller de pair.

Entrons dans les entreprises et cessons de faire de notre développement dans le monde du travail un enjeu de pouvoir entre courants et sous-courants.

Organisons le recrutement du parti sur une vaste échelle, selon un plan et un calendrier.

Dotons-nous de moyens de presse à la hauteur de nos ambitions, notamment d'un quotidien, au lieu de nous demander, comme le font certains, si cela ne va pas renforcer le prestige du premier secrétaire. En fait, cela va renforcer le parti.

Créons une école de cadres pour relayer le travail remarquable entrepris par le secteur « formation ».

Invoquons les droits des femmes, mais surtout donnons-leur davantage de responsabilités à tous les échelons du parti et assurons des moyens plus importants au secrétariat à l'action féminine.

Enfin, améliorons le fonctionnement des rouages essentiels du parti. Décidons de réunir régulièrement par région les membres des commissions exécutives et si possible les secrétaires de section. Réunissons deux fois par an au plan national les premiers secrétaires fédéraux qui constituent l'armature du parti. C'est ainsi que dans le respect des courants nous homogénéiserons celui-ci.

*Oui à la synthèse, non à la confusion*

Le Congrès de Metz va constituer une étape décisive pour la vie du parti socialiste. Là aussi il est aisé de pressentir que plus rien ne sera comme avant. Le prochain congrès ne peut être un congrès pour rien, ni un congrès de routine.

Le débat doit être mené jusqu'au bout. Des hypothèses et des ambiguïtés doivent être levées qui finiraient par peser de façon redoutable sur l'organisation et la vie du parti.

Deux voies s'ouvrent (quel euphémisme !) au parti : l'une le conduirait vite, au nom du réalisme et de la connaissance des « lois économiques », à se rapprocher du régime pour devenir peu à peu sa roue de secours. Ce serait la mort du socialisme. L'autre voie est celle de la difficulté et du combat le plus rude, mais c'est aussi celle de la victoire. Elle seule peut nous conduire à travers mille risques et mille embûches au triomphe du socialisme. Entre ces deux voies, il n'en est pas de troisième, pas plus qu'il n'est de compromis ni d'arbitrage possible. A chaque responsable, à chaque militant de choisir.

Les questions de personnes sont secondaires, à preuve que sur des idées clairement exprimées tous peuvent se rassembler, *tous sans exception*. Mais, s'il existe des différences, il faut les présenter et les soumettre à l'appréciation des militants.

Nous demandons à tous ceux qui auront bien voulu lire cette contribution de la considérer comme un appel à l'unité et au renforcement de notre parti dans la nécessaire clarté.

## Nouvelle croissance et démocratie socialiste

Christiane Mora, membre du comité directeur.

La préparation de notre congrès national doit nous inciter à faire le bilan des objections et des critiques qui nous ont été faites, et à préciser les réponses que nous y apportons en fonction des choix fondamentaux qui sont ceux du parti socialiste.

C'est le sens de cette contribution qui s'inspire d'une réflexion collective menée, sur le thème de la « nouvelle croissance », tant au sein des commissions d'étude du parti qu'au travers de réunions avec des adhérents ou des non-adhérents au parti socialiste.

### I. — Il n'y a pas de modèle

Le parti socialiste se trouve engagé par son programme « Changer la vie », adopté en 1972 après une longue discussion et un effort important d'élaboration de la part de tout le parti. S'il se présente comme un programme de gouvernement, il exprime cependant de la façon la plus claire :

1) Qu'il s'agit d'atteindre, pendant la première législature d'un gouvernement de gauche, un seuil, un point d'irréversibilité qui marque la rupture avec la logique capitaliste d'un développement économique fondé

sur le développement de la consommation privée ;

2) Qu'il faut pour cela mettre en place les conditions politiques de la démocratie économique sans laquelle le socialisme n'existe pas. Cette visée démocratique tend à donner au producteur-consommateur responsable le droit de décider du contenu et de la finalité de son travail ; les moyens politiques à mettre en œuvre sont résumés dans la formule : « nationalisation, planification, autogestion ». En posant en principe qu'il faut donner à l'autogestion les *moyens* d'exister et de se développer, le parti socialiste renoue

avec le message et l'action du mouvement organisé des travailleurs de l'ère industrielle et refuse la déviation mortelle du léninisme et des expériences économiques qui s'y réfèrent.

Le programme commun de gouvernement de la gauche exprimait la même volonté. S'il est caduc en tant que contrat de gouvernement avec les communistes et les radicaux de gauche, les propositions de réformes fondamentales qu'il contient engagent toujours les socialistes parce qu'elles sont conformes à leur propre démarche (sans quoi ils ne l'auraient pas signé).

La démarche socialiste est donc parfaitement claire et nette dans son ambition. Elle s'inspire de la conviction qu'il n'y a pas d'expérience historique de développement économique réellement socialiste, qu'il n'y a pas de modèle et que tout est à créer. Elle pose en préalable qu'on ne pourra parler de nouvelle croissance que lorsque le ressort du développement économique cessera d'être la recherche et la réalisation du profit, et qu'il n'y a pas d'autre substitut au développement capitaliste que la croissance socialiste, celle où l'homme et la femme cessent d'être objets pour devenir sujets.

Or quelles sont les critiques fondamentales qui sont le plus souvent formulées à l'égard de la démarche socialiste ?

## II. — Pour la croissance socialiste

Les critiques les plus fréquentes à l'encontre du programme socialiste sont au nombre de trois ; il ne s'agit pas de critiques ou d'objections de détail, mais portant sur l'ensemble :

● Le programme socialiste serait un programme à court terme ; il ne correspondrait pas à une visée lointaine, bref il serait le fait d'une vision myope en matière de projet social et économique ;

● Le programme socialiste, défini en 1972, et n'ayant pu tenir compte de l'augmentation des prix de l'énergie et des matières premières, serait irréaliste dans les objectifs qu'il se donne en matière de pouvoir d'achat, d'emploi et de développement des entreprises ;

● Le type de croissance projeté par les socialistes serait, ou plutôt resterait « productiviste ».

Même si ces critiques viennent parfois de milieux politiques et philosophiques différents, elles ne sont pas contradictoires entre elles, ce qui doit nous inciter à les élucider.

La conception du développement économique qui inspire les propositions socialistes est inséparable de notre projet politique. Il est pour le moins paradoxal de prétendre que le projet politique défini par le nouveau parti socialiste est un projet à court terme : à moins que la volonté de rompre avec le mode de développement économique dominant, celui d'un capitalisme mondial qui n'a plus de libéral que le nom, soit une visée à court terme... A moins que ce renversement du rapport des forces en faveur du socialisme n'apparaisse si difficile, pour ne pas dire impossible, qu'il se perde totalement dans le lointain et ne soit même plus considéré comme un projet d'avenir.

Telle n'est pas l'analyse des socialistes français. En tant que parti, depuis huit ans, leur préoccupation principale n'est pas de savoir si le capitalisme est à l'agonie ou seulement malade : leur volonté est de le faire reculer dès maintenant partout où cela est possible, et de le battre dès que cela sera possible. Attendre d'être sûr de la victoire pour se battre expose, au contraire, à un inconvénient majeur : se condamner pour longtemps à rafistoler. C'est pour cela que l'analyse théorique et la formulation doctrinale ont été depuis huit ans au cœur de nos préoccupations, indissociables de notre action quotidienne, comme de la définition de nos mots d'ordre et de nos propositions concrètes. Serait-ce donc que le parti socialiste n'a pas suffisamment développé cette cohérence doctrinale entre sa volonté de

rupture avec le mode de croissance capitaliste et son action concrète ? Serait-ce qu'à l'occasion des luttes qu'il mène à tous les plans (ceux de la production, de la vie quotidienne, de la vie électorale et parlementaire), il s'est laissé aller à une rigueur insuffisante ?

Alors montrons mieux combien nos bases de départ se trouvent sans cesse vérifiées, comment l'emprise du capitalisme et du mode de consommation qu'il impose s'étend à tous les domaines de la vie des hommes, handicapant le présent et l'avenir. De plus en plus nombreux les travailleurs de tous les pays sont conscients du caractère insupportable de cette emprise ; la combinaison de la récession organisée et du gaspillage, dans un monde où les deux tiers de la population connaissent la misère, l'inégalité croissante des ressources et des revenus se nourrissant de l'inflation et des manipulations monétaires, la coexistence d'un chômage croissant et du travail-esclavage : voilà ce qui est de moins en moins supporté. Montrons donc encore plus clairement que ce qui est en cause, c'est le renversement du rapport des forces politiques, c'est le transfert de la décision au profit de la majorité des travailleurs à tous les niveaux. Soyons sans ambiguïté : il n'y aura pas de nouvelle croissance, peut-être plus de croissance du tout dans certains secteurs essentiels, en tout cas pas de changement dans le mode de développement économique sans cette victoire politique. *Il n'y aura d'autre croissance que socialiste* parce qu'il n'y a que l'instauration de la démocratie au niveau de l'entreprise, de la région, de la commune qui peut imposer une autre définition des besoins et changer le cours du développement économique. Cela demandera du temps ? Cette victoire ne sera pas acquise d'un coup ? Bien entendu, et c'est pourquoi la disposition la plus importante de ce point de vue que contenaient le programme socialiste comme le programme commun, et sur laquelle nous ne pouvons transiger, était l'idée de la consultation populaire démocratique intervenant au bout de cinq ans pour apprécier si l'action du gouvernement de gauche devait et pouvait aller au-delà. *Voilà ce qui différencie le volontarisme tous azimuts des petits groupes de notre volonté d'accorder le contenu et le rythme du développement économique avec la volonté de la majorité des travailleurs.*

Voilà aussi pourquoi les socialistes ne sauraient, sauf à se mettre en contradiction avec leur volonté autogestionnaire, formuler dès maintenant dans le moindre détail ce que devrait être le contenu de la croissance socialiste. Cette démarche n'aurait-elle pas été comprise des travailleurs que nous voulions convaincre ? Mais qu'est-ce donc qui les aurait amenés de plus en plus nombreux à nous rejoindre pour se battre avec nous, à voter pour nous et à abandonner peu à peu leur comportement abstentionniste ? Croyons-nous que c'est parce qu'ils préfèrent voir Jacques plutôt que Paul au Parlement ou à la tête d'une manifestation que les hommes et les femmes, au nom desquels nous prétendons parler, se mobilisent ? Tant qu'ils verront le parti socialiste résolu à suivre son chemin, ils lui maintiendront une confiance accrue ; lorsqu'ils le verront douter, hésiter sur le maintien de cette démarche, ou encore trancher souverainement que tel secteur économique est « rentable » et tel autre pas, ils lui mesureront cette confiance.

Soyons en tout cas certains que les forces du capitalisme pas plus que le conservatisme léniniste ne s'y sont trompés, eux : ils ont parfaitement compris à quel point l'engagement des socialistes porte loin et de quelle conséquence il est pour l'avenir proche et lointain de leur pouvoir. Ils ont parfaitement saisi que nous avions un projet à long terme et ce qu'il signifiait. Ils ont donc agi pour empêcher la victoire dans notre pays d'un gouvernement de gauche dont le projet était d'instaurer, pour la première fois dans l'histoire, l'alliance de la démocratie et du socialisme, parce qu'ils savent que notre réussite ébranlera

fatalement leur double domination. Ils ont seulement réussi à reculer l'échéance, mais ils disposent de quelques moyens pour que notre résolution soit moins forte. C'est ici que nous retrouvons les deux autres critiques fondamentales faites à notre programme.

## III. — Socialisme et croissance

Le doute pourrait s'introduire dans les rangs socialistes par deux portes opposées, mais qui, ouvertes en même temps, provoqueraient un courant d'air destructeur.

D'un côté, nous serions des irréalistes incompetents, incapables de mesurer les contraintes liées, en particulier, à l'augmentation du coût de l'énergie et des matières premières. De l'autre, nous ne rêverions pas assez et serions incapables d'échapper à l'emprise morale et intellectuelle de la société de consommation capitaliste, donc de sortir de l'ornière « productiviste » (qui s'étend aussi bien aux économies de type soviétique). Dans l'absolu, il y a naturellement une grande vérité de bon sens dans ces deux mises en garde : si la myopie incite à une politique économique au jour le jour, l'hypermétropie et la gêne qu'elle entraîne pour y voir clair de près peuvent inciter à négliger les réalités qui sont à nos pieds. Le plus étonnant est de retrouver ces deux sortes de critiques réunies dans un même discours.

Si les socialistes, pour être pris au sérieux (par qui ?), devaient envisager à terme un mode de développement économique qui tienne compte d'abord des coûts croissants de l'énergie et des matières premières considérés comme contraintes, dont il faut s'accommoder au mieux, ils seraient en premier lieu particulièrement inconséquents : pourquoi réclamer, en effet, la « décolonisation économique » des pays du tiers-monde, ce qui signifie le droit pour ces pays, et pour une période indéterminée, de « monnayer » au mieux les seules richesses dont ils disposent ? En second lieu, ils se retrouveraient inévitablement conduits à ne pas envisager de maintenir les activités industrielles grosses consommatrices d'énergie (industries extractives et de première transformation des métaux, industries chimiques, pétrochimiques et de fabrication d'engrais) ou celles qui impliquent une forte consommation d'énergie dans l'avenir (automobile). Si l'on se place de ce point de vue, on est conduit à définir une politique industrielle qui, mises à part les déclarations d'intention et les attendus, se rapproche de la division internationale du travail et du mode de développement économique que nous voyons se mettre en place à l'heure actuelle, en France en particulier. La démarche des socialistes est fondamentalement différente. Elle se situe dans une perspective européenne pour la négociation avec les pays en voie de développement de nouveaux contrats d'échanges à long terme ; elle s'appuie sur une politique de lutte contre le gaspillage (recyclage et économies d'énergie) dans le domaine de la production industrielle, des transports, de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme : qui ne voit que les réformes des structures que nous proposons sont, sur tous ces plans, la condition de la réussite ? Qui ne voit, par exemple, que le développement de transports en commun diversifiés, bien articulés, d'accès facile et confortables (donc une autre conception de l'urbanisme) conditionne la révolution des mentalités vis-à-vis de l'usage quotidien de l'automobile individuelle ?

Sans doute des transformations de l'appareil de production industriel, en particulier, s'imposent-elles ainsi que le développement de secteurs nouveaux : ce ne sont pas les socialistes, qui dénoncent la domestication de la recherche au gré des intérêts des firmes multinationales, qui diront le contraire. Mais nous ne pouvons admettre ni de rejeter vers les pays en voie de développement les industries de « base » (qui ne seront d'ailleurs pas moins polluantes et gaspilleuses d'énergie là-bas qu'ici) ni de contribuer à une spécialisation économique des pays industrialisés qui contribuerait

seulement à leur conserver la suprématie mondiale.

Faudra-t-il qu'un gouvernement de gauche, dans un pays comme le nôtre, accepte de produire cher, pendant un temps, des produits de consommation courante et des biens d'équipement dont la nécessité sera reconnue démocratiquement ? Beaucoup s'accordent à le dire. Les socialistes diront plutôt que le choix doit rester possible, au niveau national ou régional, entre la rigueur financière et d'autres choix qui peuvent apparaître plus importants, et donc prioritaires (maintien ou création d'emplois dans la région, par exemple).

#### IV. — Sommes-nous « productivistes » en disant cela ?

Remarquons d'abord qu'il y a des nuances et des degrés dans la critique qui nous est ainsi faite. Elle peut être le fait de ceux qui condamnent en bloc la société industrielle, la technicité, le développement des échanges et de la communication : tel n'est pas le choix des socialistes, car le défi que nous entendons relever c'est de trouver la réponse aux besoins sociaux qui sont ceux des travailleurs de l'âge industriel, c'est de libérer l'homme des contraintes du travail et de contribuer, par le développement de son temps libre, à son épanouissement.

En dehors de ce cas extrême, il faut bien dire que la signification du terme « productivisme » n'est pas claire. Si l'on considère les écrits qui ont été produits à ce sujet, on croit tout d'abord comprendre que le « productivisme » qualifie aussi bien les projets économiques de la droite que ceux de la gauche ayant tous pour objectif l'expansion permanente ; en bref, les propositions socialistes comme le programme commun ne constituent pas une remise en cause suffisante du mode de production et de consommation capitalistes. Notre attention se trouve donc d'autant plus sollicitée que l'amalgame avec la politique économique de la droite pouvait prêter à confusion : céder au « productivisme » signifie manquer de rigueur dans la lutte contre le capitalisme et l'accumulation de biens qu'il implique.

Or ceux qui s'efforcent ainsi à la théorisation de la nouvelle croissance et qui se réclament en même temps de préoccupations identiques à celles des socialistes admettent que, dans les premiers temps de la prise de pouvoir par la gauche, l'expansion restera l'instrument indispensable de la lutte contre les inégalités sociales sur le plan national comme international, et même la condition d'installation de l'autogestion. Mais alors pourquoi dire que le programme commun, qui est précisément un programme de législation, correspondant à la première phase de l'exercice du pouvoir par la gauche, se trompe en prévoyant un développement de la production ? Par ailleurs, s'il s'agit de mettre en place la lutte contre les gaspillages, le recyclage des produits, la production de biens durables et réparables, les économies d'énergie par des réformes de structures, le recours aux énergies renouvelables et nouvelles — bref le ménagement des ressources naturelles, préoccupation capitale et légitime, comme la mise en place d'un autre mode de consommation, — cela doit intervenir dès les premiers mois d'un gouvernement de gauche.

Le parti socialiste, en prenant à son compte dès 1972 ces revendications, qui sont celles des associations de consommateurs et des écologistes en particulier, montrait en même temps que ce qu'elles dénoncent est le fait non pas d'une fatalité des sociétés industrielles, mais de la société de consommation capitaliste. Nous considérons comme une évolution positive cette prise de conscience croissante de la part de ces groupements : « Allons-nous maintenant reculer et, au moment où ils nous rejoignent de plus en plus nombreux dans notre combat, leur donner l'impression d'abandonner la lutte contre la société marchande capitaliste pour

le combat contre un « productivisme » anonyme ? »

Le refus de la société de consommation actuelle comme l'aspiration à la qualité de la vie rejoint le refus socialiste de ne voir en l'homme qu'une somme de besoins matériels : cela est vrai de la revendication écologiste comme de celle de la réduction du temps de travail, ni plus, ni moins. Mais satisfaire l'une comme l'autre suppose que l'on définisse les moyens d'y atteindre. *Alerter l'opinion sur les choix fondamentaux, les choix de société, ne dispense en aucun cas des socialistes conséquents de montrer dans quelles conditions ces choix pourront intervenir.*

Prenons l'exemple de l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins industrielles. Les socialistes se sont refusés à la condamner en tant que technologie, mais ils se sont refusés, par contre, aussi à ce que cette utilisation implique des contraintes écono-

miques (l'obligation de trouver à tout prix des débouchés industriels ou autres à l'électricité que l'on produirait alors en quantités énormes et continues), écologiques et politiques irréversibles. C'est pourquoi nous disons qu'il ne s'agit pas d'un choix technique, mais de société, politique. C'est pourquoi aussi, tout en mettant au point un plan intérimaire de recours aux énergies fossiles et aux énergies renouvelables entre autres, nous avons dit que ce choix supposait, d'une part, un débat démocratique et prolongé sanctionné par un vote politique de tous les citoyens, d'autre part, l'appropriation collective et le contrôle par les travailleurs des entreprises du « cycle du combustible nucléaire » dans leur ensemble. Les nationalisations prévues par le programme socialiste, parce qu'elles permettent l'autogestion, sont, avec l'existence d'une majorité gouvernementale de gauche, la condition d'un mode de développement économique nouveau.

## Et maintenant, que faire ? rester socialiste

Arthur Notebart (député-maire de Lomme, président de la Communauté urbaine de Lille, membre du comité directeur).

Dire ce que l'on pense.

Agir pour faire ce que l'on dit.

Au moment de la préparation de son congrès ordinaire, le parti socialiste se trouve confronté à la fois aux conséquences d'un échec et aux responsabilités d'un espoir.

L'échec est celui connu par le programme commun en mars dernier. Au-delà de l'analyse des causes, il importe maintenant d'avancer des propositions quant à la stratégie que le parti socialiste doit tenir face à ses principaux partenaires.

L'espoir s'alimente de la confiance que les Français, toujours plus nombreux, portent au parti socialiste dans les consultations électorales. Mais cette confiance lui confère aussi des responsabilités croissantes ; la première serait de ne pas tomber dans les pièges tendus par le pouvoir.

Le combat politique du P.S. et son nécessaire débat interne ne doivent, à aucun moment, pouvoir être comparés aux luttes de clans ou de personnes qui agitent les défenseurs d'un régime qui aurait fait son temps si la gauche avait su s'unir.

### I. — La rupture avec le capitalisme

L'affirmation de sa nécessité est un simple rappel de la raison d'être du parti socialiste ; le problème des socialistes aujourd'hui n'est donc pas de savoir s'ils sont pour ou contre la rupture avec le capitalisme mais s'il réside dans la nature de cette rupture.

Le terme même de crise du capitalisme ne doit pas induire les socialistes en erreur : il ne s'agit pas de simples difficultés économiques mais bien d'une mise en cause globale de la société reposant sur les valeurs capitalistes.

Les réponses strictement économiques s'avèreraient du même coup insuffisantes.

La nationalisation est nécessaire au processus de socialisation dans la mesure où elle enlève la propriété aux intérêts privés, mais elle ne constitue pas à elle seule le passage du capitalisme au socialisme.

La « dépropriation » doit s'accompagner d'une nouvelle répartition des pouvoirs économiques dans le sens de la décentralisation et, surtout, de la prise en compte par la collectivité de grandes décisions économiques.

C'est en ce sens que les socialistes doivent s'affirmer à la fois autogestionnaires et collectivistes.

LE PARTI N'A PAS POUR MISSION DE FOURNIR DES MINISTRES AU PAYS.

Dire et redire non à la collaboration avec la droite. Mais chaque fois que le parti socialiste, personnifiant la classe ouvrière, accepte des responsabilités, ce doit être en vue de l'amélioration du sort des travailleurs.

Il doit en être de même pour le candidat à la présidence de la République. A ce sujet, il importe de préciser au préalable son rôle, sa mission.

### II. — L'Europe

Le parti a défini sa position en ce qui concerne l'Europe lors du congrès de Bagnolet ; il importe, à quelques semaines des premières élections européennes au suffrage universel, de la préciser :

— parce qu'élu directement par tous les citoyens de pays d'Europe la nouvelle Assemblée européenne aura une tout autre légitimité que celle de Strasbourg ;

— parce qu'au moment de la signature du traité de Rome trois des neuf pays actuellement membres de la C.E.E. n'y étaient pas engagés, il serait illusoire de prendre le traité de Rome comme seule référence ;

— parce que le capitalisme lui-même a su, depuis longtemps, faire son Europe, celle des marchands et des profits.

La lutte des socialistes doit être européenne, c'est-à-dire par la construction de l'Europe, qui permettra de lier entre elles les classes ouvrières.

Le traité de Rome ne peut ainsi être considéré comme l'aboutissement de la construction européenne mais comme le début de réalisation d'un idéal que les socialistes ont toujours su défendre.

Vouloir construire l'Europe, c'est donc savoir qu'il y aura transfert de certains pouvoirs nationaux au niveau européen.

### III. — L'union de la gauche

Il ne sert à rien de refaire l'histoire. Pourtant, il faut toujours tenter d'en tirer les conséquences.

Une fois de plus, la gauche s'est désunie avant d'accéder au pouvoir ; on peut se demander quelles déceptions et quelles rancoeurs elle aurait provoquées si la rupture avait été consommée après et non avant les élections.

## QUELLES CONSEQUENCES EN TIRER ?

— Le programme commun n'a pas suffi à unir le P.S. et le P.C. parce qu'il laissait de côté trop de divergences de fond entre les partenaires et en tout premier lieu le problème international, qui semble de plus en plus avoir été la vraie raison de la rupture de septembre 1977 ;

— l'union de la gauche est une nécessité trop impérieuse pour la laisser se défaire au gré des intérêts d'un seul des partenaires.

*Le parti doit dire* qu'un programme commun n'est plus concevable tant que le P.C. s'alignera systématiquement sur l'U.R.S.S. (dernier exemple : le Vietnam).

Les principes généraux du parti doivent être : oui pour l'union ; mais, pour cela, il faut une trêve, un pacte de non-agression, un arbitrage.

*Le parti doit mener* le dialogue idéologique. Même si aucune espérance n'apparaît dans l'immédiat pour l'unité ouvrière, il importe de situer les divergences chaque jour. Cela

n'exclut pas des actions ponctuelles avec les partenaires de gauche.

*Le parti doit rester* — quelles que soient les décisions de nos partenaires — fidèle à un principe : discipline républicaine.

Au premier tour, on choisit ; au deuxième, on élimine.

## CONCLUSION

S'il y a accord là-dessus entre socialistes, où sont alors nos divergences ? Où sont les hommes de droite du parti ? Où sont les hommes de gauche ? Cela relève de débats ridicules.

*Le parti doit faire confiance à la classe ouvrière*, elle saura être juge. Le parti ne fera pas la politique du pire ; le tout ou rien n'a jamais été un objectif de combat pour les travailleurs.

Plus que jamais : organisation, éducation, action.

*Restons nous-mêmes* : ni politique de collaboration ni fausse politique d'union.

# Maintenir pour conquérir

Augustin Laurent, Jacques Piette, Ernest Cazelles.

Cette contribution veut être mise au compte des efforts de synthèse qui doivent être poursuivis avant le prochain congrès du parti. Elle ne couvre aucune ambition ni arrière-pensée.

L'histoire du travail manufacturier s'étale sur deux siècles à peine. Celle du mouvement des travailleurs organisés, sur moins de cent ans. C'est peu au regard de l'histoire de l'humanité. Mais déjà il n'est pas nécessaire de torturer l'une et l'autre pour les faire parler. A l'évidence, chaque moment d'unité correspond à une avancée de la condition ouvrière vers plus de liberté, de pouvoir social et de sécurité.

Réciproquement, tout instant de division introduit une parenthèse qui, elle, marque une régression dans le statut des travailleurs. Certes, la durée ou la profondeur de la division n'est pas étroitement proportionnelle aux reculs, du moins cette observation est-elle une constante.

Dès lors, le devoir du militant d'aujourd'hui est tracé sans équivoque.

Il paraîtra présomptueux à certains, dérisoire à d'autres, que des hommes, militants à part entière parce que leur engagement ne date pas d'hier, qui n'ont jamais dérogé à la discipline, appelé à l'unité interne du parti, alors qu'ils ont pris leur large part dans les combats et affrontements antérieurs et intérieurs. C'est que, à leurs yeux, la vraie, la seule division confirmée par l'histoire (mars 1978) c'est celle de Tours et que son règlement ne dépend pas de nous.

## Dénoncer les illusions

Un peu plus de deux points d'avance consacrent en ce moment notre avantage électoral sur le parti communiste. Qui peut croire que cette avance, devant nos divisions, pourra être maintenue et renforcée ? Le parti communiste n'est pas menacé, quoi que l'on pense de son vieillissement et de ses querelles internes, du moindre éclatement, voire de la moindre érosion. Les résultats des cantonales et des législatives partielles récentes sont suffisamment contradictoires pour être explicites. Ils montrent assez que le parti communiste, ayant conservé sa structure autoritaire, son alignement en ordre de bataille, même si elle est moins spontanée qu'hier, demeure le P.C. Mettre en évidence nos seules querelles internes, c'est lui rendre la tâche facile qui consiste à attendre notre propre régression. Le discours euphorisant de l'année 1978 avant mars (nous ferons 30 % des voix) que certains reprennent aujourd'hui en direction des élections européennes, oubliant à la fois les leçons de l'histoire, les chiffres et les résultats de leurs propres fédérations, a perdu son caractère mythique. Il faut restituer notre combat, pour reprendre notre marche en avant.

Les militants, au nom de qui nous déposons notre contribution, ont consacré leur vie, avant, pendant et depuis Epinay au service du mouvement des travailleurs. Cela ne leur donne aucun droit, mais cela leur crée des obligations.

## Affirmer nos prétentions

Sachant que leur expérience, à l'image de toutes les autres, n'est pas transmissible, ils savent aussi ce qu'était la condition ouvrière au début de ce siècle, ce qu'elle est devenue aujourd'hui, même quand elle côtoie l'enfer du chômage. Ils savent la part de notre parti dans cette évolution.

Ils veulent donc dire que la querelle, réforme ou révolution, est une fausse querelle, un trompe-l'œil. Que seule la dernière réforme, selon le mot de Léon Blum, est révolutionnaire.

Ils veulent rappeler que l'illusion du « grand soir », cher à Georges Sorel, a laissé les travailleurs démunis et rappeler aux puristes que moins de 27 % de la population active est syndiquée et que les gros bataillons sont dans la fonction et les entreprises publiques, c'est-à-dire bénéficiaires d'un système de protection relative.

Ils veulent dire que certains mots d'ordre sur la régionalisation et la décentralisation seraient davantage crédibles si le parti en donnait l'exemple au-delà du discours dominical.

Mais ils veulent dire aussi que la direction du parti doit être confortée et non combattue comme telle. Cessons la bataille des « bous émissaires » et des vieillissements prématurés. Qui se souvient de l'âge de Léon Blum en 36 ? François Mitterrand aurait-il démé-

rité alors même qu'en juillet 1978 le comité directeur, unanime, approuvait une déclaration écrite qui l'engageait autant que ceux qui l'approuvaient ? Ils veulent dire que la rupture avec le capitalisme n'est pas une invention née à Epinay, que les socialistes le disent depuis qu'ils sont organisés et que cette rupture s'exprime par des actions précises. Elle commence par la conquête aussi complète que possible des pouvoirs là où ils sont. Sinon pourquoi notre présence dans les mairies, les conseils généraux et les régions ? Elle continue par la conquête du pouvoir central politique. Ils savent que les nationalisations ne sont pas nécessairement celles qui ont été prévues en 1972, mais que l'appropriation sociale la plus large est le début de la rupture. Que le plan et la réduction massive de l'horaire de travail en sont les conditions complémentaires, mais ils veulent dire aussi que le productivisme et l'économisme ne sont pas tout le socialisme.

## Affirmer notre place dans le monde

Ils veulent dire que l'ultra-chauvinisme qui nous guette, et que certains défendent implicitement comme la tentation de la révolution dans un seul pays, est en contradiction fondamentale avec la mondialisation de nos échanges, le maintien du pouvoir d'achat des travailleurs, le poids étrié de nos ressources propres et les besoins de notre économie.

Ils veulent dire que l'universalisme de notre doctrine commande que nous défendions sans réserve ni rature, mais avec le désir d'en faire plus, notre programme de Bagnolet sur l'Europe.

Ils veulent dire aussi que l'Europe des travailleurs, si le mot sonne bien à l'oreille, appelle une infiniment plus grande précision sur nos intentions réelles. Celles-ci ne peuvent être qu'ambitieuses dans un monde chaque jour plus complexe et que les chocs technologiques bouleversent sans arrêt. Les attitudes figées, simplificatrices, n'apporteront pas l'adhésion populaire parce qu'elles seront chaque fois démenties. L'Europe n'est pas une fin en soi. Elle est un pas en avant, conforme à l'histoire et à notre objectif traditionnel d'un gouvernement mondial.

## Nos relations avec le parti communiste

Ayant rappelé les conditions de notre unité interne dans le combat du moment, ils disent encore, ces camarades disciplinés et qui n'ont pas découvert le socialisme depuis 1971, qu'ils ont écrit des chapitres unitaires avec le parti communiste et les radicaux. De ceux-ci, ils connaissent la faiblesse doctrinale et les faiblesses humaines. De ceux-là, ils savent l'armature doctrinale osseuse, le caractère dominateur et sûrs d'eux-mêmes. Ce qui ne doit pas conduire les socialistes à renoncer à l'unité profonde des masses populaires, gage du renversement du pouvoir actuel et de la domination du capitalisme national et international. Mais les querelles de la gauche, encouragées par les habiletés du pouvoir en place, doivent être placées en hibernation.

## Un pacte de non-agression pour une stratégie de l'union de la gauche

Le parti est prêt à prendre l'initiative d'un pacte de non-agression s'efforçant en premier lieu de régler le contentieux des niveaux des plus humbles (communes, par exemple) et de les prévenir au niveau supérieur de la politique du pays. Les travailleurs jugeront sur pièce de la volonté d'union des uns et des autres.

Alors un débat portant à la fois sur les voies de passage au socialisme, le contenu idéologique des luttes menées ensemble, permettra de mesurer la volonté d'indépendance nécessaire pour chacun d'entre nous à l'égard des grands blocs qui dominent le monde. Cette mise à jour permettra à la gauche l'élaboration d'une plate-forme commune

définissant les conditions de leur vie en commun.

Malheureusement, la leçon actuelle du Vietnam ne permet guère de nourrir d'illusions prématurées. Mais si l'union de la gauche, qui reste notre objectif mais qui reste surtout l'espérance du peuple des travailleurs, est une nécessité historique, l'unité des socialistes reste le meilleur outil pour la forger.

C'est pourquoi le parti doit faire un effort pour rester lui-même en sauvegardant les différences des courants qui le traversent, mais laissant à la majorité qui le dirige le soin de gommer les différences, réduites au point qu'elles ne servent plus d'armes aux *mass media* et rendront à nos militants l'enthousiasme un peu rafraîchi par les rafales qui nous secouent.

## Notre vie intérieure

Le fonctionnement intérieur du parti n'est pas parfait. L'a-t-il jamais été ? Et comment pourrait-on exiger de lui une structure pyramidale quand il se réclame de l'auto-gestion ?

Notre unité s'est constituée en 1905 sur une base fédérale et l'autonomie de nos fédérations. Elle s'est confirmée en 1921 quand les minoritaires d'alors se sont dressés contre le centralisme démocratique et l'impérialisme léniniste. Epinay n'a pas changé notre nature profonde.

Nos hommes ne sont pas parfaits ? Qui en a jamais douté ? Nous sommes venus au parti librement, nous entendons y rester librement dans une discipline librement consentie, dans le respect de nos différences. Certes, l'Europe, la conception de l'union de la gauche, sont des problèmes qu'il ne faut pas mésestimer. Mais que l'on permette aux hommes de notre génération, qui ont donné beaucoup à la lutte en faveur de l'Espagne républicaine, beaucoup à la Résistance, beaucoup au socialisme organisé et surtout dans l'adversité, de dire qu'il y a assez à faire contre le pouvoir en place pour éviter de nous disputer sur des comportements personnels ou sur des problèmes de vocabulaire qui peuvent passionner quelques esthètes du socialisme, mais qui lassent nos militants et l'opinion.

L'union de la gauche n'a pas pu se faire parce qu'elle était bâtie sur des équivoques et que celles-ci n'ont pas été levées en temps utile. L'unité interne du parti, gage de son succès, vaut bien que la majorité actuelle en oublie quelques-unes qui lui sont propres et néglige des antagonismes plus épidermiques que profonds.

## Conclusions

Une contribution n'est ni un message ni un programme. Celle-ci se veut témoignage, et donc un « rappel ».

En 1936, le parti socialiste était le premier des partis de France (plus de 300 000 membres) ; le premier parti dans le Parlement ; il était majoritaire dans les syndicats unifiés de la nouvelle C.G.T. Le gouvernement de Front populaire, dirigé par les socialistes et un chef sexagénaire, avait apporté aux travailleurs unis, au-delà de leurs états-majors, des satisfactions espérées depuis longtemps et enfin acquises.

Trois ans plus tard, le parti était au bord du désastre, abandonné par ses militants, atomisé par ses divisions. La clandestinité lui a rendu ses lettres de noblesse et sa pureté militante.

Aucune leçon n'est jamais bonne à dire. Par précaution, nous en laisserons le soin à Jaurès : « *C'est en allant vers la mer que le fleuve est fidèle à sa source.* »

La mer : c'est le recrutement, la formation, l'éducation politique, l'innovation.

Le fleuve : c'est notre organisation, notre direction, notre stratégie.

La source : c'est le peuple même de ceux qui sont venus vers nous et qui nous voient comme nous sommes, faiblesses et forces confondues, mais capables de nous unir pour maintenir et de maintenir pour conquérir.

# Faux problèmes et vrais débats

Roger Quilliot (sénateur-maire de Clermont-Ferrand, membre du comité directeur).

Voici dix mois, nous avons connu à la fois l'échec et le succès. L'échec de l'union de la gauche, imposé par nos partenaires communistes ; le succès du P.S., placé pour la première fois depuis quarante ans à la tête de tous les partis politiques français.

Il ne dépend pas de nous seuls de refaire durablement l'union de la gauche ; mais il dépend de nous, de notre unité, de notre clarté, de consolider le rôle préminent de notre parti : l'histoire de la France pourrait s'en trouver pour longtemps changée. Unité, clarté, exige qu'on évacue les faux problèmes pour aborder les vrais débats.

Faux problème que celui des responsabilités : responsabilité de qui ? de quoi ? de l'échec ? du succès ? Seul le CERES a présenté, de façon molle et floue, des appréciations différentes. Pour moi, malgré quelques légères divergences de détail, je me sens totalement solidaire des décisions prises.

L'élection à la présidence de la République ? Nous avons tout le temps d'y penser. Le meilleur candidat sera celui qui portera plus avant les couleurs du P.S., le reste nous étant donné de surcroît.

La ligne d'Epinay ? Personne ne la remet en cause. Ceux qui en seraient tentés savent trop bien que ce serait céder au P.C. une bonne part du terrain conquis. L'intérêt bien compris de la gauche et de la démocratie suppose l'existence d'un parti socialiste prêt non au compromis mais à la relève. Nous devons être le recours.

La social-démocratie ? Si j'étais Scandinaave, j'en serais. Mais nous ne possédons ni l'infrastructure syndicale nécessaire (la charte d'Amiens est passée par-là), ni la puissance coopérative, ni la tradition historique. Si donc là n'est pas notre voie, cessons de dauber sur des partis dont l'assise ouvrière est sans commune mesure avec celle des partis français ; n'acceptons pas davantage que le mot soit récupéré par la droite française, qui est, après tout, la sœur ou la proche cousine de M. STRAUSS, de Mme THATCHER, lesquels n'ont pas de mots trop durs pour vitupérer le Labour Party ou le S.P.D. La social-démocratie a ses faiblesses, mais elle a aussi ses forces. Nous gagnerions à récuser les unes, à imiter les autres ; mais peut-être sont-elles l'envers et l'endroit d'une même formule propre à l'Europe du Nord. Quant à la « gauche américaine », je la tiendrai pour la dernière invective d'une bonne plume dont les mots dépassent souvent la pensée.

Reste « la rupture ». Ah ! le joli mot que voilà ! La belle occasion de rompre ! Disons tout de suite que le vocable n'est pas heureux. Rupture d'une canalisation de gaz ou d'eau, et c'est l'explosion ou l'inondation ; rupture d'un amour, et c'est le désespoir ; rupture de l'union de la gauche... ! Admettons que la rupture d'avec le capitalisme serait une joie. Quand se fait la rupture ? demandent les uns. Pour le savoir, il nous faudrait un modèle, d'Est ou d'Ouest ; or de modèle point. Tournons-nous vers le passé. Quand s'est faite la rupture entre féodalité et capitalisme ? Marx se garde bien de la fixer : il sait trop son histoire. Quand meurt la royauté absolue ? A la Bastille, la nuit du 4 août ? le 21 janvier 1793 ? Et si c'était tout bonnement en février 1830 ? Mais ce n'est pas de cela qu'il s'agit, m'assure-t-on : tout le problème est de savoir si, une fois au pouvoir, il faut appliquer en rafales les réformes promises : c'est l'évidence, ainsi fit-on en 1936. Mais cela prendra du temps : c'est non moins évident ; voyez 1945. On vote les réformes d'urgence ; il faut au mieux un an pour

les appliquer et des années pour que les mentalités se transforment, tout le monde sait cela. La « rupture, me dit un autre, c'est l'impossibilité d'un retour en arrière » ; qu'on me permette de sourire. 1936, était-ce la rupture ? Non, bien sûr. 1945, pas davantage. Le programme commun l'aurait-il été ? Sans doute. Et pourquoi cela, je vous prie ? Parce que les nationalisations, etc. Oublierait-on que nous nous sommes engagés à l'alternance démocratique et qu'il est tout un art de vider les réformes de leur contenu.

Bon, j'en termine. La rupture, je ne sais pas ce que c'est. A la limite, c'est de l'histoire en rétrovision. Mais si d'autres le savent, tant mieux pour eux. Je ne me battra pas sur un point de théologie. Laissons les mots en l'état ; l'histoire nous mettra d'accord.

Et le marxisme, que devient-il ? Ni plus ni moins qu'hier. Pour ceux qui l'ont lu. (qui ne sont pas légion et dont je m'honore d'être), c'est un excellent objet d'étude et de réflexion. Un guide ? c'est selon. Il en est de Marx comme de la Bible, on y trouve tout et son contraire : il y a Marx de Rubel et celui d'Althusser, le Marx de Lefebvre première manière et celui de Lefebvre deuxième manière, etc. Et comme nous ne sommes portés ni aux exégèses ni au catéchisme, disons que c'est une de nos sources, la plus féconde peut-être, mais non la seule. Jamais le marxisme n'a figuré comme référence majeure dans les statuts de la S.F.I.O. Et l'on en est encore à débattre si Jaurès fut ou non marxiste... Irions-nous en trancher au moment où les chrétiens commencent à se sentir à l'aise dans notre parti ?

Al-je fait le tour des faux problèmes ? Sûrement pas. Pour qui cherche des raisons d'affrontement, il en est légion et l'on peut faire confiance aux imaginations échauffées. J'oubliais l'Europe. C'était hier un vrai débat ; nous avons approuvé unanimement le texte dit de MONTPELLIER. C'est devenu aujourd'hui un faux problème. Jusqu'au revoir...

\*\*\*

Alors ? Alors, il reste des problèmes très sérieux à débattre. Le premier d'entre eux, celui qui hante les militants depuis un an, c'est tout bêtement : « Comment, dans le cadre de la stratégie d'Epinay, l'emporter si le P.C.F. ne le veut pas ? » Ou encore : « Comment faire qu'il ne puisse pas ne pas le vouloir ? » Ou, si l'on veut aller plus loin : « Comment le maintenir dans l'alliance sans être entraîné là où nous avons les meilleures raisons de ne pas vouloir aller ? » Je l'avoue : je n'ai pas de réponse toute prête. Je sais seulement que si l'on me demandait de faire semblant d'adopter des positions voisines de celles du P.C.F. pour lui complaire, je m'y refuserais comme Blum l'avait fait à Tours. Mais personne, me semble-t-il, n'y songe. Mon avis, bien modeste, est qu'il nous faut tenir bon, sans dévier, sur la voie tracée, en restant à l'écoute des Fran-

çais, en dépouillant tout préjugé, toute phraséologie inutile. Rien de nouveau, quoi !

Il faut parler de la crise (car telle est l'obsession première des Français), en donner une analyse, une explication, avec modestie. Le chômage, l'inflation, voilà les deux fléaux du moment, ceux auxquels les travailleurs attendent une réponse, des solutions. Nous ne devons être ni des docteurs-tant-pis ni des docteurs-tant-mieux (car les Français ne sont plus des enfants, ignorants de tout), ni des semeurs d'illusion, ni des exploités du désespoir. Nous devons présenter des solutions à double détente, susceptibles d'une part d'apporter un soulagement rapide et d'autre part de s'inscrire dans une transformation à long terme. Le programme commun avait été conçu avant la crise ; il était le fruit d'un compromis. Nous ne saurions le renier ; mais, l'histoire étant ce qu'elle est, nous devons éviter que le pulmonaire ne meure d'anévrisme rompu — ou, si l'on préfère, que les habitants de la France capitaliste n'étouffent de la crise avant que, par hypothèse, le capitalisme ne meure de sa belle mort. N'est-ce pas d'ailleurs le combat que mènent les syndicats, les municipalités ? Mais, ils battent continuellement en retraite, sans que pointe la contre-offensive espérée, dont il nous appartient d'être les organisateurs. Des objectifs réalistes, qui rompent avec la logique mercantile du système libéral, mais qui tiennent compte des contraintes internes et internationales du moment, voilà ce qu'il nous faut définir.

Et puisqu'il nous faut voir plus loin, parlons aussi des rapports contradictoires ou complémentaires de la planification et de l'autogestion, de l'Etat et de la décentralisation, de l'Europe, de la France et de la région : plus facile à dire qu'à faire, assurément. Il existe des expériences déjà anciennes (coopératives, mutualités) dont nous devons tenir compte ; il se fait des expériences dans nos municipalités qui, pour n'être pas décisives (personne ne croit plus au socialisme municipal), nous font toucher du doigt difficultés et virtualités. Il faudra bien se décider à réfléchir plus à fond sur l'entreprise qui, en régime collectiviste comme en régime capitaliste, a ses pesanteurs, ses finalités ; il nous faudra délimiter le champ du marché et de l'entreprise privée et le champ de l'entreprise publique ou collective, qui est à la fois dans le marché et en dehors. Autant de réflexions amorcées avec le projet socialiste qui méritent d'être approfondies.

L'écologie fait souvent mauvais ménage avec l'économie, l'art de vivre ne se confond pas avec l'appétit de consommer, le loisir contredit la production ou la productivité : autant de choix à faire ou de conciliations à tenter.

Si avant que nous ayons déjà poussé la réflexion, il ne peut être traité de tout cela l'espace d'un congrès. Traçons des limites, définissons les perspectives, amorçons les synthèses nécessaires. Encore faut-il bannir tout terrorisme intellectuel, toute morgue doctrinale, toute prétention unilatérale à la vérité. Intransigeance quant aux objectifs, modestie quant aux moyens, tolérance dans la démarche, telle doit demeurer dans cette permanente recherche notre devise de démocrates et de socialistes.

\*\*\*

On me pose pour finir la question-clé : Mitterrand, Mauroy, Rocard. Il y a treize ans que je me bats aux côtés de François Mitterrand, à qui nous devons d'être redevenu un grand parti ; il y a vingt ans que Pierre Mauroy, vigile de l'homogénéité socialiste, est mon ami fidèle ; et je me suis réjoui, voici cinq ans, de voir Michel Rocard nous apporter son talent et son imagination. Tous trois — et ce qu'ils représentent — nous sont nécessaires. Mais chacun d'eux pèserait d'un faible poids si le parti ne gardait son unité, s'il apparaissait comme un lieu de discordance et non comme un lieu de convergence. Oublions

un instant les noms, refusons les faux problèmes et les procès d'intention, ouvrons honnêtement les vrais dossiers. Et les mili-

tants applaudiront les seuls vainqueurs : l'espoir socialiste et le parti qui en est le porteur.

## Unité et clarté

**A. Vianes (membre du comité directeur), J.-M. Bérorgey (délégué national à l'environnement), J. Delors (délégué national aux relations économiques internationales), F. Sérusclat (sénateur du Rhône).**

Plus que jamais, et face à cette extraordinaire convergence de tous ceux qui souhaitent le déclin du P.S., les socialistes veulent l'unité et l'homogénéité de leur parti. Ils savent qu'ils ont la capacité de vivre ensemble dans la tolérance et le pluralisme. Ils veulent mettre leurs différences et leurs complémentarités au service d'une action politique encore plus efficace et d'un projet pour la France.

Les socialistes veulent la clarté. Celle-ci exige que la majorité qui se dégagera au congrès de Metz repose sur une ligne politique précise mettant fin à la cacophonie de notre expression publique durant ces derniers mois. Une ligne politique claire, collectivement débattue à la base et démocratiquement adoptée doit nous permettre, à l'issue de ce congrès, d'aller ensemble vers la victoire.

Pourtant, un double danger menace ce désir d'unité et de clarté :

— l'aspiration à l'unité peut être dévoyée en confusion politique. Il ne faut pas qu'un unanimité de façade fasse du congrès « la nuit où tous les chats sont gris », n'ayant pour résultat qu'un compromis provisoire qui ne trancherait rien en matière de choix fondamentaux ;

— l'aspiration à la clarification peut être détournée en une logique de la division et du sectarisme, cultivant les faux antagonismes, sous prétexte d'affirmer les différences et d'écarter tel ou tel groupe.

L'unité sans la clarification ne serait que confusion. La clarification sans l'unité ne serait que division.

### I. — L'unité est à notre portée

L'enjeu est vital, le congrès national du parti socialiste est un événement trop sérieux pour que les militants ne s'en désaisissent au profit d'accords d'états-majors. La démarche traditionnelle des congrès politiques consiste trop souvent à cultiver artificiellement les différences, voire les fausses oppositions et les faux procès, dans la phase préparatoire. Le but est d'accroître la capacité de négociation des divers « courants », avant d'improviser une synthèse dans la précipitation.

Nous proposons, quant à nous, la démarche inverse et voulons mettre l'accent sur ce qui nous unit profondément et non sur ce qui nous divise artificiellement ou secondairement. Et, en dehors de toute discussion « au sommet », nous souhaitons soumettre ces quelques idées au jugement de tous les militants du parti.

Car ces derniers, s'ils sont longtemps restés insensibles aux petites phrases empoisonnées de tel ou tel de leurs dirigeants, commencent à s'émouvoir. Ils se demandent si vraiment leur parti ne serait pas en proie à des divisions irréductibles quand ils voient certains pousser sans cesse à ce qu'ils appellent « les explications nécessaires », « les choix indispensables ». Ils sont cependant un peu rassurés sur leur force véritable quand ils considèrent avec quel appétit fébrile les partis de droite comme le parti communiste guettent le moment où ils pourraient se partager quelques dépouilles de leur parti.

Cette modeste contribution voudrait, avant tout, les rassurer et les conforter. Il n'y a pas de risque grave pour le parti socialiste si celui-ci demeure dans le droit fil des orientations définies par le congrès d'Epinay, celles qui ont précisément permis, grâce à François Mitterrand et à tous les militants, de reconstituer une grande force socialiste, de mieux en mieux implantée dans les luttes des travailleurs et dans les aspirations de notre peuple.

Il est donc inutile de reprendre les analyses et les raisons de notre hostilité à la politique de la droite, incarnée actuellement par Valéry Giscard d'Estaing et Raymond Barre et dont on sait qu'elle est fondamentalement contraire aux intérêts présents et futurs de la France et des Français. L'explosion des licenciements, la montée du chômage, le déclin des services publics et les tentatives de privatisation, la remise en cause des conquêtes sociales, l'affaiblissement de régions entières, le maintien de l'inflation, le recul de notre autonomie économique, tels sont les résultats de la politique à courte vue de la droite au pouvoir, telles sont les funestes perspectives offertes à notre peuple.

C'est volontairement que les signataires de ce texte ont choisi de ne traiter, et encore brièvement, que de trois points dont la presse dit qu'ils seraient au centre des débats :

- les positions économiques ;
- l'Europe ;
- la pratique politique du P.S.

### II. — Parler sans fard

Il ne s'agit pas de chanter la messe en latin ou en français. Ni les Français ni les militants ne sont dupes de ces discours pleins d'enflure et de faux lyrisme, de ces liturgies vides de signification.

Il ne s'agit pas davantage de prélever quelques phrases-clés dans le langage du parti communiste, et ce pour paraître plus à gauche et mordre sur son électorat. Car des concessions de langage on passe vite aux concessions de fond. Laissons le parti communiste à ses propres réflexions et à ses évolutions indispensables au succès de la gauche unie. Et relançons sans cesse l'union des forces populaires.

Il ne s'agit pas, enfin, pour séduire ces introuvables « couches nouvelles », de parsemer nos textes de ces mots qui prétendent renouveler le langage politique, à défaut d'en enrichir le contenu. Modernisme, réalisme, imagination : laissons cela au marketing de la droite. C'est d'ailleurs la seule occupation à laquelle elle puisse se livrer avec talent.

En un mot comme en cent, respectons nos militants et nos adhérents, cessons de les traiter comme des sujets à réflexes conditionnés par la magie du verbe ou influencés par les sondages. Ils méritent mieux que cela. Ils savent que le parti socialiste recèle des potentialités considérables. Ils ne demandent qu'à concourir à leur réalisation.

### III. — Changer la logique économique

Il est toujours facile de remuer le passé pour y trouver les marques de son originalité. « Ah ! si l'on m'avait écouté » le jeu est vain, hypocrite et dangereux. Chacun d'entre nous a exprimé, ces dernières années, tel ou tel point de vue qui n'a pas été retenu par la majorité du parti. Ainsi en est-il dans une organisation démocratique. Les signa-

taires de cette contribution ne se reconnaissent pas, pour autant, le droit d'en tirer argument pour se démarquer d'une ligne politique qui, au milieu des récents et des contraintes, a largement porté ses fruits.

Il va de soi que nos analyses et nos propositions doivent être constamment affinées en fonction de l'évolution des données économiques et sociales. Les faits sont têtus, nous le savons. La modestie et la rigueur intellectuelle sont de mise dans un univers aussi aléatoire et aussi dur.

Dans l'élaboration du projet socialiste une grande convergence s'est manifestée à propos de l'analyse des crises. Il est donc inutile d'y revenir. Pour nous la crise n'est ni un prétexte inventé par la droite pour justifier sa politique ni une fatalité qui entraînerait un seul remède possible, celui de l'austérité à sens unique pratiquée par les dirigeants actuels de la société française. Il s'agit d'une crise profonde et durable, car structurelle. Ses dimensions ne sont pas seulement économiques et sociales, mais tout aussi profondément culturelles, éthiques et morales.

Dans ces conditions, la crise accroît les difficultés que doit affronter tout responsable soucieux d'assurer à la fois le progrès quantitatif et qualitatif aux Français et de redonner une certaine autonomie à l'économie française. La réplique à la crise implique donc des disciplines communes et un effort. La question est de savoir comment et à quelles conditions. Et c'est alors qu'intervient la démarche des socialistes, seuls capables de mobiliser les ressources et les forces de notre peuple, dans l'équité, le dynamisme retrouvé et l'efficacité.

Pour nous, socialistes, cette sortie de la crise ne peut se réaliser que par une inversion radicale de la logique capitaliste, et donc par un réel changement des rapports de force qui permette d'éviter le sabotage quotidien de l'expérience socialiste. Tel est le sens de la nécessaire rupture avec la société présente, avec ses pouvoirs dominants, avec ses valeurs fratelées.

D'où des préalables qui n'ont pas varié :

1) l'extension du secteur public, de manière à mobiliser, au service de l'intérêt général, nos capacités en travailleurs qualifiés, en bureaux d'études, en outils de production, en moyens de financement ;

2) les nouveaux droits conférés aux travailleurs, de telle sorte que ces derniers accèdent à la responsabilité, dans des institutions originales, clairement définies, où soient bien distinguées les missions respectives d'orientation de la production, de gestion courante des entreprises et de défense des intérêts moraux et matériels des salariés. A quoi bon parler de démocratie économique et d'autogestion si les travailleurs ne peuvent influencer sur l'organisation du travail comme sur l'orientation des entreprises ? A quoi bon solliciter l'effort et le redressement si chacun n'est pas véritablement associé à l'œuvre commune ?

3) la décentralisation autre vecteur de l'autogestion, le plus sûr antidote de la bureaucratisation et du dirigisme. Chaque Français doit pouvoir évoquer et traiter des problèmes qui le concernent et qui sont proches de lui. A cette fin les régions seront dotées des pouvoirs et des responsabilités leur permettant de maîtriser et de planifier leur propre développement ;

4) la planification, enfin, cadre de la cohérence d'ensemble pour les multiples pouvoirs décentralisés, instrument de la volonté générale exprimée démocratiquement par notre société.

Sur ces bases il sera possible de mener, avec toute la sagesse nécessaire, et en fonction de l'évolution de la crise, une politique de réforme des structures et la lutte contre les déséquilibres qui nous menacent. Ainsi devra-t-on améliorer notre système fiscal, rééquilibrer la Sécurité sociale, relancer la politique familiale, rénover les services publics, réhabiliter la notion d'avantage collectif par opposition au seul critère de la rentabilité capitaliste, rétablir, partout où cela est possible et souhaitable, les conditions

d'une saine concurrence. Mais il faudra, sans attendre, prendre des mesures significatives dans la réduction des inégalités, de telle sorte que cette société soit enfin, et dès le début de l'expérience socialiste, celle de tous les Français sans exception. Au fur et à mesure que ces réformes porteront leurs fruits s'élargiront les possibilités de notre économie, notamment en matière de lutte contre l'inflation, de rétablissement durable de notre équilibre extérieur et surtout de retour progressif au plein emploi.

Dans cette économie, profondément renouvelée et rajeunie dans ses structures, et où doivent se conjuguer les effets bénéfiques de marché fonctionnant correctement et les impulsions du plan, c'est à ce dernier qu'il incombera de mettre en œuvre la nouvelle logique du développement économique et social : mobiliser toutes nos ressources en vue d'une politique industrielle assurant à la fois notre autonomie économique et l'évolution vers une nouvelle croissance. En effet, seule celle-ci peut nous permettre de réaliser nos objectifs à moyen et à long terme : produire autrement, faire un meilleur usage de la technologie et de la science, développer l'éducation au service du progrès humain, culturel et professionnel de tous, valoriser le travail de chacun, dégager du temps pour vivre et vivre mieux, respecter les équilibres fondamentaux de l'homme et les impératifs écologiques.

Cela étant dit, pendant de nombreuses années nous devons combiner au mieux progrès quantitatif et progrès qualitatif, les stimulants de l'ancienne croissance et les ressorts de la nouvelle croissance.

#### IV. — Changer l'Europe

En France, dans l'état actuel du débat, certains refusent de considérer en face les réalités d'un monde en profond changement et où émergent de nouvelles forces politiques et de nouveaux concurrents pour nos industries. Sans oser le dire, ils sont partisans d'un protectionnisme qui mènerait au repli sur soi, au xénophobie et à la décadence. D'autres, à l'inverse, invoquent les contraintes de la nouvelle division internationale du travail pour laisser au seul marché mondial le soin de décider ce qui est bon ou mauvais pour la France.

Nous récusons les termes de cette nouvelle bataille d'Hernani et plaçons pour une démarche de bon sens.

Ainsi les socialistes au pouvoir devront-ils, selon nous, conjuguer la logique interne de l'économie mixte à dominante socialiste avec la logique de la compétition internationale. Voilà pourquoi il nous faut approfondir la coopération entre les pays européens, sans limiter notre horizon aux pays dits occidentaux. L'histoire va vite et rien ne dit que, demain, les autres pays européens n'aient pas besoin de la Communauté économique européenne. Ce serait alors un élargissement d'une autre envergure retrouvant le tracé de l'Europe de l'histoire.

Mais, pour l'instant, relevons le formidable défi que nous lance un monde en pleine transformation. Les pays de la C.E.E. sont au cœur de la difficulté. Ils ont perdu en dix ans les avantages relatifs qui leur avaient permis de réaliser, à quelques exceptions près, une forte croissance et de conquérir une place enviable sur les marchés mondiaux. Par ailleurs, ils n'ont pas encore trouvé les recettes de cette nouvelle croissance, plus soucieuse des besoins de l'homme et moins gaspilleuse des ressources naturelles. Aucun des pays européens, fût-il le plus puissant, ne peut à lui seul surmonter les difficultés présentes, résister à l'impérialisme américain et à l'hégémonie soviétique, se lancer dans l'aventure de la troisième révolution industrielle, contribuer à l'émergence de règles du jeu acceptables pour un bon fonctionnement de l'économie mondiale, bâtir une coopération juste et efficace avec les pays du tiers-monde, et en donnant la priorité aux plus démunis d'entre-eux.

La coopération européenne est donc indis-

pensable. Il n'y a pas d'autre voie. Sa réalisation impliquera des compromis difficiles entre les intérêts souvent contradictoires des nations et, à l'échelon des socialistes, entre des approches différentes en raison du poids de l'histoire, de la culture et des structures politiques.

Les socialistes français doivent s'engager dans cette voie sans crainte ni complexes. Ils doivent résister aux différentes formes de chantage qui s'exercent à leur encontre, aux facilités de ceux qui ont toujours raison contre tout le monde. A tous les démagogues qui pensent davantage à exacerber un nationalisme mesquin et ombrageux, ils répliquent en voyant large et loin. Et ils leur posent une question simple : « Quel parti français demande que notre pays quitte la C.E.E. ? » Aucun. Alors de quoi s'agit-il sinon de recueillir des voix aux prochaines élections en trompant les Français ?

De même, ils récusent la propagande giscardienne qui tendrait à faire simultanément de l'Europe un prétexte pour justifier une politique d'austérité à sens unique et une sorte de fuite en avant, une « Europe-miracle ». Là encore nous ne laisserons pas mystifier les Français.

C'est pourquoi le parti socialiste tient un langage clair et simple sur l'Europe :

● En ce qui concerne les principes de la Communauté, application du traité de Rome, rien que le traité, tout le traité ;

● Pour ce qui est de l'élargissement, l'accord politique des socialistes est acquis depuis longtemps. Mais il n'est pas question, pour autant de brader les intérêts légitimes et les possibilités d'existence de millions de Français dans les régions du Midi, si délaissées par la politique gouvernementale et qui paient les désordres de la croissance capitaliste et du libéralisme sauvage. Le rapport élaboré par notre camarade Sutra a fixé clairement les conditions d'une intégration économique, équitable et profitable pour tous, de l'Espagne, du Portugal et de la Grèce.

Au sein de l'union des partis socialistes de la C.E.E., le P.S. collabore efficacement pour la défense de la France et pour le progrès de l'Europe vers le socialisme. Ce qui unit les partis socialistes européens, face au conservatisme et à la réaction, est, au total, plus important que ce qui les différencie.

Avec les autres socialistes européens, nous voulons une Europe qui marche sur deux jambes, fidèle en cela à l'esprit et à la lettre du traité de Rome, qui prévoyait l'avancée simultanée de l'organisation économique et du progrès social. C'est pourquoi le P.S. a fait accepter la priorité des priorités au plein emploi, la réduction et la redistribution du travail (les trente-cinq heures), le contrôle des multinationales, l'extension du rôle du secteur public et du plan, des politiques communes dans les domaines essentiels de l'industrie et de la technologie, le renforcement de notre coopération avec les pays en voie de développement... Ainsi, le P.S. ne manque-t-il pas une occasion de marquer ses propres positions, comme de rechercher les voies d'une action et d'un progrès en commun.

Notre fidélité à la vocation internationaliste est sans faiblesse et sans tricherie. Ce ne sont pas les difficultés inhérentes à ce genre d'entreprise qui vont nous faire basculer dans l'ambiguïté. Les Français ne le comprendraient d'ailleurs pas. Ils savent que le sort de la France, que le destin de leurs enfants et de leurs petits-enfants, se jouent à la dimension de la planète.

Cela étant admis, gardons les pieds sur terre : pendant des années et des années, la majorité des décisions nous concernant seront prises à l'échelon national. En définitive, nous ne récolterons jamais que les résultats de nos propres efforts et de notre propre lucidité : « Aide-toi, l'Europe t'aidera. »

Mais, au moins, offrons aux Français, à l'occasion de l'élection de l'Assemblée européenne au suffrage universel, une perspective claire et réaliste : l'Europe du bon sens et de la raison.

## V. — Changer la vie dès aujourd'hui

Une défaite électorale comme celle de mars 1978 n'est pas la fin du monde, surtout lorsqu'elle est imputable au refus de notre partenaire de partager, jusqu'au bout, les responsabilités de sortir la France de la crise.

C'est au parti communiste qu'il appartient de répondre à la question fondamentale qui se pose à lui : veut-il, oui ou non, assumer l'alternative de gauche qu'une majorité de Français souhaite. La balle est dans son camp. Il n'est pas question, comme sembleraient le préconiser certains, d'aller la lui reprendre, pour jouer tout seul. Les communistes dénoncent le virage à droite du P.S. Ils perdent leur temps. Ils n'échapperont pas aux rendez-vous que l'histoire leur fixe. Et, en fin de compte, les Français jugeront.

De son côté, le parti socialiste approfondit sans cesse son ancrage à gauche. Il n'en démordra pas d'un pouce, fidèle en cela à sa vocation de défense de tous les exploités, de tous les délaissés, porteur d'un projet de société où l'homme ne sera plus un loup pour l'homme. Il proposera, sans se lasser, les idées, les actions communes susceptibles de renforcer la gauche, toute la gauche, et d'accroître son audience dans le pays.

Bien entendu, il reste encore beaucoup à faire au parti socialiste, afin d'assumer pleinement cette vocation, notamment dans son militantisme, qui doit être plus en osmose avec les combats des travailleurs et avec toutes les autres luttes sociales.

Le progrès des idées socialistes est donc à

notre portée. On assiste, après une phase de stupeur liée à la défaite électorale de la gauche en mars 1978, à une montée latente du mécontentement, à des explosions de colère devant une politique aussi cynique et brutale, à l'amplification des luttes sociales, à un renouveau de l'action syndicale. Le parti socialiste sera totalement présent dans ces combats où les travailleurs de toutes catégories défendent non seulement leur emploi et leur pouvoir d'achat mais aussi l'avenir de leurs régions et de leurs entreprises. Il appuiera toute action tendant à arracher, par la lutte, puis par la négociation, des concessions au gouvernement et au patronat dont la « divine surprise » de mars 1978 n'a pas dessillé les yeux. L'« ouverture sociale » n'était qu'un simple produit du marketing politique, pour gagner quelques mois.

Les échéances sont parfois plus proches que ne l'annoncent les calendriers préétablis. Le parti socialiste doit être prêt en toute circonstance, et pour cela aller à l'essentiel, renforcer son homogénéité, tirer des faits — aussi bien échecs que réussites — les enseignements qu'ils comportent. Il doit pratiquer une opposition constructive, proposer, sans se lasser, ses analyses et sa politique afin d'accroître la pédagogie du socialisme.

Si nous agissons ainsi, sans précipitation et en dominant nos traditionnels démons internes, nous servirons bien notre pays et le socialisme.

La tâche, déjà bien entamée, n'est pourtant pas terminée. Poursuivons-la, dans la même ligne. Ayons le courage de la patience.

profit d'une minorité qui détient le pouvoir de l'argent, par-delà les cultures, les Etats, les ethnies, entraîne inexorablement à la rupture avec ce type d'économie. Pour l'homme, la liberté est indissociable de sa responsabilité consciente et de la maîtrise de son environnement, et des facteurs économiques, sociaux et culturels. Dès lors, la maîtrise économique est conditionnée par l'appropriation collective des grands moyens de production et d'échange. Leur utilisation devant déboucher sur une répartition équitable des richesses créées, une autre qualité de la vie, une échelle de valeurs humaines, libérée du pouvoir de l'argent, permettant à l'individu de créer, d'être, et non de subir et reproduire. Pour ce faire, le P.S. propose donc une planification démocratique en tant que coordination de l'ensemble de l'économie et de la politique. La responsabilité individuelle ne pouvant s'assurer, dès lors, que par un processus autogestionnaire précisé par notre parti dans ses « quinze » thèses sur l'autogestion.

### 3) Le parti.

Depuis 1971, sous l'impulsion de son premier secrétaire, François Mitterrand, le parti a rassemblé toutes les composantes du socialisme. En effet, à partir d'origines diverses, courants marxistes, courants chrétiens, héritage de la S.F.I.O., clubs, etc., se sont rassemblés par strates successives, tout ce qui, par des cheminements divers, avaient pour finalité le socialisme. Nous pouvons donc considérer que 1971, 1979, représente la phase constitutive du grand parti socialiste. Les courants de pensée témoignent du pluralisme nécessaire à la démocratie, d'autant plus qu'ils prennent en compte les événements et ne demeurent pas figés autour de dogmes ou de personnes. En décrétant, dès le congrès de Nantes, que les courants de pensée contribuent par leur capacité permanente de proposition et d'analyse à l'enrichissement de notre démarche vers le socialisme, les militants ont voulu éviter qu'ils ne se transforment en « chapelles » ou « clans organisés », qui, à terme, auraient abouti à la division du parti. Il est sain que pour notre démarche démocratique, le parti, dans sa phase de réflexion et d'analyse, lors de la préparation de ses congrès ordinaires, puisse présenter plusieurs motions et que, à l'issue d'un congrès, tout en ayant recherché la synthèse la plus large, mais aussi la plus claire, sur des options politiques fondamentales, il subsiste une majorité et une minorité, à un unanimité de façade, les socialistes doivent rechercher une unanimité claire et sans ambiguïté, et si cela n'est pas possible, reconnaître l'existence de courants minoritaires, témoins d'une véritable démocratie.

L'écueil majeur qu'a connu notre parti depuis Epinay a été le fait que, en permanence, on cherchait à faire passer dans l'action des thèses qui n'étaient pas celles de la motion finale des congrès. Durant la période d'application de la volonté démocratique exprimée par la motion finale d'un congrès, nous avons vu apparaître, au niveau de l'action, de multiples « grilles de lecture » qui, en fait, ont atténué, voire paralysé, l'efficacité et l'impact du parti dans l'opinion publique. Devenu premier parti de France, le P.S., malgré ses imperfections, est celui qui, dans son fonctionnement, fait preuve de plus de démocratie. Voulant aller plus loin, il a eu le souci de parfaire sa vie interne. C'est une autre étape qui doit se poursuivre.

### 4) La dimension internationale du P.S.

Aspect moins bien connu des militants, notre parti a rayonné dans le monde sa puissance d'analyse et sa capacité de proposition. Nous ne reprendrons pas ici le détail de l'action, de l'aide et du soutien qu'a apporté par sa présence notre parti

# Pour une France socialiste

Henri Saby et Luc Soubré (membres du comité directeur).

Ce texte n'a d'autre ambition par sa parution dans « le Poing et la Rose » « que de nourrir la réflexion préliminaire au congrès ». Il a semblé utile à ses rédacteurs de reprendre en les précisant ce qui constitue les motivations profondes de leur militantisme au P.S. et de leur engagement total pour changer de société. L'acquis de notre parti est considérable, c'est en le prenant en compte, et en poursuivant le travail, sur ces choix fondamentaux, et en intégrant les données nouvelles dues aux événements que « notre parti doit conduire le pays vers le socialisme ».

Tel est le sens de ce texte, notre parti « est et doit continuer d'être la force qui induit et propose » le socialisme.

Les données dites nouvelles ne sont que l'aggravation des mesures politiques, économiques et sociales d'un gouvernement cherchant à « faire payer au front de classe » le prix de la crise structurelle du capitalisme. Ne nous laissons pas leurrer par le pseudo-modernisme d'un vocabulaire de récupération. Notre parti ne doit « pas subir » ses choix de l'extérieur. « Nous pensons que la clarification est la condition de l'unité. »

A ce titre, nous avons voulu participer à la réflexion et dire les éléments qui ont fait aujourd'hui du P.S. le premier parti de France, et à partir desquels nous devons poursuivre notre action.

## I. — L'acquis du P.S. depuis Epinay

### 1) Le triptyque de base.

Au congrès d'Epinay, les socialistes français ont dit non au compromis permanent avec le système capitaliste. Pour concrétiser cette détermination politique, ils ont proposé :

a) Une stratégie unitaire, l'union de la gauche ;

b) Un ensemble de propositions concrètes : le programme « Changer la vie » qui a servi d'ossature au programme commun de la gauche et l'ensemble des travaux, des conventions, des rencontres, des commissions, etc., qui ont précisé la position du parti sur un très grand nombre de secteurs (analyse économique, défense, problèmes féminins, etc.).

Les conditions nécessaires pour effectivement changer les choses en profondeur reposent sur le triptyque :

— Appropriation collective des grands moyens de production et d'échange ;

— Planification démocratique ;

— Autogestion ;

qui ont servi de base à toutes les campagnes du parti.

### 2) Analyse et propositions.

Dire que le système capitaliste porte en lui ou dans ses structures les causes de sa disparition à terme est insuffisant. L'histoire montre que, jusqu'à présent, il a pu résoudre ses « crises » (1929, 1936, etc.), et en sortir plus puissant que jamais. C'est pourquoi le P.S. considère qu'il ne sera possible d'en venir à bout qu'en rassemblant l'ensemble des populations de tous les pays, qui, concrètement, représentent une immense majorité d'hommes et de femmes, dans un front commun luttant coude à coude contre la minorité de la classe dominante. D'où le P.S. définit la notion du front de classe comme étant d'abord le rassemblement de l'ensemble des travailleurs salariés exploités.

Cette prise de conscience de ceux qui subissent l'asservissement économique au

dans la plupart des pays du monde. Le thème dominant, qui nous vaut aujourd'hui l'hostilité de toutes les droites, est que nous avons eu le courage de proposer au monde un autre type d'économie qui ne soit ni celui du « libéralisme » anarchique du capitalisme ni celui de l'économie de plan ou planifiée des pays de l'Est, l'une et l'autre utilisant les mêmes mécanismes de production de distribution et de consommation, l'une et l'autre entraînant leur cortège de nuisances, de pollutions et de déséquilibre naturel de notre environnement. Cela explique également que depuis le partage du monde à la conférence de Yalta, même les pays du système communiste n'aient pas vu d'un très bon œil le socialisme au pouvoir, que ce soit au Portugal ou en France. Les populations des pays « asservis » ont été attentives également à nos thèmes sur la qualité de la vie et à notre conception de la liberté. Depuis 1971, le P.S. français a été à la pointe des combats pour la libération des peuples, leur droit à l'auto-détermination, et n'a pas hésité à dénoncer de par le monde les atteintes aux droits de l'homme et du citoyen et l'ingérence d'Etats tiers.

## II. — Situation actuelle : le paysage politique, économique et social a évolué

### 1) Evolution internationale.

La crise du capitalisme est mondiale, elle est la conséquence de l'internationalisation du capitalisme, expression de deux phénomènes connexes : d'une part, la tendance accentuée aux situations de monopole ou dominantes des groupes industriels et financiers que sont les multinationales ; d'autre part, la constitution de pôles dominants, à la fois économiques et étatiques, dès lors que les groupes industriels et financiers de ces pays sont prépondérants dans la plupart des multinationales. La logique politique de cette évolution du capitalisme moderne, c'est la mise en place de super-Etats technobureaucratiques autoritaires.

L'accumulation massive du capital, la surproduction qu'elle entraîne, la spéculation internationale, ont abouti à une baisse accélérée du taux de profit. Le capitalisme a tenté de restaurer les profits et de refouler la crise par l'inflation, par une pression accrue sur les salaires, la restructuration économique internationale, par une nouvelle division internationale du travail pesant plus lourdement sur le tiers-monde, le rattrapage des prix des matières premières contrarie cette politique : c'est ce qu'a récemment exprimé le président Carter.

Sur l'autre versant du monde, l'autre grande puissance hégémonique, l'U.R.S.S., n'échappe pas à des phénomènes de crise relatifs à l'inefficacité économique : échec des réformes tentées pour stimuler l'innovation et la responsabilité, pour lutter contre la bureaucratisation, maintien de contraintes politiques et culturelles intolérables, atteintes aux libertés élémentaires. L'U.R.S.S., après avoir verrouillé ses satellites en Europe et soumis la Chine à une pression militaire constante, tourne à son tour ses ambitions vers l'Afrique, en passe de devenir le champ clos des rivalités des deux grands impérialismes.

Car l'œuvre de Yalta n'a pas fini de peser lourdement sur la politique internationale, notamment européenne. Ni la fin du fascisme au Portugal, en Espagne et en Grèce, ni le compromis historique en Italie, ni la pratique des réformes social-démocrates, agissant dans le cadre de l'ordre établi, n'ont modifié fondamentalement les grands équilibres en Europe.

Mais c'est aussi en Europe que la nocivité de la réponse capitaliste à la crise apparaît à de plus larges secteurs de l'opinion. C'est en Europe que les travail-

leurs ressentent le plus la nécessité d'une rupture avec le courant actuel des choses, de profondes transformations qui auraient un écho bien au-delà de l'Europe des Neuf.

A l'occasion de la première élection européenne, nous défendons le projet d'une Europe des travailleurs, étape vers l'Europe socialiste. Car la victoire des socialistes, de la gauche, en France, y ouvrirait la voie à de réelles mutations.

### 2) Contexte national.

En France, le giscardisme s'aligne sur la stratégie mondiale des pôles capitalistes dominants (U.S.A., Japon, R.F.A.), et s'efforce de trouver des points d'accrochage au nouveau système des multinationales pour des branches et des entreprises « compétitives », en acceptant le rôle de sous-traitant pour la majorité des autres. Ainsi s'explique l'abandon de la planification au profit de la régulation globale par un marché mondial dominé par quelques sociétés. Les conséquences sociales en sont très lourdes : en laissant jouer à fond la loi capitaliste d'accumulation et de concentration, la droite « libérale » au pouvoir fait disparaître des milliers de P.M.E. et met à découvert des secteurs entiers de l'industrie, voués au démantèlement : textile, bâtiment, chantiers navals, sidérurgie, etc. La crise de l'emploi qui en découle frappe de plein fouet les jeunes, les femmes, créant une armée de laissés-pour-compte condamnés à la marginalisation et, au mieux, au gonflement des sociétés d'intérim et aux emplois déqualifiés (rapport Sutra).

Cette gestion de la crise se traduit encore par une répression accrue dans les entreprises, par le renforcement de toutes les inégalités, le renoncement aux équipements et services collectifs (notamment en matière d'éducation et de transports). La classe dirigeante marque sa volonté de sauvegarder à tout prix ses privilèges, en inscrivant de plus en plus son action dans le cadre politique de l'impérialisme américain, en s'acquittant du rôle, peu glorieux, de gendarme de l'Afrique.

Les orientations de cette politique visent à reprendre à la classe des travailleurs l'acquis des luttes sociales et revendicatives. Sont notamment remises en cause : la sécurité de l'emploi, la protection syndicale, les couvertures sociales, etc. Cette politique qui tend à faire de notre pays un ensemble dépendant, tant au point de vue de la recherche et de la technique que de l'industrialisation des grands groupes multinationaux, aboutit au niveau des citoyens à la création de catégories de travailleurs non qualifiés.

Cette population surexploitée s'augmente d'un grand nombre de citoyens de plus en plus assistés par l'Etat, créant ainsi, par la logique du chômage, une dépendance paralysante du pouvoir. Cette logique s'accompagne d'une centralisation des pouvoirs à travers les techno-structures de l'Etat. Plus que jamais, alors que le discours officiel récupère les thèmes de la gauche et utilise son vocabulaire, le pouvoir renforce sa mainmise dans tous les secteurs de la vie publique. Au niveau des collectivités locales, le discours est démagogique, mais l'action du pouvoir utilise le transfert des charges pour paralyser l'expression démocratique locale et de dessaisir des missions publiques d'intérêt collectif (éducation, équipement, santé, etc.).

Il ne faut pas qu'un certain « modernisme de vocabulaire » cache les réalités permanentes du capitalisme, qui plus que jamais, aujourd'hui, privatise les profits et socialise les coûts. Ce n'est pas par souci de démocratie que le gouvernement, qui a récupéré une autre constante du combat socialiste, veut accorder une place prépondérante au secteur associatif. En effet, cette mode, qui fait recette aussi bien à droite qu'à gauche, vise en fait à constituer un exutoire et un alibi afin de canaliser les velléités de réaction et de mécontentement à la politique sociale et économique du

pouvoir. Les thèmes de contre-pouvoir développés par certains mouvements proches de la gauche sont, dans la situation actuelle, extrêmement dangereux et visent à accréditer l'idée de l'inutilité d'un engagement politique pour amener les changements nécessaires. Il ne faut pas s'y tromper, militer dans une association n'a de sens que comme vecteur d'un projet politique clair. Toute autre démarche associative relève du « poujadisme » au service de la droite.

### 3) Les forces de gauche en France.

Contrairement aux idées propagées par les médias depuis mars 1978, la droite n'a pas battu la gauche. Si celle-ci n'a pas gagné, alors que depuis 1976 au moins il y a une majorité de gens dans ce pays qui veulent le changement par un gouvernement de gauche, c'est que le P.C.F. a choisi délibérément de la faire échouer dès lors qu'il n'était plus le plus fort dans la coalition. Comme en témoignent les élections partielles, nous constatons que cette majorité veut de plus en plus la garantie de la prépondérance socialiste. A la question posée par F. Mitterrand dans son intervention au C.D. du 8 juillet 1978 : « Sommes-nous toujours d'accord sur la stratégie décidée à Epinay : l'union de la gauche ? », nous répondons oui, car pour nous le rôle propre du P.S. est essentiel, décisif, mais il ne sera jamais, à lui seul, suffisant. Il ne nous dispensera jamais de poser le problème des alliances. Nous parions sur le changement du P.C.F. parce que le changement est la loi de la vie. Les communistes ont beaucoup changé. Ils changeront encore. Mais il est vrai que le changement qui leur reste à faire est le plus important, le plus difficile : renoncer à leur conception léniniste du rôle dirigeant de leur parti, *accepter les conditions d'un contrat démocratique.*

## III. — Poursuivre Epinay : vers une France socialiste et une dynamique internationale du front de classe

### 1) De l'union de la gauche à l'union des forces populaires.

« Le P.S. doit devenir le moteur de l'union des forces populaires qui, dans la lutte des classes à laquelle les contraint l'exploitation qu'elles subissent, traduisent en acte politique la réalité sociale du « front de classe » qui les rassemble. » (F. Mitterrand : déclaration du 8 juillet 1978.) « Dans ces conditions, le grand capital, maître des leviers de commande économique et politique, est et reste l'adversaire numéro un. Il n'y a donc pas de compromis possible avec lui. » Cette stratégie unitaire demeure nécessaire, puisqu'il ne peut exister d'autres alliances. Tout dépend donc de la force du P.S. et du maintien inflexible de la stratégie qu'il s'est donnée. Il faut donner au P.S. les moyens de faire gagner la gauche, ce qui signifie enlever au P.C. les moyens de la faire perdre. Cela veut dire créer à gauche un rapport de forces tel et un élan à la dynamique tel que le P.C.F. ne puisse plus jouer la défaite sans prendre le risque de sa propre marginalisation, de sa propre mise en cause en tant que grande organisation. Il n'y a pas de collectivité qui choisisse le suicide : à partir d'un certain seuil, et si nous tenons bon, les communistes eux-mêmes jugeront que le prix de leur politique anti-unitaire est trop élevé.

Le parti communiste répète que nous « virons à droite », parce qu'il a besoin que nous virions à droite, pour rester, lui, ce qu'il a toujours été jusqu'ici. Et sans doute pense-t-il que la parole finit par créer le fait. Il n'a d'espoir que dans notre propre défaillance : le moindre faux pas le justifierait, et donnerait vraisemblance à l'in vraisemblable. A l'inverse, notre fermeté condamnera sans appel son virage anti-unitaire.

Il était facile d'être uni quand l'unité allait bien. Mais c'est maintenant, dans l'épreuve, qu'on saura si le P.S. est digne des responsabilités qu'il revendique. Pour la politique unitaire, pour le P.S., c'est la minute de vérité.

Sachons qu'aujourd'hui des millions de gens ont compris cette vérité essentielle : *la gauche ne gagnera que si le parti socialiste est fort.*

C'est la leçon que la masse des gens de gauche a tirée des événements de septembre 1977 et mars 1978. Il y a six mois, nous pouvions être incertains sur le jugement populaire. Maintenant, le verdict des élections partielles de l'été est tombé et il est irrécusable. C'est un des faits les plus importants depuis les élections générales. Les travailleurs, les gens de gauche, ont dit qui ils jugeaient coupable et sur qui ils compaient pour l'avenir.

*La garantie de la construction d'une alliance solide et durable, c'est la force du parti socialiste.* Le parti socialiste doit avoir la force de créer les conditions d'une alliance démocratique, du contrat démocratique, et d'en imposer le respect.

Le premier acte de notre congrès doit donc être une réaffirmation nette, éclatante, sans équivoque, de la politique du parti, de la politique sur laquelle s'est fait le P.S.

Il n'y a pas de changement possible en ce pays sans l'union du monde du travail. *La stratégie unitaire vise à créer le rassemblement majoritaire du monde du travail pour le passage au socialisme.*

## 2) Processus de rupture.

La crise est internationale : c'est la crise du capitalisme international.

La logique politique de l'évolution du capitalisme contemporain, c'est la mise en place de super-Etats techno-bureaucratiques, autoritaires et fascisants. Cette évolution s'arrêtera-t-elle au niveau d'une structure de plusieurs monopoles dominant le monde, ou ira-t-elle jusqu'à la constitution d'une entité super-Etat unique économiquement et politiquement dominant l'ensemble de l'univers capitaliste ? Rien n'interdit de penser que cette logique n'ira pas jusqu'au bout. Cette appréciation est déterminante pour le parti, car elle conditionne tout le reste. Faut-il guérir la crise avant de pouvoir transformer le système ou bien, en raison même de la crise, accentuer la lutte pour la transformation du système ? La réponse du parti doit être claire : *la crise rend la rupture plus nécessaire, plus urgente.*

L'application, par le gouvernement de gauche à direction socialiste, de son programme de législature sera le premier acte de la rupture avec le capitalisme : conquête du pouvoir central d'Etat et constitution d'un puissant secteur nationalisé comme conditions nécessaires, mais non suffisantes, du développement d'une société autogestionnaire, telles sont les caractéristiques de la rupture.

A cet égard, les données de base que sont le programme socialiste et le contenu du programme commun demeurent entièrement valables. Car si, du fait du parti communiste, le programme commun n'existe plus en tant que contrat, il garde toute sa cohérence et son efficacité comme alternative à la politique de la droite.

Or, au cœur du programme commun, il y a volonté de desserrer l'étreinte des monopoles capitalistes en élargissant notablement le secteur public. Mais le programme commun n'est, à cet égard, que l'application concrète, pour la période d'un contrat de législature, des propositions de base du programme de gouvernement du parti socialiste lui-même. Au centre du dispositif prévu par le programme socialiste de 1972, le triptyque : nationalisations, planification, autogestion. *Ce fut la décision unanime du parti voilà six ans : c'est là-dessus que nous nous sommes tous engagés.*

Pour nous, les trois termes sont inséparables. Concernant l'autogestion, nous rejetons le procès d'intention suivant lequel nous nous contenterions de lui donner « un

coup de chapeau ». Plus : nous avons dit, et nous répétons ici, qu'il ne peut y avoir aucune solution de continuité, aucune pause entre l'acte de nationalisation et la mise en route du processus autogestionnaire. On ne fera pas l'autogestion dans l'entreprise « plus tard ». Car, si l'on décidait de la faire « plus tard », on risquerait de ne pas la faire du tout. Mais ce qui doit être confirmé sans équivoque, c'est à la fois qu'il n'y a pas de socialisme sans autogestion ni d'autogestion sans destruction de la propriété capitaliste.

Naturellement, nous aurons à réfléchir pour savoir si nous devons aller au-delà des engagements communs de toute la gauche de 1972, et, par exemple, en ce qui concerne le secteur pétrolier, mais répétons qu'en aucun cas nous, socialistes, nous en serons en deçà.

## 3) « Vivre ; vivre ensemble ; vivre autrement. »

Ce sont les thèmes adoptés par notre parti pour la campagne des élections législatives. La droite et le P.C. ont tout fait pour nous empêcher de les développer. Nous ne reprendrons pas ici leur contenu, qui donne toute la dimension à notre combat pour le socialisme.

Nous considérons qu'aujourd'hui plus que jamais ils doivent constituer le canevas de notre démarche pour persuader les masses à nous répondre.

L'acuité des luttes sociales nous fait un devoir de mettre l'accent sur des points prioritaires.

## Priorité aux revendications des plus exploités.

Le parti socialiste a pour responsabilité de prendre en charge les préoccupations de l'ensemble du front de classe. Mais il doit donner priorité aux revendications, aux aspirations des couches les plus défavorisées, les plus exploitées. Il s'agit, là encore, d'un choix essentiel, et il est indispensable de savoir s'il est bien celui du parti socialiste. Le prochain Congrès du parti devra se prononcer sur ce point.

*C'est un choix de justice sociale, c'est un choix économique, c'est un choix politique.*

Justice sociale : parti des travailleurs, nous voulons que dès les premiers mois d'un gouvernement de gauche le sort des plus malheureux s'améliore. Que ferions-nous si nous ne faisons pas au moins ça ?

Cela signifie un taux décent pour le minimum vital ; cela signifie ne plus prendre de retard pour actualiser ce chiffre chaque fois que nécessaire. Cela signifie prendre en compte les revendications quantitatives des groupes plus particulièrement exploités : femmes, jeunes, immigrés.

Cela signifie la réalisation, pour laquelle nous devons, dès maintenant, mener une puissante et permanente campagne, de la semaine de trente-cinq heures sans diminution de salaire.

Naturellement, cette réduction du temps de travail pourra s'accompagner d'une stabilisation des salaires les plus élevés. Elle pourra donc être l'occasion d'un premier et nécessaire resserrement de la hiérarchie des salaires ; mais elle ne doit pas être conditionnée par ce resserrement. Comme chaque fois que, dans l'histoire, les travailleurs ont tiré du progrès technique l'exigence d'une diminution du temps de travail, le patronat et le pouvoir crient à la désorganisation de l'économie et à la ruine des entreprises. Quel parti prenons-nous dans ce débat : celui des travailleurs ou celui des patrons ?

Choix économique : la revalorisation du revenu réel de la masse des salariés est une des conditions de la relance économique et l'un des moyens, avec la réduction du temps de travail, pour faire reculer le chômage.

Choix politique : c'est par nos mots d'ordre, plus encore que par des mesures d'organisation, que nous deviendrons pratiquement et sans conteste la principale force politique du monde du travail. La prédon-

dérance socialiste, c'est à l'aile gauche qu'elle se gagne. Les éléments hésitants qu'il nous faut amener à nous pour que la majorité de gauche soit large et irrécusable, ils viennent quand ils ont la garantie de notre force. Car, du fait de leur nature instable même, ils se déterminent en fonction non des programmes mais des rapports de force. En courant après eux, nous ne les gagnerons pas, mais nous nous perdrons sur notre « gauche ». *S'ancrer plus fortement à gauche, tel est l'impératif majeur.*

## Le parti et la qualité de la vie.

La rose est notre emblème : nous sommes, depuis le premier jour, le parti de la qualité de la vie. Nous devons l'être plus encore : grâce à notre réseau très dense d'élus locaux, nous pouvons organiser l'action des citoyens et de leurs groupements pour l'amélioration de leur cadre de vie, pour la défense de l'environnement. Nous sommes les seuls à agir contre le plan Messmer et pour une véritable diversification de la production énergétique nationale : cela aussi doit être l'objet d'une puissante et permanente campagne qui popularisera notre position sur le nucléaire, notamment par la diffusion d'une brochure sur l'énergie, qui est prête, et aurait dû être depuis plusieurs mois éditée.

Mais l'action pour la qualité de la vie, à moins d'être une renaissance des vieilles utopies rousseauistes, n'a de sens que si elle est un des fronts de lutte contre le système même du profit, car c'est la quête sauvage du profit qui saccage la qualité de la vie. Le pouvoir, naturellement, tente de détourner cette lutte de son axe naturel. Et le qualitatif lui est un prétexte à refuser le quantitatif. Nous devons, nous, montrer en toute circonstance que le quantitatif est une condition du qualitatif.

## 4) Un grand P.S. garant du socialisme.

La gauche est entrée dans une phase nouvelle : celle où il faut créer les conditions du contrat démocratique qui scellera l'union des forces populaires.

La volonté d'union est, et restera, le levier de l'action populaire. Les élections partielles l'ont rappelé à ceux qui auraient pu en douter. Le parti socialiste est le parti de l'union. Il doit l'être plus que jamais et le montrer. Mais, naturellement, il doit tenir compte des possibilités du moment. Actuellement, sauf à les monopoliser dans quelques cas, le parti communiste ne veut pas d'actions communes. En ce qui nous concerne, nous socialistes, les actions que nous entreprenons doivent l'être, en règle générale, avec tous ceux qui se réclament de la gauche.

Faut-il, pour autant, s'adresser nommément aux organisations et aux groupements et, dans ce cas, expressément au P.C.F. ? On ne peut faire n'importe quoi, n'importe où, à n'importe quel moment. L'« union à la base » ne doit pas être une incantation. Quand Georges Marchais lance ce mot d'ordre, ce n'est pas pour faire l'union, c'est pour se dédouaner et tenter d'affaiblir le parti socialiste.

Si nous nous disons « union à la base », c'est pour que l'union avance et pour que l'action se développe. Dans le moment présent, un tel mot d'ordre, lancé sur le plan national pour des initiatives d'actions communes, « tomberait à plat ». Les mots d'ordre qu'on n'applique pas s'usent : on ne doit pas gaspiller l'union.

Mais les initiatives ponctuelles correspondant aux possibilités actuelles rendront possible, le moment venu — et la politique de Giscard-Barre ne manquera pas de rapprocher ce moment, — des initiatives d'ensemble pour des campagnes d'action — éventuellement épaulées par des propositions législatives — parlementaires dont nous demanderions aux communistes de partager la responsabilité. Le plus tôt possible, nous aurons à montrer que nous ne nous résignons pas à agir seuls, que nous voulons l'action commune, et que ceux qui s'y refusent devront prendre la responsabilité de

leur refus. Durée du travail et conditions de travail, régime fiscal, régime des loyers, autant de sujets brûlants qui, dans un avenir raisonnable, pourront être l'occasion d'initiatives unitaires d'ensemble.

Nous ne devons surtout pas nous laisser prendre de vitesse lorsque le mûrissement des conditions politiques et l'approche de nouvelles échéances — électorales ou autres — rendront l'actualité aux solutions gouvernementales de la gauche. Certains penseront que le sujet est inopportun, mais il n'est point inopportun de s'y préparer, ni de dire à quoi, dès maintenant, nous travaillons. Devrons-nous, à nouveau, rentrer dans le jeu de la négociation des détails d'un « programme commun de gouvernement » ? C'est peu vraisemblable ; mais la question est posée, et beaucoup de travailleurs, espérant une issue à l'impasse présente, cherchent dès maintenant la réponse.

Quand nous aurons enrichi et actualisé le programme socialiste par notre réflexion sur le « projet », nous aurons les moyens de proposer une plate-forme gouvernementale dégageant les lignes d'action d'un gouvernement à direction socialiste. Naturellement, dans un contexte redevenu unitaire, nous ne prétendons pas imposer tout ce que nous proposerons. Mais, dès lors que notre position de principal parti de la gauche aura été consolidée, la plate-forme socialiste sera la base sur laquelle s'engagera l'échange de vues. Pas plus demain qu'hier, nous ne lancerons, nous, d'ultimatum ; mais, après le torpillage du programme commun, nous avons le devoir de mettre les capacités gouvernementales de la gauche à l'abri des ultimatums des autres. Nous ne refuserons évidemment pas la discussion, mais, la prochaine fois, nous en dessinerons nous-mêmes le cadre.

Ainsi, à tous ceux qui s'interrogent honnêtement comme à ceux qui s'empressent d'enterrer l'union, nous apportons des réponses concrètes et le schéma d'un calendrier. Nous disons par quelles initiatives le parti socialiste pourra enclencher à nouveau le mécanisme d'union des forces populaires.

Mais, dès maintenant, il faut prévoir d'aller plus loin. Notre congrès siègera quelques semaines avant le congrès communiste. Nous devons nous adresser à ce congrès.

Après la pause que l'après-échéec nous aura imposée, le moment sera venu de prendre une initiative. Et puisque nous sommes les premiers à gauche, c'est notre responsabilité de le faire : être les premiers à gauche, cela oblige ; cela oblige à agir pour l'union.

Et nous le ferons en tenant compte de ce fait aujourd'hui incontestable mais qui demeurerait incertain au seuil de l'été : les choses bougent dans le parti communiste. Nous devons peser sur cette mobilité non pas en intervenant dans le débat interne au parti communiste, mais par nos propositions unitaires, en posant clairement les conditions politiques de l'alliance de gauche, la question des garanties, à la lumière de l'expérience qui vient d'être vécue.

Le parti communiste n'est plus aujourd'hui en état d'opposer une carapace imperméable à nos initiatives : la crise de l'échéec et de ses responsabilités, la modification du rapport des forces à l'intérieur de la gauche, le rendent plus sensible à ce qui vient d'ailleurs. A nous d'en tirer parti, dans l'intérêt de toute la gauche, de tout le mouvement populaire. A nous d'agir.

Au moment de notre congrès, il sera non seulement utile de le faire, mais il sera temps. Car un mouvement ne reste jamais longtemps étalé : si rien n'est fait, à ce moment, dans la voie unitaire, alors tout se défera peu à peu. Ce sera la dérive vers autre chose.

##### 5) Dynamique de l'internationalisme du front de classe.

Le très grand effort accompli par le parti socialiste français, et notamment par le premier secrétaire, pour créer un environnement international favorable à l'action d'un gouvernement de gauche est, plus que jamais, une tâche prioritaire.

Tout doit être fait, dès maintenant, pour rendre plus facile demain l'élaboration d'accords d'échanges et de coopération avec les pays les plus divers. La diversification de nos approvisionnements en matières premières, et d'abord en matières premières énergétiques, est un objectif prioritaire. Le pouvoir giscardien a repris le mot d'ordre, mais il marque peu d'empressement dans sa réalisation, et encore moins de réussite. Dans un nombre appréciable de cas, par rapport aux pays du tiers-monde, un gouvernement à direction socialiste animé par François Mitterrand sera mieux placé que l'actuel pouvoir pour faire progresser la coopération et les échanges. Des accords de troc seront souvent possibles, et, de toute façon, devront être recherchés.

Cependant, quelques résultats que nous obtenions dans la diversification et le réaménagement de nos échanges extérieurs, nous resterons soumis aux lois du marché international. Tant que d'autres pays industriellement avancés ne seront pas engagés avec nous sur la voie du socialisme, nous vivrons une phase contradictoire, pendant laquelle les exigences du plan seront en compétition avec celles du marché international. Une telle phase — par nature transitoire — ne saurait être de longue durée : ou l'environnement international étouffera la tentative française ou l'élargissement de cette expérience à d'autres pays imposera au système capitaliste un partage d'influences qui, lui, prévaudra sans doute sur une longue période.

Pour réussir, le socialisme français doit donc peser sur le mouvement international, et il ne peut peser que s'il s'insère au plus profond de ce mouvement. La tentation de l'autarcie et de l'isolement n'est pas seulement un danger du point de vue économique, elle est un non-sens politique. Elle est renonciation à notre combat même : car ce n'est pas en France seulement que nous disputerons le terrain au capitalisme et à ses porte-parole politiques, nous le leur disputerons dans l'arène internationale. Mais, pour disputer le terrain, il faut être sur le terrain.

Cette considération guide notamment notre politique européenne.

S'il est vrai que la C.E.E. risque d'être un instrument de la domination américaine, par relais allemand ou, tout directement, de la domination allemande, cela veut dire qu'il faut justement livrer bataille à l'intérieur de la C.E.E. et non abandonner la place à ceux qui semblent — pour le moment — les plus forts. Les conditions que nous avons mises à une éventuelle approbation des accords de Brême sur la monnaie européenne sont un exemple de notre attitude, non de passivité mais de discussion et de contestation. Et nous aurons, naturellement, de tous autres moyens quand nous serons

« le pouvoir » en France. L'Europe est et sera, de toute façon : simplement, de notre présence et de notre intervention, il dépend beaucoup qu'elle soit un moyen de la concentration, il dépend beaucoup qu'elle soit un moyen de la concentration et du renforcement capitalistes ou un cadre propice au développement de l'action unie des peuples pour le socialisme. C'est dans cet esprit que nous allons aux élections européennes. L'élection de l'Assemblée européenne au suffrage universel sera pour nous une occasion, parmi d'autres, d'entraîner les peuples à l'action pour des transformations socialistes.

Cependant, la réalisation de notre programme de transformations socialistes en France même ne dépendra pas seulement de la diversification de nos accords de coopération et d'échanges bilatéraux et des avantages que nous pourrions tirer d'une évolution positive de la C.E.E. Tout ce que nous ferons, et, d'ailleurs, tout ce qui se fera dans le monde au cours des prochaines décennies, est conditionné par le remaniement de l'actuel système de la division internationale du travail, lui-même en correspondance avec l'accentuation de la concentration du pouvoir économique et politique. L'aggravation des déséquilibres auxquels nous assistons depuis un quart de siècle approche de son point critique : les distorsions sont, dès maintenant, très sérieuses entre pays capitalistes industriellement avancés, mais elles sont tout à fait insupportables pour la plupart des pays du tiers-monde.

L'engagement, sur la voie du socialisme, de pays industriellement avancés, en rompant la solidarité profonde du système capitaliste, créera, en convergence avec une série de pays du tiers-monde, un rapport de forces qui devrait permettre de faire prévaloir les solutions de négociation sur la méthode de force et rendra concevable un remaniement progressif et pacifique de l'actuelle division internationale du travail. Le rôle d'un gouvernement à direction socialiste en France sera nécessairement important à cet égard ; il sera peut-être déterminant. En tout cas, le succès de cette mutation conditionnera plus que tout sa propre réussite. Un tel gouvernement aura besoin de tous ses atouts, et, d'abord, de l'adhésion consciente de la masse des travailleurs français : cette adhésion ne va pas de soi, car, même si le chauvinisme et le racisme ont beaucoup reculé, quand les difficultés sont là, la tentation est forte de se solidariser avec sa propre bourgeoisie contre les peuples qui réclament leur place au soleil.

L'heure de vérité pour le socialisme sera celle de la mise en place d'un *nouvel ordre économique mondial*.

## Présence dans les entreprises

Ce texte a été déposé par la fédération du Nord (après adoption par la convention fédérale unanime) lors de la convention nationale sur le règlement intérieur à propos du fonctionnement du secteur entreprise.

Cette convention nationale ayant reporté ce débat au congrès national, le texte ci-dessous devient donc une contribution particulière en vue de ce point particulier de l'ordre du jour.

Le parti socialiste doit définir les moyens et les objectifs qui lui permettront d'associer à son action un nombre toujours plus important de Françaises et de Français. Nous insistons sur la nécessité impérative du développement de notre action et de notre implantation dans les entreprises.

En France aujourd'hui, les principaux problèmes sont : l'emploi et l'inflation. — Tout le monde tombe d'accord pour considérer qu'il s'agit de problèmes politiques. Il n'est pas possible que le droit d'en débattre existe partout sauf là où se font les licenciements ; sauf là où l'inflation se décide,

c'est-à-dire dans l'entreprise. Le travailleur ne peut perdre ses droits de citoyen à part entière quand il franchit les portes de l'entreprise. Il ne saurait donc être question de limiter le rôle du parti à l'extérieur de l'entreprise, à l'obliger de combattre la politique actuelle partout, sauf là où elle prend racine et où elle exerce ses effets les plus néfastes.

*La démocratie doit pénétrer dans l'entreprise* ; la reconnaissance de la section politique d'entreprise est donc un objectif pour tous ceux qui veulent un changement politique dans un sens socialiste et autogestionnaire.

L'existence de la section politique d'entreprise permet, au niveau même de l'entreprise, le débat sur la politique économique du pays, permet de combattre les effets de celle qui est actuellement menée, d'assurer, là où se posent les problèmes, un débat constructif avec le mouvement syndical. Ce débat doit s'appuyer constamment sur la prise en compte des revendications des travailleurs et de leurs aspirations pour la définition de notre projet de société.

Nous proposons aux militants une série de mesures concrètes pour améliorer l'organisation des socialistes dans l'entreprise. — Dans chaque section locale doit être prévu un responsable à l'implantation dans les entreprises. Dans chaque fédération, un secrétaire fédéral sera plus spécialement chargé de l'animation du secteur entreprises. Il sera élu par la commission exécutive fédérale, après consultation des responsables de S.E. et de G.S.E., ainsi que des responsables « entreprises » des sections locales. Dans chaque fédération sera constituée une commission fédérale entreprise, formée des responsables des S.E. et de G.S.E., ainsi que des responsables entreprises des sections locales.

Chaque fédération doit, à l'occasion de son budget prévisionnel annuel, définir le montant des sommes qu'elle affectera au travail d'implantation dans les entreprises et au soutien de l'activité des S.E. et G.S.E.

Parce que nous sommes un parti politique, ce sont les fédérations qui sont notre centre de décision politique pour tout ce qui concerne l'implantation dans les entreprises. Mais le parti socialiste s'est doté d'une structure particulière, les G.S.E. nationaux permettant de coordonner notre action dans une branche particulière.

Organes de coordination des S.E. et G.S.E. d'une même branche d'activité, les G.S.E. nationaux sont consultatifs auprès du comité directeur pour tout ce qui concerne leur branche d'activité. Ils ont notamment pour rôle de participer, dans le cadre des commissions d'études politique, industrielle ou économique, correspondant à leur branche d'activité (trois membres de droit par commission), à l'élaboration des propositions politiques faites au bureau exécutif et au comité directeur du parti. Ils ont pour charge d'aider les fédérations (qui restent le lien fondamental de notre action à l'implantation dans les entreprises) dans leur secteur d'activité.

Les G.S.E. nationaux organisent une fois par an une assemblée générale des S.E. et G.S.E. de leur secteur d'activité.

Les G.S.E. nationaux élisent un bureau comprenant seize membres maximum et représentatif régionalement de l'implantation du parti dans le secteur d'activité couvert.

Les assemblées générales des G.S.E. nationaux sont composées d'un membre par S.E. et G.S.E. de moins de trente ; deux membres pour les S.E. et G.S.E. de plus de trente membres. Les votes s'effectuent sur la base d'une voix par délégué présent. Participent aux travaux des G.S.E. nationaux (bureau ou A.G.) le (s) délégué (s) national (aux), des représentants des commissions d'études et politique industrielle et du groupe parlementaire correspondant au champ d'activité du G.S.E. national.

Les G.S.E. nationaux sont créés sur décision du comité directeur après demande d'une assemblée des G.S.E. de base d'une même branche

La commission nationale entreprises est aujourd'hui élue à la proportionnelle des courants du congrès. Cela en fait une forme de comité directeur du secteur entreprises, sans pouvoir de décisions et manquant de représentativité par rapport à l'action réelle menée dans ce secteur. Nous proposons que la C.N.E. soit composée des responsables fédéraux aux entreprises, des responsables de G.S.E. nationaux. Elle sera consultative auprès du comité directeur et se réunira tous les deux mois. Elle élira un collectif de quinze membres (à la proportionnelle des courants du congrès) chargé d'assister le secrétaire national aux entreprises dans sa tâche. Elle sera représentée au comité directeur, avec voix consultative, par deux membres qu'elle désignera.

#### Financement

Le National prendra en charge :

a) Les frais de déplacement de tous les

membres du parti, militants d'une S.E. ou d'un G.S.E. ;

b) Les frais de déplacement des délégués à une conférence nationale de G.S.E. nationaux, ainsi que les frais de déplacement des membres du bureau des G.S.E. nationaux, dans la limite de quatre par an (sauf accord préalable avec délégation aux entreprises) ;

c) Les frais de déplacement des membres de la C.N.E., lors des réunions de celle-ci ;

d) Les frais de déplacement et les pertes de salaires (plafonnés) des participants des stages nationaux entreprises.

Chaque année, lors du vote du budget, le budget du secteur entreprises sera établi après un débat au comité directeur sur le plan de travail pour l'année à suivre.

Tous les deux ans, une conférence nationale entreprises sera convoquée sur la base d'un représentant par S.E. et G.S.E. de moins de trente et deux représentants par S.E. et G.S.E. de plus de trente.

## Lutte des femmes et combat socialiste

Yvette Roudy, Jacques Delors, Colette Audry, Henry Saby, Paulette Girard, Georges Fillioud, Françoise Carle, Jack Lang, Paul Dufour, André Vianes, Françoise Séligman, Claude Germon,

Christiane Mora, Claude Estier, Michel Bérégovoy, Jeanine Parent, Marcel Debarge, Jeanine Tillard.

Le congrès de Nantes du P.S. en juin 1977 a reconnu la dimension politique des luttes féministes. Faisant droit à la demande vigoureuse des femmes du parti, il a décidé : la tenue d'une convention nationale ; l'augmentation du quota ; la création d'un secrétariat à l'action féminine.

La convention nationale sur les droits des femmes nous a dotés (fait sans précédent dans l'histoire du P.S.) d'un texte qui rend désormais indissociables le combat socialiste et la libération des femmes. Ce texte est devenu la ligne du parti et un élément de son identité.

Le secrétariat national à l'action féminine a développé depuis son effort à l'extérieur et à l'intérieur du parti : en organisant le travail et les luttes dans les fédérations, en lançant une campagne pour la défense et l'extension de la loi sur les moyens contraceptifs et (dernier recours en l'absence de ces moyens) l'I.V.G., et en s'associant à la campagne « entreprises », en soutenant les travaux de la commission nationale féminine, en multipliant les actions de formations.

Aujourd'hui, le niveau de responsabilité politique et l'efficacité de nos militantes se sont développés remarquablement, en même temps qu'un nombre croissant de responsables du P.S. prenaient conscience de la dimension politique de la condition de la femme dans la société.

Tout cela a abouti à la décision de faire figurer les femmes sur la liste socialiste des candidats aux élections européennes dans la proportion de 30 % (trois par tranches de dix). Dans le même temps, le bureau exécutif du parti adoptait une déclaration sur les droits des femmes en vue de ces élections.

### Une nécessaire révolution culturelle

Mais si la bataille menée à l'intérieur du parti a ouvert la voie, si l'action féminine commence à devenir une réalité bien vivante dans les fédérations, si le parti est de plus en plus présent sur le terrain des luttes de femmes, il reste que le texte très riche et très cohérent de notre manifeste est encore fort mal connu — voire ignoré — par trop de militants et militants, de responsables à tous les niveaux, et que cela nuit gravement à nos progrès.

Aussi longtemps que les luttes des femmes ne seront pas prises en compte par l'ensemble des militants responsables du P.S. — hommes et femmes — au même titre que les autres luttes contre toutes les formes d'exploitation et d'aliénation du système, notre parti n'aura pas véritablement réussi à réconcilier féminisme et socialisme.

Au moment où les femmes sont les principales victimes de la crise (54 % des chômeurs) et les plus exploitées parmi les travailleurs (75 % des smicars), au moment où leur droit au travail et le droit à disposer de soi sont aujourd'hui plus que jamais menacés par le chômage et par une campagne orchestrée par la droite qui tend à

dramatiser le problème démographique en culpabilisant les femmes, la défense de ces droits s'inscrit plus que jamais dans le combat socialiste contre les inégalités, contre le système capitaliste. La défense de ces droits exige une authentique révolution culturelle qui doit impulser le parti contre les séquelles de l'idéologie patriarcale qui est un des principaux supports du système.

C'est l'affaire de tous les militants comme de toutes les militantes.

#### ● DEFENDONS VIGOREUSEMENT LES DROITS DES FEMMES MENACÉS EN SOUTENANT ACTIVEMENT DEUX CAMPAGNES SUR :

— Le droit à disposer de soi : extension de la loi Veil — accès aux moyens contraceptifs et (dernier recours en l'absence de ces moyens) interruption volontaire de grossesse — abrogation de la loi 1920 et remboursement I.V.G. par la S.S. — extension du délai d'intervention — ouverture d'une vaste campagne d'information, etc.

— Le droit à l'emploi : tenue de journées fédérales et régionales pour la défense du droit à l'emploi des femmes — lutte contre les discriminations de salaires et à l'embauche, etc.

● PRENONS L'ENGAGEMENT DE PROCEDER TOUS LES DEUX ANS, DANS L'ENSEMBLE DU PARTI, PAR DES ETATS GENERAUX DE LA FEMME, A UN REEXAMEN DE LA SITUATION.

● PRENONS L'ENGAGEMENT QU'A PARTIR DU PROCHAIN CONGRES LES PORTE-PAROLE DU PARTI A TOUS LES NIVEAUX SERONT DES RESPONSABLES DES DEUX SEXES.

● PRENONS L'ENGAGEMENT POUR LES PROCHAINES LEGISLATIVES D'ATTRIBUER DANS TOUTES LES FEDERATIONS UNE CIRCONSCRIPTION SUR CINQ (ET NON LA PLUS MAUVAISE) A UNE FEMME.

● PRENONS LA DECISION DE RESERVER LES « SUCCESSIONS » A DES CAMARADES FEMMES.

● DEPASSONS LARGEMENT LES 15 % DU QUOTA POUR RESPECTER EFFECTIVEMENT A TOUS LES NIVEAUX LA PROPORTIONNELLE REELLE DES FEMMES DANS LE PARTI (aujourd'hui estimée à 25 %).

● PRENONS LE PARI D'EXTIRPER DE NOS COMPORTEMENTS LES TRACES DE PATRIARCAT, QU'IL SOIT AUTORITAIRE OU PATERNALISTE.

Il y va de notre crédibilité et de la réussite du socialisme autogestionnaire qui — en tout état de cause — ne pourra exister sans les femmes.

A. Vivien, P. Mauroy, M. Rocard, G. Martinet, L. Le Pensec, J. Le Garrec, J.-P. Cot, Dubedout, Wilfrid Bertile (1<sup>er</sup> secr. Réunion), Maurice Egalgi (présid. Fédér. Guyane).

Les départements d'outre-mer subissent actuellement une crise qui s'aggrave. Tandis que l'antique économie de plantation décline, et avec elle les productions agricoles, un nouveau système colonial se met en place avec la complicité des élus locaux de la droite, système qui privilégie la caste des importateurs au détriment de la production locale et des travailleurs, privés le plus souvent d'un emploi régulier.

Les discriminations sociales les plus odieuses subsistent, en dépit des déclarations gouvernementales sur la « départementalisation » économique des DOM : SMIC maintenu à un taux inférieur ; non-extension à l'outre-mer de l'allocation de chômage ; refus des allocations familiales aux enfants de handicapés, etc.

Enfin, la pratique de l'assistance permanente détruit les liens moraux de solidarité qui unissent les DOM à la France, tout en aliénant sur le plan culturel les populations antillaises, guyanaise et réunionnaise auxquelles est refusée, plus encore qu'aux collectivités métropolitaines, la liberté

de définir leur propre plan de développement et de s'administrer par elles-mêmes.

En ce qui le concerne, le parti socialiste doit se fixer quatre axes principaux d'action à l'égard des DOM.

1) Confier à une assemblée élue au scrutin proportionnel de liste et unique dans chaque DOM les pouvoirs des actuels conseils généraux, l'élaboration du plan de développement, ainsi que l'exécutif des affaires locales qu'exercent jusqu'à présent, ces véritables proconsuls que sont les préfets d'outre-mer.

2) Confirmer à l'assemblée départementale les pouvoirs de proposition que les conseils généraux détiennent déjà sans en faire usage, en matière d'évolution ou de modification de statut, conformément au décret de 1960 et dans le respect des articles 53, 72 et 73 de la Constitution.

3) Conférer à l'assemblée départementale, les moyens et les pouvoirs du développement culturel spécifique à chaque DOM.

4) Associer et consulter l'assemblée départementale préalablement à la ratification de tout accord international (tel que l'élargissement de la C.E.E. ou la renégociation des accords de Lomé), dès lors que celui-ci entraîne des conséquences importantes pour l'économie du DOM concerné.

## Féminisme et socialisme

Depuis une dizaine d'années, partis et syndicats du mouvement ouvrier sont confrontés, sans en comprendre la pleine dimension politique, à la poussée d'un nouveau mouvement social : le mouvement des femmes. Au moment même où le parti socialiste faisait de l'autogestion un thème central de son combat politique, il ignorait la portée de ce mouvement.

Il nous semble que le parti socialiste a été ralenti dans l'approfondissement de ses thèmes autogestionnaires et bloqué dans son développement parce qu'il n'a pas su analyser l'importance du féminisme des années 70. De nombreuses femmes se sont tour à tour battues pour secouer le parti et lui faire ouvrir les yeux sur ce qui se passait dans la société. Malgré l'importance de la convention sur les droits des femmes, les tentatives faites par le P.S. pour intégrer quelques revendications des femmes ont plus été des réactions de défense et de protection contre des remises en question nécessaires, que des éléments de nature à lancer une nouvelle confrontation entre socialisme et féminisme. Or, le temps de cette confrontation nous semble venu, sous peine de faire reculer très sensiblement les capacités du parti à se présenter au cœur des mouvements sociaux. On a souvent remarqué que l'histoire des rapports entre féminisme et socialisme est l'histoire des rendez-vous manqués ; en fait, cette rencontre n'a jamais eu lieu qu'au niveau théorique ; cela parce que les femmes n'avaient jamais pris à grande échelle une réelle autonomie politique par rapport au monde masculin.

Il n'y a possibilité de rencontre entre féminisme et socialisme que si les femmes existent comme personnes politiques ; cela signifie, dans le parti, qu'elles entendent se situer à égalité avec les hommes pour la détermination de la ligne politique. Cela est en continuité avec le travail patient fait par les femmes depuis des années dans le P.S., en rupture avec un féminisme simplement revendicatif, donc réformiste.

Le prochain congrès du parti socialiste sera le premier à être saisi directement de la question des femmes et devra, pour ce faire, répondre à plusieurs interrogations. L'une concerne les enjeux de la société ; peut-on déceler, à travers des manifestations diverses, contradictoires, parfois ambiguës du mouvement social des femmes, une poussée aussi essentielle que l'a été le mouvement ouvrier au dix-neuvième siècle, de nature à transformer les règles du jeu social et du jeu politique ? Cette revendication vise à réintroduire dans la politique et dans l'histoire une moitié de la population. Dans ce cas, comment nous situons-nous par rapport à ce mouvement ? Acceptons-nous de le saisir dans toute sa dimension et d'en voir la portée pour mieux définir la base sociale, la stratégie et le projet socialiste et autogestionnaire du parti ? Cela inclut évidemment la question si souvent débattue de la place des femmes dans l'organisation, mais la dépasse largement. Plus précisément, et pour lancer un débat qui devra porter sur la globalité de ces problèmes, quelques thèmes nous semblent prioritaires parce que significatifs des débats portés aujourd'hui par les femmes. Ces cinq points sont :

Thérèse Auriel (Paris), Denis Belot (Isère), Paulette Berger (Rhône), Marie-Odile Rouille (Loire-Atlantique), Béatrice de Bourbon (Val-de-Marne), Nicole Bouyala (Gard), Martine Buron (Loire-Atlantique), Denise Cacheux (Nord), Marie-Louise Calcat (Pyrénées-Atlantiques), Marie-José Carlos (Rhône), Carmen Carmona (Paris), Maryse Carteret (Cher), Gaby Chamoulaud (Rhône), Irène Charamande (Paris), Carole Daubray (Ille-et-Vilaine), Alice Delaveau, Jeanine Daubray (Ille-et-Vilaine), Fr. Depage-Cadernac, Birgitta Hessel (Eure-et-Loir), Catherine Derain (Paris), Odile Dreyfus (Alpes-Maritimes), André Dufau (Hauts-de-Seine), Anne-Marie Dufour (Alpes-Maritimes), Renée Dufour (Rhône), Thérèse Duplas (Indre), Françoise Evin (Loire-Atlantique), Michèle Fimbel (Eure), Jacqueline Fischer (Essonne), Annie Frémeaux (Alpes-Maritimes), Yvette Fualdes (Paris), Françoise Gaspard (Eure-et-Loir), Michèle Gazet (Paris), Marie-Françoise Gérard (Paris), Cécile Goldet (Paris), Colette Gordet (Alpes-Marit.), Sylvie Gropper (Sne-St-Denis), Josette Imbert (Rhône), Marie Jacq (Finistère), Françoise Joffroy (Hauts-de-Seine), Madeleine Jouannet (Essonne), Denise Jousot (Rhône), Elizabeth Julliot (Yvelines), Josette Julliot (Yvelines), Colette Kahn (Paris), Huguette Kervilly (Ille-et-Vilaine), Monique Lamaison (Rhône), Françoise Laurant (Isère), Francine Lefebvre (Rhône), Jacqueline Leray (Hauts-de-Seine), Marie-Noëlle Liénemann (Essonne), Anne-Marie Maillard (Nord), Françoise Margot (Paris), Monique Mari (Alpes-Maritimes), Geneviève Mas (Isère), Suzanne Masse (Alpes-Maritimes), Michèle Mathieu (Alpes-Maritimes), Malou Pasquier (Rhône), Nicole Pelletier (Haute-Savoie), Evelyne Picard (Val-de-Marne), Françoise Pingaud (Paris), Geneviève Potier de Courcy (Paris), Geneviève Pruvost (Haute-Savoie), Sylvie Ragueneau (Paris), Marie-Claude Riquoir (Pas-de-Calais), Hélène Roland (Paris), Chantal Rossi (Alpes-Maritimes), Chantal Ruiz (Alpes-Maritimes), Simone Saillard (Rhône), Monique Sauvage (Paris), Laure Sauvèze (Rhône), Marie Schibler-Pierret (Vosges), Michèle Sellier (Somme), Suzanne Simon (Rhône), Paule Suchet (Pyrénées-Atlantiques), Thérèse Toure (Paris), Odette Tournier (Alpes-Maritimes), Brigitte Yvert (Somme).

1. — LE FEMINISME, NOUVELLE GRILLE D'ANALYSE DE LA SOCIÉTÉ ; LE RECENTRAGE DES LUTTES PÉRIPHÉRIQUES DANS LA LUTTE DES CLASSES.
2. — LES FEMMES FACE À L'ÉTAT.
3. — LA QUESTION DU TRAVAIL DES FEMMES REDEFINIT UN MODÈLE DE DÉVELOPPEMENT.
4. — PRATIQUE MILITANTE, PRATIQUE POLITIQUE. LES FEMMES ET LE PARTI.
5. — REDEFINIR NOS SOLIDARITÉS INTERNATIONALES EN TENANT COMPTE DE LA SITUATION DES FEMMES DANS LE MONDE.

## I. — La question des femmes une nouvelle grille d'analyse politique

Une victoire de la gauche sur le plan électoral et une véritable rupture avec le capitalisme supposent que le parti socialiste comprenne les mutations qui s'opèrent autour de lui et en lui. Or, on constate que le parti continue à privilégier une seule catégorie de luttes, celles qui rendent compte de l'exploitation économique.

Les luttes qui portent sur le cadre de vie, les conditions de travail, les libertés quotidiennes révèlent aussi des structures d'oppression qui réclament des combats spécifiques.

Les femmes, par leur position dans la société, sont au cœur de ces luttes qui mettent en évidence les processus du pouvoir oppressif.

La grille d'analyse du féminisme montre comment les processus d'aliénation s'enracinent dans les structures du pouvoir, comment la seule lutte des classes, ajoutée à la seule appropriation collective des moyens de production, ne permet pas de rompre avec le système capitaliste.

Car l'analyse des rapports de domination mise en lumière par les femmes ne rend pas seulement compte des rapports de domination homme-femme. Elle permet de mieux comprendre l'ensemble des phénomènes de pouvoir et de dépendance. C'est le sens nouveau des luttes improprement appelées « périphériques ». Loin de constituer un secteur marginal, de telles luttes s'attaquent au pouvoir d'État, comme l'ont montré les manifestants anti-nucléaires, les luttes des travailleuses contre l'organisation hiérarchique de l'entreprise et la surexploitation dont elles sont l'objet, la bataille menée par les femmes pour la contraception et l'avortement et contre l'appareil de santé.

Les mouvements écologistes, anti-nucléaires, régionalistes, féministes, amorcent un processus de recentrage de la lutte des classes que nous ne pouvons ignorer, sous peine d'en rester à une lutte des classes si abstraite que toutes les luttes concrètes se retrouvent à la périphérie. Dans la pratique de ces nouveaux mouvements sociaux, on retrouve à la fois des éléments d'expérimentation sociale, de revendication économique de classe, de lutte politique contre l'État.

Les analyses qui séparent les luttes dites périphériques de la lutte des classes, qui serait centrale, étendent cette division aux organismes qui mènent ces luttes. Ainsi les associations, et en partie les syndicats, mèneraient des combats partiels, ponctuels, catégoriels, et le véritable combat politique serait réservé aux partis. Cette répartition inégale, qui donne le monopole de la grande politique

aux seuls partis, s'accompagne en pratique d'une répartition par sexe : aux femmes les associations, aux hommes les partis. Tout refus du traitement politique de la question des femmes dans le P.S. ne ferait que cautionner cette division des tâches.

Nous ne pouvons pas réserver aux mouvements de femmes et aux syndicats la prise en compte de la question des femmes ; elle doit être un élément déterminant de notre analyse politique.

## II. — Les femmes face à l'État

Ceux qui distinguent luttes de classes et luttes « périphériques » voudraient réduire l'ensemble des problèmes des femmes à la recherche de nouveaux rapports sociaux. Certes, les femmes ont considérablement élargi le champ politique en redonnant toute son importance à la société civile, mais nous ne devons pas oublier que le mouvement social s'affronte à l'État capitaliste et misogyne. Les luttes sur la santé, la justice, contre la violence d'État contre l'État patron, l'appareil scolaire le montrent quotidiennement.

Les luttes des femmes et la réflexion politique féministe débouchent sur la dénonciation de tous les rapports de domination. Nous retrouvons ce type de rapports au cœur même de l'État lorsqu'il instaure un pouvoir autoritaire et totalitaire. De même que la grille d'analyse fournie par la lutte des classes ne permet pas de saisir tous les rapports d'oppression, de même l'analyse de l'État comme système de pouvoir de la classe dominante ne permet pas de saisir toutes les perversions du pouvoir d'État. L'analyse féministe fait apparaître les structures profondes du pouvoir totalitaire : elles sont analogues à celles du pouvoir patriarcal, modèle de tous les rapports hiérarchiques de domination.

Dénoncer la conviction qu'une catégorie est faite pour diriger et une autre pour obéir et exécuter, ce n'est pas donc vouloir une lutte des sexes impossible et suicidaire pour la société, c'est mettre fin à un modèle et à un système de pouvoir dont les hommes ont été les agents, qui pèse sur tous les opprimés, hommes et femmes, et qui musèle en permanence la conquête de la liberté. La libération des femmes est indispensable à tout mouvement de libération, à tout projet socialiste global et cohérent.

L'effort d'émancipation des femmes met en évidence la persistance du pouvoir patriarcal comme structure profonde de notre société. Ce pouvoir reconnaît que, par essence, l'organisation politique, le commandement et la loi reviennent aux hommes qui détiennent la force d'appropriation tandis que, par nature, les femmes leur sont assujetties dans les tâches d'entretien et d'exécution.

*L'État patron.* — Malgré l'indépendance acquise par les femmes dans la société industrielle, la loi patriarcale maintient sa discrimination, comme le prouve la présence massive des femmes parmi les O.S., les métiers de service et les chômeurs, ainsi que leur absence globale de la scène politique.

L'État patron demeure, lui aussi, clairement misogyne. Le secteur nationalisé et le secteur public sont, en France, de ce point de vue, peu différents des entreprises capitalistes : discrimination dans les responsabilités et dans les promotions, dévalorisation en termes de statut et de traitement des secteurs féminisés. Cela nous rend tout particulièrement hostiles à toute forme de capitalisme d'État. La situation des femmes dans les pays de l'Est montre bien que l'on ne peut pas attendre seulement de la prise du pouvoir d'État les modifications de structures exigées par la situation des femmes. En ce sens, les socialistes doivent faire des propositions pour que les entreprises nationalisées ou à nationaliser, deviennent exemplaires et expérimentales en matière de travail des femmes ; dès aujourd'hui, les municipalités d'union de

la gauche peuvent mettre en œuvre des politiques non ségrégationnistes.

*L'État légifère* en matière de natalité. Ce faisant il continue à considérer la femme comme une propriété. Par exemple, lorsqu'il s'arroge le droit de prescrire en matière de natalité, il renforce en même temps la puissance de son appareil répressif, ce qui est apparu en U.R.S.S. sous le régime stalinien, en France sous le régime de Vichy.

C'est pourquoi nous refusons toute politique qui prescrive aux femmes leur comportement et leur statut, selon les nécessités de l'heure. En revanche, l'État nataliste est impuissant à vaincre le malthusianisme de notre société. Seules une politique de la petite enfance et une politique de l'émancipation des femmes peuvent permettre l'expression d'un libre choix parental.

*Société civile et pouvoir d'État.* — La distance de l'État par rapport à la société civile mène à « autonomiser » complètement la vie politique. Elle reproduit la répartition des tâches établies par le patriarcat : aux hommes, la chasse, la guerre, l'administration, le commerce ; aux femmes, la nourriture, l'entretien, l'éducation, les services. Cette division sexuée du travail social introduit une séparation radicale du public et du privé, du pouvoir et de l'exécution.

*Redéfinir l'État.* — L'État socialiste ne peut échapper à ces déviations que si l'on définit les conditions politiques du socialisme et le contenu politique de la transition. Il n'y aura pas de rupture avec l'État capitaliste, pas de dépassement de l'État autoritaire, pas de garantie contre l'État totalitaire, si le pouvoir du patriarcat n'est pas dénoncé et récusé. C'est pourquoi la prise de conscience par les femmes de leur oppression spécifique constitue un apport important à l'élaboration de la politique socialiste.

Dénoncer les modèles hiérarchiques et autoritaires du pouvoir ne signifie pas le refus du pouvoir d'État ni la contestation permanente par une multiplicité de contre-pouvoirs.

Il s'agit d'une redéfinition de l'État qui rejette le modèle totalitaire du pouvoir patriarcal, pour lui substituer le pouvoir régulateur de l'État démocratique. La pensée féministe sur l'État et le pouvoir oppose à la loi du père la loi de la communauté.

Cela comporte un certain nombre d'exigences dont il convient de faire un bref rappel :

— Réaffirmation de « l'État de droit » : la subordination de l'État à la loi et au droit est la condition nécessaire de sa légitimité et de sa justice.

— Présence des luttes : cette justice n'est pas abstraite, elle se définit et s'obtient par les luttes sociales de revendication ou de défense des libertés.

Aujourd'hui l'État capitaliste est lui-même traversé par les luttes de classes qui ébranlent son pouvoir. Dans le passage au socialisme la dynamique des contradictions sociales doit persister au sein de l'État. Toute adhésion « passive » à un système étatique — même s'il se dit socialiste — est un piège aussi bien pour la classe ouvrière que pour les femmes.

Décentralisation de l'État par la reconnaissance des collectivités locales nouvelles, l'organisation de pouvoirs régionaux et locaux dotés de compétences accrues et des moyens financiers nécessaires.

## III. — La question du travail des femmes

Le capitalisme fonctionne sur l'exploitation, la domination et la dévalorisation des femmes, qu'elles fassent des travaux rémunérés ou bénévoles. Parler du travail pour les femmes n'évoque par la même chose que

pour les hommes. Pour 60 % des femmes de vingt à soixante-cinq ans au travail professionnel s'ajoute un travail de survie lié à l'entretien des individus et à la présence des enfants. Pour les femmes, même les vacances ne sont jamais que des loisirs à temps partiel. Quand on parle de l'emploi des femmes, de quoi s'agit-il ? des tâches mal rémunérées (75 % des smicards sont des femmes), des postes en bas de la hiérarchie, des professions dévalorisées parce que complètement féminisées. Il y a aujourd'hui parmi les chômeurs 62 % de femmes. Mais, à côté de ces femmes répertoriées comme chômeuses, bon nombre de « femmes à la maison » souhaiteraient travailler et ne peuvent pas le faire à cause du chômage, de la division sexuelle des tâches et des modèles féminins et masculins qui leur sont imposés.

Malgré l'entrée massive des femmes sur le marché du travail, la question du travail des femmes reste mal posée, à cause du poids des mentalités et de la division sociale du travail.

On ne demande jamais à un homme s'il travaille par nécessité économique ou pour son épanouissement. Etre humain à part entière, il ne doit compter que sur lui-même pour assurer sa subsistance. Pour les femmes ce n'est pas encore le cas. Il est admis qu'elles auraient le droit de choisir de ne pas travailler pour vivre, comme si toutes les femmes étaient les épouses d'un homme ayant les moyens de les entretenir, ou des mères élevant des enfants, service que la collectivité devrait reconnaître. Le travail tel qu'il est organisé aujourd'hui n'est de façon générale libérateur ni pour les hommes ni pour les femmes ; il est essentiellement le moyen d'acquiescer une relative autonomie économique.

La surexploitation des travailleurs par le capitalisme s'appuie sur cette vieille conception d'un libre choix, qui n'existe pas pour la grande majorité des femmes. Lutter dès aujourd'hui pour que la société conçoive le travail de la même manière pour les femmes et pour les hommes, contre la théorie d'un libre choix de travailler réservé aux femmes, c'est s'attaquer à l'exploitation capitaliste et se donner les moyens de construire une société socialiste réellement égalitaire.

La reconnaissance par la société du droit des femmes au travail entraîne la redéfinition d'un modèle de développement tenant compte des besoins sociaux non satisfaits dans le système productiviste et de consommation. Elle exige une conception nouvelle de l'urbanisme, de la localisation des emplois et de l'habitat, une redéfinition de la place du travail dans la vie et le statut social.

La situation actuelle des femmes au travail, la surexploitation dont elles sont l'objet nous obligent à réexaminer les théories étroites de la libération des femmes par le travail.

Le schéma qui voudrait que pour se libérer les femmes entrent dans les entreprises, prennent alors conscience de leur exploitation comme travailleuse et comme femmes, réalisent que seule la transformation des conditions de production et de pouvoir dans l'entreprise leur permettra de se libérer, reçoit des démentis tous les jours. Il n'y a pas de mécanique de libération dans le passage de la famille à l'entreprise quand la simple survie économique de la famille le nécessite, ce qui est souvent le cas.

Autant il nous semble que nous devons nous battre pour une société qui permettrait le droit à l'emploi pour tous, autant nous devons nous garder de penser que les seules vertus du travail assureront aux femmes leur libération.

Un grand nombre de femmes, chômeuses inscrites ou pas à l'ANPE, femmes au foyer par nécessité, participent à la remise en question du travail capitaliste. Ce qu'elles mettent en cause, avec les travailleuses, c'est la division du travail, son organisation, mais aussi sa finalité.

#### IV. — Pratique militante, pratique politique

Le militantisme politique dominant au parti socialiste se pratique sous la forme suivante : on va à une réunion de section tous les quinze jours ou tous les mois, entre-temps on colle des affiches, on distribue des tracts et, au mieux, on ouvre le local du parti certains dimanches pour faire des « permanences ». Nous sommes dans la situation de militants « propagandistes » surtout pas « imaginatifs ». Les militants ont le choix entre être muets (les femmes le plus souvent, mais pas seulement) ou développer interminablement la ligne du parti ou des interprétations de ce que l'on croit être la ligne à un moment donné.

Ainsi autour du triptyque : front de classe, union de la gauche et programme commun, autogestion, on peut broder interminablement. Les sections considérées comme les plus militantes font des interventions sur « les entreprises du quartier » pour « populariser les propositions du parti ».

A ces pratiques, deux fondements :

— Une analyse de l'Etat considéré comme l'agent déterminant de toute situation, et le changement de gouvernement considéré comme le seul objectif sérieux.

— Un processus de politisation unique pour tout le monde qui suppose que la prise de conscience commence dans l'entreprise à partir des intérêts économiques ; on se syndique, puis peu à peu on accède à une conscience politique plus large, et on entre dans un parti. Une variante s'applique hors de la production, dans le domaine de la consommation : on entre dans une association du cadre de vie, puis dans un parti. La logique de ce processus, c'est que le parti est le seul à faire de la politique.

Ces pratiques et ces analyses nous semblent être à l'origine de la crise du militantisme qui affecte le P.C. comme le P.S. et qui se fait sentir plus particulièrement chez les femmes.

En effet, les femmes ont montré que les processus de politisation étaient beaucoup plus complexes ; beaucoup de femmes accèdent à « la politique » à partir de considérations autres qu'économiques. En revanche, la vie associative reçoit chaque jour des femmes qui viennent des partis politiques dans une logique inverse de la procédure considérée comme « normale ».

Le militantisme spécifique des femmes n'a pas trouvé ses possibilités d'expression et de reconnaissance dans le parti. Tous les débats qui portent aujourd'hui sur le parti et sa démocratisation tournent en fait autour de la vraie question : qui fait la politique ?

Le militant modèle héroïque est survolorisé, le militant sujet politique est sous-estimé. Les difficultés des femmes à exister dans le parti sont liées à ce fait.

La démarche de formation dans le parti est axée sur ce type d'analyse, plus spécialement la formation des femmes. Or un sujet politique n'a pas de sens seulement par rapport à un parti, mais par rapport à une société. Il ne s'agit pas de former des gens à une ligne politique, mais d'entrer dans un processus d'analyse des contradictions sociales et des mouvements qui traversent la société.

Les femmes ont aujourd'hui à retrouver leur histoire, à faire exister le langage politique à partir de leurs situations réelles, à réinventer des formes différentes de l'action politique ; ce devrait être là le travail dit de « formation » du parti. L'objectif de la formation serait alors : que le maximum de militantes et de militants puissent faire la politique et non pas seulement appliquer une ligne.

De la même façon, si l'on considère qu'une société est déterminée par les mou-

vements sociaux qui la traversent, alors on ne peut pas faire de la politique sans les mouvements sociaux, sans la société.

Cela a des conséquences sur la nature des relations qu'entretient le parti avec son environnement, mais aussi des conséquences stratégiques.

Comment faire l'union des forces populaires sans que soient directement impliqués dès le début l'ensemble des associations et syndicats qui, avec les partis de gauche, ont intérêt à construire le socialisme ? Comment prétendre gagner des élections en France sans impliquer dès le début les femmes dans un projet de société ? Construire l'union des forces populaires, c'est très précisément faire que pour la première fois dans l'histoire les femmes soient elles aussi interrogées sur la façon dont elles veulent construire le socialisme.

#### V. — Redéfinir nos solidarités internationales en tenant compte de la situation des femmes dans le monde

De même que la commune, la région et l'Etat sont des lieux possibles pour lutter avec les femmes, de même l'Europe est d'ores et déjà un terrain de luttes que les femmes socialistes doivent utiliser.

Le parti socialiste entretient des rapports de solidarité avec d'autres partis socialistes, des pays socialistes, des mouvements ou des groupes de libération nationale. Il propose aussi un nouveau mode de relations avec le tiers-monde qui brise la dépendance dans laquelle sont ces pays par rapport aux métropoles capitalistes.

Par ailleurs, les femmes du parti sont solidaires de la situation faite aux femmes dans le monde, et particulièrement dans le tiers-monde. Mais il n'y a pas de lien pour l'instant entre cette politique de solidarité au niveau international et ce que nous disons par ailleurs sur les femmes de ces mêmes pays. Et nous demandons provisoirement que dans ses relations de parti à parti, de parti à Etat, dans ses propositions de modification des rapports internationaux, le P.S. intègre à sa défense des droits de l'homme l'élimination de toutes les discriminations subies par les femmes.

Nous citons en particulier trois domaines :

— L'accès à la culture. Les femmes constituent les trois quarts des huit cents millions d'analphabètes. Il n'y a pas de « nouvel ordre international » si subsiste une telle disparité culturelle.

— Le travail et l'emploi. L'implantation des technologies avancées ne peut s'accompagner d'une régression du niveau de travail des femmes, jusqu'en agents essentiels de la production agricole et artisanale locale. La marginalisation des femmes entraînerait dans les pays du tiers-monde un type de déséquilibre et d'exploitation particulièrement préjudiciable à leur indépendance et à leur développement.

— Les libertés. Si le respect de chaque culture et notre propre sexisme nous interdisent de nous poser en donneurs de leçons, la visée socialiste nous fait un devoir de lutter contre les mutilations et violences physiques subies par les femmes.

La libération des femmes du tiers-monde ne peut être le fait que de femmes elles-mêmes au sein des mouvements de libération nationale. Sans prendre la parole en leur nom et à leur place, nous devons soutenir leur mouvement et le faire connaître en tant que femmes.

Nous devons exiger que toute délégation du P.S. dans un pays étranger, et particulièrement dans un pays du tiers-monde, comprenne des femmes chargées de prendre contact avec les groupes et les mouvements de femmes qui partout commencent à naître.

# Clarification et implantation dans les entreprises

Marcel Debarge (membre du comité directeur), Jean-Paul Bachy (délégué national Travail-Emploi), Philippe Bassinet (secrétaire fédéral aux entreprises), Alain Busnel (secrétaire de la section d'entreprise Renault, Billancourt), Michel Combe (secrétaire fédéral aux entreprises), Pierre Gaudé (secrétaire fédéral aux entreprises), Jean-Claude Gourtenoire (secrétaire du G.S.E. national Sidérurgie), Daniel

Lajoux (bureau du G.S.E. national Santé), Roger Lalliard (secrétaire fédéral aux entreprises), Micheline Mouradian (section d'entreprise Banque de France), Marie-Thérèse Mutin (commission nationale entreprise), Lucien Praire, secrétaire du G.S.E. national Fonction publique), Anne Trégouët (déléguée générale adjointe aux entreprises).

Ce texte a été élaboré par des militants du secteur entreprise. L'importance primordiale de l'action et de l'implantation du parti, dans les entreprises est, plus que jamais, évidente. Il est indispensable de l'insérer dans la lutte globale contre la politique du pouvoir et dans notre stratégie de rupture. Nous avançons donc un certain nombre de propositions concrètes et traçons des perspectives; nous souhaitons qu'elles permettent aux militants d'ouvrir un débat et de renforcer de façon active l'implantation et la présence des socialistes dans les entreprises de façon à les relier à l'action quotidienne de l'ensemble du parti.

## I. — Face à la crise, le parti socialiste, parti des travailleurs, parti dans l'entreprise

Le pouvoir capitaliste est au cœur de l'entreprise. C'est d'abord dans les entreprises que les travailleurs supportent toutes les inégalités, les discriminations, les mauvaises conditions de travail et de sécurité, et même l'incertitude de l'emploi. Ces dures réalités expliquent et doivent faire comprendre l'importance de notre présence et de notre action collective sur les lieux de travail.

Il ne saurait être question, cependant, de s'en tenir là. Les réalités économiques, sociales et politiques actuelles imposent, encore plus qu'auparavant, une réflexion sur la nature et les formes de notre intervention :

● La concentration capitaliste à l'échelon international et national s'accroît avec toutes les conséquences tragiques pour les travailleurs (chômage, perte du pouvoir d'achat, cadences) et les régions (fermeture d'usines). Il convient également de souligner les menaces qui pèsent sur le secteur public et qui visent en fait au démantèlement de celui-ci au profit des sociétés privées, au détriment du service public, donc des intérêts des travailleurs de ces entreprises et des usagers.

Devant l'importance des enjeux, devant l'ampleur des moyens dont disposent la droite et le patronat, devant la profondeur de la crise économique, plus que jamais l'intervention des socialistes doit être reliée à un projet global.

Tout en respectant l'indépendance des organisations syndicales, notamment dans la conduite des luttes, le parti socialiste doit, de façon systématique, proposer aux travailleurs ses solutions, sa stratégie, son projet de société. Il s'agit, en fait, de pratiquer une politique d'opposition et, dans le même temps, de présenter une alternative politique.

Le parti socialiste se doit donc d'être présent dans les luttes mais également d'être attentif à relier ces luttes à nos propositions, à donner à celles-ci leur débouché politique. L'action des sections et groupes d'entreprise doit être cohérente, organisée dans le cadre de perspectives générales, prise en charge par l'ensemble du parti.

Elle doit être non seulement un des éléments de notre combat national mais aussi un des aspects concrets de notre vocation internationaliste. C'est en effet, en particu-

lier par des luttes communes des salariés, en Europe et ceci plus que jamais — comme par exemple la lutte des sidérurgistes européens pour les trente-cinq heures, — mais aussi dans le tiers-monde que se développera la volonté et la perspective d'un changement dans la situation internationale. Dans ce contexte, l'implantation, dans toutes les entreprises, est notre objectif. Sans doute, l'implantation et l'action du parti rencontrent-elles beaucoup d'obstacles dans les P.M.E., elles n'en sont pas moins très importantes. Il apparaît cependant prioritaire, du moins en ce qui concerne l'impulsion nationale, de développer notre implantation dans les groupes et les entreprises stratégiques nationaux et multinationaux qui dominent les marchés et les régions et imposent les principales orientations économiques.

● La complexité de la division du travail, en particulier dans les entreprises les plus importantes, a conduit à l'apparition de couches très diverses de salariés.

L'ensemble des salariés des secteurs privé et public, qu'ils soient ouvriers, employés, techniciens ou même ingénieurs et cadres est soumis, de plus en plus, avec des formes et une intensité diverses à des conditions nouvelles et accrues d'exploitation.

Si les couches moyennes non salariées ont, certes, toute leur place dans le front de classe, c'est tout d'abord à partir des luttes dans les entreprises publiques et privées que celui-ci se forge, par la convergence des intérêts communs et par l'action commune. C'est la raison d'être principale de notre organisation dans les entreprises.

Certes, le patronat tente de diviser entre elles ces diverses catégories. Les pressions idéologiques, la multiplication des statuts, le développement du travail intérimaire ou à temps partiel sont des aspects actuels de cette tentative. La présence socialiste doit permettre de développer les luttes communes des différentes catégories, de populariser des propositions qui rassemblent.

● Aujourd'hui plus que jamais, l'intensification de notre présence dans les entreprises apparaît comme un combat politique essentiel. Il faut prendre conscience des moyens financiers mis en œuvre par le patronat, du nombre de publications destinées à asseoir son pouvoir pour comprendre à quel point cet enjeu est fondamental; le patronat, lui, l'a bien compris depuis longtemps. Mais voilà que ces actions sont par ailleurs de plus en plus relayées par l'intervention directe des partis de droite et d'extrême droite.

Il nous faut aussi nous battre — et nous l'avons cruellement ressenti notamment dans la dernière période, — pour expliquer aux travailleurs nos solutions trop souvent déformées par les militants du P.C.F. Porteurs d'une logique de désunion, ceux-ci ont empêché le rassemblement des salariés contre le pouvoir sur la base d'un programme commun de la gauche. Il va de soi que lorsque les intérêts des travailleurs sont en jeu les socialistes continueront de proposer des actions communes. La présence socialiste dans les entreprises non seulement doit être la concrétisation de son influence, mais une condition de la démocratie, de la «moralisation» de la vie politique. En effet, le renforcement de l'implantation et de l'action du P.S. dans les entreprises, la progression de nos idées, est une condition nécessaire à la relance de l'union de la gauche, car elle contraindra le P.C.F. à un vrai débat vis-à-vis des travailleurs et donc de sortir de son actuel repli sectaire.

● En ce sens, nous ne saurions accepter l'idée véhiculée par la droite et le patronat selon laquelle «la politique s'arrête aux portes de l'entreprise». Ce n'est là qu'un prétexte pour refuser l'expression et l'action collective des salariés, pour les limiter à des luttes extérieures. *Pour les socialistes, les travailleurs doivent être des citoyens à part entière, l'entreprise est le lieu privilégié où doivent se développer leurs responsabilités collectives.*

● Bien plus, c'est sur le lieu de travail, grâce à des débats entre salariés, grâce à des actions communes, que nous pouvons le mieux expliquer et populariser le sens et la portée de notre conception de l'autogestion dans les entreprises. *La reconnaissance des droits d'expression et d'organisation des travailleurs est indispensable pour concrétiser cette perspective. Elle doit donc être imposée par l'action de tout le parti sur le plan législatif comme sur le terrain. Lieu de confrontation avec la puissance et l'idéologie des forces de droite, lieu de rencontre avec le P.C.F. où nous équilibrerons ou non son influence dans le monde du travail, les entreprises sont le lieu où nous gagnerons ou perdrons notre combat politique.*

## II. — Le secteur entreprise, état actuel et perspectives

Si le secteur entreprises a connu des progrès appréciables et continus depuis quelques années, la nécessité de sa prise en charge par l'ensemble du parti à tous les niveaux commence depuis peu à être une réalité. En effet, un certain nombre de mesures positives ont été prises, dans la période récente, pour améliorer les conditions de fonctionnement et les capacités d'intervention du secteur : augmentation notable des moyens financiers, accroissement des permanents, prise en charge des frais de déplacement des militants, *Combat socialiste* spécial diffusé massivement et régulièrement, amélioration du fichier entreprises par l'inscription du nom de l'entreprise sur la carte d'adhésion.

Nous constatons par ailleurs une meilleure prise en compte des apports et des difficultés des sections, des groupes d'entreprise et des G.S.E. nationaux par les instances nationales et fédérales. Parallèlement, la prise de conscience du rôle du secteur entreprises s'est accrue dans les sections territoriales et chez nos élus.

Ces constatations faites, le propos de cette contribution est de dégager l'essentiel de ce qui reste à faire, et c'est à quoi nous nous attacherons principalement. Pour ce faire nous commencerons par poser le problème du type d'organisation souhaitable, puis nous évoquerons quelques moyens adaptés à son fonctionnement.

● Il faut rappeler que le secteur entreprises ne saurait en aucun cas être marginalisé par rapport à l'ensemble du parti. Ni secteur d'avant-garde ni abri des corporatismes divers, il est un outil essentiel de l'action de tout le parti. En ce sens, il est

un objectif prioritaire pour tous les militants, tous les dirigeants, tous les élus.

● En ce qui concerne l'organisation interne de notre parti, la richesse du secteur entreprises est actuellement marquée par des structures fédérales, des structures de branches, et par une organisation nationale. *Le développement important et cohérent de notre implantation dépend de l'harmonisation entre ces différentes structures.* Dans cette optique, il faut également encourager au niveau des fédérations tout ce qui pourrait permettre une meilleure coordination entre les militants du secteur entreprises et ceux des sections territoriales — rôle accru des comités de ville ou d'arrondissement, contacts permanents et obligatoires avec les élus locaux et nationaux.

Une plus grande efficacité due aussi au brassage d'idées, à la confrontation de couches sociales et d'expérience différentes est à ce prix.

● L'impulsion de la direction nationale, des directions fédérales, pour la création de nouveaux groupes ou sections d'entreprise doit être intensifiée et programmée. Il ne saurait être question ici de trancher des mérites et des faiblesses des formes d'organisation sur le lieu de travail : sections ou groupes d'entreprise. Nous savons que les choix ou priorités dépendent de diversités rencontrées sur le terrain (concentration urbaine ou région rurale, majorité de P.M.E. ou de grandes entreprises, histoire locale du mouvement ouvrier, ancienneté de la présence socialiste...). Tout doit être intégré, rien ne doit servir de prétexte. Il ne saurait y avoir aucune exclusive, de la part des instances nationales et fédérales, notamment contre l'implantation de sections d'entreprise.

● *Le travail politique dans les entreprises pour des militants est source de difficultés et de sacrifices personnels souvent importants.*

On ne rappellera jamais assez que le rôle des instances du parti à tous les échelons, et notamment au niveau fédéral, est d'apporter régulièrement leur concours à l'action des sections et G.S.E., afin qu'ils disposent des informations, des moyens matériels et du soutien nécessaire à leur vie même. En effet, beaucoup de sections et de G.S.E. déploient une action militante très importante bien qu'ils vivent dans un milieu hostile, que leur taille soit souvent réduite et qu'ils rencontrent des difficultés de fonctionnement diverses et permanentes. Ainsi, il doit leur être donné les moyens d'assurer en toutes occasions la continuité de leur action et de leur présence, notamment dans les luttes mais aussi dans les périodes électorales où leurs militants sont trop souvent — et c'est aussi une bonne chose — aspirés par les sections territoriales au détriment de l'action sur le lieu de travail pourtant déterminante dans ces moments en particulier.

### III. — Des moyens

Compte tenu de l'importance qui devra être accordée au secteur entreprise, dans les prochaines années, sa spécificité doit s'affirmer de plus en plus au niveau national.

● *Les moyens matériels.* — Le secrétariat national devra disposer d'un budget dont l'importance continuera à croître notablement. Il serait en outre important que le comité directeur tranche sur proposition de la C.N.E. des choix politiques et de leurs incidences financières en ce qui concerne ce budget. Ainsi devra-t-on définir des priorités dans la prise en charge de matériel de propagande, de stage de formation spécifique, le financement d'heures de militantisme politique pour les militants ouvriers pénalisés financièrement par leur activité, le financement des G.S.E. nationaux, etc. En particulier, des moyens d'informations encore plus importants sont indispensables à l'action efficace dans les entreprises.

La commission nationale entreprises

(C.N.E.) continuera d'aider, par ses débats, à la définition des choix principaux d'intervention et d'actions. Sa composition est fixée par des statuts qui donneront lieu, prochainement, à débat par les militants ; pour notre part, nous souhaiterions que sa composition ne soit pas seulement le résultat de l'application brutale des proportions dégagées au congrès, mais qu'elle reflète aussi la réalité du secteur entreprises dans les branches (G.S.E. nationaux) et dans les départements (secrétaires fédéraux aux entreprises). Cela serait gage d'efficacité et de bonne prise en charge des réalités.

● *Les militants.* — Le militantisme des sections et des groupes d'entreprise est spécifique. Cette caractéristique n'est pas liée à l'origine catégorielle des adhérents, mais au type de combat collectif que mènent les militants. Ils ne constituent pas une avant-garde, mais leur expérience doit avoir toute sa place dans le parti pour être prise en charge par tous et aussi pour que le secteur entreprises mette en œuvre efficacement la ligne du parti sur les lieux de travail. Cet objectif doit se réaliser peu à peu à travers de prochaines échéances ; il ne saurait se limiter à la présence de militants du secteur entreprises et de militants ouvriers dans des postes de permanents du parti ; il doit aussi se concrétiser par la présence effective dans les instances fédérales et nationales, comme lors des échéances électorales. En particulier, des militants d'entreprise doivent figurer en bonne place sur la liste des candidats aux élections européennes — ce qui sera essentiel par rapport aux luttes des travailleurs européens.

La participation effective, à la réflexion et à l'action du parti, de militants d'entreprise et de militants ouvriers ne se décrète pas. S'il faut mieux intégrer à tous les niveaux leur apport, comprendre profondément cette nécessité et non la concevoir comme un alibi, il faut pour cela leur en donner les moyens : sur de petites choses, mais qui sont significatives (pourquoi trop de réunions aux heures de travail ?), mais surtout sur le plan matériel et financier ; mieux assurer encore le remboursement des frais de déplacement, mais surtout faire un objectif prioritaire de la prise en charge de « crédit d'heures » allégeant ainsi sur tous les plans les charges assumées par certains responsables d'entreprise, du monde ouvrier notamment. Cette prise en compte nécessite le développement de stages de formation spécifique et décentralisés. Un effort politique et financier a été fait. Néanmoins, il doit être systématisé, programmé, et accentué quant à la prise en charge financière des stagiaires. C'est à ce prix que se formeront encore plus que par le passé des responsables représentatifs du secteur entreprise et des cadres politiques d'origine ouvrière.

Dans ces actions, les femmes travailleuses et les jeunes seront l'objet d'une action prioritaire. Au moment où elles constituent la grande masse des chômeurs, ces deux catégories particulièrement exploitées et défavorisées, doivent pouvoir trouver, au sein de notre parti, des responsables et des représentants vivant leur situation.

Devons-nous rappeler ici que notre présence ne sera effective et collective dans les entreprises que par une bonne définition du rôle respectif et des rapports entre les partis et les syndicats ? Un débat sur ce thème devra s'engager dans le parti ; celui-ci devra permettre, en outre, à tous les adhérents, de mieux comprendre l'obligation statutaire pour chaque socialiste d'être syndiqué dans le cadre du respect réciproque de l'indépendance des partis et des syndicats.

● *Les G.S.E. nationaux.* — Sous la responsabilité politique du secrétariat national aux entreprises, les G.S.E. nationaux verront leurs moyens d'action et d'intervention développés. Il faudra veiller à ce que soient mieux prises en compte les propositions qu'ils seront amenés à faire pour leur branche. De façon particulière, le comité directeur et les commissions nationales d'études devront conti-

nuer à développer cette prise en charge. De plus, devra être trouvé un processus permettant aux instances dirigeantes de trancher, dans un délai suffisamment court, des projets présentés par les G.S.E. nationaux. Nous savons, en effet, à quel point des propositions concrètes sont indispensables à l'action quotidienne dans l'entreprise. Celles-ci seront l'application pour la vie des travailleurs d'une branche ou d'une région du programme global du parti. C'est grâce à ce principe que l'action politique dans l'entreprise ne sera pas un simple décalque de l'action syndicale.

### IV. — Des actions efficaces adaptées aux besoins

Dans le contexte politique et social actuel, le secteur entreprise est un instrument majeur pour développer les propositions devant la grande masse des travailleurs et contre les fausses interprétations que donnent à la fois la droite et les communistes. Engager des campagnes de l'ensemble du parti, avec pour porte-parole dans les entreprises nos sections et nos groupes, dynamise le développement du secteur entreprise.

Face à l'approfondissement de la crise et la dégradation de la situation sociale, plus que jamais le fondement de notre programme économique et politique doit être aujourd'hui réaffirmé par ce qu'il correspond aux revendications et aux aspirations des travailleurs. Les nationalisations que nous préconisons, la mise en place de la planification décentralisatrice et démocratique, sont indispensables à la réalisation de notre perspective autogestionnaire. Une campagne de popularisation du contenu que nous entendons donner aux nationalisations devra être engagée. De même l'extension des droits des travailleurs prévu par notre programme et qui a fait l'objet de propositions de loi (développement des pouvoirs des comités d'entreprise, des droits syndicaux, amélioration de la condition des apprentis...) devra faire l'objet d'une campagne active de tout le parti.

Nos conceptions, nos objectifs, devront être développés aux moyens d'affiches, de brochures, de réflexions et de débats dans les entreprises, de façon très décentralisée. De façon prioritaire, notre conception de l'autogestion (quinze thèses) continuera à être popularisée auprès de l'ensemble des travailleurs : il ne s'agit pas d'un message venu d'en haut, mais de créer les conditions nécessaires de la participation de tous les travailleurs à la lutte pour le changement de système afin qu'ils prennent effectivement le pouvoir.

L'actualité nous impose d'autres offensives immédiates : défense du service public, lutte contre l'extension de la répression qui frappe de plus en plus largement les travailleurs depuis mars 1978 — dans ce cadre, le parti devra se donner les moyens de mieux protéger ses propres militants.

Par ailleurs, au cours de la campagne pour les élections européennes, une place importante doit être accordée aux propositions socialistes en direction des travailleurs ; le secteur entreprises sera associé pleinement à la définition des thèmes et des actions et à la réalisation de la campagne.

La crise s'approfondit de jour en jour. L'organisation et l'audience du parti sont liées à sa capacité de répondre aux préoccupations et aux difficultés des travailleurs ; l'implantation du parti sur les lieux de travail en est un moyen essentiel.

Aujourd'hui, réaffirmer la ligne politique qui a permis le développement et la crédibilité du parti depuis son congrès d'Épinay est une nécessité. Si cette affirmation pose problème, le débat doit avoir lieu. Mais ce débat ne doit pas être abstrait, mais relié à la réalité quotidienne des luttes, des difficultés de la population, des travailleurs. C'est dans l'action sans équivoque et dans l'action seulement que le parti trouvera sa réelle unité. Sa présence dans les entreprises est ainsi une condition de son avenir.

# 1 semaine de dialogue 51 semaines de répression

Jean Le Garrec (délégué national, membre du C.D.), Bernard Dérosier (député du Nord, membre du C.D.), Almeida Manuel (Val-d'Oise), Festinger Georges (Paris), Simon Robert (Finistère), Deseigne Gérard (Yvelines), Stéfani Colette (Paris), Bouland Josiane (Seine-Saint-Denis), Jans Pierre (Bas-Rhin), Gabon Georges (Paris), Parmentier Alain (Paris), Gago Blandine (Paris), Moyen Anne (Corrèze), Pau-Langevin Georges (Paris), Perraudeau Jean (Paris), Chazalotte André (Rhône), Dufau Andrée (Hauts-

de-Seine), Guillauneuf Raymond (Puy-de-Dôme), Rodier Paulette (Territ. de Belfort), Guais François (Bretagne), Célerier Jean-Paul (Tarn-et-Garonne), Bourgarel Alain (Hauts-de-Seine), Julien Françoise (Nord).

## TRAVAILLEURS IMMIGRÉS

Trippier André (Mayenne), Pelletier Jean (Haute-Savoie), Vandewynckele Marc (Roubaix, Nord).

Mintel Fernande (Val-de-Marne).

Chaque jour, les travailleurs immigrés, leurs femmes, leurs enfants, subissent les conséquences de la politique du gouvernement et les effets de la crise économique. Ils sont les « boucs émissaires », ceux que l'on désigne du doigt, qui prendraient le travail des Français. Les déclarations de responsables politiques comme M. Barre, faisant l'amalgame entre le chômage et la présence en France de près de deux millions d'actifs immigrés, contribuent à alimenter une campagne raciste diffuse. Les travailleurs immigrés sont considérés comme « des amortisseurs de la conjoncture ».

## I. — Situation à ce jour

Nous assistons à une stabilisation et une « sédentarisation » de l'immigration.

Du fait de l'impossibilité pour l'immigré d'être remplacé par un membre de la parentèle qui assurerait à son tour la subsistance de la famille, l'immigration par rotation disparaît.

Les immigrés ont donc tendance à se fixer et à faire venir leur famille (les flux d'entrées des femmes et des enfants n'ont que légèrement diminué depuis 1973).

*C'est un droit fondamental pour un travailleur immigré travaillant régulièrement en France que de faire venir sa famille.*

La décision récente du Conseil d'Etat annulant les mesures prises par le gouvernement va dans ce sens.

*En résumé, il y a une tendance de la population ouvrière immigrée à rejoindre les caractéristiques de la main-d'œuvre nationale.*

Cette situation n'est pas, en l'état actuel des rapports avec les pays « fournissant la main-d'œuvre », réversible.

*Ce serait une erreur grave et même dramatique que de vouloir l'ignorer.*

## LES FAITS :

- Echec de la politique dite « de retour » 7 500 dossiers déposés concernant au total 14 000 personnes à la mi-janvier 1978.
- Stabilisation globale de la population en particulier par l'accroissement démographique.
- Au recensement de 1975, 1 086 000 étrangers avaient de 0 à 19 ans. Depuis plusieurs années naissent annuellement plus de 80 000 enfants dont un parent au moins est étranger.
- Ces dernières années on peut estimer à 35 000 environ, le nombre annuel d'admissions au travail de jeunes étrangers. Ce nombre va croître rapidement.
- La population immigrée en France n'est plus composée de travailleurs actifs souvent « isolés » mais de plus en plus de femmes et d'enfants.
- Seule une politique globale peut permettre de faire face à cette situation.
- Il est nécessaire de se doter des moyens d'une véritable « insertion » de cette population — Logement, scolarisation, formation professionnelle, respect de l'identité culturelle, création des droits civiques et d'une protection juridique — si l'on veut éviter les risques de « marginalisation » et la constitution de « véritables ghettos ».
- Il est déjà très tard ; or le budget de

l'Etat déjà dérisoire, est en baisse constante :

— 17,19 % si l'on compare l'année 1978 avec l'année 1977.

— 7,34 % pour les propositions pour 1979. Les actions en faveur des immigrés ont été sacrifiées.

Croit-on pouvoir faire face à cette situation par une « politique » répressive ou les gadgets d'une semaine de dialogue.

L'affaire des foyers de la « Sonacotra » est l'exemple de cette politique. Pourquoi laissez-vous pourrir la situation ?

Veut-on ainsi justifier par avance le durcissement prévisible pour les mois à venir ?

## II. — Politique du « retour »

Il est évident que le rêve de tout homme ou femme, est de vivre et de travailler au pays.

*Les travailleurs s'expatrient car ils ne peuvent faire autrement.*

Analyser la situation de l'immigration, c'est d'abord prendre en compte les problèmes de l'Europe du Sud et du tiers-monde.

L'immigration est la première conséquence du développement inégal, et de l'exploitation du tiers-monde.

*Un pays qui exporte sa force de travail est un pays qui s'appauvrit.*

Aussi bien pour faire pression sur les salaires que pour maintenir les structures archaïques et vétustes du capital (on remplace l'investissement par la force de travail) le capitalisme avait besoin dans sa phase d'intense développement d'une main-d'œuvre solide, peu coûteuse, docile.

*Pour la seule année 1971 — 158 134 travailleurs ont reçu une première autorisation de travail.*

*La machine dévore chaque année son contingent d'hommes jeunes, solides. Dix ans plus tard, ils seront devenus des hommes usés, fatigués.*

On ne parle pas à ce moment-là de politique du « retour ».

Le capitalisme a des besoins. Cela seul compte.

Une véritable politique du « retour » aurait dû se mettre en place entre les années 1960 et 1970 :

- Assurer une formation professionnelle utile au pays, avec un crédit d'heures pris sur le temps de travail (200 heures par exemple).
- Développer l'alphabétisation.
- Au lieu de cela on démantèle l'A.E.E. (Association pour l'enseignement des étrangers).
- Donner des garanties d'emploi aux travailleurs désirant rentrer dans leur pays,

c'est-à-dire développer une réelle politique de soutien au développement des pays du tiers-monde.

— Ne pas rompre avec la culture d'origine. Reconnaître leur « dignité » à ces hommes, ces femmes et ces enfants.

— Prévoir la possibilité de congés annuels plus importants. Négocier avec les gouvernements l'application progressive du principe d'égalité des droits sociaux.

Engager la responsabilité des organisations syndicales et des travailleurs immigrés dans la gestion du FAS (Fonds d'Actions Sociales).

— Budgétiser la politique de « l'immigration ».

*Or que fait-on pendant ces 10 ans ? RIEN.*

On découvre la politique du « retour » au moment où, en apparence, l'économie a moins besoin de cette force de travail.

*Le libéralisme devient sauvage, les hommes ne comptent pas et l'humanisme du langage ne peut masquer le cynisme et la férocité de la pratique.*

## III. — Des droits civiques et de la protection juridique

Une autre politique en direction de la population immigrée passe d'abord par la reconnaissance des droits civiques et de la protection juridique la plus élémentaire.

La deuxième proposition de loi du parti socialiste, adoptée par le bureau exécutif à l'unanimité en octobre, vient d'être déposée par le groupe parlementaire socialiste.

Nous indiquons quelques points essentiels de cette proposition :

● Article 2. — Garantie des droits d'expression.

● Article 3. — Le droit est assuré aux étrangers de se grouper librement au sein d'association dans les seules conditions du droit commun.

● Article 6. — L'étranger titulaire de la carte d'identité de travailleur immigré (c'est-à-dire en situation régulière) est électeur dans les conditions de droit commun aux élections municipales.

Les recommandations émises en plusieurs occasions par la commission des affaires sociales de la C.E.E. vont dans ce sens.

● Article 25. — L'étranger en situation régulière ne peut être expulsé.

*Il faut mettre fin à cette notion de peine complémentaire, qui rattache l'expulsion à une faute pénale.*

● Article 21. — Toute décision de refus de délivrance ou de renouvellement d'une carte d'identité de travailleur immigré doit être motivée.

Cet article prévoit de plus les modalités de recours, l'appel étant suspensif.

Ce point est un des plus scandaleux de la situation actuelle.

*En effet un refus de renouvellement n'a pas à être motivé rendant ainsi les recours théoriquement impossibles.*

Comment peut-on admettre la non-motivation d'une décision administrative dont les conséquences sont toujours dramatiques.

## IV. — L'action du parti socialiste

Elle s'organise à trois niveaux :

— Le soutien aux luttes des travailleurs immigrés et la recherche des conditions d'une action unitaire à l'exemple de l'accord dit de « 12 » pour la région parisienne.

— Le développement d'une pratique et d'une expérimentation sociale particulièrement au niveau municipal et cela en liaison avec l'association des élus socialistes et républicains.

Dans le cadre de la campagne européenne, le développement d'une action commune avec les partis socialistes et sociaux démocrates européens.

A la demande du parti socialiste français une commission « immigration » va être mise en place par le bureau de l'Internationale socialiste. Pendant le premier trimestre 1979, en liaison avec notre secrétariat international, un colloque sur « tiers-monde et immigration » sera organisé.

En développant notre action sur le terrain de l'immigration, nous concrétisons, toute la réalité et la dimension de notre projet politique :

— Le respect de l'identité culturelle de chaque homme et femme.

— La nécessité de développer et de garantir les libertés.

— L'illustration quotidienne de notre volonté de luttés contre l'impérialisme et ses conséquences.

la lutte des classes est présente au sein de la jeunesse.

Aussi devons-nous nous adresser prioritairement aux jeunes travailleurs, collégiens, apprentis, chômeurs, partie intégrante du front de classe. Ils sont, en effet, les premières victimes de l'exploitation capitaliste, tant dans leur formation que dans leur vie future. Le développement de l'audience du M.J.S. en leur sein contribuera à renforcer de façon importante la présence du P.S. dans la classe ouvrière. Nous devons également aborder les problèmes des jeunes scolarisés (lycéens, étudiants), en tenant compte de leur spécificité sociale, ce qui ne veut pas dire les considérer comme des privilégiés, mais comprendre leurs problèmes propres et en particulier l'importance que revêt la fréquentation d'institutions en crise. Les problèmes culturels, associatifs, de cadre de vie, sensibilisent plus directement la jeunesse. Les suggestions et l'action des jeunes socialistes devront inciter l'ensemble du parti à approfondir sa réflexion et à préciser son projet.

Dans l'activité intense que le parti doit développer dans la jeunesse, le M.J.S. ne peut être le seul moyen d'intervention, même s'il en demeure l'élément principal. C'est le parti tout entier qui doit s'adresser aux jeunes, par exemple à travers ses municipalités.

Néanmoins, le M.J.S. est l'outil privilégié de notre présence chez les jeunes. Il s'attachera à développer des formes de militantisme correspondant aux aspirations des jeunes, ainsi que de traduire celles-ci au sein du parti. Il est illusoire de croire que l'on pourra se doter d'une intervention de masse en l'absence d'une structure spécifique. Aussi son développement et sa démocratisation devront être considérés comme un élément fondamental de la politique de notre parti.

Une convention nationale extraordinaire devra être réunie en octobre pour examiner les conditions politiques et organisationnelles nécessaires à son développement. Elle permettra un débat véritable et approfondi.

D'ores et déjà, il est fondamental de prévoir des moyens financiers d'une tout autre ampleur que ceux qui lui sont aujourd'hui alloués.

Les jeunes aspirent à sortir du ghetto dans lequel on veut les maintenir. Notre tâche est de les en faire sortir et de faire en sorte qu'un nombre croissant de jeunes se reconnaissent dans notre parti et y viennent prendre en main leur avenir.

Le socialisme autogestionnaire que nous voulons construire répondra aux attentes de la jeunesse, en empêchant, notamment, le développement de la marginalisation.

## Pour une action socialiste dans la jeunesse

Jean-Marie Le Guen, Jean-Michel Grosz, Patrick Mennucci, Pascal Beau, Emmanuel de Poncins, Sylvie Lepoureau, Farouk Medouni, Carlos Piéroni.

Depuis le congrès d'Épinay, le socialisme a connu un renouveau sans précédent. Cette reconstruction a pu s'effectuer grâce à l'arrivée massive de jeunes, hommes et femmes, qui ont été aussitôt absorbés dans les tâches du parti. Parallèlement, celui-ci se dotait d'un programme qui a su renouveler les aspirations traditionnelles du mouvement ouvrier et prendre en compte celles des générations issues de mai 1968. Ces deux éléments, s'ils ont été déterminants pour le renouveau du parti, en lui redonnant l'image d'une jeunesse et d'une vigueur qu'il avait perdues, ont contribué à masquer les problèmes inévitables que posent les relations d'un parti, fût-il dynamique, avec la jeunesse de son pays.

De ce fait, les relations entre le P.S. et les jeunes ne semblaient guère poser de problèmes, même si souvent l'intérêt que les militants socialistes portaient au M.J.S. se retrouvait dans des enjeux de courant ou des débats organisationnels formels. Pourtant, quatre ans après l'adoption du droit de vote à dix-huit ans, il nous faut tirer d'autres conclusions : il est un fait que cette modification de la loi électorale, tant redoutée par la droite, n'a amené que peu de changements en faveur de la gauche, les scores réalisés dans la jeunesse étant à l'image de ceux du reste de la population (on doit y rajouter un très fort taux d'abstentions ou de non-inscriptions sur les listes électorales).

En fait, il y a eu globalement une sous-estimation de la spécificité des problèmes de la jeunesse et de l'intensité des conséquences de la crise qu'elle subit. Le chômage massif, les inégalités de salaires, les emplois déqualifiés, la hiérarchisation et l'absurdité de certains travaux, comme la marchandisation des rapports humains, l'étouffement de la vie régionale et culturelle, la crise des rapports entre les jeunes et les institutions scolaires ou militaires ont parfois entraîné la révolte, plus souvent le découragement et la marginalisation, rarement la prise de conscience.

L'aggravation de la restructuration capitaliste trouve depuis peu une extension importante en opérant une coupure brutale entre les individus. Il y a une tendance profonde de la société capitaliste à marginaliser la jeunesse afin d'éviter d'avoir à l'affronter. Cette marginalisation sociale entraîne une marginalisation politique. La droite tente d'accentuer cet état de fait, et son aile dite libérale travaille à mettre sur pied une grande entreprise de récupération et de pénétration idéologique en se réfugiant dans l'apolitisme de façade et la démagogie.

Face à cette situation, la jeunesse représente pour le parti un enjeu de première importance : il s'agit à la fois de se doter de moyens pour rendre cohérente notre stratégie politique, que ce soit en termes électoraux ou de mobilisation populaire, et d'assurer au parti son renouvellement nécessaire. Depuis trop longtemps, le parti voit dans la jeunesse une force d'appoint naturelle ou les risques d'une contestation gênante. A l'inverse, celui-ci est trop fréquemment appréhendé par les jeunes comme élément d'une société qu'ils rejettent ou qu'ils veulent ignorer. Il s'agit maintenant de considérer sans paternalisme la jeunesse comme un des éléments principaux du mouvement social et comme force de NOUVEAU.

Le parti doit fixer comme une de ses priorités le développement de son action dans la jeunesse. Il ne suffit pas de donner des réponses globales à des problèmes de société, qui, effectivement, concernent les jeunes, mais de considérer que par leur place dans la division sociale du travail, il y a une spécificité des problèmes de la jeunesse, de ses luttes et de la manière dont le parti doit intervenir. Les aspirations de la jeunesse se retrouvent largement dans le projet et dans la ligne politique de notre parti. Il ne s'agit donc pas aujourd'hui de les remettre en cause, mais d'en préciser et d'en expliquer les termes. Notre présence au sein de la jeunesse doit nous permettre de mieux enraciner notre démarche politique. De ce point de vue, on ne peut oublier que

## Texte M. J. S.

Dorent Jean-Philippe (95), Darras Jérôme (62), Dret Jean-Jacques (92), Fouks Stéphane (94), Laurette Philippe (75), Lentschenev Philippe (75), Quinqueton Thierry (95), Tivollier Patrick (75), Buteau Louis (41), Cortade Jean-Alain (66), Gaillard Gilles (45), Fabre Alain (30), Potin Catherine (29), Barral Stéphane (93), Colmou Yves (94), Courtois Denis (38),

De la Fournière François (37), Dunoyer Emmanuelle (60), Eble Vincent (78), Laplace Pierre (80), Lévêque Dominique (79), Marquet Bernard (35), Mourtiou Jean-Louis (53), Muller Jean-Christophe (30), Nurit Yves (38), Réal François (13), Robert Alain (44), Roux Jean-Louis (38), Sauvaget Patrice (37), Vassalo Alain (06).

La convention du P.S. sur le règlement intérieur a permis l'ouverture d'un débat sur les rapports entre le parti et la jeunesse, le parti et son mouvement de jeunes. C'est dans le cadre de cette discussion que nous déposons une contribution dans l'objectif de convaincre le parti de la nécessité d'un puissant mouvement de la jeunesse socialiste.

La décision du P.S. de lancer une campagne en direction de la jeunesse reflète une prise de conscience du fossé grandissant qui sépare les jeunes et le parti. Il nous faut nous interroger sur la logique d'une telle campagne. Comment croire en effet, qu'il est encore possible de devenir une force politique dans la jeunesse, par le biais de campagnes « publicitaires », sans

une organisation de jeunesse vraiment démocratique, sans un véritable débat au sein du parti qui seul pourrait permettre la mobilisation des militants.

Pour ne pas creuser un peu plus le fossé entre les militants et la réalité sociale, la priorité aujourd'hui est moins de convaincre les jeunes que de les écouter. C'est pourquoi il nous paraît important d'approfondir l'analyse que fait le parti de la jeunesse et d'en tirer les conclusions quand à la démocratisation du M.J.S.

Par son âge, la jeunesse connaît un statut particulier et s'intègre à des structures particulières (CET, lycées, facs, famille, armée) ce qui justifie une intervention spécifique vers elle.

Nous disons la jeunesse, et non les jeunes, car s'il est évident qu'il existe une certaine diversité du milieu jeune (différence de milieu social, diversité géographique...) il n'en demeure pas moins que le fait qu'elle soit marginalisée par rapport au reste de la société, qu'il y ait une certaine uniformité de ses réactions dans la vie quotidienne et une angoisse commune devant l'avenir, nécessite de considérer celle-ci en tant qu'ensemble. Les jeunes par leurs statuts au sein de la famille, par leurs statuts scolaires, par la discrimination devant le travail et par le regard critique qu'ils portent sur la société, se trouvent effectivement marginalisés.

La jeunesse doit assumer les incohérences et les contradictions de la société actuelle.

Il y a contradiction entre l'affirmation que l'épanouissement de l'individu passe par le travail et l'incapacité de la société à donner du travail aux jeunes.

Il y a contradiction entre l'horizon 2000 de Giscard, la façon dont les jeunes perçoivent l'avenir et le refus des choix énergétiques qu'imposerait une nouvelle croissance.

Il y a contradiction entre la profonde aspiration des jeunes à assumer pleinement leur sexualité et la misère sexuelle qu'ils vivent, la répression et l'incompréhension dont ils sont les victimes.

Il y a contradiction enfin entre le statut infantilisant des jeunes à l'école, à l'armée, dans la famille et le fait de pouvoir voter à dix-huit ans et d'accéder à la connaissance des grands problèmes quotidiens.

Les aspirations de la jeunesse sont anti-autoritaires, elles visent au contrôle de l'individu sur sa vie, au refus du centralisme et à l'affirmation du régionalisme, au refus de la hiérarchie et de la destruction de l'environnement, à des interrogations sur le sens à donner au travail, au rejet des rapports anonymes... seul le projet socialiste autogestionnaire peut résoudre ces problèmes.

Il reste donc à s'interroger sur le fossé séparant le P.S. et les jeunes en allant plus loin que les simples termes « Bof génération » ou de refus global des structures. Plus que tout autre notre parti devrait rassembler la jeunesse. Ce n'est pourtant pas le cas. Pourquoi ? Le problème ici posé, est celui de notre crédibilité.

L'échec du M.J.S. comme secteur d'intervention du fait des campagnes nationales plaquées, de l'insuffisance de ses propositions et surtout pour son incapacité à faire la jonction avec ceux qui s'engagent dans l'action et à être à l'origine de ces actions. De plus les jeunes ne se sont pas sentis concernés par une organisation sur laquelle ils n'avaient aucun contrôle.

Il y a donc nécessité d'une organisation de jeunesse profondément enracinée dans le milieu et qui soit capable d'être l'écho et l'agent des mouvements sociaux de la jeunesse et non une simple organisation de propagande.

Pour répondre à ce besoin, il est nécessaire que nous intervenions sur les problèmes quotidiens (emploi, régionalisation,

environnement, armée, système scolaire...) auxquels sont confrontés et donc sensibles les jeunes, mais aussi que nous favorisions les expériences et tentatives de transformation (presse parallèle, radio libre, expérimentation au niveau des quartiers et municipalités).

Le M.J.S. devra épauler le parti, mais aussi l'interpeller, afin que ce dernier ressente la nécessité d'inscrire ces différentes expériences et aspirations dans notre projet et montrer aux jeunes que leur contestation légitime restera vaine si elle ne vient pas nourrir ce projet de société.

Pour remplir ce rôle le M.J.S. doit se doter de structures qui évitent ces deux écueils : 1) une autonomie totale qui conduirait à terme à une rupture avec le parti, et 2) une organisation en secteur d'intervention dont le manque d'efficacité n'est plus à démontrer et qui ne sert qu'à exporter au sein de ce secteur les états-majors des différents courants du parti.

Nous pensons que la définition de cette autonomie devrait être précisée dans un document inclus dans le règlement intérieur du parti avec les modifications statutaires que cela peut impliquer.

Ce texte garantirait par contrat le respect par le M.J.S. des axes fondamentaux du parti (union de la gauche, rupture, projet autogestionnaire) et fixerait le soutien politique, financier et matériel que le parti apporterait à cette organisation. Le parti

fixe les grands axes, le M.J.S. détermine les modalités d'applications de ces axes dans la jeunesse avec une autonomie organisationnelle.

L'insuffisance actuelle des organisations en milieu jeune, l'individualisation des révoltes, les risques d'une marginalisation nécessitent une organisation autonome des jeunes socialistes qui facilite l'expression collective et politique de leurs problèmes spécifiques.

Durant les dernières années on a vu monter un courant de sympathie de la jeunesse pour le P.S., que celui-ci n'a pas su capter. C'est une des raisons des insuffisances qui ont pu conduire à l'échec de mars 1978.

Le P.S. doit se donner les moyens de mettre en place une stratégie de la victoire, par la réalisation de l'union des forces populaires dans le cadre de l'union de la gauche, par des propositions rigoureuses qui permettent d'aboutir à une rupture effective avec le capitalisme et par un renforcement de son action internationale notamment dans le cadre européen. Pour y parvenir le P.S. doit encore démocratiser son fonctionnement.

C'est dans ce cadre clair, précis que nous devons nous doter d'une organisation de jeunes puissante, démocratique, novatrice. C'est seulement si ces conditions sont remplies que la jeunesse et le parti ne manqueront plus les rendez-vous de l'histoire.

## Pour répondre à la crise : un parti socialiste de masse pour le socialisme autogestionnaire

Contribution des groupes M.J.S. d'Ermont, d'Eaubonne et de Montmorency (Val-d'Oise) citée dans la contribution de militants du Val-d'Oise du parti socialiste

Le parti socialiste semble prendre conscience du fossé jeunes/parti (campagne vers les jeunes). Peut-on combler ce fossé par ce type de campagne publicitaire, sans un M.J.S. démocratique ? La priorité, aujourd'hui, est moins de convaincre les jeunes que de les écouter. Aussi, il faut approfondir notre réflexion et en tirer les conclusions quant à la démocratisation du M.J.S.

La jeunesse connaît un statut particulier et une intégration à des structures particulières, ce qui rend obligatoire une intervention spécifique vers elle. Vers la jeunesse et non les jeunes, car elle est marginalisée, car elle réagit avec uniformité face à la vie quotidienne et connaît une même angoisse devant l'avenir. Source de contestation, elle reste sceptique par rapport aux solutions collectives proposées. Or les aspirations de la jeunesse (régionalisme, finalité du travail, cadre de vie...) montrent que, seul, le projet socialiste autogestionnaire peut y répondre. Le P.S., plus que tout autre, devrait rassembler la jeunesse ; ce n'est pas le cas. Dès lors, il faut s'interroger sur notre capacité de construction de l'union des forces populaires, mais aussi sur le fonctionnement du M.J.S.

L'échec du M.J.S. s'explique par son incapacité à faire la jonction avec ceux qui s'engagent dans l'action et par notre pra-

tique ; en effet, les jeunes sont attentifs à notre action quotidienne pour y trouver notre volonté de changement et sa nature.

Une organisation de jeunesse intervenant sur les problèmes quotidiens, favorisant des expériences et des tentatives de transformation, qui ne soit pas une simple organisation de propagande, est donc nécessaire. Mais pour remplir ce rôle, le M.J.S. doit être doté de structures démocratiques qui lui permettent de déterminer les modalités d'application dans la jeunesse des axes fixés par le parti avec une autonomie organisationnelle. Mais nous pensons que cette autonomie devrait être définie dans un document inclus dans le règlement intérieur du parti, avec les modifications statutaires que cela peut impliquer.

Durant ces dernières années, on a vu monter un courant de sympathie de la jeunesse pour le P.S., que celui-ci n'a pas su capter. C'est une des raisons des insuffisances qui ont pu conduire à l'échec de mars 1978. Le P.S. doit se donner les moyens de mettre en place une stratégie de la victoire par la relance de l'union de la gauche, par des propositions rigoureuses permettant d'aboutir à une rupture effective avec le capitalisme et par une démocratisation de son fonctionnement. C'est dans ce cadre précis que nous devons nous doter d'une organisation autonome de jeunesse socialiste puissante, novatrice, facilitant l'expression collective et politique des problèmes spécifiques des jeunes.

# TEXTES DÉPOSÉS PAR DES RESPONSABLES DE FÉDÉRATIONS

## Clarifier pour unir

Ardèche. — J.-M. Alaïche, P. Balme, R. Charra, R. Dubois, L. Gaillard, L. Joly, Y. Juvet, A. Vianes, M. Vianes.

Loire. — Cl. Chaboissier, M. Damon, M. Debout, F. Franc, Gir R., J. Hugon, J. Maurer, J. Leydier, J. Pradelles.

Rhône. — J.-P. Algoud, J.-M. Dupuis, D. Desrosiers, R. Rigaux, S. Sabbagh, F. Sérusclat, P. Vincent.

Membres de C.E.F., secrétaires de sections, militants.

Plus que jamais, face à cette extraordinaire convergence de tous ceux qui souhaitent le déclin du P.S., les socialistes veulent l'unité et l'homogénéité de leur parti. Ils savent qu'ils ont la capacité de vivre ensemble dans la tolérance et le pluralisme. Ils veulent mettre leurs différences et leurs complémentarités au service d'une action politique encore plus efficace et d'un projet pour la France.

Les socialistes veulent la clarté. Celle-ci exige que la majorité qui se dégagera au Congrès de Metz repose sur une ligne politique précise mettant fin à la cacophonie de notre expression publique durant ces derniers mois. Une ligne politique claire, collectivement débattue à la base et démocratiquement adoptée, doit nous permettre, à l'issue de ce congrès, d'aller ensemble vers la victoire.

Pourtant, un double danger menace ce désir d'unité et de clarification :

— l'aspiration à l'unité peut être dévoyée en confusion politique. Il ne faut pas qu'un unanimité de façade fasse du Congrès « la nuit où tous les chats sont gris » n'ayant pour résultat qu'un compromis provisoire qui ne trancherait rien en matière de choix politiques ;

— l'aspiration à la clarification peut être détournée en une logique de division et de sectarisme, cultivant de faux antagonismes sous prétexte d'affirmer les différences et dans le but d'écartier tel ou tel groupe.

L'unité sans la clarification ne serait que confusion, la clarification sans l'unité ne serait que division.

### I. — L'unité et la clarté sont à notre portée

L'enjeu est vital. Le Congrès national du parti socialiste est un événement trop sérieux pour que les militants ne s'en dessaisissent au profit d'accords d'états-majors. La démarche traditionnelle des congrès politiques consiste trop souvent à cultiver artificiellement les différences, voire les fausses oppositions et les faux procès, dans la phase préparatoire. Le but est d'accroître la capacité de négociation des divers « courants », avant d'improviser une synthèse dans la précipitation.

Nous proposons, quant à nous, la démarche inverse et voulons mettre l'accent sur ce qui nous unit profondément, et non sur ce qui nous divise artificiellement ou secondairement. Et en dehors de toute discussions « au sommet », nous souhaitons soumettre ces quelques idées au jugement de tous les militants du parti.

Car ces derniers, s'ils sont longtemps restés insensibles aux petites phrases empoisonnées de tel ou tel de leurs dirigeants, commencent à s'émeouvoir. Ils se demandent si vraiment leur parti ne serait pas en proie à des divisions irréductibles, quand ils voient certains pousser sans cesse à ce qu'ils appellent « les explications nécessaires », « les choix indispensables ». Ils sont cependant un peu rassurés sur leur force véritable, quand ils considèrent avec quel appétit fébrile les partis de droite, comme le parti communiste, guettent le moment où ils pourraient se partager quelques dépouilles de leur parti.

Cette contribution voudrait, avant tout, les rassurer et les conforter. Il n'y a pas de risque grave pour le parti socialiste, si celui-ci demeure dans le droit fil des orientations définies par le Congrès d'Epinais, cel-

les qui ont précisément permis, grâce à François Mitterrand et à tous les militants, de reconstituer une grande force socialiste.

Il faut parler sans fard. Il ne s'agit pas de chanter la messe en latin ou en français. Ni les Français ni les militants ne sont dupes de ces discours pleins d'enflure et de faux lyrisme, de ces liturgies vides de sens. Il ne s'agit pas d'avantage de prélever quelques phrases clés dans le langage du parti communiste, et ce pour paraître plus à gauche et mordre sur son électorat. Car des concessions de forme, on passe vite à des concessions de fond. Laissons le parti communiste à ses propres réflexions et à ses évolutions indispensables au succès de la gauche unie. Et relançons sans cesse l'union des forces populaires.

Il ne s'agit pas enfin, pour séduire ces introuvables « couches nouvelles », de parser nos textes de ces mots qui, soi-disant, renouvelleraient le langage de la politique, à défaut d'en enrichir le contenu. Modernisme, nouveauté, imagination : laissons cela au marketing de la droite. C'est d'ailleurs la seule occupation à laquelle elle puisse se livrer avec talent.

En un mot comme en cent, respectons nos militants et nos adhérents, cessons de les traiter comme des sujets à réflexes conditionnés par la magie du verbe ou influencés par les sondages. Ils méritent mieux que cela. Ils savent que le parti socialiste recèle des potentialités considérables. Ils ne demandent qu'à concourir à leur réalisation.

### II. — Vivre ensemble dans un parti démocratique, fort et cohérent

Beaucoup de militants ont vécu les mois passés comme une période de recul de la capacité d'élaboration collective du parti socialiste. La convention sur le règlement intérieur a, certes, permis d'envisager une amélioration de notre démocratie interne, mais il ne faut pas se dissimuler l'ampleur de l'avancée à accomplir pour doter le socialisme français de la grande organisation de masse et de classe dont il a besoin.

La démocratie interne est une conquête permanente contre la pression de la société capitaliste sur notre parti et contre la politique-spectacle que celle-ci tente de nous imposer. Il ne sert à rien de s'en lamenter ou de s'en indigner, mais il faut renforcer d'autant notre pratique de la délibération collective comme la cohérence de notre expression.

#### 1. — Un parti d'irréductible opposition au capitalisme

— Un parti de rupture avec le capitalisme est un parti qui est au premier rang de la lutte contre la politique d'appauvrissement des salariés, d'écrasement fiscal des travailleurs, de mise en cause de l'ensemble des conquêtes de la politique sociale et d'attaques multiples contre les services publics. De l'éducation nationale où elle prend une ampleur sans précédent avec un esprit de revanche antilairique violent et affirmé, à l'ensemble des services et du secteur publics, l'offensive de privatisation se développe avec la force conjuguée des groupes d'intérêts et de la droite au pouvoir. De même un parti de rupture avec la société capitaliste est au premier rang du combat contre l'idéologie dominante des prétendus « grands équilibres » économiques et de

l'austérité. Il montre que l'idéologie dominante avance de pseudo-arguments techniques et économiques pour, comme toujours, justifier une politique de classe. Il sait que l'économie est un condensé du politique et que le chantage aux contraintes est le langage de ceux qui n'ont qu'une idée fixe : conserver leurs privilèges.

— Un parti de rupture avec le capitalisme est un parti dont l'expression publique et les comportements montrent qu'il sait parfaitement que le seul objectif de la droite est de le combattre et de l'affaiblir. Certes, le parti socialiste, chaque fois que cela est nécessaire, ne saurait refuser de faire entendre aux pouvoirs en place la voix des travailleurs, mais il prend garde à toute interprétation mensongère, à toute manipulation qui tendrait à faire croire qu'une convergence quelconque soit possible, si limitée soit-elle, avec ceux dont nous sommes les adversaires. C'est ainsi que sera poursuivie l'affirmation de leur identité socialiste par nos élus au sein de l'association des maires de France comme en toute occasion. C'est ainsi que partout, y compris à l'O.N.U. et dans toute situation intérieure ou extérieure, les socialistes rappelleront qu'ils reconnaissent, parce que démocrates, les institutions dont le pays s'est doté, qu'ils ne servent pas de faire-valoir à on ne sait quelle « décripation », mais y expriment les luttes et les aspirations populaires.

#### 2. — Répliquer à l'offensive culturelle de la droite

La droite s'engage avec force dans la bataille des idées : c'est sur ce terrain qu'elle cherche à former un consensus autour de sa politique d'austérité et d'inégalités. Le fatalisme face à la crise, la dépolitisation des enjeux de la lutte sociale, la résurgence (parfois sous un déguisement libertaire) des thèmes de l'intégrisme libéral, visent à entretenir un climat de pessimisme social et de malthusianisme économique. Dans le même temps la banalisation du fascisme et du vichysme, la complaisance à l'égard du racisme et de la xénophobie, expriment la réapparition sans complexes de thèmes traditionnels de l'extrême droite.

Le socialisme doit y répliquer par la démonstration de l'actualité de ses principes fondamentaux, de ses analyses de la crise dont il avait seul prévu la profondeur et la durabilité, dès ses débuts. Le rayonnement culturel et idéologique du P.S. doit être accru. Notre parti a dans ses rangs et dans son projet les moyens d'un tel rayonnement à condition que ses intellectuels, ses scientifiques, voient leur apport pleinement utilisé et inséré dans un travail collectif de tous les militants. Avons-nous suffisamment exercé « l'arme de la critique » à l'égard des modes intellectuelles (nouveaux philosophes, nouveaux économistes) au service de la société conservatrice ? Avons-nous suffisamment été offensifs sur le front des idées et de la culture ?

Un vaste secteur de recherche et de réflexion théoriques doit être constitué, se fixant pour objectif d'organiser, dans chaque grande ville, au niveau régional, etc., des journées ou des semaines de la pensée et de la culture socialistes, éditant revues et ouvrages montrant notre attention aux formes les plus contemporaines de la pensée et de l'intelligence.

#### 3. — Un parti structuré, solide et organisé

L'organisation du parti socialiste doit correspondre à notre développement actuel et aux progrès qui nous attendent dans les mois et années futurs :

— Péréquation des moyens notamment financiers au profit des petites et moyennes fédérations.

— Structuration et développement de notre presse, l'objectif étant de se doter d'un quotidien.

— Soutien et liens réciproques accrus entre le parti et les organisations périphériques proches de lui (organismes socio-culturels, etc.) pour un développement mutuel d'influence et de moyens.

— Recrutement de permanents et moyens mis à disposition des secteurs d'intervention (entreprise, jeunes, femmes) prioritaires.

— Prise en compte des difficultés particulières du militantisme en milieu rural dont les préoccupations doivent être intégrées dans nos thèmes, notre langage, nos formes de propagande et d'action.

#### 4. — Décentraliser nos activités au niveau régional

Le rôle de coordination des comités régionaux du P.S. doit être renforcé. Les structures régionales du parti ne doivent pas se substituer aux fédérations mais permettre la décentralisation de certaines activités nationales (formation, commissions), assurer la coordination avec le groupe des élus au conseil régional, tenir à jour les dossiers régionaux du parti (emploi, aménagement, politique industrielle, problèmes culturels...) et impulser la réflexion et l'action des fédérations sur toute question de dimension régionale. Les dimensions régionales de la crise sont très fortement perçues par les travailleurs et doivent nous conduire à renforcer notre action régionale.

Un secrétariat national aux régions doit être chargé de coordonner l'action régionale du parti et de ses élus et la réflexion en matière d'aménagement du territoire. Il assure la liaison avec les comités régionaux du parti et les consulte sur toute proposition en ces domaines.

#### 5. — En finir avec la séparation entre « experts » et responsables

Le fonctionnement actuel du secrétariat aux études doit être révisé. Il y a aujourd'hui un jeu entre « experts » et responsables qui est inacceptable : aux « experts » la réflexion programmatique et précise, mais sans conséquences ; aux responsables souvent le flou et l'à-peu-près en ces domaines considérés comme subalternes par rapport aux préoccupations vraiment « politiques », c'est-à-dire électorales. Les risques d'une telle coupure sont grands : pénétration de l'idéologie des cabinets ministériels et des schémas de pensée dominants, sous prétexte de réalisme et de compétence des experts, séparation entre l'économique et le politique, réduction des choix politiques à leurs dimensions tactiques... Le nouveau règlement intérieur réorganise utilement les commissions d'études mais il faut que le comité directeur exerce l'intégralité de ses pouvoirs de décisions et de discussion, que les structures régionales et fédérales soient les interlocuteurs des commissions nationales en matière notamment de politique industrielle et d'aménagement du territoire.

L'élaboration des positions européennes du parti est restée ainsi trop exclusivement centralisée et parisienne : en matière d'aménagement du territoire, de problèmes soulevés par l'élargissement, d'élaboration de plans régionaux, le dialogue doit s'instaurer entre la commission nationale concernée et l'échelon régional et fédéral.

#### 6. — Un parti pour unifier les luttes populaires

La société française est marquée à la fois par les problèmes de l'archaïsme social et de la modernité. Une partie de notre peuple ne voit pas satisfaits ses besoins élémentaires, des régions entières sont en déclin. Les contradictions nouvelles des formes les plus récentes de la société capitaliste éclatent simultanément : luttes urbaines, cadre de vie, relation au travail.

Le parti socialiste doit être face à cette double réalité de la société française, le parti qui à la fois prend en charge l'une et l'autre dimension.

Il doit répondre aux préoccupations des plus exploités comme aux interrogations culturelles les plus contemporaines.

Il n'est pas utile de faire la sempiternelle référence ou révérence aux luttes des femmes, des jeunes et des écologistes, parfaitement abstraite pour avancer concrètement dans notre action en ces domaines. Plutôt que les habituelles mièvreries, il vaut mieux réaffirmer la vocation du parti à décloisonner et unifier l'ensemble des luttes, à intégrer dans l'ensemble de sa réflexion et de son action l'aspect « jeunesse » ou « femmes, des jeunes et des écologistes, parfaitement respecter ceux qui y participent pour ne pas les reléguer dans des structures ségréguées mais y associer l'ensemble du parti, ce qui n'exclut pas des formes spécifiques d'intervention.

Enfin, s'il veut être un parti de masse et de classe, un parti populaire, le parti socialiste doit parler un langage clair, simple et sérieux. Il n'est pas le miroir des utopies à la mode mais une organisation capable d'élaborer sereinement ses propres thèses à partir de ses propres analyses en intégrant toutes les données du savoir contemporain, dans une réflexion collective.

A ces conditions, il unifiera les luttes populaires et sera digne de sa vocation.

### III. — Approfondir la ligne d'Épinay

C'est une évidence que de rappeler la justesse de nos analyses fondamentales. Dès 1974, nous annonçons, sous les ricanements de la droite, que la crise serait « profonde et durable », car crise structurelle du capitalisme.

Giscard et Barre mettent œuvre la version française de la stratégie du capitalisme mondial.

Après la divine surprise que fut pour eux leur maintien au pouvoir, en mars 1978, par le fait de l'attitude du P.C.F., Giscard et Barre veulent, très vite, profiter du répit dont ils disposent pour accentuer l'intégration de la France au marché mondial capitaliste, pour l'assujettir à l'ordre international du capital. Ainsi croient-ils rendre plus difficile une transition future vers le socialisme.

Le capitalisme français réplique à la crise selon trois axes :

— L'intégration accentuée au marché national dont les critères traceraient seuls, en matière notamment industrielle, la ligne de partage entre ce qui est bon et ce qui est mauvais pour la France. Ce redéploiement-liquidation condamne des pans entiers de notre appareil de production et accentue les déséquilibres régionaux sans qu'apparaissent les contreparties positives susceptibles d'être apportées par les « points forts », par les « créneaux à développer ».

— La gestion du redéploiement confiée directement aux grands groupes capitalistes. Leur responsabilité dans l'aménagement du territoire et la politique industrielle est clairement affirmée, les fonds publics soutenant leur stratégie dont la seule loi est le profit.

— L'intervention directe du grand patronat, au niveau des hommes comme du contrôle accru sur les moyens d'information, dans le débat politique. L'action du C.N.P.F. contre le Programme commun a marqué la subordination plus forte que jamais de l'action des partis de droite aux projets et aux thèmes idéologiques du grand capitalisme. La référence au modèle allemand, la mise en cause du plein-emploi comme objectif prioritaire de politique économique soutiennent ce projet funeste pour la France et les Français.

#### 1. — Changer la logique économique

La rupture est la seule issue socialiste crédible à la crise. Face à l'approfondissement de la crise, ce n'est pas dans on ne sait quel modérantisme des réformes de structures, mais au contraire dans une audace et une rigueur accrues que se trouvent les moyens d'une politique économique socialiste réaliste. Au modèle allemand des années 1960 proposé par la droite, les socialistes ne vont pas opposer le modèle travailliste des années 1950.

Pour nous, la crise n'est ni un prétexte inventé par la droite pour justifier sa politique, ni une fatalité qui entraînerait un seul remède possible, celui de l'austérité à sens unique pratiquée par les dirigeants actuels de la société française.

La crise est une donnée que doit affronter tout responsable soucieux d'assurer à la fois le progrès quantitatif et qualitatif aux Français et d'éviter une perte d'autonomie de l'économie française. La réplique à la crise implique donc des disciplines communes et un effort. La question est de savoir comment et à quelles conditions. Et c'est alors qu'intervient la démarche des socialistes, seuls capables de mobiliser les ressources et les forces de notre peuple, dans l'équité, le dynamisme retrouvé et l'efficacité.

Pour nous socialistes, cette sortie de la crise ne peut se réaliser que par une inversion radicale de la logique capitaliste, et donc par un réel changement des rapports de forces qui permette d'éviter le sabotage quotidien de l'expérience socialiste. Tel est le sens de la nécessaire rupture

avec la société présente, avec ses pouvoirs dominants, avec ses valeurs frelatées.

D'où des préalables qui n'ont pas varié :

1° L'extension du secteur public, de manière à mobiliser, au service de l'intérêt général, nos capacités en travailleurs qualifiés, en bureaux d'études, en outils de production, en moyens de financement.

2° Les nouveaux droits conférés aux travailleurs, de telle sorte que ces derniers accèdent à la responsabilité, dans des institutions nouvelles, clairement définies, où soient bien distinguées les missions respectives d'orientation de la production, de gestion courante des entreprises et de défense des intérêts moraux et matériels des salariés. A quoi bon parler de démocratie économique et d'autogestion, si les travailleurs ne peuvent influencer sur l'organisation du travail comme sur l'orientation des entreprises ? A quoi bon solliciter l'effort et le redressement, si chacun n'est pas véritablement associé à l'œuvre commune ?

3° La décentralisation, autre vecteur de l'autogestion, le plus sûr antidote de la bureaucratisme et du dirigisme. Chaque Français doit pouvoir évoquer et traiter des problèmes qui le concernent et qui sont proches de lui.

4° La planification, enfin, cadre de la cohérence d'ensemble pour les multiples pouvoirs décentralisés, instrument de la volonté générale exprimée démocratiquement par notre société.

Sur ces bases, il sera possible de mener, avec toute la sagesse nécessaire, et en fonction de l'évolution de la crise, une politique de réforme des structures et la lutte contre les déséquilibres qui nous menacent. Ainsi, pourra-t-on améliorer notre système fiscal, rééquilibrer la Sécurité sociale, relancer la politique familiale, rénover les services publics, réhabiliter la notion d'avantage collectif par opposition au seul critère de la rentabilité capitaliste, régionaliser et instaurer la planification régionale, se doter d'une politique industrielle nouvelle, donner au marché concurrentiel à la fois toute sa place et rien que sa place.

Mais il faudra, sans attendre, prendre des mesures significatives dans la réduction des inégalités, de telle sorte que cette société soit enfin, et dès le début de l'expérience socialiste, celle de tous les Français sans exception. Au fur et à mesure que ces réformes porteront leurs fruits, s'élargiront les possibilités de notre économie, notamment en matière de lutte contre l'inflation, de rétablissement durable de notre équilibre extérieur et surtout de retour progressif au plein emploi.

Dans cette économie entièrement renouvelée doivent se conjuguer les effets bénéfiques de marchés fonctionnant correctement et les impulsions du plan : c'est à ce dernier qu'incombera de mettre en œuvre cette nouvelle logique du développement économique et social : produire autrement, donner du travail à tous, réduire les inégalités, dégager du temps pour vivre et vivre mieux, respecter les équilibres fondamentaux de l'homme et les impératifs écologiques, bref, combiner progrès quantitatif et progrès qualitatif, les stimulants de la vieille croissance et les ressorts de la nouvelle croissance.

#### 2. — Réconcilier l'homme et son travail

L'esprit de revanche du patronat n'a jamais été aussi fort. On sait que, pour les idéologues de la droite, le monde capitaliste souffre de trop de démocratie, de trop de conquêtes et de protection sociales, de trop de « laxisme » social. Les attaques contre l'Etat-providence, c'est-à-dire en fait contre les conquêtes ouvrières et syndicales, appuient le discours sur l'austérité nécessaire... pour les pauvres.

De même, le capitalisme en crise veut gérer le chômage en constituant un marché du travail secondaire et marginal où les femmes, les jeunes, les travailleurs proches de la pré-retraite seraient relégués massivement.

Le droit à l'emploi pour tous est plus que jamais un objectif socialiste. Nous refusons une perspective malthusienne en matière industrielle qui considérerait comme une fatalité la régression des emplois tout comme nous proclamons l'ampleur des besoins dans le secteur du tertiaire social, des collectivités locales et associations.

La mise en cause de l'objectif du plein-emploi est un thème majeur de la pensée réactionnaire d'aujourd'hui.

Le capitalisme est en effet incapable de réconcilier l'homme et son travail, de mettre

la productivité au service de la réduction des horaires de travail et de la satisfaction des besoins.

Dans la logique du nouveau modèle de croissance que nous proposons, la réduction de la durée du travail (35 heures sans diminution de ressources) comme le retour au plein-emploi sont des éléments-clés.

### 3. — Changer l'Europe

Les socialistes au pouvoir devront conjurer la logique interne de l'économie, mixte à dominante socialiste, avec la logique de la compétition internationale. Certains en France refusent de considérer cette réalité en face. Sans oser le dire, ils sont partisans d'une autarcie qui mènerait au repli sur soi, au xénophobie et à la décadence. D'autres se font les zélés du libéralisme sauvage : sous prétexte de redéploiement, ce serait aux seuls critères du marché mondial capitaliste qu'incomberait de décider ce qui est bon et ce qui est mauvais pour la France. C'est un faux dilemme que de vouloir s'enfermer dans l'alternative libre-échange ou autarcie. La logique du plan et non de la soumission au marché mondial doit permettre la maîtrise de nos relations avec le reste du monde. La spécialisation forcée ni le tout à l'exportation ne sont « la loi et les prophètes » devant dicter notre politique économique. C'est aux choix planifiés de déterminer les reconquêtes nécessaires du marché intérieur, comme les spécialisations nécessaires, en fonction des objectifs d'ensemble de notre économie.

Voilà pourquoi, il nous faut approfondir la coopération entre les pays européens, sans limiter notre horizon aux pays dits occidentaux. L'histoire va vite et rien ne dit que demain les autres pays européens n'auront pas besoin de la Communauté économique européenne. Ce serait alors un élargissement d'une autre envergure retrouvant le tracé de l'Europe de l'histoire.

Mais, pour l'instant, relevons le formidable défi que nous lance un monde en pleine transformation. Les pays de la C.E.E. sont au cœur de la difficulté. Ils ont perdu en dix ans les avantages relatifs qui leur avaient permis de réaliser, à quelques exceptions près, une forte croissance et de conquérir une place enviable sur les marchés mondiaux. Par ailleurs, ils n'ont pas encore trouvé les recettes de cette nouvelle croissance plus soucieuse des besoins de l'homme et moins gaspilleuse des ressources naturelles. Aucun des pays européens, fût-il le plus puissant, ne peut, à lui seul, surmonter les difficultés présentes, résister à l'impérialisme américain et à l'hégémonie soviétique, se lancer dans l'aventure de la troisième révolution industrielle, contribuer à l'émergence de règles du jeu acceptables pour l'économie mondiale.

La coopération européenne est donc indispensable. Il n'y a pas d'autre voie. Sa réalisation impliquera des compromis difficiles entre les intérêts souvent contradictoires des nations et, à l'échelon des socialistes, entre des approches différentes, en raison du poids de l'histoire, de la culture et des structures politiques.

Les socialistes français doivent s'engager dans cette voie, sans crainte ni complexe. Ils doivent résister aux différentes formes de chantage qui s'exercent à leur encontre, aux facilités de ceux qui ont toujours raison contre tout le monde. A tous les démagogues qui pensent davantage à exacerber un nationalisme mesquin et ombrageux, ils répliquent en voyant large et loin. Et ils leur posent une question simple : « Quel parti français demande que notre pays quitte la C.E.E. ? ». Aucun. Alors de quoi s'agit-il, sinon de recueillir des voix aux prochaines élections, en trompant les Français ?

Sur la conception de l'Europe, comme sur l'élargissement, le P.S. a toujours tenu un langage clair et simple. Le Traité de Rome, rien que le Traité, tout le Traité : la construction européenne ne saurait aboutir à restreindre la marge de manœuvre d'une France socialiste. Nous voulons une France libre dans une Europe indépendante, conservant la maîtrise des nécessaires avancées de la coopération européenne.

Notre position quant à l'élargissement est également nette. Ce n'est pas l'Europe ni son élargissement en tant que tels qui menacent de condamner des régions entières, notamment du Midi : c'est le libre jeu du marché capitaliste. Nous sommes favorables au principe politique de l'élargissement, mais nous affirmons avec force la nécessité des conditions posées par le rapport SUTRA quant à l'organisation des échanges et des

marchés, notamment agricoles, pour assurer l'intérêt des régions et des travailleurs concernés.

L'Europe de la mystique ou de la théologie n'est pas la nôtre. Le discours « euro-péiste », vague et abstrait, n'est pas le nôtre. Européens de conviction et de tradition, mais d'abord de raison, les socialistes savent que l'interrogation principale et réelle des Français n'est pas « pour ou contre l'Europe », mais « quelle Europe » ?

Giscard d'Estaing voudrait faire du problème européen un élément de confusion politique en créant des convergences en trompe l'œil entre son Europe — celle du capital — et la nôtre — celle des travailleurs. Comme le prétendu groupe central de la société française voudrait s'opposer au front de classe et mettre fin à l'opposition droite-gauche, le bavardage « euro-péiste » voudrait estomper les antagonismes fondamentaux du débat politique.

L'Europe est également une dimension d'efficacité de la lutte des classes. Face aux multinationales, le mouvement ouvrier européen constitue notre interlocuteur nécessaire et immédiat.

Au sein de l'union des partis socialistes de la C.E.E., le P.S. agit efficacement pour la défense de la France et pour le progrès de l'Europe vers le socialisme. A l'égard des partis socialistes et sociaux-démocrates européens, il n'est pas question de dissimuler ce qui nous unit (et principalement l'expression des classes ouvrières), ni à l'inverse de masquer nos différences stratégiques ou programmatiques. Etre nous-mêmes est la meilleure façon d'assurer à la fois le rayonnement de nos positions et la solidité de nos relations.

Avec les autres socialistes européens, nous voulons une Europe qui marche sur deux jambes, fidèle à l'esprit et à la lettre du Traité de Rome qui liait organisation économique et progrès social.

C'est pourquoi le P.S. a fait accepter la priorité des priorités au plein emploi, la réduction et la redistribution du travail (les 35 heures), le contrôle des multinationales, l'extension du rôle du secteur public et du plan, des politiques communes dans les domaines essentiels de l'industrie et de la technologie, le renforcement de notre coopération avec les pays en voie de développement.

Notre fidélité à la vocation internationaliste est sans faiblesse et sans tricherie. Ce ne sont pas les difficultés inhérentes à ce genre d'entreprise qui vont nous faire basculer dans les ambiguïtés.

Les Français ne le comprendraient d'ailleurs pas. Ils savent que le sort de la France, que le destin de leurs enfants et de leurs petits-enfants se jouent à la dimension de la planète.

Cela étant admis, gardons les pieds sur terre : pendant des années et des années, la majorité des décisions nous concernant seront prises à l'échelon national. En définitive, nous ne récolterons jamais que les résultats de nos propres efforts et de notre propre lucidité : « Aide-toi, l'Europe t'aidera ».

Mais, au moins, offrons aux Français, à l'occasion de l'élection de l'Assemblée européenne au suffrage universel, une perspective claire et réaliste : l'Europe du bon sens et de la raison.

### 4. — Changer la vie dès aujourd'hui

Une défaite électorale, comme celle de mars 1978, n'est pas la fin du monde, sur-

tout lorsqu'elle est imputable au refus de notre partenaire de partager, jusqu'au bout, les responsabilités de sortir la France de la crise.

C'est au parti communiste qu'il appartient de répondre à la question fondamentale qui se pose à lui : veut-il, oui ou non, assumer l'alternative de gauche qu'une majorité de Français souhaite ? La balle est dans son camp. Il n'est pas question, comme sembleraient le préconiser certains, d'aller la lui reprendre, pour jouer tout seul. Les communistes dénoncent le virage à droite du P.S. Ils perdent leur temps. Ils n'échapperont pas aux rendez-vous que l'histoire leur fixe. Et en fin de compte, les Français jugeront.

De son côté, le parti socialiste approfondit sans cesse son ancrage à gauche. Il n'en démordra pas d'un pouce, fidèle en cela à sa vocation de défense de tous les exploités, de tous les délaissés, porteur d'un projet de société où l'homme ne sera plus un loup pour l'homme. Il proposera, sans le lasser, les idées, les actions communes susceptibles de renforcer la gauche, toute la gauche, et d'accroître son audience dans le pays.

Bien entendu, il reste encore beaucoup à faire au parti socialiste, afin d'assumer pleinement cette vocation, notamment dans son militantisme qui doit être plus en osmose avec les combats des travailleurs et avec toutes les autres luttes sociales.

Le progrès des idées socialistes est donc à notre portée. On assiste, après une phase de stupeur liée à la défaite électorale de la gauche en mars 1978, à une montée latente du mécontentement, à des explosions de colère devant une politique aussi cynique et brutale, à l'amplification des luttes sociales, à un renouveau de l'action syndicale. Le parti socialiste sera totalement présent dans ces combats où les travailleurs de toutes catégories défendent non seulement leur emploi et leur pouvoir d'achat, mais aussi l'avenir de leurs régions et de leurs entreprises. Il appuiera toute action tendant à arracher, par la lutte, puis par la négociation, des concessions au gouvernement et au patronat dont la « divine surprise » de mars 1978 n'a pas décollé les yeux. L'« ouverture sociale » n'était qu'un simple produit du marketing politique, pour gagner quelques mois.

Les échéances sont parfois plus proches que ne l'annoncent les calendriers pré-établis. Le parti socialiste doit être prêt en toute circonstance, et, pour cela, aller à l'essentiel, renforcer son homogénéité, tirer des faits — aussi bien échecs que réussites — les enseignements qu'ils comportent. Il doit pratiquer une opposition constructive, proposer, sans se lasser, ses analyses et sa politique, afin d'accroître la pédagogie du socialisme.

Si nous agissons ainsi, sans précipitation et en dominant nos traditionnels démons internes, nous servirons bien notre pays et le socialisme.

La tâche, déjà bien entamée, n'est pourtant pas terminée. Poursuivons-la, dans la même ligne. Ayons le courage de la patience.

Pour tout renseignement :

Jean-Marc DUPUIS  
4, rue Claude-Jusseau,  
69110 SAINTE-FOY-LES-LYON.

# Pour gagner, le socialisme a besoin d'unité

Contribution pour une synthèse présentée par des militants de la région  
Provence-Alpes-Côte d'Azur

Fédération socialiste des Bouches-du-Rhône). — Patrick Mennucci (secrétaire fédéral du M.J.S.), Giacomi Pauline (délégué fédéral auprès du premier secrétaire fédéral),

Giambrone Georges (secrétaire de la section d'entreprise des ports et docks), Humbert Georges (secrétaire de la section d'Aix-en-Provence, c.E.F.), Léonetti Jean-Jacques (secré-

taire de la 5<sup>e</sup> section de Marseille), Pommier Gilbert (secrétaire général de la 10<sup>e</sup> section, délégué fédéral auprès du premier secrétaire), Rech Guy, secrétaire de la section de La Ciotat, Richard René (secrétaire de la section d'Arles, secrétaire fédéral adjoint de la 11<sup>e</sup> circonscription), Samat André (président des élus socialistes et républicains des Bouches-du-Rhône, secrétaire fédéral adjoint de la 9<sup>e</sup> circonscription), Vidal Yves (secrétaire fédéral adjoint de la 10<sup>e</sup> circ.), Charles-Emile Loo, premier secrétaire, a également donné son accord à cette contribution.

**Fédération socialiste des Alpes-Maritimes.** — Fino Lidia, Galy Jean-Michel (président des élus socialistes et républicains des Alpes-Maritimes, 2<sup>e</sup> secrétaire fédéral des Alpes-Maritimes), Gastaud Roger, secrétaire de la section du canton de Coursegoubes, membre de la C.E. fédérale), Huat Pierre, Le Troublon André (secrétaire de la section de Grasse, membre de la C.E. fédérale, Maurin Jean-Pierre, Pazzoni Jean-Jacques (membre du secrétariat fédéral, membre de la C.E. fédérale), Randon Jacques (secrétaire de la section Nice II), Souyris Camille.

**Fédération socialiste des Hautes-Alpes.** — Isnard Robert (premier secrétaire fédéral des Hautes-Alpes), Fauque Edouard 2<sup>e</sup> secrétaire fédéral des Hautes-Alpes), Reynier Jean-Paul (conseiller général d'Orcières), Violant Jean-François (premier secrétaire de la section de Gap), Lombard Jacqueline (secrétaire de section de Gap), Le Garffe Paul (secrétaire de section d'Orcières), Luc Maurice, (trésorier fédéral), Blache Pierre (maire de Saint-Firmin),

Barnaud André (membre de la section de Gap), Durand Christian (membre de la section de Gap).

**Fédération socialiste du Var.** — Audibert Klébert (secrétaire de la section de Revest), Bases René (secrétaire fédéral), Boschero François (maire de Bras), Fattori Yves (secrétaire de la section d'entreprise des P.T.T.), Gouye Guy (secrétaire de la section de Comps), Guyliano Claude (M.J.S.), Huéber Jean-Claude (trésorier fédéral), Galangau Albert (section de Toulon), Piétri François, secrétaire fédéral, Sbraggia Jean (Gréoult). Ed. Soldani, pr. secr., a également donné son accord à cette contrib..

**Fédération socialiste du Vaucluse.** — Jenton Jean-Pierre (secrétaire de la section de Bollène), Bert Yves (secrétaire de la section de Vaison), Mathieu Gérard (secrétaire de la section de Carpentras), Soulier Denis (secrétaire de la section de Sorgues), Duffaut Henri (maire d'Avignon), Fournier Jean-Pierre (premier secrétaire de la Fédération), Rolland Edmond (secrétaire de la section d'Apt), Mathieu Bernard (secrétaire de la section de Gordes), Caire Jean-Claude (Gordes), Pena T., Borel A., Barthélemy Henri (Lourmarin, maire).

**Fédération socialiste des Alpes-de-Haute-Provence.** — Guy Raymond (prem. secr. fédér.), G. et J. Bisciglia (membres C.E.F.), Mambour Julien (Forcalquier), Morello Pierre (secr. Forcalquier), Monnier Louis (membre région Forcalquier), Paulte Domeizel (trésorière fédérale), Claude Domeizel (membre comm. féd.), Jean-P. Aubert (Barcelonnette), Robert Jousse- rand (Barcelonnette), René Barrot (Oraison), Robert Niel (Digne).

liste pour contrôler et réorienter notre production industrielle, définir nos objectifs et nos priorités dans le domaine social.

Enfin, la dimension internationale de notre combat pour le socialisme, notamment dans le cadre de l'Europe, est estimée par tous comme une condition du succès de notre expérience. Le socialisme ne peut, au risque de se perdre, se recroqueviller dans une France isolée et nier la multitude des problèmes qui ne peuvent avoir de solutions réelles que dans le cadre européen.

Si la majorité actuelle du parti est toujours d'accord sur ses engagements fondamentaux, et rien à l'heure présente ne tend à prouver le contraire, pourquoi ne serait-elle pas la même demain ? Si elle devait se scinder, peut-on nous expliquer sur quels nouveaux et différents fondements politiques ? Allant plus loin, ne peut-on espérer que cette majorité se trouve élargie au terme du congrès de Metz ?

Le débat mené au sein du CERES nous indique qu'une fraction de ce courant ne se reconnaît plus dans la ligne politique suivie par ses « chefs historiques ». Il est vrai qu'avec ces derniers la synthèse sera difficile ! Les divergences sont là très sérieuses, que ce soit sur l'identité du P.S. et sa pratique de l'union de la gauche, sur le rôle de l'Etat dans la transformation sociale et, surtout, sur l'Europe où le CERES se réfugie dans un nationalisme et un protectionnisme désuet et dangereux.

Les militants ne peuvent donc admettre les divisions actuelles de la direction, le combat de « chefs » dont les enjeux véritables seraient autres que la clarification politique.

Il n'en demeure pas moins qu'aujourd'hui un véritable débat est nécessaire au sein du parti, celui qui naît de la réflexion collective et qui commande dans le cadre des engagements fondamentaux d'Epinay de prendre en compte les réalités sociales et politiques de l'« après-mars », pour apporter à notre politique et à notre militantisme les correctifs et les adaptations nécessaires.

Si, jusqu'en mars 1978, tout le parti avait jeté ses forces dans l'action pour la victoire, il est sain et utile que, l'échéance passée et manquée, nous puissions engager tous ensemble la nécessaire réflexion.

Ce débat doit être l'œuvre de tous, militants et responsables engagés dans le combat commun. S'il veut être utile et efficace, il ne doit pas se limiter à ressasser la stratégie d'Epinay. Sur cela, disons notre accord une bonne fois pour toutes.

Réfléchissons alors aux modalités d'application concrète de cette ligne sur le terrain du quotidien :

Les questions sont multiples, diverses réponses possibles, mais posons *a priori* que nous n'y perdrons pas notre identité, ni n'essaierons de biaiser avec notre engagement fondamental commun.

Gardons aussi en mémoire que le mode de fonctionnement de notre parti est indissociable de la nature de son projet autogestionnaire. La crédibilité de ce projet passe aussi par l'amélioration de notre démocratie interne, qui doit développer davantage le rôle confié aux militants dans l'élaboration des décisions du parti. La présence sur le terrain des militants ne doit plus se limiter à exécuter les décisions prises loin d'eux par des groupes de technocrates.

Certes, l'adoption du règlement intérieur lors de la convention du 25 novembre a marqué un grand pas dans le renforcement de la démocratie interne. Encore faudra-t-il qu'il résiste à l'épreuve des faits et qu'à tous les niveaux, notamment aux plus élevés, soit supprimée toute cooptation de dirigeants telle qu'elle a été pratiquée et acceptée jusqu'à l'adoption du règlement intérieur. La collégialité dans l'organisation des divers secteurs du parti devra être développée.

A cet égard, pourquoi avoir supprimé la collégialité de responsabilité décidée à Epinay dans un secteur aussi vital pour le parti que celui de son organisation ?

\*\*\*

Il nous apparaît utile que les réflexions et les propositions tant sur le fonctionnement et l'expression du parti que sur les modalités d'application de notre politique, formulées par les militants ou les responsables du parti, puissent venir enrichir la discussion.

LE COMITE DIRECTEUR DU 11 FEVRIER PROCHAIN POURRA ALORS DEGAGER UNE MOTION COMMUNE DE LA MAJORITE DU PARTI.

Nous pensons que notre richesse et notre diversité commandent un tel débat garant

Mars 1978, le parti socialiste devient par sa puissance électorale et pour la première fois depuis 1936 le premier parti de France et donc le premier parti de la gauche. Quel chemin parcouru depuis le rassemblement des socialistes en 1971 à Epinay, combien de succès ont jalonné cette ascension, et qui peut nier le rôle primordial joué par le premier secrétaire dans cette renaissance du socialisme en France.

Pourtant, ce succès a été en réalité ressenti comme un échec, car nous n'avions pas atteint ce qui était notre objectif déclaré : donner à la France un gouvernement de la gauche et lancer le pays dans l'expérience de la construction socialiste.

Evidemment la responsabilité première et écrasante du maintien de la droite au pouvoir revient à la direction du P.C.F. Les choses sont assez claires de ce point de vue pour ne pas insister ; l'Histoire a déjà jugé, et les récentes élections législatives partielles comme les scrutins municipaux ou cantonaux, chaque dimanche, sont là pour témoigner. Il n'en reste pas moins que cet échec a créé dans les couches sociales qui se reconnaissent en nous comme chez nos militants une réelle désillusion, un découragement certain, nombre d'interrogations sur nous-mêmes.

Les militants ont voulu réfléchir, comprendre et analyser les causes de l'échec, saisir cette occasion pour approfondir la réflexion sur eux-mêmes, sur l'outil qu'est leur parti, sa pratique politique, ses modalités d'intervention, l'originalité de son projet.

Peut-on reprocher ou blâmer une telle discussion dans un parti comme le nôtre, dont la règle de fonctionnement est la démocratie et le projet politique l'autogestion ?

Notre mode d'organisation, notre démocratie interne, seraient-ils à ce point si peu majeurs que toute discussion ne puisse être engagée sans sombrer dans les querelles et les ambitions de personnes, les rivalités des uns et des autres ?

Le parti socialiste d'aujourd'hui ne tire-t-il pas sa force, sa détermination et sa connaissance des acquis apportés par l'histoire du mouvement ouvrier, y compris de ses erreurs.

Acceptons donc résolument et fraternellement le nécessaire débat indispensable à nos succès futurs, tirons leçons des causes de l'échec de mars, prenons en compte le comportement et la logique politique des dirigeants du P.C.F., ne faisons pas l'impasse sur nos propres insuffisances.

Un débat s'est effectivement engagé dans le parti depuis les élections.

Il s'est mal engagé. Par trop d'aspects, il est apparu aux militants comme un instrument tactique, un débat sur les arrière-pensées, une polémique

entre membres de la direction, une manière de préserver ou de conquérir — suivant le côté où l'on se place — le pouvoir dans le parti, un moyen pour rester ou se placer au départ de la course à l'investiture présidentielle.

Il ne faut pas dénaturer le débat, se « chipoter » sur des questions de style ou de comportement, pratiquer l'exclusive et élever l'ambition personnelle au rang de théorie, cela nous ne l'acceptons pas.

Comment nos dirigeants ne voient-ils pas que c'est dans le désarroi et l'incompréhension que les militants, depuis les élections, assistent à une querelle d'état-major qui tient plus du « roman-feuilleton » — devenu hebdomadaire ces dernières semaines — que du vrai et nécessaire débat politique ?

Comment nos dirigeants ne voient-ils pas que ce jeu dangereux qu'ils mènent depuis des mois conduit directement à la remise en cause de l'existence même de notre parti et du rôle historique qui devrait être le sien ?

Comment nos dirigeants ne voient-ils pas que leur manque de sagesse, voire de responsabilité, désespère les quelque sept millions de Français qui nous ont fait confiance ?

C'est pourquoi il est temps de mettre un terme à des divisions superficielles que l'on voudrait faire avaliser par les militants du parti.

## C'est tout le sens de notre contribution

La majorité actuelle du parti reste unie sur l'essentiel, c'est-à-dire sur les fondements politiques qui ont permis, il y a huit ans, le rassemblement de tous les courants de la pensée socialiste en France. Il s'agit alors de savoir si, comme à Epinay, demeure en nous cette volonté de dépassement de chacune de nos sensibilités particulières pour permettre cette unité sur l'essentiel, unité nécessaire et indispensable à la réussite de notre action et à la mise en œuvre de notre projet.

L'union de la gauche, conséquence d'une analyse sociale fondamentale, demeure la donnée permanente de notre stratégie politique, même si nous devons débattre de sa pratique et approfondir son contenu, suite à l'analyse des causes qui ont permis au P.C.F. de priver la gauche de la victoire.

L'autogestion demeure notre projet de société et constitue notre identité puisqu'elle est l'aboutissement de notre volonté de rendre au travailleur et au citoyen leur dignité et leur pouvoir.

Il apparaît à tous que cette démarche ne fera l'économie ni des nationalisations des grands moyens de production et du crédit, ni de l'élaboration d'un plan rigoureux, instruments indispensables au gouvernement socia-

de la victoire pour l'avenir. Ce débat peut et doit se dérouler dans l'unité, autour d'options fondamentales communes.

Nous appelons tous les militants à prendre conscience de l'enjeu. Comme à Epinay, les légitimes différences de sensibilité ne peuvent compromettre la nécessaire unité du parti.

Dans quelques mois, nous attendent deux échéances : élections cantonales et élections au Parlement européen, qui seront les premières, depuis 1971, où le parti se présentera avec des positions politiques qui lui sont propres.

Est-ce donc le moment pour prendre un risque de division, alors que le parti a besoin de toutes ses forces ?

Est-ce donc le moment pour se perdre en

querelles subalternes quand le parti a besoin de toutes ses capacités ?

Nous répondons : Non ! et faisons appel à la responsabilité et à la raison de tous les militants, de la base au sommet : choisissons l'unité pour que demain la France puisse choisir le socialisme.

P.S. — *Ce texte a été volontairement limité à la signature, à titre individuel, de dix camarades des six fédérations de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur : Alpes-Maritimes, Alpes-de-Haute-Provence, Hautes-Alpes, Bouches-du-Rhône, Var, Vaucluse.*

*Si vous êtes d'accord avec l'esprit et le contenu de cette contribution, faites-le savoir en écrivant à : Gilbert Pommier, secrétaire général de la X<sup>e</sup> Section de Marseille, 36, avenue Aviateur-Lebrix, 13009 Marseille.*

# Le débat politique et l'unité du P.S. sont l'affaire de tous les socialistes

Contribution du secrétariat fédéral de la Corrèze

Nous croyons exprimer le sentiment de nombreux camarades en déclarant que le débat n'est pas, jusqu'à présent, bien engagé pour la préparation du congrès de notre parti.

En réalité, il n'y a pas encore eu de débat du tout : il y a eu l'étalage complaisamment fait par les mass media d'appréciations différentes formulées par des membres de la direction du parti.

Il eût été pourtant bien simple que les responsables sortants fassent connaître, individuellement ou à plusieurs, leur analyse de la situation présente et la ligne politique souhaitée pour le parti.

L'ensemble des contributions nationales et fédérales aurait pu constituer, comme le prévoient les règles de notre parti, un premier document, touffu sans doute, mais qui aurait eu le mérite de laisser sereinement se poser les problèmes.

Plutôt que de laisser s'ouvrir largement et tranquillement le débat, le choix a été fait de jouer la « solidarité préalable » des chefs historiques et, par là même, dramatiser la première phase de préparation de notre congrès.

Nous sommes de ceux, et ils sont nombreux dans le parti, qui considèrent que la politique de notre organisation doit être le résultat d'une réflexion collective, et qui entendons y participer.

Nous n'en pensons pas moins que la cohabitation au secrétariat national de François Mitterrand, Michel Rocard et Pierre Mauroy est de l'intérêt du parti, car elle incarne son unité.

Mais nous n'avons ni la naïveté de croire que la coopération des hommes est spontanée ou gratuite, dès lors que l'intérêt collectif en paraît évident, ni celle de prétendre qu'il s'agit d'en faire le vœu ensemble pour qu'il se réalise.

Les situations sont plus complexes, et au stade actuel il est important, d'une part, de crier « casse-cou », et, d'autre part, de rappeler que nous sommes un parti autogestionnaire et qu'un autre comportement est souhaitable et encore possible.

● **Crier « casse-cou »**, nous le faisons, car nous n'acceptons pas de voir ainsi transformé par les mass media ce qui doit être un débat d'idées en une querelle de personnes.

A ce rythme, où allons-nous ? Pensons à l'intérêt du parti, qui est de ne pas gaspiller l'acquis d'années et d'années de travail collectif.

● *Avoir entre nous un comportement autogestionnaire, il serait temps aussi d'y penser !*

## I. — Dédramatiser et débattre

En l'état actuel des choses, puisque nous sommes en présence de plusieurs contributions émanant de la majorité sortante du parti, nous devons, dans nos fédérations et dans nos sections, *dédramatiser les choses*.

Rien ne serait pire que d'enclencher la vitesse supérieure et de partir en campagne, qui pour l'un, qui pour l'autre, qui pour l'un et l'autre, de nos camarades Pierre Mauroy, Michel Rocard ou François Mitterrand. Nous accepterions ainsi délibérément de voir la dialectique présidentielle se développer au sein même du P.S., aux dépens de sa démocratie intérieure.

Au contraire, nous devons considérer ces « contributions » pour ce qu'elles sont, des réflexions et des suggestions sur la politique de notre parti et destinées à alimenter nos débats.

Eh bien, débattons-en et comportons-nous en membres d'un parti autogestionnaire, qui se sentent concernés et responsables :

— Parlons de notre attitude vis-à-vis du P.C.F., des questions que nous avons à lui poser, de notre conception d'une union à reconstruire sur des bases nouvelles ;

— Parlons de notre stratégie de rupture, non pas seulement en termes généraux, mais de façon plus concrète, en analysant sur le terrain ce que cela peut impliquer pour le parti dans une phase de transition vers le socialisme ;

— Parlons de la crise économique mondiale du capitalisme et recherchons comment nous pourrions en France faire sauter le maximum de verrous ;

— Parlons de l'Europe, de sa réalité présente bien décevante, mais aussi de notre démarche et des perspectives qui sont les nôtres d'en faire une Europe des travailleurs ;

— Parlons de la vie de notre parti, de l'étape nouvelle à franchir pour le rendre plus présent sur tous les terrains de lutte, comment le transformer progressivement et le rendre plus opérationnel.

## II. — Une motion et des variantes

Ce débat doit donc être celui des idées et uniquement des idées. Les qualités des hommes et leurs défauts ne sont pas en cause. Toute affabulation sur la « gauche américaine » ou la « gauche bolchevique », sur le « modernisme » ou l'« archaïsme » sur la « social-technocratie » ou le « molletisme » sur le prétendu déviationnisme des uns ou des autres, n'est qu'un piège. Y céder ne rendrait en aucun cas service au P.S.

Si le comité directeur du 13 février constate qu'un débat serein s'est ouvert dans le parti et que les querelles parisiennes ne se provincialisent pas, le climat s'en trouvera assaini.

Il faudra, bien sûr, qu'en sortent une ou plusieurs motions sur lesquelles les militants auront à se prononcer, vote dont dépend aussi la composition du prochain comité directeur.

Bien qu'il s'agisse de méthode, nous avons là aussi notre mot à dire. Pour notre part, nous pensons qu'un accord de la majorité sortante est réalisable au moins sur la première partie d'une motion, réaffirmant la ligne de gauche du P.S., à partir des textes de nos congrès précédents et de nos conventions sur l'autogestion et sur l'Europe.

A partir de ce tronc commun, des variantes pourraient exprimer pour le futur des sensibilités et des options particulières...

Une telle méthode exigerait de tous la manifestation d'une volonté d'unité et exprimerait une option claire pour la synthèse au congrès.

N'est-elle pas la plus saine pour conserver à la fois une indispensable cohésion, permettre un vrai débat et assurer la représentation équitable des diverses composantes de la majorité dans les instances dirigeantes du parti ?

Les modalités de l'accord politique se dégageront ensuite au congrès, à partir des débats de nos sections et de nos fédérations, qui n'auraient pas à entériner un accord préalable au sommet, mais à participer à son élaboration.

## III. — Un appel au sens du parti

Une telle méthode cumule à la fois les avantages du *débat ouvert*, de la *représentation fidèle des sensibilités de la base à la direction* et de la *sauvegarde de l'unité du parti*.

Elle donne à nos camarades du CERES « orthodoxe » l'occasion, ou la chance, de faire les révisions qui s'imposent, plutôt que de rester enfermer dans leurs schémas, ou de chercher à se faire courtiser pour servir de force d'appoint ; ce qui ne se ferait pas sans concessions et déplacerait l'axe politique du P.S., à un moment où notre organisation a besoin de maintenir la ligne qui a été la sienne depuis mars 1977 et qui est la seule susceptible d'amener le P.C.F. à reconsidérer son comportement.

Cette méthode assure aussi une évidente *dédramatisation de notre congrès et de sa préparation*, marquant une volonté politique de *maîtriser la dialectique présidentielle*, à qui nous ne pouvons laisser libre cours au sein du parti, sans prendre des risques pour son avenir.

Car c'est bien de l'avenir qu'il s'agit, de la capacité pour le parti socialiste de dépasser les vicissitudes d'un moment pour se préparer dans les meilleures conditions aux combats de demain.

C'est à l'esprit de responsabilité, c'est au sens du parti, qu'il faut faire appel, afin que la raison l'emporte sur la passion ou la tentation d'un moment.

Rien n'est inéluctable. L'histoire se fait de la volonté des hommes. Et ce ne sont pas les commentaires des mass media sur la situation du P.S. qui doivent nous conditionner. Nous sommes un grand parti disposant de dizaines de milliers de militants et de milliers de sections.

Ce sont eux et eux seuls qui définiront la politique du P.S. avec, soyons-en sûr, la volonté de faire prévaloir avant toute chose l'intérêt et l'unité du parti.

# Fidélité à la ligne d'Épinay

## Fidélité au socialisme

### Projet de déclaration pour les militants socialistes de la Côte-d'Or désireux d'apporter leur contribution dans le débat préparatoire au congrès national.

#### Stratégie et identité

N'oublions pas l'essentiel.

En sept ans, nous avons fait du parti socialiste la première force politique du pays. Qu'allons-nous faire de cette force ?

● La gaspiller dans nos divisions.

Ou nous en servir pour porter la gauche au pouvoir dans les meilleurs délais et opérer les transformations de structure qui constitueront la première étape de la transition vers le socialisme ?

La gauche n'a pas gagné les élections, mais notre stratégie a-t-elle échoué ?

Le parti communiste a choisi délibérément de faire échouer la gauche alors qu'il n'était pas le plus fort dans la coalition.

En sera-t-il de même demain ?

C'est sans doute la question principale.

Le rôle propre du parti socialiste est essentiel, décisif pour la victoire de la gauche ; mais il ne sera jamais à lui seul suffisant. Il ne nous dispensera jamais de poser le problème des alliances.

Le socialisme a trop souffert des alliances au centre.

L'alliance à gauche fait partie de la chartre de constitution du nouveau parti de manière irréversible.

Le parti communiste a beaucoup changé. Il changera encore, car le changement est la loi de la vie. Mais il est vrai que le changement qui lui reste à faire est le plus important, le plus difficile.

Renoncer à la conception léniniste de son rôle dirigeant.

Des tensions, des mobilités, sont perceptibles au sein du parti communiste ; si elles s'amplifient, elles conduiront à des modifications déterminantes de comportement. Mais une telle évolution n'est pas une affaire de bonne volonté, c'est le produit de modifications de rapports de forces. Tout dépend de la force du parti socialiste et du maintien inflexible de la stratégie qu'il s'est donnée : la stratégie unitaire.

Cela veut dire que nous devons créer un rapport de forces tel que le parti communiste français ne pourra plus jouer la défaite sans prendre le risque de sa propre marginalisation. A partir d'un certain seuil et si nous tenons bon, les communistes eux-mêmes jugeront que le prix de leur politique anti-unitaire est trop élevé.

Le parti communiste répète que nous « vivrons à droite » parce qu'il a besoin que nous virions à droite. Le moindre faux pas de notre part créerait une situation « à l'italienne » avec un parti communiste apte à redevenir le grand parti de la gauche et un socialisme faible et divisé.

Dans l'immédiat, l'impératif majeur du parti socialiste est de tenir le cap, le cap que nous nous sommes fixé et sur lequel il n'y a pas à revenir.

Il n'y a pas de changement possible en ce pays sans l'union du front de classe. La stratégie unitaire vise à créer le rassemblement majoritaire du monde du travail pour le passage au socialisme.

#### La crise du capitalisme

La crise ouverte en 1971 avec la dévaluation du dollar et entrée dans une phase aiguë en 1973 avec l'augmentation du prix de l'énergie a tendance à s'aggraver. Aucun signe ne permet d'en prévoir la fin. Elle est par ailleurs internationale : c'est la crise du

capitalisme. Pour les socialistes, l'internationalisme n'est pas seulement un idéal, c'est aussi l'indispensable réplique à l'internationalisme du capitalisme moderne, aux situations de monopole des groupes industriels et financiers dorénavant appelés multinationales.

S'il faut se garder de considérer que la crise rend le capitalisme plus vulnérable, il faut aussi se garder de considérer qu'elle le rend inexpugnable ! Laissons à d'autres le soin de justifier l'injustifiable. Pour notre part, la crise pose au socialisme militant, c'est-à-dire à la forme la plus élaborée de la lutte des classes dans son combat contre l'exploitation, une question claire. Faut-il être guéri de la crise pour pouvoir transformer le système ou au contraire, en raison même de la crise, faut-il accentuer la lutte pour la transformation du système ? La réponse du parti doit être non moins claire : la crise rend la rupture avec le capitalisme plus nécessaire et plus urgente.

#### Sur quelques conditions de rupture

Lorsqu'on envisage sérieusement cette rupture, on ne peut admettre les ambiguïtés entretenues par la formule « socialisme autogestionnaire ». Notre parti a réaffirmé nettement et à plusieurs reprises la *finalité autogestionnaire du socialisme*. Mais il ne saurait y avoir confusion entre les moyens et la fin. Parler de la fin ne signifie d'ailleurs nullement les « calendes grecques ». Car à chaque étape de la longue marche du socialisme, l'autogestion se construit. Mais elle est un élargissement et un enrichissement de la démocratie, elle ne saurait en être la négation. C'est pourtant ce qui risque d'apparaître dès lors qu'on invente un néo-socialisme qui privilégie dès maintenant les comportements particuliers, les aspirations marginales ou localisées au détriment de l'expression globale des suffrages et de la responsabilité qui en découle pour ceux à qui elle est nécessairement déléguée. Dire le contraire, et nous ne mettons pas en doute la sincérité de certains camarades lorsqu'ils s'expriment sur ce point, prépare à des désenchantements graves. Qui peut sérieusement croire que les peuples européens, hors l'arme du suffrage universel et des partis de classes, pourront résister à l'emprise croissante des multinationales et de leur centralisme technicisé à l'extrême si, comme on le propose avec légèreté (?) dans les rangs de notre parti, la victoire de la gauche devrait signifier « très vite » l'éclatement de l'Etat en « communauté autonome » ? Est-ce par des discours sur « l'expérimentation sociale », sur le « changement des rapports avec l'argent et la marchandise » (?), est-ce avec un parti socialiste où tout un chacun pourrait remettre en cause à tout moment ce qui aurait été décidé la veille que l'on pourra porter les premiers coups de la rupture au capitalisme ? Est-il possible que l'image très accessible que l'on peut avoir de la société américaine n'ait pas mieux pénétré les esprits de certains adhérents ? A moins que, sous couvert de réalisme économique, notion parfaitement légitime et que le parti a toujours intégré à ses analyses des rapports de force, on ne souhaite plus vraiment cette rupture.

Pour notre part, nous réaffirmons que la première étape de la rupture passe par la démocratisation des institutions existantes, nationales et européennes, par le respect d'un droit public, par l'organisation et la résolution d'une majorité de citoyennes et de citoyens qui se sera librement exprimée en

faveur des changements de structures proposés par notre parti. Et nous faisons nôtres ces phrases prononcées par le premier secrétaire François Mitterrand lors de la Convention nationale du 25 novembre : «... s'il faut casser l'Etat en tant qu'agent privilégié de la dictature de la bourgeoisie d'argent, c'est par la prise du pouvoir d'Etat que nous disposerons du moyen déterminant d'agir. Quand le suffrage universel nous en aura confié la charge, nous transférons ce pouvoir aux citoyens, aux travailleurs par de nouveaux mécanismes décentralisés au niveau le plus proche de la vie quotidienne. Mais raisonner comme si la base pouvait d'instinct résoudre les problèmes qu'une organisation méthodique pourra seule entreprendre nous rejeterait dans l'utopie... »

#### Les choix pour demain

Nous avons, autant que d'autres, les yeux grands ouverts sur les besoins des générations nouvelles. Nous n'oublions pas que notre parti s'adresse à des femmes et à des hommes qui ont besoin de croire, d'imaginer de rêver, qui ont besoin de mettre en œuvre leur capacité de créer. Nous connaissons les grands problèmes des années 80 : chômage, désertification des régions, hyperurbanisation et phénomènes pernicieux qui en découlent, faillite de l'investissement, inégalité accrue des revenus et des patrimoines, dépendance de la France vis-à-vis de l'extérieur, misère du quart-monde.

Mais nous disons que ces problèmes ne peuvent être résolus qu'en restant solidaires sur la ligne d'Épinay, en tenant compte de ce qui a déjà été porté dans notre programme de 1972, en restant fidèle aux lignes de force du programme commun. Nous réaffirmons la prééminence du plan sur le marché ; il faut que les choix utiles à notre peuple soient déterminés par la connaissance et la confrontation des intérêts, des besoins et des aspirations démocratiquement débattus à tous les niveaux, et non subir la loi des monopoles, des multinationales et des maîtres de la banque. Or, pour que ces choix soient applicables, il faut nécessairement lier au plan l'appropriation sociale des grands moyens de production et de crédit. Cette appropriation ne se résume pas à une simple mesure de prudence ou de police contre le capitalisme ; elle a pour objet d'empêcher que s'accumule indéfiniment le patronat sur les travailleurs par le seul jeu capital et que se perpétue la domination d'un rapport de forces inhérent aux structures.

Tout se tient. Les nationalisations, décidées dans les meilleurs délais, servent à infléchir progressivement l'activité économique conjointement avec les décisions décentralisées prises par des citoyens responsables dans des institutions démocratisées.

Le parti, quant à lui, doit assurer la cohérence de l'ensemble. C'est l'outil nécessairement solide de la transformation sociale. Il doit être le lieu de rencontre des expériences, mais aussi celui de la solidarité dans l'action politique. Il nous reste sans doute beaucoup à faire pour qu'il devienne effectivement un parti de masse, capable d'assumer l'ensemble des tâches qui seront les siennes au cours de la rupture : gérer un nombre encore plus important de collectivités locales, être encore plus présent dans les syndicats et dans le tissu associatif, assurer la formation et l'information de ses adhérents.

Mais on n'a pas le droit de raisonner comme si rien n'avait été entrepris, ni obtenu. D'autres avancées ne seront possibles que si les adhérents comprennent que l'action socialiste ne consiste pas à l'étalement des états d'âmes ou à la critique systématique dans l'univers clos de la section, mais dans un « faire » politique permanent et tourné vers l'extérieur.

Ajoutons que l'action du parti n'est plus seulement nationale. Cohérence et force sont désormais d'autant plus indispensables que la lutte des travailleurs contre le capital a une dimension européenne et qu'il faudra confronter nos choix à ceux de nos partenaires de la gauche européenne.

Nous rejetons pour terminer la tentation d'écrire un ou des scénarios. L'histoire, qu'on n'abolit pas d'un trait de plume, ou par quelque couplet, nous montre la vanité de cet exercice. Le combat socialiste, à chacune de ses étapes, sera toujours difficile, semé d'embûches : les effets de la résis-

tance et de la riposte du capitalisme sont difficilement mesurables, en dehors d'hypothèses d'école. Ce qui importe donc aujourd'hui, c'est la netteté des objectifs qu'on vient de rappeler ; c'est la volonté d'agir politiquement, c'est-à-dire en tenant compte

(1) Rappelons la citation de Jean Jaurès que nous avons inscrite sur notre affiche célébrant le 40e anniversaire du Front populaire : « Cet arbitrage souverain de la démocratie, le prolétariat ne peut s'y soustraire. Car c'est

de la conscience que des étapes sont indispensables et que la surenchère verbale n'a jamais servi à rien, si ce n'est à desservir le but qu'on prétend atteindre.

Toute autre voie serait liquidatrice des chances du socialisme.

dans le sens du prolétariat et de sa revendication totale que se décidera de plus en plus l'évolution moderne dans les pays H-bres. »

# Pour le parti socialiste de 1979 plus que jamais unité et rénovation

Jean Besson (bureau fédéral de la Drôme, adjoint au maire de Valence), Lucien Parat (section Valence, ancien secrétaire fédéral de l'Ardèche), Jean-Pierre Tabardel (conseiller général de Crest-Sud).

Où va ce courant qui se voulait d'unité et de rénovation et qui a tant apporté au parti socialiste et à l'union de la gauche ?

C'est parce que nous ne voulons plus rester des spectateurs passifs que les militants soussignés ont décidé de publier cette contribution.

Notre position se situe dans le droit fil de la motion « Unité et Rénovation » à Epinay : union de la gauche, rupture avec le capitalisme, front de classe, transition vers le socialisme.

C'est la base fondamentale de notre engagement au parti socialiste. Nous voulons aussi tenir compte des changements qui ont eu lieu depuis dans le parti socialiste, dans la société française, dans l'environnement international.

Nous voulons que cette contribution soit un moyen d'union autour des axes suivants : union populaire, autogestion, Europe, paix, soutien aux luttes.

## I. — Un parti pour l'union populaire

Les progrès accomplis par le parti socialiste depuis le congrès d'Epinay sont, dans une très large mesure, dus à la stratégie d'union de la gauche. Nous tenons à réaffirmer notre fidélité à cette stratégie.

Les leçons d'un passé récent sont toutefois assez explicites pour ne plus nous lier dans un carcan programmatique avec le parti communiste, aussi longtemps que celui-ci n'aura pas résolu d'une façon satisfaisante les contradictions qui l'agitent. C'est pourquoi nous appelons, au-delà des appareils, à l'union des forces populaires, en un vaste front de classe autour de la classe ouvrière.

C'est le devoir historique du parti socialiste d'être le moteur de cette union populaire. Nous sommes, et tout notre effort doit tendre à l'être chaque jour un peu plus, un parti de classe et de masse. La lutte que nous menons n'a pas pour but un reclassement à l'intérieur de la gauche, c'est une lutte tout entière tournée contre le système capitaliste, pour l'instauration du socialisme.

Nous sommes le parti de la rupture avec le capitalisme.

La rupture est le préalable de toute politique véritablement socialiste, et non pas son aboutissement, comme on tendrait à le faire croire au nom du « réalisme économique ». Elle implique un certain nombre de mesures économiques, inassimilables par le capitalisme, dont d'indispensables nationalisations. Les nationalisations ne doivent pas avoir un caractère de sanctions, il faut nationaliser tout ce qui sera indispensable à la politique de ce type, et dans le cadre d'une économie planifiée. Mais cela seulement. Toutes les décisions à prendre en

matière d'économie doivent tenir compte des points suivants :

— Elles procèdent d'une volonté de rupture et doivent tenir compte des bouleversements apportés par la rupture ;

— Elles ne doivent pas être une raison de freiner les revendications sociales : rajustement du SMIC, diminution du temps de travail, etc.

En nous tenant à cette stricte notion de nationalisations, nous pensons que seront levées par avance toutes les contestations quantitatives qui ont faussé le débat de la réactualisation du programme commun. Le problème n'est pas dans le nombre des entreprises, ni même dans la notion de groupe, mais dans une stricte définition de la politique de rupture et des nécessités économiques qui en découlent. Le reste n'est que mauvaise querelle.

## II. — Un parti autogestionnaire

Le parti socialiste s'est prononcé pour une société socialiste autogestionnaire. Pour être crédible, il nous faut d'abord renoncer à un type de fonctionnement qui est le contraire de l'autogestion.

Aucun débat d'idées ne pourra réellement avoir lieu, aussi longtemps que la critique des idées entraînera la critique des hommes ; c'est-à-dire aussi longtemps que des hommes prétendent détenir toute la vérité et l'imposer comme unique direction possible au parti ! La richesse du parti est précisément qu'il est le lieu d'un intense bouillonnement d'idées. Il a attiré à lui une foule de femmes et d'hommes capables chacun d'apporter du socialisme. Nous voulons que le parti socialiste soit le parti de la jeunesse et de l'invention autogestionnaire, pas celui de la sclérose et de l'« archaïsme ».

L'époque des « chefs historiques » de tout bord est révolue. Moins que personne nous ne contesterons qu'ils ont joué un rôle capital pour le parti. Ils l'ont fait naître, ils ont guidé ses premiers pas. Cela leur donne le droit à la reconnaissance de tous les socialistes. Mais le parti socialiste de 1979 doit renoncer à un fonctionnement de type centraliste, sa direction doit être élue démocratiquement par la base, représentative de toutes les sensibilités du parti, son fonctionnement plus collégial. Personne n'incarne le socialisme, personne n'a de droit sur le parti. Le parti est au service de la classe ouvrière, dans laquelle il puise sa force et trouve sa légitimité.

Il faut remettre en valeur le sens du dévouement au parti ; tous les militants y ont une fonction à remplir. Celle des élus est d'apporter la preuve de notre capacité à gérer les affaires publiques. Mais on ne

doit pas oublier qu'ils sont avant tout des militants choisis pour remplir, au nom du parti, une fonction bien précise.

Une certaine pratique a pu faire que le parti soit parfois considéré comme un moyen d'obtenir une charge électorale, ce qui a entraîné la désillusion de bien des militants. C'est une pratique condamnable en ce qu'elle induit qu'il y aurait deux sortes de socialistes : les élus et les militants. Tout socialiste, quelle que soit sa fonction dans le parti, doit rester un militant, c'est lui qui est au service du parti et non l'inverse.

Pour que le parti puisse exercer son contrôle, il convient que soient plus souvent séparées les fonctions administratives du parti et les charges électorales, et cela à tous les niveaux. Le candidat du parti aux prochaines élections présidentielles ne pourrait pas en même temps être le premier secrétaire.

## III. — Un parti pour l'Europe

Il y a dans le parti une tendance grandissante au repliement sur l'Hexagone et au chauvinisme.

Nous devons rester internationalistes, nous devons nous engager sans hésitation, avec enthousiasme, dans la construction de l'Europe des travailleurs.

On ne peut édifier une France socialiste isolée dans une Europe capitaliste. Ceux qui, il y a quelques mois, parlaient du « verrou international » devraient se joindre à nous pour la forcer et, avec nos camarades socialistes européens — quelles que soient leurs sensibilités — détruire le « mur de l'argent ».

La peur, qui pousse certains parmi nous à se réfugier dans une vision étroitement nationaliste, est en fait un frein à l'édification du socialisme en France.

Pas plus que le parti socialiste ne pouvait oublier sa ligne politique en négociant avec le parti communiste, pas plus il ne la perdra en travaillant avec ses camarades européens. L'Europe des travailleurs est l'affaire de tous les travailleurs européens. Il faut construire une force socialiste ouvrière unifiée au niveau européen : cette force ne pourrait bien entendu se faire en excluant les organisations que se sont données les classes ouvrières de l'Allemagne fédérale et de la Grande-Bretagne.

## IV. — Un parti pour la paix

Par nature, le parti socialiste est pacifiste. Faudra-t-il rappeler l'exemple de Jaurès à ceux qui se disent « la loi et les prophètes du socialisme ». Notre vocation est dans le désarmement, car aucune paix n'est possible à long terme si elle repose sur l'équilibre des forces. Il est vain de discuter du choix à faire entre l'armée du peuple ou d'un peuple armé. Il y a une logique de la guerre comme il y a une logique de l'économie qui vise à diviser les peuples et à les opposer. C'est une logique capitaliste.

Mais il y a aussi une logique de la paix, à travers l'union des peuples en lutte contre le capitalisme. Or les conquêtes du socialisme ne seront défendues que par l'union des peuples, et elles ne se feront au détriment d'aucun d'entre eux. C'est la logique socialiste.

De surcroît, en voulant maintenir l'existence de forces armées, nous maintenons les risques qu'elles soient un jour utilisées contre les conquêtes des travailleurs.

## V. — Un parti présent dans toutes les luttes

Pour aller plus avant sur la voie du socialisme et y entraîner le plus grand nombre avec nous, notre parti doit prendre en compte toutes les luttes populaires. Il est naturel pour le parti socialiste d'être aux côtés de la classe ouvrière dans toutes ses luttes, qu'elles soient générales ou sectorielles, qu'elles aient une envergure nationale ou qu'elles soient locales. Notre parti doit considérer comme une priorité absolue l'extension de son influence dans la classe ouvrière : il doit se donner les moyens de mener à bien cette politique en développant le secteur entreprise et favoriser l'accès des ouvriers à toutes les charges tant administratives qu'électorales.

Notre parti doit être présent aussi dans les luttes pour un meilleur cadre de vie : nous voulons que soit appliqué le programme socialiste en matière d'énergie nucléaire : rejet du tout nucléaire, moratoire, recours

au référendum. Là encore, nous voulons la rupture avec le capitalisme. Le recours au nucléaire suppose que nous conservions le type de développement actuel et le même type de société. Parler d'indépendance nationale quand on ne veut que remplacer une dépendance par une autre est peu convaincant. Par contre, nous ne nous sentons pas capables d'assumer le type de société qu'est la société nucléaire, nous voulons un socialisme fait de liberté, et la liberté ne fleurit pas à l'ombre des surrégénérateurs ni des casernes qu'il faudra pour les garder.

Nous regrettons qu'il y ait dans notre parti des camarades qui veulent faire du changement de société une science exacte et ne prendre en compte que les luttes qui correspondent à leurs critères. Toute lutte du peuple est révolutionnaire, dès lors qu'elle est le signe d'une volonté de libération. La lutte des paysans du Larzac, les revendica-

tions régionalistes, les luttes des femmes, les luttes pour la défense de l'école laïque, sont des signes de cette volonté. Le socialisme que nous voulons est un socialisme généreux qui permettra à tous les opprimés de trouver en lui compréhension et défense.

Pour nous, le sens du parti est indispensable. Notre contribution n'a pas pour but d'augmenter le trouble des militants. Au contraire. Nous voulons favoriser l'unité du parti. Nous voulons qu'il se donne les moyens et les hommes nécessaires à sa rénovation.

Nous appelons à lutter avec nous tous ceux qui veulent un parti socialiste généreux, laïque, pacifiste et autogestionnaire, dans lequel tous les hommes de bonne volonté peuvent se retrouver.

Pour tous renseignements, écrire à Lucien Parat, Le Foch, 55, rue Montplaisir, 26000 Valence. Tél. travail : 43-93-00.

Une autogestion régionale pleinement assumée suppose aussi la possibilité d'adapter l'outil législatif et réglementaire.

Sans cela, impossible d'être efficace contre le capitalisme multiforme et changeant. Cette nécessité est éclatante dans le domaine foncier, où il faut assurer la protection contre les assauts du capital et la réintroduction de ce foncier dans les circuits de production.

## IV. — Ouverture à l'Europe et solidarités socialistes

En assurant des garanties formelles contre de nouvelles agressions extérieures — économiques et culturelles — une stratégie socialiste doit réaliser l'entrée de la Corse dans l'Europe (alors que, pour le moment, seuls y sont entrés les gros négociants qui collectent ou distribuent leurs marchandises en Corse).

Il est particulièrement nécessaire, vu la fragilité de la situation actuelle, de veiller à réaliser certaines conditions à cet égard :

1) Prendre en compte l'insularité, avec une maîtrise régionale des transports, une politique de service public et une « continuité territoriale sélective » permettant de relancer l'emploi.

2) Prendre en compte le caractère méditerranéen, non pas à la manière du capitalisme international qui veut spécialiser la Corse dans l'industrie touristique — ce qui débouche sur une économie totalement déséquilibrée, tragiquement dépendante de l'extérieur, sur des relations humaines de type « marchandises » excluant le respect de la communauté corse...

Il s'agit au contraire de mobiliser tout le potentiel économique local par des aides structurelles à la production (orientées par un cahier des charges).

3) Prendre en compte le caractère montagnard : c'est la troisième « tare économique » que cumule la Corse, l'écartant des productions à forte rentabilité du capital et des taux de croissance élevés. Cela requiert sur le plan humain des aspirations qualitatives prédominantes chez les producteurs.

Mais la faiblesse d'exigence ne doit pas délier la collectivité de ses devoirs, au contraire : d'autant qu'une aide relativement faible peut être très efficace.

Est posé par là le problème de la solidarité à avoir envers les régions sous-développées, qui ont été dépourvues au cours de l'histoire récente au profit de l'Hexagone.

Mais nous rejetons une « solidarité-assistance » qui doit être changée en « solidarité-développement » : une aide à la mise en place des moyens d'un véritable développement économique et culturel.

4) Prise en compte de l'identité corse. Etant donné l'état très avancé de destruction du tissu social (exode, désertification, etc.) porteur de la culture corse, il est extrêmement important que « l'entrée dans l'Europe » ne soit pas un coup fatal à cette culture. Et la mise en œuvre de tout plan de développement doit non seulement la préserver mais en favoriser l'expression vivante, la créativité, l'adaptation aux évolutions technologiques et sociales.

Autrement dit, le développement doit être subordonné à la volonté politique et culturelle du peuple corse. Il doit être une expression de l'identité nationale corse.

## V. — Conclusion

Cette réflexion interpelle donc tout socialiste français et européen, car il y a extrême urgence et risque de génocide par omission.

Le socialisme que l'on veut construire doit être libérateur des oppressions capitalistes et étatistes qui ont à ce jour presque étouffé le peuple corse comme d'autres peuples dit « minoritaires ».

Pour autant, il faut veiller à ce qu'il ne soit pas créateur de nouvelles oppressions, fatales à ces peuples qui ont tous le droit de vivre en tant que tels sur leur terre. c'est-à-dire avec leur culture et la gestion de leur « identité ».

Cela seul peut contribuer à la paix et à l'épanouissement des hommes pour lequel lutte le socialisme ; la diversité des peuples, définis par leur culture (entendue au sens large), est une richesse essentielle de l'humanité, que le socialisme doit prendre en compte et assumer dès aujourd'hui.

# Quel socialisme en 1979 ?

## SIGNATAIRES DE HAUTE-CORSE

P. Antoniotti, F. de Casabianca, L. Croce, F. Lebras, J.-P. Orsoni, P. Prosperi, P. Sallem-

bien, E. Alessandri, L. Ballotti, J.-P. Chastain, J. Emmanuelli, J. Franchi, R. Frassati, J. Giacomoni, P. Giustiniani, I. Grimaldi, J. Luciani, C. Pittaluga.

Le socialisme doit permettre à tout homme de se réaliser et de s'épanouir, à la fois dans sa dimension personnelle et dans sa dimension collective.

Il ne pourra atteindre cet objectif fondamental s'il renonce à l'une des orientations suivantes :

- Rupture avec le capitalisme,
- Promotion de l'autogestion à tous les niveaux.

## I. — Rupture avec le capitalisme et l'étatisme

L'origine du délabrement général de la situation de la Corse est l'agression capitaliste qui s'est renforcée en permanence depuis l'intensification des relations maritimes. Elle a été particulièrement active et corrosive ces vingt dernières années (V<sup>e</sup> République) où le territoire a été investi avec une méthode et des moyens exceptionnels (dans la phase antérieure, elle avait surtout abouti à la désertification de la campagne, à l'exil massif).

Cette agression s'est manifestée en Corse avec deux caractères particuliers :

— Elle a été dès le départ intensivement soutenue par le pouvoir d'Etat, avec tout son appareil législatif et réglementaire, avec ses interventions sur les plans économique et culturel. Cela définit le caractère colonial de l'agression.

— Elle s'est appuyée sur la bourgeoisie claniste, dont elle a renforcé le pouvoir politique local en échange du « laisser-faire » économique.

Ces caractères particuliers du capitalisme en Corse, comme ses secteurs d'intervention — qui évoluent très rapidement en fonction de la conjoncture — font que les modalités de la rupture sont forcément différentes de ce qu'elles sont dans les autres régions de France.

Alors que ce pays est la cinquième puissance industrielle du monde, la Corse n'a aucune industrie et subit comme les pays dits « sous-développés » un capitalisme presque essentiellement « extérieur » : contrôlant le marché, torpillant les initiatives locales, investissant maintenant le filon touristique, poussant à la dépersonnalisation culturelle.

Dans ce contexte, le peuple corse n'est plus qu'un locataire gênant à circonvier ou à chasser comme celui d'un quartier urbain en proie à la promotion immobilière. La rupture à réaliser doit donc se faire par rapport à l'Etat et par rapport au système clanique. Elle doit se traduire par :

- 1) La réduction des clans et la mise en place d'un pouvoir démocratique.
- 2) Une prise en main par le peuple corse de son développement économique et cultu-

rel selon des options socialistes, avec décentralisation du plan et de la gestion.

3) Une décentralisation du pouvoir réglementaire et sur certains points du pouvoir législatif.

## II. — Réduction du clanisme

La bourgeoisie claniste est le rouage local du capitalisme et de l'Etat, l'instrument de la colonisation de laquelle elle tire son profit.

Pour se maintenir, aidée par le pouvoir, elle a perverti l'expression démocratique et s'acharne à la bloquer.

Les citoyens sont dépourvus de toute possibilité de contrôle, de toute responsabilité sur les choses qui les concernent.

La désaliénation des mentalités et la réduction du système clanique sont des éléments capitaux de la stratégie socialiste en Corse, une des formes particulières que doit prendre la lutte des classes.

L'union des forces populaires devra donc en Corse avoir parfois des formes tout à fait particulières.

Cela suppose pour les fédérations socialistes corses une autonomie de décision dans l'application de la stratégie du parti : autrement dit, un statut particulier à l'intérieur du parti.

## III. — Autogestion régionale

Sans démantèlement de l'étatisme et mise en place d'instances corses de gestion de l'économie et du culturel, il serait impossible de relancer sérieusement l'économie et l'emploi, impossible de sauvegarder autrement que pour le musée une culture qui doit rester un mode de vie, d'organisation et d'expression des relations humaines.

C'est au niveau de la Corse que doit se faire l'appropriation collective des organes essentiels de l'économie et non au niveau de l'Etat.

Si nous ne voulons pas de capitalisme apatride, nous ne voulons pas non plus d'un pouvoir technocratique apatride, ignorant les intérêts populaires et mû par cette religion terriblement ravageuse et oppressive qu'est le jacobinisme.

Mais l'autogestion régionale, ce n'est pas seulement l'échelon de décision régional, ce sont aussi des structures mixtes (élus-syndicats-associations) de contrôle et de gestion, associant dans tous les secteurs les citoyens intéressés à la gestion des affaires qui les concernent.

C'est la promotion d'un mode de relations et de prise de décisions à tous les niveaux.

# Comités régionaux de coordination

(adopté à l'unanimité par les fédérations du Finistère et du Morbihan)

La réforme des statuts du parti socialiste de 1974 a doté le parti des comités régionaux de coordination, articles 22 et 23. Le fonctionnement de ces instances n'est pas satisfaisant dans l'ensemble. Si quelques rares comités régionaux de coordination ont une activité réelle, d'autres sont inexistantes, ou bien leur activité est trop dictée par celle du conseil régional.

Cela nous conduit à la proposition suivante :

1) *Le rôle des comités régionaux.* — Ne pas se substituer aux fédérations, ne pas devenir un échelon supplémentaire se superposant aux fédérations, mais :

● permettre la décentralisation de certaines activités nationales (formation, commissions, etc.) ;

● coordonner l'action et la réflexion des fédérations sur les questions régionales ;

● assurer la coordination avec le groupe des élus régionaux, ainsi que la coordination des représentants socialistes dans les diverses instances régionales ;

● tenir à jour les dossiers régionaux du parti et impulser l'esprit de décentralisation régionale.

2) *Composition et fonctionnement.* — Quatre délégués par fédération désignés à la proportionnelle par les militants délégués réunis lors du congrès fédéral.

Les membres du comité régional de coordination désignent leur délégué régional.

Le délégué régional est le porte-parole du comité régional, il coordonne le fonctionnement.

La trésorerie des comités régionaux est assurée par une contribution des fédérations proportionnelle au nombre de leurs adhérents et fixée chaque année par le comité régional, avec l'accord des fédérations. La trésorerie des comités régionaux est complétée par une participation du « national ».

Le président du groupe socialiste au conseil

régional assiste aux réunions du comité régional (ou son représentant).

Les conseillers régionaux socialistes peuvent participer avec voix consultative aux réunions du comité régional.

Le comité régional du parti assiste aux réunions du groupe à l'établissement public régional en y étant représenté par le délégué régional et un représentant de chaque fédération. Les comités régionaux assurent le fonctionnement régional de commissions d'études issues des commissions fédérales. Les comités régionaux désignent la représentation régionale au sein des groupes et commissions d'études nationales du parti sur proposition des fédérations.

Les comités régionaux adressent un compte rendu d'activité régulier aux membres des bureaux fédéraux et au bureau national.

3) *La conférence nationale des régions et la convention des régions.* — La conférence nationale des régions se tient annuellement.

Elle est constituée des membres des comités régionaux, des présidents des groupes socialistes dans les E.P.R., des présidents socialistes des régions ainsi que du collectif de la commission régions et aménagement du territoire et enfin des membres du bureau national.

Elle examine l'état de la réflexion et de l'action régionale du parti. Le bureau national peut réunir des conventions des régions composées des délégués régionaux, des présidents des groupes socialistes dans les E.P.R., présidents socialistes de conseils régionaux et membres du bureau national.

4) *Il est confié à un secrétaire national la responsabilité des questions régionales.* — Entrent notamment dans sa mission la coordination de l'action régionale du parti, le suivi du fonctionnement et l'animation des instances régionales du parti.

particulière quand il s'agit de minoritaires :

- Développement économique inégal ;
- Centralisme politico-administratif ;
- Oppression culturelle.

Le nivelage capitaliste et la bureaucratie d'Etat parisienne ont établi leur pouvoir par la centralisation, détruisant les cultures minoritaires pour transformer les peuples en masses anonymes.

L'économie des régions de peuples minoritaires a été progressivement détruite, dégageant une armée de réserve pour l'industrie, tandis que leurs bourgeoisies, incapables de construire un capitalisme autonome, se transformaient en agents dociles de Paris.

Nous sommes arrivés à une époque où les conditions objectives désignent l'adversaire commun : le capitalisme monopoliste français et multinational qui exploite la force de travail et broie les identités. Le travail politique des socialistes est de faciliter la prise de conscience de cette convergence et d'engager des luttes sur des bases claires : il faut expliquer comment la perspective autogestionnaire du socialisme pour laquelle nous combattons peut abolir en même temps ces deux formes d'asservissement.

## II. — Le P.S. et les peuples minoritaires

Les propositions du P.S. tendant à assurer la maîtrise collective des grands moyens de production et d'échange (dont les grands axes sont les nationalisations et la planification démocratique) constituent un préalable indispensable à l'émancipation réelle des peuples minoritaires. Sans lui, il n'est pas sûr qu'ils gagnent au change à être exploités de plus près par leurs propres bourgeoisies, ni qu'en fait le pouvoir des multinationales n'y trouve l'occasion de resserrer son étreinte. C'est là un argument décisif contre le centrisme régionaliste à la J.-J. S.-S. et contre le séparatisme.

Mais ces réformes de structure n'ouvriront à ces peuples la voie du socialisme, seule manière de satisfaire la revendication légitime de « vivre au pays », que s'ils les prennent eux-mêmes en main et les réalisent à leur manière : c'est pourquoi ces réformes sont complémentaires de la décentralisation, qui ne prend elle-même tout son sens que conjuguée au droit à la différence (c'est-à-dire qu'elle ne se fera pas uniformément).

La région est le cadre territorial le plus propre à permettre aux peuples minoritaires de recouvrer leur identité. La mise en place de la région démocratique par la gauche leur donnera donc un cadre à partir duquel ils pourront poser leurs problèmes de manière soluble. Acceptable comme base de départ, la région n'est pas un cadre territorial totalement adapté aux peuples minoritaires de France : ils posent tous des problèmes différents les uns des autres, y compris sur ce plan.

Pour la Corse (le seul pour lequel les limites territoriales ne posent pas de problèmes), le P.S. s'est déjà engagé à un statut particulier, par une proposition de loi. Pour chacun des peuples minoritaires, il faudra trouver d'autres formules à partir d'un dialogue démocratique avec les élus et les populations concernées : l'Occitanie a une dimension nettement supra-régionale ; la Bretagne et l'Alsace posent des problèmes de délimitation ; la Catalogne et le Pays basque sont (en France) de taille intra-régionale.

Par ailleurs, la volonté du P.S. de voir les peuples minoritaires exprimer leur identité l'a conduit à élaborer une proposition de loi sur les langues et cultures minoritaires. Notre parti a donc à ce jour élaboré un ensemble cohérent de dispositions de nature à répondre à la triple aliénation : économique, culturelle, institutionnelle, de ces peuples.

Force est de constater toutefois que ces problèmes ont rarement été pris en compte par l'ensemble du parti. Beaucoup considèrent qu'ils ne regardent que les seuls militants des peuples minoritaires et ne les perçoivent que comme l'expression étiquée d'un sentiment passéiste et folklorique. Ils nient ce faisant l'existence générale d'un problème des peuples minoritaires en France.

Le projet socialiste s'appauvrirait s'il ne prenait en compte le droit à la différence dans toutes ses dimensions. Il convient donc que le P.S. en débattenne.

La tenue en 1979 d'assises (internes au P.S.) des peuples minoritaires de France pourrait être le préalable à l'examen par les instances dirigeantes d'un texte de base en ce domaine.

Cela permettrait l'élaboration décentralisée d'un projet politique pour chacun de ces peuples dans la perspective d'un socialisme autogestionnaire.

# Les peuples minoritaires de France

(adopté à l'unanimité par les fédérations du Finistère et du Morbihan)

Notre congrès doit être l'occasion d'une réflexion sur un problème ignoré, ou tout simplement nié, par de trop nombreux militants et responsables : celui des peuples minoritaires de France. Cette question nous inspire les analyses et réflexions suivantes.

## I. — L'existence de peuples minoritaires

Un peuple étant défini par un passé vécu en commun, qui se traduit par une culture et s'exprime par une langue (et généralement par un espace où le peuple a ses racines territoriales), on est en France en présence de plusieurs peuples.

Leur liste n'est pas une donnée immuable, en quelque sorte naturelle. Toute l'évolution capitaliste tend à les faire disparaître, à les « normaliser », les banaliser au nom de l'unité nationale conque sur le mode de l'uniformité.

Il y a d'une part les peuples en situation majoritaire sur une partie du territoire français, mais minoritaire dans l'ensemble

de celui-ci ; de l'autre, des peuples ne bénéficiant pas d'une telle base territoriale. Alors que pour les premiers la citoyenneté française se trouve toujours, chez les seconds elle n'est pas nécessairement acquise et constitue souvent une difficulté supplémentaire (immigrés, Arméniens, Gitans, Juifs...). Comme les seconds posent des problèmes relativement distincts des premiers, ils ne sont pas directement concernés par la présente contribution, bien que la démarche relative aux deux soit largement commune.

On peut identifier en France sept peuples minoritaires aujourd'hui : alsacien, basque, breton, catalan, corse, flamand, occitan. Ces sept peuples connaissent bien sûr une très grande inégalité de conditions et de prise de conscience, ne serait-ce que parce que les facteurs d'oppression ont joué inégalement, dans leur durée et leur intensité, pour chacun d'eux.

Ces peuples subissent des mécanismes d'oppression qui jouent également vis-à-vis de régions ou de populations non minoritaires. Mais ils acquièrent une importance

# Contribution du Maine-et-Loire

Marcel Jollivet (premier secrétaire fédéral de Maine-et-Loire), Joseph Barre (secrétaire fédéral), Jean Brossier (secrétaire fédéral), Jean-

Paul Rochard (secrétaire fédéral), Jean Rossignol (secrétaire fédéral), Gérard Salle (secrétaire fédéral).

Cette contribution se veut une participation au débat qui enfin s'ouvre dans le parti en vue du prochain congrès. Les décisions intervenues lors de la dernière convention nationale n'ayant pas répondu à l'attente des militants, elle reprend l'aspiration de la quasi-totalité des adhérents des sections du département de Maine-et-Loire qui, lors du débat sur le règlement intérieur, ont opté pour un fonctionnement de notre parti réellement démocratique.

Le congrès d'Epinais en 1971 a permis un rassemblement de différents courants socialistes. Dans son fonctionnement, notre parti est resté ce rassemblement sans trouver l'indispensable cohésion qui caractérise un parti. Cette situation dangereuse pour l'unité nécessaire, qui ne saurait être un monolithisme que nous combattons, ne peut se prolonger.

L'existence et la perpétuation de courants organisés empêchent tout véritable débat démocratique. Si tel camarade pose un réel problème, immédiatement on crie au scandale, on le taxe de vouloir créer un courant ou un sous-courant sans débattre au fond du sujet évoqué. On assiste à une surenchère à gauche dans le verbe, dans les déclarations. Au débat d'idées, on substitue des procès d'intention, des combats de personnes.

L'existence de courants organisés tels que nous les connaissons aujourd'hui au parti socialiste fige les positions, crée des oppositions sclérosantes. La discipline de tendance devient la règle, les textes ne peuvent plus s'enrichir. On oblige les adhérents à se prononcer pour tel ou tel courant, à adopter toutes les positions du courant à « adhérer » à celui-ci ! en oubliant que les nouveaux adhérents, qui sont le plus grand nombre dans notre parti, ont adhéré d'abord au parti socialiste.

On assiste ainsi, comme dans notre fédération, à la création de structures parallèles au parti, avec leur bulletin mensuel, leur bureau, leurs colloques, leurs soirées de formation... bref, un parti dans le parti. Cette situation, qui a tendance à se généraliser, est porteuse de division. Certains adhérents ne militent plus ou seulement dans ces structures ainsi créées. Ce n'est pas le règlement intérieur voté à la hâte qui modifiera cette orientation. Seuls des changements statutaires de fonctionnement du parti seront garants d'un meilleur fonctionnement démocratique.

## Le développement du parti

Il est indispensable que le développement du parti soit réellement pris en charge. D'un parti électoral nous devons faire un parti de militants et d'adhérents bien implanté dans toutes les couches sociales, notamment chez les travailleurs.

Il ne suffit pas d'imaginer régulièrement ou périodiquement des campagnes nationales sur des thèmes généraux. Cette volonté doit se traduire dans des structures à mettre en place et dans leur financement.

Toutes les fédérations doivent être dotées progressivement de permanents « ouvriers » financés par le parti et non par tel ou tel élu. Le parti s'engage à leur assurer un statut qui prévoit notamment leur reclassement. Leur recrutement doit être recherché parmi les militants affirmés dans le parti et ayant acquis une pratique syndicale.

Cela suppose que le parti dégage les moyens financiers nécessaires à la réalisation d'un tel projet en adoptant une véritable charte financière avec des cotisations progressives selon les revenus et à la hauteur de nos ambitions. Cette charte financière fixe par ailleurs la participation obligatoire des élus selon des modalités à

préciser. Elle doit mettre fin progressivement aux distorsions existantes entre les barèmes de cotisations appliqués dans les fédérations.

Elle doit permettre également :

- a) une péréquation assurant un minimum (à fixer) pour chaque fédération ;
- b) un soutien financier particulier en fonction d'un plan de développement prioritaire défini par le parti.

## Les débats au sein du parti

« Nous prônons l'autogestion alors qu'actuellement ce n'est qu'après des débats d'états-majors que ressortent des textes, des propositions qui sont soumis aux votes. »

Il est nécessaire que les vrais débats au sein du parti existent et se développent, que tous les adhérents puissent y participer et définir la ligne idéologique de notre parti. Le seul vote d'une motion ne constitue pas un choix suffisant. Il est malsain d'opposer des motions qui ne diffèrent pas fondamentalement, ce qui conduit à condamner globalement celle-ci et à soutenir totalement celle-là.

La ligne du parti doit résulter d'amendements et de propositions complémentaires à un premier texte réalisé et diffusé suffisamment tôt par le secrétariat national. Après une première discussion, les amendements

sont recensés au national, la synthèse en est effectuée avant d'être communiquée à tous les adhérents pour un débat précédant le congrès.

Les conventions et les congrès ne peuvent que s'enrichir de telles dispositions. Ce texte amendé étant présenté en début de séance par le premier secrétaire est discuté par les congressistes ainsi que de nouveaux amendements éventuels qui sont soumis aux votes. Fini les fausses synthèses actuelles souvent plus tactiques qu'idéologiques décidées une nouvelle fois par les mêmes états-majors.

## La représentation des responsables tant à la direction du parti qu'au niveau des fédérations

Les camarades responsables du parti aux niveaux national et fédéral sont élus par les adhérents à partir de listes ouvertes à tous. Ils doivent dans tous les cas détenir un mandat dans une autre instance du parti (exemple : un membre du comité directeur exercera une responsabilité soit dans une section, soit dans une fédération).

Pour assurer une effective décentralisation nécessaire pour une plus grande participation, notre pratique dans le parti doit être cohérente avec notre projet autogestionnaire.

En fonction de ces orientations, le comité directeur, le bureau exécutif national, la commission exécutive fédérale, sont composés à parité de deux collègues :

- a) l'un composé de camarades élus par le congrès sur une liste constituée après appel de candidatures ;

- b) l'autre représentant les régions, à charge pour ces dernières, réunies en congrès régionaux, d'élire leurs représentants, mais aussi de mettre en place une véritable coordination.

Nous souhaitons que cette contribution permette une réflexion « sans passion » à l'intérieur de notre parti, et quelle soit prise en considération lors de l'élaboration des motions.

# Contribution de Seine-et-Marne

Bauduin Fernand (Montereau), Bodin Yannick (Fontainebleau), Clua Jean (Moussy-le-Neuf), Concaret André (Coulommiers), Durand Patrice (Vaux-le-Pénil), Jouanin Jean-Ci. (Pon-

thierry-Saint-Fargeau), Oudot Jacques (Dammariès-Lys), Salomon Max (Meaux), Siméon Jean-P. (Moissy-Cramayel).

La démarche des socialistes au congrès de leur réunification à Epinais en 1971 était guidée par un triple constat :

— Dans la France des années 60 une seule force dominait, sans partage, la vie politique : la droite.

— Le mouvement socialiste divisé en de nombreuses chapelles était de ce fait dans l'incapacité de proposer une alternative crédible à la politique de la droite.

— Le parti communiste était la seule force organisée à gauche. Il pouvait, au moment des élections, rassembler près d'un quart des électeurs, mais ces votes avaient un caractère essentiellement revendicatif. Le P.C.F. n'offrait pas de perspective pour l'exercice du pouvoir.

Au congrès d'Epinais, les socialistes se rassemblent. Ils sont peu nombreux : quelque 50.000 adhérents (dont à peine 150 en Seine-et-Marne). Ils ne représentent guère plus de dix pour cent de l'électorat.

Le nouveau P.S., prenant acte que la collaboration avec la droite avait échoué, renouait avec sa tradition de lutte des classes. Les socialistes ne pouvant pas prétendre gouverner seuls, le problème des alliances était posé. Puisque rien n'est possible avec la droite, quel que soit le visage qu'elle présente, l'alliance avec le P.C.F. est l'unique voie possible vers le socialisme.

Aussi, dès 1971, le parti socialiste renaît : le nombre de ses militants ne cesse d'aug-

menter, son implantation s'intensifie (il n'y a plus de désert socialiste en France), sa présence se manifeste dans les entreprises, chaque consultation marque un nouveau progrès (législatives de 1973, présidentielles de 1974, cantonales de 1976, municipales de 1977).

Pendant cette même période les autres formations de la gauche non communistes se marginalisaient, notamment le P.S.U.

Aux élections législatives de 1978, un quart des Français accordent leur confiance aux candidats du parti socialiste. Le P.S. devance le P.C. pour la première fois depuis la guerre. Les militants socialistes sont 180.000 (dont près de 2.000 en Seine-et-Marne).

Et pourtant, en mars 1978, la gauche n'a pas gagné car :

— Le parti communiste a choisi délibérément de faire échouer l'union dès lors qu'il n'était pas le plus fort en son sein. La question essentielle est de savoir si le P.C. peut persister dans cette attitude ?

Le parti communiste a commencé d'évoluer. Mais pour lui le changement décisif reste à faire : renoncer à son rôle dirigeant pour assurer la victoire des forces populaires.

C'est donc à nous socialistes de donner les moyens à notre parti de faire gagner la gauche en enlevant au P.C.F. les moyens de la faire perdre.

Tout d'abord, il nous faut impérativement maintenir le cap que nous nous sommes

fixés, faute de quoi les insinuations communistes seraient justifiées, et s'en serait fini de l'évolution du P.C.F. et donc des chances de la solidité de l'union et de sa victoire.

Maintenir le cap, c'est d'abord rompre avec le capitalisme et poursuivre la stratégie de l'union de la gauche.

## La rupture avec le capitalisme

La fin de l'injustice sociale, le triomphe de la liberté, la satisfaction des besoins de l'homme, impliquent une rupture avec le système qui l'opprime : le capitalisme. Il s'agit en fait de rompre avec la logique capitaliste, celle de la loi du profit avant tout.

● Rompre avec la logique capitaliste exige qu'un gouvernement de gauche, dès son accession au pouvoir, prenne des mesures immédiates, qui seules peuvent garantir l'avenir : c'est le sens des nationalisations des grands groupes industriels et financiers. Les capitalistes détiennent le pouvoir par la propriété du capital. La prise de pouvoir par la gauche nécessite le transfert de la propriété des grands moyens de production à la collectivité.

● Rompre avec la logique capitaliste, c'est s'engager sur la voie autogestionnaire, qui implique :

— la décentralisation des pouvoirs vers les régions et les collectivités locales ;  
— l'accroissement du pouvoir des travailleurs dans les entreprises.

C'est en s'engageant dans cette nouvelle logique qu'un gouvernement de gauche pourra répondre, et c'est sa raison d'être, aux revendications sociales des travailleurs :

— augmentation des bas salaires (S.M.I.C. à 2.400 F, réactualisé chaque fois que nécessaire), trente-cinq heures de travail par semaine sans diminution de salaire, abaissement de l'âge de la retraite, aide aux familles, aménagement du temps de vie, prise en compte de tout ce qui constitue la qualité de la vie.

Répondre aux aspirations des travailleurs, et d'abord les plus défavorisés, est un devoir pour les socialistes. A quoi servirait le P.S. s'il était incapable de satisfaire les revendications des plus défavorisés, des plus exploités ?

Si les socialistes demandent l'augmentation du pouvoir d'achat c'est pour des raisons de justice sociale mais aussi pour relancer l'économie. Une politique économique socialiste ne peut être crédible pour la droite et pour ses médias car elle met en cause ses privilèges et, cela, elle ne peut ni ne veut l'accepter.

Non, il ne s'agit pas de remplacer les technocrates de droite par des technocrates de gauche mais de redonner le pouvoir aux forces du travail et de le retirer à celles de l'argent.

Notre crédibilité économique ne progressera dans le pays que si tous les responsables de notre parti développent des analyses qui ne datent pas d'hier ni d'avant-hier, mais qui se sont forgées dans les luttes tout au long des cent dernières années, en ne considérant pas que les mesures économiques que nous proposons sont seulement nécessaires sur le plan social, mais qu'elles sont les seules vraiment capables de sortir notre pays de la crise.

## Front de classe

Une politique socialiste en rupture avec le capitalisme nécessite la participation de toutes les forces sociales qui sont aujourd'hui sous la domination du capitalisme. Le socialisme, ce n'est pas un salmigondis auquel n'échapperaient que quelques milliardaires ! C'est le front de classe. Cela signifie qu'autour des ouvriers se regroupent toutes les couches victimes des conditions insupportables de domination et d'exploitation ayant pour objectif une transformation radicale de la société pour une libération d'abord économique mais aussi politique, sociale et culturelle.

Un grand parti de masse pour le parti socialiste a donc pour mission de rassembler ce front de classe. Il s'y est entrepris : dans les quartiers et dans les entreprises, les sections et groupes socialistes prennent en compte les aspirations des travailleurs et des citoyens. Les militants socialistes élus et non élus sont de plus en plus nombreux à être présents dans les luttes. Grâce au développement du secteur formation, les militants renforcent leur identité et leur capacité d'intervention. L'information, bien qu'encore

insuffisante (surtout en l'absence d'un seul quotidien), se développe.

Ce développement du parti doit se poursuivre afin qu'il puisse répondre effectivement à sa fonction qui est spécifique : le parti a pour rôle essentiel de recueillir les aspirations des divers groupes socio-professionnels, de les traduire politiquement par l'élaboration d'un projet global de société de portée révolutionnaire. Son rôle ne doit pas se confondre avec celui des syndicats et des associations. Le parti n'est pas une association comme les autres. Le parti socialiste a pour responsabilité de prendre en charge les préoccupations de l'ensemble du front de classe. Mais il doit donner la priorité aux revendications, aux aspirations des couches les plus défavorisées, les plus exploitées.

## L'union de la gauche

L'expression politique du front de classe est la stratégie de l'union de la gauche. La stratégie de l'union de la gauche est aussi l'expression de la volonté populaire, comme en témoignent les élections partielles. L'union est porteuse de la victoire, seule la désunion est porteuse de la défaite.

Le parti socialiste est le parti de l'union. Il doit l'être, et plus que jamais le montrer en tenant compte des possibilités du moment. On ne peut faire n'importe quoi, n'importe où à n'importe quel moment. L'union à la base ne doit pas être une incantation. Quand le parti communiste lance ce mot d'ordre, ce n'est pas pour faire l'union, c'est pour se dédouaner et tenter d'affaiblir le P.S.

L'exemple en est fourni par le refus de la fédération de Seine-et-Marne du parti communiste de participer à une action commune sur les problèmes de l'emploi lors du débat proposé par les élus socialistes au conseil général.

Mais la politique catastrophique du pouvoir rapproche le moment où des initiatives d'ensemble pour des campagnes d'actions militantes pourront être proposées par le P.S. Ces actions pourront être appuyées par des propositions législatives dont nous demanderions aux communistes de partager la responsabilité. Nous ne nous résignerons pas à agir seuls. Ceux qui repousseront les actions communes devront prendre la responsabilité de ce refus.

Il ne faut pas attendre le pourrissement de la situation sociale ou l'approche de nouvelles échéances électorales pour prendre des initiatives unitaires d'ensemble sur les sujets brûlants : durée du travail, régime fiscal, régime des loyers, conditions de la femme, des personnes âgées, Sécurité sociale, etc.

Mais, il faut voir plus loin. Un projet socialiste cohérent et crédible nous permettra de faire des propositions pour l'établissement d'une plate-forme gouvernementale.

Les choses bougent au P.C.F., nous devons peser sur cette mobilité, non pas en intervenant dans le débat interne du parti communiste mais par nos propositions unitaires, en posant les conditions de l'alliance et, c'est la leçon de l'expérience de mars 1978, la question des garanties et, puisque notre Congrès siègera peu avant le congrès du P.C.F., nous devons nous adresser à ce congrès.

# Pour répondre à la crise : un parti socialiste de masse pour le socialisme autogestionnaire

Bernard Alloir (Sannois), Manuel Almeida (Argenteuil), Raymond Barrière (Enghien), Bernard Bayle (Cergy), François Bée (Sannois), François Blanc (Frépillon), Joël Bourque (Saint-Gratien), Lucien Cavalier (St-Gratien), Jacques Codo (Ermont), Jean-Pierre Cottin (Saint-Leu), Jean-Pierre Dacheux (Eragny), Claude Damiens (Taverny), Michel et Claude Desmares (Beaumont), Jean-Philippe Dorent (M.J.S.), Jean Driollet (Domont), Francis Dussart (Groslay), Jean-Claude Gautron (Saint-Gratien), Dominique Gillot (Eragny), Jean-Louis Gineste (Osny), Alain Goux (Taverny), Pierre Gremion (Saint-Leu), Christiane Guilhem-Ramphé (Parmain), Serge Joffre (Goussainville), Marc Kieny (Cergy), René Leclerc (Beauchamp), Marie-

France Lecuir (Pontoise), Yves Le Gall (Beauchamp), Robert Léopold (Villiers-le-Bel), Raymond et Yves Le Texier (Villiers-le-Bel), Daniel Mahé (Saint-Gratien), Jean-Pierre Maigret (Vigny-sur-Marines), Jean Maire (Soisy-sous-Montmorency), Michel Maire (Saint-Gratien), Jacques Monier (Saint-Leu), Hélène Moutet (Domont), Claude Queille (Sarcelles), Thierry Quinqueton (Eaubonne), Anne Rémond (Saint-Leu), Christian Robion (Cergy), Jean-Marc et Michèle Royet (Saint-Ouen-l'Aumône), Charles Sasso (Ermont), Marcel Simonin (Taverny), Jean-Claude Szalennic (Saint-Ouen-l'Aumône), Denis Tzarevcan (Garges-les-Gonnes), Claude Vérelle (Cormeilles-en-Parisis), Simone Vidal (Enghien), Pascal Vidal (Montmagny).

## Contribution de militants du Val-d'Oise

Depuis l'échec de la gauche, en mars dernier de vrais et faux débats se sont instaurés au sein du P.S.

Au plan de la Fédération du Val-d'Oise, les diverses sensibilités du courant UN ont apporté leur contribution à ce qu'elles considèrent comme de vrais et nécessaires débats dans tout le parti. Cette réflexion s'est notamment concrétisée dans un texte approuvé par l'ensemble du courant UN dans le cadre de la préparation des conventions fédérale et nationale d'avril 1978. Ce texte portait sur l'analyse de l'échec de la gauche, la stratégie du P.S. et les perspectives pour le parti (cf. « Agir-Unir » Spécial Tribune libre N° 27 de juin 1978).

A l'approche du prochain congrès national (avril 1979 à Metz), dont l'enjeu est très important pour l'avenir de notre parti et sa place dans la gauche, des militants

du Val-d'Oise appartenant au courant UN se sont rencontrés à plusieurs reprises pour vérifier leurs convergences et divergences afin de conclure à la possibilité ou non d'une contribution commune.

N'ayant pu nous mettre d'accord sur certains points tels que ceux concernant les moyens de faire échec à la bourgeoisie, les « voies de passage », la « rupture et la transition », et soucieux les uns et les autres d'avoir une attitude d'acteurs et non de spectateurs dans le débat actuel, estimant que les militants que nous sommes n'ont pas à laisser à d'autres militants le soin de décider pour nous, deux textes de contributions ont été rédigés.

La contribution ci-dessous déjà signée par quelques dizaines de militants du Val-d'Oise, et à laquelle tout autre militant qui se reconnaît dans ces orientations peut se joindre, est à considérer comme une réflexion préalable à l'établissement des motions nationales.

## SOMMAIRE

### I. — UNE CRISE DE SOCIÉTÉ

#### II. — LA RÉPONSE DU PARTI SOCIALISTE.

- 1) Un projet socialiste autogestionnaire.
- 2) Faire échec à la bourgeoisie.
- 3) Rupture et transition.
- 4) Un mouvement social porteur de la rupture.
- 5) Une union de la gauche sur de nouvelles bases.

#### III. — POUR UN PARTI SOCIALISTE DE MASSE

- 1) Un comportement militant en conformité avec la perspective du socialisme autogestionnaire.
- 2) Non à la personnalisation, oui à la collégialité.
- 3) Nécessité d'une répartition équitable des responsabilités et des secteurs d'intervention entre les diverses sensibilités.
- 4) Des moyens pour enraciner notre parti dans le mouvement ouvrier.

## I. — Une crise de société

La crise que traverse la France aujourd'hui et à laquelle aura à répondre un gouvernement de gauche demain ne peut être réduite à ses aspects économiques.

C'est une crise de la société industrielle. La France se trouve confrontée à la concurrence internationale qui n'est que le phénomène apparent d'une division internationale du travail dont les multinationales sont les principaux agents.

L'Etat, aujourd'hui simple représentant des forces du capital, masque derrière un jeu du marché totalement faussé sa soumission à l'impérialisme international pour rejeter les réformes structurelles indispensables. Il sacrifie notre indépendance économique dans des domaines aussi importants que les ressources énergétiques et l'informatique.

C'est une crise de la société de consommation. Le développement sans frein des gaspillages, la transformation en valeurs marchandes des biens naturels (forêts, mer, montagne) et des rapports humains (sports, spectacles, loisirs), l'abandon aux seuls intérêts du capital des choix économiques rendent de plus en plus insupportable à la majorité des Français la société dans laquelle on les enferme.

C'est une crise de la société bourgeoise. Son idéologie et sa culture se trouvent remises en cause par des mouvements collectifs qui souhaitent une réponse politique globale, à travers un autre modèle de société. Le mouvement des femmes, qui remet en cause les rapports hiérarchiques (du couple, de la famille et du travail) ; le mouvement écologique, qui tente de s'opposer au saccage de la nature livrée au profit ; les mouvements régionaux, qui s'organisent à travers le développement des cultures populaires traditionnelles ; la résistance au déracinement et aux agressions de la société de consommation ; les jeunes, dont le pouvoir créateur est étouffé d'avance par le chômage et les contraintes sociales ; les organisations syndicales, qui remettent en cause les conditions et l'organisation du travail ; le mouvement associatif, qui pose la question du pouvoir et du contrôle direct des citoyens sur leurs conditions de vie, sont autant de forces vives prêtes à s'investir pour proposer ou soutenir un autre projet.

## II. — La réponse du P.S.

### 1. — UN PROJET SOCIALISTE AUTOGESTIONNAIRE.

Le devoir du parti socialiste est d'être aujourd'hui la force capable d'apporter des propositions qui s'inscrivent dans la perspective du socialisme autogestionnaire.

Les acquis théoriques de ces dernières années sont déjà considérables. Il convient de les inclure dans un projet global capable de servir de point de convergence aux luttes en cours et suffisamment mobilisateur pour transformer la résistance et l'opposition en force collective de gouvernement et de création. Les réponses concrètes que nous apporterons au besoin de changer la vie ne doivent pas se limiter à des propositions catégorielles. Elles doivent porter sur un nouveau modèle de développement, sur la transformation des mécanismes de décision, sur l'établissement de structures économiques et sociales.

### 2. — FAIRE ÉCHEC À LA BOURGEOISIE.

Nous savons que la mise en œuvre de ces propositions sera difficile et qu'elle passera par des seuils successifs s'inscrivant dans une stratégie de rupture. La bourgeoisie ne se laissera pas déposséder de son pouvoir sans réagir.

Dans le domaine international, les pressions seront fortes pour tenter d'isoler l'expérience socialiste de la France. C'est pourquoi il est indispensable que nos liens avec le mouvement ouvrier international se renforcent et que nous approfondissions avec lui les modalités de construction de l'Europe des travailleurs en combattant les réflexes défensifs et apeurés du chauvinisme et du nationalisme.

Les rapports de force que nous avons à construire peuvent être consolidés par les propositions des forces socialistes des pays méditerranéens. L'entrée dans l'Europe de l'Espagne, du Portugal et de la Grèce peut faciliter l'instauration d'alliances internationales plus fortes pour résister aux pressions du capitalisme international, pour faire évoluer le dialogue avec la social-démocratie européenne, d'une part, avec les forces socialistes des pays de l'Est, d'autre part.

Sur le plan national, une autre forme de réaction de la bourgeoisie pour défendre son pouvoir consiste à abandonner provisoirement le terrain pour récupérer, après un court délai, certaines conquêtes arrachées par les travailleurs. Cela fut le cas après 1936, en ce qui concerne les 40 heures, cela fut le cas après 1968, en ce qui concerne le S.M.I.G.

C'est dans cette perspective que doit avoir lieu le débat sur la transition et la rupture.

Ne pas estimer à leur juste valeur les contraintes économiques et s'abandonner à des promesses démagogiques pourrait conduire à l'échec qui tuerait pour de nombreuses années l'espoir de toute nouvelle expérience socialiste. Nous n'avons pas le droit d'échouer.

### 3. — RUPTURE ET TRANSITION.

Les mesures visant à réduire les inégalités les plus criantes (par exemple : hausses du S.M.I.C., des Allocations familiales, des retraites) et la durée du travail doivent être négociées et planifiées et se situer dans un processus d'évolution sociale et économique annoncé à l'avance.

Les réformes de structure capables de permettre à un gouvernement de gauche de maîtriser le pouvoir sur l'économie devront être mises en œuvre dans les premières semaines de l'arrivée de la gauche au pouvoir. Il en est ainsi des nationalisations inscrites dans notre programme au moment du débat sur la réactualisation et des droits d'intervention et de contrôle des travailleurs et de leurs organisations syndicales dans les entreprises. Il en est ainsi également de la mise en œuvre de la procédure d'élaboration démocratique du plan, le marché conservant un certain nombre de ses fonctions actuelles. Mais ces mesures prendront certains délais avant de devenir opératoires. C'est pourquoi il serait illusoire d'affirmer que le processus de rupture est l'affaire d'un moment, d'une journée ou même de cent, où tout basculerait. C'est dans la phase de transition et sur la base du franchissement de certains seuils que devront se faire les évolutions vers la société socialiste autogestionnaire.

### 4. — UN MOUVEMENT SOCIAL PORTEUR DE LA RUPTURE.

La rupture avec le capitalisme suppose donc non seulement un certain nombre de mesures économiques et sociales, mais aussi la mise en cause de la société bourgeoise dans ses aspects les plus variés : modèles culturels, structures de décision de la vie sociale, formation des hommes, satisfaction des besoins de consommation, etc.

C'est dire que la construction d'une société socialiste autogestionnaire exige une assise authentiquement populaire, constituée, bien sûr, d'abord par les partis de gauche signataires du programme commun de 1972. Mais cette assise serait indéniablement trop étroite et trop fragile sans l'apport des différents mouvements syndicaux et associatifs porteurs de revendications mettant en cause le pouvoir de la classe dominante, qu'il s'agisse des syndicats ouvriers, des mouvements et organisations regroupant des jeunes, des femmes, des écologistes, des consommateurs, des habitants d'une même cité, partout apparaît la même volonté de prendre en main sa destinée,

partout s'affirment le même refus de subir et le même besoin d'avoir accès aux décisions.

La volonté populaire ne s'incarne pas exclusivement dans les partis politiques de gauche ; d'autres mouvements, organisations, associations sont aussi, dans leurs domaines spécifiques, porteurs d'une part de la souveraineté populaire, et la gauche politique s'amputerait et se dénaturerait si elle ne prenait pas en compte cette réalité.

Toute attitude minorisante ou paternaliste à l'égard des mouvements d'inspiration authentiquement populaire ne pourrait que porter atteinte à la construction d'une société socialiste autogestionnaire.

### 5. — UNE UNION DE LA GAUCHE SUR DE NOUVELLES BASES.

Le problème ainsi posé, s'il peut alimenter des procès d'intentions toujours faciles et stéréotypés, conduit pourtant à proposer le maintien de la stratégie d'union de la gauche, mais sur des bases nouvelles.

Il s'agit en effet de prendre en compte, dans l'union de la gauche, tous les mouvements de masse porteurs d'aspirations et de volonté de changement allant dans le sens du socialisme autogestionnaire et de créer ainsi les conditions d'une union des forces populaires, englobant le front de classe, seule capable de sortir le mouvement ouvrier français de son impasse actuelle : rien n'est possible sans le P.C.F., mais rien n'est possible avec le P.C.F.

Hiér, le P.C.F. a pu, au mépris des accords qu'il avait passés dans le cadre de l'union de la gauche, se lancer dans des campagnes démagogiques qui n'avaient pour but que d'affaiblir le P.S. :

● Parce qu'il était insuffisamment préparé à assumer le caractère conflictuel de son alliance avec le P.C., le P.S. est alors apparu aux yeux de beaucoup comme placé sur le terrain choisi par son partenaire ;

● Parce qu'il n'a pas su affirmer la solidarité de son projet de société et, partant de là, n'a pas su mobiliser suffisamment les masses populaires, le P.S. est alors apparu comme paralysé dans sa capacité d'initiative politique.

Demain, le P.S. peut s'affirmer davantage au sein de la gauche :

● En renforçant la cohérence et la crédibilité de son projet autogestionnaire, le P.S. sera le moteur des forces de gauche ;

● S'il donne à l'union des forces populaires une dynamique suffisante pour mobiliser toutes les forces vives (syndicats, mouvements, associations...) qui sont parties prenantes du projet autogestionnaire, alors le P.C.F. ne pourra plus casser le mouvement pour s'isoler jalousement sans risquer de franchir un seuil d'insignifiance.

Le P.C.F. devra alors accepter de prendre, dans le cadre d'un contrat de gouvernement, toutes les responsabilités qui seront les siennes, en fonction de l'importance que lui aura reconnu le suffrage universel.

Il devra aussi mesurer ses interventions tactiques, en sachant que toutes ses initiatives, aussi bien ses attitudes restrictives que ses tentatives de débordement, passeront sous la toise des mouvements populaires garants de la marche vers l'autogestion socialiste.

Le parti socialiste doit prendre des initiatives pour une relance de l'union de la gauche sur de nouvelles bases. Notre congrès national, qui se situe avant celui du P.C.F. peut être l'occasion de lui lancer un appel posant, entre autres, les conditions et garanties de l'alliance.

## III. — Pour un parti socialiste de masse

### 1. — UN COMPORTEMENT DES RESPONSABLES ET DES MILITANTS EN CONFORMITÉ AVEC LA PERSPECTIVE DU SOCIALISME AUTOGESTIONNAIRE.

Le nouveau texte du règlement intérieur constitue une avancée dans l'amélioration du fonctionnement du parti. Il convient à présent de le mettre en pratique. Il est toutefois loin de répondre, sur certains points importants, aux conclusions de notre convention fédérale du 18 novembre.

L'appel à l'autocritique que nous lançons ne s'applique pas qu'aux seuls dirigeants du parti. Les désaccords portent moins sur l'existence des défauts relevés — quelle organisation en est exempte — que sur l'appréciation de leur caractère de gravité.

Nous considérons préoccupantes :

— la dominante toujours trop électoraliste de notre parti, y compris dans son fonctionnement interne, ce qui tend à le transformer en forum permanent.

— la libre expression des dirigeants du parti, pour excellente qu'elle soit en son principe si elle s'accompagne d'autodiscipline militante, ne permet pas de distinguer les positions du parti et les avis personnels. Cette liberté de parole se pervertit souvent en mises en cause directes ou indirectes, mais évidentes, d'autres responsables du parti. De telles pratiques ne peuvent qu'éloigner le peuple du parti socialiste.

— la dégénérescence des courants de pensée en tendances figées.

— la « minoration », non en principe mais en fait, de certaines orientations importantes prises par nos congrès et conventions. C'est le cas des « quinze thèses sur l'autogestion » non incluses — faute de place ! — dans le spécial *Poing et la Rose*. Textes de références du P.S. C'est le cas des dispositions prises à la convention femmes et appliquées comme on a vu à l'occasion des élections législatives.

— la non prise en compte, sauf de très très rares exceptions, des travaux des sections et fédérations. Le « passage à la trappe » des textes issus des conventions fédérales, plus particulièrement de celle sur le règlement intérieur, en est une preuve irréfutable.

— la mauvaise circulation de l'information politique interne. Celle-ci s'arrête fréquemment au niveau intermédiaire de la structure hiérarchisée de notre parti.

— la situation faite au M.J.S. au sein du parti et l'insuffisance de la structure d'intervention du parti dans la jeunesse. La convention nationale décidée sur le M.J.S. devrait donner lieu à un large débat dans tout le M.J.S. et dans tout le parti (cf. la contribution de militants du M.J.S. du Val-d'Oise).

## 2. — NON A LA PERSONNALISATION, OUI A LA COLLEGIALITE.

La personnalisation entretenue par les médias doit être combattue. Elle ne peut être une base de l'organisation et du fonctionnement de notre parti. Ce problème se pose à tous les niveaux, y compris à celui des élus socialistes.

La direction du parti ne saurait être la juxtaposition, l'addition de secrétaires nationaux. Ceci vaut tout autant pour les fédérations et les sections.

La direction, à tous les niveaux, doit être, dans son principe et sa pratique, collective, collégiale.

## 3. — NECESSITE D'UNE REPARTITION EQUITABLE DES RESPONSABILITES ET DES SECTEURS D'INTERVENTION ENTRE LES DIVERSES SENSIBILITES.

Nous posons ce problème à l'échelon national d'abord, mais aussi aux niveaux fédéral et de section.

A ces divers échelons, notre conception démocratique ne peut se satisfaire de l'animation et en fait du contrôle : de nombreux secteurs de responsabilités, d'intervention (formation, entreprises, propagande, presse, jeunes, femmes, éducation, immigrés, cadre de vie, élus, organisations et finances, etc.) par une seule des sensibilités représentatives existantes.

Un équilibre doit être recherché à tous les niveaux. Outre que les militants y aspirent, un tel équilibre serait un élément dynamique.

La formule actuelle des « délégués nationaux » (à ne pas confondre avec les « délégués généraux ») et des « rapporteurs spéciaux » est à supprimer (convention fédérale du 18 novembre 1978). Toute attribution de responsabilités doit faire l'objet d'une décision d'un organisme statutaire.

## 4. — DES MOYENS POUR ENRACINER NOTRE PARTI DANS LE MOUVEMENT OUVRIER.

Les efforts accomplis en direction des entreprises (implantation de sections et de groupes ; développement de l'information, notamment par les numéros spéciaux de *Combat socialiste* ; intervention des élus ; soutien et participation aux luttes des travailleurs) doivent être maintenus, intensifiés.

Mais il faut aller nettement plus loin dans le choix de nos moyens :

— Par la mise en place de nombreux permanents, notamment issus du mouvement ouvrier, consacrant l'essentiel de leurs activités à soutenir l'implantation et l'action socialistes au sein des entreprises et dans les quartiers populaires.

— Par l'octroi d'un budget de fonctionnement aux G.S.E. nationaux leur permettant de disposer notamment d'un permanent désigné par les militants du G.S.E. concerné. Les G.S.E. nationaux doivent avoir également la possibilité d'inscrire à l'ordre du jour du C.D., par l'intermédiaire du secrétaire national aux entreprises, les projets qui les concernent (texte approuvé par la convention fédérale du 18 novembre 1978).

\*\*\*  
Considérer les militants comme des adultes, prendre en compte leur apport dans la ré-

flexion, développer l'initiative, pratiquer un partage effectif des responsabilités au sein du parti, redonner aux travailleurs et au pays les raisons d'espérer que le P.S., plus que tout autre, est en mesure de fournir : tels sont pour nous les objectifs du prochain congrès.

Nous n'atteindrons ces objectifs qu'à condition de ne pas rechercher les moyens d'écarter tel ou tel militant de la direction du parti, mais en posant et en débattant des problèmes de fond sur lesquels le parti tout entier doit se tenir prêt à agir et à s'unir.

Ainsi, et ainsi seulement, la crédibilité du P.S. sera telle dans le peuple qu'elle lui assurera de nouvelles victoires.

# Rupture et autogestion : pouvoir changer le pouvoir

Jean-François Lemette, Barthélemy Alcantara (Yvelines).

L'échec de mars 1978 a rendu la voix et la plume à ceux qui n'ont jamais admis, au fond d'eux-mêmes, que l'accord d'Epinay constituait la seule base de reconstruction d'un parti socialiste en France. La remise en cause de cet accord reste prudente mais elle n'en est pas moins réelle. La stratégie d'union de la gauche, la rupture avec le capitalisme, le combat pour l'autogestion à tous les niveaux, la planification démocratique, tout cela est bien sûr réaffirmé par ces camarades. Mais c'est aussi immédiatement remis à une échéance lointaine en raison de l'attitude du P.C., de l'impossibilité de résister à la contre-offensive des puissances d'argent, d'une prétendue hostilité des Français à des mesures trop radicales.

L'idée d'une rupture avec le capitalisme vient, dans le projet du P.S. depuis Epinay, en réponse à un ensemble de questions dont certaines sont essentielles. Peut-on donner un vrai sens à l'autogestion sans changer, dès le départ, ce qui dans le capitalisme commande les rapports entre les hommes et le développement de la société ? Peut-on rendre aux travailleurs la maîtrise de leur force de travail sans rompre avec la propriété du capital ? En d'autres termes, peut-on se contenter de demander aux possédants, à l'oligarchie financière, de renoncer à leur propriété, aux droits et aux privilèges qui s'y rattachent, comme un acte de bonne volonté philanthropique ?

Dans le débat qui s'instaure au sein de notre parti, on cherche parfois à opposer deux logiques de transformation de la société française : l'une, dont on suggère qu'elle serait celle du P.S. depuis Epinay, compte tenu de l'influence du P.C. et du programme commun qu'il a imposé, reposerait sur un centralisme renforcé et la conservation des formes actuelles du pouvoir. L'autre qui offrirait seule la possibilité de transformer réellement le pouvoir et serait seule d'essence « autogestionnaire ». Une telle caricature ne peut avoir d'autre objet qu'imposer une modification du programme et de la stratégie du P.S., d'apporter des réponses différentes aux questions de fond posées précédemment.

Jamais depuis huit ans un congrès n'aura eu l'importance de celui qui doit se tenir à Metz en avril prochain. Car, cette fois, c'est l'accord fondamental, la « ligne d'Epinay » enrichie et précisée de congrès en convention, qui est en cause. Le débat engagé ne doit donc en rien être esquivé, mais au contraire, chacun des aspects doit en être complètement étudié.

## Un débat déjà ancien.

Le débat sur le rôle du marché, qui a animé le parti lors de la préparation du congrès de Nantes, avait déjà permis un échange de propos où se trouvaient exprimées les différentes conceptions de la rup-

ture. Nul ne prétendait bien entendu qu'un gouvernement de gauche en France pourrait se débarrasser des contraintes liées au marché capitaliste. Mais le principe de la primauté du plan sur le marché pour la régulation de l'économie n'avait été réaffirmé qu'après un débat parfois vigoureux, derrière lequel on percevait déjà le débat actuel sur la rupture. L'introduction d'une régulation par un plan élaboré démocratiquement, même si elle n'élimine pas le marché, met en cause la logique profonde du capitalisme (la recherche du profit maximum, son appropriation privée et l'accumulation du capital) et y fait entrer un facteur de rupture. On voit que la remise en cause de la stratégie de rupture n'est pas qu'une conséquence de l'après mars 1978.

Quelle part croit-on que le « marché » et la loi du profit feront à la « société de plein emploi non productiviste » ? Plus on voudra que le consommateur devienne libre de ses choix plus on prendra de dispositions pour l'amélioration des conditions de vie et de travail, et le développement de la démocratie dans l'entreprise, plus il faudra retirer de ses prérogatives au patronat et développer les fonctions de coordination du plan. Si ce n'était pas le cas, non seulement le P.S. y perdrait sa crédibilité, mais encore le pouvoir pour de très longues années.

Il faut donc retirer de l'influence du marché capitaliste des entreprises, des secteurs d'activité, imposer des normes différentes de celles que commande la compétitivité sanctifiée. La rupture avec le capitalisme, c'est d'abord cela et la possibilité du socialisme en dépend. Et cette liaison entre rupture et socialisme peut se résumer dans la question : « Comment pouvoir changer le pouvoir ? »

## Changer le pouvoir.

L'idée de rupture s'attache aux conditions à remplir pour maîtriser et transformer le pouvoir dans la société. Cela implique bien sûr la conquête du pouvoir politique : le retirer à ceux qui l'exercent pour le compte du capital, particulièrement à l'oligarchie financière, et l'utiliser comme un support pour entreprendre les changements dans la société. Cela exige aussi qu'on dispose d'une maîtrise suffisante des forces de la production, notamment les grands groupes industriels et financiers et certaines productions jugées prioritaires, car sinon tout peut très rapidement être remis en cause.

Mais aussi, l'histoire l'a montré et surtout celles des régimes communistes : la conquête du pouvoir, que ce soit par une ou plusieurs organisations du mouvement ouvrier, ne peut en elle-même nous satisfaire. En conservant le pouvoir sous les mêmes formes, on produit rarement, sinon jamais, des changements démocratiques dans la société. On développe au contraire ce que les régimes ont au départ d'autoritaire. Cette double nécessité (la conquête du pouvoir et sa transformation) ne se

résout que dans une action qui s'exerce simultanément vis-à-vis du pouvoir politique et du pouvoir économique.

La tentation est grande, en effet, de sacrifier à une fausse facilité en proposant de démocratiser l'Etat et les institutions politiques, tout en remettant à plus tard la démocratisation dans l'économie. Or, séparer la conquête et la transformation du pouvoir d'Etat de celles du pouvoir économique revient à proposer de changer la vie politique tout en laissant intact le pouvoir du capital. Qui pense y réussir ? Le résultat serait probablement qu'on laisserait intact, pour l'essentiel, le pouvoir d'Etat actuel, en se contentant de le décentraliser. Engagé dans une telle politique, le P.S. n'ouvrirait aux travailleurs que la voie de l'échec.

Pour contenir la pression intérieure et extérieure d'une bourgeoisie qui se défendra, un gouvernement de gauche ne peut prendre le risque de lui laisser la plus grande partie de ses moyens d'action, et se contenter d'un pouvoir d'Etat qu'il aurait lui-même affaibli. Il faut aussi lui retirer la disposition des leviers de commande de l'économie, industriels et financiers. Mais c'est aussi dans l'entreprise enlevée au capitalisme que le pouvoir doit être rapidement changé, c'est-à-dire démocratisé. Cette démocratisation a pour but à la fois la lutte contre le pouvoir bureaucratique dans les firmes et le renforcement de la résistance des travailleurs à la pression de la bourgeoisie. Il s'agit là d'une implication stratégique importante de l'autogestion.

Etre exigeant quant à la démocratisation de la société, ce n'est pas seulement accroître les pouvoirs des conseils municipaux et développer la démocratie directe dans les communes, c'est aussi aller vite et loin dans la transformation des rapports sociaux et économiques à tous les niveaux. La libération des hommes et des femmes de ce pays ne se coupe pas en tranches. Libération individuelle, collective, libération politique, culturelle, économique... tout se tient et progresse d'un même mouvement. Sinon, on finit toujours par parler plus de la liberté d'entreprendre, au sens où elle s'entend aujourd'hui, que de la liberté d'être soi dans le travail.

#### Pouvoir changer.

Il faut retirer très vite à l'oligarchie financière les moyens de contrôler la société tout entière. Même si cette idée ne lui chante guère, l'expropriation est une nécessité immédiate. Elle n'est pas suffisante pour mettre ces moyens au service des catégories exploitées. La décentralisation du pouvoir économique, la maîtrise d'ensemble et la planification du développement sont également nécessaires. C'est là que commence l'autogestion.

Chacun sait l'autarcie impossible. Mais il faut se garder du piège que tend la droite à travers « les exigences du marché mondial » : imposer à la gauche de gérer à son profit la concurrence qu'elle entretient entre les travailleurs, en Europe et avec le tiers-monde. Les chances de la gauche sont directement commandées par sa capacité à échapper à l'étape.

La rupture avec le capitalisme, c'est tout ce qu'il est nécessaire de changer, dans les rapports économiques, sociaux et politiques de la société actuelle, pour que les transformations que suppose le socialisme deviennent possibles et que les moyens du changement passent aux mains des forces sociales qui peuvent en être les supports. C'est une étape essentielle indispensable, mais qui exige qu'on prenne garde aux risques de déviations ultérieures. Ce n'est certainement pas l'apothéose (pour les uns) ou l'apocalypse (pour les autres) d'un soir où tout se révolte.

#### Quand et comment ?

Quelles sont les mesures nécessaires immédiatement pour que dans la lutte des classes le rapport des forces soit enfin en faveur des travailleurs ?

Cela se fait-il d'un coup ou par étapes ? Faux problème car la transformation de la société commence tout de suite et ne se réalise pas d'un coup. La rupture, c'est une avancée décisive tout de suite pour prendre appui sur la dynamique d'une victoire électorale. Elle exige ensuite, en permanence, corrections, renforcements et élargissements.

« Compte tenu de ce qu'est la société française, est-ce possible tout de suite ? », demande-t-on parfois en ajoutant que les Français veulent des changements mais ont peur du changement. Bel alibi pour l'immobilisme !

Les deux lignes politiques apparaissent ici clairement. La première, celle du P.S. depuis huit ans, consiste à expliquer que le changement (la rupture) est la condition des changements dans la vie des Français. L'autre, qui consisterait à remettre à plus tard les changements attendus sous prétexte que la rupture est un mot qui fait peur ! S'il y a des tenants de l'autre ligne dans le parti, le congrès d'avril tranchera. Les signataires de ce texte restent, quant à eux, fidèles à la ligne actuelle du P.S., celle de son renouveau.

Si une majorité de Français ne s'est pas retrouvée sur cette volonté de changement, ce n'est pour l'essentiel ni parce que le programme était excessif ou trop quantitatif, ni parce que le style de tel ou tel semblait par trop archaïque, mais parce que les conditions de sa réalisation n'étaient pas réunies compte tenu de l'attitude du P.C. C'est le P.C. qui a provoqué ce refus. Il est bien entendu indispensable d'approfondir notre réflexion et nos propositions, de les adapter sans cesse aux contraintes et aux exigences d'un monde qui change. Il est indispensable aussi d'approfondir notre connaissance du front de classe, de mieux saisir son hétérogénéité qui demeure très forte malgré des résultats réels dans la recherche de son unification. Il faut être sans cesse plus capable de répondre à ses aspirations, d'arbitrer entre elles et de les mobiliser.

Mais il faut aussi créer un rapport de forces tel dans la gauche, développer la dynamique de l'union, en faire l'exigence première dans un capitalisme en crise, que les

communistes ne puissent plus jouer la défaite sans risquer le retour au ghetto politique. Et il convient de ne pas oublier que la crédibilité du candidat du P.S. en 1981 serait fort entamée s'il n'avait de réponse plausible à la question : quelle majorité politique pour soutenir sa politique.

« Ne pas se cacher derrière son petit doigt. » Rupture avec le capitalisme et transformation du pouvoir sont indissociables dans notre stratégie politique. Rejeter la rupture, ou en diluer le contenu, c'est aussi remettre à plus tard toute mesure d'importance dans la réalisation de notre projet politique. Dire « soyons modérés aujourd'hui pour être plus forts dans une étape ultérieure », c'est tromper ceux qui espèrent en nous. S'il faut être raisonnables, il ne faut pas être timorés. En effet :

● Quelle étape suivante ? Quand ? Comment l'engager ?

● Comment peut-on dire que les conditions sociales, politiques, économiques seront meilleures plus tard ? Parce que la crise aura pris fin ? Parce qu'une gestion « douce » du capitalisme aura consolidé la réputation des chefs du P.S. ? Parce que l'oligarchie financière sera plus gentille ? Le temps aggravera plus qu'il n'améliorera les choses.

L'heure n'est pas à une remise en cause de la stratégie du P.S. mais, au contraire, à un approfondissement, à un renforcement de la politique définie depuis Epinay. C'est la réaffirmation de la voie moderne du socialisme en France.

## Pour un débat et des choix clairs

### Contribution de Militants de la Fédération des Yvelines

Daniel Frachon (Louvenciennes, 1<sup>er</sup> secrétaire fédéral), Bernadette Engerrand (Maisons-Laffitte, secrétaire fédérale), Jacques Bellanger (Houilles, secrétaire fédéral, conseiller municipal), Michel Dany (Viroflay, secrétaire fédéral), Banle Volo Khine (Versailles, secrétaire fédéral), Jacques Ferlus (Plaisir, secrétaire fédéral), maire adjoint, Guy Abellanet (Verneuil, secrétaire de section), Martine Frachon (Louvenciennes, C.E.F., député suppléant), Bernard Schreiner (Mantes-la-Jolie, C.E.F., maire adjoint), Alain Pierre (Aubergenville, C.E.F., secrétaire de section), Madeleine Roussel (Louvenciennes), Jean-Paul Huchon (Conflans-Sainte-Honorine, C.E.F., maire adjoint), Pierre Biau (Fontenay-le-Fleury), Patricia Charles (Houilles), Irène Ferlus (Montfort-l'Amaury), Marie-Pierre Le Lohé (Louvenciennes), Jacques Hédiard (Conflans-Sainte-Honorine), Marcel Saussard (maire de Carrières-sur-Seine), Alain Ternier (Fontenay-le-Fleury), Christian Trichet (Conflans-Sainte-Honorine), Anne-Marie Trichet (Conflans-Sainte-Honorine), Jacques Varin (Saint-Germain-en-Laye, C.E.F.), Odile Vadot

(Conflans-Sainte-Honorine, secrétaire générale U.D. Fédération des élus), Judith Boswell (Orgeval), Christine Vilain (Trappes, C.E.F.), Guy Vilain (Trappes, maire adjoint), Gérard Grumber (Neauphle-le-Château), Marie-Thérèse et Jean Guigné (Conflans-Sainte-Honorine, conseillers municipaux), Françoise et Jacques Martel (Conflans-Sainte-Honorine), Jean-Yves Léger (Conflans-Sainte-Honorine), M.-S. Ledrien (Bougival), Jean Le Foll (conseiller municipal Poissy), Christian Lépicier (Marly-le-Roi), René Texidor (Chatou), P. Hamard (Versailles), D. Madet (Versailles), N. Lionnet (Houdan), G. Senac (Septeuil), G. Valo (Lognes), J. Posseme (Mantes-la-Jolie), P. Cassaigne (Mantes-la-Jolie), G. Leloben (Mantes-la-Jolie), B. Drouet (Mantes-la-Jolie), M. Crastes (Mantes-la-Jolie), G. Pierre (Mantes-la-Jolie), J. et A.-M. Blanc (Mantes-la-Jolie), G. Chable (Mantes-la-Jolie), O. Trinquet (Mantes-la-Jolie), A. Gazanhes (Limay), R. Bertin (Mézières), S. Boudier (Mézières), P. Blévin (Mézières), C. Valette (Mézières), Térance Kerwin (Mézières), D. Saclier (Epone), J. Legans (Sartrouville).

Depuis le soir du 19 mars dernier, l'importance du prochain congrès est apparue clairement à tous les militants. C'est à eux qu'il revient de mener jusqu'au bout le débat, de le conclure et enfin d'appliquer les décisions qu'ils auront prises.

Pour notre part, depuis plusieurs semaines, nous avons pris l'initiative de lancer la discussion, d'animer la confrontation dans nos sections et notre fédération. La contribution que nous présentons ici est la synthèse de nos débats au moment où le règlement du congrès fixe le dépôt des contributions. Ce débat nous entendons le poursuivre jusqu'au 12 février, date à partir de laquelle il conviendra alors de se déterminer sur des textes de motions.

L'expression des militants est une nécessité dans la période qui précède un congrès. Il faut dénoncer toute initiative qui tend à la réduire plutôt qu'à la développer. Les mili-

tants ont tout lieu d'être inquiets quand ils voient leurs dirigeants gaspiller leur énergie à la recherche d'un compromis avant tout débat de l'ensemble du parti. Nous considérons que cette pratique manifeste un souci de monopoliser la discussion et conduit à rendre tout congrès inutile.

Personne au parti socialiste, à moins de renier la démocratie, n'a le droit de dire que l'expression des militants, dans sa diversité comme dans ses divergences, ouvre la porte à l'éclatement du parti, au fractionnement, à l'exclusion de tels camarades, groupes ou courants.

Oui, l'unité du parti socialiste est nécessaire, mais cette unité se manifeste dans la discipline de tous à appliquer la ligne qui est décidée dans le congrès. Avant, chacun a le droit et le devoir d'exprimer son point de vue. La plupart des signataires de cette contribution sont à l'origine de la synthèse

qui est intervenue dans la fédération des Yvelines au moment du congrès de Nantes et qui s'est révélée depuis bénéfique pour le développement du parti. L'unité du parti, nous en connaissons à la fois la nécessité et l'efficacité, nous en avons l'expérience qui nous permet de considérer qu'il n'y a jamais de danger pour les socialistes à mener leur discussion jusqu'au bout.

Notre débat doit partir de cette évidence qu'après la défaite de la gauche en mars 78 la droite est toujours installée au pouvoir, dont elle use et abuse avec cynisme : un nombre de chômeurs de plus en plus élevé, l'abandon de branches industrielles entières, la récupération des conquêtes des travailleurs, un pouvoir d'achat en baisse constante, l'appauvrissement de régions entières.

Devant cet état de fait, le parti socialiste ferait preuve d'une totale irresponsabilité s'il choisissait de s'installer dans la situation confortable, mais inefficace, de premier parti de l'opposition. L'enjeu du congrès de Metz, c'est de dégager des objectifs et des moyens qui conduiront la gauche à la victoire. Vouloir reprendre aujourd'hui les mêmes positions, les mêmes propositions, la même pratique qu'il y a un an — comme si mars 78 n'avait pas eu lieu, — c'est tenir le langage de l'échec, c'est aller vers de nouvelles défaites.

Nous entendons contribuer au débat de tout le parti, en lui faisant part de nos réflexions sur les quatre grandes interrogations actuelles des militants, mais aussi des femmes et des hommes qui ont donné leur confiance à la gauche.

## I. — L'union de la gauche est nécessaire

L'UNION DE LA GAUCHE EST LA LIGNE POLITIQUE DE NOTRE PARTI DEPUIS LE CONGRES D'EPINAY.

Ce choix est le seul qui permette la mobilisation de l'ensemble des forces sociales populaires dans leur lutte contre le pouvoir de la droite ; il doit s'affirmer dans notre pratique quotidienne d'élu et de militant solidaire des combats d'aujourd'hui et de cette profonde aspiration qui traverse l'histoire du mouvement ouvrier : l'UNION. A tous ceux qui auraient la moindre tentation de remettre cette ligne en cause, il faut rappeler qu'elle n'a qu'une seule alternative politique réaliste de rechange : la troisième force, et qu'elle ne peut engendrer que la division, la complicité avec la droite, l'échec du socialisme démocratique et la liquidation de son expression politique, comme l'ont démontré le naufrage de la S.F.I.O. et le résultat de la candidature de Gaston Defferre à la présidence de la République en 1969. Cette union a échoué en mars 1978. *La responsabilité de nos partenaires communistes doit être dénoncée sans faiblesse.* Mais il serait dangereux de continuer à « dire la messe en latin » comme si mars 1978 n'avait pas existé. Nous risquerions alors — comme en mars 1978 — de nous situer exclusivement sur le terrain du parti communiste, de nous laisser entraîner dans une surenchère purement verbale et de ne développer notre identité que dans un simple rapport de forces qui, au mieux, laisserait indifférente, mais plus sûrement sceptique, l'opinion publique...

*L'union de la gauche doit d'abord être maintenant l'union de toutes les forces qui luttent contre le pouvoir capitaliste : partis politiques, syndicats, associations...* Elle doit non seulement prendre en compte les revendications de toutes les catégories sociales qui peuvent constituer ce front de classe anti-capitaliste, mais aussi en proposer une synthèse concrète dont l'application immédiate sur le terrain, qu'il soit local (municipal, régional) ou national, ne puisse prêter au doute : démarche nécessaire à la relance de l'union de la gauche, l'union des forces populaires n'en est en aucune manière le substitut, mais bien le complément et l'expression de l'union de la gauche dans les luttes sociales.

Si notre parti se dote de propositions à la fois efficaces et capables d'une avancée concrète du socialisme, l'union des forces populaires sera également le meilleur garant que mars 1978 ne puisse se reproduire : aucun parti, aucune formation ne pourra plus prendre le risque de l'échec.

*L'union des forces populaires, instrument du renouveau de l'union de la gauche, elle-même expression politique du mouvement ouvrier en France, voilà la stratégie qui doit nous permettre de redonner un sens à la lutte contre la droite et d'assurer la victoire du monde du travail.*

Cette victoire se traduira par l'exercice du pouvoir. Nous ne pouvons ignorer que l'absence d'un compromis sur cet exercice a été l'une des causes de l'échec de mars 1978. *Il faudra donc que la totalité des parties prenantes détermine par avance les conditions d'exercice du pouvoir, mais nous devons savoir que ce type de compromis n'est jamais réglé définitivement et que, quels que soient les accords passés, leurs réalités et leurs évolutions sont fonction du rapport de forces sur le terrain (nos camarades dans les municipalités d'union le constatent bien). Le respect et la crédibilité de l'accord dépendront donc de l'implantation et de la force militante de notre parti comme de chaque groupe de l'union des forces populaires.*

## II. — La double rupture

La première question que nous devons nous poser est la suivante : notre stratégie sera-t-elle, oui ou non, démocratique ? Parce que nous répondons oui, nous estimons que le seul moyen, aujourd'hui, de répondre au besoin de changement et de sécurité de notre peuple est d'affirmer notre projet autogestionnaire, c'est-à-dire *l'expression d'une double rupture avec le capitalisme d'une part, avec les modèles de sociétés totalitaires d'autre part.*

Mais la rupture avec le capitalisme ne saurait être irréversible et soudaine, nous aurons à convaincre les citoyens de ce pays afin qu'ils ne choisissent pas un retour en arrière. C'est pourquoi il nous faut valablement envisager une série de ruptures, en s'assurant, à chaque étape franchie, d'un appui majoritaire pour passer à l'étape suivante.

La notion de rupture avec le capitalisme s'apprécie globalement, et ne saurait se réduire à la transformation de quelques institutions, ou à l'application de quelques recettes miracles : *l'irréversibilité ne se décrète pas, elle se construit.*

Il appartiendra donc à un gouvernement de la gauche d'utiliser le pouvoir d'Etat pour améliorer sans cesse le rapport de forces à tous les niveaux du corps social, non dans une optique centralisatrice, mais en décentralisant au maximum les pouvoirs, pour donner aux travailleurs et aux citoyens les moyens, compatibles avec l'intérêt général, de reprendre en main leur destin. Ce sont eux qui, par leurs votes, jugeront notre action, apprécieront les transformations opérées, leur donneront ou non une accélération.

Les premières étapes de la rupture auront donc une importance primordiale : c'est pourquoi, dès la première session parlementaire, une nouvelle majorité de gauche devra :

- Voter la nationalisation des grands groupes industriels et du crédit ;
- Créer les conditions d'une planification démocratique ;
- Décentraliser les collectivités locales ;
- Créer des régions de plein exercice ;
- Réformer le système éducatif ;
- Mettre en place les moyens du contrôle des travailleurs.

*Les nationalisations sont une nécessité, mais ne peuvent se résumer à un transfert de propriété : elles doivent être l'instrument d'une extension conjointe de la démocratie politique, et de la démocratie économique. Réaliser une appropriation étatisée et centralisée conduirait à la bureaucratie. C'est pourquoi la forme importe autant que le nombre. D'autre part, la démocratie ne devra pas s'arrêter au seuil du secteur privé, d'où la nécessité de l'élaboration démocratique du plan et du contrôle.*

Le plan devra définir les choix essentiels, fixer les priorités, engager les différents partenaires. *La planification démocratique s'oppose à la conception bureaucratique et centralisée, ou c'est l'« appareil » qui fixe arbitrairement les choix... y compris le rationnement. C'est pourquoi la planification*

démocratique suppose que, pour les produits où il existera plusieurs producteurs, l'ajustement à court terme entre l'offre et la demande se fasse par les mécanismes du marché, afin d'éviter de se trouver devant une situation de type soviétique. D'autre part, parce que nous choisissons le socialisme dans la liberté, nous voulons rendre leur place à l'innovation, à l'invention... et au risque.

*N'oublions pas non plus que les contraintes économiques, internationales existent, et que nous ne devons pas nous enfermer dans un protectionnisme dépassé. Qu'il s'agisse d'énergie, de technologie, de débouchés industriels ou commerciaux, il n'existe plus aujourd'hui de réponse limitée à nos frontières : les contraintes juridiques (traités) techniques et scientifiques s'ajoutent aux contraintes économiques.*

Reconnaître l'existence de contraintes ne signifie pas que nous nous y soumettons, mais les nier conduirait notre projet à l'échec. C'est pourquoi nous ne devons pas non plus ignorer que la croissance sera différente et sans doute plus faible qu'il y a quelques années ; il faut intégrer cette donnée dans nos propositions. *Aucune des mesures que nous préconisons (SMIC à 2400 F, 35 heures, augmentation du minimum vieillesse, abaissement de l'âge de la retraite) n'est irréaliste en soi. Mais il faut savoir qu'elles ne pourront être mises en œuvre sans engager en même temps une réduction massive des inégalités, aussi bien de revenus que de fortune. Nous devons assurer la progression des bas revenus, mais dire aussi que l'augmentation sera dégressive à partir d'un certain seuil, voire nulle... ou négative, après prélèvement fiscal et social.*

La progression des revenus n'est pas le seul moyen d'amélioration des conditions de vie : le temps de loisirs, le pouvoir dans l'entreprise, les possibilités d'épanouissement et de formation personnelle, l'accès aux équipements socio-culturels, sont à nos yeux tout aussi importants.

*Mesures quantitatives en deçà d'un certain seuil de revenus ou de fortune, mesures qualitatives pour tous, ainsi doit cesser le procès qui oppose les tenants des unes... et des autres.*

Le socialisme, ce doit être aussi une profonde transformation de notre société, une croissance d'un autre type, de nouveaux rapports sociaux et humains.

C'est pourquoi notre projet doit également prendre en compte :

- La maîtrise de la terre et du problème foncier ;
- Une nouvelle définition des rapports entre les citoyens et les collectivités ;
- L'association des usagers à la gestion des équipements ;
- La décentralisation de l'information et de la culture ;
- Les luttes des femmes et de la jeunesse ;
- Le secteur coopératif et des expériences d'économie sociale.

*Ce qui fait l'originalité de notre projet, c'est qu'il repose sur une autre répartition, un autre exercice, un autre contrôle des pouvoirs : c'est pourquoi des expériences de décentralisation du pouvoir, dès maintenant, partout où cela est possible, sont souhaitables, de même l'expérimentation sociale, au double titre d'exemple et d'apprentissage de la démocratie.*

## III. — L'Europe et la dimension internationale du socialisme

Dans le contexte international d'aujourd'hui, l'Europe constitue un enjeu décisif. Certes, nous refusons de cautionner l'Europe des marchands à laquelle se réduit aujourd'hui la C.E.E. Faute d'une volonté politique de transformation, le territoire européen n'est aujourd'hui qu'une vaste zone de libre-échange où s'épanouissent les multinationales, une aire privilégiée pour la restructuration capitaliste. Mais notre engagement européen demeure. Il est fidèle à la tradition internationaliste de notre parti. Puisque dé-

ferle sur le pays une vague de chauvinisme, alimentée par le cartel des non à l'Europe, du R.P.R. au P.C., il n'est que temps de réaffirmer avec force que le P.S. est favorable à la construction européenne : car l'Europe est, aujourd'hui, le seul axe de résistance à l'impérialisme américain, la seule chance de développer un modèle socialiste cohérent. A cet égard, l'Europe est un choix de rupture, alors qu'on peut s'interroger à bon droit sur les risques de collaboration de classes auxquels mèneraient des expériences de repliement sur l'Hexagone au nom de l'« unité nationale ».

De la Chambre « bleu horizon » de 1919 au gouvernement Paul Reynaud, on sait trop dans notre pays que la classe ouvrière paie régulièrement l'addition de l'unité nationale, dont elle est la grande oubliée...

C'est en effet au niveau européen que se constituera une véritable indépendance, qu'il s'agisse de la technologie de pointe, de la monnaie, de l'agriculture, des échanges internationaux. C'est sur le champ européen que nous pouvons obtenir et mettre en œuvre une législation, une réglementation et des modes d'actions efficaces à l'égard de multinationales alors qu'elles se jouent aujourd'hui des efforts, au sein de la Communauté. Un statut unique du travailleur européen, sera à cet égard, d'un appui décisif.

La défense des droits des travailleurs européens passe donc par le renforcement des institutions européennes et leur démocratisation. C'est pourquoi le parti a soutenu la réforme importante qu'est l'élection de l'Assemblée européenne au suffrage universel, car nous pensons que le jeu démocratique ouvre de nouvelles chances au socialisme et contribuera à la diffusion des thèses de notre parti. Mais à la condition d'affirmer clairement nos convictions lors de l'élection de juin prochain.

L'Europe dont nous voulons la construction n'a en effet rien à voir avec celle de Giscard. C'est l'Europe des travailleurs, elle doit donc traiter les problèmes de l'emploi, des droits sociaux, de la démocratie industrielle. Or ce combat progresse et se dessine sous nos yeux. On n'en veut pour preuve que l'existence et l'action de la C.E.S. (Confédération européenne des syndicats), qui regroupe toutes les organisations syndicales représentatives à l'échelon européen, à l'exception de la C.G.T. française, et doit s'élargir à celle-ci.

C'est pourquoi les socialistes français doivent rechercher, à travers un dialogue concret et réaliste avec les grands partis sociaux démocrates d'Europe du Nord, les convergences ponctuelles nécessaires à l'élaboration de revendications et de ligne d'actions communes. En effet, au-delà des divergences durables avec la social-démocratie sur l'analyse du capitalisme et la rupture avec ce dernier, les conditions d'une action commune existent, qui permettent de progresser dans la construction de l'Europe des travailleurs.

A ce propos, faut-il rappeler qu'il n'y a pas de construction européenne possible sans participation de la R.F.A. ? Le refus de principe de cette présence, camouflé ou non derrière les mots d'ordre chauvins dans le contexte d'aujourd'hui — « non à l'Europe allemande » — ne pourrait que renforcer les liens de la R.F.A. avec les Etats-Unis en rétrécissant encore par là la marge de notre indépendance nationale.

Mais le dialogue avec l'Europe du Nord sera d'autant mieux tenu que nous l'aurons équilibré au Sud. L'élargissement de la C.E.E. à la Grèce, au Portugal et à l'Espagne, qui pose indiscutablement des problèmes économiques difficiles, est, dès lors, un devoir politique conforme à la vocation internationale du socialisme. Au surplus, il est de notre intérêt de renforcer dans les institutions européennes le poids de l'Europe du Sud, car nous y trouverons des forces politiques nouvelles permettant de relancer le mouvement unitaire.

Nous devons, à n'en pas douter, reprendre le travail interrompu dans cette direction et, notamment, répondre favorablement à l'appel du P.C.I. pour une alliance des partis communistes, socialistes et sociaux-démocrates dans la prochaine Assemblée européenne.

Au-delà même, nous devons, vis-à-vis de pays en devenir, mais qui ont affirmé une volonté progressiste, faire avancer notre idée de contrats de « codéveloppement », c'est-à-dire une politique d'échanges équilibrés et

réiproques à moyen et long terme, qui permette à chacun des partenaires d'associer, durablement, les bases de son développement et de son indépendance nationale, notamment en matière d'approvisionnement énergétique et en matières premières.

#### IV. — Le parti de l'autogestion, comment ?

Rupture avec le capitalisme, projet de société autogestionnaire, relance de l'union de la gauche, constituent des ambitions qui réclament pour leur réalisation un puissant parti socialiste, organisé sur des bases démocratiques, ouvert vers l'extérieur, crédible quant à sa capacité de gouverner le pays.

Notre projet « Changer la vie », les quinze thèses sur l'autogestion, appellent par ailleurs un parti fortement décentralisé et présent de manière active sur tous les terrains de lutte.

La situation actuelle du P.S. est encore loin de répondre à ces exigences.

180 000 adhérents, c'est bien, mais c'est peu par rapport à la tâche à accomplir, aux sept millions d'électeurs qui font confiance au P.S., aux effectifs du P.C.F.

Nos modes d'organisation, de délibération, de prise de décision, dont la caractéristique est l'hypercentralisation, sont loin de correspondre aux exigences démocratiques d'un parti qui a fait de l'autogestion une de ses références fondamentales.

La question qui se pose est donc : que faut-il changer pour que le P.S. devienne une organisation politique de masse cohérente dans son fonctionnement avec son projet de société ?

Tout d'abord, une tentation à éviter : il ne s'agit pas de créer un parti autogéré, mais une organisation qui soit à la fois un instrument de combat contre la droite et porteur dans son organisation, dans ses rapports avec l'extérieur, comme dans son comportement interne, de la grande espérance socialiste concernant la démocratie.

Ensuite, il nous faut résoudre quelques questions que nous évoquerons rapidement en sachant qu'il peut y en avoir d'autres et que certaines de nos réponses mériteraient un plus grand développement.

1) Comment dépasser les formes démocratiques traditionnelles et les pratiques actuelles ?

Pour cela il nous faut :  
— Etablir la collégialité de toutes les directions et refuser le cumul de certaines responsabilités, notamment celle de premier secrétaire et celle de candidat à la présidence de la République.

— Créer un droit d'initiative des militants sous certaines conditions (de nombre, et originaires de plusieurs fédérations). A l'heure actuelle, seules sont discutées pour décision les textes originaires des instances de direction. C'est un droit qui doit être rééquilibré.

— Créer un contrôle de tout le parti sur les moyens matériels et financiers (il n'y a pas que les cotisations à contrôler). Une solution consisterait à développer les missions de commissions de contrôles financiers et à renforcer leur pouvoir.

— Organiser la séparation effective des instances « judiciaires » (commission des conflits) et politiques (direction).

— Assurer la liaison entre les élus et le parti autrement que sous la forme toujours inefficace d'un contrôle tatillon : définir de manière pratique et concrète la prééminence du parti dans les décisions qui engagent l'orientation de celui-ci.

— Renforcer les moyens des petites et moyennes fédérations et préciser leurs responsabilités au regard des sections.

— Créer des structures politiques régionales ayant un pouvoir de décision sur les questions qui sont de la compétence des assemblées régionales.

2) Comment définir les rapports entre l'extérieur et l'intérieur du parti ?

La thèse fondée sur l'idée que l'on débat à l'intérieur d'un parti et qu'ensuite la décision prise s'exprime à l'extérieur n'a plus de réalité.

Il convient d'organiser l'information interne en tenant compte de l'importance des médias même s'ils sont placés sous le contrôle du capitalisme. La logique du profit qui les anime y introduit aussi des contradictions, à nous d'en tirer parti et de faire en sorte que, au-delà des qualités personnelles qui peuvent jouer à leur niveau de la même manière qu'elles peuvent jouer au sein de nos instances, ne se crée pas un monopole d'accès comme ce fut trop souvent le cas.

3) Comment adapter la représentation proportionnelle prévue par les statuts ?

Il nous semble qu'il est nécessaire d'en améliorer l'application par des processus qui tiennent compte de toutes les réalités du parti (région, secteur d'intervention).

4) Comment amorcer la transformation des bases sociales des directions ?

Il nous faut favoriser la représentation dans les instances dirigeantes des ouvriers, des employés, des agriculteurs. La définition d'un statut du permanent politique, comme il nous a été proposé par certaines fédérations, doit nous permettre des progrès plus réels. Ce statut devra régler de manière précise la situation matérielle des intéressés, quelles que soient les circonstances politiques et leurs problèmes de formation.

5) Aujourd'hui, qu'est-ce qu'un parti de masse ?

Ce n'est plus seulement un parti important par ces effectifs, certes, ce critère reste une condition nécessaire que notre parti remplit encore mal.

Mais la possibilité de croissance est élevée, puisque ayant atteint 180 000 adhérents nous pouvons puiser dans un effectif d'électeurs de plusieurs millions. Une nouvelle croissance des effectifs s'impose et si l'objectif à atteindre est difficile à définir, disons qu'il serait nécessaire de parvenir au seuil des cinq cent mille.

Pour cela, nous avons besoin de fédérations dynamiques, dotées de moyens matériels et de permanents politiques, notamment là où les effectifs ne correspondent pas encore à la percée électorale du parti. Pourquoi ne pas affecter aux fédérations un certain nombre de postes d'assistants parlementaires ?

Les autres aspects d'un parti de masse concernent ses modes d'implantation, ses méthodes d'intervention et l'effort de militantisme de ses membres. Il nous faut des sections vivantes, intégrées non seulement dans le découpage électoral et dans le système de production, mais capables aussi de prendre en compte le mouvement social et associatif.

On pénètre dans une entreprise au nom d'une politique, mais aussi grâce à des hommes et à des femmes qui la connaissent de l'intérieur. On progresse parmi les jeunes et les femmes en tenant compte des réalités politiques, économiques et culturelles de ces secteurs, mais aussi par des jeunes et des femmes qui connaissent bien ces mêmes secteurs. De même on n'influence la vie associative qu'à condition de la connaître et d'en respecter l'autonomie.

Les conséquences qu'il convient de tirer des précédentes remarques sont :

— Un nécessaire renforcement des secteurs d'intervention du parti ;

— Une priorité à donner aux femmes dans les domaines du recrutement, de l'accès au militantisme, aux responsabilités de direction et aux fonctions électives.

— Créer une organisation autonome des jeunes socialistes, puissante et démocratique, comme l'ont demandé de nombreuses fédérations.

6) Un parti pour l'autogestion, qu'est-ce que c'est ?

C'est, nous semble-t-il, un parti qui conçoit son action générale comme devant permettre aux travailleurs d'être les agents de la transformation politique, sociale et culturelle.

C'est un parti capable par la confiance qu'il inspire et la capacité qu'il démontre de maîtriser la peur d'un changement qui empêche un mécontentement majoritaire de se traduire en une volonté majoritaire d'alternative politique.

Pour remplir ces conditions, il nous faudra du temps, raison de plus pour commencer tout de suite et pour en faire un des enjeux de notre prochain congrès.

# Texte d'orientation politique

## SIGNATAIRES

Les camarades des sections suivantes :

Saint-Victoret, Martigues,

le G.S.E. Naphtachimie et la S.E. du SNIAS  
et les camarades :

A. Daudet, Sauvageot, J. Pivasset, Moulissa,  
Sylvette Tardits, Raymond Gardiol, Chr. Dubonet,  
J.-P. Taroux, G. Cayla, E. Baldo, J. Cohen,

M. Bayat, G. Pivasset, B. Leprêtre, M. Noël,  
T. Noël, G. Orsoni, A. Arnould, R. Mathieu,  
G. Bermond, Ph. Foug, D. Vertura, T. Cerciello,  
A. Jamme, M. Tardits, M. Giovangigli, J. Bille-  
gas, P. Broelli, P. Lehalle, E. Lehalle, M. Pon-  
cet-Ramade, R. Pélissier, H. Vitrice, J. Matary,  
M. Duboe, J. Champaud, M.-J. Viterce, Savary,  
M. Tricon, Hétiz, Petiot, Dudognon, F. Saiz,  
M. Gui Gui, S. Gui Gui, J.-C. Blanc, R. Pirisi,  
A. Hostachy, V. Buroni.

Les signataires du texte déclarent, en préalable qu'il n'existe pas, en France, de fatalité à l'échec de la gauche. Il n'est pas douteux que la volonté de division et d'échec des dirigeants communistes est à l'origine des résultats de mars 1978, mais cette attitude du P.C. ne doit pas masquer notre part de responsabilité.

Le projet socialiste ne peut être ni un catalogue de promesses autorisant toutes les démagogues ni une simple référence à des objectifs purement théoriques. Le parti doit débattre, en priorité, d'un véritable projet socialiste, ébauché à partir d'une analyse politique et économique rigoureuse, qui assure fermement nos actions à terme prévisible.

La transformation de la société doit reposer sur le rassemblement des forces populaires. Il s'agit bien là de la perspective de reconstruction de l'union. Seule cette union permettra à la gauche d'accéder au pouvoir.

Mais si l'on veut gouverner durablement, il faut conserver la confiance des forces populaires, ce qui implique de ne sous-estimer ni la capacité de résistance de l'adversaire au pouvoir, ni les contradictions

qui existent dans la population entre une volonté de changement et un besoin de sécurité légitime. La prise en compte de ces résistances exige de notre part un effort d'explication, avec un langage nouveau adapté aux contraintes et aux situations nouvelles.

a) Le front de classe est un des fondements de notre analyse politique. Ainsi, il s'agit, pour nous, de participer dès aujourd'hui à tous les combats du quotidien et à toutes les nouvelles formes d'expérimentations sociales, en liaison avec les syndicats et les groupes sociaux.

b) L'autogestion est l'axe essentiel de la transformation de la société. Elle doit devenir une pratique de diffusion de la responsabilité dans le milieu du travail et du cadre de vie, et d'expérimentation de nouveaux rapports sociaux. Dès aujourd'hui, par la richesse de ses implantations dans les collectivités locales, les associations, les coopératives, le P.S. bénéficie d'un instrument privilégié de mise en œuvre de ces nouvelles pratiques. S'il est illusoire de penser que le parti peut être la préfiguration

de la société à construire, il doit, dans son fonctionnement interne s'inscrire dès aujourd'hui dans la pratique de l'autogestion.

c) L'union de la gauche reste l'axe fondamental de notre stratégie, mais elle ne saurait se limiter à une confrontation entre les états-majors du P.S. et du P.C. Elle doit déboucher à terme sur un accord politique entre les partis. Elle doit être préparée par une concertation avec l'ensemble des forces qui se réclament de la gauche : partis, syndicats, mouvements ou associations.

De ces considérations, il découle une évidence politique et économique :

1° Le passage du capitalisme au socialisme ne sera pas assuré par la seule obtention d'une victoire électorale. La volonté politique de transformer les mécanismes économiques ne suffit pas pour assurer sa réussite. C'est la maîtrise des mécanismes économiques et le soutien populaire qui assureront l'irréversibilité de la transformation de la société.

2° La rupture avec le capitalisme se fera selon un processus de ruptures successives dont les nationalisations sont une condition importante. La gauche, en France, n'utilisera jamais des moyens totalitaires pour assurer la transformation socialiste. Si la planification démocratique est absolument nécessaire, le P.S. ne peut, toutefois, négliger les contraintes internationales ni celles du marché intérieur, ni le besoin de sécurité des Français.

Aussi, les militants sont convaincus que le projet socialiste, cohérent et réaliste, doit être élaboré et présenté aux Français dans les meilleurs délais. Il nous faut donc un parti socialiste capable de conduire une transition et de construire le socialisme autogestionnaire en rupture avec le capitalisme, où la liberté de créer ne sera pas synonyme de liberté d'exploiter et de dominer.

La démocratie dans le parti est un problème essentiel. L'adoption du nouveau règlement intérieur national constitue un progrès certain sur le plan théorique, mais la pratique démocratique et autogestionnaire reste à mettre en œuvre.

Ecrire : André Daudet, mairie de Saint-Victoret, 13700.

# TEXTES DÉPOSÉS PAR DES RESPONSABLES DE SECTIONS ET DES MILITANTS

## Lutter pour imposer le contrôle des travailleurs dès 1979

Christian-Alain Torchet (Paris, 16<sup>e</sup> section),  
Lucien Liou (section de Yaucresson) et Georges  
Gabon (Paris, 9<sup>e</sup> section) (membre de Socia-

lisme et Entreprise), proposent la contribution  
suivante aux débats du P.S. :

Des millions de femmes et des millions d'hommes travaillent en entreprise. Aujourd'hui, qu'en est-il de l'entreprise industrielle et commerciale en 1979 ?

Les fondements juridiques de l'entreprise industrielle reposent sur l'hypertrophie du droit de propriété, affirmé comme souverain par le code Napoléon. Cette position a été confortée par la législation du dix-neuvième siècle des sociétés de capitaux, à peine modernisée sous la V<sup>e</sup> République.

Le capital est tout-puissant en France, dans les entreprises, aussi bien pour l'appropriation de la plus-value engendrée par l'action des travailleurs et des travailleuses, que pour l'exercice du pouvoir de direction sans contrôle.

Le tissu industriel français comporte un vaste secteur de petites et moyennes entreprises (P.M.E.), étroitement dépendantes de « propriétaires », et un nombre restreint de grandes entreprises, dont certaines sont multinationales et dont le capital est souvent très réparti dans le public, ce qui laisse aux banques, avec des participations de quelques pour cent, l'exercice du droit de propriété de fait et donc l'exercice du pouvoir.

Notons que sous la V<sup>e</sup> République de nombreuses entreprises de toutes tailles ont été vendues à des groupes étrangers : américains, allemands ou anglais par exemple, soit parce qu'elles ont tangenté la faillite, pour la plupart, du fait d'une mauvaise gestion, soit que les propriétaires aient voulu récupérer l'investissement financier des familles pour spéculer dans l'immobilier ou transférer leur patrimoine dans un paradis fiscal. Cette situation ne manquera pas de poser des problèmes aux planificateurs socialistes qui devront, dans beaucoup de cas, négocier avec des centres de décision situés outre-Atlantique ou leur imposer la loi dans toute sa rigueur. Signalons que ces pertes de pouvoir de décision se sont produites principalement dans les secteurs stratégiques de l'économie et de la société. Après le lamentable échec de la Bull, absorbée par General Electric en 1964, le président de la République (qui était aux finances en 1964) a fait conclure les pauvres accords C.I.L. - Honeywell-Bull en 1975, qui laissent innovation et puissance à Honeywell-U.S.A. au détriment des travailleurs français.

L'industrie pharmaceutique, depuis la livraison de Roussel Uclaf au groupe allemand Hoechst, est contrôlée à plus de 50 % par des intérêts étrangers. Ainsi les extraordinaires ponctions des médicaments sur le budget de la Sécurité sociale profitent principalement à des centres de pouvoir étrangers qui répartissent le pactole où ils veulent. De même, nombre de branches de l'industrie agro-alimentaire sont contrôlées à plus de 50 % par des intérêts étrangers, ce qui n'a pas manqué de nuire aux objectifs nationaux. La France devrait avoir une grande puissance dans l'industrie agro-alimentaire et pourrait exporter dans le monde entier des produits finis et non les produits bruts de son agriculture. Ce n'est pas la stratégie du groupe suisse Nestlé, par exemple, très important en France, qui est implanté dans plus de quatre-vingts pays et ne cherche nullement à exporter

à partir de la France et se contente de profiter à plein d'une rente de situation. Restons-en là, car la liste est vraiment trop longue.

Quoi qu'il en soit, que le capital soit national ou multinational, la loi de l'argent s'exerce sans partage dans les entreprises françaises, les possédants et leurs mandataires s'accrochent au pouvoir comme la loi capitaliste les y autorise.

Les grandes entreprises, contrôlées par les féaux et féodaux des banques et de la technocratie, ignorent toute démocratie. Les P.M.E. sont aliénées à leurs « propriétaires ».

De fait, le pouvoir de direction est exercé par de très petites oligarchies, sans contrôle, qui, de plus, s'approprient le principal de la richesse engendrée par le travail de toutes et de tous. Pour exercer son pouvoir, le patronat organise des hiérarchies contraignantes, souvent même mutilantes, elles-mêmes étayées sur un haut encadrement entièrement à la solde du patron, sans le moindre esprit critique. Ce haut encadrement participe d'une manière non négligeable au partage du festin des dirigeants, et ses règles de nomination ne sont pas toujours la compétence.

Face aux féodaux surpayés et surestimés, la grande masse des travailleurs, à qui on ne reconnaît pas le droit à la responsabilité, perçoivent, de surcroît, des rémunérations indignes de leur travail. La très grande majorité des personnels est ainsi amenée, dans les grandes villes, où la volonté du pouvoir les a entassés, à se loger dans de lointaines banlieues de villes-dortoirs, ce qui les conduit à subir quotidiennement des déplacements de deux ou trois heures (voire plus) qui s'ajoutent à la pénibilité du travail en entreprise.

Les travailleuses et les travailleurs sont en fait victimes de deux lois :

- Celle de l'exploitation intensive de leur force de travail, exploitation qui peut conduire jusqu'à la mort (accidents du travail) ;
- Celle du développement des inégalités.

Dans le vaste ensemble des travailleurs, les femmes sont spécialement surexploitées. Victimes du maximum d'inégalités, elles perçoivent souvent, à travail égal, des salaires inférieurs de 30 à 40 % à celui des hommes.

D'autre part, les patrons capitalistes ne reconnaissent que rarement aux femmes le droit aux responsabilités, et l'un des objectifs de la hiérarchie consiste bien à les cantonner dans des tâches mineures et sans avenir.

Encore plus exploités que les femmes, les immigrés subissent des conditions de vie et de travail parfaitement inhumaines, alors que l'économie française ne pourrait pas tourner sans les travailleurs immigrés.

De tout ceci il résulte que l'entreprise est, par la volonté de ses dirigeants, un lieu privilégié du développement du sexisme et du racisme.

Face à toutes ces tares, les socialistes doivent se mobiliser.

La perspective autogestionnaire est la réponse moderne du socialisme à la désespérance de sociétés dominées par le carcan capitaliste. Mais comme l'autogestion postule une longue approche faite de nombreuses expérimentations et de mises au point déli-

cates, elle implique la formation des individus et l'évolution des mentalités.

Déjà en œuvre en tant que concept directeur dans de nombreuses circonstances et déjà revendiquée par des secteurs d'opinion politique inattendus, l'autogestion fait même l'objet de tentatives de récupération de la part de milieux les plus conservateurs, ce qui constitue le gage le plus certain que l'autogestion est reconquise comme porteuse d'avenir.

Elle ne pourra toutefois s'épanouir réellement que sous l'impulsion et la protection d'un gouvernement socialiste.

Or, en 1979, travailleuses et travailleurs ne peuvent attendre. Il faut agir pour modifier, dès maintenant, une situation insoutenable.

Chaque année, on constate qu'il y a dans l'industrie, en moyenne, un million et demi d'accidents du travail et trois mille morts. Cette effroyable hémorragie est due, pour l'essentiel, aux conditions de travail imposées par le capitalisme. Sans plus attendre, il y a là un domaine où les travailleurs et leurs organisations doivent se mobiliser, toutes affaires cessantes, pour briser la logique capitaliste.

A cette fin, le parti socialiste propose à tous les syndicats ouvriers l'ouverture d'une négociation immédiate sur la définition d'une plate-forme commune de lutte pour les conditions de travail à imposer au patronat. Pour participer à l'établissement de cette plate-forme commune des partis de gauche et des syndicats ouvriers, le P.S. fait les propositions suivantes :

1) Création dans l'entreprise d'un comité de sécurité et des conditions de travail comportant, pour les deux tiers, des travailleurs élus. Ce comité reçoit un budget ne pouvant pas être inférieur à 1 % de la masse salariale, ce qui lui permet de financer ses études, son action et ses experts. Ce comité remplace l'ancien comité d'hygiène et sécurité à dominante patronale et joue le rôle d'une commission spécialisée du comité d'entreprise. Il a compétence dans tous les domaines de la sécurité et des conditions de travail, telles qu'elles vont être exposées ci-dessous. Ce comité, sur proposition des travailleurs, peut décider d'arrêter le travail en cas de danger immédiat.

2) Les travailleurs sont coresponsables des cadences, des postes et de la charge de travail. Ils négocient ces éléments avec la direction de l'établissement et, si celle-ci se dérobe, ils en appellent à l'arbitrage de l'inspecteur du travail, qui doit alors imposer la négociation. Le comité de la sécurité et des conditions de travail assiste les travailleurs, avec un expert, dans le développement de la négociation.

3) Annuellement, le chef d'entreprise doit soumettre aux comités d'entreprise et comité de sécurité des conditions de travail le plan d'investissement matériel qu'il projette. Ces comités en réfèrent aux travailleurs et, avec leur concours, émettent toute contre-proposition qu'ils estiment nécessaire. En cas de refus de négociation de la part du chef d'entreprise, l'inspecteur du travail est saisi.

4) Pour les nuisances, bruit, pollution atmosphérique, lumière, chaleur, froid, humidité, trépidation, etc., il est défini, en liaison avec le comité de sécurité et des conditions de travail, sous le contrôle des travailleurs, des seuils limites à ne pas dépasser. Si ces seuils d'alerte ne sont pas tenus, il y a limitation progressive de la durée du travail. A long terme, le comité de sécurité et des conditions de travail peut, aidé de ses experts, proposer des solutions en cas de carence de la direction.

Tous les contrôles nécessaires seront exécutés par le médecin du travail, qui devrait, à terme, devenir le salarié du comité d'entreprise ou être, au moins, agréé par lui.

5) Les travailleurs postés ne peuvent travailler de cette manière pendant plus de dix ans. Au terme de cette période, il leur est offert une reconversion obligatoire sans perte de salaire.

6) Dès que les travailleurs prendront une responsabilité dans l'organisation du travail,

les tâches parcellisées seront réduites et, pour les aider, des crédits formation seront en priorité affectés aux travailleurs les plus touchés par la parcellisation des tâches et aux accidentés du travail.

7) Pour assurer la réinsertion des travailleurs handicapés, les entreprises qui se sont avérées les plus meurtrières seront astreintes à les embaucher en priorité et selon les quotas.

8) Toutes les normes nécessaires à l'application de ces principes seront prévues afin que les travailleuses et travailleurs puissent exercer leurs droits pendant les heures de travail.

8) Le comité de sécurité et des conditions de travail disposera d'un temps réglementaire d'information mensuel pour rendre compte aux travailleurs de l'exercice de sa mission ;

ce temps est pris sur la durée normale du travail.

A partir de ces propositions, le P.S. demande aux partis de gauche et aux syndicats ouvriers d'élaborer une plate-forme commune qui doit être imposée au patronat sans plus attendre.

Notons, pour finir, que cette approche défensive contre les actions du patriarcat capitaliste ne doit pas faire oublier le grand drame de l'heure, c'est-à-dire le chômage. Les fermetures d'usines et les licenciements ravagent les régions. Une réplique originale à cette catastrophe nationale doit être trouvée dans les plus brefs délais par les partis de gauche et les syndicats ouvriers qui doivent imposer une contre-proposition salvatrice à un pouvoir immoral, inconscient et incompétent.

discriminations dont sont l'objet les travailleurs les plus démunis, abandonnent en fait la lutte des classes et s'interdisent de combattre le capitalisme avec quelque efficacité.

2) Une stratégie électorale insuffisante.

Nous avons perdu les élections en mars 1978.

Il est un peu court de dire : « Nous avons perdu à cause de la désunion de la gauche » ; regardons aussi le vote des femmes. Si les femmes avaient eu le droit de vote en 1936, le Front populaire n'aurait sans doute pas gagné les élections. Si les femmes n'avaient pas obtenu ce droit en 1945, François Mitterrand aurait été élu président de la République en 1965, puisqu'au second tour, contre de Gaulle, il a recueilli 52 % des suffrages masculins. Comment la gauche ne s'est-elle jamais interrogée sur la façon dont votent les femmes, alors que les femmes représentent plus de 52 % du corps électoral ? Cinquante-deux pour cent, cela signifie que ce ne sont pas les hommes qui font le pouvoir mais les femmes, par leurs voix. Tout parti qui prétend au pouvoir doit d'abord s'interroger sur le vote des femmes et savoir que la société patriarcale maintient les femmes dans un état d'isolement et de sous-développement culturel qui les rend plus perméables à l'idéologie dominante conservatrice.

Cet enjeu, la droite le connaît, la gauche le méconnaît. Il existe une pensée de droite sur la femme qui lui donne une place, la famille, où elle est valorisée et sécurisée.

Il n'existe pas de pensée de gauche sur les femmes parce que les partis du mouvement ouvrier bornent leur analyse de la société à la seule division en classes telles qu'elles se définissent dans la production ; et la conception marxiste de la production n'intègre pas la reproduction, et ce qu'elle considère comme ses accessoires : les travaux ménagers et les soins aux enfants et aux parents âgés.

Dès lors, la gauche ne peut pas s'adresser aux femmes : à celles qui sont la production, on parle comme à des travailleurs (au mieux on dit : les travailleurs et les travailleuses) ; à celles qui ne travaillent pas hors de chez elles, que propose-t-on qui puisse « changer la vie » ?

La gauche n'a jamais pensé la place des femmes dans la société.

## Des femmes ont décidé de s'exprimer

### LISTE DES SIGNATURES DE LA CONTRIBUTION CI-JOINTE

(Premières signataires)

Fédération des Hauts-de-Seine). — M.-Claire Abiker, M.-C. Aubard, Céline Bernard, Lucienne Buton, Odette Brun, Sylvianne D'Antoni, Sylvianne Falchetto, Francine Godard, Francine Joffroy, R. Grandazzi, Patrick Imhaus, Martine Jeannin, Odile Krakovich, Elizabeth Lanoé, Edith Lhuillier, Christianne Passeron, Françoise Régnier, Claude Rejon, Sat Sabater, Lucette Sirkis, Annie Snerb, Régine Saint-Criq, Francine Toma, Nicole Taupin (secrétaires fédér.).

Fédération de la Seine-Saint-Denis. — Carmen Cabada, Catherine Imbernon.

Fédération de Paris. — Josiane Buhot, Elie Clothilde, Claude Gex, Elisa Gonzalez, Jeanne Grimaud, Anne Le Gall, Marie-Madeleine Rondeleux.

Fédération des Yvelines. — Françoise Barouh, Françoise Burgess, Danièle Colombo.

Fédération du Val-d'Oise). — Colette Grill, Raymond Barrière, Françoise Grux, M. Grux, Solange Maurice, M.-C. Ripert, Simone Vidal, Jean Vidal.

Fédération de l'Aude. — J.-P. Sacaze.

Fédération de l'Isère. — Alain Jousselin, Denise Jousselin.

Des femmes du P.S. ont décidé de s'exprimer en propre lors du congrès de Metz, parce qu'elles sentent l'urgence de dire à leurs camarades du parti : votre analyse politique est incomplète, elle débouche donc sur une stratégie inadaptée qui mène à l'échec.

En effet :

— pour combattre le capitalisme, il faut le comprendre et savoir qu'il utilise aussi l'oppression sociale des femmes pour accroître son pouvoir et freiner la lutte des classes ;

— le mouvement ouvrier ne pourra donc vaincre que s'il mobilise les femmes en intégrant leurs luttes à sa stratégie ;

— nous voudrions démontrer ici que tout projet politique qui ne retient pas comme prioritaire la lutte contre l'oppression des femmes ne peut prétendre être un projet politique global.

C'est pourquoi nous estimons nécessaire de présenter ce texte qui servira de base à une motion politique générale pour le congrès de Metz.

### I. — Comprendre le capitalisme pour le combattre efficacement

#### 1) Une stratégie sociale bloquée.

Le monde du travail est le lieu de la lutte des classes. Or les femmes n'y participent que peu, bien qu'elles soient 38 % de la population active. Seraient-elles les plus privilégiées dans le monde du travail ? Tous les chiffres nous montrent le contraire. Les femmes constituent 50 % de la classe ouvrière au sens strict, 73 % des smicards, 54 % des chômeurs, 65 % des demandeurs d'emploi de moins de 25 ans.

Le mouvement ouvrier qui a construit toute sa stratégie sur la lutte des classes doit alors s'interroger : comment expliquer qu'une catégorie sociale qui constitue la moitié de la classe ouvrière, et la moitié la plus exploitée, ne participe pas massivement aux luttes syndicales et politiques contre le capitalisme ?

Nous, femmes, pouvons fournir la réponse : c'est parce que le mouvement ouvrier a conçu la lutte des classes à partir des seuls rapports d'exploitation que les hommes exercent entre eux. Il n'a jamais intégré à son analyse

l'oppression spécifique des femmes dans la société.

Par là, il s'est interdit de comprendre que les femmes, habituées à leur condition de subordonnées dans la famille et la société, ne pouvaient trouver anormale leur condition inférieure dans le monde du travail. Il s'est interdit de comprendre que les femmes, accablées par la double journée de travail et les préoccupations familiales, n'avaient plus la disponibilité nécessaire aux luttes sociales.

De plus, on a laissé s'ancrer l'idée chez les travailleurs et les travailleuses que le salaire de la femme était un salaire d'appoint. Et, ce faisant, les hommes ont laissé les femmes hors de la lutte des classes, devenant inconsciemment complices de l'exploitation capitaliste. Ils n'ont pu alors faire progresser leur propre lutte, puisqu'ils se sont privés du concours de la moitié de la classe ouvrière.

Il est temps de comprendre que le capitalisme est une stratégie sociale et non pas seulement un système économique. La gauche a toujours considéré que c'était l'exploitation économique qui entraînait l'inégalité sociale et culturelle ; et, sur ce thème, elle a raté son analyse. Si l'on ne comprend pas que c'est l'inégalité des statuts sociaux qui permet l'exploitation, on ne peut comprendre pourquoi les femmes et les immigrés sont les plus exploités parmi les travailleurs. On est allé chercher les immigrés parce qu'on avait besoin de main-d'œuvre à sur-exploiter et que le racisme permettait qu'on le fasse sans trop de difficultés. On utilise de plus en plus la main-d'œuvre féminine parce que le sexisme permet qu'on la disqualifie et la sous-payé. La stratégie sociale du capitalisme peut s'effectuer aujourd'hui parce qu'il n'y a pas de combat contre la discrimination sexiste et la discrimination raciste. Elle pourra se développer demain, pour tenter de sortir le système de sa crise, en diminuant le nombre des travailleurs protégés par des conventions collectives de travail, et en augmentant le nombre des travailleurs périphériques, non protégés (ceux du travail intérimaire, du travail à temps partiel, des petites et moyennes entreprises de sous-traitance), et qui sont en majorité des travailleuses.

Ceux qui, aujourd'hui, ne désignent pas comme lutte prioritaire la lutte contre les

### II. — Adapter son programme à sa stratégie

#### 1) Définir ses priorités.

Certes, le parti a voté le *Manifeste des droits des femmes* à la convention de février 1978, et se penche actuellement sur le rôle des luttes dites périphériques. Mais on ne peut se contenter de reconnaître en théorie le rôle politique de ces luttes ; il ne suffit pas d'ajouter de nouveaux chapitres à son programme, il faut en définir clairement les priorités.

Or si notre analyse est juste, à savoir que le mouvement ouvrier a été et reste bloqué dans son avancée parce que les femmes, même les plus exploitées, participent peu aux luttes sociales, ne votent pas massivement pour la gauche, la lutte contre l'oppression des femmes doit devenir une lutte prioritaire.

Parce que les partis de gauche, comme les syndicats, sont restés trop longtemps presque exclusivement dirigés par des hommes, on y pense encore que les prises de conscience se font à partir de l'exploitation économique. C'est vrai pour les hommes. Cela ne l'est pas pour les femmes. Pour les femmes, pourtant surexploitées économiquement, cette prise de conscience se fait le plus souvent à partir de l'oppression qu'elles subissent en tant que femmes.

Le mouvement des femmes est pratiquement seul aujourd'hui à se battre sur ce front. Si les partis de gauche ne l'y rejoignent pas, ce mouvement pourrait bien être l'agent de la prise de conscience des femmes. Mais cette prise de conscience se ferait alors aux dépens des institutions du mouvement ouvrier, que beaucoup de féministes déjà remettent en cause. Les syndicats le savent bien, qui ont échoué là où les groupes d'entreprise réussissent à mobiliser les travailleuses sur le thème de la solidarité féminine face à l'oppression.

Si nous ne prenons pas ce virage, nous exposons, à long terme, la classe ouvrière à se diviser sur ce problème.

#### 2) Définir sa stratégie.

Pour changer le rapport des forces politiques en France, notre parti a nettement

défini, depuis Epinay, sa stratégie : celle de l'union de la gauche ancrée sur l'union P.C.-P.S. Si l'union est en crise, elle demeure notre stratégie.

Notre problème est donc aujourd'hui de la reconstruire solide : ce qui suppose qu'elle soit plus qu'un simple accord entre les directions d'appareil et qu'elle intègre toutes les forces vives du pays qui luttent pour le changement : partis, syndicats, associations, mouvements, et notamment le mouvement des femmes qui devra participer activement à l'élaboration du projet d'une nouvelle société.

### 3) *Elaborer un programme adapté à sa stratégie.*

a) *Rupture ou ruptures ?* — Notre objectif d'un socialisme autogestionnaire et non centralisateur veut que les changements qui feront la rupture avec le capitalisme dépassent le seul domaine de la propriété des moyens de production (nationalisations) et concernent aussi les formes d'organisation et de pouvoir (rupture avec les modèles hiérarchiques et autoritaires de la société capitaliste). L'inégalité de pouvoirs la plus répandue dans la société est celle des femmes par rapport aux hommes. La rupture avec le capitalisme passe donc par la rupture avec le patriarcat qui fonde l'exploitation et diffuse dans le tissu social les modèles hiérarchiques et autoritaires.

b) *Programme mobilisateur pour faire reculer les contraintes.* — Si le P.S. veut être le guide et l'agent des forces de changement, il doit proposer au pays un programme tout à la fois mobilisateur et crédible.

— *Mobilisateur* : parce qu'il propose des mesures qui changent vraiment la vie des femmes comme des hommes, notamment :

- la lutte contre la surexploitation qui passe par une forte hausse du SMIC, le resserrement de l'éventail hiérarchique des salaires et une redistribution des revenus ;

- la reconnaissance d'un véritable droit au travail pour tous (femmes et chômeurs...) qui passe par la redistribution du travail ;

- le droit de « vivre au pays » qui passe par une politique d'aménagement du territoire, liée à un autre type de croissance ;

- la non-disqualification dans le travail, qui intéresse non seulement les femmes, mais aussi les jeunes, et qui passe par une remise en cause de l'organisation du travail ;

- une large diffusion des thèmes et des propositions contenus dans le Manifeste des droits des femmes.

— Un parti ne peut être *crédible* comme parti de gouvernement que s'il propose un programme qui tienne compte des contraintes, et notamment des contraintes économiques nationales et internationales. Le changement social ne se décrète pas. On ne peut mettre en œuvre que les changements qu'une société désire, ou tout au moins accepte.

Si donc nous voulons faire reculer ces contraintes sur lesquelles bute le changement, il faut, dès maintenant, instaurer un vrai débat de société qui ne soit ni freiné ni masqué : il faut poser clairement le problème de la redistribution des revenus, y compris parmi les salariés, et de la redistribution des fortunes, de la culture, du pouvoir.

Il faut poser clairement le problème de la consommation et des besoins si l'on veut faire reculer les contraintes économiques que nous impose la division capitaliste internationale du travail ; la libre entreprise, c'est la liberté d'exploiter les travailleurs, mais c'est aussi « la liberté d'exciter le besoin et après de le satisfaire et d'en tirer des profits ».

Il faut aussi situer nos choix politiques dans le cadre d'un véritable internationalisme :

- œuvrer dans l'Europe pour un contre-pouvoir des travailleurs et des travailleuses face aux sociétés multinationales ;

- prendre en compte les intérêts des émigrés et du tiers-monde dans les choix retenus sur : la croissance, la démographie, nos échanges commerciaux (y compris nos ventes d'armes).

Les femmes seraient partie prenante d'un tel programme si seulement on savait s'adresser à elles aussi.

## III. — Le Parti

La répartition inégalitaire du pouvoir dans la société se retrouve à l'intérieur des institutions du mouvement ouvrier et bloque son avancée. Peu représentatif et insuffisamment démocratique, le parti nous paraît inadapte à conduire la politique que nous venons de définir.

— Il a 7 millions d'électeurs mais moins de 200 000 adhérents, et qui ne représentent

pas du tout l'éventail de la population, en particulier les femmes et les ouvriers.

— Il n'a pas analysé sérieusement toutes les formes d'oppression sociales ou culturelles, mais seulement l'oppression économique et, de ce fait, il a exclu d'importantes masses de populations.

— Il emploie un mode de pensée technocratique et, de plus, strictement masculin, d'où un langage inaccessible à la grande masse même de ses militants.

— Il prône l'autogestion à terme, mais refuse dans son comportement interne ce qui pourrait y conduire : l'accès aux responsabilités des femmes et des ouvriers, la rotation des tâches, les décisions et le travail collectifs, de nouveaux rapports de pouvoir.

— Plus grave même, il reproduit l'institution politique calquée sur celle de l'Etat : technocratie, organisation hiérarchisée, absence d'initiative à la base, décisions « préparées » au sommet et acquises par une fausse pratique démocratique, carriérisme politique, personnalisation excessive, etc.

Pour toutes ces raisons, le P.S. exclut de fait les femmes, les ouvriers, les jeunes, les immigrés... mais ne cesse de parler en leur nom. Or un parti d'hommes et de cadres ne peut prétendre représenter la réalité sociale du pays.

C'est pourquoi nous disons très fermement : il n'y aura pas de victoire possible au socialisme par la voie démocratique en France :

- Si le parti ne devient pas représentatif de tous ceux qui subissent des oppressions économiques et socio-culturelles, et

- Si le parti ne devient pas le lieu privilégié où se forge l'autogestion.

Ce sont les deux conditions indispensables à notre crédibilité. Pour cela, il est urgent :

- 1) de participer à toutes les formes de lutte contre toutes les formes d'oppression et de leur reconnaître une dimension politique.

Par là, nous serons à même de connaître le tissu social, son évolution, et de nourrir notre réflexion et notre projet de société.

Le parti doit être le relais de toutes les luttes et les faire avancer, dans la cohérence d'un socialisme autogestionnaire.

Priorité à l'action dans les syndicats, les luttes de femmes, de jeunes, les luttes pour le cadre de vie, contre le racisme, pour les cultures régionalistes, la vie des collectivités locales, des associations de consommateurs, etc. C'est le rôle des militants et des militantes, mais il y faut une volonté politique du parti de soutenir ces luttes, de donner des moyens matériels, de ne pas faire vivre les militants en vase clos, sur les problèmes propres à la vie du parti ;

- 2) de changer les rapports de pouvoir dans le parti, la convention sur le règlement intérieur de novembre n'ayant pas été au bout des problèmes ;

- exiger et se donner les moyens matériels pour une représentation équitable de toutes les catégories socio-professionnelles à tous les échelons ; reconnaître l'importance des catégories les plus exploitées et leur donner la parole ; les former, mais aussi les écouter ; prendre en charge le reclassement de ceux qui sont amenés à occuper temporairement les postes de responsabilité.

- exiger non seulement le non-cumul des mandats, mais aussi la rotation des responsabilités partout dans le parti et dans les fonctions électives, seul moyen actuel de promouvoir de nouvelles couches sociales à la place qui est la leur ;

- supprimer la notion de « carrière » ou de « promotion personnelle » et la remplacer par la notion que la prise de responsabilité doit être assumée par le plus possible de militants à tour de rôle ;

- introduire la notion d'« équipe » à tous les niveaux, ce qui évite la personnalisation et la confiscation du pouvoir ;

- donner le droit d'initiative à la base dans l'expression à l'intérieur du parti ;

- contrôler les grosses sections et fédérations : droit de regard des petits sections, réunions communes, votes non monolithiques, contrôle financier, interdiction de vote aux militants-fantômes ;

- décisions dans le parti selon des options au niveau militant et non pas des synthèses marchandées au plus haut niveau et des textes unifiés qui aboutissent à des référendums ;

- remise en cause du fonctionnement actuel des courants comme structures de pouvoir aboutissant à des situations de blocage ou de fausse unanimité, à de faux débats masquant les vrais problèmes politiques.

Toutes ces conditions sont absolument nécessaires pour faire du P.S. un instrument de transformation de la société.

## Conclusion

Comme mouvement de masse se développant dans un grand nombre de pays, le mouvement des femmes est récent. Devant l'avancée qu'il a faite depuis cinq ans, certains pensent que l'émergence des femmes dans la vie sociale sera le grand problème des années à venir.

Nous savons que nous mettrons peut-être des années à faire pénétrer nos idées dans les partis ouvriers. Mais nous savons aussi que les travailleurs comprendront un jour que séparer, en théorie et en pratique, la lutte des classes et la lutte des femmes, c'est en fait s'enlever les moyens de vaincre.

# Section d'Osny

Dans la situation économique mondiale actuelle, le tiers-monde occupe à l'égard des nations industrialisées une situation comparable à celle de la classe ouvrière au dix-neuvième siècle vis-à-vis de la bourgeoisie. Les centaines de millions d'habitants des pays d'Asie, d'Amérique latine et d'Afrique vivent dans une indigence effroyable. Et de même que la bourgeoisie du dix-neuvième siècle trouvait de bonnes raisons de différer les réformes sociales, les pays riches, par égoïsme national, écartent l'idée même de mesures humanitaires.

La gauche n'a pas, sur ce point, meilleure conscience que la droite. La crainte de heurter son électoralat paralyse sa réflexion et son action.

Et, cependant, les tensions ne sont plus évitables entre les nations les plus peuplées, qui sont aussi les plus pauvres, et les nations les moins peuplées et les plus riches. D'année en année, l'écart des ressources s'accroît, il faudra choisir entre la guerre et le partage des ressources.

C'est l'effort primordial de la génération montante que de commencer à résoudre un problème qui n'a pas su mobiliser la gauche

depuis vingt ans (voir le Programme commun...).

Or là réside peut-être la solution à certains de nos maux, le chômage par exemple. L'accroissement notable de l'aide aux pays pauvres entraînerait dans les pays industrialisés un nombre considérable d'emplois. L'augmentation du pouvoir d'achat du tiers-monde provoquerait la relance de l'industrie du monde industriel et la résorption des excédents agricoles.

Vouloir à tout prix suivre les U.S.A. dans la course insensée à la surconsommation et au gaspillage est immoral. Il faudra accepter le principe de la réduction de la croissance industrielle sur notre territoire.

Aurons-nous le courage au parti socialiste de proposer une réduction globale du train de vie au profit du tiers-monde, pourvu que dans notre pays s'établisse une répartition plus équitable des ressources.

Une idée aussi généreuse mobiliserait la jeunesse, lasse de nos propositions sans envergure. Elle rejoindrait cet autre grand principe de la gauche si oublié de nos jours qu'est l'internationalisme.

# Pour le développement de la ligne d'Épinay dans un projet de société en forme de nouvelle déclaration des droits de l'homme

Pierre Bercis (Parthenay - 79).

## Renouveler l'union de la gauche

Notre parti doit sa résurrection au choix d'une ligne politique juste, à Épinay, en 1971. C'est la raison pour laquelle il importe, avant tout, de *maintenir cette ligne contre toute déviation* suscitée par un non-succès électoral, en mars 1978, qui ne nous est pas imputable. Toutefois, cette constance dans une orientation ayant fait ses preuves ne doit pas conduire le parti à un immobilisme béat, mortel pour lui, mais à un *approfondissement logique*, après sept années d'homogénéisation progressive. Voilà pourquoi nous demandons au parti d'adopter, dans les meilleurs délais, un *projet de société socialiste*, qui corresponde à la fois à son degré d'unification croissante et au vœu de la majorité du peuple français, plutôt que de revenir sur nos pas, pour imposer au P.C.F. une ligne sociale-démocrate (après nous être appuyés sur lui). Une telle attitude serait, de notre part, opportuniste, donc inacceptable politiquement.

## Question de méthode

Outre les excès anti-socialistes du P.C.F., ce qui a nui à l'union de la gauche, en effet, c'est de ne pas avoir clairement défini un préalable pour elle-même, et aux yeux des Français, son projet de société ; *de ne pas avoir décrit le socialisme qu'elle voulait construire*.

Pour cette raison d'ailleurs, des difficultés sont apparues lors de la renégociation du programme commun, vu son ambiguïté au sujet du type de société (capitalisme d'État ou autogestion) sur lequel il déboucherait plus tard selon les uns ou selon les autres.

Quant aux Français, ils n'ont pas voulu donner un blanc-seing, car le programme commun était pour eux l'invitation à un *voyage de cinq ans pour une destination inconnue* et ne répondait pas à la question fondamentale que tout non-socialiste se pose : *« Qu'est-ce que le socialisme ? »* Il définissait des moyens sans définir la fin, alors que la logique, le bon sens veut que les moyens se déduisent de la fin, de l'objectif, et non l'inverse. Selon que l'on choisit d'aller à Toulouse ou à Strasbourg, à Washington ou à Moscou, les étapes ne sont pas les mêmes. Hors cette méthode, la confiance peut légitimement nous être marchandée.

## La rupture avec le capitalisme

Un parti qui a opté pour la rupture avec le capitalisme, comme le nôtre, ne devrait avoir aucune difficulté à admettre cette *saine et démocratique discipline*. Si l'on rompt avec le capitalisme, on doit être en mesure de dire *« pourquoi et pour quoi »*.

A défaut de l'avoir réalisé à temps, le parti doit donc élaborer maintenant son projet de société, parce que l'on ne sait actuellement qu'une chose de celui-ci : ce sera un projet autogestionnaire.

Pour ce qui concerne le P.C.F., il n'a pas plus dessiné son projet de société, mais il a d'autant plus de raisons de s'en doter

d'un, lui aussi, qu'il est soupçonné en permanence pour sa part de vouloir s'inspirer du modèle soviétique même s'il y dénonce certaines atteintes aux libertés et va jusqu'à prononcer désormais le mot d'autogestion. Tant qu'il se contentera de *dire contre quoi il est sans dire pour quoi*, il ne trouvera pas l'audience qu'il escompte.

Finalement, pour l'un comme pour l'autre de nos partis, quoi de plus démocratique de la part du peuple français que cette exigence d'information préalable à laquelle nous devons répondre en formulant notre propre projet de société ? Et pour notre parti en particulier, quelle attitude plus unitaire que celle qui consisterait à *inviter nos partenaires communistes et radicaux à brosser séparément leur projet de société*, comme nous le ferons, puis à en négocier un commun, avec nous ?

Impossible ? Chacun parle d'autogestion et chacun prétend vouloir respecter les libertés acquises. Il y a donc début de convergence vers un modèle unique de société socialiste. Relancer l'union de la gauche, par conséquent, ce sera proposer à nos partenaires de réviser la première formule de l'union (1972-1978), sur la base d'un programme de gouvernement, dans un sens plus ambitieux et plus logique, sur la base d'un projet de société. On en déduira ensuite, selon la même méthode, et en fonction de la conjoncture, le nombre comme le contenu des étapes qui y mèneront, *c'est-à-dire les programmes communs successifs qui y conduiront*. Dès lors également, la négociation du passage de l'un à l'autre des programmes de gouvernement se fera d'autant plus facilement (à la différence de l'impassé rencontrée à l'été 1977) que l'on connaîtra à l'avance, et en permanence, l'objectif commun à atteindre : le projet de société.

Le processus préconisé propose en conséquence au parti :

1. de dire vis-à-vis de l'extérieur pourquoi une rupture avec le capitalisme et pour quelle société socialiste, dans un document unique et bref ;

2. de demander à nos partenaires, afin de relancer l'union sur des bases saines, logiques, de nous rencontrer pour définir un projet commun de société ;

3. ultérieurement, d'arrêter ensemble les moyens pour y parvenir dans des programmes de gouvernement successifs.

Ainsi sera précisé en quoi consiste la rupture avec le capitalisme ainsi que la *méthode légale, pacifique, graduelle* pour y parvenir.

## Une déclaration des droits socialistes de l'homme

Si l'idée socialiste, après un siècle et demi de propagation, n'a pas pénétré aussi profondément les masses que l'idée républicaine (laquelle a recueilli l'assentiment de la majorité du peuple français en moins d'un siècle, alors que personne n'était républicain en 1789), nous devons nous interroger sur le point de savoir *comment a cheminé l'idée républicaine et nous demander si la méthode des révolutionnaires libéraux de*

1789 ne serait pas aussi valable pour leurs héritiers socialistes de la période 1978-1989.

En l'occurrence, on se rend compte que nos ancêtres ont défini le projet de société qu'ils croyaient juste : une *démocratie libérale, en filigrane, à travers une déclaration des droits de l'homme chargée de définir le minimum de libertés en dessous duquel ils considéraient que l'on retomberait dans l'arbitraire monarchique*. Or ne doit-il pas en aller de même pour la définition du projet de société socialiste à laquelle la gauche française aspire ? *Le socialisme ne représente-t-il pas une extension des libertés, pour les travailleurs notamment, qui, de sujets, deviendraient citoyens dans l'entreprise ?* Les libertés déjà proclamées de formelles qu'elles sont (exemple de la liberté de la presse avec Hersant, de la liberté d'expression pour l'ouvrier, le paysan...), ne tendraient-elles pas à se réaliser enfin ? Donc, pour bien marquer aux yeux des masses le progrès des libertés que représenterait le passage au socialisme, et pour reprendre une méthode qui a fait ses preuves (puisque grâce à sa clarté et à sa concision elle a permis, en étant accessible aux gens les plus humbles, de soulever de nombreux peuples d'Europe et d'Amérique) il paraît opportun pour notre parti d'adopter et de faire adopter par la gauche un projet de société sous cette forme.

De telle sorte, notre parti comme la gauche (et le P.C. en particulier) non seulement ne pourront plus être soupçonnés de vouloir porter atteinte aux libertés, mais seront au contraire considérés comme des *artisans de libertés nouvelles, futures*. Au lieu de tenir le langage des libéraux en matière de libertés (comme Carter ou Giscard), non seulement ils combattront pour la « défense des libertés » mais aussi pour leur extension, retrouvant alors l'*analyse des premiers penseurs du socialisme* (trop souvent oubliés).

En outre, à la lumière des libertés en devenir, que nous proclamerons (comme le droit à l'autogestion) les *travailleurs verront comment ils auraient été traités, concrètement*, si ce que nous exigeons avait eu force de loi (dans le cas de Lip ou de Bous-sac entre autres). Ils se rendront compte de l'étroitesse des libertés actuelles et de leur hypocrisie (droit de « vivre où bon nous semble » pour les Corses, les Bretons...) et ne pourront plus s'en contenter. Ils réclameront leur développement, comme les peuples, au début du XIX<sup>e</sup> siècle, ont imposé la mise en œuvre des libertés déjà proclamées en 1789.

## Une nouvelle politique étrangère

Fort de cette déclaration des droits socialistes de l'homme, ciment permanent (immédiat et dans le long terme) de l'unité de la gauche française (à la différence d'un programme de gouvernement qui doit être adapté constamment à la conjoncture et ne présente pas les qualités de stabilité nécessaires au renforcement de l'union, mais contient au contraire des germes de désagrégation), le parti pourra proposer notre *« déclaration des droits - projet de société »*, à l'Internationale socialiste qui, comme l'union de la gauche en France, est *dépourvue de tout ciment idéologique, de toute unité au niveau des objectifs*.

Autre avantage, avec ce nouveau langage en matière de droits de l'homme (qui n'est, en fait, que celui des premiers penseurs socialistes), le parti, l'Internationale et l'union de la gauche pourraient faire entendre un autre son de cloche dans le concert des nations que celui de l'alignement sur un bloc ou l'autre, ou sur le langage de ceux-ci. Ainsi, au lieu de se contenter de déplorer les atteintes aux libertés ici ou là, c'est-à-dire se contenter de négations, d'être défensive, la *ligne politique des trois entités précitées aurait beaucoup plus de relief*, serait plus positive, dynamique et entraînante pour le reste de l'humanité. Leur cohésion serait un facteur de force et d'efficacité. Exemple : la conférence d'Helsinki. L'Ouest y dénonçait le Goulag en U.R.S.S., tandis que les Soviétiques, eux, présentaient le chômage comme une atteinte bien plus grave aux libertés.

Les deux camps avaient raison, mais qui, au nom des socialistes, a rappelé cette analyse à l'origine de notre pensée ? Nous avons préféré lâchement nous replier derrière le drapeau du libéralisme américain, oublieux qu'il est exact que le capitalisme par le chômage, par sa concentration indus-

truelle et urbaine, par une interdiction « de facto » des études supérieures aux ouvriers et aux paysans, etc., est une atteinte constante, bien que déguisée, aux libertés.

Quand le gouvernement de la droite pour se teinter des couleurs du modernisme célèbre déjà le troisième millénaire, que ne préparons-nous, de notre côté, le deuxième centenaire de la Révolution ? Le XXI<sup>e</sup> siècle sera celui du socialisme, comme le XIX<sup>e</sup> a été, grâce à 1789, celui du libéralisme. Avec le parti socialiste, dès lors, la France redeviendrait le pays des droits de l'homme et aurait une grande politique étrangère à mener sur cette base en Europe et entre les blocs et le tiers-monde.

## 216 questions

Mais, dira-t-on, le parti prépare déjà un projet de société : le projet socialiste.

Non. Nos responsables l'ont dit et écrit à plusieurs reprises. Ce projet est destiné à remplacer notre programme de gouvernement de 1971, et rien de plus. Et ils se montrent en cela parfaits démocrates, car imagine-t-on un projet de société, le texte qui définit la raison d'être du parti, préparé par un vaste sondage d'opinion (subjectif au niveau des questions et de la synthèse) et adopté à la sauvette par une convention qui, du point de vue de la représentation des militants, est moins démocratique qu'un congrès ? Un projet de société, pierre angulaire du parti, appelé à durer en principe ce que durera le parti (c'est-à-dire jusqu'à la réalisation du socialisme), ne saurait être adopté que par un congrès extraordinaire mûrement préparé. Voilà pourquoi il est heureux que la convention sur le projet socialiste ait été repoussée à après le congrès de Metz qui devra trancher sur ce point fondamental du projet de société et de la méthode la plus démocratique pour l'adopter.

## Pas de nouveau débat idéologique

Le processus de relance d'union de la gauche développé ici ne doit pas être confondu avec le débat idéologique proposé comme procédé de rapprochement avec le P.C.F. en 1969. Alors que ce dernier procédé ne se fondait sur rien de concret, tangible, réel, et permettait aux partenaires les pires dupes ; alors que le programme commun trop conjoncturel, lui, trop détaillé par contre, aurait dû suivre l'adoption d'un projet de société commun, et non le précéder, la méthode avancée par les camarades favorables à une nouvelle déclaration des droits de l'homme aurait, elle, le mérite de la clarté, du réalisme, de la logique et du caractère démocratique, pour les raisons déjà évoquées. Il se situerait entre l'idéologie et la programmation sans nier l'intérêt des deux.

Objectif à atteindre pour les militants

comme pour les travailleurs ; ciment tangible de l'union de la gauche ; résumé des progrès qu'elle apporterait dans la vie des masses laborieuses, l'adoption d'une « déclaration-projet » serait aussi, par la suite, la première phase conduisant à la réunification, à un congrès de Tours à rebours. Car à partir du moment où l'on serait d'accord sur les contours de la société future (libre, autogérée, avec la primauté du Plan sur le marché), que les deux piliers de l'union seraient convenus de signer des programmes de gouvernement successifs (comme en 1972) pour y parvenir, qu'est-ce qui y ferait encore obstacle, hormis les appareils et soixante années de rivalités ? Certes, il ne faut pas se faire d'illusion mais un processus inexorable, renforcé par la pression de la base, serait enclenché.

## Uner évolution légale, pacifique, progressive

Par rapport à ce qui a été tenté jusqu'alors, le chemin schématisé ici pourrait être qualifié de « réformiste » et légaliste par ceux qui ne voient la révolution socialiste qu'à travers le bain de sang purificateur du « grand soir ». Comme si le droit et les droits ne pouvaient être liés qu'au passé, au présent et ne jamais concerner le futur ; que la meilleure façon de défendre les libertés, comme on dit toujours, n'était pas de les étendre (conception dynamique).

Définir une société future en termes de libertés, de droits nouveaux, loin de rétrécir notre base populaire aux seuls conservateurs éclairés, ce sera au contraire élargir au maximum l'unité populaire en permettant aux classes traditionnellement réticentes ou fugaces (la moyenne bourgeoisie intellectuelle : technicienne, juriste, commerçante...) d'assimiler les buts poursuivis par la révolution populaire et de se rendre compte qu'ils ne sont pas contradictoires avec les leurs, ni sur le fond ni sur la méthode. Ce sera permettre à ces couches, numériquement faibles mais stratégiquement importantes, de faire pencher la balance définitivement dans le bon sens, ce que n'a pas réussi l'Unité populaire chilienne, faute d'avoir proclamé au préalable le type de société auquel elle aspirait. Quand les obstacles se sont levés, quand le gouvernement a paru hésiter, vu qu'il n'y avait pas de projet de société bien défini, la moyenne bourgeoisie, après avoir soutenu Salvador Allende, désorientée, inquiète sur l'issue finale, a renoncé à le défendre et, craignant l'aventure, a préféré revenir frileusement vers la droite, plus sécurisante, plus sûre d'elle, parce que n'ayant pour tout objectif que de conserver.

Bien que notre degré de développement et l'ancienneté de notre démocratie libérale soient tout autres, il n'en va pas autrement en France.

## I. — Changer la vie : ce que cela signifie concrètement

L'apparition de cette crise ne doit surtout pas nous pousser à affaiblir notre projet ou à délaisser le terrain économique et social. LUTTER CONTRE LA CRISE, C'EST LUTTER CONTRE LE CAPITALISME. La crise rend la rupture plus urgente que jamais pour réaliser un autre modèle de développement économique et de relations sociales.

### 1<sup>o</sup> Se donner les moyens de l'autogestion et du changement économique

Les socialistes sont d'accord pour affirmer la nature autogestionnaire du socialisme, l'autogestion étant à la fois le but vers lequel nous tendons, le pouvoir rendu aux travailleurs et un processus continu à enclencher immédiatement.

Mais, plus que jamais, la conquête du pouvoir d'état et la constitution d'un puissant secteur nationalisé sont les préalables indispensables à toute rupture avec le capitalisme. Plus que jamais autogestion est inséparable de nationalisation et de planification.

À la logique du « marché » prônée et mise en pratique par les libéraux, il faut opposer la logique et la cohérence de la planification démocratique ; conçue non comme une gestion directe de la production mais comme une orientation ferme (maîtrise du crédit, des grands investissements et des prix de base). Une telle planification constitue l'affirmation directe d'une volonté politique dans le fonctionnement de l'économie. Les problèmes posés par le fonctionnement détaillé de la planification démocratique ne sont pas tous résolus, et nous devons approfondir notre réflexion dans ce domaine, même si le mouvement ne se démontre qu'en marchant. Si la planification était reléguée à un rôle subalterne et si l'on s'abandonnait au jeu du marché, nous ne pourrions rien faire de plus qu'actuellement.

### 2<sup>o</sup> Répondre aux vraies questions pour éviter les faux débats

Les prétendues « contraintes économiques » ne doivent pas arrêter les socialistes au pouvoir dans leur volonté de satisfaire les revendications. À quoi sert de disputer le pouvoir à la droite si nous ne sommes même pas capables d'améliorer décemment le sort des plus exploités. Mais devant certaines objections, bien accueillies par la droite et orchestrées par les médias, nous ne devons pas nous contenter de réponses politiques et humanitaires.

Nous devons aussi rappeler (et nous rappeler) l'histoire du mouvement socialiste, notre histoire :

De tous temps, les économistes libéraux ont opposé l'épouvantail des « contraintes économiques » aux revendications ouvrières ; il n'était pas « réaliste » d'interdire le travail des enfants dans les mines, de réclamer la journée de 8 heures, la semaine de 40 heures, les congés payés, les augmentations de salaires. Cela devait mettre l'économie en péril.

L'histoire a montré au contraire (par exemple Mai 68) que l'élévation massive du pouvoir d'achat des couches défavorisées pouvait constituer un formidable moyen de relance du marché intérieur et donc de l'économie, même dans le cadre capitaliste !

L'histoire a montré que les socialistes avaient raison de refuser les appels au réalisme, à la prétendue rigueur des économistes libéraux.

La « rigueur », les « contraintes économiques », sont des mots qui impressionnent. Essayons tout de même de ne pas avoir la mémoire trop courte.

3<sup>o</sup> Proposer des perspectives claires, les éléments concrets d'une vie nouvelle avec pour objectifs prioritaires :

a) un processus continu de diminution du temps de travail (dont les 35 heures sont un jalon important) ;

b) augmentation massive des très bas revenus (en réactualisant pour le SMIC les chiffres de mars 78) ;

c) une politique volontariste et CONTINUE de diminution des inégalités de ressources (réduisant dans un premier temps l'éventail des revenus (de 1 à 85 actuellement jusqu'à 1 à 7) ;

d) une politique volontariste de lutte contre les inégalités culturelles.

Cette priorité aux revendications des plus exploités (qui ne peut aller sans certains tassements au sommet et il faut avoir le

# Pour un puissant parti socialiste unitaire

Alberny Thierry (l'Isle-Adam), Aveline Marie-Claire (l'Isle-Adam), D'Ayrenx Philippe (Saint-Ouen-l'Aumône), Babadjian Jean-Louis (Arnouville-les-Gonnesse), Ballestracci François (Groslay), Béquet Jean-Pierre (Auvers-sur-Oise), Boiteux Roland (Montsoult), Borgne Jean-Paul (Auvers-sur-Oise), Boucherie Nicole (Saint-Ouen-l'Aumône), Cauvin Claude (Chaumontel-Luzarches), Château Michel (Pontoise), Daeubert Michel (Cergy), Demarle Jacques (Saint-Leu-la-Forêt), Deschamps Reynald (Presles), Deshayes Catherine (Saint-Leu-la-Forêt), Deshayes Hervé (Saint-Leu-la-Forêt), Dezan

Nicole (Auvers-sur-Oise), Faye Henri (Beaumont), Filipi Jean (Sarcelles), Franques Jean-Guy (Saint-Leu-la-Forêt), Franques Reine (Saint-Leu-la-Forêt), Janiad Patricia (Herblay), Javelot Jean-Pierre (Magny-en-Vexin), Léry Marie-Françoise (Taverny), Lévy Claire (Cergy), Lévêque Jean-François (Beaumont), Matteucci Vincent (Parnain), Mettel Roger (Auvers-sur-Oise), Morin Bernard (Presles), Renou Michel (l'Isle-Adam), Rivolier Hélène (Beaumont), Tallet Jean-Pierre (Osry), Tondeur André (Argenteuil), Vignaux François (Cergy).

tout dirigisme des prix, tout effort de planification, toute résistance devant la loi du marché international, laissant le soin à la concurrence nationale et internationale de faire le tri entre les entreprises rentables et non rentables, entre les secteurs économiques français à maintenir ou abandonner.

Notre analyse de la crise actuelle du capitalisme mondial correspond à celle présentée en introduction au questionnaire sur le projet socialiste (Le Poing et La Rose, supplément au numéro 72).

Il est important de souligner que le gouvernement français a réagi en abandonnant

courage de l'annoncer) n'est pas seulement d'ordre humanitaire ou stratégique.

Elle est la condition absolue de tout projet autogestionnaire.

Celui-ci n'aurait aucun sens si la masse des travailleurs ne voyait pas son *temps libre*, ses *ressources* matérielles et culturelles fortement accrues. On verrait vite alors les structures autogestionnaires accaparées par les couches privilégiées (par la culture, l'aïssance ou le temps libre) comme on le constate souvent dans certaines expériences municipales et certaines expérimentations. Ainsi, augmenter les bas revenus, c'est non seulement changer les rapports des hommes avec les choses, mais aussi changer les rapports des hommes entre eux.

#### LA MARCHÉ VERS L'ÉGALITÉ DES CONDITIONS DE VIE EST INSEPARABLE DE LA MARCHÉ VERS L'AUTOGESTION.

Il ne faut pas seulement refuser la logique économique du capitalisme pour répondre aux besoins des plus exploités ; il faut aller plus loin dans la remise en cause du mode de croissance capitaliste, dans le refus de son gâchis.

4° Définir un autre modèle de développement qui respecte l'homme et la nature, qui préserve leur avenir.

Pour cela nous devons nous aider de la réflexion de mouvements contestataires tels que le mouvement écologique, dont l'apport a été trop négligé.

Parce que nous en aurons les moyens, nous pourrions faire ce dont le système libéral capitaliste est incapable, car il est emprisonné dans la logique suicidaire du marché, par exemple :

a) supprimer les productions inutiles imposées par la seule recherche du profit (exemples : verres perdus...);

b) réduire l'éventail de certains produits qui n'offre que l'apparence d'un choix très large et l'illusion de la concurrence (électroménager, lessives...);

c) orienter la recherche, l'investissement et la production :

— vers des objets à plus longue durée de vie (et concurrentiels à terme),

— vers des productions économisant l'énergie (et réduisant notre dépendance extérieure);

d) accorder la priorité aux transports et équipements collectifs.

e) décentraliser la production, rapprocher le lieu de travail ;

f) favoriser la production décentralisée d'énergies douces en limitant les productions hyper-centralisées et dangereuses comme l'énergie nucléaire.

C'est par ce type de propositions courageuses et non en modérant notre programme que nous élargirons durablement notre audience et pourrions construire un socialisme auto-gestionnaire, sans risque de voir notre combat révolutionnaire récupéré par les couches technocratiques qui ont déjà commencé à pénétrer les postes de commande du pouvoir bourgeois et sont prêtes, pour moderniser plus rapidement le système, à faire un bout de chemin avec nous.

## II. — La stratégie d'union de la gauche

La gauche n'a pas gagné les élections de 1978. Est-ce dû à notre stratégie ?

— Il y avait pourtant une majorité de gens pour vouloir un changement par un gouvernement de la gauche, mais la prépondérance socialiste n'était pas assez forte.

— Le P.C.F. porte la lourde responsabilité de la désunion et de l'échec.

C'est la désunion et non l'union ou le manque de crédibilité économique qui a fait perdre ces élections.

1) Pour un parti socialiste prépondérant parce qu'unitaire : confirmer la ligne d'Epinay.

Le rôle propre du P.S. est essentiel mais il ne sera jamais à lui seul suffisant. Il faut donc poser le problème des alliances.

La stratégie du P.S. depuis Epinay et Grenoble est fondée sur le front de classe, c'est-à-dire le rassemblement majoritaire des travailleurs et donc des forces politiques qui les représentent.

Il faut donner au P.S. les moyens de gagner la gauche, ce qui signifie enlever au P.C.F. les moyens de la faire perdre. Cela signifie créer un rapport de forces tel, donner

un tel élan à la dynamique, que le P.C.F. ne puisse plus jouer la défaite sans mettre en cause sa propre organisation.

C'est maintenant que tout se joue. Tout sera fait pour nous écarter de la voix unitaire, pour nous précipiter dans les eaux giscardiennes. Mais le grand fait qui depuis Epinay a bouleversé les données de la politique française, qui a permis l'union de la gauche et porté la gauche aux portes de la victoire, c'est l'affirmation d'un parti socialiste puissant, prépondérant et unitaire,

#### PREPONDÉRANT PARCE QU'UNITAIRE.

Cela dérange tout le monde que malgré l'échec de la gauche le P.S. se soit affirmé le premier parti de France.

Tout est fait pour casser la progression socialiste, abaisser le parti socialiste, si possible le disloquer et l'abattre. Le P.C.F. prétend que nous virons à droite parce qu'il a besoin que nous virions à droite.

Le moindre faux pas le justifierait, mais à l'inverse notre fermeté condamnera sans appel son virage anti-unitaire.

La masse des électeurs de gauche à compris que la gauche ne gagnera que si le P.S. est fort : les partielles en sont la preuve irréfutable.

#### 2) Comment relancer l'union ?

Le P.S. est le parti de l'union, il doit l'être plus que jamais et le montrer. Le P.C.F. ne veut actuellement (sauf exception) d'actions communes. Nous devons au contraire entreprendre nos actions avec tous ceux qui se réclament de la gauche. Ces actions doivent être menées à tous les niveaux.

Se réfugier dans des actions à la base sans possibilité au sommet serait une illusion.

C'est par un ensemble de campagne d'action portant sur les conditions de vie et de travail des travailleurs, menées à tous les niveaux, qu'il faudra relancer l'union. Les occasions ne manqueront pas.

Cela peut sembler prématuré, mais il faut se préparer et considérer que le P.C.F. peut changer.

Faudra-t-il pour autant renégocier le détail d'un programme ? C'est peu vraisemblable. Cependant, lorsque le P.S. aura précisé son PROJET SOCIALISTE, nous aurons les moyens de proposer une plate-forme gouvernementale pour un gouvernement à direction socialiste.

Il ne s'agit pas d'imposer toutes nos positions mais la plate-forme socialiste devra être la base de la discussion.

Le congrès de Metz se tiendra quelques semaines avant le congrès du P.C.F. Nous devons nous adresser à ce congrès. Les choses bougent au P.C.F., il n'est pas question d'intervenir dans le débat interne mais de poser clairement les conditions politiques de l'alliance de gauche, la question des garanties mutuelles à la lumière de l'expérience que nous avons vécue.

C'est bien au moment du congrès qu'il faudra agir pour faire repartir l'union, c'est ce que demande la grande majorité des travailleurs.

## III. — Autogestion et fonctionnement

Le P.S. est un parti jeune. En une dizaine d'années, il a réussi à la fois à rassembler l'essentiel du mouvement socialiste et à devenir le premier parti de France. Ses statuts, basés sur le respect et la représentation des minorités, en font aussi le plus démocratique de notre pays. Mais pour le parti du socialisme autogestionnaire, ce palmarès relatif n'est pas suffisant.

Le fonctionnement dans la pratique présente de graves lacunes. Elles étaient à la rigueur supportables dans la période de construction du parti que nous venons de vivre. Elles ne le sont plus.

Si le nouveau règlement intérieur apporte des améliorations qu'il serait absurde de nier, elles ne sont pas suffisantes.

#### IL FAUT METTRE NOTRE PRATIQUE EN ACCORD AVEC NOS PRINCIPES.

Une volonté autogestionnaire, cela commence aussi par un certain comportement. Cela n'aurait aucun sens de prôner l'autogestion pour des millions de travailleurs si l'on n'était pas capable d'autogérer ou même simplement de faire fonctionner démocratiquement un parti de quelques centaines de milliers d'adhérents.

a) Dépasser les querelles de personnes et de pouvoir.

• Il y a là un débat capital qu'on ne peut accepter de voir transformer pour des enjeux de pouvoir en un procès du seul premier secrétaire, comme si tous les dirigeants du courant UN n'avaient pas été solidaires jusqu'ici de la direction du parti ; comme si les dirigeants du courant DEUX avaient toujours eu un comportement exemplaire et pour seul souci de faire progresser le débat démocratique.

b) Analyser le mal à la lumière d'un exemple précis.

La dernière Convention nationale est révélatrice et doit être examinée par chacun sans indulgence vis-à-vis de lui-même.

Certains s'étonnent que la commission des résolutions (ou aboutissent les travaux fort méticuleux des fédérations) ait été réduite à une parodie de synthèse bâclée en 2 heures ; que la Convention elle-même ait été détournée de ses objectifs puis réduite à une simple « Chambre d'enregistrement ».

Il n'y a pas à s'en étonner quand se généralise la pratique des synthèses préalables entre dirigeants ; quand ceux qui crient le plus fort contre le manque de démocratie préfèrent les fragiles équilibres de leurs compromis au sommet plutôt que le « risque » d'un arbitrage par les militants ; quand l'on présente finalement au vote de ceux-ci une série de propositions unanimes (même sur les points où il y a divergences) ; quand des amendements (comme celui pourtant essentiel sur le « droit d'initiative ») ne sont même pas défendus, même pas soumis au vote de la Convention par ceux-là mêmes qui les ont présentés au vote des militants. C'EST DANS CES PRATIQUES, DANS CETTE MEFIANCE DES MILITANTS ET DE LEUR TRAVAIL QUE RESIDE LE PRINCIPAL PROBLEME.

c) Opérer des modifications statutaires.

1.) Election du comité directeur directement par les militants, par exemple dans le cadre fédéral ;

2.) Transformation du fonctionnement des congrès et conventions (dans le sens de la précédente contribution du Val-d'Oise, avec notamment l'élection par les congressistes des membres de la commission des résolutions) ;

3.) Droit d'initiative (garantissant que toute contribution pour un congrès ou une convention, présentée par un certain nombre de militants de plusieurs fédérations, sera soumise au vote des militants) ;

4.) Harmonisation du prix des cartes et des cotisations des élus.

d) Organiser une convention sur la jeunesse en se donnant les moyens de prendre sérieusement en compte le travail des militants.

e) Modifier nos comportements.

— La direction du parti doit être plus collégiale, les délégués nationaux élus par le comité directeur et placés sous la responsabilité des secrétaires nationaux correspondants.

— Nous devons refuser de laisser les courants de pensée se pervertir par une structuration excessive et des pratiques tacticiennes jusqu'à perdre leur rôle de moteur du débat politique et devenir de simples instruments de conquête du pouvoir.

— Il faut au contraire rechercher et mettre en œuvre les moyens de débats approfondis à tous les niveaux, au-delà des congrès.

# Contribution au débat

Michel REY et André SAGEAUD

Ce texte est la suite logique de celui que nous avons proposé pour le congrès de Nantes. Il aura fallu l'échec de mars 1978 pour que le fonctionnement du parti apparaisse comme un problème. Et comme solution, on nous a proposé ce simulacre de convention sur le règlement intérieur. Nous proposons ci-dessous un texte de réflexion qui aborde seulement quelques problèmes afin d'ouvrir un véritable débat politique dans la perspective du prochain congrès.

## I. — Pourquoi cette contribution ?

Refusant de tirer les leçons de l'échec de mars, la direction du parti tente d'escamoter, une fois de plus, la réflexion de fond et le débat sur des propositions politiques concrètes, au profit de querelles de dirigeants, avides de conserver ou de prendre le pouvoir, affichant ainsi un mépris total des militants. C'est une attitude inquiétante dans un parti qui se réclame de l'autogestion !

Nous voulons proposer aux militants socialistes de ce parti qui refusent ces combinaisons stériles des thèmes concrets de discussion. Les propositions que nous avançons peuvent être modifiées, rejetées ou approuvées, globalement ou partiellement, mais il nous semble indispensable qu'elles soient débattues si le parti socialiste entend clarifier ses positions. Nous souhaitons que ces objectifs, entre autres, apparaissent clairement dans les différents textes qui seront proposés aux militants afin d'éviter ces motions abstraites et ambiguës dont la seule qualité est de permettre une unanimité sans signification politique.

## II. — Analyse de l'environnement

Depuis longtemps déjà nous ne pouvons plus, à gauche, établir un texte de réflexion sans la traditionnelle analyse de la crise du capitalisme. Nous nous contenterons d'observer que c'est la nature même du capitalisme qui entraîne l'apparition plus ou moins fréquente de crises plus ou moins graves. Aujourd'hui, la diminution inéluctable du taux de croissance, en terme quantitatif, accélère et amplifie ces crises, qui sont des occasions politiques d'une alternative socialiste que nous manquons régulièrement faute d'un projet socialiste cohérent.

## III. — Notre analyse du parti

Parmi les nombreuses sensibilités que nous observons actuellement au sein du parti, les principales nous semblent être les suivantes :

— L'une se manifeste dans et autour de l'appareil et correspond à une classe politique traditionnelle qui se préoccupe de prendre des parcelles de pouvoir aussi bien dans le parti que dans les assemblées politiques. On y trouve d'ailleurs certains camarades de bonne foi qui, se laissant submerger par le « travail », oublient progressivement de réfléchir à la finalité socialiste de leur action ;

— Une autre, facilement qualifiée de « réaliste », considère que, compte tenu d'un environnement difficile, la phase de transition sera longue et progressive. Au lieu de se concentrer sur le modèle socialiste, la réflexion dérive alors sur les propositions crédibles, raisonnables et immédiates qui permettraient de rester au pouvoir après y avoir accédé. Le passage au socialisme étant ainsi renvoyé à une date qui dépendrait des circonstances ;

— Une troisième, en réaction par rapport aux précédentes, préfère continuellement les positions pures et dures traduites dans un vocabulaire inépuisable, de style néo-léniniste. Le courant minoritaire a su s'annexer cette sensibilité et, loin d'offrir un modèle socialiste, il se préoccupe essentiellement de capitaliser les déceptions dans une perspective purement interne au parti ;

— Une quatrième correspond à un grand nombre de militants qui, à défaut d'un parti doté d'un projet authentiquement socialiste, fonctionnant d'une manière démocratique et perçu comme tel dans la population, se raccrochent à ces sous-courants pour des raisons généralement plus sentimentales que politiques.

cratique et perçu comme tel dans la population, se raccrochent à ces sous-courants pour des raisons généralement plus sentimentales que politiques.

## IV. — L'union de la gauche

Nous n'avons pas de solution miracle, mais nous essayons de poser le problème en termes simples. Tout en reconnaissant la part de responsabilité importante du parti communiste dans l'échec des législatives, le maintien de ses positions en mars 1978 d'une part, son recul assez net dans les élections partielles qui ont suivi, d'autre part, nous autorisent à penser que notre projet et notre pratique n'offraient pas une alternative suffisamment claire pour inverser à notre profit les conséquences de son intransigeance. Aujourd'hui, le problème du parti communiste nous semble le même que celui du parti socialiste, à savoir des appareils déphasés par rapport à leurs militants et leurs électeurs. Les mêmes causes produisant les mêmes effets, l'union ne pourra se refaire qu'avec deux partis renoués par rapport à mars 1978 ; nous le souhaitons vivement mais sans cette condition, nous serons bien obligés de reconsidérer ce problème de l'union.

Est-ce qu'au sein du parti socialiste nous parlons tous de la même union ? Dans la perspective d'une élection présidentielle ou dans celle d'élections législatives ou municipales, les conditions et l'objectif sont bien différents.

Commençons par clarifier le projet et la pratique du parti socialiste, c'est le meilleur moyen d'obliger le parti communiste à en faire autant. Nos propositions n'ont été jusqu'à présent qu'un catalogue de correctifs aux inconvénients du capitalisme : sommes-nous incapables de penser hors des schémas capitalistes ? Pour vaincre et réussir, le parti socialiste doit faire preuve d'audace et d'imagination ; le socialisme ne se fera pas dans la facilité et encore moins en suivant les sentiers battus.

## V. — Le pouvoir politique

C'est le premier point sur lequel nous devons exposer clairement notre conception. Une modification de la Constitution doit permettre :

— Le rééquilibrage des pouvoirs entre les Assemblées et le président de la République ;

— L'introduction d'un pouvoir régional large avec les moyens matériels de l'assumer ;

— La diminution de la toute-puissance de l'administration ;

— L'instauration du principe de lois-cadres dont les modalités d'application seront laissées aux soins des assemblées, associations et groupements concernés ;

— La définition du rôle et les pouvoirs des salariés dans l'entreprise ;

— La limitation à une législature de la phase de transition au socialisme.

## VI. — L'économie et les entreprises

Un modèle économique socialiste français rencontrera, entre autres, deux difficultés principales : la première est de ne bénéficier d'aucune expérience socialiste dans un pays à niveau de vie comparable ; la seconde est d'arriver à un moment où le niveau de vie est assez élevé pour une majorité de Français cependant que le pays est en train de se désindustrialiser, créant ainsi les causes d'un chômage structurel.

En France, un modèle socialiste doit prendre en compte trois objectifs :

1) La résorption du chômage ;

2) L'amélioration quantitative du niveau de vie des plus défavorisés ;

3) L'amélioration de la qualité de la vie pour tous.

Pour les atteindre dans un pays comme le nôtre, nous devons nous appuyer sur :

a) Une économie de marché, pour développer l'initiative, l'innovation, la motivation économique et l'esprit d'entreprise. Les pays qui ont supprimé l'économie de marché

l'ont vu se reformer de manière occulte. En outre, l'économie de marché n'est pas synonyme de capitalisme si les limites en sont clairement définies.

b) Des régulateurs indispensables, tels que :

— Les nationalisations qui doivent correspondre à des objectifs précis et nationaux, maîtrise de secteurs stratégiques, importance des investissements nécessaires, limitation de l'influence du secteur privé, limitation de l'accumulation de capital, etc ;

— La socialisation du bénéfice qui permettrait aux entreprises de rester concurrentielles sur le plan international tout en redistribuant à la collectivité le bénéfice de cette productivité : salariés, participants au financement, régions et autofinancement ;

— Le contrôle du mécanisme de formation des prix, moyen efficace de lutter contre l'inflation ;

— La transformation du SMIC de telle manière que celui-ci traduise l'équilibre entre la somme des besoins du niveau de vie de base et la rémunération équivalente de ceux qui contribuent à la satisfaction de ces besoins, afin qu'aucune catégorie ne puisse être en dessous de ce SMIC ;

— La planification large de l'économie : planification des investissements, reconversion industrielle, création d'entreprises, etc., sans oublier l'insertion des plans régionaux ;

— Une diminution progressive de l'importance de l'industrie automobile au profit d'une diversification dans les industries nouvelles ;

— Une fiscalité totalement renouée qui rétablirait l'égalité de tous devant l'impôt direct, celui-ci remplaçant les recettes de la T.V.A. ;

— Une réforme fondamentale de la T.V.A. afin de la transformer en un régulateur de la consommation intérieure en fonction des objectifs du plan et non en un collecteur d'impôts particulièrement injuste. Les recettes de T.V.A. seraient affectées aux budgets de réalisation du plan.

c) Au niveau des entreprises, nous devons innover de manière à atteindre deux objectifs :

— Maintenir un niveau de performance économique suffisant pour permettre la satisfaction des besoins de l'ensemble de la population ;

— Prendre en compte les revendications quantitatives et qualitatives à l'intérieur des entreprises.

Parmi les différentes propositions que l'on peut envisager, il faut insister sur :

— Le respect absolu du droit syndical ;

— Le rôle des syndicats ;

— La transformation des organismes représentatifs des salariés pour que toutes les catégories y soient correctement représentées ;

— Le renforcement des pouvoirs de ces organismes, en particulier dans le contrôle de la gestion des entreprises ;

— La faculté pour les entreprises de développer différentes formes d'organisation susceptibles de traduire dans la réalité le principe de l'autogestion, domaine dans lequel nous ne disposons d'aucune expérience comparable.

d) Prendre en compte le phénomène de consommation :

Bien qu'étant un phénomène majeur par la masse financière mise en jeu et par la nature sociale de l'acte de consommer, qui dépasse le fait d'assurer banalement sa survie, la consommation n'a jamais fait l'objet d'une réflexion et d'un débat au sein de notre parti.

La crise actuelle, qui est subie par la majorité de la population et encore plus durement par les travailleurs privés d'emploi, nous montre la nécessité urgente de définir une politique de la consommation.

Il ne suffit pas de faciliter l'accès à la consommation au plus grand nombre par souci d'égalitarisme, il faut aussi assurer de façon durable une partie de ces besoins de consommation en permettant à la collectivité d'intervenir dans la réorientation de la production.

Ainsi nous pensons que l'acte de consommer ne doit plus être le moyen de prouver son existence par rapport à soi-même et à la société, mais surtout l'expression d'une vie individuelle et sociale de qualité.

## VII. — Politique étrangère

En plus des positions déjà adoptées par le parti et des propositions du projet socialiste, nous souhaitons une réflexion particulière sur les points suivants :

— Une des caractéristiques les plus dramatiques de la situation internationale ac-

tuelle est le non-respect des droits de l'homme : assassinats, tortures, détentions, déportations, se multiplient dans des dizaines de pays, quels que soient leurs régimes politiques.

Notre politique étrangère doit avoir pour objectif de privilégier nos relations politiques et économiques avec les pays qui s'avèrent les moins coupables dans ce domaine. Nous nous trouvons dans une période de bouleversements tels que nous pouvons espérer avoir plus de liberté de manœuvre que nous n'en aurions eu il y a seulement quelques années. Que ce soit pour nos approvisionnements en énergie, en matières premières ou pour nos débouchés industriels, nous aurons, si nous en avons la volonté, un choix plus grand de partenaires.

— Une autre caractéristique est qu'il n'y a aucune illusion à se faire sur l'attitude des deux blocs vis-à-vis d'une expérience socialiste en France. Cette attitude sera loin d'être bienveillante, du côté de l'U.R.S.S. comme des E.-U., et toute atténuation de nos objectifs socialistes dans cet espoir ne serait qu'un marché de dupes.

— L'Europe constitue un problème de plus en plus ambigu. Tout ce qui existe dans ce domaine a été créé dans un contexte capitaliste. Ensuite les situations économiques actuelles des différents pays de cette Europe sont tellement contradictoires que l'on peut se demander de quelle Europe il s'agit. Enfin, les gouvernements « amis » d'Allemagne et d'Angleterre ont bien montré vis-à-vis du gouvernement portugais de Soares les limites de leur soutien à une expérience socialiste pourtant de plus en plus prudente. Dans le cas d'une expérience socialiste en France, tout dépendra essentiellement de

nous : en cas de réussite, l'Europe acceptera les aménagements nécessaires; en cas d'échec, l'Europe ne fera qu'accélérer cet échec.

Nous sommes pour l'Europe, mais pas pour l'Europe des illusions.

## VIII. — Fonctionnement du parti

Nous sommes de plus en plus nombreux à l'intérieur du P.S. à trouver que le fonctionnement du parti n'est pas du tout satisfaisant. Le parti socialiste n'est pas la propriété de quelques-uns, quels que soient les services rendus.

Pour donner à l'extérieur une image crédible du P.S., il faut d'abord donner l'image d'un fonctionnement interne démocratique et ne pas donner au public le spectacle actuel de disputes personnelles, qui ressemblent tout à fait à la polémique qui a suivi la rupture de l'union de la gauche.

Les Français comprennent la nécessité des débats mais les querelles les détournent de tout engagement politique, pourtant bien souhaitable.

Nous réclamons à nouveau :

— Une séparation relative entre le choix des orientations politiques et la désignation des responsables du parti ;

— Des débats, des conventions et des congrès axés sur des choix politiques ;

— L'intégration du règlement intérieur dans les statuts ;

— Une réforme sérieuse des statuts ;

— L'instauration d'une direction réellement collégiale.

Pour le collectif de rédaction : M. REY, 250 Ch. J. César, 95600 Eaubonne, et A. SAGEAUD, tél. 989-56-59.

pense seul à être socialiste et ce n'est plus que tactiquement qu'il ne se sépare pas des autres courants ;

2° l'affirmation que tout est lié, de la position européenne à la politique de santé, ou des problèmes agricoles au contrôle des élus par exemple, ne peut induire que la recherche d'une cohérence dogmatique qui va radicalement à l'encontre de toute forme de pensée autogestionnaire.

D. Pour que le parti socialiste prenne toute la densité dont il a le plus urgent besoin, il serait indispensable :

1° que la ligne d'Epinau soit d'abord rappelée en termes clairs. Ceci suppose l'énoncé d'une dizaine de concepts essentiels à toute position socialiste tels que : rupture avec l'ordre capitaliste, union de la gauche, recherche de l'autogestion, réduction des inégalités, etc. ;

2° que les variantes d'interprétation sur le contenu de ces concepts ou de définitions des stratégies adaptées à leur mise en œuvre soient effectivement précisées *point par point* par ce qui redeviendrait des courants de pensée ;

3° que les militants, en toute indépendance individuelle, puissent :

a) se confirmer dans leur adhésion socialiste par l'approbation du caractère fondamental des concepts essentiels ;

b) se prononcer *point par point* sur les variantes d'interprétation idéologique ou de définition stratégique des actions ;

4° que les courants se définissent alors par la lecture des poids respectifs de ces variantes dans la pensée militante, seule origine socialiste possible de la ligne du parti ;

5° que soient dégagées :

a) les positions qui recueillent l'approbation de la quasi-unanimité des militants et qui commandent donc l'action des instances dirigeantes du parti ;

b) les positions qui appellent des opinions contradictoires claires et pour lesquelles le débat entre des courants de pensée reste fécond ;

c) les positions qui demeurent essentiellement problématiques et qui appellent à des élaborations plus précises pour programmer des conventions à venir.

E. Une telle démarche tend à rétablir la vérité de l'article 24 de nos statuts : « La direction du parti appartient au parti lui-même, c'est-à-dire au congrès. » Elle ne fonde pas les « sans-courant » en un courant mais rétablit au contraire que les courants de pensée fonctionnent dans l'ensemble du parti et pour tous les militants. Elle ne réclame qu'un effort d'intelligence et d'honnêteté dans la seule présentation des choix pour lesquels les militants auront à se prononcer sans les obliger à renoncer à l'indépendance de leur pouvoir autogestionnaire au profit d'un manichéisme délibérément antidialectique.

F. La question est aussi claire que lourde de conséquences : ou le parti est capable d'organiser un congrès du parti, c'est-à-dire qui rassemble les certitudes et les interrogations de chaque militant dans chaque domaine, ou l'appareil du parti se résout à la facilité d'une compétition entre des courants à seule fin de dénombrier leurs supporteurs.

Si Metz n'échappe pas au deuxième terme de cette alternative, c'est que le parti socialiste est encore dans les limbes.

# Paris - 14<sup>e</sup> Section

## DIX MILITANTS DE LA 14<sup>e</sup> SECTION MONTPARNASSE :

Anna Goldberg, Marie-Christine Lattes,

Cette contribution rédigée par un militant de la section 14<sup>e</sup>, Montparnasse, le mercredi 20 décembre 1978, du fait des développements de la préparation du congrès au sein du parti, a été lue à la section lors de sa réunion le soir même.

La section, à l'unanimité des présents, a demandé :

1° que cette contribution fasse l'objet d'un débat de fond préparé par la diffusion de son texte au sein de la section ;

2° que, pour autant, cette contribution soit répercutée au niveau national aux fins de diffusion élargie dans la perspective d'une réflexion politique fondamentale sur les modalités de préparation des congrès.

Pour respecter les délais sans escamoter le débat de fond, la section a donc choisi que cette contribution soit présentée comme la contribution de dix de ses membres qui ont proposé leurs noms à cette fin.

Il semble politiquement très important pour le fonctionnement interne du parti qu'une telle démarche soit prise en considération par les instances nationales.

Alexis Gilodi, Jean-Paul Moreigne, Pierre Tripiet, Anne-Marie Coutrot, Maurice Lazare, Claude Chouard, Paul Hermelin, Lucien Fatus.

## II - TEXTE DE LA CONTRIBUTION.

A. Les militants du P.S. ont trois aspirations :

1° la clarification idéologique ;

2° la définition de l'action immédiate ;

3° l'amélioration de la vie interne du parti.

B. Les motions du congrès de Metz devront répondre à ces trois aspirations pour permettre :

1° la relance de l'activité militante ;

2° le recrutement de nouveaux adhérents sur des bases claires ;

3° l'articulation théorique et pratique avec les autres forces de gauche.

C. La définition par « courants » d'une doctrine homogène portant sur la totalité de l'idéologie, de la stratégie et du fonctionnement oppose un obstacle à la dynamique globale du parti pour deux raisons fondamentales :

1° dès qu'il y a revendication de l'homogénéité des positions, il y a introduction du sectarisme. En clair, chaque courant se



I.S.L.M. Paris.

Responsable de la publication : Pierre MAUROY.

Commission paritaire des journaux et publications n° 53 321